Le rapport au politique des personnes en situation défavorisée. Une comparaison européenne: France, Grande-Bretagne, Espagne

Murielle Bègue

▶ **To cite this version:**

Murielle Bègue. Le rapport au politique des personnes en situation défavorisée. Une comparaison européenne: France, Grande-Bretagne, Espagne. Sciences de l'Homme et Société. Institut d'Etudes Politiques de Paris, 2007. Français. NNT : . pastel-00004003

HAL Id: pastel-00004003
https://pastel.hal.science/pastel-00004003

Submitted on 21 Jul 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Institut d'Etudes Politiques de Paris

Programme doctoral : Analyse sociologique du changement

ECOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO

Observatoire sociologique du changement (FNSP-CNRS UMR 7049)

Doctorat de Sociologie

Le rapport au politique des personnes en situation défavorisée

Une comparaison européenne : France, Grande-Bretagne, Espagne

Murielle Bègue

Thèse dirigée par Serge Paugam, directeur de recherche CNRS (Centre Maurice Halbwachs)

Soutenue le 4 décembre 2007

Jury

Monsieur Dominique Colas, Professeur de sciences politiques à l'IEP de Paris.

Madame Annie Collovald, Professeur de sociologie à l'Université de Nantes, rapporteur.

Monsieur Miguel Laparra, Professeur de sociologie à l'Université publique de Navarre (Pampelune, Espagne), rapporteur.

Madame Laura Lee Downs, Directrice d'études à l'EHESS.

Monsieur Serge Paugam, Directeur de recherche CNRS.

Madame Dominique Schnapper, Directrice d'études à l'EHESS.

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier avec affection Serge Paugam, qui a dirigé ma thèse au long de ces nombreuses années, me prodiguant ses conseils avec une patience jamais prise en défaut et un enthousiasme qui m'a bien souvent redonné courage. Sa relecture attentive et éclairée m'a permis de traverser l'épreuve difficile de la fin d'écriture.

L'Observatoire Sociologique du Changement, laboratoire au sein duquel j'ai effectué ma thèse, m'a procuré un encadrement et une stimulation intellectuels – en particulier pendant la période de construction de mon sujet de thèse – dont je lui suis grandement redevable. J'apprécie tout particulièrement la liberté qui m'a été donnée de m'orienter vers un sujet transdisciplinaire et le bon accueil que cette orientation transdisciplinaire et comparatiste a reçu.
La décision d'effectuer une thèse et les voyages nécessaires à la réalisation des deux terrains étrangers auraient été impossibles sans l'attribution d'une allocation de recherche. Je tiens donc à remercier les membres du jury d'attribution de l'école doctorale de Sciences Po ; j'ai une pensée particulière pour M. Philippe Besnard, alors directeur de l'O.S.C., qui avait défendu mon dossier.
Je ne saurais oublier de remercier chaleureusement Danièle Herlido pour ses conseils, les informations qu'elle m'a fait parvenir, son soutien diligent dans les méandres administratifs et surtout pour la grande bienveillance dont elle a fait preuve à mon égard comme à celui de tous les étudiants.

Merci également pour la rigueur statistique et le cadre de travail idéal que j'ai trouvés au sein du Laboratoire de Sociologie Quantitative (CREST/INSEE), qui m'a accueilli pendant deux ans. Son directeur, Yannick Lemel a su se montrer bienveillant et critique quant à mon sujet et à son ampleur. J'adresse des remerciements tout particuliers à Louis-André Vallet, pour sa gentillesse et sa disponibilité dans la découverte des régressions logistiques avec interaction.

Les données statistiques utilisées dans ce mémoire m'ont été fournies – par l'intermédiaire de Viviane Le Hay que je salue ici – par Louis Chauvel qui m'a ainsi transmis un fichier de données nettoyé et directement exploitable, ce dont je lui suis très reconnaissante.

Mes remerciements vont également à tous ceux qui, à différentes étapes de ma recherche, m'ont fait part de leurs commentaires et critiques. Je tiens en particulier à remercier chaleureusement Matthieu Hély pour le soutien amical et l'aide précieuse qu'il m'a apportés.

À l'issue de cette phase de ma vie qu'a constituée l'élaboration et l'écriture de cette thèse, mes pensées se dirigent naturellement vers mes parents et mes amis. Leur soutien moral et leur compréhension ont davantage compté pour moi que je ne saurais l'exprimer. Qu'ils trouvent tous ici l'expression de ma reconnaissance et de ma tendresse.

Enfin, *last but not least*, ma gratitude va à tous ceux, à Chartres, Oxford, Pampelune, qui m'ont fait ce don : m'ouvrir leurs pensées, politiques ou non ; prendre le temps de répondre à mes questions, bien que leur pertinence ne leur apparaisse pas toujours évidente ; me confier leurs préoccupations et leurs opinions.
Pour certains, je leur ai permis de passer le temps l'espace d'une heure, dans un quotidien monotone et parfois désoeuvré. D'autres ont fait de moi une confidente passagère mais privilégiée, leur permettant de se dégager de leurs contingences ordinaires et de mettre en perspective leur expérience dans un contexte normalisé. Quelques uns ont participé à ces entretiens en pensant à ceux qui traversent les mêmes difficultés et qui sont trop souvent considérés comme une minorité silencieuse : pour faire entendre une voix qui soit la leur.
À tous un grand merci pour leur générosité. Si je ne m'étais pas sentie dépositaire de leur parole, cette thèse n'aurait sans doute pas été achevée.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION GÉNÉRALE 15

1. La question de l'intégration politique, au cœur de la problématique du lien social dans les sociétés européennes 20
2. La constitution de l'objet d'étude 23
3. Une approche comparative 39
4. Hypothèses et axes de recherche 43
5. L'enquête 49
Le matériau quantitatif 50
L'enquête qualitative 53

PARTIE I 61

MISE EN PERSPECTIVE 61

CHOMAGE, PAUVRETE ET RAPPORT AU POLITIQUE 61

CHAPITRE 1 63
LE CHOMAGE COMME EXPERIENCE DESOCIALISANTE : 63
QUELLE INFLUENCE SUR LE RAPPORT AU POLITIQUE ? 63
I. Chômage et politique : deux faits sociaux en interaction ? 64
I.1 L'hypothèse de l'absence d'effet du chômage sur la politique 64
I.2 L'hypothèse de l'effet direct du chômage sur la politique 66
I.3 L'hypothèse de l'effet indirect du chômage sur la politique 69
II. Le rôle intégrateur du travail 73
II.1 La dimension structurante du travail : statut social et classe sociale 74
II.2 Le travail comme rôle social et valeur 75
II.3 Faire quelque chose, être quelqu'un 78
II. Les conséquences d'un manque : quelques pistes d'analyse en direction de l'apathie politique des chômeurs 79
III.1 L'absence de travail : acquisition d'un statut dévalorisé 79
II.2 L'intériorisation du stigmate fondée sur le sentiment d'inutilité sociale 82
II.3 Ne rien faire, n'être personne 86
IV. L'effet de la variable chômage sur les comportements politiques 89
IV.1 Le peu d'intérêt des chômeurs pour le contexte sociopolitique 90
a) L'effet du chômage sur l'intérêt pour la politique 90
b) L'effet du chômage sur l'utilisation des media 99
IV.2 L'effet du chômage sur les comportements politiques 102
a) L'effet du chômage sur l'absence de préférence partisane 102
b) L'effet du chômage sur l'abstention 107
IV.3 L'impact du chômage sur le rapport aux institutions politiques 110
a) L'effet du chômage sur la satisfaction à l'égard de la démocratie 110
b) L'effet du chômage sur le radicalisme politique 115
Conclusion partielle 123
CHAPITRE 2 127
PAUVRETE ET RAPPORT AU POLITIQUE 127
L'EFFET DE LA PAUVRETE SUR LES OPINIONS POLITIQUES ET SOCIALES 127
I. Les conséquences non-financières de la pauvreté 131
I.1 Être pauvre dans une société de consommation 132
I.2 La pauvreté : une situation d'infériorité dans l'espace social 139
I.3 Pauvreté et dépendance 146
II. Les conséquences de la pauvreté sur les comportements et opinions politiques 153
II.1 Revenu et participation électorale 154
II.2 La corrélation entre la pauvreté et d'autres attitudes politiques 157
III. L'effet de la pauvreté monétaire sur les attitudes politiques 159
III.1 Les conséquences de la pauvreté sur les appartenances politiques 161
a) L'effet du revenu sur le sentiment de fierté nationale 161
b) L'effet du revenu sur les préférences partisanes 163
III.2 Bas revenus et désintérêt pour le contexte sociopolitique 167

a) L'effet du revenu sur l'intérêt pour la politique ... 168
b) L'effet du revenu sur l'utilisation des media ... 174
III.3 Niveau de revenu et attitudes vis-à-vis du système politique ... 178
a) L'effet du revenu sur la satisfaction à l'égard de la démocratie ... 179
b) L'effet de la pauvreté sur le radicalisme politique ... 184
Conclusion partielle ... *189*

PARTIE II ... 193

APPROCHE COMPRÉHENSIVE ... 193

LES MANIERES DE PENSER LE POLITIQUE DES PERSONNES EN SITUATION DEFAVORISEE ... 193

CHAPITRE 3 ... 195
TYPOLOGIE ... 195
LES RAPPORTS AU POLITIQUE DES PERSONNES EN SITUATION DEFAVORISEE ... 195
I. Les principes déterminant le rapport au politique ... *197*
I.1 La prise en compte du principe de totalité ... 197
I.2 L'affirmation d'un principe de dénonciation ... 199
II. Typologie des rapports au politique des allocataires du revenu minimum ... *203*
II.1 L'apathie : une inaction politique résultant d'une carence de représentation sociale ... 203
II.2 Le mécontentement : un rapport à la politique à mi-chemin entre la lutte des classes et le radicalisme dépolitisé 205
II.3 La perplexité : la figure contemporaine du désengagement politique ... 207
II.4 La loyauté : sentiment d'appartenance sociale et implication politique ... 209
III. Culture politique et types de rapport au politique ... *211*
III.1 La typologie élaborée est-elle culturellement sous influence ? ... 212
III.2 Des modalités nationales de construction de la citoyenneté ... 213
CHAPITRE 4 ... 217
L'APATHIE POLITIQUE ... 217
INCORPORATION D'UN STATUT DEVALORISE ... 217
I. Les dimensions récurrentes de l'apathie ... *220*
I.1 Le fait central de l'apathie : un désintérêt décomplexé pour le politique ... 222
a) Héritage familial et absence de socialisation politique ... 223
b) Un faible niveau culturel ... 226
c) L'emprise du quotidien ... 235
I.2 L'absence de repères idéologiques : indifférenciation et indifférence ... 242
a) Une méconnaissance de l'actualité politique nationale ... 242
b) L'indifférenciation entre Gauche et Droite ... 246
c) De l'indifférenciation à l'indifférence partisane ... 250
I.3 Un comportement abstentionniste cohérent avec l'apathie ... 252
a) La faiblesse de l'impératif normatif du vote ... 255
b) Absence de motivation et manque de confiance en soi ... 261
c) Les ruptures familiales précipitent le recours à l'abstention ... 264
I.4 Relativisme moral et méfiance généralisée ... 266
a) Les hommes politiques, ces « représentants » si distants… ... 266
b) Une image plutôt péjorative du personnel politique ... 268
c) Une neutralité politique soutenue par un relativisme moral ... 270
II. Les variations nationales de l'apathie ... *273*
II.1 L'exemplarité de l'apathie politique en Espagne ... 273
a) Absence de pressions normatives et sentiment d'incompétence ... 274
b) Le sentiment de se sentir « comme tout le monde » ... 276
c) Des appartenances de proximité : la famille et la Navarre ... 278
II.2 Stigmatisation accrue et anomie en France ... 280
a) Statut dévalorisé et sentiment d'être stigmatisé ... 281
b) Détournement du stigmate et valorisation de son « image pour autrui » ... 282
c) L'absence d'identification à un collectif ... 285
II.3 La pérennité des identités partisanes en Angleterre ... 287
a) L'incorporation de la pauvreté comme caractéristique héritée et partagée ... 288
b) Identification à un groupe social et acceptation des inégalités ... 291
c) L'adhésion identitaire au Labour ... 292
d) Confiance modérée et pragmatisme en Angleterre ... 294
Conclusion partielle ... *297*
CHAPITRE 5 ... 301
LES VOIX DU MECONTENTEMENT ... 301
I. Les dimensions récurrentes du mécontentement ... *302*

I.1 La référence constante aux expériences personnelles ... 303
a) Un mécontentement inscrit dans des trajectoires de vie ... 303
b) Un goût pour la politique qui s'inscrit dans le cadre d'une sociabilité ... 308
c) Entre idéal politique et fatalisme ... 312
I.2 Une rhétorique virulente au service d'un intérêt viscéral pour la politique ... 315
a) La virulence comme expression d'une passion pour la politique ... 315
b) Mensonge et corruption : une vision négative de la classe politique ... 317
c) Un niveau de connaissances indépendant du niveau d'études ... 322
I.3 Un rapport ambigu au processus électoral ... 324
a) Le rejet des problématiques politiciennes ... 324
b) Le renoncement à un vote pourtant valorisé ... 329
c) Un état d'esprit ouvert aux modes d'expression alternatifs ... 333
I.4 Des représentations entre individualisme et antagonisme social ... 335
a) Une image de soi positive : le rejet du stigmate ... 335
b) La perception d'un fort antagonisme social et politique ... 337
c) Des appartenances collectives essentiellement rhétoriques ... 340
II. Les variations nationales du mécontentement ... *344*
II.1 La protestation : une coutume française ... 345
a) Une personnalisation poussée du politique ... 346
b) Le Front National : un choix en adéquation avec le mécontentement ? ... 347
II.2 Remise en cause du système bipartite en Grande-Bretagne ... 350
a) Critique du bipartisme et des general elections ... 351
b) Le vote, entre énonciation du mécontentement et calcul stratégique ... 351
c) Effondrement des appartenances de classe et des adhésions identitaires ... 353
II.3 Mécontentement et marginalité radicale en Navarre ... 354
a) L'envahissement du quotidien par le politique ... 355
b) Une perception de l'actualité guidée par la conviction d'être manipulé ... 356
c) Le soutien à toute forme alternative d'expression politique y compris le terrorisme ... 358
d) Une conscience nationale ... 359
Conclusion partielle ... *361*
CHAPITRE 6 ... 363
LA PERPLEXITE ... 363
UNE QUETE DE CERTITUDE DANS UN CONTEXTE SOCIOPOLITIQUE INCERTAIN ... 363
I. Les dimensions récurrentes de la perplexité ... *366*
I.1 Un intérêt global pour le politique, sans orientation partisane ... 367
a) La politique comprise comme moyen d'action sur la société ... 367
b) Le facteur déterminant de la perplexité *: le niveau d'études élevé* ... 370
c) Des sources d'information diversifiées ... 373
d) Perplexité partisane dans un contexte idéologique complexe ... 376
I.2 Le désarroi d'une conscience citoyenne ... 379
a) Le vote : un devoir au service d'une conscience citoyenne ... 380
b) La forte valorisation du vote n'exclut pas le recours à l'abstention ... 384
c) La volatilité électorale : un comportement en adéquation avec la perplexité ... 386
I.3 Le sentiment d'avoir sa place dans la société ... 388
a) Permanence des sociabilités ... 389
b) Conscience d'un lien de citoyenneté invisible ... 391
I.4 Une attitude dubitative à l'égard des hommes politiques : vers un désenchantement du monde politique ? 394
a) Un regard distancié et modéré sur les scandales politiques ... 394
b) Doute quant aux capacités des gouvernants et conscience de la complexité des décisions politiques ... 396
c) Le dévoilement des artifices de la politique : vers un désenchantement ... 399
II. Les cultures nationales comme cadre interprétatif de la perplexité ... *404*
II.1 Confusion idéologique en France ... 405
a) L'affaiblissement du clivage Gauche/Droite ... 406
b) Une méfiance à l'égard des chiffres du chômage ... 407
II.2 L'affaiblissement des appartenances collectives en Angleterre ... 409
a) Le refus des identités catégorielles imposées ... 409
b) L'affaiblissement des identités collectives ... 413
II.3 L'Espagne : en quête d'une politisation ... 415
a) Une attitude claire de condamnation à l'encontre de l'E.T.A. ... 416
b) La dimension critique de l'intérêt pour la politique ... 417
c) Une volatilité électorale en quête du meilleur choix ... 419
Conclusion partielle ... *421*
CHAPITRE 7 ... 425
LE MAINTIEN DE FORMES DE LOYAUTE POLITIQUE ... 425
I. Les dimensions récurrentes de la loyauté ... *427*
I.1 Une socialisation politique achevée et perdurante ... 428

a) Des orientations politiques revendiquées ... 428
b) La politique comme élément autobiographique ... 432
c) Une bonne compréhension des clivages idéologiques ... 436
I.2 Le vote comme droit politique au service d'idées ... 440
a) Voter : un droit fondamental ... 440
b) Voter pour défendre des idées ... 441
c) Une compréhension large de la citoyenneté ... 444
I.3 Sentiment d'intégration et rôle de l'État ... 445
a) Méfiance et reconnaissance à l'égard des politiques sociales ... 446
b) Le rôle macro-économique de l'État ... 450
I.4 La conscience d'une distanciation en cours ... 456
a) La résistance au délitement ... 456
b) La nécessité de prouver son intégration politique ... 460
II. Les cultures nationales comme cadre interprétatif de la loyauté ... *461*
II.1 France : le credo du vote comme devoir ... 462
II.2 Angleterre : Le sens de la britannicité ... 464
a) De l'importance d'être Britannique ... 465
b) Remise en question du bipartisme ... 466
II.3 Espagne : le rôle des institutions ... 467
Conclusion partielle ... *470*

CONCLUSION GÉNÉRALE ... 473

1. Une approche structurelle du rapport au politique ... *474*
2. Une approche compréhensive des façons de penser le politique ... *477*
3. Un rapport « populaire » au politique ... *484*
4. Coexistence d'une culture populaire et de cultures nationales ... *490*

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 : L'intérêt manifesté pour la politique en fonction de la situation professionnelle en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %) 92
Tableau 2 : L'évolution de l'intérêt pour la politique (Beaucoup+Assez) sur la période 1988-1994 en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %) 95
Tableau 3 : Régression logistique (Y = ne s'intéresse pas du tout à la politique) 97
Tableau 4 : Le degré d'utilisation des media en fonction de l'activité en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %) 101
Tableau 5 : Le sentiment de proximité partisane selon la situation professionnelle en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %) 103
Tableau 6 : Le comportement politique aux dernières élections selon l'activité en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %) 108
Tableau 7 : La satisfaction à l'égard de la démocratie selon l'activité en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %) 111
Tableau 8: Régression logistique (Y = très insatisfait du fonctionnement de la démocratie) 113
Tableau 9 : Les attitudes vis-à-vis des modes de transformation de la société selon l'activité en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %) 116
Tableau 10 : Régression logistique (Y = favorable à un changement social radical par une action révolutionnaire) 121
Tableau 11 : Sélection d'indicateurs de pauvreté et d'exclusion sociale (en %) 129
Tableau 12 : Le sentiment de fierté nationale selon le revenu par fractiles en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %) 161
Tableau 13 : La proximité partisane selon le revenu par fractiles en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %)..... 164
Tableau 14 : Régression logistique (Y = absence de proximité partisane) 166
Tableau 15: L'intérêt manifesté pour la politique selon le revenu par fractiles en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %) 168
Tableau 16 : Régression logistique (Y = ne s'intéresse pas du tout à la politique) 170
Tableau 17 : Le degré d'utilisation des media selon le revenu par fractiles en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %) 175

Tableau 18 : La fréquence de lecture des journaux selon le revenu par fractiles en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %) 176
Tableau 19 : La satisfaction à l'égard de la démocratie selon le revenu par fractiles en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %) 179
Tableau 20 : Régression logistique pays par pays (Y = insatisfait du fonctionnement de la démocratie) 183
Tableau 21 : Les attitudes vis-à-vis des modes de transformation de la société selon le revenu par fractiles en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %) 185
Tableau 22 : Régression logistique (Y = abstention) 187

Liste des sigles utilisés

France

B.E.P. : Brevet d'Études Professionnelles
C.A.P. : Certificat d'Aptitudes Professionnelles
C.C.A.S. : Centre Communal d'Action Sociale
C.E.C. : Contrat Emploi Consolidé
C.E.S. : Contrat Emploi Solidarité
D.A.S.S. : Direction de l'Action Sanitaire et Sociale
F.N. : Front National
M.N.E.F. : Mutuelle Nationale des Étudiants de France
P.C. : Parti Communiste
P.S. : Parti Socialiste
R.M.I. : Revenu Minimum d'Insertion
R.P.R. : Rassemblement pour la République
S.D.F. : Sans Domicile Fixe
U.D.F. : Union pour la Démocratie Français
U.M.P. : Union pour la Majorité Présidentielle (Union pour un Mouvement Populaire à partir de 2002)

Angleterre

G.C.S.E. : General Certificate of Secundary Education
G.L.C.: Great London Council
M.P. : Member of Parliament
N.H.S. : National Health Service

Espagne

E.T.A. : *Euskadi ta Askatasuna i.e.* Pays basque et Liberté
G.A.L. : Grupos Antiterroristas de Liberación
I.U. : Izquierda Unida
P.N.V. : Partido Nationalista Vasco
P.P. : Partido Popular
P.S.N. : Partido Socialista Navarro
P.S.O.E. : Partido Socialista Obrero Español
U.P.N. :Unión del Pueblo Navarro

En l'an 2000, Philippe MÉCHET et Pierre WEILL écrivaient, soulignant certaines carences de la connaissance en sociologie politique : *« Les sondages, et plus généralement les sociologues et analystes de la vie politique, ont besoin pour prétendre analyser la vie publique que ceux qui ont le sentiment d'être des « laissés-pour-compte » de la vie politique ne deviennent pas une armée du silence. »*[1]

Je me suis efforcée, dans ce travail de recherche, de donner à connaître les opinions de ces « laissés-pour-compte » sur la politique ainsi que leurs façons, hétérogènes, de penser le politique et la société.

[1] MÉCHET, Philippe, WEILL, Pierre, « L'opinion à la recherche des citoyens », *in* BADIE, Bertrand, PERRINEAU, Pascal (dir.), *Le Citoyen. Mélanges offerts à Alain Lancelot*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p.227.

« La pleine participation à la vie collective risque toujours, ce qui peut paraître paradoxal – et, à long terme, dangereux – pour une société démocratique, d'être limitée aux plus actifs et aux plus entreprenants et de marginaliser les plus modestes, socialement et culturellement. »

Dominique SCHNAPPER, *Qu'est-ce que la citoyenneté ?*

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Lors du dernier cycle électoral en France, entamé en 2002 par la présence du candidat du Front National au second tour de l'élection présidentielle et marqué par le rejet du Traité Constitutionnel Européen en 2005, l'analyse politique s'est particulièrement portée sur le comportement politique des catégories populaires, un temps éclipsé par celui des « classes moyennes ». Quantité de commentaires ont souligné que le vote des milieux populaires – compris comme un ensemble sociologique cohérent, ce qui est d'emblée discutable – avait été décisif. Cette vague de commentaires, non exempts d'une tonalité accusatrice, soulève plusieurs questions auxquelles je suis particulièrement sensible. Mon expérience personnelle – une partie de ma famille appartient à ces catégories dites « populaires » – témoigne de l'hétérogénéité des comportements politiques qui peuvent se rencontrer dans ce milieu social et de la complexité des raisonnements qui aboutissent à ces choix.

Le comportement électoral des catégories populaires a-t-il été plus décisif à ce moment politique qu'il ne l'aurait été par le passé ? Certes, l'opinion majoritaire parmi les ouvriers et les employés s'est avérée aller dans le sens du résultat final ; pour autant, la conjonction entre le vote des catégories populaires et le vote global dans la population ne constitue pas un événement exceptionnel dans l'histoire politique française.

Le comportement politique des catégories populaires a-t-il été plus décisif que celui d'autres catégories de population ? Les analyses entendues en 2002 et postérieurement suggèrent que la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle s'explique par la surreprésentation du vote F.N. parmi les catégories populaires. Cette

interprétation s'appuie sur les conclusions des politistes comme Nonna Mayer[1] qui ont mis en évidence l'importance de la contribution du vote ouvrier aux bons résultats de l'extrême-droite depuis les législatives de 1986. D'où l'émergence d'un débat portant sur la substitutiton du F.N. au P.C.F. en tant que « nouveau parti ouvrier ». Deux constats relativisent pourtant cette perception d'un F.N. comme « premier parti ouvrier » : tout d'abord, le comportement électoral privilégié par les ouvriers est l'abstention ; ensuite, comme le rappelle Henri Rey, « il y a un immense fossé entre l'implantation électorale et l'implantation partisane de l'extrême-droite française et cet écart vide en partie de sens l'assimilation que l'on fait parfois entre déclin communiste et relève frontiste. »[2] Les résultats du premier tour de la présidentielle de 2002 ont montré de la manière la plus claire possible la distance qui s'est lentement creusée entre la Gauche et l'électorat populaire[3]. Cependant, l'idée que la présence du Front National au second tour serait due au vote populaire, si elle n'est pas fausse, est pour le moins partielle. En effet, dans un contexte d'abstention record (28,4% au 1er tour d'une présidentielle), les cadres et professions intellectuelles ont été particulièrement abstentionnistes (36% selon les sondages post-électoraux de la SOFRES et du Cevipof) ; cette abstention accrue, *a contrario* de la participation électorale généralement plus élevée dans les catégories supérieures, explique pour partie l'élimination de Lionel Jospin. Par ailleurs, le Front National ne recueille pas les voix des seuls milieux populaires mais également d'autres catégories de la population : si 23% des ouvriers ont voté F.N. au 1er tour de 2002, c'est également le cas de 20% des professions libérales et cadres supérieurs. Attribuer la présence de Le Pen au second tour des présidentielles au vote frontiste des seules catégories populaires trahit le besoin de trouver un responsable à une situation politique perçue comme honteuse.

La théorie qui sous-tend cette analyse univoque, c'est l'autoritarisme et le populisme[4] supposés des classes populaires, accusées à mots à peine voilés de « mal voter ». La réintroduction de la catégorie du populaire en politique s'est faite sur un mode accusateur. Si

[1] MAYER, Nonna, *Ces Français qui votent F.N,*. Paris, Flammarion, 1999, 379 p.

[2] REY, Henri, *La gauche et les classes populaires. Histoire et actualité d'une mésentente*, Paris, La Découverte, 2004, p.43.

[3] Henri Rey, *idid.*, procède à une analyse historique de la relation privilégiée entre la Gauche et les classes populaires et de leur mésentente. Il montre notamment comment l'embourgeoisement électoral du P.S. devenu parti de Gouvernement s'est accompagné d'une perte de l'adhésion massive et durable des catégories populaires (ouvriers + employés) aux partis de Gauche, P.S. et surtout P.C.

[4] *Cf.* COLLOVALD, Annie, *Le « Populisme du F.N. », un dangereux contresens*, Broissieux, Éditions du Croquant, 2004, 253 p. Elle déconstruit le terme de « populisme » et analyse le recours à cette notion dans le contexte d'une rhétorique du discrédit visant tant le Front National que les catégories populaires.

la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle de 2002 a été attribuée au vote des catégories populaires, on notera que la victoire de la Gauche aux élections régionales de 2004 (20 régions sur 22) n'a pas été portée à leur crédit. Les commentaires sur le comportement électoral des catégories populaires ont pour l'essentiel souligné le différentiel d'abstention. On sait en effet, depuis l'étude d'Alain Lancelot[5], que l'abstention varie en fonction de l'intégration sociale des individus, notamment en fonction de leur intégration socioprofessionnelle. La participation massive aux présidentielles de 2007 (85%), jusque dans les quartiers les plus stigmatisés, particulièrement scrutés par les observateurs, a été accueillie comme une excellente nouvelle pour la démocratie. Elle dissimule pourtant des différences de participation importantes entre catégories de population plus ou moins privilégiées, qui sont apparues de manière accrue lors des législatives suivantes, élections « de confirmation » jugées moins décisives donc moins attractives : 40% d'abstention à chaque tour, un taux record pour des législatives sous la V^{e} République.

À chaque élection, le chiffre de l'abstention est ainsi guetté par les analystes politiques et abondamment commenté dès la mi-journée. L'abstention augmente-t-elle ? « C'est le signe que les Français ne croient plus en la politique. » La participation électorale est-elle forte ? « C'est une grande victoire de la démocratie d'opinion. »

Ne juger du bon fonctionnement de la démocratie qu'en fonction de l'abstention relève pourtant d'une compréhension tronquée de l'acte électoral comme de la démocratie. La force du lien de citoyenneté, l'importance accordée par un individu à la politique de manière générale, l'intégration de principes normatifs quant au comportement attendu d'un citoyen, ne sont pas les seuls déterminants du vote. La question de *l'enjeu* détermine considérablement le niveau d'abstention, or celui-ci n'est pas lié à l'attitude des individus vis-à-vis du champ politique mais il est déterminé par l'offre politique d'une part, le moment historique d'autre part. Le taux de participation ne permet qu'à la marge d'apprécier la qualité du rapport des individus à la politique et à la démocratie. Le vrai problème réside-t-il d'ailleurs vraiment dans l'importance plus ou moins grande de l'abstention ? Les opinions divergent sur ce point : tandis que certains s'inquiètent d'un comportement qui manifesterait une rupture du lien de citoyenneté, d'autres estiment que l'abstention participe du fonctionnement pacifié d'une démocratie. Le vrai problème que pose l'abstention, selon moi, réside dans son caractère socialement sélectif. Dominique Schnapper analyse ainsi la fragilité de la société

[5] LANCELOT, Alain, *L'abstentionnisme électoral en France*, Paris, Armand Colin, 1968, 290 p.

démocratique : « Elle ne fonctionne de manière acceptable que lorsqu'un espace public s'est construit, qui transcende la société concrète, ses diversités historiques et religieuses, ses divisions et ses inégalités. Les liens qui unissent les individus sont juridiques et politiques, ils sont fondés sur un principe abstrait, l'égalité de tous les citoyens et leur souveraineté. Il s'agit de créer du lien social à partir de ce principe, alors que la citoyenneté implique que les individus aient la capacité de se délier de leurs particularismes et d'entrer en relation avec les autres. […] Elle affirme, contre toute l'expérience sociale concrète, l'égalité civile, juridique et politique d'individus divers et inégaux par leurs origines, leurs capacités et leurs conditions sociales. Elle ne peut manquer de susciter des critiques parfaitement justifiées, lorsque la réalité sociale quotidienne est comparée aux valeurs dont les gouvernants et les citoyens se réclament. »[6] Les sociétés occidentales ayant fait le pari de la démocratie directe, il est théoriquement nécessaire que leurs citoyens soient compétents (informés, réfléchis, responsables) pour qu'elles fonctionnent. La légitimité des gouvernants dépend en effet du suffrage universel. L'abstention différentielle remet en cause la fiabilité du système et l'intégration socio-nationale.

Depuis le milieu du XIX^e^ siècle[7], l'intégration sociale est un objectif essentiel et fondateur de l'action de l'État. La construction d'un État-nation fort et unifié supposait qu'au terme d'un processus pluriséculaire les individus-membres composent une société nationale intégrée, indépendamment de leur origine sociale et de leur occupation. À l'époque où émergeait le fait national, la nation apparaissait comme le mode d'organisation politique le plus approprié aux bouleversements qui se déroulaient parallèlement dans le domaine économique, à savoir la modernisation, l'industrialisation et la rationalisation. La solidarité organique qui caractérise selon Durkheim[8] les sociétés modernes serait en effet plus appropriée aux nouveaux modes d'organisation du travail et d'interactions sociales que les

[6] SCHNAPPER, Dominique, *La démocratie providentielle. Essai sur l'égalité contemporaine*, Paris, Gallimard, coll. nrf essais, 2002, p.272.

[7] Les historiens désignent usuellement le XIX^e^ siècle comme 'le siècle des révolutions', faisant allusion à la révolution industrielle et aux diverses révolutions politiques qui ont agité l'Europe (1830, 1848), et le XX^e^ siècle comme 'le siècle des nations', évoquant par là les deux guerres mondiales et les nombreux conflits coloniaux où les notions d'indépendance et de rivalités nationales ont connu leur expression la plus frappante. Cependant, c'est au XIX^e^ siècle que s'établissent la plupart des nations européennes telles qu'on les connaît aujourd'hui. Pour une approche historique plus complète du fait national en Europe, voir l'*Histoire de l'Europe contemporaine* en deux tomes par Serge BERNSTEIN et Pierre MILZA, Paris, Hatier, 1992.

[8] *Cf.* DURKHEIM, Émile, *De la division du travail social : étude sur l'organisation des sociétés supérieures*, Paris, Alcan, 1893, 471 p.

solidarités mécaniques des sociétés traditionnelles, davantage articulées autour de communautés d'individus semblables. L'une des préoccupations essentielles dans l'œuvre de Durkheim réside dans les conséquences de la division sociale du travail, donc de la différenciation des individus, qui ne sont plus substituables mais différents et complémentaires. Si cette différenciation ne s'accompagne pas de la mise en place de valeurs et de normes profondément acceptées et comprises par l'ensemble de la population, le risque est grand d'aboutir à une situation d'anomie. Il insiste en particulier sur le rôle que devraient jouer les corporations pour renforcer les liens de sociabilité interpersonnels et ainsi éviter l'isolement des individus. Ces liens interpersonnels sont dépourvus d'utilité productive ; ils constituent néanmoins selon Durkheim une nécessité existentielle pour l'être humain. Dans cette perspective, le lien de citoyenneté constitue également selon moi un élément central pour assurer, par-delà le cercle des connaissances personnelles, une cohésion entre les citoyens d'un même pays. La cohésion de la nation ainsi que sa participation au développement économique passent nécessairement par la cohésion de la société, d'où la place centrale accordée à l'intégration.

La mise en place progressive de l'État-providence peut d'ailleurs s'expliquer par cet impératif d'intégration : les politiques d'assurance et de redistribution avaient pour objectif avoué, au-delà de la réduction de la pauvreté, la consolidation de la cohésion nationale. Pour autant, comme le souligne Dominique Schnapper, « la politique ne peut consister seulement à produire et à redistribuer des ressources, elle doit porter des valeurs et une volonté communes. […] Si la redistribution des ressources, en assurant la dignité de tous, est la condition d'existence d'une société démocratique, l'existence d'une communauté des citoyens est aussi la condition nécessaire pour que cette redistribution soit acceptée comme légitime. »[9] Le concept d'intégration socio-nationale désigne le processus, au sein des sociétés nationales européennes, qui réunit en une même problématique la nation et la vie sociale. Dans cette optique, le politique, l'économique et le social sont inextricablement liés : le développement économique va de pair avec une élévation du niveau d'intégration de la société et un affermissement des structures et des institutions étatiques. « Jusqu'à présent les sociétés démocratiques ont bénéficié du travail de la construction des nations, de l'héritage des institutions nationales qui les a rendues naturelles aux citoyens et de l'homogénéité culturelle de la population nationale. »[10] Le lien politique entre les citoyens, égaux devant la loi et de

[9] SCHNAPPER, Dominique, *La démocratie providentielle*, *op.cit.*, p.269-270.

[10] *Ibid*., p. 270.

par leurs droits, co-décisionnaires de l'avenir de leur pays par le biais du suffrage, est profondément un lien social qui réunit une communauté imaginée d'individus au sein d'un ensemble institutionnalisé.

1. La question de l'intégration politique, au cœur de la problématique du lien social dans les sociétés européennes

La question sociale qui se pose à l'heure actuelle aux sociétés européennes est celle de l'exclusion de la frange la plus démunie de leurs populations. C'est un problème fondamental à l'échelle de la société car elle nous interpelle, en tant que citoyens et membres d'un corps social, sur les capacités d'intégration de nos sociétés. L'incapacité à intégrer, par le biais des institutions, les populations les plus pauvres dans le fonctionnement économique du pays menace la cohésion nationale[11], et ce de deux façons.

Tout d'abord, le développement de l'État-providence est allé de pair avec l'affaiblissement relatif des solidarités interpersonnelles, devenues moins nécessaires. Or dans la situation économique que connaît l'Europe depuis une trentaine d'années, à savoir une stagnation de la croissance et une augmentation de la précarité, les catégories les plus fragiles de la population (peu diplômées, faible capital relationnel, peu ou pas de patrimoine), subissent de plein fouet cette précarité économique qui met d'autant plus en péril leur intégration sociale qu'ils peuvent être stigmatisés par la société dont ils sont membres comme 'paresseux', 'assistés', 'exploitant le système', ou tout autres maux généralement imputés aux 'mauvais pauvres'.

La cohésion nationale est également menacée car l'incapacité de la société nationale à protéger l'ensemble de ses membres remet en cause le contrat politique constitutif de la nation d'une part, et la légitimité du système politique d'autre part. Si l'État-nation s'appuie sur la cohésion nationale pour garantir sa puissance et sa participation au développement économique, l'exclusion économique de ses membres les plus faibles ne remet-elle pas en question leur intégration politique ?

[11] L'extrême actualité de cette question sociale n'en fait pas pour autant une question neuve. Déjà Platon, dans *La République*, soulignait la menace que constituaient certaines différences, notamment économiques, pour la cohésion sociale. Dans le débat public, le passage sémantique du terme de « différence » à celui d'« inégalité » traduit implicitement l'injustice de la situation.

L'importance, d'une part de l'État-nation, d'autre part de l'État-providence, justifie de considérer le rapport au politique des personnes en situation défavorisée dans le cadre national.

L'objet de ma recherche est de déterminer quelles peuvent être les traductions, dans la sphère politique, de problèmes rencontrés dans la sphère économique. Les personnes qui connaissent des situations de fragilité – incertitude du lendemain induite par une grande faiblesse économique consécutive à un manque de revenu – adoptent-elles des comportements politiques spécifiques ? Leurs trajectoires sociales et professionnelles ont-elles des conséquences sur leur intégration à la société politique ? L'exclusion de la sphère économique, en raison du chômage, se traduit-elle par un retrait de la sphère politique par le biais du désintérêt et de l'abstention, et dans l'affirmative, selon quelle logique ? L'incertitude du lendemain entraînée par la précarité croissante de l'emploi trouve-t-elle dans la volatilité électorale un moyen d'expression ? Quelles sont les conséquences de la pauvreté sur l'intégration socio-nationale des catégories les plus défavorisées ? Le contexte assistanciel fourni par l'État-providence influence-t-il les représentations politiques des individus « assistés » ? Existe-t-il un lien entre la flexibilité de l'emploi, facteur essentiel du 'nouvel esprit du capitalisme'[12] et la volatilité électorale qui apparaît de plus en plus comme le mode dominant de rapport au politique dans un monde marqué par la 'fin des idéologies' ? Les évolutions politiques globales sont-elles perçues et prises en compte par les catégories sociales les plus fragiles ? Quelles sont leurs conceptions de la citoyenneté et du lien de citoyenneté en termes de rôle de l'individu dans la société, de devoir de la société vis-à-vis des individus qui la composent, d'adhésion à une société nationale ?

Cette problématique générale confronte deux mouvements de long terme qui agissent sur l'individu : d'une part la détermination économique des conditions d'existence, d'autre part la construction des cultures nationales comme cadre interprétatif de ces conditions.

Les mécanismes de représentation politique, sensés aboutir à l'expression de la volonté de *tous* les citoyens, sont moins efficaces que par le passé. Les populations défavorisées s'en sentent éloignées, comme le souligne Didier Lapeyronnie, « elles vivent souvent les discours démocratiques et républicains comme une exclusion supplémentaire »[13]. Faut-il faire le constat de l'absence de mécanisme permettant l'accès à la citoyenneté des plus

[12] *Cf.* BOLTANSKI, Luc, CHIAPELLO, Ève, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, coll. NRF Essais, 1999, 843 p.

[13] LAPEYRONNIE, Didier, « De l'intégration à la ségrégation », *Cultures & Conflits*, n°6, été 1992, p.83.

démunis ? La « citoyenneté », telle que nous l'entendons en France[14], est donnée pour acquise de par ses caractéristiques universelles. Or il semble qu'à l'épreuve du malheur, le lien de citoyenneté régresse chez les personnes en situation défavorisée.

Les media, s'appuyant sur des indicateurs issus du champ scientifique, trouvent dans cette déliquescence supposée une source d'inspiration. Les solidarités traditionnelles disparaîtraient des quartiers populaires, surtout des quartiers les plus disqualifiés, donnant lieu à la stigmatisation d'une partie de leur population et à un repli individualiste sur ses problèmes personnels. Les valeurs civiques seraient également compromises comme le montrerait la hausse des 'incivilités'. La confiance dans les institutions et dans les hommes politiques (*political trust*) serait profondément ébranlée dans toutes les catégories sociales, *a fortiori* dans les catégories les plus pauvres, sujettes à un désenchantement parallèle à l'inscription de leur précarité dans une durée. Conformément à une interprétation souvent avancée de la baisse des adhésions aux syndicats et aux partis, la conscience d'appartenir à une classe sociale se serait considérablement amoindrie. Les repères idéologiques qui organisaient les représentations des individus se seraient écroulés avec le mur de Berlin, laissant place à une volatilité électorale de plus en plus prégnante.

Ces phénomènes sont souvent grossièrement agglomérés et articulés entre eux de manière équivoque dans le champ médiatique. S'ils ne sont pas sans susciter quelque intérêt dans l'espace public, ils ne bénéficient toutefois que d'un faible écho dans la sphère proprement politique. La loi contre l'exclusion de Martine Aubry, en 1998, fait certes mention de la nécessité de donner aux S.D.F. la possibilité d'actualiser leur droit de vote en autorisant leur domiciliation à l'adresse d'associations. Le Ministère de l'Intérieur, sous la direction de Jean-Pierre Chevènement, avait également commandé en 2000 une étude au CEVIPOF sur le thème « Crise urbaine et citoyenneté », menée dans sept quartiers populaires sur l'ensemble du territoire français, dont l'objet était d'étudier le rapport au politique des jeunes des quartiers dits 'sensibles'. Ces deux initiatives qui interpellaient directement la question de l'intégration politique de citoyens se trouvant, de manières certes très différentes, dans une situation de marginalité – économique, sociale, géographique – n'ont guère eu de

[14] J'aurai ultérieurement l'opportunité d'aller plus avant dans le commentaire sur les problèmes de traduction posés par ce concept dont les équivalents linguistiques (*citizenship* en anglais, *ciudadania* en espagnol) ne sont pas des équivalents sémantiques. Pour l'instant, il convient de signaler que le concept de citoyenneté auquel je me réfère est caractéristique de la culture, de l'histoire et du droit français et que le choix de mon sujet d'étude relève d'une sociologie bien française qui porte un intérêt tout particulier à l'expérience de l'intégration républicaine, même si les sociologues français ont pu la relativiser ou la dénoncer.

répercussion. Les émeutes advenues dans nombre de quartiers disqualifiés à travers la France en novembre 2005 ont relancé dans le débat politique la question de la promotion de la conception française de la citoyenneté, en particulier auprès des populations les moins susceptibles de bien assimiler les préceptes fondamentaux de la République.

Dans ce contexte catastrophiste, il convient de prendre du recul afin de faire le point sur ce qu'il en est réellement du rapport au politique des catégories sociales les plus fragiles de nos sociétés. Leur exclusion économique et sociale les a-t-elle effectivement conduit à perdre le sens-même de la citoyenneté, du rôle du politique dans la société, donc de la place qui de droit est la leur dans nos sociétés démocratiques contemporaines ? Quelle est la part de la déréliction du lien social dans les catégories populaires et en quoi les anciennes identifications peuvent-elles constituer des repères effectifs ? Le désengagement, l'indifférence, la méfiance, l'apathie, constituent-ils le seul rapport au politique envisageable pour les personnes en situation défavorisée ? S'il en existe d'autres, quels sont les facteurs qui permettent aux individus les plus fragiles de résister à la tentation du retrait de la sphère politique ?

2. La constitution de l'objet d'étude

Comme le suggère le contexte précédemment évoqué, le thème du rapport au politique des personnes en situation défavorisée renvoie plus généralement au manque d'implication des pauvres dans le champ politique donc à une logique de distanciation entre les catégories les plus socialement et économiquement fragiles et le politique.

Notons que le rapport au politique dépasse largement le cadre de la simple participation, qui relève de la sociologie électorale. L'étude du vote ou de l'abstention n'est qu'un aspect du rapport au politique. Pour donner une première définition du rapport au politique, posons qu'il s'opérationnalise dans trois domaines : l'identification de l'individu à la nation, sa relation à l'État (soumission, révolte, compromis) et son influence sur la politique, comme sphère d'action des hommes politiques professionnels. Cette recherche vise à comprendre les logiques des comportements individuels, les représentations du politique qui sous-tendent les pratiques, l'articulation entre les représentations sociales et le rapport à la 'politique politicienne' des personnes en situation défavorisée.

La question générale du rapport qu'entretiennent les catégories populaires avec le politique n'est pas neuve. À l'époque classique, elle était essentiellement abordée dans les termes du couple dichotomique soumission ou révolte[15]. L'on peut penser notamment au traitement que lui réserve Étienne La Boëtie dans *De la servitude volontaire*. Constatant la multiplicité des divisions sociales (ou inégalités) et considérant la liberté comme le bien suprême qui se puisse posséder, La Boëtie affirme malgré tout la soumission incontournable du peuple : « C'est cela, que les hommes naissant sous le joug, et puis nourris et élevés dans le servage, sans regarder plus avant se contentent de vivre comme ils sont nés ; et ne pensant point avoir autre bien ni autre droit, que ce qu'ils ont trouvé, il prennent pour leur naturel l'état de leur naissance »[16].

Après la Révolution française et la Déclaration d'indépendance des États-Unis d'Amérique, l'extension progressive de la démocratie induit un bouleversement complet de la façon de penser les rapports entre le peuple et les gouvernants. Bien qu'Alexis de Tocqueville expose les aspects positifs de la démocratie, son livre *De la démocratie en Amérique* est parsemé de remarques plus mitigées où il s'inquiète de ce qu'une justice égalitaire et la division du travail risquent d'éroder les bases de ce qui, à ses yeux, fait la grandeur de l'homme : la diversité, la hiérarchie sociale et culturelle, les valeurs morales comme l'honneur et la loyauté. Ainsi écrit-il : « Je promène mes regards sur cette foule innombrable composée d'êtres pareils, où rien ne s'élève ni ne s'abaisse. Le spectacle de cette uniformité universelle m'attriste et me glace, et je suis tenté de regretter la société qui n'est plus. »[17] L'individu démocratique n'est pas intellectuel mais pragmatique - ce qu'un penseur comme Tocqueville ne pouvait que déplorer : « Je ne connais pas de pays où il règne, en général, moins d'indépendance d'esprit et de véritable liberté de discours qu'en Amérique. »[18] Dans les démocraties, l'homme est en principe exalté, considéré comme individu, mais en fait il est dégradé, perdu dans la masse de ses semblables, privé des moyens d'affirmer son caractère unique et ses opinions personnelles. Ainsi, sans jamais utiliser le terme 'aliénation', Alexis de Tocqueville décrit déjà l'individu démocratique, l'homme moderne, comme aliéné.

---

[15] L'homme était alors non pas un « citoyen » mais un « sujet ». Son rapport au politique se limitait donc par essence à sa relation à l'État. L'idée d'une identification des habitants à une « nation » n'est guère pertinente avant le XVIII^{ème} siècle.

[16] LA BOËTIE, Étienne, *De la servitude volontaire ou Contr'un*, Paris, Gallimard, 1993, p.96.

[17] TOCQUEVILLE (de), Alexis, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Gallimard, 1961, vol.II, pp.337-8.

[18] *Ibid.*, vol.I, pp.266-67.

L'aliénation précisément est un thème récurrent sous la plume des grands sociologues du XIX^{e} siècle tels que Comte, Marx, Durkheim, Weber, Tönnies, Feuerbach, Simmel et bien d'autres. Dans des sociétés confrontées aux transformations radicales que constituent l'industrialisation et l'urbanisation, mais également à des changements politiques qui modifient les rôles symboliques des membres du corps social, cette aliénation résulte de la perte de la diversité sociale, culturelle et symbolique, ainsi que de la rupture des liens communautaires. La notion d'aliénation varie notablement de l'un à l'autre[19] mais deux grandes approches peuvent être distinguées. En premier lieu, une approche davantage tournée vers l'individu : Weber et Simmel en particulier s'attachent à analyser les conséquences des nouvelles formes de fonctionnement du monde moderne sur l'individu ; tous deux sont convaincus des aspects positifs d'une société moderne et démocratique mais s'alarment de la prépondérance de la vie objective (urbanisation, rationalisation, bureaucratie) sur l'esprit subjectif, la sensibilité humaine, la spiritualité. Dans le cadre de cette première approche, familière à la psychologie sociale, la source de l'aliénation est certes identifiée au niveau des structures sociales mais observée sous l'angle de la menace qu'elle fait peser sur l'individu qui pourrait perdre sa richesse propre, ce qui fait la grandeur de l'homme : sa personnalité. À l'opposé, l'approche de Marx considère avant tout l'aliénation comme le symptôme visible des maux plus profonds dont souffrirait la société ; quoique le bien-être de l'individu soit au cœur de son œuvre, il se livre à des réflexions plus macro-sociales. L'aliénation résulte selon lui du contexte économique c'est-à-dire de la propriété privée des moyens de production qui coupe l'homme des fruits de son travail. L'aliénation est ainsi le propre de la société bourgeoise capitaliste et disparaîtra avec elle lorsque la révolution économique libérera l'homme. Émile Durkheim quant à lui n'emploie pas le concept d'aliénation mais se penche sur les mêmes phénomènes économiques et sociaux que Marx : selon lui, l'affranchissement des chaînes de la communauté et de la tradition confronte l'individu à l'isolement et à l'anomie ; celle-ci est la manifestation des failles de la modernité à savoir l'affaiblissement du

[19] On notera que le vocable même d'*aliénation* n'est utilisé que par Karl Marx, et encore, essentiellement dans les *Manuscrits de 1844*, à propos de l'aliénation dans le travail. Les autres penseurs mentionnés n'emploient le terme qu'occasionnellement, sous sa forme verbale, pour exprimer la 'tyrannie' que fait peser sur l'homme la modernité. Durkheim par exemple n'utilise pas le terme d'aliénation. Cependant, sa description de l'anomie et de ses causes, sa vision des conséquences de la modernité, participent d'une vision partagée par l'ensemble de ces penseurs quant aux effets pervers de la modernité, à savoir que les transformations du monde moderne – tout particulièrement l'individualisme, la laïcisation, la destruction des solidarités traditionnelles, l'atomisation géographique et sociale – loin de lui apporter le bonheur, l'isolent et détruisent une composante essentielle de son être : son rapport aux autres. Dans *Le suicide*, commentant le suicide anomique, il parle d' « asthénie collective », ce qui est l'expression la plus proche chez lui de la notion d'aliénation.

lien social et la disparition de normes sociales impératives au profit de normes sociales multiples et contradictoires.

La popularité du concept d'aliénation au XIX^{e} siècle, comme le souligne Robert Nisbet dans *La tradition sociologique* – il en fait l'un des cinq concepts élémentaires de la sociologie conjointement à la communauté, l'autorité, le statut et le sacré – résulte des espoirs et des inquiétudes suscités par les idées de progrès, de Raison, d'individu, de volonté générale[20]. Il souligne dans ce cadre que la conception marxienne est singulièrement différente des autres en raison de son orientation fondamentalement optimiste : il est notamment le seul à considérer que l'aliénation n'atteint pas l'homme au cœur de son individualité mais constitue le premier pas vers son émancipation. Ce concept, pourtant au cœur de la sociologie, conserve une partie de son opacité en raison de l'imprécision de sa définition, qui varie d'un auteur à l'autre ainsi que d'un malentendu lié à l'histoire des sciences sociales. La richesse de l'idée d'aliénation chez Tocqueville, Weber, Durkheim et Simmel, comme concept permettant d'analyser les contradictions de la société moderne, semble justifier l'intérêt d'auteurs contemporains pour ce concept. Paradoxalement, c'est à Marx que la notion d'aliénation doit sa popularité.

En effet, au cours des années 1950 et 1960, on a constaté un regain d'intérêt spectaculaire, notamment en France et au Royaume-Uni, pour le concept d'aliénation, attribué à Marx[21] et fondé essentiellement sur la relecture des *Manuscrits de 1844*. De sorte que le sens marxien du concept d'aliénation – réduit à des relations d'exploitation créées par le système économique – s'impose spontanément, alors même que le terme est employé dans une autre perspective, bien plus proche des conceptions originelles de Weber et Simmel.

[20] NISBET, Norbert, *La tradition sociologique*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Quadrige, 1984. Nisbet distingue derrière la notion d'aliénation deux processus de création dont on peut dire qu'ils se situent en réaction par rapport à l'esprit des Lumières : l'inversion du progrès et l'inversion de l'individualisme (pp. 329-338).

[21] Bendix et Lipset [1953] par exemple se sont efforcés de montrer le rôle selon eux sous-estimé et décisif de l'aliénation dans la thèse de Karl Marx comme lien entre la classe sociale et l'action politique. Daniel Bell s'est attaché à expliquer cet engouement dans un article célèbre, « The 'Rediscovery' of Alienation » [1959]. Les raisons de la 'redécouverte' du concept d'aliénation sont clairement historiques. En Europe, dans les années 1950, un courant composé de néo-marxistes a rejeté le stalinisme et, par conséquent, le matérialisme historique qui avait servi à justifier le recours à la Terreur par les bolcheviques. Ces néo-marxistes se tournèrent vers les écrits de jeunesse de Karl Marx pour y chercher de nouvelles bases permettant de refonder, humainement cette fois, le Socialisme. En affirmant s'appuyer sur la doctrine originelle, ils ont vu dans l'idée d'aliénation une critique radicale de la société contemporaine, plus sophistiquée que l'analyse de classe. Daniel Bell remarque finalement : « Tout cela est sans doute une nouvelle et fructueuse manière de critiquer la société contemporaine, mais il ne s'agit *pas* du Marx 'historique' » (traduction de l'auteur). Il rappelle justement que Karl Marx est avant tout un économiste, dans un second temps un théoricien du politique ; en tant que tel, le concept central dans sa pensée est celui de 'classe sociale'.

L'impact qu'a pu avoir le concept d'aliénation ne vient pas d'une simple lecture de Marx, mais d'une relecture profondément influencée par les thèmes les plus pertinents aux yeux des lecteurs des années 1940 et 1950 confrontés à la Terreur stalinienne, au nazisme, et aux excès du capitalisme : l'anomie, la bureaucratisation, la déshumanisation, le désespoir de l'homme et sa solitude dans la société contemporaine, ce sentiment d''étrangeté', tels sont les thèmes qui sont venus connoter très fortement le concept d'aliénation et qui ne sont en rien marxiens. Cette confusion constitue une première raison de ne pas recourir au concept d'aliénation.

Qu'en va-t-il du concept d'*aliénation politique*, largement utilisé des années 1950 jusqu'à la fin des années 1960 en sociologie comme en science politique ? Il convient tout d'abord de rendre justice aux apports empiriques apportés par les études menées sur le sujet. Les travaux entre autres de Haer [1956], Murray Levin [1960], McDill et Riddley [1962], Rose [1962], Templeton [1966], Neal et Rettig [1967], Aberbach [1969] fournissent des pistes précieuses pour comprendre la participation et l'orientation politique des personnes en situation défavorisée, établissant au passage de manière convergente une corrélation statistique entre position socio-économique faible et aliénation politique[22]. Dans cette tradition de recherche, Melvin Seeman occupe une place à part ; outre que ses articles font référence, il a poussé plus loin que d'autres la réflexion sur le concept d'aliénation. Dans son article « Alienation, Membership and Political Knowledge : a Comparative Study », il expose la thèse selon laquelle la combinaison de la théorie de la société de masse et de la sociologie de l'apprentissage permet d'avoir un cadre théorique pertinent pour analyser le problème de l'information politique du public dans les sociétés modernes. « La sociologie des masses soutient classiquement que, dans la société contemporaine, l'individu isolé et 'bureaucratisé' se persuade de son impuissance et, par conséquent, se désintéresse des informations pertinentes pour exercer un contrôle quelconque ; il devient apathique, mal informé des affaires politiques et globalement inattentif à l'égard des connaissances dont dépend son interprétation des événements. Ainsi, la thèse de la société de masse et la théorie de l'apprentissage social s'accordent pour supposer que les individus dont le niveau

[22] Les auteurs qui se sont intéressés à l'aliénation s'attachent presque tous à différencier plusieurs dimensions de l'aliénation politique, typologies dont le but est de distinguer la diversité des expériences et des expressions de cette aliénation. De nombreuses questions se posent en effet : existe-t-il différents *types* d'aliénation ou peut-on distinguer des *degrés* plus ou moins élevés d'aliénation ? Peut-on procéder à une distinction dans le phénomène d'aliénation entre un référent et un mode, où le *référent* serait constitué des objets à l'égard desquels l'individu se sent aliéné, et le *mode*, la manière dont cette aliénation se traduit ? Si la typologie de Seeman [1959], référence incontournable, est composée de cinq items - l'impuissance, la perte du sens, la perte des normes, l'isolement, le détachement de soi -, la plupart des typologies sont plus modestes. Elles visent à mesurer statistiquement des corrélations entre des types d'aliénation et diverses caractéristiques sociodémographiques.

d'impuissance diffère doivent également être différents dans leur apprentissage. »[23] Les données recueillies à Malmö, en Suède, vont dans ce sens. Elles montrent que « l'intérêt est une variable déterminante de la connaissance, et on suppose que le faible niveau de connaissances constaté chez les individus aliénés s'explique par leur faible intérêt pour les informations politiques. […] La construction théorique qu'on appelle tantôt 'impuissance', tantôt 'aliénation', joue un rôle important dans le processus d'apprentissage et est liée à l'appartenance à des organisations. »[24] Cet article présente un apport théorique fructueux dans la mesure où il place le concept d'aliénation à la croisée des chemins entre sociologie de l'apprentissage et théorie de la société de masse, approche qui mérite d'être prolongée.

En dépit de leurs incontestables apports, les travaux sur l'aliénation politique posent davantage de problèmes théoriques qu'ils n'en résolvent :

1°) *La controverse sur la dimensionalisation de l'aliénation :* Aussi prometteuses intellectuellement que soient les typologies de l'aliénation politique, elles s'avèrent assez peu opérationnelles. Dean [1960] en particulier conclut au manque de pertinence des dimensions choisies *a priori* comme outils analytiques et s'interroge *in fine* sur l'utilité du concept d'aliénation. En outre, l'usage qui est fait des typologies s'avère souvent contradictoire avec les présupposés conceptuels des auteurs : ainsi Finifter conçoit l'aliénation politique « comme l'extrémité d'un continuum dont l'extrême opposé est défini par les concepts de soutien et d'intégration » mais recourt cependant dans son analyse quantitative à deux catégories d'aliénation, l'impuissance et la perte de normes, pour conclure que « il se pourrait que divers niveaux d'impuissance soient associés à différents types de participation, et non à différents degrés (celle-ci étant alors considérée comme un comportement global) »[25]. Cette controverse s'achève sur l'échec d'une analyse statistique et typologique de l'aliénation politique.

2°) *La nature subjective de l'aliénation ainsi étudiée :* Les chercheurs qui ont étudié l'aliénation considèrent qu'un individu est politiquement aliéné lorsqu'il a le *sentiment* de ne pas exercer le pouvoir auquel il a droit. Comme l'écrit John Clark, « il est nécessaire que l'homme considère qu'il a droit à un rôle dans le contexte social où il vit avant de pouvoir

[23] SEEMAN, Melvin, « Alienation, Membership and Political Knowledge : a Comparative Study », *Public Opinion Quaterly*, autumn 1966, vol.30, n°3, pp.354-355 (traduction de l'auteur).

[24] *Ibid.*, pp.365-367 (traduction de l'auteur).

[25] FINIFTER, Ada W., « Dimensions of Political Alienation ? », *The American Political Science Review*, 1970, vol. 64, n°2, p.388 et p.409 (traduction de l'auteur).

ressentir une quelconque aliénation. »[26] Autrement dit, l'aliénation est considérée comme un état psychologique conscient. « De ce point de vue, écrit Marvin Olsen, l'aliénation est un phénomène purement subjectif et non une situation objective dans un vaste système social, les relations de l'individu à ce système, ou ses chances de se réaliser. »[27] Pour quelles raisons ces chercheurs ont-ils opté pour une définition strictement subjective de l'aliénation politique alors même que les fondateurs de la sociologie qui se sont les premiers intéressés au concept d'aliénation lui donnent un contenu objectif ? Pour le comprendre, il faut sans doute revenir à la distinction issue de la lecture de Marx entre le détachement (*estrangement*) et la réification (*reification*). Le détachement est un phénomène socio-psychologique (subjectif) par lequel l'individu ressent une distance ou un divorce entre lui et sa société ou sa communauté. Les chercheurs se sont restreints à cet aspect de l'aliénation pour des raisons méthodologiques : les études empiriques réalisées pour mesurer l'aliénation et ses liens avec d'autres variables se fondent en effet sur les *déclarations* des individus interrogés, sur leur *ressenti*, non sur la réalité de leur impuissance. La réification est un concept philosophique à connotation psychologique : dans le contexte politique, économique et social, l'individu est traité comme un objet ; transformé en chose, il perd son identité. La réification est l'aspect objectif de l'aliénation, il a été peu étudié alors même qu'il constitue un élément de la plus grande pertinence puisqu'il permet de faire le lien entre les conditions matérielles d'existence de l'individu et leur transmutation en attitudes politiques.

3°) *Aliénation de l'acteur ou aliénation du système social ?:* Daniel Vidal, dans un article virulent, critique le caractère équivoque de la notion d'aliénation, la qualifiant de « faux concept ». Il souligne avec une grande pertinence que, selon l'usage empirique qu'il en est fait, l'aliénation est tantôt placée *dans le sujet*, donnant alors lieu à des analyses essentiellement psychologiques en termes de malaise de la personnalité, tantôt située *dans la société* où elle est alors partie prenante d'un diagnostic sociétal, ainsi réifiée en tant que syndrome voire en tant qu'état de la société. Le concept renvoyant à des domaines divergents et résultant de choix idéologiques, Vidal conclut que « la notion d'aliénation ne peut accéder au statut de concept opératoire. Le normatif jaillit à chaque instant de l'analyse. L'aliénation ne vit que d'être en permanence nourrie de références aux valeurs. Elle est un moment du discours de la société ou de l'acteur sur lui-même, et la façon dont cette société ou cet acteur

[26] CLARK, John P., « Measuring Alienation within a Social System », *American Sociological Review*, December 1959, vol.24, p.849 (traduction de l'auteur).

[27] OLSEN, Marvin E., « Two Categories of Political Alienation », *Social Forces*, 1969, vol.47, n°3, p.289 (traduction de l'auteur).

se pensent dans leur imperfection ».[28] Cette assertion s'avère encore plus percutante appliquée à l'aliénation politique, dénonçant tout particulièrement que faire le constat de l'aliénation politique – d'un individu ou d'une société – c'est émettre une sentence normative idéologiquement orientée, ce qui invalide définitivement le recours à ce concept.

Outre ces critiques internes, le concept d'aliénation politique apparaît aujourd'hui obsolète en raison du contexte socio-historique : il a connu son apogée dans les années 1950 et 1960, donc dans une période économique de plein-emploi où ce concept permettait de procéder à une critique des failles et des limites de la société capitaliste. Il s'attachait plus précisément à décrire comment des individus pouvaient à la fois participer pleinement aux forces productives de la nation et lui rester étrangers sur le plan politique. Comme le résume fort bien Raymond Aron : « Tous les problèmes de la sociabilité industrielle se prêtent à une traduction en termes d'*aliénation*. Aliénation sociale, l'obéissance à une classe capitaliste. Aliénation technique, la soumission de l'ouvrier à un outillage qui ne lui appartient pas et qu'il ne comprend pas. Aliénation économique, la séparation entre le producteur et le produit. Rien n'empêche d'ajouter encore une aliénation politique dans la mesure où le régime lui-même, démocratique ou autoritaire, est éprouvé par les sujets ou les citoyens comme puissance étrangère, inintelligible, anonyme. Cette traduction a le mérite d'illustrer un problème fondamental de la civilisation moderne, l'inconvénient de favoriser la confusion. »[29] En ce sens, l'aliénation politique est un moment historiquement situé de la réflexion sur le lien de nature politique entre l'homme et la société.

La crise économique et le chômage structurel de masse qui se sont enracinés dans les pays d'Europe occidentale à partir des années 1980 modifient radicalement les données du problème. La position des individus occupant traditionnellement les places inférieures dans la hiérarchie socioprofessionnelle se modifie : ils ne sont plus simplement subordonnés mais de plus en plus confrontés au chômage, qui les place temporairement, périodiquement, ou pour de longues durées, dans une situation d'extériorité à la sphère économique. Un tournant théorique et politique s'opère alors qui voit l'abandon des thèses subjectives et psychologiques de la marginalité rémanente ou de l'amoralité des pauvres au profit de thèses de type socio-économique dans lesquelles le concept d'exclusion tient une place centrale.

[28] VIDAL, Daniel, « Un cas de faux concept : la notion d'aliénation », *Sociologie du travail*, janvier-mars 1969, vol. 11, n°1, pp. 81-82.

[29] ARON, Raymond, *Les désillusions du progrès. Essai sur la dialectique de la modernité*, Paris, Calmann-Lévy, 1969, p.176.

L'exclusion apparaît désormais comme le paradigme permettant de comprendre tous les maux du corps social. Son caractère cumulatif en fait en quelques années un concept total, un 'modèle' permettant de mettre en relation nombre de phénomènes entre eux, de donner un sens aux transformations de la société. Alain Touraine[30] interprète ainsi l'exclusion comme le résultat du passage de la société moderne, verticale, structurée par une échelle allant de haut en bas, à une société postmoderne, horizontale, structurée par le binôme *in*/*out*. Les *out* correspondent à cette « non-classe », selon l'expression de Rosanvallon, qui n'ont pas ou plus de statut[31] leur conférant une identité sociale définie.

L'exclusion recouvre plusieurs dimensions[32], culturelle, économique, symbolique et personnelle. Les nombreux travaux menés en France sur la 'nouvelle pauvreté' soulignent que le cumul des handicaps est un aspect déterminant de l'exclusion. Par cumul des handicaps, on entend que les difficultés rencontrées par certaines personnes dans un domaine précis de leur vie peuvent s'étendre à d'autres sphères, les fragilisant d'autant plus. Serge Paugam note, par exemple, que la « mise à distance de l'emploi s'est accompagnée pour nombre d'entre eux [les chômeurs de longue durée] d'un retrait de la vie sociale, d'une crise identitaire, de problèmes de santé (dépression) et, dans certains cas, d'une rupture familiale. »[33] L'exclusion résulte de la combinaison d'une position défavorisée dans la sphère économique et d'une situation d'isolement dans la sphère sociale.

L'exclusion n'est cependant pas réductible aux problèmes d'intégration socio-économique. Elle est également politique au sens où elle adresse un problème aux sociétés nationales, problème qui se pose en termes de citoyenneté, d'intégration culturelle, de participation politique, mais aussi, comme nous l'avons soulevé précédemment, de cohésion nationale. C'est pourquoi il est tentant de retenir, de manière provisoire, la notion d'exclusion politique afin de décrire le rapport au politique des personnes en situation défavorisée. L'exclusion politique – formulée en particulier à travers la problématique des difficultés

[30] TOURAINE, Alain, « Inégalités de la société industrielle, exclusion du marché » *in* AFFICHARD, J., FOUCAULD (de), Jean-Baptiste (dir.), *Justice sociale et inégalités*, Paris, Esprit, 1992.

[31] *Cf.* SCHNAPPER, Dominique, « Rapport à l'emploi, protection sociale et statuts sociaux », *Revue française de sociologie*, 1989, vol.30, n°1, pp.3-29.

[32] *Cf.* PAUGAM, Serge (dir.), *L'exclusion, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, coll. Textes à l'appui, 1996, 582 p. pour une présentation des différents champs d'application de la notion d'exclusion mais aussi pour une mise à l'épreuve du concept dans d'autres contextes nationaux.

[33] PAUGAM, Serge, *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, Paris, Presses universitaires de France, coll. Sociologies, 4e éd., 1997, p.3.

d'accès à une citoyenneté pleine et entière – pourrait ainsi se surajouter aux exclusions économique et sociale.

Le concept apparaît alors comme incontournable pour penser ce que l'on nomme désormais, à l'instar de Pierre Rosanvallon, la « nouvelle question sociale ». L'on peut pourtant s'interroger : le concept d'exclusion ne constituerait-il pas une simple reformulation d'une question sociale par ailleurs séculaire, celle afférant aux inégalités ? Si cette notion invite à des considérations d'ordre structurel, comportementalistes et sociologiques, la variable économique reste en effet nodale.

En dépit de l'apparente adéquation du concept d'exclusion au contexte socio-économique de la fin du XX^{e} siècle et des débuts du XXI^{e}, de son grand pouvoir d'explication des changements sociaux opérés à partir de la crise économique du milieu des années 1970, le caractère équivoque du concept rend son utilisation problématique pour plusieurs raisons. Tout d'abord l'indétermination sémantique de la notion d'exclusion fait que celle-ci s'applique à tous les champs et est présentée comme guettant toutes les catégories de la population, d'où une grande confusion dans la définition de ce qu'est précisément l'état d'exclusion. Ensuite, malgré la mise en évidence du caractère dynamique de l'exclusion[34], le concept conserve le travers d'évoquer les populations concernées comme figées dans un *état*, hors de la société : les « exclus ». Enfin, le vocable possède indéniablement une dimension normative : être exclu est par définition péjoratif. Si les deux premières objections constituent des inconvénients surmontables par un usage rigoureux du concept, la dernière fait davantage obstacle à l'usage du concept d'exclusion politique. L'ambition d'étudier le rapport au politique des personnes en situation défavorisée comme rapport au politique spécifique, doté d'une cohérence interne dont l'on cherche à comprendre les logiques et les articulations, exclut en effet de porter un jugement négatif sur le comportement politique de ces personnes.

Au terme de notre analyse du concept d'exclusion, et par extension d'*exclusion politique*, deux remarques pèsent particulièrement pour que nous renoncions à son usage :

1°) Le succès du concept d'exclusion en France, sous l'effet du constat de l'extension de la pauvreté et de diverses formes de déchéance, ne suffit pas à prouver son caractère transposable à d'autres sociétés. Si le vocable est employé en Angleterre, certes depuis moins

[34] Robert Castel souligne abondamment dans *Les métamorphoses de la question sociale* sa méfiance à l'égard du concept d'exclusion auquel il reproche de présenter une vision statique du système social aux dépens des processus et de masquer la diversité des phénomènes sociaux derrière un vocable unique renvoyant spécifiquement à une topologie spatiale ; il lui préfère la notion de désaffiliation. Dans cette perspective, Serge Paugam analyse dans *La disqualification sociale* le rapport à l'action sociale non comme un état statique mais comme un processus.

longtemps, c'est plus souvent sous la forme de *social exclusion*, précisant ainsi l'usage qui est fait du concept. Plus largement en Grande-Bretagne, la « question sociale » ne porte guère sur l'opposition des *in* et des *out* mais se structure encore et toujours autour du binôme haut/bas, *upper class*/*lower class*, voire *underclass* (mais le terme a donné lieu à de vifs débats quant à l'existence réelle ou fantasmée de cette *underclass*, quant à la définition et au positionnement de cette catégorie dans une vision classiste de la société, et quant à la nouveauté de cette problématique en regard de l'histoire urbaine). Quant aux pays hispanophones[35], ils préfèrent avoir recours au terme de *marginalidad* qui renvoie d'abord à une réalité spatiale, à savoir la relégation des quartiers périphériques. Dans le cadre d'une étude comparative, utiliser le concept d'exclusion pourrait avoir pour conséquence de calquer une réalité et des préoccupations essentiellement françaises sur d'autres sociétés.

2°) À supposer qu'un individu parvienne au terme du processus d'exclusion, qu'il soit donc « exclu », il n'en reste pas moins dans la société. Les situations des individus les plus évidemment « exclus » (l'ermite au désert, le clochard endormi sur une bouche de métro, le prisonnier à l'isolement…) ne peuvent se comprendre que dans le cadre du système social. En conséquence de quoi l'exclusion, dans l'absolu, n'existe pas. L'exclusion politique existe encore moins. Comme l'écrit fort justement Nina Eliasoph, « Il n'existe pas d'issue au monde politique, pas de possibilité de retrait ; que nous le voulions ou non, les décisions politiques imprègnent tous les aspects de la vie humaine »[36]. Le concept d'exclusion politique est ainsi doublement dépourvu de pertinence : d'une part car les choix politiques des gouvernants s'imposent à tous, d'autre part car le refus de certains de s'intéresser à la politique ou d'y participer n'exclut pas que ces individus aient néanmoins un impact sur le champ politique *via* leur simple existence.

L'un des objectifs de ma recherche est d'interroger le fonctionnement du système d'intégration sociopolitique dans sa globalité. Dans cette perspective, les populations défavorisées ne sont pas politiquement exclues mais politiquement intégrées selon des

[35] Didier FASSIN se livre à une analyse passionnante des usages de ces trois termes dans son article « Exclusion, *underclass*, *marginalidad*. Figures contemporaines de la pauvreté urbaine en France, aux États-Unis et en Amérique latine » *Revue française de sociologie*, janvier 1996, vol. 36, n°1. Nombre de ses observations sur les conceptions de la pauvreté en Amérique latine sont également valides pour l'Espagne. On notera cependant qu'en Espagne, les vieux quartiers de centre ville sont souvent des quartiers pauvres ; depuis une dizaine d'années, ils font l'objet de politiques urbaines ciblées qui, à terme, ne peuvent que renforcer la pertinence du concept de *marginalidad*.

[36] ELIASOPH, Nina, *Avoiding Politics. How Americans produce apathy in everyday life*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p.6 (traduction de l'auteur).

modalités particulières, qui dépendent de leurs conditions d'existence. Celles-ci sont constituées pour partie de leurs conditions matérielles d'existence, *i.e.* de leur position dans la structure socio-économique et de l'expérience vécue qu'elles en ont, et pour une autre part du contexte qui constitue la toile de fond de leur existence quotidienne, à savoir le contexte local et la culture nationale.

Le constat que je fais, avec bien d'autres, de la faiblesse du politique comme vecteur socioculturel d'intégration des catégories économiquement précaires, m'a conduit à choisir le terme d'*apathie politique* pour désigner le rapport au politique dominant chez les personnes en situation défavorisée. Il convient de stipuler de manière définitive que ce choix lexical ne fait aucunement référence au champ de la psychopathologie, dans lequel l'apathie est un symptôme morbide provoqué par des troubles psychiques. L'apathie politique se caractérise selon moi par un profond désintérêt à l'égard du champ politique, désintérêt qui se manifeste par des comportements de retrait chaque fois qu'il est question de politique, par une absence totale d'investissement émotionnel, par une indifférence marquée non seulement en matière de préférence partisane mais plus globalement à l'égard des valeurs essentielles et des symboles de la société politique. Les personnes dont le comportement se rapproche de l'apathie politique se retranchent ainsi dans une posture où ils se perçoivent comme doublement extérieurs au champ politique : eux-mêmes n'ayant aucune influence sur le politique, et la politique n'ayant selon eux aucun impact sur leur vie. L'apathie politique telle qu'elle est définie dans mon étude est un type-idéal de rapport au politique, qui s'actualise à travers des comportements et attitudes dont on peut étudier la rationalité.

Dans un champ extérieur à la sociologie politique, celui du comportement des consommateurs, Guy Bajoit, a proposé une amélioration de la typologie d'Albert Hirschman qui distinguait à l'origine trois types idéaux de réaction en réponse à une insatisfaction concernant un produit ou un service[37] : *exit*, soit une réaction de fuite qui consiste à se reporter sur la concurrence, *voice*, soit une protestation du client auprès de l'entreprise dans le but de remédier à la baisse de qualité ou d'obtenir un remboursement, *loyalty*, soit un comportement de fidélité du client au produit qui présuppose une confiance dans la capacité et la volonté de l'entreprise d'améliorer son produit voire une soumission à l'autorité et à l'expérience de ses dirigeants. Guy Bajoit suggère d'ajouter un quatrième type de réaction, l'*apathie*, qu'il oppose à la prise de parole (*voice*). Selon lui, cette réaction, au lieu de

[37] *Cf.* HIRSCHMAN, Albert O., *Exit, Voice and Loyalty, Défection et prise de parole*, Paris, Fayard, 1995, 1ère éd. 1970.

provoquer une amélioration de la situation, suite à une critique constructive, la détériore : « Dans la mesure où il n'adhère plus à la fidélité de la relation, où il profite de son statut, où il en fait le moins possible, où il contribue peu ou mal à la réalisation des objectifs, où il ne prend plus d'initiatives visant à améliorer la qualité du produit de la coopération, l'individu apathique la détériore. » [38]

Cette typologie semble particulièrement pertinente dans sa transposition au champ politicien. La défection (*exit*) s'adapte de manière remarquable à la situation des électeurs volatils, déçus d'un parti politique et se reportant par conséquent sur un autre. La prise de parole (*voice*) pourrait s'appliquer à tous ceux qui, pour défendre un intérêt personnel ou au nom d'un idéal collectif, s'adressent directement aux responsables politiques. Ce type pourrait s'appliquer aussi bien aux militants au sein de partis politiques, qu'à des membres d'associations ou à des syndicalistes, à toute personne suffisamment convaincue et motivée pour quitter momentanément la sphère privée et s'exprimer dans la sphère publique. La loyauté (*loyalty*) correspond assez bien à la situation des citoyens qui, possédant de longue date une certaine préférence partisane, fruit d'une politisation héritée ou non mais consistante, restent fidèles à ces convictions par-delà des déceptions ponctuelles, faisant confiance aux responsables du parti politique qu'ils privilégient. L'*apathie* politique quant à elle renvoie au comportement des citoyens refusant de s'investir dans le système, indifférents à la présence d'un parti plutôt qu'un autre au pouvoir. La citoyenneté, lien politique unissant les individus à la nation et entre eux, constitue alors le « produit de la coopération » pour reprendre les termes de Bajoit ; l'apathie contribue à détériorer ce lien de citoyenneté tandis que d'autres types de comportement politique valorisent davantage la défense d'intérêts collectifs, donc le renforcement des liens de solidarité entre concitoyens.

Cette approche pragmatique de la citoyenneté comme le produit d'une coopération entre les citoyens ordinaires et les entrepreneurs du politique que sont les hommes politiques, permet de souligner qu'il s'agit d'une co-construction permanente, historiquement construite, animée par des rapports de pouvoir. Dès lors, si les citoyens dont le comportement politique se rapproche de l'idéal-type d'apathie *contribuent* à détériorer le lien de citoyenneté, ils ne sauraient être considérés comme les seuls ni même les principaux responsables, ce qui constitue un élément important à nos yeux, dans la perspective d'une étude non normative du rapport au politique des personnes en situation défavorisée. En plaçant la citoyenneté non pas

[38] BAJOIT, Guy, « Exit, voice, loyalty… and apathy. Les réactions individuelles au mécontentement », *Revue française de sociologie*, avril-juin 1988, vol. 29, n° 2, p.332.

au cœur de chaque individu mais dans les relations intersubjectives entre eux, il apparaît clairement que l'apathie politique ne résulte pas de l'individu seul (auquel cas elle pourrait être considérée comme une pathologie psychologique) mais dépend des relations tissées entre l'individu apathique, ses concitoyens et les responsables politiques.

Bajoit est ultérieurement revenu sur ce concept d'apathie, le jugeant inadéquat et lui préférant la notion de pragmatisme. « [Le concept d'apathie] se limite, en effet, à évoquer la passivité, l'inertie, donc, plutôt l'absence de réaction. Or si la résignation est bien présente dans la conduite que nous cherchons à identifier, celle-ci est cependant plus complexe. Il s'agit d'une réponse active à la frustration, qui comporte un autre élément essentiel : la recherche de compensations, l'exploitation de la situation par l'individu, son 'installation' dans le système, son 'opportunisme'. »[39] Serge Paugam commente cette citation de la façon suivante : « Le changement de terme rend encore plus clair l'intention de l'auteur de voir dans ce quatrième type de réaction au mécontentement à la fois l'idée de désengagement par rapport aux finalités de la coopération et celle de la recherche d'un profit personnel. »[40] Après avoir testé cette hypothèse du pragmatisme à partir de ses données sur l'intégration professionnelle et politique des travailleurs, Serge Paugam conclut que les comportements syndicaux et politiques apathiques observés chez les salariés précaires ne sont pas rationnels. Décrire ces comportements comme relevant d'un pragmatisme consiste donc à appliquer une explication relevant de l'action rationnelle. Or, si les individus peuvent trouver des rationalisations à leurs comportements, ceux-ci ne relèvent pas nécessairement de choix rationnels. « Contrairement à l'analyse de Bajoit, l'apathie est dans ce cas davantage un effet d'une organisation anomique (au sens de Durkheim) qu'une stratégie de défense des salariés. »[41]

Il convient d'admettre la pertinence de ces remarques : en matière de comportement politique des personnes en situation défavorisée, l'apathie constitue le fait social ou plutôt sociopolitique observé, tandis que la résignation, le pragmatisme ou encore la recherche de son intérêt personnel sont des logiques individuelles expliquant et participant de ce comportement. L'enjeu de ma thèse est d'expliciter quelles dispositions socio-économiques favorisent l'occurrence de ce type de comportement et quelles logiques individuelles

[39] BAJOIT, Guy, *Pour une sociologie relationnelle*, Paris, Presses universitaires de France, coll. Le sociologue, 1992, p.147.

[40] PAUGAM, Serge, « Formes d'intégration professionnelle et attitudes syndicales et politiques », *Revue française de sociologie*, vol.40, n°4, 1999, p.718.

[41] PAUGAM, Serge, *ibid.*, p. 745.

permettent de le comprendre. Dans cette optique, l'apathie politique peut parfois s'interpréter comme le résultat d'une logique pragmatique pesant les risques encourus et les profits escomptés en 'prenant parti' : pour citer un exemple concret, l'activisme au sein du collectif Droit au Logement comporte des risques, physique et juridique notamment, et constitue un investissement en temps et en énergie important sans garantie de résultat ; entreprendre les démarches administratives pour faire valoir ses droits au R.M.I. et/ou à l'aide au logement apparaît alors comme une action moins risquée et plus efficace sur le plan des intérêts personnels. Cette configuration exemplaire semble conférer à l'apathie politique une logique pragmatique qui n'est en réalité qu'une construction intellectuelle. Dans les faits, l'apathie politique est certes rationnelle pour l'individu, mais elle ne résulte pas d'une stratégie de défense ou d'un calcul qui viserait à obtenir, avec un engagement minimum, le maximum d'avantages. L'apathie politique n'est pas le produit d'une tactique individuelle mais l'effet d'une organisation socio-économique anomique au sens de Durkheim : « On ne sait plus ce qui est possible et ce qui ne l'est pas, ce qui est juste et ce qui est injuste, quelles sont les revendications et les espérances légitimes, quelles sont celles qui passent la mesure… »[42] Cette perte de repères, cette absence d'intériorisation de normes socialement partagées, ou anomie, est compatible avec une explication des comportements individuels en termes de rationalité pour soi.

L'apathie politique est, certes, une forme d'inertie, mais elle constitue également une réaction à un environnement donné. Pour les individus dont le comportement politique s'approche de cet idéal-type, il s'agit d'une attitude normale, évidente, qui s'impose à eux mais qu'ils sont également susceptibles d'expliquer. C'est pourquoi nous préférons le vocable affirmatif d'*apathie* à des termes négatifs tels que *non-participation* (qui définirait ce comportement politique par l'absence d'un autre comportement plus ou moins clairement défini : la participation) ou *démobilisation* (qui présuppose une mobilisation antérieure).

En outre, ce qui caractérise un comportement apathique, c'est moins l'absence d'action que l'absence de sens donné à cette action. Ainsi, l'abstentionnisme peut être un comportement politique pensé, voulu, à laquelle la personne donne un véritable sens politique, pour le dire brièvement une contestation. Pour l'individu apathique, l'abstention ou le vote ne répondent pas à une réflexion politique personnelle mais résultent essentiellement d'éléments extérieurs : par exemple, une incitation familiale ou amicale ponctuelle peut avoir un effet de suivisme en termes de participation et un choix électoral largement aléatoire ; de

[42] DURKHEIM, Émile, *Le suicide*, Paris, Presses Universitaires de France, 1960, p.281.

même, l'abstention n'est pas « pré-méditée », elle survient car la participation au scrutin électoral ne mobilise aucunement l'individu qui ne trouve aucune motivation à se rendre aux urnes.

La validité du concept d'apathie politique tient tout d'abord au fait qu'il rend compte de notre objet d'étude avec une rigueur descriptive et une absence de jugement normatif. Il constitue une catégorie dont nous pouvons analyser la construction : comment s'articulent des connaissances éparses sur le champ politique – connaissances qui, pour ténues, erronées qu'elles soient, n'en produisent pas moins des représentations politiques et sociales – pour produire des attitudes, opinions et comportements politiques ? Ce concept permet d'analyser les logiques individuelles et les circonstances matérielles qui conduisent les individus en situation défavorisée à faire preuve d'apathie à l'égard de ce qui touche la chose publique. Dès lors, la richesse du concept est de permettre d'étudier le désintérêt comme un acte politique, d'analyser le rôle joué par le rapport passif des individus aux institutions qu'entraîne la dépendance à l'égard de l'assistance publique *via* le recours au revenu minimum, de nous interroger sur l'aire géographique servant de référence identitaire. Quels sont les derniers vecteurs qui permettent l'intégration politique des personnes en situation défavorisée ? Que reste-t-il du lien de citoyenneté parmi les populations les plus pauvres ?

L'approche compréhensive qui a été privilégiée dans cette thèse m'a conduite à construire une typologie des types de rapport au politique parmi les personnes en situation défavorisée[43] : *l'apathie*, le *mécontentement*, la *perplexité* et la *loyauté*. Cette typologie résulte d'une co-construction à la suite d'aller-retour entre des conceptions théoriques et les données qualitatives issues d'entretiens approfondis réalisés dans trois pays[44].

L'*apathie politique* est le comportement idéal-typique qui occupe la place prépondérante en ce qu'il apparaît caractéristique des personnes en situation défavorisée : il se traduit par une inertie qui concerne tant les comportements, que les attitudes, les idées ou les valeurs. Le *mécontentement* relève d'une conscience aigue de l'importance du politique, de sa responsabilité dans la situation actuelle (perçue uniquement sous un angle négatif) tant à l'échelle individuelle que sociétale, et d'un rejet de la politique telle qu'elle est pratiquée. Ce

[43] Les principes de construction de la typologie et les différents idéaux-types sont présentés de façon plus approfondie dans le chapitre 3. Je me limiterai donc, dans l'introduction générale, à n'en présenter que les principaux éléments.

[44] La méthodologie mise en œuvre lors des entretiens approfondis est présentée dans l'annexe méthodologique. Les terrains d'investigation, les contextes d'enquête ainsi que la manière dont j'ai contacté les personnes interrogées dans les trois pays sont également présentés dans cette annexe.

type de rapport au politique s'accompagne de condamnations indifférenciées visant les hommes politiques, le système économique, la société. Le choix d'un vocable faible, « mécontentement » – plutôt que « protestation », ou « revendication », ou « radicalisme dépolitisé » selon les termes de Serge Paugam[45] – se justifie par le fait que ce type de rapport au politique rencontré chez les personnes en situation défavorisée ne se traduit par aucune mobilisation, ne formule aucune exigence : il ne constitue pas le fondement d'un « être ensemble » mais résulte d'un sentiment d'être seul au monde, seul contre tous. La *perplexité* est un type de rapport au politique qui se caractérise par un désir de compréhension du monde allié à une grande distanciation qui se traduit *in fine* par un profond relativisme. Enfin, la *loyauté* constitue l'antithèse de l'*apathie* : forgé sur le modèle du citoyen éclairé, ce type de rapport au politique désigne l'implication, à la fois ressentie et effective, dans la vie de la Cité, une capacité à affirmer des préférences partisanes qui transcendent l'intérêt personnel du citoyen.

La typologie dont les grands traits viennent d'être ébauchés est opérationnelle dans une perspective comparative. Elle constitue à la fois un résultat de recherche et un outil pour comprendre le rapport au politique des personnes en situation défavorisée.

3. Une approche comparative

Une logique qui occupe une place centrale dans cette recherche se rapporte aux dimensions nationales de l'intégration. Le lien entre les processus d'exclusions économique et sociale a été abondamment étudié sur le plan national. Il a également donné lieu à une étude comparative originale. Serge Paugam a montré qu'au sein de l'Union Européenne, des différences significatives apparaissent lorsque l'on considère le lien entre la privation de certains biens et la perte des relations sociales. Il distingue trois types de rapport social à la pauvreté dans les pays d'Europe[46] : la *pauvreté intégrée*, qui caractérise plutôt les pays sous-industrialisés (sociétés méditerranéennes) comprenant un grand nombre de pauvres et où ceux-ci bénéficient d'une entraide familiale et locale accrue qui concourt à leur moindre stigmatisation ; la *pauvreté marginale*, qu'on trouve dans les sociétés industrielles avancées en expansion, peu touchées par le chômage et disposant d'une bonne protection sociale

[45] PAUGAM, Serge, *Le salarié de la précarité : les nouvelles formes de l'intégration professionnelle*, Paris, Presses universitaires de France, coll. Le lien social, 2000, pp. 343-354.

[46] PAUGAM, Serge, *Les formes élémentaires de la pauvreté*, Paris, Presses universitaires de France, coll. Le lien social, 2005.

(Allemagne des décennies 1960-1980, pays scandinaves) ; enfin la *pauvreté disqualifiante*, spécifique aux sociétés confrontées à une forte augmentation du chômage (France, Grande-Bretagne). Dans cette dernière configuration, les limites de la protection sociale, pourtant étendue à de nombreuses catégories de personnes, apparaissent ; en dépit des aides de l'État, des franges importantes de la population cumulent les handicaps pour l'accès à l'emploi, s'installent durablement dans les dispositifs d'assistance, ce qui aboutit à leur disqualification.

Cette typologie nous incite à poser la question suivante : le retrait par rapport au politique observé en France lors d'un précédent travail de D.E.A.[47] parmi les populations défavorisées se retrouve-t-il également dans les sociétés européennes voisines qui n'ont pas les mêmes représentations de la pauvreté, du chômage et qui n'intègrent pas leurs membres de la même manière qu'en France ? Le retrait de ces populations par rapport à la politique constitue-t-il une constante transnationale ? Existe-t-il des différences qualitatives ou quantitatives entre des pays de cultures différentes, où la politique n'occupe pas nécessairement le même positionnement dans les préoccupations de leurs opinions publiques respectives ?

L'analyse comparative est un instrument essentiel du sociologue. C'est en effet en portant notre regard sur l'Autre que l'on parvient à cerner en quoi 'nous' sommes différents et 'spécifiques'. La comparaison joue ainsi dans les sciences sociales le rôle de l'expérimentation dans les sciences de la nature ; elle permet à la fois de généraliser et de mieux expliquer un cas particulier à partir d'autres situations.

Le recours à la méthode comparative dans le cadre de cette recherche vise à confronter systématiquement les modes de construction d'un même fait social, en l'espèce le retrait politique des personnes en situation défavorisée, dans des cadres nationaux différents. Plus simplement, le but premier de la comparaison est de vérifier si le retrait par rapport au politique est bien une pratique découlant des difficultés matérielles des individus ou si ce type d'exclusion est une spécificité française. Sur ce point, le travail comparatif mené au cours de l'étude est double puisqu'il s'exerce dans un premier temps sur des groupes sociaux (les plus démunis *vs* les autres catégories sociales) et dans un second temps sur des pays. L'enjeu de la comparaison est également de comprendre comment des processus de retrait à l'égard de la

[47] BÈGUE, Murielle, *Le rapport au politique des personnes en situation défavorisée*, Mémoire de D.E.A. de Sociologie, Institut d'Études Politiques de Paris, 1999, 127 p.

sphère politique peuvent se mettre en place selon des modalités différentes selon la variable Pays, donc dans des cultures nationales différentes.

Comme l'écrivait Émile Durkheim, « Tout d'abord pour le sociologue comme pour l'historien, les faits sociaux sont fonction du système social dont ils font partie ; on ne peut donc les comprendre quand on les en détache. C'est pourquoi deux faits, qui ressortissent à deux sociétés différentes, ne peuvent pas être comparés avec fruit par cela seul qu'ils paraissent se ressembler ; mais il faut de plus que ces sociétés elles-mêmes se ressemblent, c'est-à-dire ne soient que des variétés d'une même espèce. La méthode comparative serait impossible s'il n'existait pas de types sociaux, et elle ne peut être utilement appliquée qu'à l'intérieur d'un même type. »[48]

L'intérêt d'un travail de comparaison réside dans la mise à jour de ressemblances et de dissemblances. Dans le cadre d'une comparaison européenne, la première étape consiste à identifier des pays (des cas) qui soient 'comparables'. Si dans le vocabulaire usuel, le terme 'comparable' renvoie à la similarité entre deux objets, le sens sociologique est plus rigoureux et nous oblige à le préciser. Des cas sont comparables lorsqu'ils partagent certaines caractéristiques tout en divergeant en regard d'autres caractéristiques. Il est absolument nécessaire que les cas étudiés possèdent des ressemblances afin que l'univers d'investigation dans lequel nous allons évoluer soit suffisamment homogène. L'homogénéité de certaines caractéristiques permet *de facto* d'éliminer les variables explicatives communes aux différents cas dans l'analyse des différences observées. À l'inverse, il est tout aussi impératif que les cas retenus affichent des différences suffisamment remarquables pour tenir lieu de variables explicatives, ou du moins, en évitant une rhétorique de la causalité, pour établir des corrélations entre plusieurs variations.

L'objectif premier étant d'étudier les comportements et les attitudes politiques de personnes en situation défavorisée – elles constituent le « type social » dont parlait Durkheim auquel s'applique la comparaison –, il était donc primordial de choisir comme éléments de comparaison des pays présentant des systèmes politiques suffisamment proches et au sein desquels il soit possible d'identifier des individus se trouvant dans des situations similaires. En l'occurrence, trois pays, la France, la Grande-Bretagne et l'Espagne ont été sélectionnés,

[48] DURKHEIM, Émile, *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris : Presses universitaires de France, 1960, p.133.

permettant d'observer des individus défavorisés évoluant dans un contexte comparable. Il s'agit de trois démocraties, établies et libérales, membres de l'Union Européenne, organisant régulièrement des élections à des niveaux différents (municipal, régional, national, européen). Même si la structure politique est bipartite en Grande-Bretagne, on peut également souligner qu'elles proposent une offre politique multipartite. Enfin, ces trois pays proposent un système de protection sociale au sein duquel existe une aide comparable (en termes de conditions et de montant d'allocation) : le revenu minimum. Ainsi, le choix de ces trois pays offre-t-il un univers d'investigation commun.

La comparabilité des différents pays suppose également la présence de différences notables, potentiellement explicatives. De fait, la France, la Grande-Bretagne et l'Espagne, si elles possèdent aujourd'hui des systèmes politiques voisins, ont connu des évolutions historiques des plus différentes pour aboutir à cette situation.

La France constitue un point de repère qui doit permettre de mieux saisir les différences nationales par rapport aux deux autres pays étudiés. Ainsi, au Royaume-Uni, la pauvreté présente des aspects renvoyant à l'exclusion, comme c'est le cas en France. Le rapport au politique est-il pour autant le même ? En Espagne, au contraire[49], les personnes en situation difficile sont mieux intégrées à la société, notamment en raison de la force que le lien familial a conservée. Cette solidarité familiale va-t-elle de pair avec une socialisation politique ? Il me semble nécessaire de reconnaître la place particulière faite à la France dans l'analyse, du fait qu'il s'agit de mon pays et de ma culture, il n'en reste pas moins que l'ambition de cette recherche est d'effectuer une comparaison à part égale. La Grande-Bretagne et l'Espagne ne sauraient être des contrepoints visant à éclairer « le cas français ». La démarche comparative permet précisément d'effectuer le décentrement nécessaire pour étudier chaque pays avec un regard sociologique qui ne soit obscurci ni par la familiarité ni par l'éloignement culturel.

Enfin, il faut citer une dernière raison qui a motivé le choix d'une comparaison et plus particulièrement de cette comparaison : la citoyenneté est une modalité particulière d'intégration sociale. Elle n'est pas qu'un cadre institutionnel normatif, mais aussi un état social. Elle correspond à certaines formes de sociabilité et à certains types d'articulation des relations sociales propres aux sociétés modernes. On distingue traditionnellement deux grandes traditions de citoyenneté : la tradition républicaine et démocratique, plus normative,

[49] PAUGAM, Serge, « Poverty and social disqualification : a comparative analysis of cumulative social disadvantage in Europe », *Journal of European Social Policy*, 1996, vol.6, n°4, p.287-303.

selon laquelle les citoyens doivent adhérer aux valeurs communes et universalistes de la République ; la tradition libérale et communautarienne, plus factuelle, selon laquelle la citoyenneté est d'autant- plus riche qu'elle s'appuie sur des individus ancrés dans leurs communautés. Cette opposition classique justifie le choix de la France et de la Grande-Bretagne dans la mesure où ces deux pays ont constitué les idéaux-types de ces deux modèles de citoyenneté. La recherche devrait permettre d'étudier l'actualisation de traditions séculaires de citoyenneté à travers l'expérience vécue des citoyens les moins favorisés, donc parmi une population où la citoyenneté est faiblement théorisée et où l'on a des chances de percevoir ses principes élémentaires. Si l'étude de la France et de la Grande-Bretagne semble s'imposer, le choix de l'Espagne semble être au moins aussi pertinent, dans un esprit de confrontation d'un style de citoyenneté à des modèles pré-établis. En effet, dans la citoyenneté « à l'espagnole », contrairement à ce qui se joue en France et en Grande-Bretagne, la dimension politique n'est pas centrale, ne s'impose pas aux individus. Il semble plutôt que la somme des préoccupations sociales, sociétales, environnementales des individus, confrontées les unes aux autres, parvient au terme d'un processus encore non étudié, à déterminer une compréhension politique globale qui ne préexistait pas. Dans l'impossibilité de se rapporter à un modèle qui historiquement n'existe pas, le lien de citoyenneté tel qu'on l'observe en Espagne est en construction – non pas au sens où il serait en train de s'élaborer mais plutôt au sens où ce lien est continûment construit par les citoyens, plutôt qu'il ne s'impose à eux.

4. Hypothèses et axes de recherche

Le diagnostic de l'effritement des valeurs démocratiques et des institutions socialisatrices parmi les catégories les moins privilégiées de la population suscite une large adhésion. Je le considère plutôt comme une hypothèse centrale qu'il convient de valider : les conditions matérielles d'existence des personnes en situation défavorisée se traduiraient par un retrait du champ politique.

Cette hypothèse transversale, puisqu'elle s'applique à l'identique dans les trois pays de l'étude, peut être déclinée en une série d'hypothèses connexes. Ainsi, le désintérêt pour la politique (au sens politicien), l'actualité, mais aussi des questionnements plus vastes sur le vivre ensemble, serait plus important parmi les personnes en situation de précarité. De même, la participation politique de ces personnes serait moindre que dans le reste de la population : plus forte abstention, moindre implication dans des actes politiques comme les

manifestations, les pétitions, l'implication dans des discussions politiques. Les préférences partisanes – qu'il s'agisse d'adhésion à un parti ou d'une simple préférence pour une tendance – seraient peu répandues et très volatiles. Les problèmes matériels rencontrés par ces personnes (chômage, difficulté à se loger, manque d'argent) occuperaient une place centrale dans leur vie au détriment de préoccupations d'ordre sociétal comme les questions politiques. Ces hypothèses renvoient clairement à une construction du rapport au politique des catégories populaires caractérisée par la distance, le désintérêt, la méconnaissance, soit un rapport au politique faiblement intellectualisé et peu investi émotionnellement. Dès lors, le manque de cohérence constitue une hypothèse forte quant aux formes des propos tenus par les personnes en situation défavorisée sur le politique. L'absence de structuration idéologique, consécutive du désintérêt et de l'absence de socialisation politique, apparaîtrait dans les discours à travers la concomitance de propositions paradoxales, et plus généralement le fait de ne pas chercher à présenter son opinion personnelle comme un construit cohérent. Je n'entends pas par là que les opinions politiques des plus défavorisés seraient incohérentes dans l'absolu, mais qu'elles ne seraient pas conformes à une posture idéologiquement unifiée. En revanche, une étude plus fine de ces discours permettrait de comprendre comment l'expérience vécue de ces personnes concourt à donner une logique à leurs attitudes politiques.

Une autre hypothèse qu'il convient d'étudier – traduction possible d'une condition socio-économique défavorisée dans le champ politique – porte sur le mécontentement, voire la possible révolte, des catégories populaires. Certes, cette hypothèse ne concerne pas l'ensemble des personnes en situation défavorisée. L'on peut cependant supposer que, dans les trois pays étudiés, une partie d'entre elles ne se résigne pas à l'absence de reconnaissance sociale qui découle du fait d'être chômeur, pauvre et « assisté ». Cette situation, vécue comme injuste car imposée à l'individu, provoquerait une indignation qui pourrait trouver une expression politique. L'abstentionnisme d'une partie des plus pauvres pourrait ainsi s'expliquer par un rejet de la politique, considérée comme ayant échoué à apporter des solutions aux difficultés des individus. Le mécontentement contre les partis de gouvernement, jugés responsables des difficultés des plus pauvres, pourrait également s'exprimer à travers des orientations politiques radicales : partis d'extrême-gauche et d'extrême-droite, mouvements politiques hors-système, aspiration à une insurrection de nature révolutionnaire. Les personnes qui auraient été le mieux socialisées politiquement, que ce soit dans le cadre de leurs familles ou dans le contexte professionnel, seraient davantage susceptibles de protester

contre l'ordre établi qui leur est défavorable, car cela suppose des repères idéologiques plus élaborés et une capacité d'aspiration à une mobilisation collective.

Les deux grandes hypothèses développées ci-dessus, celle de l'apathie et celle du radicalisme, correspondent à deux hypothèses relativement traditionnelles en sociologie politique à savoir l'inertie des catégories populaires et leur potentielle violence. La confrontation de ces deux hypothèses amène au constat suivant : le processus d'exclusion sociale n'entraîne ni une homogénéité des comportements, ni une cohésion des populations exclues. Elles restent extrêmement diverses. Comme l'écrit Didier Lapeyronnie[50], « Il existe aujourd'hui de multiples façons d'être dedans et dehors. La dislocation et l'hétérogénéité sont la règle. Ces deux évolutions brisent l'image traditionnelle de la question sociale et surtout des processus d'intégration : la population exclue n'est pas simplement non-intégrée par référence à une 'situation normale', elle est loin et diversifiée. » L'hétérogénéité des expériences vécues ne pourrait donc que se traduire par des attitudes politiques différentes. L'hypothèse d'une différenciation des rapports au politique des personnes en situation défavorisée occupe un statut particulier : plus qu'une hypothèse transversale, il s'agit d'un postulat essentiel de ce travail de recherche, postulat qui est en particulier à l'origine de la construction d'une typologie des types de rapport au politique.

Plusieurs questionnements découlent du cadre analytique que résume la typologie. En effet, si des situations matérielles apparemment comparables sont politiquement traduites de manières différentes, il convient de s'interroger sur les facteurs expliquant ces différences d'attitudes. Le niveau d'études est-il aussi fondamental que le laissent penser les études de sciences politiques pour comprendre le rapport au politique des plus pauvres, qui sont aussi les moins éduqués ? Quels sont les autres facteurs susceptibles de permettre aux plus défavorisés de ne pas laisser place à l'*apathie* mais d'accéder à la compréhension et à la participation au champ politique ? Nous formulons en particulier l'hypothèse que les représentations politiques des individus, telles qu'elles résultent de leur socialisation politique et de leurs expériences vécues, jouent un rôle au moins aussi important que les acquis strictement cognitifs des individus. Par exemple, la façon dont les personnes en situation défavorisée perçoivent leur propre situation de pauvreté, dans leur contexte national respectif, aurait un impact considérable sur leur rapport au politique. Selon que les individus souffrent de privations, intériorisent un statut dévalorisé, rejettent au moins temporairement un

[50] LAPEYRONNIE, Didier, *op.cit.* , p.80.

sentiment de dépendance à l'égard de l'État, considèrent l'assistance comme un droit acquis, leur rapport au politique diffèrerait. Il est également possible que ce soit une socialisation politique préexistante qui détermine la façon dont un individu réagit face à une situation de précarité. Dans la sphère politique, les expériences présentes et passées, les représentations politiques, les valeurs, les attitudes et les comportements, s'articulent de manière interdépendante et dynamique. Cette articulation détermine le rapport au politique des individus : *apathie, mécontentement, perplexité, loyauté*.

Ces quatre types idéaux constituent différentes manières pour les individus de s'inscrire dans le champ politique. On les retrouve dans les trois pays que nous avons étudiés. Pour autant, l'apathie politique des plus défavorisés se produit-elle selon les mêmes modalités dans tous les pays ?

Hormis ces hypothèses transversales, dont la validation permettra au cours de cette recherche de mettre en évidence les similitudes entre les trois pays étudiés, plusieurs hypothèses spécifiques à la comparaison ont en effet été élaborées.

Au début de ma recherche, dans la continuité des travaux de Serge Paugam, j'avais formulé l'hypothèse préalable que plus une société parvenait à intégrer ses membres dans le corps social (par des liens de solidarité organique, familiaux et professionnels), en particulier les plus défavorisés, plus la participation politique de tous les citoyens devait être importante. Je m'attendais en particulier à ce que, en France et en Angleterre, où le rapport à la pauvreté se rapproche de la *pauvreté disqualifiante*, les individus intériorisent l'image stigmatisée que la société leur renvoie et se placent davantage en retrait de la sphère politique. L'hypothèse inverse étant que les individus s'avèrent plus participatifs politiquement dans un pays comme l'Espagne, où la *pauvreté* est historiquement et traditionnellement *intégrée*.

Au cours de l'enquête, les analyses des matériaux tant statistiques que qualitatifs ont clairement invalidé cette hypothèse. En effet, lorsque l'on considère les variations statistiques de comportements politiques des individus percevant les revenus les plus faibles en regard des autres tranches de revenu, lorsqu'on observe *in situ* les allocataires du revenu minimum[51] dans les trois pays, on parvient rapidement à l'observation suivante : les Espagnols sont beaucoup moins intégrés dans la sphère politique, ils sont notablement moins participatifs que les Français et les Anglais. La forte intégration familiale qui existe en Espagne s'accompagne

[51] Nous aborderons plus loin les divers éléments qui nous ont amené à mettre en place une double méthodologie et à cibler deux populations qui, si elles se superposent largement, ne répondent cependant pas à la même définition.

d'une socialisation politique faible. Les premières conclusions tirées du cas espagnol m'ont donc conduite à reconsidérer le postulat d'une forte corrélation entre lien de solidarité organique et lien de citoyenneté. L'apathie politique aurait sa propre logique qui ne se superpose pas nécessairement à celle de l'exclusion économique et sociale. Il en découle que le lien de citoyenneté, lien invisible qui relie entre eux les membres d'une même société au nom de références communes, ne serait pas mécaniquement lié à l'intégration sociale des individus.

J'ai ainsi formulé une nouvelle hypothèse de recherche : l'entrecroisement des liens sociaux (familiaux, professionnels, locaux, politiques) se produirait de manière différenciée selon les pays. Ainsi, dans un pays où les pauvres sont socialement bien intégrés comme l'Espagne, ils pourraient néanmoins se sentir en marge de la vie politique. À l'inverse, dans un contexte de *pauvreté disqualifiante* comme en France ou en Grande-Bretagne, le lien de citoyenneté pourrait demeurer vivace parmi les plus défavorisés et soutenir certaines formes d'intérêt pour le champ politique. Cette hypothèse sera testée au cours de l'étude.

Autre hypothèse spécifique à toute comparaison : l'hypothèse culturaliste. Le rapport au politique de chaque individu est en effet imprégné de la société, précisément localisée dans le temps (l'histoire nationale, le contexte économique) et l'espace (le territoire national), à laquelle il appartient, dont il exprime la culture. Loin de toute représentation de la Culture comme un tout s'imposant à l'individu, force est de reconnaître que celui-ci ne peut être conçu hors du contexte dans lequel ses actes et ses opinions trouvent leur sens. L'individu n'existe pas *ab nihilo*, il n'est jamais parfaitement libre. Comme le soulignait Marc Augé dans *Non-lieux*, en un raccourci auquel nous adhérons, « les cultures 'travaillent' comme le bois vert et ne constituent jamais des totalités achevées (pour des raisons extrinsèques et intrinsèques) ; et les individus, aussi simples qu'on les imagine, ne le sont jamais assez pour ne pas se situer par rapport à l'ordre qui leur assigne une place : ils n'en expriment la totalité que sous un certain angle. […] Ni la culture localisée dans le temps et l'espace, ni les individus dans lesquels elle s'incarne ne définissent un niveau identitaire de base en deçà duquel aucune altérité ne serait plus pensable. »[52]

De cette citation sur la nature de la culture – ou des cultures puisqu'elles peuvent relever d'une nation comme d'une catégorie sociale – ressortent deux éléments qui sont

[52] AUGÉ, Marc, *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Éditions du Seuil, 1992, p.33.

d'égale importance dans notre approche. Tout d'abord, comme cela a été suggéré précédemment, la culture n'est pas ni un Tout univoque et non-contradictoire, ni un donné immuable. Elle est au contraire éminemment contradictoire, autorisant en son sein la coexistence de valeurs et d'opinions adverses mais non-équivalentes ; la culture est à la fois le reflet d'une histoire, une trace actualisée du passé, et en perpétuelle re-construction[53]. La relation entre l'individu et la culture ne peut donc être appréhendée que de manière dialogique. Ce qui m'amène au second point important, à savoir que si l'individu n'est pas compréhensible hors contexte, il ne saurait être réductible à son appartenance culturelle. Il peut présenter une altérité radicale, une marginalité, au sein de sa culture, et c'est dans ce contexte que ses choix font sens.

Je tâcherai, tout au long de ce mémoire, de ne pas tomber dans le piège qui consiste à instrumentaliser la culture afin d'expliquer tout ce que l'on ne parvient pas à comprendre autrement. La culture ne saurait être l'explication rémanente des différences dont les variables supra-individuelles habituellement retenues (sexe, âge, PCS, niveau d'études, religion, etc.) n'auraient pas rendu compte. Certes les histoires nationales, les constructions sociales, sont singulières, mais à quoi bon s'engager dans une étude comparative pour conclure à l'indépassabilité des différences culturelles ?

Le recours à la comparaison nationale, donc aux différences culturelles, nous permet de contextualiser les comportements observés afin de cerner comment la formulation d'opinions politiques engage un rapport au temps, un rapport au groupe national et un rapport au groupe social. La contextualisation permet ainsi de replacer une expérience individuelle dans une perspective collective et d'en proposer un sens.

Il conviendra en particulier de déterminer si la logique d'*apathie*/participation politique est la même dans les trois pays de l'étude. L'articulation de l'exclusion économique et de l'*apathie politique* est-elle similaire dans les trois cas ou existe-t-il des logiques nationales différentes qui feraient entrer dans le jeu le mode d'intégration sociale des plus pauvres ou le rôle joué par l'État-providence ? Sera-t-il possible, après observation du rapport au politique des personnes les plus défavorisées – *i.e.* celles qui ont le moins de maîtrise consciente de la 'culture générale' d'un pays – de caractériser les 'cultures politiques nationales' de chaque pays ?

Au-delà de ces axes généraux de recherche, un certain nombre de questionnements émergent. La rupture des relations sociales, dont on peut penser qu'elles fondent la nécessité

[53] Marcel Mauss exprimait une idée très similaire en caractérisant la culture comme un « fait social total ».

intérieure d'un « vivre ensemble », et l'isolement qui en résulte, sont-ils bien le principal facteur explicatif de l'*apathie* politique en France ? Connaissant l'importance jouée dans le passé par les identités de classe en Angleterre, l'*apathie* politique entretient-elle un lien étroit avec l'isolement social ? L'*apathie* n'étant pas liée, en Espagne, à l'intégration sociale des plus pauvres, dépend-elle davantage de leur positionnement culturel ?

Soulignons à nouveau que si les différentes formes d'exclusion – économique, sociale, politique, culturelle – sont articulées, elles ne se superposent pas ; elles obéissent à des logiques différentes ou s'opérationnalisent selon des modalités différentes, qui pourraient être nationales. Ce travail de thèse s'efforce de cerner quels peuvent être les modes nationaux d'appropriation des types de rapport au politique. Par-delà ces modalités nationales d'expression des quatre types idéaux de rapport au politique identifiés parmi les personnes en situation défavorisée, est-il possible de distinguer une 'culture populaire' qui se manifesterait de manière transnationale dans ces comportements ?

5. L'enquête

L'objectif de cette thèse étant de mettre en évidence les multiples articulations entre les idées et les croyances des acteurs et les conditions structurelles, tant matérielles que nationales, de leur occurrence, j'ai choisi d'adopter une méthodologie double. Dans le cadre d'une démarche comparative, j'aurai recours à un matériau statistique d'une part, qualitatif d'autre part. La confrontation des deux méthodes oblige à une prise de distance réflexive sur les apports de chaque matériau. En effet, la difficulté de la méthode comparative est qu'elle est prise dans une tension problématique entre une « logique du Même » et une « logique de l'Autre ». La *logique du Même* consiste à se concentrer sur les similitudes entre des situations différentes tandis que la *logique de l'Autre* nous pousse à souligner les différences indépassables entre les différents « cas ». Ces deux logiques co-existent dans les enquêtes quantitatives comme dans les enquêtes qualitatives. La mobilisation successive de ces deux matériaux permettra une clarification progressive de la dialectique entre *logique du Même* et *logique de l'Autre*.

Le matériau quantitatif

Dans une démarche allant du général au particulier, du plus simple au plus complexe, je commencerai par procéder à des analyses secondaires sur une enquête internationale comparative : les Eurobaromètres cumulés, enquêtes qui sont réitérées sur un rythme de deux vagues annuelles d'environ un millier de personnes chaque fois depuis 1970, principalement dans des pays de l'Union européenne ou en cours d'adhésion à l'U.E.. Nous avons plus précisément travaillé sur le *Mannheim Eurobarometer Trend File, 1970-1999*[54]. De ce fichier, seules les observations correspondant aux trois pays de l'enquête, la France, la Grande-Bretagne et l'Espagne ont été conservées. Le fichier de données utilisé comporte finalement 124.034 observations portant sur la période 1985-1998.

L'intérêt de ce matériau quantitatif, comme on peut le constater, est de mobiliser des effectifs importants permettant, grâce à la compilation d'enquêtes, de pouvoir comparer les attitudes de catégories faiblement représentées.

Dans le cadre de cette recherche, je m'intéresse aux attitudes politiques des « personnes en situation défavorisée » qui constituent une catégorie porteuse de sens dans le langage commun, mais pas en terme statistique. Afin d'étudier rigoureusement cette catégorie, il conviendrait de la définir à partir de critères quantitatifs. Or la notion de « personne en situation défavorisée » est extrêmement fluctuante et arbitraire. En partant d'une définition usuelle, donc du sens commun, il apparaît en effet que les personnes « en situation défavorisée » se caractérisent précisément par leur position relative au sein de la société, où les désavantages l'emporteraient de manière visible sur les avantages. Mais quel serait le « seuil » à partir duquel on pourrait isoler les personnes en situation défavorisée du reste de la société ? De nombreux handicaps peuvent mener à la catégorisation d'une personne comme étant en situation défavorisée : sa situation économique, son lieu de vie, son apparence physique, son entourage, son niveau d'éducation, etc. Ces handicaps peuvent se cumuler, mais la catégorisation peut également ne relever que de la présence d'un seul facteur discriminant. Les personnes en situation défavorisée constituent-elles un groupe homogène, donc mesurable après délimitation de ses « frontières » ? Il y a une part extrêmement arbitraire dans la catégorisation individuelle des personnes en situation défavorisée : l'impact

[54] Des informations plus détaillées sur les enquêtes Eurobaromètres en général et l'utilisation qui en a été faite en particulier figurent dans l'annexe méthodologique.

des conditions matérielles d'existence sur l'apparence corporelle (affaissement des épaules, aspect usagé donc informe des vêtements, carences nutritionnelles, etc.) joue notamment un grand rôle sur les perceptions communément portées sur une personne en situation défavorisée.

Désigner les personnes en situation défavorisée à partir de critères quantitatifs précis implique d'admettre pour véritable un découpage du réel reposant sur des perceptions et des interprétations issues du sens commun. C'est ce qui sera fait dans un premier temps à partir du matériau statistique disponible et d'une réflexion théorique visant à déterminer quelles variables permettraient au mieux d'approcher les personnes en situation défavorisée. Ce faisant, il faut s'interdire de penser qu'il existe une « situation défavorisée » précisément définissable. Il ne s'agit pas d'un concept scientifique mais d'une catégorie empirique exprimant une réalité qui reste à préciser. Je retiendrai deux indicateurs qui manifestent des aspects différents des conditions d'existence des personnes en situation défavorisée[55] :

- Le chômage : Cet indicateur est aisément mobilisable dans l'enquête Eurobaromètre. Il indique une absence de participation involontaire à la productivité économique. Cet indicateur est considéré comme pertinent pour approcher les personnes en situation défavorisée dans un contexte socio-économique où le travail est une valeur dominante des sociétés modernes et où le chômage représente un risque de précarisation pour les individus. Dans un contexte de croissance économique et de plein-emploi, où toutes les catégories de la population pourraient rapidement retrouver un emploi satisfaisant, le chômage ne constituerait pas un bon indicateur d'une situation défavorisée car il ne serait vécu par les individus que comme une transition. Il apparaît clairement – cela sera approfondi ultérieurement – que dans les sociétés européennes étudiées, le chômage constitue un problème structurel qui met en péril la sécurité matérielle des individus, les expose à la précarité et aux incertitudes concernant leur avenir. Le chômage est toutefois une catégorie hétérogène : certains chômeurs trouvent facilement un emploi tandis que d'autres se trouvent pris au piège d'un chômage de longue durée s'accompagnant d'une déqualification difficilement surmontable ;

[55] Il faut souligner qu'il existe un lien fort entre ces deux indicateurs que sont le chômage et la pauvreté. *Cf.* GALLIE, Duncan, Serge PAUGAM (eds), *Welfare Regimes and the Experience of Unemployment in Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2000, 412 p.

certains sont correctement indemnisés, d'autres, 'en fin de droits' se voient obligés de recourir aux aides de l'État. Les données Eurobaromètres ne permettent de distinguer aucune nuance au sein de cette catégorie hétérogène. Le chômage constituera un premier indicateur, très approximatif, des personnes en situation défavorisée. On s'interdira de considérer la totalité des chômeurs comme des personnes en situation défavorisée au profit d'une analyse visant à déterminer l'impact du chômage sur les comportements. De même, il serait absurde de considérer que les personnes en situation défavorisée sont nécessairement au chômage ; dans de nombreux cas, elles possèdent des emplois précaires, ou à temps partiels, faiblement rémunérés. Le fait de travailler, dans ce cas, ne les protège pas de la précarité et le chômage est une expérience souvent familière, qui pèse comme une menace sur leur quotidien.

- La pauvreté : Les sociologues s'accordent largement à définir la pauvreté non pas de manière absolue mais relative, en fonction d'un 'seuil de pauvreté' lié au revenu médian dans la société de référence. La définition de ce seuil reste toutefois arbitraire. En outre, l'analyse de la pauvreté en terme de revenus comporte des limites dans le repérage des populations pauvres, essentiellement en raison des différences de patrimoine. Toutefois, le revenu constitue la meilleure approximation que nous puissions avoir, du moins dans cette enquête, des modes de vie des individus. En effet, même si d'autres facteurs très importants déterminent les conditions d'existence des personnes en situation défavorisée, en particulier la propriété de leur logement, le revenu mensuel par personne au sein du foyer – qui mêle ici revenu du travail, revenu du capital, aides sociales éventuelles – constitue une bonne estimation des moyens financiers dont dispose l'individu pour subvenir à ses besoins.

Ces indicateurs ne permettent pas de délimiter sans ambiguïté les personnes en situation défavorisée en grande partie car les frontières entre elles et le reste de la société sont subjectives et fluctuantes. En revanche, les personnes en situation défavorisée font l'expérience, dans leur quotidien, de conditions d'existence qui relèvent de la précarité *i.e.* de la pauvreté et de la menace du chômage. Se pencher sur les effets du chômage et de la pauvreté sur les attitudes politiques permettra de comprendre certaines logiques susceptibles d'animer les personnes en situation défavorisée.

En particulier, les analyses statistiques menées sur des populations approchant les personnes en situation défavorisée permettront de mettre en concurrence deux types de logiques : une logique nationale – d'où une comparaison interne nationale entre des catégories de population plus ou moins exposées à la précarité – et une logique transnationale – d'où une comparaison internationale. À ce stade, il sera possible d'ébaucher une articulation des logiques du Même et de l'Autre à l'œuvre dans l'influence des conditions matérielles d'existence sur le rapport au politique.

Cette analyse sociologique fondée sur des données quantitatives fournira un cadre suffisamment vaste pour permettre de déterminer :

- s'il existe bien des spécificités dans le comportement des catégories les plus fragiles en matière de rapport au politique en regard de l'ensemble de la population,
- si ces tendances sont observables dans tous les pays de l'étude,
- si ces tendances sont stables dans le temps,
- s'il existe des différences notables entre pays de l'étude qui laisseraient penser qu'au-delà de l'influence de leurs conditions matérielles d'existence, les attitudes politiques des personnes confrontées à la précarité sont comprises dans un contexte culturel plus large, peut-être national.

Ce cadre général nécessaire devra dans un second temps être dépassé, afin d'une part de se rapprocher de la définition de la population étudiée, 'les personnes en situation défavorisée', d'autre part de prendre en compte l'expérience vécue des individus, indispensable tant du point de vue de l'intériorisation de la précarité que de la compréhension de leur rapport au politique.

L'enquête qualitative

J'ai choisi dans le cadre d'une enquête qualitative comparative, de procéder à des entretiens sur le rapport au politique auprès d'allocataires du revenu minimum. La détermination de cette population répond à des critères théoriques et pratiques. Sur le plan théorique, il apparaît que la notion de « personne en situation défavorisée » telle qu'elle a été précédemment définie par le biais du chômage et de la pauvreté, comporte des limites. On peut notamment souligner que ces critères échouent à délimiter précisément la population

étudiée : certains chômeurs ne sont pas pauvres, certains pauvres travaillent (*working poor*). D'où la recherche d'un critère plus rigoureux pour déterminer la population objet de l'enquête qualitative. Le critère finalement retenu est celui de la dépendance. Par dépendance, on entend le fait de ne pouvoir assurer seul la subsistance de son foyer, donc d'être dans l'obligation de requérir l'aide d'un tiers – dans nos sociétés développées, l'État.

Le choix s'est porté sur les allocataires du revenu minimum car cette aide constitue le « dernier filet » des systèmes de protection sociale. Les individus qui la perçoivent peuvent légitimement être considérés comme « en situation défavorisée » : cette allocation leur permet en effet de survivre, sans pour autant les sortir de la pauvreté ; en outre, la majorité des bénéficiaires sont chômeurs (une minorité possède un emploi à temps partiel, nécessitant un complément pour atteindre le seuil fixé du revenu minimum, ou un emploi aidé). Le choix du revenu minimum permet d'établir une convention de passage résistante à la critique entre les trois pays, afin d'éviter d'importer des catégories indigènes. En effet, il existe selon des modalités comparables de définition et d'attribution en France (le R.M.I.), en Grande-Bretagne (l'*income support*) et dans certaines régions d'Espagne (la *renta básica* en Navarre).

Le choix d'enquêter auprès de bénéficiaires du revenu minimum permettra en outre de s'interroger sur l'éventuelle spécificité du rapport au politique de personnes dont les moyens d'existence, qu'elles en soient conscientes ou non, dépendent pour partie de décisions politiques.

Afin de comparer le comparable, j'ai choisi d'effectuer les enquêtes de terrain dans des villes moyennes, afin d'éviter les biais inhérents, en matière politique, aux petites et aux grandes villes. Les villes retenues ont été Chartres pour la France, Oxford pour la Grande-Bretagne, Pampelune pour l'Espagne[56]. À noter, ces trois villes bénéficient au niveau national d'une bonne réputation, tout en possédant des quartiers où le chômage de masse, la délinquance et l'immigration posent des problèmes d'autant plus difficiles à résoudre qu'ils se cumulent. Dans les trois cas, les entretiens recouvrent des durées similaires[57], comprises entre une demi-heure pour les moins intéressés et deux heures pour les plus loquaces, avec parfois

[56] Les précisions de cadrage concernant les situations locales, l'actualité au moment de l'enquête, les circonstances générales du déroulement des entretiens, sont présentées dans l'annexe méthodologique.

[57] Concernant la méthodologie de l'enquête qualitative, à savoir des entretiens semi-directifs, voir l'annexe méthodologique.

un débordement *off*, dans un contexte informel[58]. Chaque entretien dure en moyenne une heure. La sélection des personnes interrogées s'est effectuée en cherchant à obtenir des situations contrastées en termes de sexe, d'âge, mais aussi de situation familiale (on a veillé en particulier à interroger des mères célibataires ou divorcées dans chaque pays, car il s'agit d'un groupe social particulièrement fragile), d'origine ethnique (des 'nationaux' issus de parents immigrés ont été interrogés dans chaque cas ainsi que des gitans dans le cas particulier de l'Espagne) et de contexte matériel (si la plupart des interviewés disposaient d'un logement stable, d'autres étaient logés dans leurs familles, plus rarement chez des amis ou dans des logements accordés par la municipalité, et dans de rares cas, étaient sans domicile fixe, dormant alors dans des logements de fortune, tente, camion…).

Mis à part les entretiens, dont le recueil était l'objectif principal des enquêtes de terrain, j'ai profité autant que possible de cette phase d'immersion, entièrement consacrée à la perception, pour procéder à des observations de tous ordres, géographique, architectural, dégradations ou non de l'environnement, attitudes des habitants dans la rue ou dans les transports en commun, relevé des inscriptions à contenu politique taguées sur les murs, etc. J'ai également procédé à un recueil d'archives hétérogènes : consultation pluri-hebdomadaire de la presse locale, feuilles d'informations municipales, informations administratives en direction des allocataires de revenu minimum et plus généralement des populations en situation de précarité, tracts politiques divers (lorsqu'ils étaient distribués ou mis à disposition, mais sans faire de démarche pour les rechercher systématiquement). L'enquête de terrain est donc constituée, pour chacun des trois pays, d'un recueil d'archives hétérogènes comprenant des informations nationales, locales, administratives et politiques, d'une compilation d'observations effectuées *in situ*, et d'une trentaine d'entretiens. Je suis bien consciente qu'un entretien n'est qu'une fenêtre brièvement ouverte sur la vie d'un individu, fenêtre pendant laquelle il est possible d'obtenir des réponses – souvent sincères – à des

[58] En France, j'ai rencontré des allocataires du R.M.I. dans le contexte d'ateliers de réinsertion et à leur domicile, circonstances qui donnent évidemment lieu à beaucoup de commentaires « hors champ » : on m'a offert le café, proposé une visite du quartier, présenté d'autres habitants… En Angleterre, j'ai travaillé comme bénévole à l'accueil d'une association d'aide au logement, Oxford Housing Rights Council, ce qui m'a permis de rencontrer certains répondants de l'enquête, mais aussi de recueillir de nombreux commentaires concernant la recherche que je menais. Des personnes, qui par ailleurs refusaient de participer à un entretien formel, engageaient volontiers la conversation avec moi sur des sujets politiques, pour lesquels ils supposaient – à raison – que je devais être intéressée ou renseignée. Enfin, en Espagne, j'ai procédé à quelques entretiens à domicile et j'ai également plusieurs fois pris les transports en commun avec une personne que je venais d'interviewer, ce qui de fait, prolongeait l'entretien de manière informelle, mais on notera que les personnes interrogées choisissaient systématiquement d'aborder des sujets n'ayant rien à voir avec la politique, qu'elle soit nationale, concernant le « problème basque » ni même plus simplement les questions d'aménagement municipal.

questions précises, en l'occurrence sur le rapport au politique, mais où la vie personnelle des individus, leur formation, leurs liens familiaux et amicaux, ne sont qu'esquissés ; j'ai néanmoins cherché à comprendre aussi profondément que cela m'était possible leur environnement quotidien.

Ces entretiens constituent un matériau précieux pour procéder à des aller et retour fructueux entre analyse de discours et mise en perspective nationale.

Le recours à une méthode qualitative vise dans un premier temps à recueillir l'expérience vécue des acteurs, à comprendre les interactions subtiles entre histoire personnelle, situation matérielle, valeurs et opinions politiques. Mais au-delà de cette évidence, la méthode par entretiens approfondis permet à l'enquêteur de mener une démarche délicate à savoir l'élucidation, *avec* la personne interrogée, de son rapport au politique. En effet, la population qui fait l'objet de cette recherche n'a bien souvent qu'une idée très vague de ce qu'est le politique et se trouve confrontée à des difficultés pour exprimer des 'opinions' politiques. C'est donc une démarche proche de la maïeutique socratique qui est mise en place lors du déroulement de l'entretien.

L'explicitation de concert avec l'interlocuteur de ses opinions essentielles n'exclut pas de recourir à des analyses *a posteriori* de son discours.

L'analyse de discours peut parfois conduire à considérer la parole – en particulier les silences et les hésitations – comme le signe d'autre chose que ce qui est réellement énoncé. L'absence de discours est un problème auquel le chercheur doit faire face en étudiant les opinions politiques de personnes défavorisées, ayant souvent un faible capital scolaire et culturel. Ce vide doit être interprété car il nous « parle » des manques de l'individu interrogé, il « fait sens ». L'erreur serait de sur-interpréter ou de mal interpréter l'absence de discours. L'absence de discours peut être ignorance, incapacité à avoir une opinion, ou encore difficulté à dire, à formuler ce que l'on pense, mais aussi autocensure (notamment dans le cas d'opinions « illégitimes »[59]). Il ne faut toutefois pas s'interdire toute interprétation. Au contraire, ces « blancs » du discours constituent un défi qu'il faut relever avec précaution et subtilité. C'est là une démarche, issue de la psychanalyse et de la sémiologie, qui provoque une méfiance légitime car elle dépend considérablement de la subjectivité et des pré-notions

[59] Dans ce cas, c'est l'interviewé qui porte le jugement d'illégitimité sur sa propre opinion et s'autocensure en conséquence. Il peut avoir plusieurs raisons à cela. Tout d'abord, il peut s'attendre à ce que son opinion soit isolée. Or la crainte d'apparaître isolé dans son opinion est une source d'autocensure [Noëlle-Neumann, 1984]. Le locuteur peut également refuser d'énoncer ouvertement une opinion qu'il sait être fortement stigmatisée par l'ensemble de la société. À cet égard, les difficultés des sondeurs à prédire le vote Front National sont symptomatiques d'une sous-déclaration qui exprime en fait la crainte du jugement de l'autre.

du sociologue. Je n'y ai donc eu recours qu'avec circonspection, et systématiquement en mettant en relation plusieurs entretiens.

Dans le contexte actuel, les sociétés européennes doivent faire face à une stagnation économique accompagnée de bouleversements structurels qui entraînent la précarisation, voire l'exclusion économique, d'une partie de leurs populations. Cette exclusion économique n'est pas sans conséquences sur l'intégration sociopolitique des individus. Dès lors, il est légitime de s'inquiéter quant au devenir de la cohésion de ces sociétés. Ne risquent-elles pas de se désagréger sous la pression des différentes fractures qui traversent la société ? En effet, les valeurs et les conduites traditionnelles sont indubitablement remises en cause mais la question de savoir si elles se désagrègent purement et simplement ou si elles opèrent une mutation et une recomposition reste en suspens, liée au point de vue adopté par l'observateur. Il en va ainsi des appartenances partisanes : la faiblesse des adhésions aux partis politiques et aux syndicats est-elle le signe d'une décomposition du politique, qui ne structurerait plus la société selon des appartenances socialement déterminées participant de l'identité collective des individus ? Ou la volatilité électorale constitue-t-elle la manifestation d'un renouveau démocratique, libéré du carcan des appartenances traditionnelles imposées, au profit d'adhésions, certes plus éphémères, mais relevant d'une adhésion moins mécanique, donc plus personnelle, plus réfléchie ?

Se pencher sur le rapport au politique des personnes en situation défavorisée, c'est s'intéresser plus largement à l'évolution du lien de citoyenneté. Avec la montée de l'individualisme et l'effacement des règles traditionnelles, impératives, les individus recherchent de plus en plus un sens en eux-mêmes. La fragmentation socio-économique de la société les conduit à se référer de plus en plus à un univers de signification immédiat plutôt qu'à un contexte social plus large, voire national. Pourtant, comme le suggère une approche culturaliste, les populations les plus défavorisées, les plus « exclues », ne peuvent échapper à leur culture et à leur culture politique. L'enjeu de cette recherche réside dans l'observation de l'intégration politique nationale de ces personnes qui, en dépit de leur infériorité sociale statutaire qui pourrait les placer hors-jeu, reflètent les dynamiques à l'œuvre dans le champ politique.

Afin d'étudier le rapport au politique des personnes en situation défavorisée, la recherche a été structurée en deux parties. À chaque partie correspond un type de matériau, quantitatif pour la première, qualitatif pour la seconde. Cette dichotomie méthodologique ne

relève pas d'une volonté de départ : parvenir à articuler simultanément les deux matériaux eut été préférable. Cependant, les populations étudiées ne se superposant pas (pauvres et chômeurs d'une part, bénéficiaires du R.M.I. d'autre part), il s'est avéré impossible d'articuler des sources pour lesquelles la différence de nature était renforcée par la différence de délimitation de la population étudiée.

L'hypothèse centrale de cette recherche est celle de l'*apathie* politique des personnes en situation défavorisée. La première partie constitue une mise à l'épreuve bibliographique et statistique de cette hypothèse. En effet, le matériau quantitatif utilisé permet de conclure quant à la position relative des plus défavorisés par rapport aux plus favorisés, ainsi qu'au sujet du caractère transnational de cette hypothèse. On s'est interrogé sur les conditions matérielles d'existence des plus défavorisés et comment ces conditions peuvent influer sur le rapport au politique. Le chômage est ainsi apparu comme un facteur essentiel, à l'origine de l'acquisition d'un statut social dévalorisé, d'un sentiment d'inutilité sociale, d'une perte d'identité. L'*apathie* peut être considérée comme la traduction, dans le champ politique, de ces séquelles du chômage. Dans un premier temps, l'hypothèse d'un effet du chômage sur le comportement politique a donc été analysée et testée (chapitre 1). Dans un second temps, le rôle de la pauvreté – facteur tout aussi important que le chômage dans la détermination d'une situation « défavorisée » – a été étudié. Plus précisément, l'on s'est intéressé à ce que peut impliquer le fait d'être pauvre pour les moins privilégiés, en termes de frustration, de honte, de sentiment d'impuissance et d'infériorité. L'hypothèse d'un effet de la pauvreté sur l'*apathie* politique, cohérente avec ces analyses théoriques, a ensuite été vérifiée sur le plan statistique (chapitre 2).

À l'issue de cette première partie, l'hypothèse de l'*apathie* politique des personnes en situation défavorisée se trouve validée. Que l'on se concentre sur le chômage ou sur la pauvreté, il apparaît, dans les trois pays, que les personnes en situation défavorisée sont davantage en retrait du champ politique que les plus aisés. La spécificité du rapport au politique des personnes en situation défavorisée, par rapport à d'autres catégories sociales, se trouve ainsi confirmée. Cependant, l'analyse quantitative attire l'attention sur le fait que le retrait à l'égard du politique n'est qu'un phénomène majoritaire, qui ne touche pas, en conséquence, la totalité des personnes en situation défavorisée. Cette première partie suggère donc que d'autres comportements politiques sont possibles. Réduire le rapport au politique des personnes en situation défavorisée à l'*apathie*, ce serait se priver d'une compréhension plus nuancée des facteurs expliquant la construction de leur pensée politique.

La seconde partie s'ouvre donc par une approche analytique des types de rapport au politique. La construction de la typologie sur laquelle repose cette partie qualitative est explicitée (chapitre 3). La seconde partie de la thèse s'articule ensuite en quatre chapitres coïncidant avec les quatre grands types mis en évidence. L'argumentation se fonde, dans la perspective d'une sociologie compréhensive, sur l'analyse des discours et des expériences vécues par les bénéficiaires du revenu minimum dans les trois pays étudiés. Chaque chapitre est articulé en deux temps correspondant d'abord à la recherche des caractéristiques transnationales du type étudié, ensuite aux variations nationales observées qui permettent de souligner le rôle joué par la culture comme cadre interprétatif du rapport au politique.

Toute typologie aide à mettre en valeur un type comme réalité sociale dominante. Dans le cadre de cette recherche, l'*apathie* constitue cette réalité dominante (chapitre 4). Toutefois, si ce type est dominant parmi le matériau qualitatif étudié, il n'est pas exclusif. Des déviations existent ; des individus résistent à leurs conditions d'existence et ne se réfugient pas dans l'*apathie*. Ainsi, l'indignation, l'insatisfaction, le refus de se résigner, persiste parmi une partie de la population des bénéficiaires du revenu minimum et s'exprime dans le *mécontentement* (chapitre 5). Les personnes en situation défavorisée les plus éduquées sont sensibles à des tendances politiques globales qui touchent l'ensemble du champ politique, comme la fin des idéologies, la remise en cause de l'axe Gauche/Droite, l'affaiblissement des appartenances traditionnelles. Leur réaction à ces dynamiques de fond, qui brouillent les repères habituels de compréhension, s'exprime à travers la *perplexité* (chapitre 6). Enfin, de même que les chômeurs ne peuvent être réduits à l'étiquette d'« exclus », les personnes en situation défavorisée ne sont pas nécessairement exclus, d'une façon ou d'une autre du champ politique. En dépit de conditions matérielles d'existence précaires, certains s'attachent à demeurer des citoyens à part entière, à rester les citoyens qu'ils étaient « avant », mettant sans doute une partie de leur amour-propre dans cette *loyauté* politique qui résiste au malheur (chapitre 7).

La démarche compréhensive de la seconde partie s'attache d'une part à décrire les différents types de rapport au politique présents parmi les personnes en situation défavorisée, afin de comprendre les processus qui y aboutissent et les façons de penser le politique de ces individus. Les contours mal définis d'un lien de citoyenneté, dégradé mais toujours présent, se dessinent ainsi. Des variations nationales sont d'autre part dégagées, témoignant de l'intégration nationale et culturelle, inconsciente mais réelle, de ces personnes. Les repères et les valeurs des catégories défavorisées, leurs attitudes politiques, apparaissent finalement comme congruentes avec celles de leurs sociétés respectives.

PARTIE I

MISE EN PERSPECTIVE

Chômage, pauvreté et rapport au politique

> *« Les surnuméraires d'aujourd'hui sont atomisés, ils ne peuvent entretenir d'autre espérance que d'être un peu moins mal placés dans la société actuelle, et ils sont socialement inutiles. »*
> Robert CASTEL, *Les Métamorphoses de la question sociale*.

Chapitre 1
Le chômage comme expérience désocialisante : Quelle influence sur le rapport au politique ?

Paradoxalement, le chômage concerne toutes les personnes en situation défavorisée, qu'ils soient ou non chômeurs, tandis que les chômeurs ne sont pas systématiquement confrontés à une situation de précarité. En effet, même en période de chômage de masse, donc de plus grande incertitude, une proportion notable des chômeurs traverse cette période sans trop de souffrances, soit qu'ils soient de jeunes actifs diplômés à la recherche de leur premier emploi, soit qu'ils ne soient au chômage que pour une période limitée, soit qu'ils bénéficient du fait de leur emploi précédent de compensations financières satisfaisantes. Les personnes qui font l'expérience de la précarité quant à elles ne peuvent pas échapper à la question du chômage. Ils doivent d'abord et avant tout faire face à une précarité de l'emploi : contrats à durée déterminée, travail à temps partiel souvent mal rémunéré, travail saisonnier, emplois subventionnés. Les « travailleurs pauvres », tels qu'on les nomme depuis que ce problème a été redécouvert aux Etats-Unis, sont menacés par le chômage même s'ils ne le subissent pas au moment de l'observation. C'est pourquoi la question de l'influence du chômage sur le rapport au politique constitue une question distincte, bien que connexe, de celle du rapport au politique des chômeurs.

Tenant compte de ces remarques liminaires, la première partie de ce chapitre étudiera différentes hypothèses quant aux possibles influences du chômage sur le rapport au politique, voire sur la politique. Dans une seconde partie, il sera nécessaire d'analyser quelle fonction est dévolue au travail dans nos sociétés afin d'expliquer, dans une troisième partie, quelles

peuvent être les conséquences du chômage sur les perceptions et les opinions d'un individu. Les concepts de stigmatisation, d'apathie, s'avèreront d'une grande pertinence analytique en matière de rapport au politique et de rapport au monde des chômeurs. Le chapitre se terminera par une étude quantitative du rapport au politique des chômeurs dans les trois pays de l'enquête avec trois objectifs : vérifier la pertinence de l'hypothèse d'apathie politique ; constater ou non des différences nationales en termes de rapport au politique ; tester la pertinence de la variable chômage.

I. Chômage et politique : deux faits sociaux en interaction ?

Comme le faisait déjà remarquer Dominique Schnapper en 1982, « la relation entre le chômage et la politique constitue une relation peu ou mal connue »[1]. Dans cet article, elle formule trois hypothèses sur la nature de cette relation : (1) l'absence d'effet du chômage sur la politique, (2) un effet direct sur la politique lié à l'action des chômeurs, (3) un effet indirect impulsé par les non-chômeurs en fonction de leur représentation du chômage. On comprend bien que Dominique Schnapper s'intéresse en premier chef à l'impact du chômage comme phénomène social sur les choix politiques, qu'il s'agisse des préférences électorales des citoyens comme des décisions politiques des dirigeants.

I.1 L'hypothèse de l'absence d'effet du chômage sur la politique

En dépit de leur complexité et au risque de ne pouvoir leur apporter de réponse définitive, il est fondamental de poser ces questions sociétales d'échelle macro[2]. En ce qui concerne la première hypothèse, elle implique que quelle que soit l'ampleur du chômage dans une société, cela n'aurait pas d'impact sur la politique, selon deux situations envisageables :

[1] SCHNAPPER, Dominique, « Chômage et politique : une relation mal connue », *Revue Française de Science Politique*, vol.32, n°4-5, 1982, p. 679-691.

[2] Même si nous nous plaçons à un niveau d'observation mezzo - ni dans une conception trop individualisante, voire psychologisante, des modes de décision et des représentations politiques, ni dans une approche strictement macro des rapports entre l'économie et la politique – nous présenterons également dans cette recherche des problématiques micro et macro afin de mieux comprendre les interactions sociales grâce à d'autres perspectives interprétatives.

d'une part, les fluctuations du taux de chômage n'influenceraient pas les votes individuels[3] ; d'autre part, les dirigeants en place ne prendraient aucune mesure en faveur de l'emploi[4].

Certes, le chômage est aujourd'hui un phénomène économique de masse qui obère les résultats économiques nationaux aussi bien que les situations financières personnelles. Il apparaît partout comme une des préoccupations majeures des dirigeants politiques, que leur pays connaisse la prospérité ou un taux de chômage socialement inquiétant. Les débats sur les dispositifs politiques à mettre en place pour résoudre 'le problème du chômage' – Les aides de l'État sont-elles incitatives ou désincitatives ? Comment relancer l'emploi alors que la consommation et la production stagnent ? – sont sans fin, tout comme les mesures prises par les gouvernements de tout bord qui se sont succédés en Europe depuis vingt ans.

Malgré ces faits qui appuient l'idée spontanée d'un lien entre chômage et politique, cette hypothèse ne saurait être considérée comme de pure forme. D'une part, plusieurs études tendent à accréditer la thèse d'une assez forte myopie de l'électorat[5] : les fluctuations du taux de chômage, et plus largement les variables économiques, n'auraient qu'un impact limité sur les choix politiques. D'autre part, certaines analyses politiques, particulièrement celles issues de l'extrême gauche, soutiennent que les gouvernements ne luttent pas réellement contre le chômage, mais prennent des mesures d'affichage (des « mesurettes ») pour donner à l'électorat l'impression fausse qu'ils agissent.

Cette thèse, bien que globalement soutenue par l'absence d'une baisse persistante du taux de chômage en dépit de la démultiplication des mesures d'aide à l'emploi, ne soutient guère un examen plus attentif. En effet, on voit difficilement quel serait l'intérêt à long terme des dirigeants politiques à ne pas lutter efficacement contre le chômage ; ils sont au contraire incités à relancer l'économie, dans l'intérêt de l'État, mais aussi pour gagner des voix ou tout du moins ne pas en perdre. Créer et utiliser des contrats aidés afin de faire baisser –

[3] Selon les travaux de Ditton et Brown, et de Henry, au début des années 1980, les chômeurs ne *voulaient* pas être spécifiquement représentés (considérant le chômage comme une situation transitoire), n'avaient pas *besoin* d'être représentés (se sentant protégés par le système d'État-providence et représentés par les partis politiques existants) ou encore étaient *incapables* de s'organiser dans ce sens (car isolés les uns des autres).

[4] Nous n'abordons pas ici les problèmes stratégiques rencontrés par les partis de gauche, confrontés d'une part à l'embourgeoisement de leur électorat (qui attend un discours économiquement plus libéral) et d'autre part à la précarisation de leur base populaire traditionnelle (davantage dans l'attente d'un discours volontariste quant au rôle économique et protecteur de l'État). Cf. CHAUVEL, Louis, TIBERJ, Vincent, « Inégalités socio-économiques et fractures politiques », *Les Cahiers français*, mai-juin 2003, n°314, p.33-38 ; CALLAHAN, David, « Ballot Blocks : What Gets the Poor to the Polls ? », *American Prospect*, juillet-août 1998, n°39, p.68-75.

[5] *Cf.* LAFAY, Jean-Dominique, « Chômage et comportements politiques : bilan des analyses économétriques », *Revue Française de Science Politique*, vol.32, n°4-5, 1982, p. 692-702.

temporairement – les chiffres du chômage constitue ainsi un choix stratégique, politique autant qu'économique. Cette stratégie des gouvernants peut être interprétée comme une manœuvre électoraliste, mais cela peut également viser à renforcer la confiance des entreprises et des ménages, ainsi que la croissance économique, avec pour corollaire une augmentation de la précarité. En outre, dans des conjonctures économiques adéquates, certaines mesures ont fait preuve de leur efficacité sur la réduction du chômage. On citera par exemple qu'en 1994, quelques 900.000 salariés ont été embauchés *via* un dispositif relevant des politiques de l'emploi de la loi Giraud (1993), essentiellement axée sur la réduction des charges sociales et l'aménagement du temps de travail. De même, depuis une dizaine d'années, grâce à une politique de l'emploi très incitative pour ne pas dire répressive, la Grande-Bretagne parvient à maintenir un taux de chômage aux alentours de 5%, très en dessous des taux européens. Il semble donc par trop hâtif de conclure à une irrémédiable inefficacité des politiques de l'emploi ou à une mauvaise volonté systématique des gouvernements.

I.2 L'hypothèse de l'effet direct du chômage sur la politique

Cette seconde hypothèse, celle d'un effet direct, implique que les chômeurs, par leur action, pourraient avoir un impact sur la politique. Cela suppose d'une part une mobilisation, d'autre part une action politique des chômeurs. Or les arguments opposés à une telle éventualité sont bien connus. En effet, même si les chômeurs ont des intérêts communs, leur grande hétérogénéité et leur dispersion géographique semblent primer sur leur unique point commun : être au chômage. La réalité semble corroborer ce point de vue, le militantisme syndical[6] et politique des chômeurs est extrêmement faible et les rares associations de chômeurs éprouvent de grandes difficultés à présenter un front uni.

Depuis 1982, il existe en France un 'syndicat' des chômeurs, en fait une association puisque ce syndicat n'est pas une organisation représentative au sens législatif mais un regroupement de chômeurs. Il existe également un 'Mouvement national des chômeurs', qui s'est montré particulièrement actif en décembre 1997 et janvier 1998, mais cette mobilisation a fait long feu. Les taux de participation des chômeurs à ces associations sont très faibles en

[6] La situation de chômeur n'encourage pas le militantisme syndical en raison d'une part de la contrainte de revenu (les cotisations syndicales). D'autre part, la syndicalisation s'opère sur le lieu de travail dont les chômeurs sont exclus. Notons par ailleurs la relation inverse entre taux de chômage et taux de syndicalisation, relation observable dans tous les pays développés.

proportion du nombre de chômeurs et extrêmement variables dans le temps. Olivier Fillieule, dans son ouvrage sur les manifestations en France, appuyé sur une étude extensive des villes de Nantes et Marseille, écrit ainsi : « Ces tableaux permettent d'établir quels groupes n'ont jamais réussi, sur l'ensemble de la période [1980-1995], à réunir de gros bataillons de manifestants, à Nantes comme à Marseille. Le meilleur exemple est celui des chômeurs dont la quasi-totalité des manifestations, sur plus de 10 ans, n'a pas dépassé les 100 personnes. » Il précise que lorsque le chiffre de cent participants est dépassé, cela est dû à la présence de militants C.G.T. et non à une mobilisation accrue des chômeurs. « Les caractéristiques de la population des sans-emploi, les modes de gestion et de prise en charge du chômage sont au principe de l'échec des mobilisations des chômeurs. »[7] On peut affirmer qu'à l'heure actuelle – en dépit de l'épisode de 1997-98 qui a démontré qu'une mobilisation forte mais ponctuelle était possible – leur capacité de mobilisation et d'action politique est extrêmement faible. Notons par ailleurs que de telles associations n'existent pas à notre connaissance en Espagne. En Grande-Bretagne, les années 1970 et 1980 ont vu la multiplication puis la disparition des *Claimants Union* dans plusieurs grandes villes du pays. Il s'agissait d'associations connexes défendant les droits des allocataires d'aides de l'Etat, notamment l'allocation chômage, et proposant un service d'offres variées (crèche, pub, activités de loisir). Il ne reste aujourd'hui qu'une seule *Claimants Union* en tant que telle, située à Oxford, et qui a abandonné toute ambition ou revendication d'ampleur nationale. Cependant, d'autres structures ont subsisté en Angleterre dans un réseau informel associant *Trade Unions*, collectivités locales et secteur associatif.

Certes, la participation à une action collective permet aux chômeurs de renverser – souvent momentanément – la honte et l'humiliation. Cependant, « si l'inscription dans de nouvelles relations sociales et dans des actions coordonnées est un vecteur de reconnaissance sociale et de réaffirmation de soi, elle ne fournit pas un statut – et encore moins un revenu – de remplacement, même provisoire, tant la catégorie de chômeur militant demeure paradoxale et illégitime. »[8] Le paradoxe est le suivant : la mobilisation personnelle des chômeurs n'est possible qu'en opposition à leur condition, mais leur mobilisation collective ne peut se faire que par l'affirmation de leur identité. Didier Demazière souligne également la « différence

[7] FILLIEULE, Olivier, *Stratégies de rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, p.173-175. Sur ce point, voir également, du même auteur, « Conscience politique, persuasion et mobilisation des engagements. L'exemple du syndicat des chômeurs, 1983-1989 », dans FILLIEULE, Olivier (dir.), *Sociologie de la protestation*, Paris, L'Harmattan, 1993, 288 p.

[8] DEMAZIÈRE, Didier, *Sociologie des chômeurs*, Paris, La Découverte, coll. Repères, 2006, p.108.

essentielle entre l'exploitation (des travailleurs) et 'l'exclusion' (des chômeurs), car si l'exploitation est construite autour d'un rapport social qui définit les exploités comme utiles et même indispensables au fonctionnement du système d'exploitation, 'l'exclusion' se distingue par l'absence de tout rapport social entre 'exclus' et 'inclus', car l'autre n'est pas nommé. Le chômage prive de cette altérité essentielle à la construction d'un rapport de forces ou à l'engagement de négociations. »[9] Le chômage est moins construit comme une cause à défendre – contre qui ? – que comme une épreuve honteuse qu'il convient de dissimuler[10], ce en dépit de l'installation du chômage de masse dans la durée et à travers toutes les catégories sociales (certes, les catégories supérieures sont moins touchées mais elles ne sont pas entièrement à l'abri). L'impossible mobilisation des chômeurs s'explique par le rôle du chômage dans l'affaiblissement des consciences collectives et des solidarités sociales, donc dans la dépolitisation du thème du chômage qui s'en suit - tous les partis politiques ne sont-ils pas contre le chômage ? – et elle semble se confirmer quel que soit le taux de chômage. Ce constat ne supprime pas pour autant les questions telles que : Existe-t-il un seuil, en termes de nombre ou de pourcentage, au-delà duquel les chômeurs pourraient faire front commun et affirmer des revendications politiques ? Au-delà de cette question se profile la peur d'une révolte sociale qui menacerait l'équilibre de la démocratie. Mais à l'heure actuelle, l'hypothèse d'un effet direct du chômage sur les choix politiques est plutôt[11] invalidée par les faits, laissant place aux théories diverses des effets indirects du chômage, notamment en termes d'apathie.

[9] DEMAZIÈRE, Didier, « Chômeurs sans représentation collective : une fatalité ? », *Esprit*, novembre 1996, n°226, p.29.

[10] Dominique SCHNAPPER insiste sur le risque que fait peser l'action collective sur les chômeurs à savoir de les enfermer dans une condition sociale qu'ils récusent, dans *L'épreuve du chômage*, Paris, Gallimard, 1981, 213 p. Cet argument est également formulé dans GALLAND, Olivier, LOUIS, Marie-Victoire, « Chômage et action collective », *Sociologie du travail*, avril-juin 1981, p.173-191 et dans GARRIGOU, Alain, LACROIX, Bernard, « Le vote des chômeurs », *Les Temps Modernes*, novembre-décembre 1987, n°496-497, p.319-377. Cet argument explique, pour partie, la difficile mobilisation collective des chômeurs et l'impossibilité de trouver un « vote chômeur ».

[11] Nous écrivons « plutôt invalidée » dans la mesure où nous avons pu repérer dans la littérature un exemple d'effet direct du chômage sur les choix politiques : en France, les chômeurs, quelle que soit leur appartenance socioprofessionnelle, votent davantage Front National. Toutes les enquêtes du CEVIPOF le mettent en évidence depuis 1992 et ce constat est à l'origine de l'interprétation du vote F.N. comme un vote protestataire symptomatique de la crise économique. L'emploi devenant rare, les thèses du F.N. sur l'immigration et la préférence nationale trouvent un écho favorable chez les chômeurs. Aucun cas similaire n'a pu être repéré en Espagne ni en Grande-Bretagne, mais ces pays ne présentent pas dans leur offre politique de parti comparable au Front National.

I.3 L'hypothèse de l'effet indirect du chômage sur la politique

Il est clair que cette dernière hypothèse offre bien des interprétations aux phénomènes sociopolitiques à l'œuvre dans nos sociétés. Il faut tout d'abord noter que les chiffres du chômage constituent désormais l'un des critères majeurs pour juger de l'efficacité des équipes gouvernementales, les consultations politiques des trente dernières années n'ont-elles pas eu l'emploi pour thème principal ? Les non-chômeurs, inquiets des risques économiques qui pèsent sur tous, exigent en effet la résolution du problème. C'est là le premier effet indirect notable : selon leurs représentations du chômage et de sa gravité sociale, leurs exigences à l'égard des gouvernements peuvent varier de l'incitation à retrouver un emploi à une assistance plus poussée en matière de réinsertion.

Plusieurs explications ont été avancées pour tenter de comprendre le manque de mobilisation, la passivité politique des chômeurs. Dans un premier temps, il a pu être avancé que la protection matérielle offerte par l'État-providence faisait que les chômeurs n'avaient nul besoin de se mobiliser[12]. Une autre explication argue que les chômeurs ne constituent pas un groupe du fait du caractère temporaire du chômage et donc de l'extrême hétérogénéité des situations[13]. À supposer que le nombre de chômeurs soit stable, ce ne sont pas les mêmes individus qui sont au chômage à chaque instant. Dans les deux cas, l'argument sous-jacent est qu'il n'existe pas de *nécessité* pour une mobilisation des chômeurs.

Ces arguments ont très tôt été remis en question au nom de la défense des conditions de vie des chômeurs et du droit à l'emploi[14]. Tout d'abord, la sécurité matérielle apportée par l'État-providence est à nuancer du fait de la diminution progressive de l'indemnisation du chômage, voire même de sa remise en cause totale si le chômeur se montre incapable de démontrer sa recherche active d'un emploi. Certes, la protection sociale a grandement

[12] C'est notamment l'un des présupposés de SHOWLER, Brian, SINFIELD, Adrian (ed.), *The Workless State: Studies in Unemployment*, Oxford, M. Robertson, 1981, 267 p.

[13] *Cf.* TOPALOV, Christian, *Naissance du chômeur (1880-1910)*, Paris, Albin Michel, 1994, 626 p. ; DEMAZIERE, Didier, *Le chômage. Comment peut-on être chômeur ?*, Paris, Belin, 2003, 299 p. Le premier a montré que la notion même de « chômeurs » n'est pas donnée mais relève d'une construction historiquement située et liée à la modernité et à l'idée qu'il fallait traiter les pauvres différemment en fonction de leurs caractéristiques. Le second a souligné que le principe central à la définition du chômage est la recherche d'emploi, mais que l'incertitude qui marque les usages de ce critère rend les frontières entre chômeurs et non-chômeurs contestable.

[14] L'on pense en particulier aux mouvements de travailleurs consécutifs à la crise des années 1930, qui aboutit à des mobilisations solidaires entre ouvriers et chômeurs, et en France à la création des Bourses du travail. Voir DEMAZIÈRE, Didier, PIGNONI, Maria-Teresa, *Chômeurs : du silence à la révolte : sociologie d'une action collective*, Paris, Hachette littératures, 1999 ; GEAR, Dick, *European Labour Politics from 1900 to the Depression*, Basingstoke, Macmillan, 1991, 85 p.

contribué dans l'ensemble de l'Europe – il existe des différences importantes entre le nord et le sud de l'Europe – à réduire la pauvreté parmi les retraités et les ménages actifs avec enfants. Cependant, de nouvelles catégories de ménages pauvres se sont développées. On pense bien sûr en premier lieu aux familles monoparentales, dont le nombre s'est considérablement accru depuis les années 1980 et dont le niveau de vie pose problème dans la quasi-totalité des pays européens. Conséquence de la précarisation de l'emploi (multiplication des emplois temporaires, du temps partiel) et de l'absence de qualification, le phénomène des *working poor*, autrefois caractéristique des pays en voie de développement, puis jugé symptomatique de la faillite du libéralisme anglo-saxon, s'étend dans les pays développés, y compris dans ceux pourvus d'un État-providence fort[15]. Les aides sociales font preuve d'une efficacité certaine pour réduire le nombre de ménages pauvres. Elles ont sans doute permis de retarder la montée de la pauvreté parmi les actifs[16], pourtant, les indemnités financières perçues en période de chômage n'empêchent que momentanément les individus de descendre en dessous du seuil de pauvreté.

D'autre part, si les individus qui constituent l'ensemble des chômeurs ne sont pas les mêmes à chaque instant, de nombreuses études ont montré que certains groupes et individus sont beaucoup plus exposés et connaissent des périodes de chômage récurrentes, et ce en dépit du renouvellement constant des chômeurs. D'où la question récurrente : pourquoi les chômeurs ne se mobilisent-ils pas afin de faire valoir leurs problèmes spécifiques sur la scène politique ? L'essentiel de la littérature qui étudie, de près ou de loin, les comportements politiques des chômeurs démontre en fait de leur incapacité à exister dans le champ politique. L'argument le plus pertinent renvoie au caractère éminemment personnel de l'expérience du chômage, et à la difficulté d'une mobilisation collective de chômeurs par ailleurs concurrents sur le marché de l'emploi.

Si, comme nous l'avons vu, les chômeurs se mobilisent peu pour défendre leurs intérêts, le chômage reste présent dans le débat politique général – essentiellement à travers les chiffres et courbes statistiques – car il n'est pas la préoccupation des seuls chômeurs.

[15] Ainsi, Lagarenne et Legendre estiment à 6% de la population le nombre des travailleurs pauvres en France. *Cf.* LAGARENNE, Christine, LEGENDRE, Nadine, « Les travailleurs pauvres en France : facteurs individuels et familiaux », *Économie et statistique*, 2000, n°335, p.3-25. Voir également SIMMONS, Louise (ed), *Welfare, the Working Poor, and Labor*, N.Y. London, Armonk, 2004, 172 p. ; MARUANI, Margaret, « Les 'working poor', version française : travailleurs pauvres et/ou salarié(e)s pauvres », *Droit social*, 2003, n°7-8, pp.696-702.

[16] CHAMBAZ, Christine, « La pauvreté en France et en Europe », *INSEE Première*, juillet 1997, n°533 ; HOURRIEZ, LEGENDRE et LE VERRE, « La pauvreté monétaire des ménages de 1970 à 1997 », *INSEE Première*, mars 2001, n°761.

Quant à savoir si les électeurs non-chômeurs sont plus ou moins sensibles à cette question selon qu'ils sont touchés de près par le chômage – lorsque le conjoint, un membre de la famille ou un ami est confronté à cette situation – et si cela conduit à des positions partisanes orientées à droite ou à gauche, c'est un débat dans lequel je n'entrerai pas dans le cadre de cette recherche. Rappelons le bilan précautionneux que dresse Jean-Dominique Lafay à l'issue d'une analyse de travaux économétriques comparatifs sur la questions : ses principales conclusions sont que le chômage est la variable économique qui a l'effet le plus fort relativement à d'autres mesures économiques (inflation, croissance des revenus), que pour des raisons de mémoire sélective, « les variables économiques, et le chômage en particulier, semblent avoir un impact très rapide sur le soutien politique »[17], et enfin que les perceptions économiques sont extrêmement liées à l'affiliation partisane.

Michael Lewis-Beck, dans une analyse plus précise de l'effet des variables économiques sur l'élection présidentielle française de 1995, trouve des résultats concordants avec ceux de Lafay et conclut que « les effets de la situation économique sur l'élection […] sont omniprésents. En général, les électeurs sanctionnent les candidats quand leurs performances économiques échouent ou quand leurs promesses ne sont pas convaincantes. Les plus étrillés sont les candidats et les partis proches du pouvoir »[18]. L'hypothèse d'un fort effet indirect du chômage sur les choix politiques semble renforcée par le fait que le problème du chômage est quasi-systématiquement classé par les opinions nationales en tête des enjeux[19].

L'effet indirect du chômage qui nous intéresse plus fondamentalement concerne l'attitude des chômeurs à l'égard du politique. Nous avons vu précédemment que l'effet direct du chômage sur la politique était faible en raison du grand désinvestissement dont font preuve les chômeurs à l'égard de la sphère politique. La quasi-totalité des enquêtes qui ont abordé la relation entre chômage et politique, qu'elles soient le fruit de sociologues ou des politistes, aboutit à la conclusion que l'influence du chômage sur le vote (comme orientation) est faible et se traduit plutôt par le désintérêt, le renoncement, le repli sur soi, éventuellement le

[17] *Op. cit.*, p.698.

[18] LEWIS-BECK, Michael, « Le vote du 'porte-monnaie' en question », pp.239-261, dans BOY, Daniel, MAYER, Nonna (dir.), *L'électeur à ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, citation p.259.

[19] La principale exception à cette domination du chômage sur les préoccupations des citoyens au cours des vingt dernières années se trouve en Espagne où occasionnellement, lorsque l'ETA fait preuve d'un regain d'activisme, ou comme on l'a vu plus récemment, à la suite de l'attentat de Madrid en 2002, le souci du terrorisme prend le pas sur les préoccupations économiques.

désespoir. Ces travaux tendent également à minimiser deux hypothèses théoriquement importantes sur lesquelles nous reviendrons plus loin, d'une part l'hypothèse du radicalisme politique des chômeurs et plus largement des classes populaires, d'autre part l'hypothèse d'une réaction violente de type soulèvement populaire.

Nos propres recherches nous incitent à souscrire à cette ligne interprétative dont nous reprendrons plus loin les principaux éléments. Nous étudierons en particulier les travaux fondateurs de Jahoda, Lazarsfeld et Zeisel ainsi que l'ouvrage collectif de Gallie et Paugam[20] qui apporte une profondeur comparative à l'étude des conséquences du chômage. Comme on l'a mentionné plus haut, les résultats de ces études sociologiques sont cohérents avec un paradigme fondateur en science politique, celui du vote comme manifestation de l'intégration sociopolitique des individus. Énoncé en France par Lancelot[21], ce paradigme sociologique se retrouve dans nombre de travaux comparatistes, en particulier ceux de Verba et Lehman Schlozman[22], de Subileau et Toinet, ou encore de Justel[23]. Ces travaux permettent d'affirmer que dans les trois pays de notre enquête, ce paradigme sociologique est opérant, dans la mesure où les analyses démontrent que les chômeurs – et plus généralement les catégories défavorisées – sont davantage abstentionnistes. Ce paradigme trouve un autre champ d'action dans l'étude des dispositions et des attitudes des individus : ainsi, Daniel Gaxie a mis en évidence le caractère socialement déterminé de la compétence politique[24].

Afin de bien comprendre l'impact du chômage dans le désinvestissement politique des personnes touchées, il semble préalablement nécessaire de faire un bref récapitulatif du rôle intégrateur joué par le travail dans nos sociétés.

---

[20] JAHODA, Marie, LAZARSFELD, Paul, ZEISEL, Hans, *Les chômeurs de Marienthal*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1981 [1ère éd. 1932], 144 p. ; GALLIE, Duncan, PAUGAM, Serge (eds), *Welfare Regimes and the Experience of Unemployment in Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2000, 412 p.
Voir plus loin, Chapitre 1, III.2.

[21] LANCELOT, Alain, *L'abstentionnisme électoral en France*, Paris, Armand Colin, 1968, 290 p.

[22] LEHMAN SCHLOZMAN, Kay, VERBA, Sidney, *Injury to Insult. Unemployment, Class and Political Response*, Cambridge, Massachusetts and London, Harvard University Press, 1979, 393 p.
Voir plus loin Chapitre 1, III.3.

[23] SUBILEAU, Françoise, TOINET, Marie-France, *Les chemins de l'abstention : une comparaison franco-américaine*, Paris, La Découverte, 1993, 221 p.; JUSTEL, Manuel, *La abstención electoral en España 1977-1993*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas, coll. Monografías n°143, 1995, 401 p.

[24] GAXIE, Daniel, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Éditions du Seuil, 1978, 269p.

II. Le rôle intégrateur du travail

Les anthropologues opposent classiquement les sociétés où le travail est un besoin, aux sociétés où le travail est une valeur.[25] Dans les sociétés modernes occidentales, le travail occupe la place d'une valeur au sens fort. « Le travail éloigne de nous trois grands maux : l'ennui, le vice et le besoin. »[26] Cette phrase de Voltaire tirée de *Candide* résume assez bien la place éminente dévolue au travail dans nos sociétés. En effet, lorsque l'on parle de « travail », on ne renvoie pas seulement au fait de posséder un emploi et d'être rémunéré[27]. Outre les avantages matériels et financiers que peut apporter l'exercice d'un métier, le travail permet de répondre à des besoins psychologiques fondamentaux, « le désir de se réaliser, la volonté d'exercer des aptitudes qu'on croit posséder, le goût des contacts sociaux, de l'autorité ou de la vie en groupe. »[28]

Dans un premier temps, on rappellera la dimension structurante du travail, qui, en leur assignant un statut, insère les individus dans une hiérarchie sociale. Par-delà le statut affecté aux différents membres de la société, travailler procure également un rôle social : dans l'organisme complexe qu'est la société, le travail donne un sens global aux actions individuelles. Dans un second temps, cela permettra d'expliciter la dimension normative du travail comme valeur. Pour conclure avec le rôle intégrateur du travail, il conviendra d'étudier comment il détermine l'identité des individus, identité dans laquelle ils se reconnaissent et qui est perçue par leurs concitoyens.

[25] À titre d'exemple, les *Pilgrim Fathers* introduisirent en Amérique une notion du travail comme valeur, une éthique du travail donc, totalement étrangère aux nations indiennes pour qui le travail était avant tout une nécessité liée à la survie.

[26] VOLTAIRE, *Candide*, Paris, Larousse, coll. Classiques Larousse, 1990, chapitre 30, p.215. Cette phrase est connue comme « la maxime du bon Turc » car elle est dite à Candide par un père de famille turc, petit propriétaire terrien, qui prône le travail de la terre et l'humilité plutôt que la richesse et la grandeur afin d'atteindre le bonheur. Cette rencontre détermine le dénouement ainsi conclu par Candide : « Il faut cultiver notre jardin » qui renvoie de même à la place centrale du travail dans la société non seulement comme moyen mais comme fin en soi.

[27] L'importance du développement du salariat dans l'évolution historique et sociale du rapport au travail est le sujet de l'ouvrage de Robert CASTEL, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, coll. L'espace du politique, 1995, 490 p.

[28] LÉVY-LEBOYER, Claude, *Psychologie des organisations*, Paris, Presses Universitaires de France, 1974, p.85.

II.1 La dimension structurante du travail : statut social et classe sociale

Qui pourrait dire à quand remonte l'intérêt des hommes, des penseurs, pour la notion de hiérarchie sociale ? On trouve des interrogations sur l'inégalité entre les hommes dès Platon. Les traités sociaux et moraux du Moyen Âge, la philosophie sociale de saint Thomas d'Aquin, reviennent sans cesse sur le rôle de la hiérarchie dans le maintien de l'ordre, sur les inégalités entre les différents « ordres » ou « rangs », mais aussi sur les déséquilibres entraînés par les abus et l'origine des différences entre les hommes.

C'est au XVII^{e} siècle que la méfiance à l'égard des puissants – ceux qui justement n'ont pas 'besoin' de travailler – commence à s'exprimer, et pendant le siècle des Lumières[29], les critiques s'intensifient jusqu'à remettre en cause la légitimité de leur position « supérieure ».

Les révolutions démocratiques du XIX^{e} siècle, et surtout la révolution industrielle, vont entraîner une refonte complète des façons de concevoir ces inégalités. L'idée d'un ordre social parfait fondé sur une hiérarchie organique et profitable à tous est supplantée par la conviction qu'il existe un « conflit » entre des groupes sociaux distincts dont les intérêts s'opposent. Les concepts de « stratification », de « classes sociale » et de « statut social » sont lancés et témoignent d'une transformation fondamentale de la société et de la façon de penser les hommes en société. L'opposition entre deux conceptions, l'une qui pose le problème en termes de *classes*, l'autre en termes de *statut*, a été abondamment débattue. Placer la notion de classe sociale au cœur du dispositif interprétatif permet de rendre compte de toutes les inégalités, économiques, sociales, politiques. Dans cette conception dont Karl Marx est le principal représentant, la fusion de la richesse, de l'éducation, du statut et du pouvoir permet à une classe privilégiée de dominer et d'exploiter les autres, d'où le « conflit de classes ». Tocqueville, Weber et Simmel, sont les tenants d'une conception différente selon laquelle la modernité n'entraîne pas un renforcement mais un éclatement de l'union séculaire entre richesse, pouvoir et statut, une individualisation des positions sociales qui donnerait l'ascendant au statut, concept plus mobile et plus individuel. Dans la société contemporaine, qui tend à l'autonomisation des sphères et à une individualisation croissante, le concept de statut peut sembler plus adéquat.

[29] Pour ne citer qu'un seul ouvrage emblématique : le *Discours sur l'origine de l'inégalité* de Jean-Jacques Rousseau, qui s'attache à rechercher historiquement les causes de l'inégalité entre les hommes, inégalité qu'il qualifie d'« injuste », et dont il trouve la source dans la propriété privée.

Cependant, quoique distincts et révélateurs de conceptions idéologiques différentes, les concepts de classe sociale et de statut social ne sont pas nécessairement antagonistes. Le statut désigne l'articulation des différents rôles sociaux d'un individu. Or un statut peut être cohérent si les différentes positions tenues par l'individu sont congruentes les unes avec les autres. Dans la stratification habituelle de nos sociétés, un travail intéressant (au sens où il permet à l'individu d'exercer son autonomie et l'ensemble de ses qualités) suppose un niveau d'étude avancé et va de pair avec un salaire élevé, un statut prestigieux, une responsabilité au sein de l'organisation, donc du pouvoir sur les autres. Autrement dit, lorsque l'on dépasse le niveau individuel, on observe une tendance à la congruence des statuts. Cela peut déboucher sur une interprétation en termes de classes sociales, laissant la place pour une dynamique interne des structures *via* les rapports entre les différents éléments du statut.

Ce détour par l'épistémologie des inégalités, en particulier les liens entre les concepts de classe sociale et de statut, se justifie car le *travail* se trouve au cœur de ces analyses. Le travail a une dimension structurante au niveau social ; il joue un grand rôle dans le positionnement de chacun vis-à-vis du groupe – familial, relationnel, amical, etc. –et dans le positionnement des groupes les uns par rapport aux autres. En effet, l'activité économique est déterminante dans la vie d'un homme. Le type de travail qu'il effectue, la position qu'il occupe dans le processus de production, le niveau de récompense personnelle qui en découle, affectent non seulement la quantité de pouvoir qu'il détient mais aussi son statut social et jusqu'à ses opinions. Le « travail » n'a donc pas une valeur strictement économique mais aussi (et surtout ?) une dimension sociale.

II.2 Le travail comme rôle social et valeur

On pourrait multiplier à l'infini les exemples d'actes de la vie quotidienne qui sont déterminés par le travail et ses caractéristiques, en particulier sa stabilité : départ du domicile familial, fondation d'un foyer, mariage, divorce, décision d'avoir des enfants, implantation géographique, adhésion syndicale, participation à des activités extra-professionnelles, etc. C'est en grande partie à travers le travail que le rôle social de chacun se structure. On peut en voir *a contrario* le signe dans la détresse affirmée par les chômeurs quant au manque de

reconnaissance sociale dont ils souffrent[30]. On peut déplorer que l'emploi soit le support principal de l'insertion sociale, alors que d'autres moyens pourraient tenir cette fonction, comme la famille ou la participation à des activités associatives, mais le fait est incontournable.

Le travail est un élément majeur de socialisation[31]. Certes, la socialisation primaire a lieu dès l'enfance au sein de la famille. Elle détermine l'équilibre affectif de l'individu, son sentiment intime de stabilité et de sécurité, essentiellement *via* l'éducation et les premiers apprentissages sociaux. Cependant, la socialisation secondaire, qui détermine l'intégration sociale, a lieu lorsque l'individu entre en contact avec les autres à travers différents groupes et institutions tels que l'école, la religion, les amis et bien sûr le monde du travail. Durkheim l'avait mis en exergue dans la préface à la seconde édition de *La division du travail social* car il y voit le meilleur moyen de lutter contre le risque d'anomie : « Ce que nous voyons avant tout dans le groupe professionnel, c'est un pouvoir moral capable de contenir les égoïsmes individuels, d'entretenir dans le cœur des travailleurs un plus vif sentiment de leur solidarité commune, d'empêcher la loi du plus fort de s'appliquer aussi brutalement aux relations industrielles et commerciales. […] [Les critiques du *Suicide*] n'y ont vu qu'une association utilitaire, dont tout l'effet serait de mieux aménager les intérêts économiques, alors qu'en réalité [la corporation] devrait être l'élément essentiel de notre structure sociale. L'absence de toute organisation corporative crée donc, dans l'organisation d'un peuple comme le nôtre, un vide dont il est difficile d'exagérer l'importance. »[32] Durkheim insiste sur l'importance que jouent les institutions intermédiaires, tout particulièrement les groupes professionnels, dans la création d'un sentiment d'appartenance et l'adhésion à des normes sociales. À ses yeux le travail localise l'homme et le rattache à d'autres ; par sa dimension collective, il permet à chaque maillon de la chaîne de production de participer à une œuvre supérieure. C'est ce que Durkheim nomme la « solidarité organique » dont il cherche à démontrer qu'elle succède, par une loi évolutive, à la « solidarité mécanique » ou « solidarité par similitude ». Certes, la démonstration de Durkheim ne peut être que fragile : elle s'appuie essentiellement sur une analyse de l'évolution du droit, la solidarité organique suscitant le développement d'un « droit

[30] *Cf.* la description de l'expérience du « chômage total » par Dominique Schnapper dans *L'épreuve du chômage*, *op.cit.*

[31] Par socialisation, on entend la formation de la personnalité qui s'opère à travers les relations sociales et permet l'intériorisation des normes, l'apprentissage des rôles et la formation des motivations.

[32] DURKHEIM, Émile, *De la division du travail social : étude sur l'organisation des sociétés supérieures*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Quadrige, 1998 (1ère éd. 1893), Préface à la seconde édition, p.XI-XII et p.XXXIV.

coopératif », de nature restitutive, au détriment du droit répressif. La solidarité organique est caractéristique des sociétés modernes car elle résulte de la différenciation des individus. C'est sur ce point que Durkheim est précurseur car, contrairement aux économistes qui considèrent l'individualisme comme une conséquence de la division des tâches, il estime que l'augmentation du volume (croissance démographique) et de la « densité morale » des sociétés (augmentation des échanges et des communications) est à l'origine de la diminution des similitudes et de l'accroissement des différences. « Si nous nous spécialisons, ce n'est pas pour produire plus, mais pour pouvoir vivre dans les conditions nouvelles d'existence qui nous sont faites. » [33] Ainsi, les progrès de l'individuation et de la division du travail dépendent d'une seule et même cause. Le travail occupe une place centrale car, du fait de sa dimension collective et grâce aux institutions intermédiaires qui l'accompagnent, il constitue une structure nécessaire à la société moderne pour échapper au danger d'anomie généralisée. Le travail permet selon Durkheim de créer du lien social, ce qui suggère, dans le cadre de notre étude, que l'absence d'intégration professionnelle a des conséquences sur la non-intégration sociale des chômeurs.

Le rôle social, intégrateur, du travail est associé, au-delà de ses vertus fonctionnelles, à des qualités morales. C'est ainsi que le travail est considéré comme une « valeur ». Comme le rappelle Sennett, « l'éthique du travail, telle qu'on la comprend d'ordinaire, insiste sur l'emploi autodiscipliné de son temps et la valeur de la gratification différée. […Elle met] l'accent sur une démarche volontaire, une règle que l'on [s'impose] à soi-même, plutôt que la soumission purement passive à des horaires ou à des routines. »[34] Il existe une forte pression sociale du travail. Celle-ci est d'ailleurs à l'origine d'une partie des sentiments négatifs ressentis par les chômeurs : l'accusation de paresse et de fainéantise n'est jamais loin, le stigmate du « mauvais pauvre » est tenace. Mais l'importance donnée à la valeur travail s'explique également par la nécessité, pour des sociétés productivistes, d'imposer une norme sociale transcendante exigeant de tous une participation à l'activité économique.

[33] *Ibid.*, p. 259.
[34] SENNET, Richard, *Le travail sans qualités*. *Les conséquences humaines de la flexibilité*, Paris, Éditions Albin Michel, 2000, pp.138-139.

II.3 Faire quelque chose, être quelqu'un

Le travail joue dans notre société contemporaine une fonction sociale d'intégration, de socialisation. Que le travail soit une norme et une valeur à laquelle la pression sociale pousse à adhérer, qu'il agisse sur la socialisation et la sociabilité des individus, laisse penser qu'il exerce une influence sur le comportement et les convictions des individus. Il joue un rôle majeur dans le sentiment d'appartenance des individus, dans leur adhésion à des valeurs héritées et partagées par leurs pairs, dans leur sociabilité – donc dans leur rapport à autrui et au monde. En conditionnant les opinions des individus, leur 'façon de voir les choses', le travail détermine donc pour partie l'identité des individus.

Dans son approche de la théorie de l'action, Alain Touraine considère que le travail est une notion centrale pour comprendre l'orientation de l'action. Le travail est pour lui une *action sur le monde social* et il suit Marx pour considérer le travail comme *principe de transformation de l'homme* en même temps que de la nature. « La notion de travail, principe d'une sociologie de l'action doit permettre de lier les valeurs, créées par la praxis humaine, aux conduites sociales, contrôlées par ces valeurs institutionnalisées. »[35]

Touraine souligne que le travail implique une exigence de *création* et de *contrôle*. « C'est dans la *création*, dans la production, que l'homme se saisit comme sujet historique et ce qu'il exige est le *contrôle* de ses œuvres, à tous les degrés. »[36] La notion de « contrôle » utilisée par Alain Touraine est assez floue, puisqu'elle évolue de la simple participation à l'influence. L'important, nous semble-t-il, est que l'ensemble de la société, y compris ses systèmes religieux, politique et économique, est défini par le travail, non comme simple situation, mais comme sens, comme mode de conscience de soi. Pour expliciter cela : le travail d'un individu ne lui dicte par ses opinions politiques mais inscrit le champ des possibles de ce qu'il peut penser.

À la lumière de la théorie actionnaliste de Touraine, il apparaît que pour analyser les liens entre la situation matérielle du travail, l'organisation sociale et les formes de rapport au politique, il faut considérer le travail comme le rapport du travailleur et de ses oeuvres. Autrement dit, dans cette optique, le rapport des chômeurs à leur inactivité/improductivité devrait être au cœur de l'analyse de leur rapport au politique. C'est ce que nous nous proposons de faire à présent.

---

[35] TOURAINE, Alain, *Sociologie de l'action*, Paris, Éditions du Seuil, 1965, p.39.

[36] *Ibid*, p.142.

II. Les conséquences d'un manque : quelques pistes d'analyse en direction de l'apathie politique des chômeurs

Le travail comme participation à la vie économique est la source du statut social dans nos sociétés. Il organise le rapport de l'individu à la société et aux autres. Le travail contribue à définir son identité sociale et personnelle. Or le chômage de masse, qui est devenu la norme économique de nos sociétés depuis maintenant trente ans, prive une partie de la population de travail. Ce n'est pas sans conséquence en regard de la citoyenneté. En effet, la citoyenneté s'élabore en fonction de l'insertion dans la société.

III.1 L'absence de travail : acquisition d'un statut dévalorisé

Dans le cadre étatique national, il convient de distinguer le statut social (ou *status*), conditionné par le travail et défini précédemment par opposition à la classe sociale, et le statut juridique tel qu'il est défini par la législation sociale. Les statuts, social et juridique, structurent l'existence des individus dans leur société d'appartenance, influencent leurs expériences et leurs opinions. Dès lors, que se produit-il lorsqu'un individu perd son travail[37] ? Il est clair que la perte d'emploi, si elle est durable, entraîne la perte du statut correspondant. Cela ne signifie pas que les chômeurs deviennent des « sans statut » ; la logique de fonctionnement de l'État-providence implique que l'État se fait à la fois redistributeur et classificateur[38].

Par la définition de catégories conférant des droits sociaux, l'État multiplie les statuts juridiques qui peuvent être affectés aux individus. Ainsi, en perdant leur emploi, les individus perdent le statut social qui allait de pair pour en acquérir un nouveau, celui de chômeur ayant droit à des indemnités. Ce statut est profondément dévalorisé car avant tout défini par le

[37] L'essentiel des analyses faites dans cette sous-partie le sont à partir du cas où le chômage est consécutif à une perte d'emploi. En effet, il est plus facile d'observer ce qui a été perdu par rapport à un état antérieur. Nos conclusions nous semblent en partie valables pour les chômeurs n'ayant jamais travaillé en termes de sentiment d'inutilité, d'isolement social, d'absence d'appartenance collective. Notons cependant que ces derniers présentent des caractéristiques, distinctes de celles des chômeurs ayant perdu leur emploi, qui pourraient leur permettre de lutter contre la stigmatisation sociale. Ainsi des femmes qui se sont consacrées à leur foyer avant d'avoir pu entamer une carrière professionnelle ou des étudiants à la recherche d'un premier emploi. Cependant, depuis une dizaine d'années, ces catégories semblent au contraire subir une stigmatisation accrue, d'autant plus visible que le marché de l'emploi leur est de plus en plus difficile d'accès.

[38] SCHNAPPER, Dominique, « Rapport à l'emploi, protection sociale et statuts sociaux », *Revue française de sociologie*, 1989, vol.30, n°1, pp.3-29.

manque : un chômeur est un actif sans emploi. Les chômeurs n'ayant jamais travaillé sont tout aussi dévalorisés, ils sont des actifs sans emploi et, faute d'avoir jamais cotisé, ne peuvent prétendre à aucune indemnité hormis les *minima sociaux*. Gove parle de « théorie de l'étiquetage »[39] pour désigner le fait que les catégories administratives conditionnent le vécu des individus. Sans cautionner une vision aussi radicale, on peut affirmer qu'aucune politique de protection sociale ne peut éviter une certaine forme d'étiquetage, donc de stigmatisation des individus qui bénéficient de ces aides.

Si, à la fin des années 1970, Schnapper avait pu repérer des chômeurs capables de retourner voire de transfigurer le sens de l'épreuve qu'ils traversaient (en utilisant le temps du chômage comme un temps libre potentiellement épanouissant), ce type d'expérience vécue semble aujourd'hui encore plus minoritaire qu'il ne l'était à l'époque. Le « chômage inversé » semblait lié à un niveau culturel élevé et à des ressources financières suffisantes, mais aussi à la conjoncture économique alors favorable qui laissait présager de pouvoir retrouver un emploi dans des délais raisonnables. Le contexte économique actuel, qui perdure depuis vingt ans, modifie profondément l'expérience vécue du chômage et laisse penser que ce type d'expérience « alternative » a disparu avec la crise. Aujourd'hui, la possibilité de conserver cette forme de liberté n'a plus cours. Le statut juridique qui est attribué aux chômeurs par l'administration procède comme une marque infamante : un stigmate.

Selon Erving Goffman, « Tout le temps que l'inconnu est en notre présence, des signes peuvent se manifester montrant qu'il possède un attribut qui le rend différent des autres membres de la catégorie de personnes qui lui est ouverte, et aussi moins attrayant, qui, à l'extrême, fait de lui quelqu'un d'intégralement mauvais, ou dangereux, ou sans caractère. Ainsi diminué à nos yeux, il cesse d'être pour nous une personne accomplie et ordinaire, et tombe au rang d'individu vicié, amputé. Un tel attribut constitue un stigmate, surtout si le discrédit qu'il entraîne est très large […] Il représente un désaccord particulier entre les identités sociales virtuelle et réelle. […] Un individu qui aurait pu aisément se faire admettre dans le cercle des rapports sociaux ordinaires possède une caractéristique telle qu'elle peut s'imposer à l'attention de ceux d'entre nous qui le rencontrent, et nous détourner de lui, détruisant ainsi les droits qu'il a vis-à-vis de nous du fait de ses autres attributs. Il possède un stigmate, une différence fâcheuse d'avec ce à quoi nous nous attendions. […] Il va de soi que, par définition, nous pensons qu'une personne ayant un stigmate n'est pas tout à fait

[39] GOVE, Walter R., *The Labelling of Deviance*, Beverly Hills, Sage, 1980, 181 p.

humaine. »[40] Le chômage peut être analysé en termes de stigmatisation dans la mesure où il s'agit d'un attribut qui dévalorise l'identité sociale d'un individu aux yeux des autres, tendant à le réduire à cet unique aspect de sa personne. Le caractère stigmatisant du chômage s'exprime à travers trois types de reproches qui découlent du rôle social du travail : le fait de ne pas travailler pour assurer sa subsistance donc de 'vivre aux dépens des autres'[41], l'accusation d'inutilité sociale et le soupçon cuisant de n'être 'pas travailleur'. À cela s'ajoute une quatrième marque d'infamie : l'assimilation du chômage à un échec personnel ; dans une société concurrentielle, le chômeur « n'a pas réussi ».

Pour les chômeurs les plus modestes, en particulier ceux confrontés au chômage de longue durée, le stigmate fonctionne de manière accrue car ils n'ont pas les mêmes moyens intellectuels et financiers que d'autres pour se défendre contre les effets d'imposition de la catégorie. Tout en admettant que les individus possèdent une marge d'autonomie dans la définition de soi qui leur permet de refuser, de négocier ou d'interpréter la définition sociale de leur statut, force est de reconnaître que les identités et les statuts ne sont pas séparables des statuts juridiques.

L'ouvrage de Goffman étudie essentiellement la stigmatisation sous l'angle de l'articulation entre identité sociale et identité personnelle[42]. Cependant, il étend sa réflexion à l'effet de la stigmatisation d'un point de vue collectif : « Il est fort possible qu'une bonne partie de ceux qui entrent dans une catégorie stigmatique donnée désignent la totalité des membres au moyen du mot 'groupe' ou d'un équivalent tel que 'nous' ou 'les nôtres'. De même, les personnes extérieures à cette catégorie peuvent parler de ceux qui s'y trouvent en termes de groupe. Cela dit, il est fréquent que l'ensemble des membres ne constitue pas un groupe unique, au sens strict : ils sont incapables d'une action collective et ne montrent

[40] GOFFMAN, Erving, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Les éditions de minuit, coll. Le sens commun, 1975, p.12 et p.15.

[41] Il faut distinguer les chômeurs percevant des indemnités pour lesquelles ils ont cotisé, qui résultent donc de leur travail passé, et les allocataires de *minima* sociaux, qui bénéficient d'un système politique fondé sur la solidarité et la redistribution. Cependant, cette distinction, qui a un impact considérable sur le niveau de vie des individus, n'est pas manifeste. Ce qui est visible pour l'observateur extérieur (le voisin, la société…), c'est qu'un individu en âge de travailler mais ne travaillant pas perçoit une somme d'argent. Le soupçon persistant que 'certaines personnes abusent du système' souligne bien les limites du principe de solidarité dans nos sociétés.

[42] Erving Goffman utilise le terme d'*identité sociale* pour désigner le concept selon lequel la société se représente un individu en fonction non seulement de son statut social supposé, mais aussi de caractéristiques qui lui sont propres. Pour citer un exemple en adéquation avec notre sujet, un « pauvre méritant » est défini socialement à la fois par son statut apparent, la pauvreté, et par un jugement social porté sur son mérite, basé sur des observations telles que le fait de multiplier les 'petits jobs' mal payés, de montrer une hygiène scrupuleuse. L'*identité personnelle* en revanche renvoie à la façon dont l'individu se perçoit lui-même, ce qui comprend la manière dont il négocie son identité sociale et son ressenti.

aucune structure stable et globale d'interactions mutuelles. Ce que l'on constate en fait, c'est que les personnes appartenant à une catégorie stigmatisante donnée ont tendance à se rassembler en petits groupes sociaux dont les membres proviennent tous de cette catégorie »[43]. La stigmatisation qu'implique le fait d'être au chômage se traduit donc également sur le plan collectif. Les individus stigmatisés sont conscients de faire partie d'une catégorie socialement dévalorisée et cette 'appartenance' n'a pas de traduction collective en termes de mobilisation, de défense d'intérêts communs. Pour en revenir à la question centrale qui nous occupe, celle du rapport au politique des personnes en situation défavorisée, la théorie du stigmate développée par Erving Goffman semble corroborer l'hypothèse de l'apathie politique, d'autant plus que ces personnes tendent à intérioriser le stigmate.

II.2 L'intériorisation du stigmate fondée sur le sentiment d'inutilité sociale

Les individus sont soumis à des conditionnements sociaux de deux ordres, liés d'une part à leur socialisation, qui concerne leur éducation et leurs expériences passées, d'autre part à leur sociabilité, qui concerne leurs relations dans le présent. Ce double conditionnement – qui agit également sur leur rapport au politique – a de nombreuses répercussions. Goffman le fait remarquer au sujet de la « carrière morale » des personnes subissant un stigmate : il distingue une phase de socialisation pendant laquelle la personne stigmatisée incorpore les standards de la normalité et une seconde phase au cours de laquelle l'individu apprend qu'il possède un stigmate précis et découvre les conséquences que cela induit. L'interaction entre ces deux phases est déterminante en regard de l'intériorisation du stigmate. Les traits négatifs de l'identité sociale agissent sur l'identité personnelle, entraînant des sentiments d'inutilité sociale, de honte.

Le sentiment d'inutilité sociale semble également pousser les chômeurs à se replier sur eux-mêmes et à se désengager de la vie sociale. Comme de nombreuses études l'ont déjà montré, le chômage peut être un facteur d'isolement social. La remarquable étude menée par l'équipe de Paul Lazarsfeld, *Les chômeurs de Marienthal*, précurseur dans la recherche des répercussions sociales d'un chômage massif puisqu'elle date de 1933, a permis d'observer pendant plus d'un an les changements survenant dans une petite ville autrichienne brutalement touchée par la crise. Grâce à des méthodes extensives et originales

[43] *Op.cit.*, p.36.

d'observation[44], l'équipe de sociologues a démontré que les relations sociales se détérioraient massivement parmi la population des chômeurs. Au sein de cette petite ville industrielle, le travail était au cœur de la vie sociale et déterminait autant l'adhésion à des clubs, à des associations culturelles ou sportives, que la mobilisation politique et les comportements civiques. Le travail était donc la base de l'intégration sociale ; le chômage massif entraîne la communauté dans une profonde déliquescence : hausse de la délinquance, effondrement des associations, diminution des contacts extérieurs à la famille, augmentation des problèmes de santé parmi les familles touchées par le chômage. L'équipe de Lazarsfeld souligne en particulier le caractère « léthargique » des chômeurs et de leurs proches qui, loin de se rebeller ou d'utiliser leur temps libre dans des activités diverses, se replient sur eux-mêmes, sortent de moins en moins, l'engagement politique devient quasiment nul. Le fait de ne pas participer au processus productif a des conséquences dévastatrices en termes d'estime de soi, de relation aux autres mais aussi de conscience collective. La « léthargie » des chômeurs se traduit politiquement en apathie. On peut penser que des processus psychologiques liés aux sentiments d'inutilité, d'indignité, d'impuissance entrent en jeu pour expliquer cette apathie, mais le but de notre recherche n'est pas d'étudier le fonctionnement psychologique des chômeurs mais de chercher à mettre en relation des faits sociaux et à comprendre comment ils s'articulent.

Depuis *Marienthal*, bien d'autres études ont montré la corrélation entre le chômage et la diminution de la sociabilité. Sans remettre radicalement en cause ces conclusions, il conviendra de s'interroger sur les circonstances de cette corrélation, notamment en termes de temps et de lieu. Soulignons d'abord que l'étude de Marienthal s'est déroulée dans une période de profonde crise économique, dans une 'vieille nation' mais dans un Etat récemment créé, majoritairement protestant. Les mentalités – et les faits – ont depuis beaucoup changé en matière de pauvreté, de chômage et d'aides sociales. Quelles grandes conclusions pouvons-nous tirer de la littérature sociologique concernant l'évolution des mentalités depuis un siècle ? Nos contemporains ressentent sans doute un moindre sentiment de honte du fait de faire appel à des aides extérieures à l'entraide familiale[45]. Le développement de l'État-

[44] L'équipe de Lazarsfeld, Jahoda et Zeisel a eu recours à des méthodes traditionnelles telles que les questionnaires et les entretiens, mais aussi à des méthodes d'observation plus anthropologiques : décompte des présences dans les clubs et aux séances de cinéma, mesure du temps nécessaire pour parcourir une rue, étude de la santé des chômeurs, l'hygiène domestique, étude de la délinquance, etc., l'ensemble de ces éléments concourant à l'analyse des transformations induites par le chômage à Marienthal.

[45] Kay Lehman Schlozman et Sidney Verba écrivaient ainsi en 1979 dans *Injury to Insult*, *op.cit.* : « Aussi vive que soit la pression créée par le chômage actuel sur la définition de soi, des changements suffisants ont eu lieu

providence a rendu ce type de solidarité naturel. Le terme d'« indigent » a disparu du langage courant aussi bien en France qu'en Angleterre ou en Espagne et cette évolution du vocabulaire montre que les problèmes posés par la pauvreté, s'ils n'ont pas disparu, ne sont plus envisagés de la même façon. Le constat d'une perte de sociabilité des chômeurs de Marienthal – perte qui dépasse largement la perte des relations avec les collègues de travail – doit également être réinterrogé d'un point de vue national et culturel.

C'est précisément l'objectif de Serge Paugam et Helen Russell dans un chapitre de *Welfare Regimes and the Experience of Unemployment in Europe*[46]. Ils décomposent la sociabilité en trois composantes : la sphère familiale, la sphère relationnelle et la sphère associative. Concernant la sociabilité familiale, il apparaît qu'au Royaume-Uni, en cela représentatif des pays d'Europe du Nord, les chômeurs se trouvent plus fréquemment seuls que les personnes disposant d'un emploi stable, à l'inverse des chômeurs espagnols qui semblent bénéficier des traditions de solidarité familiale caractéristiques de l'Europe du Sud qui réduisent le risque d'isolement social. La France se situe dans une situation intermédiaire. La sociabilité secondaire, qui s'applique aux relations de voisinage et d'amitié, est globalement plus développée dans les pays du Sud, notamment l'Espagne. Conclusion intéressante, dans la plupart des pays, les chômeurs communiquent davantage avec leurs voisins et leurs amis que les travailleurs disposant d'un emploi stable, probablement car ils disposent de davantage de temps pour ce faire. Toutefois cette tendance générale est nuancée par le fait qu'après contrôle de certaines variables (sexe, âge, niveau d'éducation, composition du foyer, délinquance du quartier), les chômeurs s'avèrent être significativement plus isolés

dans la compréhension générale des mécanismes du monde de sorte que le fardeau n'est plus porté avec le même sentiment de honte et de faute qu'il a pu l'être. Beaucoup sont conscients que s'ils étaient prêts à accepter un emploi à niveaux de compétences et de salaire réduits, ils pourraient trouver du travail. Ainsi, tout en évitant la responsabilité de leur chômage, ils acceptent souvent la responsabilité de sa continuation. » (p.198) (traduction de l'auteur).
Cette citation doit être replacée dans son contexte, à savoir une recherche portant sur un groupe d'individus économiquement défavorisés, les chômeurs, et la manière dont ils participent à la vie politique américaine. Tout en gardant à l'esprit que cette citation s'applique à l'Amérique des années 1970, il semble que le constat d'une diminution du sentiment de honte associé au chômage et au fait de percevoir des aides s'applique à l'ensemble des pays post-industriels pourvus d'un État-providence.

[46] Chapitre « The Effects of Employment Precarity and Unemployment on Social Isolation » (p. 243-264) dans GALLIE, Duncan, PAUGAM, Serge (eds), *Welfare Regimes and the Experience of Unemployment in Europe*, Oxford, Oxford Press University, 2000, 412 p. Les analyses statistiques qui appuient leur démonstration sont issues du Panel Européen des Ménages, sur 11 pays (UE12, Luxembourg exclu). Nous nous bornerons à l'exposé des conclusions principales concernant les pays de notre recherche ; France, Royaume-Uni, Espagne. Notons au passage que l'emploi du terme *social isolation*, littéralement 'isolement social', renvoie à l'un des types d'aliénation politique identifié par Dwight G. DEAN dans « Alienation and Political Apathy », *Social Forces*, March 1960, vol.38, n°3, pp.185-195. Cette catégorie désigne pour lui le sentiment de perdre contact avec ses groupes d'identification et de soutien, donc de se sentir rejeté, isolé, dépersonnalisé. Les deux autres types d'apathie politique qu'il identifiait étaient l'impuissance (*powerlessness*) et la perte de norme (*normlessness*).

en France, et dans une moindre mesure au Royaume-Uni. En revanche, la bonne intégration sociale des chômeurs espagnols se confirme. Enfin, en ce qui concerne la sociabilité tertiaire, les auteurs formulent essentiellement deux conclusions : cette forme de sociabilité est traditionnellement plus forte dans les pays du Nord que dans ceux du Sud, les Espagnols sont ainsi moins actifs dans le milieu associatif que les Français et les Anglais ; le chômage est corrélé à une diminution des relations sociales dans des cadres institutionnalisés tels que les associations, clubs et autres organisations.

Des travaux de Paugam et Russel, on peut conclure que les sociabilités primaire et secondaire de chômeurs sont beaucoup plus actives en Espagne qu'en France et au Royaume-Uni. En revanche, la sociabilité tertiaire y est moins développée. Ainsi, en confrontant une comparaison intérieure en termes de différences de situation d'emploi et une comparaison internationale, il apparaît que le chômage n'a pas en Espagne le caractère stigmatisant qu'il peut avoir dans d'autres pays. Dans un pays qui a connu une croissance économique tardive et un taux de chômage parmi les plus élevés de l'O.C.D.E., une large partie de la population s'est trouvée ou se trouve encore soumise à des formes diverses de précarité économique, ce qui explique que le chômage n'aille pas de pair avec une perte de statut ou de sociabilité. À l'opposé, c'est en France que le chômage a le plus d'impact sur l'isolement social, ce qui s'explique par une probable intériorisation du stigmate, liée au fait que le statut social y est plus immédiatement dépendant de la situation professionnelle.

Si l'isolement social, sous la forme d'un repli sur soi comme d'une 'exclusion' sociale[47], est une conséquence du chômage en France et en Grande-Bretagne, ce n'est pas le cas en Espagne où les solidarités semblent se renforcer autour des chômeurs. Quelles peuvent être les traductions de cet isolement social en termes de rapport au politique ? On peut logiquement penser que les chômeurs qui voient leurs sphères de sociabilité diminuer ont moins d'occasions de discuter avec des tiers, notamment de parler de politique. Or la conversation, comme confrontation d'idées, est l'instrument le plus élémentaire dans la vie quotidienne pour se forger une opinion et réaffirmer ses appartenances. La diminution des

[47] Le chapitre de Torben FRIEDBERG et Niels PLOUG, « Public Attitudes to Unemployment in Different European Welfare Regimes » (pp.334-348) dans GALLIE, Duncan, PAUGAM, Serge (eds), *Welfare Regimes and the Experience of Unemployment in Europe*, *op.cit.*, conclut en effet que les Européens dans leur ensemble considèrent le chômage comme un enjeu politique majeur et estiment normal de venir en aide aux chômeurs. Les différences nationales sont faibles même s'il est vrai que les pays où la protection sociale est de type universaliste se montrent plus exigeants envers les chômeurs que les pays de type libéral. En fait, les attitudes à l'égard du chômage varient essentiellement à l'échelle individuelle et dépendent avant tout des opinions politiques des individus. Les chômeurs ne sont donc pas stigmatisés par l'ensemble de leurs concitoyens. On ne peut nier que des phénomènes d'exclusion sociale soient à l'œuvre dans les sociétés européennes mais le chômage est vécu d'autant plus douloureusement que les individus intériorisent un statut dévalorisé et s'isolent dans une solitude qui les protège du regard des autres ressenti comme accusateur.

discussions – à la fois en quantité et en qualité *i.e.* en termes de contenu et de diversité des sujets abordés – est un obstacle à la réflexion personnelle. En outre, le sentiment d'inutilité sociale et le repli sur soi d'une partie des chômeurs pourrait s'accompagner d'un désintérêt pour le monde extérieur de manière générale, et en conséquence pour tous les sujets touchant à la politique. Ces remarques autour de l'isolement social et de l'intégration du stigmate constituent le fondement de notre hypothèse d'une plus forte apathie politique des chômeurs français et dans une moindre mesure britanniques, ainsi que son corollaire, une meilleure intégration politique des chômeurs espagnols.

II.3 Ne rien faire, n'être personne

Comme l'a écrit Dominique Schnapper : « Parce que les sociétés modernes sont des sociétés productivistes, qui privilégient l'activité économique, c'est d'abord par le mode de participation à la production que se traduit l'effort pour affirmer une identité sociale et personnelle. »[48] La perte de travail est aussi une perte de reconnaissance et une mise en deuil de l'identité ; elle entraîne une perte du 'goût de la vie' et un profond sentiment d'être « inutile au monde »[49]. Le chômage est un événement dans la vie personnelle et sociale des individus qui peut avoir des conséquences en termes de perte de sociabilité, comme vu précédemment, mais aussi de perte des références normatives liées à la socialisation initiale, question qui va maintenant être abordée.

Le rôle intégrateur du travail a été précédemment développé, au sens où il renouvelle constamment dans le concret du quotidien la socialisation secondaire des individus, où il définit leur identité, où il fait surgir de l'activité productrice des appartenances collectives. C'est une question centrale pour les sociétés confrontées à un chômage de masse que de comprendre l'impact du chômage sur la socialisation des individus donc sur les appartenances collectives. Certes, la montée du chômage et la baisse des adhésions politiques – perceptible à travers la chute de la syndicalisation et de l'adhésion à des partis politiques, et la hausse tendancielle de l'abstention et de la volatilité électorale – sont des phénomènes concomitants. Au niveau macrosociologique, il serait abusif de conclure à un lien de causalité direct entre les deux. Cependant, nombre de sociologues et de politistes, partant du constat de la

[48] SCHNAPPER, Dominique, « Rapport à l'emploi, protection sociale et statuts sociaux », *op.cit.*, pp.3-4.

[49] CASTEL, Robert, « Travail et utilité au monde » *in* SUPIOT, Alain (dir.), *Le travail en perspective*, Paris, LGDJ, 1998, p.15-22.

mobilisation politique de groupes auparavant dépourvus de représentation (les femmes, les homosexuels, les minorités raciales, les handicapés), se sont interrogés sur les raisons de la non-mobilisation des chômeurs.

Dans leur ouvrage *Injury to Insult*, Kay Lehman Schlozman et Sidney Verba apportent des pistes de réflexion pertinentes en posant tout d'abord comme étape nécessaire à la mobilisation des chômeurs le fait que le chômage soit vécu comme une épreuve douloureuse. Cela s'avère effectivement le cas dans l'Amérique des années 1970. À l'issue d'une analyse essentiellement statistique, ils concluent que la non-mobilisation des chômeurs s'explique tout d'abord par la faiblesse de leur conscience de classe, et dans un second temps par leur foi dans l'effort personnel pour transformer leur situation (qui résulte de la prégnance de l'*American Dream* dans les classes populaires) plutôt que dans l'intervention de l'État. Ainsi, les attitudes et les choix électoraux des chômeurs ne sont guère différents de ceux de leurs pairs exerçant un travail. Le chômage agit toutefois en renforçant les tendances apathiques des classes inférieures, d'où proviennent l'essentiel des chômeurs, expliquant ainsi leur manque de participation politique et de mobilisation en tant que groupe d'intérêt. La conclusion essentielle de leur ouvrage est finalement que le chômage, en tant qu'expérience vécue, est davantage susceptible de provoquer l'apathie que la mobilisation, car l'expérience du chômage, tout en détachant l'individu de ses appartenances sociales traditionnelles, n'entraînerait pas la création d'une identité nouvelle et spécifique, de représentations sociales différentes de celles de son groupe d'origine. Selon Schlozman et Verba, une déconnexion s'opère entre les expériences personnelles des chômeurs et leurs conceptions plus générales sur le système politique et social.

Une lecture critique des résultats de *Injury to Insult*, à la lumière de données britanniques, conduit plusieurs sociologues[50] à suggérer que Schlozman et Verba auraient

[50] *Cf.* MARSHALL, Gordon, ROSE, David, NEWBY, Howard, VOGLER, Carolyn, « Chapitre 8 : Political quiescence among the unemployed in modern Britain » dans ROSE, David (ed.) *Social Stratification and Economic Change*, Londres, Hutchinson education, 1998, 303 p.
À l'issue de l'analyse secondaire de données britanniques datant de 1984, les auteurs concluent que, tout comme aux États-Unis, le chômage est vécu en Grande-Bretagne comme une épreuve douloureuse. Malgré l'insatisfaction qui s'ensuit, le chômage n'entraîne dans aucun des deux pays la constitution de préférences politiques propres et les chômeurs conservent les représentations idéologiques de l'ensemble des travailleurs. En conséquence, ils ne s'engagent pas dans l'action politique afin de protester contre leur situation. Sur tous ces points, les données britanniques recoupent les observations effectuées par Schlozman et Verba à partir de données américaines. Ils diffèrent en revanche sur d'autres points : les actifs britanniques (travailleurs et chômeurs) ne manquent pas d'une identité de classe et ne souscrivent pas aux convictions portées par l'*American Dream*. Il en résulte, malgré les différences considérables entre les données quantitatives analysées, que les constatations élémentaires sur les comportements politiques des chômeurs sont similaires, mais que l'explication de la non-mobilisation des chômeurs par leur absence d'identité sociale et la croyance en la réussite personnelle n'est pas confirmée dans le cas britannique.

accordé trop d'importance au facteur « conscience de classe » du fait d'une lecture marxisante de leurs données. Dans *Injury to Insult*, en effet, la non-mobilisation des chômeurs est pour partie attribuée à leur absence d'identité de classe. Selon les analyses secondaires dirigées par David Rose, « il y a de solides arguments pour suggérer que ce type d'explication est insatisfaisante. En particulier, elle présente une conception trop mécanique de la relation entre les composantes artificiellement différenciées de la 'structure sociale', la 'conscience', et 'l'action'. C'est un *Manifeste* marxiste rudimentaire sous des apparences libérales »[51]. Sans nier le rôle que peuvent jouer aux États-Unis la faiblesse des identités sociales et l'adhésion au mythe de la réussite personnelle, les auteurs britanniques suggèrent de ne pas tant rechercher les causes de la non-mobilisation politique des chômeurs britanniques dans les conceptions idéologiques liées à leur position, mais plutôt dans « les urgentes réalités de la vie de tous les jours ». Ils suggèrent en particulier de s'intéresser aux expériences vécues de handicap relatif, d'injustice sociale, d'immobilisme politique pour comprendre la résignation et le cynisme des chômeurs. *In fine*, les auteurs suggèrent – cela nécessite d'être confirmé – que face à l'indifférence des élites (syndicats, bureaucratie assistancielle, désertion des deux grands partis politiques sur ce problème) et à l'incapacité matérielle de s'organiser collectivement, l'apathie politique et la volonté de 's'en sortir par soi-même' sont moins des choix que des attitudes nées de la nécessité.

Les analyses statistiques des chapitres 1 et 2 permettront de valider ces hypothèses quant à l'effet des conditions matérielles d'existence sur le rapport au politique. Cependant, nous n'écartons pas pour autant l'explication identitaire de Schlozman et Verba ; le lien entre identité sociale et mobilisation politique n'est sans doute pas mécanique mais il n'existe pas de contradiction intrinsèque entre les deux types d'explication. Les identités et les appartenances sociales des individus sont influencées par leurs conditions d'existence, raison pour laquelle l'expérience du chômage, en particulier si elle s'inscrit dans la durée, peut conduire à une désocialisation des chômeurs, c'est-à-dire à un effacement de leurs socialisations originelles, notamment politiques. Le manque d'implication des chômeurs dans la politique s'explique certes par les désillusions répétées et le développement d'un cynisme bien compréhensible, mais aussi, plus profondément, involontairement, par une perte d'identité.

Dans la lignée de l'analyse actionnaliste de Touraine, le rapport des chômeurs à leur improductivité est considéré comme un puissant facteur explicatif de leurs opinions.

[51] *Ibid.*, p. 223 (traduction de l'auteur).

L'utilisation du terme d'improductivité plutôt que d'inactivité souligne que c'est la non-participation au processus productif qui caractérise le chômeur. En l'occurrence, le sentiment d'être économiquement inutile, l'absence de toute identité liée au travail, pousseraient les chômeurs vers la passivité politique.

Si l'on suit l'idée traditionnelle en sociologie que les pratiques culturelles manifestent un statut social, il est légitime de penser que le statut de chômeur a des conséquences en termes de comportement politique. La dernière partie de ce chapitre s'attachera à démontrer les effets du chômage sur des pratiques non-professionnelles telles que les attitudes à l'égard de la démocratie ou de la politique. Si le chômage influence les individus dans leurs expériences quotidiennes ainsi que leurs pratiques, comme la littérature sur le sujet le suggère, des différences devraient apparaître entre les comportements politiques des chômeurs et des autres catégories sociales, montrant par là même l'existence d'une 'spécificité' dans le rapport au politique des chômeurs. L'analyse statistique est effectuée sur la base d'une enquête européenne comparative[52] qui permettra en outre de déterminer si les comportements politiques des chômeurs sont similaires dans les trois pays de l'étude ainsi que l'impact du fait national sur le phénomène de retrait politique.

IV. L'effet de la variable chômage sur les comportements politiques

L'analyse statistique de quelques attitudes politiques élémentaires en regard des différences individuelles d'activité professionnelle permettra de comprendre au mieux le rapport au politique des chômeurs et l'importance des comportements de retrait. Trois indicateurs ont été retenus.

Dans un premier temps, on s'intéressera à l'intérêt exprimé pour la politique. La politique suscite-t-elle encore un intérêt auprès d'une catégorie que les préoccupations matérielles immédiates – et surtout la menace de leur perpétuation dans le temps – peuvent éloigner d'une attention aux événements de la vie politique nationale et/ou internationale et d'une réflexion de nature politique ? Dans un second temps, on s'attachera plus spécifiquement à la dimension partisane du rapport au politique des chômeurs. Où en est leur

[52] J'ai procédé à des analyses statistiques sur le fichier 'Eurobaromètres cumulés 1970-1999', fichier qui agrège la partie récurrente de toutes les vagues Eurobaromètres jusqu'en 1999. Les références précises à l'enquête Eurobaromètres utilisée figurent en annexe 2, de même que les explications concernant les principaux recodages effectués.

sentiment d'appartenance, d'identification à un parti politique ? Enfin on abordera la thématique, difficilement approchable par la méthode quantitative, du rapport au politique, le politique étant compris comme le principe générateur des relations entre individus au sein d'une société. Pour ce faire, l'étude portera sur la satisfaction à l'égard de la démocratie car, au-delà d'un système politique de désignation des gouvernants et d'organisation de l'exercice du pouvoir, la démocratie est un type de régulation sociale.

L'objectif de cette première approche est de rechercher les tendances communes aux trois pays quant au comportement politique des chômeurs par rapport à d'autres catégories sociales. Au-delà de tendances communes on tâchera de souligner les différences nationales, qu'il s'agisse de différences de niveau ou de comportements véritablement divergents.

IV.1 Le peu d'intérêt des chômeurs pour le contexte sociopolitique

a) L'effet du chômage sur l'intérêt pour la politique

L'hypothèse concernant l'apathie politique des chômeurs peut être confirmée, dans un premier temps par l'analyse d'une question de l'enquête Eurobaromètre : « Êtes-vous intéressé par la politique ? Beaucoup / Assez / Un peu / Pas du tout »[53]. Cette question fournit un indicateur simple de la place que les individus accordent à la politique dans leur vie quotidienne. Il renseigne à la fois sur leur investissement intellectuel personnel et sur l'importance de la politique à leurs yeux. Les répondants qui s'intéressent « beaucoup » à la politique y consacrent probablement du temps, pour s'informer, comparer des idées, réfléchir ; leur intérêt suppose un investissement intellectuel et émotionnel. Cela implique en outre qu'ils accordent à la politique une influence notable sur les événements et qu'il s'agit pour eux d'une sphère importante de la vie des hommes. À l'inverse, on peut penser que les individus qui déclarent ne « pas du tout » s'intéresser à la politique y consacrent très peu de temps et estiment qu'il ne s'agit pas là d'un enjeu crucial. Cette question permet donc d'estimer l'intérêt que suscite la politique (temps et émotion) ainsi que l'importance qu'elle revêt (estimation subjective du rôle joué par la politique) pour les personnes interrogées. Enfin, pour achever l'inventaire des interprétations qu'il est possible de faire d'une question aussi élémentaire que celle de l'intérêt pour la politique, force est de rappeler la pression

[53] Cette question a été posée en 1988, 1989, 1990 et 1994. Le tableau présenté ici constitue une agglomération de huit vagues d'enquêtes, ce afin de maximiser le nombre de chômeurs observés et d'avoir ainsi une population consistante à comparer aux autres catégories intrinsèquement plus nombreuses, soit 465 chômeurs en France, 404 en Grande-Bretagne et 500 en Espagne.

symbolique qui pèse sur les individus, les poussant parfois à formuler des réponses obligées, indépendamment de leur opinion propre. Par exemple, affirmer son intérêt pour la politique peut constituer pour certaines catégories sociales un 'signe extérieur de statut' incontournable. Certaines réponses sont ainsi légitimes pour certains et illégitimes pour d'autres ; il conviendra d'en tenir compte dans l'interprétation des résultats.

En moyenne, pour les trois pays de notre étude, 10% des individus se déclarent très intéressés, 35% assez intéressés, 29% peu intéressés et 25% pas du tout. Ces résultats vont dans le sens de la plupart des enquêtes sociopolitiques qui soulignent le peu d'intérêt des citoyens pour la politique puisque plus de la moitié des répondants sont peu ou pas intéressés. En effet, si l'homme est un « animal politique » dans le sens où il préfère vivre en société, s'intéresser à la société dans laquelle il vit, donc à la politique, n'est pas sa priorité.

Dans les années 1940, Maslow[54] développe une théorie de hiérarchie des besoins. Selon lui, la motivation de tout individu est suscitée par la volonté de satisfaire des besoins. Maslow observe que l'individu hiérarchise ses besoins selon un ordre de priorité : pour qu'un besoin soit ressenti, il faudrait que le précédent soit satisfait. Les besoins physiologiques élémentaires (manger, boire, se détendre, être au chaud) seraient globalement satisfaits dans les pays développés. Ce sont des besoins de survie liés à des pulsions instinctives. Se manifeste ensuite un besoin plus psychologique, le besoin de sécurité qui concerne la sécurité physique, la propriété privée, la stabilité de l'emploi, le désir de vivre sans peur. Viennent ensuite des besoins sociaux : le besoin d'appartenance qui exprime le souhait d'être aimé et intégré dans un groupe ; le besoin d'estime qui se traduit par l'exigence de représenter une certaine valeur tant à ses yeux qu'à ceux des autres membres du groupe, l'envie d'être reconnu, apprécié et approuvé. Enfin, les besoins d'auto-accomplissement, de réalisation de soi, s'expriment par le besoin de mettre en œuvre ses facultés, de se perfectionner, de créer.

Le besoin de sécurité voit son acuité croître en période d'instabilité économique. Il semble évident que les personnes ayant déjà satisfait leurs besoins élémentaires, voire plus, sont davantage disponibles pour s'intéresser à des objectifs moins immédiatement rentables comme la politique que les individus confrontés à une insécurité matérielle comme c'est le cas des chômeurs. On peut l'observer dans le tableau 1.

En termes de situation professionnelle, on observe que les chômeurs, et de manière notable les ouvriers, s'intéressent bien moins à la politique que les autres catégories de la

[54] MASLOW, Abraham, *L'accomplissement de soi : de la motivation à la plénitude*, Paris, Eyrolles, 2004, 207 p.

population. Cela se vérifie dans les trois pays de l'enquête avec à chaque fois une différence d'environ 5 points par rapport à la moyenne nationale.

Tableau 1 : L'intérêt manifesté pour la politique en fonction de la situation professionnelle en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %)

		Intérêt pour la politique				
Nation	**Situation professionnelle**	Beaucoup	Assez	Un peu	Pas du tout	**Total**
France	Prof.lib./Cadre	18,2	44,3	30,8	6,8	100
	Agric./Artisan /Commerçant	11,5	34,7	34,7	19,1	100
	Employé	9,9	33	39,5	17,6	100
	Ouvrier	6,5	26,2	38,6	28,7	100
	Chômeur	9,5	26,9	37	26,7	100
	Inactif	10	33,6	34	22,4	100
	Total France	**10,7**	**33,7**	**35,4**	**20,2**	**100**
Grande-Bretagne	Prof.lib./Cadre	25,6	54,2	15,9	4,3	100
	Agric./Artisan /Commerçant	13,8	48,1	26,2	12	100
	Employé	10,5	43	32,3	14,1	100
	Ouvrier	10,2	34,7	34,5	20,6	100
	Chômeur	12,1	41,1	26	20,8	100
	Inactif	14,5	41	28,7	15,8	100
	Total GB	**14,4**	**42,5**	**28,3**	**14,8**	**100**
Espagne	Prof.lib./Cadre	23,4	44,2	19,7	12,7	100
	Agric./Artisan /Commerçant	8,7	32,6	21,6	37,2	100
	Employé	8,4	42,2	27,3	22,1	100
	Ouvrier	5	29,7	28,7	36,6	100
	Chômeur	4,8	28,8	29,8	36,6	100
	Inactif	5,1	23,7	20,6	50,6	100
	Total Espagne	**6,9**	**29,1**	**23,1**	**40,9**	**100**
Total		**10,7**	**35,2**	**29**	**25,1**	**100**

Source : Eurobaromètres cumulés 1988-1994 ; N= 22.682 ; p-value du khi-2 <0,000 pour chaque pays.
Soulignons l'hétérogénéité, de statut mais surtout d'âge, de la catégorie « Inactif », constituée de l'agglomération des catégories « Retraité », « Femme au foyer » et « Étudiant ». Seule la non-participation au monde du travail réunit ces individus ce qui rend cette catégorie difficile à analyser. L'intérêt de cette catégorie hétérogène est finalement de comparer les attitudes d'individus qui ne sont pas stigmatisés par l'absence d'activité professionnelle avec les attitudes politiques des chômeurs.

Pour la France, 63,7% des chômeurs s'intéressent peu ou pas du tout à la politique tandis que cette proportion n'est que de 55,6 dans la population globale. Seuls les ouvriers font preuve d'un désintérêt comparable (67,3%) peut-être légèrement plus radical dans son expression puisque 28,7% des ouvriers déclarent ne pas s'intéresser du tout à la politique, soit

2 points de plus que les chômeurs. Cependant, l'impression qui ressort de cette première observation est celle d'une proximité de statut et d'attitude entre les chômeurs et les ouvriers. À l'opposé, dans la catégorie la plus intéressée par la politique, les cadres et professions libérales, 37,6% seulement témoignent d'un désintérêt. L'amplitude de l'écart entre les plus et les moins intéressés (29,7 points) et le caractère échelonné de cet écart entre les différentes catégories, traduisent le rôle joué en France par le statut sur les comportements culturels ou politiques. Il sera ultérieurement intéressant de vérifier la constance de l'effet du statut sur d'autres variables comportementales.

En ce qui concerne la Grande-Bretagne, 46,8% des chômeurs s'intéressent peu ou pas du tout à la politique contre 43,1% pour l'ensemble de la population, soit un score assez proche de la moyenne. En revanche, les ouvriers britanniques se montrent remarquablement plus désintéressés (55,1%). Les cadres et professions libérales ne sont que 20,2% à ne pas s'intéresser à la politique, de sorte que le différentiel d'intérêt maximum pour la politique atteint 34,9 points en Grande-Bretagne.

En outre, il semble que le tableau croisé de l'intérêt pour la politique en fonction de l'activité professionnelle permette dans le cas anglais de distinguer trois ensembles : les deux catégories supérieures, qui regroupent grossièrement les travailleurs indépendants, se détachent nettement par leur intérêt pour la politique des trois catégories suivantes (employés, ouvriers et chômeurs) dont le rapport à l'emploi est caractérisé par la dépendance. L'unique catégorie dont le comportement avoisine la moyenne nationale est la catégorie hétérogène des « inactifs » ; elle forme à elle seule le troisième ensemble, sans doute en raison de sa construction hétérogène. Commence donc à se dessiner pour la Grande-Bretagne l'hypothèse d'une différenciation entre des travailleurs indépendants d'une part, dont l'intérêt pour la politique est supérieur à la moyenne nationale, et des actifs dépendants d'autre part, peu mobilisés par les questions politiques. Cette hypothèse, qui n'est pas sans évoquer le maintien de deux classes bien distinctes tant sur le plan matériel qu'au niveau des attitudes et dispositions comportementales, devra bien sûr être confirmée par des résultats concordants.

Enfin, concernant l'Espagne, elle se caractérise d'emblée par un désintérêt beaucoup plus marqué, qui est loin de se limiter aux catégories les plus défavorisées. Conformément à l'ensemble des Espagnols (64%), les chômeurs s'intéressent peu voire pas du tout à la politique (66,4%), mais ils sont largement devancés par les autres inactifs (71,2%). Ils devancent de très peu les ouvriers (65,3%). Ainsi, les Espagnols sont remarquablement peu intéressés par la politique. Le score extrêmement bas des « inactifs » s'explique par l'action

concomitante de trois facteurs : premièrement, cette catégorie est particulièrement féminine – en raison d'une part de la présence des femmes au foyer, d'autre part du plus grand nombre de femmes parmi les retraités du fait de leur longévité – or les femmes sont significativement moins intéressées par la politique que les hommes ; deuxièmement, l'âge moyen élevé des personnes comprises dans cette catégorie s'accompagne d'un niveau d'études plus faible, or le niveau d'études est fortement et positivement corrélé à l'intérêt pour la politique ; troisièmement, la présence des retraités dans la catégorie « inactifs » suggère la présence d'un effet de cohorte : socialisés politiquement pendant la période franquiste, les retraités actuels n'ont pas tous acquis les habitudes de participation démocratique. Manuel Justel fait des observations dans ce sens, en analysant des données du Centro de Investigaciones Sociológicas de 1985 : ainsi 77% des plus de 60 ans trouveraient très grave la suppression des droits politiques, soit 15 points de moins que les plus jeunes, et déjà 11 points de moins que les 41-60 ans[55]. Les Espagnols les plus âgés apparaissent donc comme particulièrement en retrait du champ politique ce qui peut s'interpréter comme un effet générationnel imputable pour partie aux conditions de leur politisation[56].

Une analyse année par année révèle sensiblement les mêmes écarts d'intérêt pour la politique entre les différentes catégories, dans chaque pays. Ces écarts ne sont donc pas le résultat de l'agglomération.

Dans les trois pays étudiés, les chômeurs se montrent notablement moins intéressés par la politique que la moyenne globale de leurs populations nationales respectives. Ils figurent toujours parmi les deux catégories les moins intéressées par la politique, avec les ouvriers en France et en Grande-Bretagne et avec les inactifs en Espagne. On peut donc penser qu'en ce qui concerne le désintérêt pour la politique des chômeurs, des processus sociaux similaires sont à l'œuvre dans les trois pays.

Toutefois, si un phénomène comparable de retrait des chômeurs du champ politique s'observe dans les trois pays, il ne faut pas pour autant mésestimer les fortes différences de niveau entre chaque pays, différences qui résultent du jeu de cultures politiques nationales. Ainsi l'Espagne apparaît en très net recul sur le plan de l'intérêt pour la politique par rapport aux deux autres pays, en particulier la Grande-Bretagne qui tient la tête du classement. On

[55] JUSTEL, Manuel, *op.cit.*, p.325.

[56] BAR CENDÓN, Antonio, « Los factores sociodemográficos de la participación política en España », *Revista de Estudios Políticos* (nueva época), 1982, n°27, pp.171-190.

constate avec intérêt que le différentiel entre le désintérêt des chômeurs français pour la politique par rapport à la moyenne nationale dépasse les 8%. La France serait donc le pays de notre étude où le comportement politique des chômeurs se démarquerait le plus.

L'intérêt moindre des chômeurs pour la politique, par rapport aux autres catégories (à l'exception des ouvriers en France et en Grande-Bretagne et des autres inactifs en Espagne), est confirmé par une analyse année par année. Mais nous pouvons également utiliser ces données pour observer l'évolution temporelle de l'intérêt pour la politique : sur la période observée, l'intérêt pour la politique diminue-t-il dans l'ensemble des trois populations ou reste-t-il stable, ou augmente-t-il ? Comment la population spécifique des chômeurs se comporte-t-elle en regard de ces évolutions nationales ? L'intérêt des chômeurs dans le temps évolue-t-il de manière similaire aux opinions nationales respectives ou présentent-ils des spécificités ? Pour le savoir, nous comparons l'évolution de l'intérêt pour la politique entre 1985-89 et 1990-94 (4 vagues pour chaque période).

Tableau 2 : L'évolution de l'intérêt pour la politique (Beaucoup+Assez) sur la période 1988-1994 en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %)

Nation	Population nationale	Chômeurs
France	- 4,6 (N=7731)	- 6,2 (N=465)
Grande-Bretagne	+ 0,9 (N=7690)	+ 0,1 (N=404)
Espagne	+2,6 (N=7354)	+1,9 (N=500)

Source : Eurobaromètres cumulés 1988-1994 ; p-values du khi-2 <0,000 pour les deux populations françaises ; p-values du khi-2 non significatives pour les deux populations britanniques ; p-value du khi-2 <0,000 pour la population espagnole globale et p < 0,01 pour les chômeurs espagnols.

Cette analyse temporelle témoigne de divergences dans les évolutions connues par chaque pays. L'absence de significativité concernant la Grande-Bretagne permet de conclure à une stabilité de l'intérêt pour la politique. L'Espagne, certes très en retrait, voit l'intérêt pour la politique augmenter lentement, et encore plus lentement pour les chômeurs. Loin encore de rattraper son retard, elle évolue tout de même en ce sens. Enfin, la situation française se caractérise par une nette baisse de l'intérêt pour la politique. De plus, elle confirme des conclusions précédentes concernant l'intensité plus particulière du retrait des chômeurs français.

Si l'on tente d'isoler l'effet du chômage en comparant les opinions politiques des chômeurs et des non-chômeurs, on se heurte à un problème classique dans l'analyse multivariée : les variations observées ne sont pas nécessairement liées à la différence entre chômeurs et non-chômeurs, mais peuvent trouver leur origine dans la composition spécifique de ces deux sous-populations. D'où le recours à une régression logistique[57] permettant d'observer l'effet du chômage sur le désintérêt pour la politique, « toutes choses égales par ailleurs », ou plus exactement indépendamment de l'effet propre des autres variables incluses dans la régression.

En examinant la régression présentée dans le tableau 3, on note la très faible significativité de la variable *Cycle* ce qui conforte notre utilisation des données agrégées. Malgré la taille de l'échantillon qui nous permet de discerner des corrélations même faibles, la dimension sociale (à travers les variables *Lieu d'habitation*, *État civil*, *Nombre d'enfants*) semble difficile à appréhender, de sorte qu'il est assez délicat, à partir de ces données somme toute peu indicatives de l'état du lien social, de formuler des conclusions concernant le désintérêt pour la politique en fonction de la plus ou moins bonne intégration des individus. Ces variables confirment cependant des conclusions déjà bien établies en science politique, à savoir le fait qu'avoir des enfants et habiter une grande ville accroît l'intérêt des individus pour la politique. L'apport analytique de la variable *Religion* tient essentiellement à une seule de ses modalités : les protestants se montrent davantage intéressés par la politique, ce qui s'explique notamment par la tradition d'autogestion communautaire des églises protestantes.

L'analyse du tableau 3 permet de conclure que la variable *Activité* est très significativement explicative de l'absence d'intérêt pour la politique : toutes choses égales par ailleurs, le désintérêt des chômeurs pour la politique par rapport aux actifs occupant un emploi est confirmé.

[57] La méthode de la régression logistique et les choix méthodologiques que nous avons fait dans la sélection des variables indépendantes sont expliqués en Annexe 2.

Tableau 3 : Régression logistique (Y = ne s'intéresse pas du tout à la politique)

Variables	Coef. B	Erreur-standard	Wald	Significativité
Niveau d'études			527,620	***
Jusqu'à 14 ans	1,538	0,070	476,917	***
Jusqu'à 16 ans	1,244	0,072	296,656	***
Jusqu'à 19 ans	0,730	0,073	100,816	***
Études sup.	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Nation			487,640	***
Grande-Bretagne	-0,457	0,073	39,440	***
Espagne	0,906	0,049	342,402	***
France	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Sexe			176,014	***
Homme	-0,585	0,044	176,014	***
Femme	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Âge			71,626	***
18-25 ans	0,147	0,088	2,787	ns
26-35 ans	-0,297	0,087	11,714	***
36-45 ans	-0,439	0,086	25,842	***
46-55 ans	-0,327	0,082	15,795	***
56-65 ans	-0,110	0,070	2,473	ns
> 65 ans	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Religion			22,619	***
Catholique	0,088	0,059	2,221	ns
Protestant	-0,382	0,098	15,307	***
R° minoritaires	-0,039	0,088	0,191	ns
Sans religion	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Activité			21,003	***
Inactif	0,179	0,050	12,661	***
Chômeur	0,312	0,086	13,210	***
Actif occupé	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Nb d'enfants			19,205	***
Aucun	-0,271	0,050	18,938	***
Un enfant	-0,139	0,086	4,281	**
Plusieurs enfants	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Lieu d'habitation			17,734	***
Rural, village	0,179	0,052	15,717	***
Petite ville	0,312	0,051	1,489	ns
Grande ville	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
État civil			12,391	**
Célibataire	0,028	0,092	0,092	ns
Marié/en couple	-0,160	0,075	4,556	*
Divorcé/séparé	-0,062	0,121	0,261	ns
Veuf	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Cycle			6,209	*
1985-1989	-0,107	0,043	6,209	*
1990-1994	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Constante	-1,753	0,142	152,911	***

Source :Eurobaromètres cumulés 1985-1999 N=15.828
Significativité : *** : p<0,001 ** : p<0,01 * : p<0,05 ns : non significatif

La variable *Activité* n'est cependant pas la plus explicative du modèle. Un faible niveau d'études est ainsi puissamment explicatif du désintérêt pour la politique, ce qui montre une fois encore la dimension intellectuelle de la participation politique[58]. La période du cycle de vie où les individus sont professionnellement intégrés (36-55 ans) est marquée par un désintérêt bien moindre, de sorte que les individus à l'apogée de leur intégration sociale (contrairement aux jeunes qui n'ont pas achevé leur intégration professionnelle, fondé une famille, etc., et aux seniors dont le réseau relationnel se rétrécit) s'intéressent davantage à la chose publique. Les hommes déclarent beaucoup moins souvent que les femmes ne pas être du tout intéressés par la politique, ce qui montre la persistance d'une norme sexuée selon laquelle les hommes –assimilés à l'image du *pater familias* décisionnaire – s'intéressent à la sphère publique, la sphère privée étant réservée aux femmes qui de ce fait ne ressentent pas de pression normative et déclarent plus volontiers leur désintérêt[59].

Les variables sociologiques productrices de désintérêt politique sont donc un faible niveau d'études, être une femme, la jeunesse et dans une moindre mesure le chômage, auxquelles on peut ajouter pour parfaire le tableau la vie rurale, ne pas avoir d'enfant, ne pas être protestant. Bien que les phénomènes expliquant l'intérêt pour la politique (l'instruction, l'expérience vécue, l'insertion professionnelle, les responsabilités familiales) soient similaires dans les différents pays de l'étude, la variable la plus explicative des variations observées du désintérêt[60] demeure la *Nation*, ce qui souligne qu'en dépit de la convergence observée entre

[58] Dans toute la littérature sociologique et politiste, le niveau d'études est considéré comme *le* facteur fondamental permettant d'expliquer les plus ou moins grandes prédispositions des individus à s'intéresser à la politique et à y participer. La corrélation entre niveau d'études et intérêt pour la politique est l'une des plus systématiquement observées. En effet, « toute pratique politique est de caractère éminemment intellectuel », comme le rappelle Dominique MEMMI, dans GRAWITZ, Madeleine, LECA, Jean (dir.), *Traité de science politique*, t.III, « L'action politique », Paris, Presses universitaires de France, 1985, p.338. Cette affirmation est vraie si l'on considère l'implication dans la chose publique comme passant d'abord par une « capacité » à comprendre des abstractions, des perspectives historiques, des montées en généralité et des controverses idéologiques. En outre, l'une des fonctions du système scolaire est de former de « bons citoyens », *i.e.* des citoyens activement impliqués dans la vie politique, il semble donc cohérent que les individus qui restent le plus longtemps dans le système éducatif soient des citoyens plus participatifs. Cependant, nous y reviendrons, cette définition de la participation politique comme une pratique essentiellement intellectuelle, reflète pour partie les présupposés des milieux académiques ; elle n'est que partielle et néglige les aspects plus fusionnels de la participation politique.

[59] En Espagne comme en France et en Grande-Bretagne, les analyses électorales montrent que les femmes ne s'abstiennent pas davantage que les hommes. *Cf.* JUSTEL, Manuel, *op.cit.*, pp.211-214. Dès lors, comment expliquer la différence d'intérêt entre hommes et femmes ? Janine Mossuz-Lavau attribue ce manque d'intérêt des femmes à un « effet d'autocensure ». *Cf.* MOSSUZ-LAVAU, Janine, « Le vote des femmes en France (1945-1993) », *Revue française de science politique*, août 1993, vol.43, n°4, pp.673-689.

[60] Ce une fois exclue la variable *Religion*. Si cette variable est intégrée au modèle de régression, le *Niveau d'études* est la variable la plus explicative du désintérêt. Une part importante de la force explicative de la *Nation*

les pays européens, les différences nationales persistent tant en termes de valeurs que de comportements. Le pays d'appartenance explique pour une très large partie les attitudes et comportements politiques des individus, profondément influencés dans leurs opinions personnelles par les cultures politiques nationales[61].

b) L'effet du chômage sur l'utilisation des media

Nombre d'études de psychologie cognitive ont souligné l'étroite corrélation entre intérêt et cognition. L'intérêt ressenti par les individus pour un sujet stimule leurs capacités de rétention cognitive ; parallèlement, le désintérêt s'accompagne d'une attention moindre pour les informations susceptibles de s'y rapporter. Le désintérêt massif des chômeurs pour la politique nous conduit donc à nous interroger plus généralement sur leur niveau d'information. Trois questions des enquêtes Eurobaromètres nous renseignent à ce sujet : « À quelle fréquence : Lisez-vous les nouvelles dans un quotidien ? Écoutez-vous les nouvelles à la radio ? Regardez-vous le journal télévisé ? ». Les modalités de réponses, originellement cinq, ont été recodées en trois : « tous les jours », « plusieurs fois par semaine » (« plusieurs fois par semaine » + « une à deux fois par semaine »), « rarement ou jamais » (« moins souvent » + « jamais »).

Les premières analyses effectuées sur ces données révèlent sans surprise que le media auquel les individus ont le plus régulièrement recours pour s'informer est la télévision. Downs, dans *An Economic Theory of Democracy*, expliquait dès 1957 que les citoyens, s'ils souhaitent s'informer, doivent le faire dans les interstices de temps laissés libres par leurs autres activités (professionnelles, familiales, domestiques, transport, etc.). Ils cherchent donc à acquérir de l'information « à moindre coût », *i.e.* le plus rapidement possible, avec le moins d'effort possible. Dans cette optique, la télévision est le media le plus adéquat. Les analyses tirées des Eurobaromètres le confirment puisque 68,4% des individus interrogés regardent le J.T. « tous les jours » (78,7% des Britanniques, 67,1% des Espagnols et 59% des Français) et 25,2% le regardent « plusieurs fois par semaine ». Seuls 6,4% ne regardent le journal télévisé que « rarement ou jamais ».

réside ici dans la question religieuse, qui pour cette question distingue fortement la France et l'Espagne majoritairement catholiques d'une part, et la Grande-Bretagne majoritairement protestante d'autre part.

[61] Sur la persistance du clivage culturel Nord-Sud en Europe, voir notamment BRÉCHON, Pierre, « Les valeurs politiques en Europe : effet du contexte national et des attitudes religieuses », *Archives de sciences sociales des religions*, janvier-mars 1996, n°93, pp.99-128.

La télévision est suivie par la radio et enfin les journaux. En ce qui concerne la presse écrite, la Grande-Bretagne creuse l'écart avec 56,7% de lecteurs quotidiens, contre 29,9% en France et 29,5% en Espagne. Cet écart est extrêmement stable dans le temps et s'explique traditionnellement par la diffusion plus rapide de l'alphabétisation dans les pays protestants (*cf.* lecture de la Bible), phénomène dont les conséquences sont encore perceptibles des siècles après la Réforme, à travers la lecture des journaux[62], l'usage des systèmes modernes d'information, la participation politique, la transmission de valeurs normatives, la participation associative ou la diffusion de l'individualisme[63]. Les pays du Sud de l'Europe ayant connu une alphabétisation plus tardive, les cultures orales restent davantage prégnantes dans les pays de tradition catholique que la culture écrite ; ainsi la lecture de la presse quotidienne y est associée à une pratique des milieux aisés.

Cette structure Nord-Sud prévaut bien au-delà de la lecture quotidienne de la presse. En réalité, c'est l'utilisation de l'ensemble des media qui est concernée. Il apparaît que, tous media confondus, c'est en Grande-Bretagne que les gens s'intéressent le plus à l'actualité.

Une étude plus précise du tableau révèle que pour les réponses médianes (degré d'utilisation des media « haut » et « bas »), les comportements des chômeurs sont proches des moyennes nationales. La différence entre les chômeurs, les actifs occupant un emploi, et les inactifs, est en revanche remarquable lorsque l'utilisation des media est très forte ou très faible. On note d'emblée que dans les trois pays observés, les chômeurs sont beaucoup moins nombreux à varier leurs sources d'information et à les renouveler au cours de la semaine ; ils sont au contraire plus nombreux à n'avoir recours à l'un de ces trois media que rarement ou jamais. Le chômage semble donc s'accompagner d'une moindre consommation d'information qui manifeste pour partie le repli de cette catégorie sur ses préoccupations quotidiennes aux

[62] *Cf.* ALMOND, Gabriel Abraham, VERBA, Sidney, *The Civic Culture : Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, Princeton, Princeton University Press, 1963; BRÉCHON, Pierre, « Les valeurs politiques en Europe : effet du contexte national et des attitudes religieuses », *Archives de sciences sociales des religions*, janvier-mars 1996, n°93, pp.99-128 ; CHAUVEL, Louis, « Les Européens et l'information », *Revue de l'OFCE ;*, avril 1999, n°69, pp. 277-285.
Ces trois références mettent l'accent sur l'importance jouée par le protestantisme en matière d'alphabétisation – donc de lecture des quotidiens – et de gestion des affaires de la communauté, dans tous les pays d'Europe du Nord. Ce faisant, il a permis le développement de la confiance interpersonnelle, à l'origine de la *civic culture*.

[63] *Cf.* INGLEHART, Ronald, REIF, Karlheinz, *Eurobarometer : the Dynamics of European Public Opinion, Essays in honnor of Jacques-René Rabier*, Basingstoke, Macmillan, 1991, 392 p. ; BRÉCHON, Pierre, GALLAND, Olivier, TCHERNIA, Jean-François, « La dynamique des valeurs en Europe. Dimensions spatiale et temporelle », *Futuribles*, juillet-août 2002, n°277, pp.177-186.
Les travaux menés par Inglehart à partir des données Eurobaromètres et les analyses effectuées par Bréchon, Galland et Tchernia sur les enquêtes European values convergent dans leurs conclusions quant à la montée du post-matérialisme d'une part, de l'individualisme d'autre part, deux phénomènes ayant atteint un niveau plus élevé dans les pays du Nord de l'Europe que du Sud.

dépens des sujets qui font l'actualité, d'ampleur souvent nationale voire mondiale. En outre, bien que les données Eurobaromètres ne fournissent pas d'indication sur le type d'informations disponibles (nature et qualité des émissions écoutées à la radio et à la télévision, titres des journaux lus), l'on peut supposer que les chômeurs ont recours à des media de moindre qualité, par exemple des tabloïds plutôt que des quotidiens nationaux reconnus.

Tableau 4 : Le degré d'utilisation des media en fonction de l'activité en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %)

		Degré d'utilisation des media				
Nation	**Situation professionnelle**	Très haut	Haut	Bas	Très bas	**Total**
France	Actif ayant un emploi	24,3	38	28,5	9,2	100
	Chômeur	18,1	40,4	30,3	11,1	100
	Inactif	27,2	40,3	26,5	6	100
	Total France	**25,1**	**39,1**	**27,8**	**8,1**	**100**
Grande-Bretagne	Actif ayant un emploi	41,6	40,6	14,8	3,1	100
	Chômeur	32,2	43,6	19,1	5,2	100
	Inactif	39,5	42,6	15,5	2,4	100
	Total GB	**40,1**	**41,6**	**15,4**	**3**	**100**
Espagne	Actif ayant un emploi	32	37,2	23,5	7,3	100
	Chômeur	23,2	36,3	31,3	9,2	100
	Inactif	18,9	38,9	33,2	9	100
	Total Espagne	**24,9**	**38**	**28,8**	**8,3**	**100**
Total		**30,3**	**39,6**	**23,7**	**6,4**	**100**

Source : Eurobaromètres cumulés 1986-1998 ; N= 54.294 ; p-value du khi-2 <0,000 pour chaque pays.
L'indicateur'Degré d'utilisation des media' a été créé à partir des trois questions portant sur les media utilisés (presse, radio, télévision) par les personnes interrogées afin de s'informer.
Codage des nouvelles modalités : « Très haut » : usage des trois media plusieurs fois par semaine
« Haut » : usage de deux media plusieurs fois par semaine
« Bas » : usage d'un media plusieurs fois par semaine
« Très bas » : usage des trois media moins d'une fois par semaine.

Le tableau 4 permet également de constater que les comportements des chômeurs français et britanniques manifestent des écarts plus forts avec les autres catégories de population (8 points pour la modalité de réponse « très haut » degré d'information) que les Espagnols. Cela tend à confirmer l'hypothèse d'une moindre différence du comportement des chômeurs espagnols par rapport à leurs concitoyens. La société espagnole manifeste donc une

plus grande homogénéité de comportements sur ce point. Inversement, le chômage aurait davantage d'effet sur le comportement des Français et des Britanniques.

IV.2 L'effet du chômage sur les comportements politiques

a) L'effet du chômage sur l'absence de préférence partisane

On a pu constater que les chômeurs sont significativement moins intéressés par la politique que les autres catégories de population et c'est un premier élément très important en termes d'apathie politique. Au-delà de ce désintérêt, l'apathie politique des chômeurs s'exprime-t-elle en termes de préférence partisane ? Les chômeurs expriment-ils des préférences partisanes dans les mêmes proportions que l'ensemble de la population, ou se montrent-ils plus indifférents à l'égard des partis ? Pour y répondre, nous allons analyser une question de l'enquête Eurobaromètre ainsi formulée : « Comment vous sentez-vous à l'égard des partis politiques ? Très proche d'un parti politique/assez proche/ juste sympathisant/aucune affinité » qui fut posée sans interruption de 1985 à 1994.

Dans le traitement des réponses, je considérerai que les personnes ayant déclaré qu'elles n'ont aucune affinité avec un parti politique sont soit dans l'indécision, soit dans l'indifférence à l'égard d'une alternative élémentaire droite/gauche. En effet, un tableau croisé complémentaire entre le sentiment de proximité partisane et une question portant sur « le parti pour lequel les personnes interrogées voteraient si une élection avait lieu demain » révèle une très forte corrélation entre les personnes sans affinité partisane pour la première variable et les valeurs manquantes pour la seconde variable. Cette catégorie, qui nous intéresse tout particulièrement, ne peut pas être simplement interprétée comme un signe d'apathie politique. Si une proportion importante des individus fournissant cette réponse est probablement dans l'indifférence ou l'ignorance, on ne peut exclure qu'une minorité d'entre eux soient intéressés par la politique sans pour autant parvenir à adhérer aux idées d'un parti plutôt qu'un autre. Cette question sera donc utilisée comme un bon indicateur de la capacité des individus à distinguer des options politiques différenciées et à reconnaître s'ils adhèrent à l'une de ces options.

En première lecture, on constatera tout d'abord que l'absence d'affinité concerne près de la moitié des enquêtés (49,1%) tandis que 22,8% seulement se sentent très ou assez

proches d'un parti politique. Il est donc clair que l'absence d'adhésion n'est pas le fait uniquement des chômeurs, mais une attitude répandue dans les sociétés européennes.

Cependant, et ce malgré les fluctuations entre les différentes vagues de l'enquête, une constante apparaît : les chômeurs se sentent moins engagés politiquement que l'ensemble de la population.

Tableau 5 : Le sentiment de proximité partisane selon la situation professionnelle en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %)

		Sentiment de proximité partisane			
Nation	**Situation professionnelle**	Très/assez proche d'un parti	Sympathisant	Aucune affinité	**Total**
France	Prof.lib./Cadre	21,5	43,5	35,1	100
	Agric./Artisan /Commerçant	17,5	38,2	44,3	100
	Employé	19,1	38,7	42,2	100
	Ouvrier	17,6	34,3	48,1	100
	Chômeur	17,4	32,3	50,2	100
	Autre inactif	21,3	37,4	41,3	100
	Total France	**19,9**	**37,6**	**42,5**	**100**
Grande-Bretagne	Prof.lib./Cadre	39	20,2	40,8	100
	Agric./Artisan /Commerçant	37,9	14,6	47,5	100
	Employé	32,3	17,9	49,8	100
	Ouvrier	28,5	16,1	55,5	100
	Chômeur	31,5	15,5	53	100
	Autre inactif	35,5	17,1	47,4	100
	Total GB	**33,9**	**17,2**	**49**	**100**
Espagne	Prof.lib./Cadre	17	33,4	49,6	100
	Agric./Artisan /Commerçant	13,3	31,4	55,2	100
	Employé	14,2	31	54,8	100
	Ouvrier	13	31,8	55,3	100
	Chômeur	13,3	31,7	55,1	100
	Autre inactif	13	28,8	58,3	100
	Total Espagne	**13,4**	**30,2**	**56,4**	**100**
Total		**22,8**	**28,2**	**49,1**	**100**

Source : Eurobaromètres cumulés 1985-1994 ; N= 62.862 ; p-value du khi-2 <0,000 pour chaque pays.
La modalité « Très/assez proche d'un parti politique » résulte de l'agrégation des modalités « très proche d'un parti politique » et « assez proche d'un parti politique ».

Avec 42,5% des individus déclarant n'éprouver aucune affinité partisane, la France est le pays où le retrait en termes partisan semble à première vue le plus faible. Elle est suivie par la Grande-Bretagne (49%) et l'Espagne (56,4%).

Concernant la France tout d'abord, on remarque que les chômeurs se montrent bien plus dépourvus de préférence partisane (50,2%) que l'ensemble de la population, soit 8 points au-dessus de la moyenne nationale. Il convient de noter que les ouvriers expriment une fois encore des attitudes proches de celles des chômeurs. Avec 32,3% de sympathisants et 17,4% des chômeurs se sentant assez voire très proches d'un parti politique, cette catégorie apparaît comme la plus éloignée d'une adhésion politique. Les chômeurs, suivis de très près par les ouvriers, semblent éprouver des difficultés à distinguer de réelles alternatives parmi l'offre politique très diversifiée, de l'extrême gauche à l'extrême droite. La proximité de partis distincts de gauche comme de droite, notamment au sein de coalitions gouvernementales, et la démultiplication des partis extrémistes ou écologistes favorisent la volatilité électorale et rendent difficile pour les électeurs de se prononcer fermement en faveur d'un parti précis. D'où la préférence pour la modalité « simple sympathisant » qui renvoie à des représentations gauche/droite plus vagues que l'adhésion à un parti politique précis. On peut également supposer que le sentiment d'appartenir à un groupe qui partage le même destin, les mêmes valeurs, est peu développé en France au sein d'une catégorie dont on a vu qu'elle est particulièrement sujette à l'isolement social.

En ce qui concerne l'Espagne, les tendances sont similaires à ce qui est observé en France, mais avec des taux d'affinité partisane plus faibles. 55,1% des chômeurs affirment n'avoir aucune proximité partisane, ce qui est dans la moyenne nationale. La catégorie qui affiche le plus grand éloignement à l'égard de la politique est encore la catégorie hétérogène « autre inactif ». Une étude plus précise confirme que cela reflète la moindre implication des femmes et des retraités. Il est clair qu'en Espagne, pendant la période 1985-1994, les repères partisans ne s'étaient pas encore enracinés dans la société. En témoignent les écarts relativement faibles (de l'ordre de 4 points) entre des catégories professionnelles très différenciées comme les cadres et les chômeurs, ce quelle que soit la modalité de réponse observée.

En Grande-Bretagne, les ouvriers sont légèrement plus nombreux (55,5%) que les chômeurs (53%) à ne pas exprimer d'affinité partisane. Ces deux catégories se situent significativement au dessus de la moyenne nationale (49%). Mais la Grande-Bretagne se caractérise, par rapport à la France et à l'Espagne, par le taux remarquable d'individus qui disent se sentir très ou assez proche d'un parti politique : 31,5% parmi les chômeurs, 33,9% pour l'ensemble de la population. En contrepartie, seuls 15,5% des chômeurs (assez proches de la moyenne nationale, à 17,2%) se déclarent simples sympathisants. On se trouve là face à

une tendance totalement inverse des deux autres pays de l'étude. Nous pouvons avancer deux explications à cela. Premièrement, le système des partis : en Angleterre, la bilatéralisation du système politique confronte régulièrement les électeurs à une alternative claire entre parti Travailliste et parti Conservateur. Le système de scrutin accordant une 'prime au premier' ne laisse guère de place à la Chambre des Communes pour un troisième parti, Libéral-démocrate en l'occurrence, qui, en dépit de succès électoraux locaux et d'un renouvellement thématique permis par le virage libéral du New Labour, ne parvient à supplanter aucun de ses deux adversaires[64]. D'autres partis jouent encore un rôle d'importance variable dans la vie politique britannique parmi lesquels les Verts, les partis nationalistes locaux (écossais, irlandais et gallois), le British National Front. Globalement, lors des élections générales, les petits partis recueillent autour de 25% des votes, l'alternative Tory/Labour attirant la très grande majorité des électeurs. Le système institutionnel britannique favorise l'opposition de deux partis, donc une grande lisibilité des principales positions politiques. Deuxième élément qui permet d'expliquer le remarquable sentiment de proximité partisane des Britanniques à un parti : l'appartenance de classe. Traditionnellement, le sentiment d'appartenir à une classe sociale se traduit par une adhésion à un camp politique. Tout en reconnaissant la complexité de la société britannique, notamment l'importance prise par les classes moyennes et les métamorphoses de la classe ouvrière, il semble – nous le confirmerons ultérieurement par une approche qualitative – que la condition sociale détermine encore aujourd'hui les préférences partisanes des individus, et ce de façon beaucoup plus nette que dans d'autres pays. Ainsi, la conjonction d'un système parlementaire essentiellement bipartite et la survivance d'une appartenance de classe contribuent à simplifier l'offre politique et à donner davantage de certitude aux réponses des Britanniques qui n'hésitent pas à se déclarer proches voire très proches d'un parti politique, plutôt que simples sympathisants.

Dans les trois pays de l'étude, une majorité absolue de chômeurs déclare n'éprouver aucune affinité partisane. Cette tendance est toujours supérieure à la moyenne nationale, il s'agit donc d'un comportement majoritaire. Cependant, d'autres catégories, plus précisément

[64] Rappelons que jusqu'à la première guerre mondiale, l'alternance électorale en Angleterre se jouait entre le parti Libéral et le parti Conservateur. Les Libéraux durent céder leur place aux Travaillistes pendant l'entre-deux-guerres, disparaissant presque au lendemain de la seconde guerre mondiale pour finalement reprendre pied à partir des élections générales de 1979 puis de la formation du parti Libéral-démocrate en 1988, constitué de l'alliance entre le parti Libéral et le parti Social-démocrate. Le système parlementaire bipartite britannique n'est pas exclusif et l'histoire a déjà montré que les deux principaux acteurs de ce jeu pouvaient changer. Le parti Libéral-démocrate ne semble pas en être là, mais sur le plan local, sa représentation est régulièrement déterminante pour arbitrer entre les deux grands partis.

les ouvriers et les inactifs, affichent une absence d'adhésion voisine. Au sein de chaque nation, les chômeurs forment donc une catégorie qui dans sa majorité affirme ne ressentir aucune affinité partisane, ce qui les place en retrait au regard de l'ensemble de la population.

Toutefois, le retrait des chômeurs en matière de proximité partisane s'analyse différemment selon les pays. Ainsi, en France et en Grande-Bretagne, on constate un écart de 15 points entre les catégories qui déclarent le plus et le moins ne ressentir aucune affinité partisane. L'écart n'est que de 10 points en Espagne, ce qui témoigne d'une plus grande proximité de comportement entre les différentes catégories socioprofessionnelles. En outre, l'Espagne est le seul pays de l'étude où les chômeurs ne sont pas les plus en retrait sur le plan des affinités partisanes. En termes comparatifs, il apparaît clairement que l'Espagne est le pays où les appartenances partisanes sont les moins développées, mais aussi où les écarts d'attitude politique sont plus faibles qu'ailleurs. Par conséquent, le retrait politique des chômeurs espagnols ne peut être simplement interprété comme la marque d'une exclusion ; observé tant dans le contexte espagnol que comparativement aux deux autres pays, il témoigne également de la moindre distance entre les chômeurs et les autres catégories sociales. En ce sens, les chômeurs espagnols manifestent une meilleure adéquation aux comportements politiques dominants dans leur société.

La faiblesse des adhésions partisanes en Espagne est confirmée puisque seuls 13,3% des chômeurs se sentent très ou assez proches d'un parti politique, soit 4 points de moins qu'en France, mais surtout loin derrière la Grande-Bretagne, où 31,5% des chômeurs expriment une proximité partisane très nette. Ce résultat met en évidence la spécificité de la Grande-Bretagne où le sentiment partisan est facilité par la simplicité du système des partis et peut-être, il faudra le confirmer par ailleurs, par une conscience de classe plus forte qu'ailleurs.

Le maintien remarquable des adhésions partisanes parmi les chômeurs britanniques pourrait jouer un rôle important : en Grande-Bretagne, même si une majorité de chômeurs affiche des attitudes proches de l'apathie politique, il se pourrait que ce type de rapport au politique soit moins marqué que dans les autres pays de l'étude.

Une régression logistique effectuée sur l'absence de préférence partisane met en évidence que le chômage n'a pas d'effet propre sur cette attitude politique[65]. La différence structurelle observée entre chômeurs et non-chômeurs s'explique par le niveau d'études, une

[65] *Cf.* Annexe 1, Tableau I.

variable très fortement prédictive – le niveau d'études des chômeurs étant globalement beaucoup plus bas que celui de l'ensemble de la population.

b) L'effet du chômage sur l'abstention

Si l'attitude est actualisée en comportement, autrement dit si les préférences partisanes se traduisent concrètement par un vote, alors l'abstention devrait être plus faible en Grande-Bretagne, y compris parmi les chômeurs. Rappelons ici que les études comparatives de l'abstention fondées sur des analyses post-électorales, donc sur des actes réels et non-déclaratifs, sont rares – on pense essentiellement aux travaux de Font et Virós ainsi qu'à ceux de Justel[66]– et que leurs résultats sont sujets à nombre de précautions. Ainsi, ils semblent confirmer que les Britanniques sont en moyenne les plus constants et les moins abstentionnistes (25,2% ± 1,4), suivis par les Français (25,6 ± 6,1), devant les Espagnols (26,7 ± 4,7), ce en ce qui concerne les élections législatives. Cependant cette analyse ne tient pas compte de la spécificité française du redoublement des élections de niveau national (présidentielles/législatives) qui assure une participation maximale aux présidentielles. Les auteurs soulignent également les limites de leurs travaux du fait des différences de législations nationales. En Espagne, l'inscription sur les listes électorales est automatique car liée à la domiciliation, d'où des doublons lorsqu'un même individu est simultanément inscrit sur les listes de deux communes, ce qui tend à hausser artificiellement le taux de l'abstention. En revanche, en France et en Grande-Bretagne, l'inscription sur les listes électorales est pour partie une démarche individuelle, d'où une diminution du taux d'abstention réel imputable aux non-inscrits.

Enfin, l'abstention varie selon le type d'élection : la même analyse appliquée aux élections locales révèle que les Britanniques s'y montrent largement abstentionnistes (généralement autour de 60%), loin devant l'Espagne, la France accordant au contraire une assez grande importance à ces élections. Quant aux élections européennes, les résultats sont si variables que les auteurs concluent essentiellement à une baisse tendancielle de la participation à ces élections. Pour conclure sur ce point, les tentatives d'étudier l'abstention de manière comparative montrent rapidement leurs limites du fait des spécificités électorales nationales en termes de définition de la base électorale et de variation du nombre des

[66] FONT, Joan, VIRÓS, Rosa, *Electoral Abstention in Europe*, Barcelona, Institut de Ciències polítiques i socials, 1995, 198 p. ; JUSTEL, Manuel, *La abstención electoral en España 1977-1993*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas, coll. Monografías, 1995, 401 p.

élections : on pourrait notamment suggérer que les meilleurs scores de participation de la Grande-Bretagne sont pour partie imputables au fait que les élections y sont moins fréquentes qu'en France et en Espagne.

Tableau 6 : Le comportement politique aux dernières élections selon l'activité en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %)

		Comportement électoral aux dernières élections		**Total**
Nation	**Activité**	Vote	Abstention	
France	Actif ayant un emploi	88,6	11,4	100
	Chômeur	80,2	19,8	100
	Inactif	91,1	8,9	100
	Total France	**89,1**	**10,9**	**100**
Grande-Bretagne	Actif ayant un emploi	91,7	8,3	
	Chômeur	87	13	100
	Inactif	93,2	6,8	100
	Total GB	**92,1**	**7,9**	**100**
Espagne	Actif ayant un emploi	80,4	19,6	
	Chômeur	77,1	22,9	100
	Inactif	81,8	18,2	100
	Total Espagne	**80,9**	**19,1**	**100**

Source : Eurobaromètres cumulés 1985-1998 ; N = 54.294 ; p-value du khi-2 < 0,000 pour chaque pays.
Cette analyse est effectuée à partir de la question « Pour quel parti avez-vous voté lors des dernières élections nationales ? », dont l'une des modalités de réponse était l'abstention.

Si l'on se penche sur les données déclaratives qui sont à notre disposition dans les enquêtes Eurobaromètres, l'analyse semble confirmer la plus forte participation électorale des Britanniques, devant les Français et largement devant les Espagnols, ce qui est cohérent avec les résultats des études précitées, bien que les pourcentages obtenus témoignent d'une large sous-déclaration de l'abstention, biais fréquent dans les sondages de participation[67]. La pertinence de ce tableau tient au fait qu'il montre qu'en France et en Angleterre, les chômeurs sont notablement plus abstentionnistes (respectivement 9 et 5 points de plus par rapport aux moyennes nationales), tandis qu'en Espagne, les scores d'abstention des chômeurs sont voisins de ceux des autres catégories.

[67] Nous mentionnons ces résultats sur l'abstention dans la mesure où ils permettent un regard réellement comparatif, susceptible de prendre en compte la situation professionnelle des individus, entre les trois pays de notre étude.

Ce résultat est pour partie conforté par la régression logistique[68] qui confirme la plus forte abstention des Espagnols et la moindre abstention des Britanniques par rapport à la France, toutes choses égales par ailleurs. La régression met également en évidence la significativité, certes faible, du chômage comme facteur explicatif de l'abstention : des régressions additionnelles effectuées pays par pays montrent un effet faiblement significatif du chômage en France et en Grande-Bretagne, et nul en Espagne. Les facteurs les plus prédictifs, outre la nation, sont sans surprise le niveau d'études et l'âge. La religion conserve également sa force d'intégration sociopolitique : les individus ayant une confession religieuse, quelle qu'elle soit, sont moins abstentionnistes par référence aux individus sans religion. Enfin, on observe avec intérêt que la variable *Cycle* est fortement significative, montrant une abstention plus forte pour les périodes 1985-89, et surtout 1990-94, par rapport à la période de référence 1995-99. Ce point corrobore les observations grandeur réelle d'une hausse de l'abstention sur la première moitié de la décennie 1990 : l'importance de l'abstention pendant cette période où le chômage culmine dans les trois pays étudiés peut être interprétée comme un effet sociétal du chômage, dont la menace semble peser sur l'ensemble des électeurs, bien au-delà des seuls chômeurs.

Les régressions logistiques effectuées sur deux variables dépendantes du comportement politique (abstention électorale, absence de proximité partisane) permettent de conclure de manière concordante : la variable *Activité* est parfois significative mais faiblement. Le chômage n'a que des effets limités voire aucun effet propre. Les variables les plus explicatives sont le pays d'appartenance, l'âge, le niveau d'études et la religion. Le chômage étant un état transitoire, précédé et/ou suivi d'une période d'activité professionnelle, il apparaît que les chômeurs n'adoptent pas de comportement électoral spécifique qui les pousserait à s'abstenir[69] ou à rejeter toute appartenance politique. Comme le montrent les tableaux croisés, en tant que population, les chômeurs regroupent certaines caractéristiques des abstentionnistes en particulier un faible niveau d'études. Mais en tant que tel, le chômage n'a guère d'effet sur les comportements individuels une fois contrôlées les autres variables introduites dans la régression. Cependant, l'effet constaté de la variable *Cycle* suggère que le

[68] *Cf.* Annexe 1, Tableau II.
[69] Notons toutefois que Héran et Rouault avaient conclu, après des analyses de régression incluant sensiblement les mêmes variables que nous, mais sur une base de données beaucoup plus fiable car créée à partir des listes d'émargement et de l'échantillon permanent de l'INSEE, que les chômeurs étaient plus abstentionnistes que les personnes occupant un emploi stable, démontrant ainsi l'existence d'un lien faible mais réel entre abstention et chômage, lien que nous n'avons pas pu mettre en évidence à partir de la base Eurobaromètres, peut-être en raison du phénomène de sous-déclaration de l'abstention et du chômage.

chômage a un effet sociétal sur l'abstention : lorsque le chômage culmine, il semble que l'apathie politique augmente dans l'ensemble des sociétés.

Héran et Rouault, à l'issue d'une étude approfondie portant sur le cas français, concluaient que l'on « peut parler [au sujet de l'abstention systématique] d'exclusion, car le retrait systématique est à son comble dans les situations où le lien social est fragile. »[70] Cette observation est particulièrement pertinente si elle est mise en relation avec deux formes élémentaires de la pauvreté identifiées par Serge Paugam, la pauvreté intégrée et la pauvreté disqualifiante. En effet, la *pauvreté intégrée* est caractéristique de l'Europe du Sud où le lien social est plus solide, tandis que la *pauvreté disqualifiante* se rencontre plutôt en France et en Grande-Bretagne, pays où le lien social est plus détérioré. Le lien de citoyenneté étant une forme du lien social, les résultats accréditent l'hypothèse que dans ces deux pays de notre étude, l'exclusion politique est plus prégnante et entraîne de plus grandes disparités entre les comportements politiques des chômeurs et ceux du reste de la population.

IV.3 L'impact du chômage sur le rapport aux institutions politiques

L'apathie politique des chômeurs s'exprime à la fois par un désintérêt affiché pour la politique, mais aussi par une absence de préférence partisane. Ces deux indicateurs nous apportent un cadre élémentaire pour vérifier la spécificité des chômeurs, par rapport aux autres catégories sociales, concernant leur rapport à *la* politique. En revanche, l'enquête Eurobaromètres ne permet guère d'étudier le rapport *au* politique des chômeurs, c'est-à-dire la façon dont ils considèrent la gestion des hommes en société.

a) L'effet du chômage sur la satisfaction à l'égard de la démocratie

Une première variable nous permet d'approcher cette question cruciale : la satisfaction à l'égard de la démocratie[71]. Un premier tableau croisé entre la nation, la situation

[70] HÉRAN, François, ROUAULT, Dominique, « La double élection de 1995 : exclusion sociale et stratégie d'abstention », *INSEE Première*, n°414, novembre 1995. Pour cette étude, l'INSEE a construit un panel de 38.500 inscrits figurant déjà dans l'échantillon démographique permanent puis a relevé directement leur présence sur les listes d'émargement des bureaux de vote, ce qui permettait une description précise des abstentionnistes français. *Cf.* également les résultats publiés dans les n°397 et n°546 d'*INSEE Première*.

[71] La question est formulée de la façon suivante : « Globalement, diriez-vous que vous êtes très satisfait / assez satisfait / peu satisfait / pas du tout satisfait de la manière dont fonctionne la démocratie dans ce pays ? »

professionnelle et la satisfaction à l'égard de la démocratie s'avère peu satisfaisant. Certes les significations asymptotiques du Khi-2 témoignent d'un lien fortement significatif (c'est presque toujours le cas étant donné l'ampleur de notre échantillon), mais le détail des taux de satisfaction en fonction des diverses situations professionnelles n'est guère lisible. Nous avons donc recodé la variable situation professionnelle de façon à ne conserver que la situation d'activité des individus, simplifiée en trois modalités.

Tableau 7 : La satisfaction à l'égard de la démocratie selon l'activité en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %)

		Satisfaction par rapport à la démocratie				
Nation	**Activité**	Très satisfait	Assez Satisfait	Peu satisfait	Pas du tout satisfait	**Total**
France	Actif ayant un emploi	4,2	46,9	33,5	15,4	100
	Chômeur	3,5	38,3	35,6	22,5	100
	Inactif	5	47,3	33,7	14	100
	Total France	**4,5**	**46,5**	**33,7**	**15,3**	**100**
Grande-Bretagne	Actif ayant un emploi	8,2	50,8	29,4	11,7	
	Chômeur	7,1	36,5	33	23,4	100
	Inactif	9,7	47,4	30,2	12,6	100
	Total GB	**8,7**	**48,5**	**29,9**	**12,8**	**100**
Espagne	Actif ayant un emploi	11,7	39,1	35,4	13,8	100
	Chômeur	9,8	34,2	39,7	16,3	100
	Inactif	13	43,4	32,2	11,4	100
	Total Espagne	**12,2**	**40,9**	**34,1**	**12,8**	**100**
Total		**7,8**	**45,2**	**32,6**	**14,4**	**100**

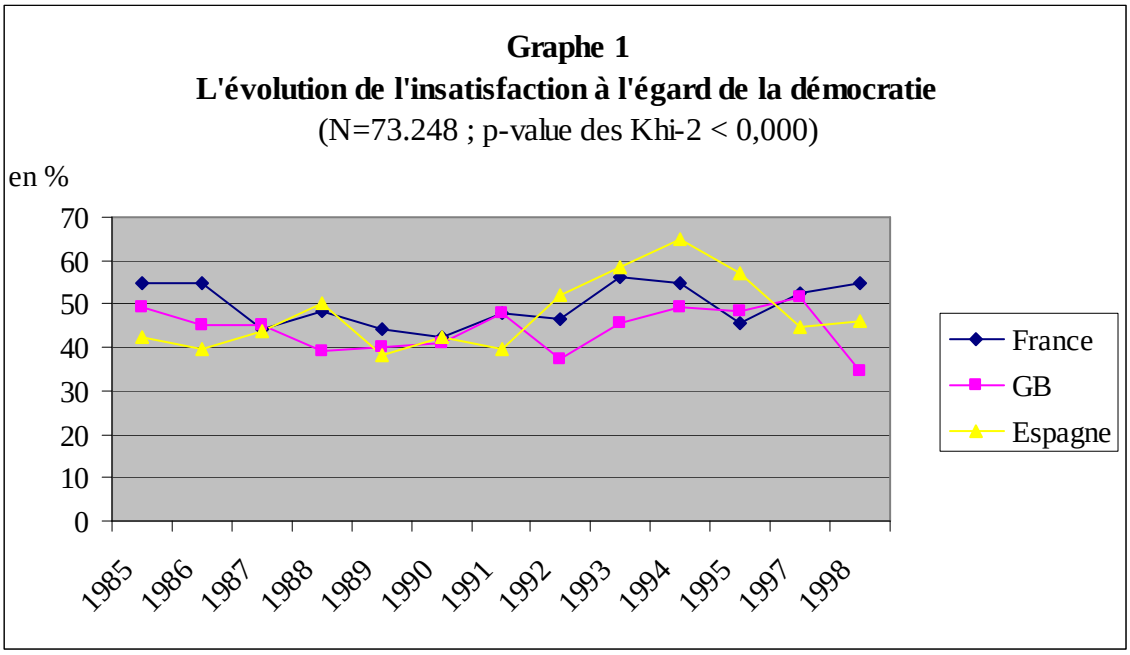
Source : Eurobaromètres cumulés 1985-1998 ; N= 73.248 ; p-value du khi-2 <0,000 pour chaque pays.

Une première approche très globale ne nous renseigne que faiblement : plus de la moitié des individus de notre fichier s'avèrent satisfaits de la démocratie (7,8% « très satisfaits » + 45,2% « assez satisfaits »). Le chiffre semble à première vue assez faible, mais en regard de quel critère ? Est-il satisfaisant pour une démocratie de satisfaire la moitié de ses membres ? Le fait qu'une autre moitié s'affirme comme « peu » voire « pas du tout » satisfaite est-il le signe d'une crise de la démocratie ? Selon nous, ces chiffres en eux-mêmes ne peuvent guère être interprétés. Pour être à même de formuler un diagnostic sur l'existence ou non d'une « crise » au sein de nos sociétés démocratiques, une opération de sondage sur la

plus ou moins grande satisfaction des citoyens à l'égard de la démocratie semble inutile car il est difficile de savoir ce que les individus manifestent à travers leur réponse.

Cette variable fonctionne d'ailleurs essentiellement – les statisticiens l'ont souvent noté – comme un indicateur conjoncturel. Le graphe 1 qui permet d'observer l'évolution de l'insatisfaction à l'égard de la démocratie entre 1985 et 1998 (les données de 1996 sont manquantes) montre parfaitement cette dimension conjoncturelle de l'indicateur. S'il y avait « crise de la démocratie », on observerait une hausse plus ou moins continue de l'insatisfaction à l'égard de la démocratie ; ce n'est pas le cas. On notera la présence de périodes de pessimisme, en particulier au milieu des années 1990, période où le chômage atteint son maximum, la corrélation tendancielle des courbes, quoique avec un certain décalage temporel, ainsi que le fait que, sur l'ensemble de la période, chaque pays se trouve au moins une fois au plus haut et au plus bas.

Graphe 1
L'évolution de l'insatisfaction à l'égard de la démocratie
(N=73.248 ; p-value des Khi-2 < 0,000)



Source : Eurobaromètres cumulés 1985-1998 ; N= 73.248 ; p-value du khi-2 <0,000 pour chaque pays.

À bien regarder ce graphe, il apparaît clairement que la satisfaction à l'égard de la démocratie n'est pas durablement plus forte dans un pays comparativement à un autre. Il n'existe pas de différence nationale en termes de niveau d'insatisfaction. En revanche, on notera que l'amplitude des variations de satisfaction est beaucoup plus forte en Espagne (26,4 points) qu'en Grande-Bretagne (14,6 points) et en France (13,9 points) ce qui témoigne d'une plus grande stabilité des opinions dans ces deux derniers pays, où la démocratie est une tradition pluriséculaire.

Tableau 8: Régression logistique (Y = très insatisfait du fonctionnement de la démocratie)

Variables	Coef. B	Erreur-standard	Wald	Significativité
Cycle			111, 020	***
1985-1989	-0,163	0,071	5,241	*
1990-1994	0,285	0,062	21,222	***
1995-1999	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Nation			63,022	***
Grande-Bretagne	-0,328	0,051	40,986	***
Espagne	-0,265	0,042	39,053	***
France	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Religion			61,611	***
Catholique	-0,204	0,043	22,229	***
Protestant	-0,439	0,063	48,654	***
R° minoritaires	-0,078	0,076	1,042	ns
Sans religion	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Niveau d'études			58,118	***
Jusqu'à 14 ans	0,211	0,055	14,453	***
Jusqu'à 16 ans	0,350	0,052	45,704	***
Jusqu'à 19 ans	0,333	0,051	43,471	***
Études sup.	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Activité			56,360	***
Inactif	-0,018	0,044	0,172	ns
Chômeur	0,448	0,062	52,293	***
Actif occupé	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
État civil			37,650	***
Célibataire	-0,068	0,085	0,639	ns
Marié/en couple	-0,091	0,071	1,620	ns
Divorcé/séparé	0,324	0,094	11,861	**
Veuf	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Sexe			32,797	***
Homme	0,204	0,036	32,797	***
Femme	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Lieu d'habitation			16,615	***
Rural, village	-0,172	0,043	15,758	***
Petite ville	-0,113	0,040	8,172	**
Grande ville	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Âge			14,987	*
18-25 ans	-0,065	0,081	0,639	ns
26-35 ans	-0,025	0,078	0,103	ns
36-45 ans	0,030	0,077	0,151	ns
46-55 ans	0,160	0,072	4,993	*
56-65 ans	0,090	0,065	1,947	ns
> 65 ans	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Nb d'enfants			0,492	ns
Aucun	0,035	0,052	0,465	ns
Un enfant	0,015	0,057	0,069	ns
Plusieurs enfants	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Constante	-1,896	0,129	217,654	***

Source :Eurobaromètres cumulés 1985-1998 N=31.424
Significativité : *** : p<0,001 ** : p<0,01 * : p<0,05 ns : non significatif

Une analyse plus détaillée du tableau 7 révèle que les chômeurs se montrent significativement moins satisfaits à l'égard de la démocratie que les actifs ayant un emploi et que les inactifs, ce dans tous les pays et pour toutes les modalités de satisfaction. L'expérience du chômage influencerait donc les attitudes des individus à l'égard de la démocratie. Plus prudemment, l'on pourrait dire que cette variable ne mesure pas exactement l'attitude à l'égard de la démocratie à proprement parler, mais que le chômage influence généralement le degré de satisfaction des individus. Les résultats obtenus en étudiant la satisfaction des individus à l'égard de leur vie sont d'ailleurs remarquablement similaires à ceux-ci[72].

Sans occulter les réserves formulées plus haut quant à l'interprétation à donner à la satisfaction ou à l'insatisfaction à l'égard de la démocratie, il semble important d'étudier l'effet propre des variables susceptibles d'expliquer le désenchantement politique que semble traduire le fait de se déclarer « très insatisfait » du fonctionnement de la démocratie dans des pays pourtant démocratiques et au développement économique avancé. Cette analyse présente des résultats intéressants à plusieurs égards. Tout d'abord, la variable la plus prédictive, selon le wald, est le *Cycle*, ce qui confirme la dimension conjoncturelle de la variable indépendante étudiée. La période 1990-94 en particulier, période de forte augmentation du chômage dans toute l'Europe, est marquée par une insatisfaction significativement plus marquée à l'égard de la démocratie. La démocratie est donc mise en cause par les citoyens lorsque les promesses qu'elle formule en tant que système politique égalitaire sont contredites par la crise économique. Autre résultat remarquable dans cette régression, le chômage est très significativement explicatif de l'insatisfaction à l'égard de la démocratie en référence aux actifs.

On note également qu'en Grande-Bretagne et en Espagne, les individus sont moins insatisfaits en comparaison à la situation française. La France est d'ailleurs souvent considérée comme un pays où la contestation est extrêmement répandue. La prochaine sous-partie s'efforce de vérifier le bien-fondé ou non de ce préjugé en étudiant les attitudes – réformistes, révolutionnaires, ou conservatrices – à l'égard des modes de transformation de la société.

[72] *Cf.* Annexe 1, Tableau III.

b) L'effet du chômage sur le radicalisme politique

Au vu des résultats de l'analyse de la satisfaction à l'égard de la démocratie, nous sommes amenés à nous demander si l'insatisfaction des chômeurs se traduit ou non par une attitude plus radicale à l'égard du changement de la société. Toute une tradition sociologique a en effet érigé l'autoritarisme supposé de la classe ouvrière en concept pivot de l'analyse du populaire en politique. Cette théorie n'est pas sans lien avec la volonté de comprendre l'ascension du nazisme en Allemagne. Lipset estime notamment que l'autoritarisme est le « fruit d'une enfance rudoyée, de l'instabilité des gains et du manque de sécurité de l'emploi »[73]. Cet autoritarisme serait imputable à une insuffisance de conceptualisation, une certaine crédulité, une inaptitude à saisir les aspects complexes des problèmes.

Pour tenter de repérer cet autoritarisme, penchons-nous sur la question suivante, posée dans les enquêtes Eurobaromètres de 1985 à 1990 : « Sur cette carte figurent trois types d'attitudes vis-à-vis de la société dans laquelle nous vivons. Pourriez-vous choisir celle qui décrit le mieux votre opinion ? 1°) La façon dont notre société est organisée doit être changée radicalement par une action révolutionnaire ; 2°) Notre société doit être améliorée progressivement par des réformes ; 3°) Notre société actuelle doit être défendue fermement contre toutes les forces subversives. »

Dans l'ensemble, l'attitude révolutionnaire est très minoritaire, seuls 5,6% des individus souscrivent à cette opinion. Un peu plus répandue, l'attitude de défense de la société « contre toutes les forces subversives » recueille 19,9% d'approbation en dépit d'une formulation délicate. Enfin, la grande majorité des individus (74,5%) opte sagement pour la voie des réformes progressives. Ces valeurs sont relativement stables dans le temps[74].

Le lien entre l'attitude vis-à-vis du mode de transformation de la société et la satisfaction à l'égard de la démocratie est confirmé par les tableaux croisés[75]. On note essentiellement que les individus favorables à l'action révolutionnaire sont beaucoup moins satisfaits du fonctionnement de la démocratie (seulement 30,1%) que les individus plus sensibles à la préservation de la société ou à son évolution progressive (environ 57% de satisfaits dans les deux cas). À l'inverse, parmi les personnes que le fonctionnement de la

[73] LIPSET, Seymour Martin, *L'homme et la politique*, Paris, Éditions du seuil, 1963, p.136-137.

[74] *Cf.* Annexe 1, Tableau IV.

[75] *Cf.* Annexe 1, Tableau V.

démocratie laisse insatisfaites, presque 9% se prononcent en faveur d'un changement radical de la société *via* l'action révolutionnaire.

Tableau 9 : Les attitudes vis-à-vis des modes de transformation de la société selon l'activité en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %)

		Attitudes vis-à-vis des modes de transformation de la société			**Total**
Nation	**Activité**	Révolution	Réforme	Défense de la société	
France	Actif ayant un emploi	7,1	70,5	22,4	100
	Chômeur	10,5	61,5	28	100
	Inactif	4,2	69	26,8	100
	Total France	**6,1**	**69,3**	**24,6**	**100**
Grande-Bretagne	Actif ayant un emploi	4,9	73,7	21,3	
	Chômeur	11,7	66,2	22,1	100
	Inactif	5,2	65,2	29,7	100
	Total GB	**5,4**	**69,9**	24,7	**100**
Espagne	Actif ayant un emploi	6,5	86,5	**7,1**	
	Chômeur	9,2	82,9	7,9	100
	Inactif	3,9	86,8	9,4	100
	Total Espagne	**5,3**	**86,4**	**8,3**	**100**
Total		**5,6**	**74,5**	**19,9**	**100**

Source : Eurobaromètres cumulés 1985-1990 ; N= 30.530 ; p-value du khi-2 <0,000 pour chaque pays.

Le tableau 9 révèle que dans les trois pays de notre étude, les chômeurs sont singulièrement plus révolutionnaires que la moyenne de la population : environ 10% d'entre eux espèrent un changement radical dans le fonctionnement de la société, le recours aux méthodes de l'« action révolutionnaire », potentiellement violentes, ne semblant pas les détourner de ce désir de transformation. Ce résultat mérite d'être mis en parallèle avec l'analyse faite par Serge Paugam quant aux conséquences des formes de l'intégration professionnelle sur les attitudes politiques[76] : dans le cadre de « l'intégration professionnelle disqualifiante », les salariés font preuve de ce qu'il nomme un « radicalisme dépolitisé » qui se caractérise par un désir de changement de type révolutionnaire sans pour autant être clairement orienté politiquement. Faut-il en déduire que le chômage engendrerait un potentiel révolutionnaire ? Il semble périlleux de l'affirmer à partir de cette seule analyse, *a fortiori*

[76] PAUGAM, Serge, *Le salarié de la précarité : les nouvelles formes de l'intégration professionnelle*, Paris, Presses universitaires de France, coll. Le lien social. Documents d'enquête, 2000, p.343-354.

lorsque l'on tient compte des analyses formulées au début du chapitre quant aux difficultés de mobilisation des chômeurs. Le surcroît de réponses à cette modalité semble bien mieux expliqué par le rejet des deux autres alternatives, en particulier la modalité réformatrice qui suggère des changements « progressifs », donc lents, ne pouvant répondre aux aspirations des chômeurs à une amélioration rapide de leur situation.

Bien que la réponse favorable aux réformes, la plus consensuelle dans sa formulation, soit la réponse fournie à une large majorité (entre 61 et 83%) par les chômeurs des trois pays, on remarque que cette modalité est inférieure à la moyenne nationale, ce qui témoigne sans doute de l'insatisfaction précédemment étudiée. L'on peut penser que, parmi les chômeurs, une partie des 10% déclarant souhaiter que l'organisation de la société « change radicalement par une action révolutionnaire » adopte en fait une posture susceptible d'exprimer un ras-le-bol plutôt qu'une conviction politique. La théorie de l'autoritarisme des classes populaires apparaît, à l'aune de ces résultats, comme une interprétation radicale et stigmatisante du comportement politique des catégories populaires.

Par-delà ces ressemblances, une différence nationale importante mérite d'être soulignée concernant les tendances conservatrices, voire réactionnaires, des catégories populaires. Nombre de politistes ont souligné leur caractère conservateur, en s'appuyant d'une part sur leurs valeurs – méfiance vis-à-vis du progrès, préférence pour l'ordre ainsi que pour la morale traditionnelle en matière de mœurs – d'autre part sur les analyses électorales qui témoignent de l'adhésion durable d'une partie des classes populaires aux partis politiques conservateurs[77]. En France et en Grande-Bretagne, une minorité non-négligeable des chômeurs, respectivement 28% et 22%, adhère à l'affirmation que « notre société actuelle doit être défendue fermement contre toutes les forces subversives ». Ce résultat soutient l'idée du conservatisme d'une partie des catégories populaires, en particulier en France, seul pays où cette modalité de réponse est plus forte que la moyenne parmi les chômeurs. Observé pays par pays, cet aspect de l'attitude politique des chômeurs semble relativement stable dans le temps[78] : à peine note-t-on un pic en Grande-Bretagne en 1985 – que l'on peut relier à

[77] Pour citer quelques exemples parmi les pays de notre étude, on notera que Margaret Thatcher ne put rester au pouvoir – on pense en particulier aux élections triomphales de 1983, après la guerre des Falkland – que grâce au vote d'une part importante des catégories populaires. Franco gouverna l'Espagne avec le soutien naturel de l'armée, du clergé, des notables et des grands propriétaires terriens, mais aussi avec la neutralité bienveillante des catégories populaires, déçues des excès anti-cléricaux des Républicains et progressivement convaincues par l'augmentation du niveau de vie. En France, le gaullisme et ses héritiers (R.P.R. et U.M.P.) ont également prospéré au-delà des catégories les plus privilégiées. Ainsi, les résultats électoraux ont souvent infirmé l'idée préconçue que les pauvres votent à Gauche et les riches à Droite.

[78] *Cf.* Annexe 1, Tableau V.

l'attentat de Brighton en 1984, l'un des plus sanglants, perpétré par l'I.R.A. – et une baisse momentanée en 1988. En Espagne, pays qui se distingue par la faiblesse de cette tendance conservatrice (seulement 8%), on discerne une légère tendance à la baisse. La singularité espagnole s'explique sans doute par la connotation franquiste de l'allusion aux « forces subversives », expression qui évoque la dialectique franquiste et agit ainsi comme repoussoir.

En France en revanche, la posture défensive est fortement représentée parmi les chômeurs. On pourrait penser que ce résultat est à mettre en relation avec le vote Front National (sans équivalent en Espagne et en Grande-Bretagne), du fait que la dialectique de ce parti présente les Français comme « menacés » par des forces extérieures (les immigrés, le terrorisme, les États-Unis, l'Europe, l'euro…). Une analyse plus pointue montre en fait que ce n'est pas tant le vote Front National que le vote pour la Droite gouvernementale qui est associé à cette posture défensive[79]. Les « forces subversives », qui semblent particulièrement craintes des chômeurs français (28%), peuvent aussi bien être des forces extérieures (des pouvoirs étrangers, l'immigration) qu'intérieures (extrême gauche ou extrême droite). L'énoncé de la question est assez flou pour prêter à de nombreuses interprétations de la part des individus interrogés dans l'enquête. Toujours est-il qu'une aspiration à la préservation de l'ordre est particulièrement prégnante parmi les chômeurs français. Le cas français montre que les théories concernant les tendances révolutionnaires et réactionnaires des catégories populaires ne s'excluent pas mutuellement, elles peuvent être cumulatives, voire posséder une origine unique : l'aspiration à une politique énergique, visiblement active, un rejet de la lenteur gouvernementale, le refus d'attendre encore des résultats qui semblent à jamais promis pour le lendemain.

L'exigence et l'impatience à l'égard du politique pourraient bien, au vu de ces analyses, s'avérer plus fortes parmi les chômeurs que dans l'ensemble de la population. Les études sur la participation électorale suggèrent pourtant une plus forte abstention des chômeurs. En ce qui concerne les votants, l'analyse des intentions de vote des Français[80] « si des élections nationales avaient lieu demain » montre que cette impatience se traduit par une aspiration plus forte vers les extrêmes et les partis hors système Gauche/Droite, et à l'inverse une moindre mobilisation en faveur des partis de gouvernement. Selon Emmanuel Pierru, qui

[79] *Cf.* Annexe 1, Tableau VI. Le vote F.N. des chômeurs est marqué par un rejet des politiques réformatrices (seulement 43,8%) au profit de méthodes plus radicales, qu'elles s'inscrivent dans un cadre réactionnaire ou aussi bien révolutionnaire (28,1% chacune). En cela, les chômeurs votant en faveur du Front National ressemblent de manière frappante à ceux préférant accorder leurs suffrages à Lutte Ouvrière ou au P.C..

[80] *Cf.* Annexe 1, Tableau VII.

analyse le sens des votes dits « protestataires » des chômeurs et leur supposée tentation du populisme : « Ces votes s'apparentent moins, sous cet aspect, à une protestation active qu'à une forme d'*exit électoral, désenchanté (i.e. dés-illusionné) quant à la capacité de l'acte électoral à exprimer politiquement des attentes sociales*. Comme le souligne Robert Castel, ils doivent bien davantage être pensés comme une forme *ressentimentale* « de réponse sociale au malheur social » (qui est d'ailleurs souvent l'antichambre de l'abstention la plus définitive), et non comme un indice de la « fascisation » (nécessairement « idéologique ») de « laissés-pour-compte » de la crise économique. »[81] Cette interprétation semble applicable aux trois pays de notre étude dans la mesure où l'on constate dans ces trois pays un désintérêt plus grand à l'égard du politique et une plus grande insatisfaction à l'égard de la démocratie de la part des chômeurs, résultats qui peuvent se comprendre comme la marque d'un désenchantement, la dimension révolutionnaire de leurs attitudes pouvant dès lors se comprendre comme une « réponse sociale au malheur social ».

Il serait certes intéressant de pouvoir effectuer les mêmes analyses en tenant compte de la durée du chômage afin d'observer si l'insatisfaction et le radicalisme augmentent avec l'inscription du chômage dans la durée ou si, au contraire, les chômeurs de longue durée se montrent plus apathiques, car plus découragés. Les données Eurobaromètres ne permettent cependant pas de procéder à semblable analyse.

L'insatisfaction des chômeurs à l'égard de la démocratie, qui les distingue de leurs concitoyens, s'interprète essentiellement en référence à leur situation défavorisée et à la conjoncture économique (« la crise »), plutôt que comme une critique fondamentale du système politique. L'analyse de leurs attitudes concernant le changement social le confirme ; elle montre une préférence majoritaire pour la « voie des réformes », quoique plus faible que les moyennes nationales respectives. En effet, l'insatisfaction des chômeurs à l'égard de leur situation matérielle, de l'organisation de la société, des inégalités auxquelles ils sont confrontés, les conduit à souhaiter un changement radical plus vivement que leurs concitoyens : dans les trois pays de l'étude, les chômeurs affichent donc des attitudes plus révolutionnaires que leurs concitoyens. C'est ce que montre une régression logistique effectuée sur la modalité de réponse « favorable à un changement social radical par une action révolutionnaire ».

[81] PIERRU, Emmanuel, « Sur quelques faux problèmes et demi-vérités autour des effets électoraux du chômage », dans MATONTI, Frédérique (dir.), *La démobilisation politique*, Paris, La Dispute, coll. Pratique politiques, 2005, p.194.

La religion s'avère être la variable la mieux prédictive : le catholicisme et le protestantisme prémunissent les individus contre les attitudes révolutionnaires sans doute en les socialisant de manière à ce qu'ils se conforment à un ordre établi. Le niveau d'études agit de manière semblable : l'on constate que les individus ayant interrompu précocement leur scolarité sont bien plus attirés par l'action révolutionnaire que les autres. Favorables également, la jeunesse, le célibat, le fait d'être un homme, habitant d'une grande ville. Le portrait-type du révolutionnaire que cette régression logistique semble dessiner est celui d'un jeune citadin, sans attache familiale ni religieuse, faiblement diplômé. Bien que faiblement significatif, le chômage augmente également la probabilité de ce type d'attitude. Enfin, on remarque que la « tentation révolutionnaire » caractérise bien davantage la France que la Grande-Bretagne, les résultats concernant l'Espagne étant non significatif. Cette analyse semble donc aller dans le sens d'une confirmation du préjugé selon lequel les Français seraient davantage dans le mécontentement et la révolte en comparaison d'autres pays européens.

Tableau 10 : Régression logistique (Y = favorable à un changement social radical par une action révolutionnaire)

Variables	Coef. B	Erreur-standard	Wald	Significativité
Religion			76,998	***
Catholique	-0,764	0,090	71,575	***
Protestant	-0,204	0,126	2,598	ns
R° minoritaires	0,060	0,130	0,214	ns
Sans religion	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Niveau d'études			21,873	***
Jusqu'à 14 ans	0,509	0,116	19,166	***
Jusqu'à 16 ans	0,384	0,108	12,588	***
Jusqu'à 19 ans	0,224	0,108	4,258	*
Études sup.	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
État civil			19,031	***
Célibataire	0,020	0,187	0,012	ns
Marié/en couple	-0,137	0,168	0,666	ns
Divorcé/séparé	0,460	0,209	4,847	*
Veuf	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Activité			14,722	**
Inactif	-0,222	0,094	5,607	*
Chômeur	0,310	0,126	6,095	*
Actif occupé	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Âge			14,168	*
18-25 ans	0,434	0,163	7,071	**
26-35 ans	0,310	0,164	3,569	*
36-45 ans	0,129	0,169	0,585	ns
46-55 ans	0,314	0,162	3,767	*
56-65 ans	-0,017	0,155	0,012	ns
> 65 ans	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Nation			13,328	**
Grande-Bretagne	-0,373	0,103	13,124	***
Espagne	-0,134	0,095	2,008	ns
France	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Sexe			11,067	**
Homme	0,251	0,075	11,067	**
Femme	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Lieu d'habitation			7,898	*
Rural, village	-0,255	0,093	7,535	**
Petite ville	-0,160	0,083	3,698	*
Grande ville	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Nb d'enfants			0,302	ns
Aucun	0,015	0,105	0,021	ns
Un enfant	0,059	0,115	0,264	ns
Plusieurs enfants	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Constante	-2,618	0,256	104,408	***

Source :Eurobaromètres cumulés 1985-1990 N=15.737
Significativité : *** : p<0,001 ** : p<0,01 * : p<0,05 ns : non significatif

Les attitudes des chômeurs à l'égard de la démocratie et du changement social manifestent qu'au-delà du retrait constaté à l'encontre du champ politique (désintérêt, abstention, absence de préférence partisane), le chômage provoque un véritable mécontentement, dont la nature première est économique, mais qui peut s'exprimer politiquement.

L'enquête qualitative permettra de comprendre plus avant les apparentes contradictions du rapport au politique des personnes en situation défavorisée, en particulier cette ambivalence très fréquente entre une posture désabusée à l'encontre de *la politique telle qu'elle est* – qui consiste à affirmer que l'on n'en attend rien, encore moins des hommes politiques, désenchantement qui peut aller jusqu'au rejet – et une valorisation de *la politique telle qu'elle pourrait/devrait être* – qui montre que le champ politique est encore investi d'espérances parfois démesurées.

Conclusion partielle

La première partie de ce chapitre a permis d'exposer en quoi le travail constitue un facteur central et structurant de la vie en société afin, dans un second temps, de montrer comment la privation de travail – le chômage – peut s'avérer déstructurante en termes de fonction de l'individu dans la société, de rôle du citoyen dans la vie politique nationale. Contrairement aux idées reçues, le chômage n'est pas un temps libre mais un *temps préoccupé*. Les chômeurs font face à une expérience personnelle les renvoyant à leurs échecs, donc à des sentiments négatifs de honte, d'inaptitude, d'impuissance, d'inutilité au monde. Ce sont précisément ces sentiments négatifs qui sont susceptibles d'inciter les chômeurs à adopter une position de retrait en matière de politique : faute de disponibilité, d'influence, de sentiment de compétence, de responsabilité.

Les éléments quantitatifs présentés dans la dernière partie vont sans le moindre doute dans le sens d'un lien entre les conditions matérielles d'existence et le rapport au politique, d'un effet du chômage sur le comportement politique qui se traduit par une apathie plus répandue parmi les chômeurs que dans l'ensemble de la population.

Les analyses structurelles effectuées sur les données Eurobaromètres nous amènent à conclure que dans les pays où les chômeurs sont exposés à une disqualification sociale, comme c'est le cas en France et en Grande-Bretagne, ils se mettent davantage en retrait de la vie politique et se montrent beaucoup moins participatifs que leurs concitoyens, tandis qu'en Espagne, où les sociabilités familiales et locales garantissent un lien social solide, leur comportement électoral est plus proche de la moyenne. Si l'Espagne apparaît clairement comme le pays de notre étude où l'apathie politique est la plus prégnante, les attitudes politiques des chômeurs par rapport à l'ensemble de la population manifestent en revanche une homogénéité remarquable en regard des contrastes observés en France et en Grande-Bretagne.

L'apathie politique des chômeurs pose plusieurs problèmes, ou lance plusieurs défis, à la démocratie :

- Tout d'abord la déréliction partielle du corps politique prive l'État d'une adhésion et d'une révérence minimales des chômeurs à son action. Si les individus exclus du champ économique se sentent également exclus de la

sphère politique, les bases de la cohésion sociale nécessaire au fonctionnement démocratique sont menacées.

- Ensuite, l'apathie politique pose le problème de la représentation politique des chômeurs, et plus précisément de leur difficulté à trouver des hommes ou des partis politiques, qu'ils pourraient percevoir comme défendant leur cause, parmi l'offre politique disponible.

Cependant, l'apathie n'est pas l'unique comportement repéré parmi les chômeurs. Ils manifestent également une plus grande insatisfaction voire des opinions exprimant une certaine radicalité. Ces résultats suggèrent que certains mouvements protestataires peuvent trouver une origine sociale dans la détresse provoquée par la crise économique. De manière particulièrement pertinente, Emmanuel Pierru estime que la suspicion portée sur les comportements politiques des chômeurs, souvent ramenés au poncif usé de classe dangereuse à l'autoritarisme atavique, manifeste en réalité des rapports sociaux empreints de stigmatisation. Selon lui, les comportements politiques et électoraux des chômeurs manifestent davantage un désenchantement et un retrait qu'une prise de parole protestataire. Ainsi conclue-t-il : « La dégradation matérielle des conditions d'existence des fractions les plus en marge du marché du travail (en particulier les chômeurs de longue durée), le renforcement des contraintes de justification qui leur sont imposées (par des contrôles toujours plus tatillons), les modalités multiformes de culpabilisation qu'ils doivent affronter quotidiennement révèlent en creux l'insensibilisation des « démocraties immunitaires » au sort des populations les plus vulnérabilisées qui, en plus de subir la « honte » d'être en dehors de la norme salariale, finissent par être stigmatisées, dans une ultime « injure polie », de « mal voter ». Si au lieu de poser le problème des effets du chômage sur la démocratie, on cherchait à comprendre ce que la démocratie fait du chômage et des chômeurs, on se donnerait du même coup les moyens de réfléchir sur les formes de « banalisation de l'injustice sociale » et d'acceptation généralisée, consciente ou non, des inégalités les plus criantes (en termes d'accès à l'emploi *stable* notamment), dans un ordre démocratique qui constitue pourtant le « travail » en pilier de la citoyenneté. »[82] L'analyse de l'enquête qualitative, dans la seconde partie de cette recherche, permettra de démontrer ce que Pierru suggère ici : le rôle central du rapport au travail et à la privation d'emploi dans le rapport au politique des catégories populaires.

[82] PIERRU, Emmanuel, *op.cit.*, p.198-199.

Le chômage, comme ce chapitre a permis de le montrer, constitue pour l'individu un décrochement par rapport au travail, à son rôle et à son statut social. L'expérience du chômage recouvre cependant un ensemble de situations très hétérogènes, plus ou moins durables et douloureuses. En portant mon intérêt, dans le cadre de cette recherche, aux « personnes en situation défavorisée », plutôt qu'aux chômeurs, j'ai souhaité mettre l'accent sur les conditions matérielles d'existence des individus et leur influence sur les comportements. Les effets du chômage, dans nos sociétés, sont une précarisation et une exclusion économique souvent durables, un mal-être et un sentiment d'indignité qui ont des répercussions sur les attitudes politiques. Il apparaît qu'un élément structurant de l'image de soi et du rapport au monde des chômeurs n'a pas pu être mis en évidence par l'analyse quantitative : l'importance du rapport à l'avenir. Lorsqu'un chômeur, découragé par un chômage de longue durée ou par des épisodes répétés et rapprochés de chômage, ne perçoit plus de perspective d'avenir, il est peu probable que la traduction politique qu'il associe à cette expérience – révolte ou résignation – soit la même que celle d'un jeune diplômé à la recherche d'un premier emploi. Le rapport au monde, le rapport à l'avenir, l'image de soi, sont donc extrêmement liés aux circonstances particulières de l'expérience de la privation forcée d'emploi. L'enquête qualitative que nous avons effectuée en France, en Angleterre et en Espagne, permettra de prendre en compte cette dimension du rapport au politique des chômeurs comme rapport au temps (passé, présent et avenir).

Cela posé, le chômage ne constitue que l'une des dimensions d'une « situation défavorisée ». C'est pourquoi, dans un second chapitre, il semble à présent pertinent d'axer nos analyses sur ce qui constitue à la fois une conséquence d'un chômage prolongé sans guère d'espoir de retour à l'emploi ainsi qu'un élément central d'une « situation défavorisée » : le manque d'argent. Les difficultés pécuniaires ne concernent pas que les chômeurs de longue durée mais aussi les travailleurs pauvres ; ces catégories sont constamment confrontées au manque, à l'impossibilité de participer pleinement à la société de consommation, au choix permanent et incontournable des consommations nécessaires contre le superflu. Mais en quoi la pauvreté aurait-elle un effet sur le rapport au politique ? Ce sera la problématique du chapitre suivant.

« L'égalité politique établie, les pauvres sentent bientôt qu'elle est affaiblie par l'inégalité des fortunes, et comme égalité, c'est indépendance, ils s'indignent et s'aigrissent contre les hommes desquels ils dépendent par leurs besoins ; ils demandent l'égalité des fortunes. »
Rabaut SAINT-ETIENNE, janvier 1793

Chapitre 2

Pauvreté et rapport au politique

L'effet de la pauvreté sur les opinions politiques et sociales

L'emploi, comme cela a été souligné dans le chapitre précédent, est un facteur fondamental d'inclusion sociale et le travail une norme déterminante au sein de nos sociétés, d'où l'importance accordée dans un premier temps au chômage comme facteur contribuant à la détermination d'une situation défavorisée. Parmi les conséquences du chômage, on compte les difficultés financières, l'exclusion sociale et, phénomène tout particulièrement intéressant dans le cadre de cette étude, l'apathie politique. Or, le chômage n'affecte pas uniquement la personne sans emploi, dans la mesure où les risques de pauvreté et d'exclusion qui en découlent, touchent l'ensemble de sa famille.

Il apparaît donc pertinent, dans ce second chapitre, de ne pas se focaliser sur les chômeurs et de s'intéresser aux personnes plus généralement confrontées à la pauvreté, donc à des risques d'exclusion sociale. L'apathie politique, qui est apparue comme un comportement majoritaire parmi les chômeurs, touche-t-elle plus généralement les plus pauvres ?

Cette question centrale impose de préciser notre définition de la pauvreté et comment celle-ci contribue à caractériser une « situation défavorisée ». Toute société constitue un contexte producteur d'inégalités[143] dans la mesure où elle comporte des catégories plus ou moins favorisées. À l'évidence, ne pas appartenir aux catégories les plus privilégiées, ou à la

[143] Les modèles collectivistes, de type communiste ou communautarien, constituent des systèmes idéaux au sein desquels nul individu n'est supérieur à un autre, tant en termes de droits que de possessions, puisque tout y est mis en commun ; n'ayant pas de réalité empirique, il en est fait abstraction.

moyenne, ne suffit pas à définir une situation défavorisée ; encore doit-elle comporter des caractéristiques durables susceptibles de maintenir l'individu dans la situation désavantageuse dans laquelle il se trouve – ce que la sociologie traduit par la notion de « handicap ». Une situation est donc « défavorisée » lorsqu'elle est *nettement* inférieure à un niveau jugé « normal » au sein d'une société, niveau permettant d'évaluer les écarts par rapport à des normes sociales intrinsèques.

Sans s'attarder sur les différentes approches de la pauvreté, j'ai retenu une approche *relative* en usage en France comme dans l'ensemble de l'Union Européenne : la pauvreté n'est pas définie en elle-même mais par rapport à un niveau de vie jugé « normal » dans une société donnée, la population ne pouvant pas y accéder étant alors définie comme « pauvre ». Il convient de souligner que les personnes relativement pauvres ont un niveau de vie très différent selon qu'elles appartiennent à une société plus ou moins développée économiquement. En fait, c'est l'amplitude de l'écart des revenus qui importe[144], davantage que leur niveau. Cette approche est privilégiée pour étudier l'incidence de la pauvreté au sein d'une société ou dans des pays ayant des modes de vie comparables ; elle ne permet pas en revanche de comparer la pauvreté dans des sociétés très contrastées.

Le tableau ci-dessous présente un bref récapitulatif de la situation en matière de pauvreté dans l'Union Européenne et plus précisément en France, Espagne et Royaume-Uni.

[144] Les méthodes de mesure des écarts de revenu, donc de définition du seuil de pauvreté, sont nombreuses et font l'objet de débats techniques qui tous soulignent la part d'arbitraire parmi les choix possibles. On soulignera simplement ici que l'approche basée sur une proportion du revenu médian par unité de consommation présente l'avantage d'une forte robustesse statistique. En revanche, le seuil de pauvreté retenu peut varier de 40% à 60% du revenu médian par unité de consommation ; en France, il correspond à la demi-médiane du revenu. L'approche relative en fonction de la demi-moyenne est beaucoup moins stable, d'où une utilisation plus occasionnelle dans les travaux statistiques (ce fut par exemple le cas en 1997 dans une étude comparative d'Eurostat visant à réaliser des comparaisons avec des données anciennes).

Tableau 11 : Sélection d'indicateurs de pauvreté et d'exclusion sociale (en %)

	Taux de risque de pauvreté		**Proportion de personnes vivant dans des ménages sans emploi (2001)**
	Après transferts sociaux (1999)	**Avant transferts sociaux (1999)**	
UE 15	15	24	**12,2**
Espagne	19	23	**8,1**
France	15	24	**13**
Royaume-Uni	**19**	**30**	**14,2**

Source : Données Eurostat, *Statistiques en bref* (Population et conditions sociales), n°8/2003 « Pauvreté et exclusion sociale dans l'UE après Laeken – partie 1 » et n°9/2003 « Pauvreté et exclusion sociale dans l'UE après Laeken – partie 2 »[145]

Deux enseignements se dégagent de ce tableau : d'une part, la pauvreté frappe bien au-delà des foyers touchés par le chômage, ce qui montre l'existence d'une proportion de travailleurs pauvres particulièrement en Espagne, un peu moindre au Royaume-Uni, nettement plus faible en France[146] ; d'autre part, les transferts sociaux permettent de réduire le risque de pauvreté de manière très nette au Royaume-Uni (- 11 points) et en France (- 9 points), bien moindre en Espagne (- 4 points).

La principale limite de l'approche relative est de se focaliser sur le revenu comme critère de définition de la pauvreté au détriment d'autres critères tels que la propriété du logement, le capital social, l'intégration professionnelle. L'approche statistique de la pauvreté la plus communément utilisée se limite donc à la pauvreté monétaire. D'après de nombreuses études statistiques, pour limité qu'il soit, cet indicateur est toutefois corrélé à d'autres mesures de déprivation (non-accès à des éléments de confort tels que le chauffage) et de difficultés financières, c'est pourquoi il sera utilisé dans ce chapitre afin d'étudier l'effet des conditions matérielles d'existence – en l'occurrence la faiblesse des revenus – sur les attitudes politiques.

Pour en terminer avec ces propos liminaires sur la définition de la pauvreté, une limite fondamentale doit être formulée : toute approche statistique doit, pour prétendre étudier les

[145] Le seuil de revenu retenu par Eurostat pour définir le risque de pauvreté est fixé à 60% du revenu national médian par équivalent adulte. Il est basé sur le revenu total disponible d'un ménage, ce qui comprend tous les revenus monétaires perçus par le foyer. Il varie d'un pays à l'autre, plus faible en Suède, au Danemark, aux Pays-Bas et plus haut en Grèce et au Portugal. Les trois pays de notre étude, France, Espagne et Royaume-Uni se situent dans la moyenne européenne, voire la dépassent légèrement. Ce classement relatif est stable quels que soient l'année observée et le mode de calcul retenu.

[146] Pour une approche statistique plus détaillée du lien entre pauvreté et taux de chômage, voir ATKINSON, Anthony Barnes, *Poverty in Europe*, Oxford, Blackwell Publications, 1998, 183 p. Il constate d'une part des phénomènes de désynchronisation entre l'évolution des taux de chômage et de pauvreté, d'autre part des incidences différentes du chômage sur la pauvreté selon les pays et leurs systèmes de protection sociale, ce qui l'amène à conclure que « le problème de la pauvreté en Europe, quoique persistant, ne semble pas lié mécaniquement et uniquement à celui du chômage » (p.20).

causes et conséquences de la pauvreté, désigner les pauvres. Le principe statistique au fondement de tous les travaux est la délimitation d'un « seuil de pauvreté » inévitablement arbitraire et fluctuant. Bien évidemment, cette limite n'est qu'une construction mathématique qui ne correspond pas à un découpage existant dans la réalité : quelques pour cent au-dessus ou en-deçà du seuil fixé suffisent statistiquement à faire basculer un ménage dans la pauvreté, alors qu'une approche plus sensible imposerait la prise en compte de multiples indicateurs portant sur le mode de vie, l'accès à des biens de consommation, le ressenti des individus, leurs qualités de gestionnaires etc. En désignant les pauvres en fonction d'un seuil, la statistique permet de prendre de la distance par rapport aux représentations ordinaires de la pauvreté, d'étudier la composition et les implications d'une pauvreté simplement définie par des critères quantitatifs. L'intérêt de cette définition est justement de ne pas prendre en compte des représentions plus subjectives de la réalité. Serge Paugam, dans la Présentation de *La disqualification sociale*, reproche à nombre de travaux sociologiques d'admettre « d'emblée pour véritable et authentique un découpage de la réalité qui repose en fait sur une perception socio-éthique des notions de réussite et d'échecs variable […] selon les lieux et les époques », donc de « légitimer sur le plan intellectuel des définitions et des interprétations du sens commun »[147]. Le recours à la statistique permet d'éviter ce biais.

La construction statistique de la variable *Revenu* utilisée dans la dernière partie de ce chapitre prête bien entendu aux critiques quant au découpage arbitraire de la réalité sociale. Tout en étant conscient de ses limites, il faut souligner que cette variable a pour objectif non pas de définir précisément une population, mais d'étudier des contrastes de comportements entre catégories sociales.

Dans le chapitre 1, après avoir considéré les différents éléments qui faisaient du travail un puissant facteur d'inclusion sociale, l'on a tiré des conclusions concernant les conséquences attendues du chômage sur la participation politique des chômeurs. Le chapitre 2 interroge parallèlement les conséquences de la pauvreté. De quoi sont privées les personnes disposant de revenus suffisamment faibles pour être considérées comme pauvres ? Certes, la pauvreté rend l'existence difficile au quotidien du fait des contraintes budgétaires, des restrictions appliquées aux dépenses, de la nécessité de planifier les achats importants ou inhabituels, etc. Les difficultés matérielles de l'existence ne sont cependant au cœur de notre propos que dans la mesure où elles ont des conséquences traduisibles en termes de représentations sociales, de représentation politique du monde. En quoi l'expérience vécue du

[147] *La disqualification sociale*, *op. cit.*, p. 22.

manque rend-elle les ménages pauvres différents des autres ménages ? Les privations subies par les personnes en situation défavorisée seraient-elles susceptibles d'induire des conséquences en termes de mobilisation politique ?

La première partie de ce chapitre déterminera quelles sont les conséquences non-financières de la pauvreté en termes d'intégration sociale. En quoi la pauvreté contribue-t-elle à la construction d'une expérience vécue spécifique susceptible d'influencer les façons de vivre, de ressentir, de penser ? La pauvreté a une incidence sur les façons de faire car les pauvres ont souvent été socialisés dans la pauvreté ; ils ont acquis très tôt des habitudes, en termes de consommation et d'interactions sociales, donc de rapport à l'avenir et à la société. Des « manières de croire »[148] sont également façonnées au cours de la socialisation par les expériences vécues tant à titre individuel que collectif. Quels sont les effets de la pauvreté sur les représentations et les attitudes sociales incorporées par les individus et comment cette socialisation politique constitue-t-elle le fondement du rapport au politique des chômeurs ? La seconde partie rappellera brièvement les liens déjà mis en évidence entre revenu et participation politique. Enfin, la troisième partie présentera les résultats d'analyses statistiques comparatives sur la question avec les trois mêmes objectifs que dans le chapitre 1 : vérifier la pertinence de l'hypothèse d'apathie politique en ce qui concerne les plus pauvres ; étudier les variations nationales en termes de rapport au politique ; tester la pertinence de la variable *Revenu*.

I. Les conséquences non-financières de la pauvreté

Les conséquences financières de la pauvreté sont bien connues : privation, manque, difficulté à 'joindre les deux bouts' voire, à plus long terme, surendettement, saisie sur salaire, expulsion du logement. Ces conséquences financières s'accompagnent de différents types de pressions psychologiques liées à la pauvreté : risques de perte du logement, menaces juridiques (huissiers, saisie sur salaire), visites des services sociaux pour les foyers avec enfants, etc., tous problèmes qui provoquent un stress intense pouvant se traduire par une dégradation de l'état de santé des individus. Même lorsqu'elles ne se concrétisent pas, ces pressions constituent une réalité qui perturbe au quotidien les personnes les plus pauvres.

[148] CERTEAU (de), Michel, *L'invention du quotidien. T.1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, coll. Folio essais, 1990, 350 p., en particulier le chapitre « Crédibilités politique », p.259-275.

Afin d'étudier les conséquences non-financières de la pauvreté, trois thèmes liés à l'intégration sociale des individus ont été isolés, avec par conséquent l'hypothèse qu'ils affectent le rapport au politique.

- Le premier point concerne l'une des caractéristiques majeures de nos sociétés : Comment les personnes confrontées à la pauvreté vivent-elles les privations matérielles auxquelles elles sont contraintes au sein d'une *société de consommation*, société dans laquelle l'individu est bien souvent évalué en fonction de ce qu'il possède ? Le décalage en termes de mode de vie des pauvres, par rapport à une norme sociale de consommation, ne constitue-t-il pas la racine de la perception des injustices sociales ?
- Le second point qu'il semble important d'aborder concerne la participation des individus définis comme pauvres à la vie sociale considérée comme 'normale' au sein d'une société. Cette thématique bien connue est au cœur de la problématique de l'exclusion sociale : La pauvreté constitue-t-elle un obstacle au tissage et au maintien d'un réseau relationnel ? L'isolement social est-il une conséquence inévitable de la pauvreté ou existe-t-il des solidarités familiales et/ou locales qui apportent aux individus des soutiens matériels et moraux face aux difficultés de tous les jours. Le lien de citoyenneté – lien par nature imaginé – s'en trouve-t-il également distendu ?
- Enfin, en troisième lieu, on s'attachera au lien entre pauvreté et dépendance, lien qui se noue presque automatiquement dans les sociétés bénéficiant de systèmes de protection sociale. Le passage ontologique de « pauvre » à « assisté » implique-t-il une stigmatisation accrue des individus, avec les conséquences qu'il est possible d'envisager en termes de perte d'amour-propre, de confiance en soi, d'initiative personnelle ? L'apathie politique est-elle la traduction politique de la *remise de soi* qui participe de la relation d'assistance ?

I.1 Être pauvre dans une société de consommation

Les sociétés européennes étudiées dans le cadre de cette recherche, qu'on les qualifie de 'modernes' ou de 'post-modernes', sont des sociétés de consommation. Certes, la théorie du post-matérialisme affirme qu'une fois satisfaits leurs besoins élémentaires (sustenter,

protéger son corps) et l'ensemble de leurs besoins plus élaborés (éducation, transports, électroménager, loisirs, culture, luxe), les individus aspirent à d'autres valeurs, qualifiées de 'post-matérielles' telles que l'écologie, la spiritualité, la découverte et la compréhension de l'Autre. Cette évolution est incontestable en ce qui concerne l'évolution des valeurs dans les sociétés avancées[149]. Cependant, une observation rapide du monde qui nous entoure suffit pour conclure que ces valeurs post-matérialistes ne sont pas antagoniques de la société de consommation, pour preuve, le développement du *commerce* équitable, des industries liées au recyclage, de nouvelles formes de tourisme, etc. De nouveaux *business* se développent précisément autour de cette aspiration à une consommation qui soit plus signifiante ; autrement dit, l'essor de ces nouvelles valeurs se fait au sein de cette société de consommation où l'argent conserve sa place centrale, même s'il peut susciter davantage de méfiance et de mépris[150].

Dans un article publié dans *Esprit* en 1933, le philosophe catholique George Viance s'inquiétait de la perte des valeurs humaines et de la pensée dans une société de consommation qu'il caricaturait volontiers ainsi : « ces hommes […] reçoivent d'en haut le nouvel évangile : « Vous allez gagner plus, vous travaillerez même moins. Mais, si on vous donne des loisirs, c'est pour consommer. Plus vous consommerez, plus vous gagnerez, plus vous produirez et plus vous consommerez et produirez encore. Voici l'argent, dépensez ! Vous étiez jadis enchaînés à votre travail, mais voici l'aurore du progrès qui vous fait esclaves de la consommation ». Ces hommes que vont-ils penser ? »[151] Ce propos passe sous silence les nombreux apports de la société de consommation en termes de bien-être pour mieux en souligner les conséquences moins évidentes et moins positives, à savoir une lente redéfinition de l'individu, moins en fonction de ce qu'il est qu'en regard de ce qu'il possède. L'avoir supplante progressivement l'être, à la fois dans la perception d'autrui et dans l'image de soi. En posant la question « Ces hommes que vont-ils penser ? », il renvoie précisément à notre questionnement dans ce chapitre : si les individus confrontés à la pauvreté sont entièrement absorbés par des préoccupations matérielles et consuméristes, le temps, la concentration et

[149] INGLEHART, Ronald, *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*, Paris, Economica, coll. Politique comparée, 1993, 576 p.

[150] Soulignons cependant qu'en dépit du grand rôle de l'argent dans l'histoire économique, politique mais aussi artistique, le pouvoir potentiellement illimité qui lui est associé a toujours entraîné une défiance à l'égard de l'argent, défiance plus ou moins marginale mais qui est profonde dans la société occidentale, en particulier conjuguée au catholicisme. D'où la fascination pour des figures telles que celles de l'ascète, du reclus, de celui qui abandonne ses biens pour mener une vie toute d'intériorité, « hors le monde ».

[151] VIANCE, George, « Les enfantements monstrueux de l'argent », *Esprit*, octobre 1933, 2e année, n°1, p.8.

l'énergie qu'ils sont susceptibles de consacrer à des questions d'une portée supra-individuelle (le vivre ensemble, les choix de société, le périmètre souhaitable pour l'action de l'État, le sens de la liberté, le rôle de chaque citoyen dans une démocratie…) risquent d'être réduits à la portion congrue. Ce problème se pose de manière transverse dans la société – c'est dans ce sens que l'entend Viance – mais il semble se poser de manière particulièrement aigue pour les plus pauvres dont l'énergie peut être entièrement accaparée par des préoccupations orientées vers la survie et la sauvegarde des apparences.

Dès lors que l'identité, pour soi et pour les autres, est partiellement déterminée par ce que l'on possède, l'on ne peut considérer les conséquences du fait d'être pauvre dans les sociétés européennes uniquement du point de vue des privations matérielles. Certes, les personnes confrontées à la pauvreté mesurent la distance en termes de bien-être entre leur niveau de vie et celui de personnes plus aisées. L'aisance est précisément ce qui caractérise le franchissement d'un seuil entre pauvreté et richesse, lorsque la facilité devient la règle d'usage de l'argent, lorsque le geste de dépenser ne nécessite plus une réflexion systématique. Comme on le verra ultérieurement, c'est là un seuil important en ce qui concerne la sociabilité : partager une sortie avec ses proches ou *rendre* une invitation (contre-don) implique des dépenses qui deviennent impossibles pour des personnes au budget réellement très restreint. Plus généralement, toute dépense relevant du simple plaisir, de la fantaisie, de l'instant – dépenses essentielles par définition dans une société de consommation qui se caractérise par la consommation au-delà du nécessaire – exige une certaine aisance financière et est donc incompatible avec la pauvreté. Ne pas pouvoir « s'offrir »[152] l'un de ces biens de consommation expose les individus confrontés à la pauvreté à des frustrations insidieuses qui reposent moins sur le besoin que sur la comparaison avec autrui. En effet, l'impossibilité de la consommation renvoie les individus à leur infériorité sociale et entretient une mauvaise image d'eux-mêmes.

Par-delà les privations matérielles réelles (accès à un logement pourvu des commodités modernes, chauffage, gros électroménager), la pauvreté induit un accès limité à

[152] On remarque que le vocabulaire de la dépense reflète souvent un rapport quasi psychologique à l'argent : on *s'offre* quelque chose signifie à la fois une dépense superflue, spontanée, et le plaisir qu'elle procure ; au contraire, *ne pas pouvoir se l'offrir*, implique à la fois l'absence de nécessité et la frustration. De manière assez voisine, on *s'autorise* un petit plaisir. Ce vocabulaire renvoie au champ sémantique du don, mais appliqué à soi-même ou à l'ensemble du ménage, dans le cadre de la gestion raisonnée d'un budget.
En revanche, le recours au verbe *se permettre* un achat, implique généralement des sommes d'argent plus conséquentes, qui nécessitent une réflexion en termes budgétaires, voire des sacrifices par ailleurs. Affirmer que l'on *ne peut pas se permettre* telle dépense renvoie ainsi davantage à la satisfaction de besoins plutôt que d'envies.

la consommation qui n'est pas sans conséquences sur l'image de soi des pauvres, image dont ils ne peuvent qu'être conscients dans une société où la perception de l'autre est obscurcie par « le caractère fétiche de la marchandise » (Marx) et où la réalité sociale est largement perçue au travers des apparences. D'où l'attrait, la fascination pour les biens à forte valeur ajoutée, inaccessibles aux catégories populaires sauf *via* les produits de contrefaçon. D'où également le sentiment d'humiliation qui peut surgir de la fréquentation exclusive des magasins de *hard discount*[153]. Enfin, les contraintes sur la consommation des ménages pauvres peuvent provoquer des sentiments de culpabilité envers les enfants, qui sont perçus comme étant « privés »[154] de certains biens à la disposition de leurs camarades. Les foyers pauvres, nous l'avons déjà mentionné, mesurent la distance entre leur niveau de vie et le niveau de vie général dans la population. ; cette distance est particulièrement douloureuse lorsqu'il s'agit de l'écart entre ce qu'ils peuvent acheter pour leurs enfants et ce qui leur est demandé – explicitement par leurs enfants qui se comparent à leurs camarades, tacitement par la société qui encourage les comportements parentaux 'sacrificiels'. Nombre de témoignages manifestent d'ailleurs que les parents confrontés à la pauvreté placent leur fierté dans le fait que leurs enfants scolarisés « aient l'air comme les autres », donc que leur pauvreté ne soit pas visible sur leurs enfants. Au-delà de l'amour parental, ce comportement manifeste la conscience que leur pauvreté est d'une part visible à travers leur apparence extérieure (vêtements de mauvaise qualité, rarement renouvelés, corps souvent mal nourris et peu soignés), d'autre part stigmatisante. S'appliquant aux enfants, la stigmatisation est double dans la mesure où elle s'applique à la fois à la pauvreté du ménage, donc à son infériorité sociale, et au rôle parental d'éducation et de protection. La mauvaise image de soi, la honte et l'humiliation, le sentiment d'infériorité sociale, pourraient se traduire politiquement par un sentiment d'incompétence et, en conséquence, par l'abandon du champ politique à d'autres, jugés plus compétents pour en parler, convaincre autrui, voter.

Autre effet intimement lié à la prégnance de la société de consommation, le bonheur apparaît comme indissociable de la possession de biens matériels. Dans un contexte où les

[153] Ces deux types de réactions ont été observés lors des entretiens approfondis menés en France et en Angleterre. En Espagne, en revanche, on n'a pas observé de manifestations d'envie à l'égard de produits de luxe ou d'autres biens de consommation financièrement inaccessibles. Plusieurs personnes ont en revanche souligné la visibilité de leur pauvreté, et la gêne qui s'en suit, du fait qu'elles ne pouvaient acheter certains produits qu'à l'unité.

[154] S'agissant de la consommation, donc des dépenses, on peut également noter le recours fréquent au vocabulaire de la privation : *être privé de*, *devoir se priver*...

individus se définissent eux-mêmes et sont considérés par autrui en fonction de ce qu'ils possèdent, leur bonheur se mesure également à l'aune de leurs biens. Et si le dicton populaire assène que *« l'argent ne fait pas le bonheur »*, ceux qui le citent s'empressent d'ajouter *« mais il y contribue »*. Certes, l'argent ne saurait apporter le bonheur, ce désirable absolu, en revanche, et les plus démunis en font constamment l'amère expérience, le manque d'argent est cause de malheur.

Les effets pernicieux de la société de consommation – où tout ce qu'il est ou serait possible d'acquérir est sans cesse exposé à la vue de tous, acheteurs potentiels ou non – agissent également sur la possibilité et la durée du bonheur provoqué par l'obtention d'un objet désiré. La joie d'acquérir un bien convoité n'est plus ressentie aujourd'hui comme hier. Dans les sociétés pré-modernes et modernes, appuyées sur une vision agraire de la réalité, on pouvait considérer que la privation et l'attente étaient « récompensées » par une satisfaction accrue. Le propre de la société de consommation, en revanche, est de fonctionner sur le désir, la satisfaction d'un désir ne laissant place qu'à la focalisation sur un nouveau désir. Aujourd'hui, la privation n'aboutit plus à aucune « récompense », peut-être pour partie car le laps de temps entre un désir et son accomplissement tend à se réduire. Plus certainement, le fait de ne pouvoir acheter tel ou tel bien n'est plus considéré comme normal, mais vécu comme une honte, comme le fait de n'être pas à la hauteur. Les individus les plus pauvres, dans un contexte de consommation omniprésente où ils ne peuvent se conformer aux normes consuméristes en vigueur, éprouvent de manière accrue des sentiments de frustration ; ils font l'expérience concrète et sans cesse renouvelée de l'injustice sociale.

Dans les sociétés européennes contemporaines, l'égalité juridique et politique est considérée comme un acquis. Les droits sociaux sont également reconnus et les États-providence s'efforcent par la redistribution, de contenir les inégalités de revenu dans des limites jugées tolérables, tant d'un point de vue social (*cf.* le « seuil de pauvreté » en deçà duquel ce n'est pas seulement la subsistance qui est menacée mais la dignité humaine) que politique (afin de garantir la stabilité des régimes en place). Malgré cela, la question de l'égalité sociale pose toujours problème. Les sociétés socialistes avaient pris le parti de rechercher une égalité de fait ou égalité de résultat, avec pour contrepartie d'importants sacrifices en termes de liberté. Les sociétés libérales œuvrent plutôt en faveur de « l'égalité des chances ». Le thème de l'égalité des chances renvoie à la question du cumul des inégalités – une origine sociale modeste diminuant les chances d'accès à un niveau d'éducation élevé et par conséquent à une profession socialement valorisée et financièrement bien rémunérée – qui

est précisément notre propos dans le cadre d'une étude sur les personnes en situation défavorisée.

Or l'idéal démocratique, s'il implique, par delà l'égalité juridique et politique, une égalité des chances de principe, ne peut l'obtenir à tout prix ; plus précisément, l'aspiration égalitariste ne peut être satisfaite au détriment des libertés. C'est là que se situent les termes du débat quant à l'étendue du rôle de l'État. L'autorité publique s'efforce certes de « lutter contre les inégalités », *via* la législation, l'impôt et la redistribution, mais ce faisant, elle doit veiller à ne pas porter atteinte aux libertés individuelles et aux mécanismes incitatifs propres au fonctionnement de l'économie, sous peine de faire naître une nouvelle source de ressentiment en empêchant que chacun soit rémunéré selon sa contribution. Entre nivellement des revenus et récompense de la contribution individuelle de chacun, l'on peut douter qu'il existe une distribution idéale de la richesse nationale qui ferait l'objet d'un consensus social largement partagé.

Alors même que les conditions de vie se sont considérablement améliorées, que l'égalité juridique et politique est considérée comme un acquis, la prégnance de la société de consommation sur les aspirations humaines fait que les personnes les plus pauvres font l'expérience de l'injustice sociale à travers le manque d'argent. Ne pas pouvoir consommer dans l'insouciance est vécu comme une extériorité au monde, à la vie sociale. Dans un système démocratique idéal, les inégalités de richesses seraient perçues par les citoyens comme légitimes. Dans l'actuelle société de consommation, force est de constater que ce n'est guère le cas, ce qui semble rejoindre l'intuition de Rousseau selon laquelle lorsque la production, la consommation et l'argent priment, la citoyenneté – qui pour lui est égalité – est perdue. Ainsi écrivait-il : « Donnez de l'argent, et bientôt vous aurez des fers. Ce mot de finance est un mot d'esclave, il est inconnu dans la Cité. »[155] Pour Rousseau, une société qui identifie la réussite avec l'argent, avec la possession toujours croissante de biens, donc aux intérêts particuliers, nie la démocratie authentique, centrée sur l'harmonie collective. Les conditions d'établissement d'un « contrat social » qui garantirait l'égalité de tous les citoyens grâce à des lois justes, librement consenties, et respectées par tous, semblent incompatibles avec la société de consommation. Mais les populations qui vivent dans cette société, qui adhèrent à ses diktats consuméristes, conservent simultanément leurs aspirations vers un idéal démocratique dont Tocqueville dénonçait les « passions égalitaires ». Les systèmes politiques libéraux contemporains s'efforcent de concilier ces aspirations contradictoires que sont la

[155] ROUSSEAU, Jean-Jacques, *Du contrat social*, Livre III, chapitre XV, Paris, Flammarion, 1992, p.122.

démocratie et la consommation. Les personnes les plus pauvres sont toutefois bien conscientes de demeurer à l'écart. Cela peut d'ailleurs participer d'une perception objective de la réalité : si en Espagne, les inégalités ont diminué au cours des vingt dernières années (continuation du rattrapage économique post-franquisme), en France et en Angleterre, on a pu constater à partir des années 1980 une aggravation des inégalités – mesurée à partir des rapports interdéciles et interquartiles des revenus disponibles par tête – aggravation perçue par les catégories défavorisées de ces deux pays. Non seulement elles ne participent pas à la société de consommation à l'instar de leurs concitoyens, mais leur influence politique est également plus faible. Si le droit de vote est accordé de manière parfaitement égalitaire dans la population, l'influence politique, c'est-à-dire le pouvoir de peser en faveur de certaines décisions plutôt que d'autres, est très inégalement réparti, et certainement au détriment des catégories les moins favorisées.

La pauvreté, pour toute relative qu'elle soit dans les sociétés développées, est difficile à vivre dans un contexte social où la consommation constitue une norme de comportement. Si les inégalités paraissent découler de règles du jeu injustes ou illégitimes, elles ne peuvent provoquer que du ressentiment. Il convient cependant de souligner que les sentiments négatifs que peuvent engendrer les inégalités de revenu, tels que la frustration, la honte, le sentiment d'injustice, une mauvaise image de soi, l'humiliation, l'envie, fluctuent selon les individus et selon les sociétés. La tolérance aux inégalités varie fortement selon les sociétés, certaines estimant plus volontiers que les inégalités de revenus sont justifiées. Par exemple, l'Angleterre peut être considérée comme le pays des différences acceptées ; la tolérance sociale à l'égard des inégalités s'y explique par l'héritage de structures familiales où la primogéniture et le legs testamentaire ont longtemps contribué à entretenir les inégalités. Au-delà des différences sociétales, certains individus peuvent percevoir les inégalités avec davantage d'acuité que d'autres et s'insurger plus violemment contre cet état de fait. En effet, la perception des inégalités n'est pas seulement affaire d'inégalités objectives, mais résulte d'un jeu de variables explicatives complexes parmi lesquelles figure l'idée individuelle et collective que l'on se fait de l'égalité ou encore l'amplitude des inégalités qu'une société juge tolérable.

I.2 La pauvreté : une situation d'infériorité dans l'espace social

Historiquement, l'échange économique intermédié par l'argent a connu une extension jusqu'à recouvrir la quasi-totalité des échanges commerciaux. L'argent permet en effet de procéder à des évaluations précises et impersonnelles, plus rationnelles que les équivalences approximatives du troc. L'abstraction et la rationalité qu'implique le recours à un intermédiaire monétaire constituent d'ailleurs deux fondements de la modernité. En devenant le lien prévalent entre les hommes, l'argent s'est substitué à d'autres types de rapports sociaux. Du fait de ce rôle économique d'intermédiation, l'argent n'est plus simplement une chose, une valeur abstraite, mais une forme d'interaction sociale, ce que Georg Simmel a voulu mettre en avant dans *La philosophie de l'argent*. Dans cet ouvrage, après avoir analysé le rapport entre argent et valeur – montrant notamment que les changements dans la nature de l'argent (des pièces de métal précieux vers le papier monnaie) lui confèrent une fonction de plus en plus symbolique – Simmel étudie les interactions qui existent entre l'argent, l'individu et la société moderne, discutant notamment les liens étroits qu'entretient l'argent avec de nombreux phénomènes sociaux, notamment la culture, le pouvoir ou le temps. Selon lui l'argent, *via* les échanges constants qu'il rend possible, est la structure centrale qui entretient le mouvement permanent de la société moderne.[156]

Bien qu'il ne semble guère apprécier la nature impersonnelle des interactions dans la société moderne, Simmel affirme que l'argent est libérateur pour l'individu, dans la mesure où il permet l'accès à la propriété privée et le développement de nouvelles relations, indépendantes des distances physique et sociale entre les êtres. Cependant, Georg Simmel note aussi la tendance « moderne » de la société à évaluer de plus en plus les individus en fonction de l'argent. Des relations sociales se mettent certes en place par le biais de l'argent, mais ces relations sont selon lui exprimées en termes de coûts et bénéfices, donc réifiées en alliances momentanées et impersonnelles. Il estime inévitable que les interactions sociales soient de plus en plus dictées par l'argent que les individus possèdent, ou par les apparences

[156] Dans l'article « The Sociology of the Sociology of Money : Simmel and the Contemporary Battle of the Classics », *Journal of Classical Sociology*, 2003, vol.3, n°1, p.67-93, Mathieu Deflem se penche sur la façon dont l'argent a été abordé par les sociologues en tant qu'objet sociologique. « Marx s'est intéressé à l'argent au sein d'une étude plus globale du mode de production capitaliste ; Weber a discuté de l'économie monétaire en lien avec les tendances plus larges de la société à la rationalisation ; et Durkheim s'est concentré sur les structures morales de régulation au sein desquelles l'argent prend une signification sociale. […] un élément frappant dans les écrits de Simmel, comparé à Marx, Weber et Durkheim, est son refus de spécifier une force-clef dans l'évolution vers la modernité. La totalité des parties formellement interconnectées constitue la modernité, pas son explication en référence à l'économie capitaliste (Marx), à l'influence mutuelle de la culture et de l'économie (Weber), ou au changement de nature de la morale du fait de l'industrialisation (Durkheim). En conséquent, Simmel peut étudier la monnaie 'en tant que telle'. » (p.86, 94) (traduction de l'auteur).

qui laissent présumer de leur richesse ; l'on peut alors encore plus parler de la dimension symbolique de l'argent. L'argent participerait donc d'un rapport social inégalitaire qui pourrait trouver une traduction dans le champ politique.

Tout en effectuant une analyse très différente de la modernité et de l'argent – dans lequel il voit un symbole du capitalisme résultant de la transformation du travail exploité en valeur – Marx aboutit également à la conclusion que l'argent n'est pas simplement un moyen d'échange mais un rapport social, plus précisément selon lui un rapport de domination.

Il apparaît dès lors que la pauvreté n'implique pas simplement une situation matérielle de privation mais signifie une position d'infériorité dans l'espace social, voire de stigmatisation du fait que les individus exposés à la pauvreté ne peuvent pas dans l'interaction sociale feindre l'aisance. Nous avons vu qu'au sein d'une société de consommation, ils sont jugés sur leurs apparences, évalués en tant qu'individus en fonction de leur dénuement financier. Si l'argent a des effets émancipateurs, encore faut-il en posséder. Les plus pauvres n'ont pas d'autre choix que celui de dépenser le peu d'argent qu'ils ont pour l'obtention du nécessaire, au contraire des plus riches qui, une fois satisfait l'ensemble de leurs besoins, peuvent profiter du caractère malléable et impersonnel de l'argent pour le plier à leurs désirs et le dépenser, l'épargner ou l'investir. Au travers de la possession d'argent, et de la multiplicité des usages que l'on peut en faire, se dessine l'espace social des inégalités contemporaines.

La participation à la vie sociale reflète pour partie ces inégalités. Être exclu de la consommation, c'est être exclu d'une partie non-négligeable de la vie sociale. Par bien des aspects, la pauvreté semble constituer un obstacle au tissage de nouvelles relations sociales et au maintien de son réseau relationnel. Avoir l'occasion de rencontrer des personnes pour pratiquer des activités communes ou pour le simple plaisir de se voir, participer à des associations, rendre visite à des amis ou à la famille sont des éléments importants de la sociabilité que le manque d'argent rend plus difficiles. La sociabilité est ainsi affectée par la pauvreté. La plupart des études réalisées dans les pays développés tendent cependant à nuancer ce propos, ce qu'il convient d'exposer en relativisant l'effondrement des liens sociaux à l'œuvre dans l'exclusion sociale des pauvres. Si les pauvres font effectivement l'expérience d'une réduction de leur espace relationnel, si certains doivent affronter un isolement social douloureux, l'on ne peut pas pour autant parler de destruction du lien social, celui-ci prouve au contraire souvent sa force en résistant au malheur, en activant des

solidarités familiales puissantes. Dans quelle mesure l'isolement social est-il une conséquence de la pauvreté ?

La sociabilité est en grande partie évaluée en fonction de la participation à des activités extérieures. Certes, sur ce point, la sociabilité des individus les plus pauvres est réduite par rapport aux formes jugées « normales » de la vie sociale : cinéma, sorties culturelles, pratique d'un sport, rencontres au café, restaurant… sont des activités qui relèvent de ce superflu que la pauvreté rend inaccessible. Deux éléments fondateurs de la vie sociale, le partage et l'échange, sont ainsi menacés. Étant donnée leur précarité financière, les pauvres ne peuvent partager les divertissements de personnes dont le niveau de vie est par trop différent du leur. Il devient également difficile pour eux de nouer de nouvelles relations qui supposent généralement le partage d'activités extérieures, hors du foyer, et impliquent d'exposer son être au moment même où il se trouve affaibli par une situation financière stigmatisante. Le repli leur permet de se soustraire à des souffrances et de sauver la face. L'autre élément fondateur du lien social sur lequel il convient de s'attarder ici est l'échange, repéré par Marcel Mauss dans son « Essai sur le don »[157]. Mauss démontrait, à partir d'une documentation ethnologique variée, le caractère doublement ambivalent de cette institution. Tout d'abord, le don libéral et gracieux est tacitement suivi d'un contre-don qui se doit d'être adéquat en regard de la première prestation ; le contre-don rétablit un équilibre. Une contrainte sociale implicite mais des plus normatives régente le contre-don, soulignant le caractère finalement pas si « gratuit » du don, qui amorce en réalité un échange. Or pour les plus pauvres, le contre-don, en proportion du don reçu, est impossible ; le don peut donc être perçu comme un geste de charité, avec la dimension condescendante que cela peut recouvrir, alors même que la relation devrait être égalitaire. Ce qui amène Mauss à développer le second paradoxe du don, à savoir sa dimension agressive, puisqu'en donnant, le donateur n'agit pas simplement par sympathie mais se crée un obligé. L'absence de réciprocité au don implique dans un premier temps une perte de prestige (déshonneur, assimilation à des tares telles que l'avarice ou le fait d'être intéressé) et dans un second temps la rupture de la relation. Lorsque les individus sont confrontés à la pauvreté, des situations d'isolement et d'exclusion sociale apparaissent qui sont liées à un double mouvement : d'une part, ces personnes peuvent choisir de restreindre leur sociabilité en raison de contraintes budgétaires et pour échapper à des regards ressentis comme scrutateurs, stigmatisants ; d'autre part, leurs relations peuvent

[157] MAUSS, Marcel, « Essai sur le don : forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques » dans *Sociologie et anthropologie*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001 [1ère éd. 1924], 482 p.

s'écarter, consciemment ou non, en rendant les relations sociales plus difficiles, en faisant du contre-don un enjeu de pouvoir dans la relation.

Si les enquêtes menées sur la pauvreté dans les sociétés développées démontrent que le cercle relationnel des personnes confrontées à des difficultés financières tend à se restreindre, elles soulignent également que la sociabilité familiale se maintient généralement et peut même se trouver renforcée. La sociabilité ne se réduit pas à la participation à des activités collectives et à des sorties hors du foyer. Ce qui protège les individus des risques d'isolement social, c'est d'abord une sociabilité interne qui privilégie les relations familiales et amicales suivies. Une enquête réalisée en France par la D.R.E.E.S. en 2003 auprès d'allocataires de *minima* sociaux sur leur participation à la vie sociale[158] conclut que des contacts réguliers se maintiennent entre les bénéficiaires de *minima* sociaux et leurs familles. Ces contacts sont moins souvent physiques qu'ils ne le souhaiteraient mais les contacts téléphoniques demeurent. Si l'on exclut les contacts strictement téléphoniques, seuls 10% des allocataires du R.M.I. n'ont pas de relations directes avec leur famille ou des amis, contre 4% pour l'ensemble de la population. Cet écart s'explique essentiellement par la moindre fréquence des rencontres amicales (du fait des possibilités réduites de sociabilité extérieure) ; en revanche, très peu d'allocataires ayant de la famille déclarent n'avoir aucun contact avec elle. La famille est en outre le premier pourvoyeur d'aide en cas de difficultés pour les allocataires de *minima* sociaux. « Les aides concrètes, hébergement, aides en nature, services, leur paraissent plus faciles à obtenir auprès de leur famille, de leurs amis ou d'autres personnes de leur entourage [que les aides financières]. Les allocataires s'adresseraient plutôt aux associations pour obtenir une aide financière, associations qui d'après eux la leur accorderaient aussi volontiers qu'une aide en nature ou au logement. » [159] Ces aides ne suffisent pas toujours à endiguer le sentiment d'isolement social des individus, en particulier lorsque ceux-ci n'ont pas de conjoint. Au bout du compte, seuls 10% des personnes interrogées disent ne pouvoir compter sur aucune aide extérieure en cas de difficultés, parmi lesquelles les personnes sans famille, extrêmement isolées, mais aussi certaines personnes entretenant des contacts réguliers avec leur famille ou leurs amis. « La fierté et la peur des réactions négatives peuvent les empêcher de faire appel à leur entourage en cas de situation

[158] BELLEVILLE-PLA, Anne, « La participation à la vie sociale des allocataires de minima sociaux », *Études et Résultats*, DREES (Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques), décembre 2004, n°359, 8 p.

[159] *Ibid.*, p.4.

difficile. Ces allocataires sont d'ailleurs plus nombreux qu'en moyenne à déclarer ressentir la perception d'un minimum social comme une situation dévalorisante. »[160]

L'entourage relationnel représente des possibilités de recours dans le cadre de stratégies d'entraide, voire un rempart permettant d'éviter ou de retarder une éventuelle déchéance. Ces solidarités familiales, amicales ou locales apportent un soutien matériel non négligeable et un soutien moral indispensable. Ces solidarités varient à l'échelle internationale. En Europe du Sud, comme c'est le cas de l'Espagne, les solidarités familiales sont plus fortes et la vie indépendante plus rare pour des raisons traditionnelles et pratiques, ce qui a des conséquences directes sur les politiques assistancielles. « Dans le cas de l'Europe latine, le modèle de 'solidarité familiale et de parentèle' (*family/kinship solidarity model*), que ses principales caractéristiques distinguent des autres modèles, a été prédominant. […] Les pouvoirs publics ont tenu pour acquis l'existence d'une forte obligation morale entre les membres de la famille, élément parfois reflété par les législations. Cela explique que dans les pays latins 'familialistes', les pouvoirs publics aient prévu des budgets en direction de la famille bien inférieurs aux pays plus 'défamiliarisés' de l'Europe du Nord. »[161] Serge Paugam s'est également appuyé sur des analyses quantitatives et qualitatives pour montrer que différentes conceptions de la pauvreté se manifestent à travers la façon dont les sociétés nationales conçoivent le lien social et distribuent les rôles respectifs de la famille, du marché, de l'État et des organisations caritatives[162]. Dans les pays d'Europe du Sud, la pauvreté est « intégrée », ce qui signifie que les pauvres, en outre plus nombreux dans la population, ne subissent pas de stigmatisation du fait de leur faiblesse financière ; contrairement aux pays où la pauvreté est « marginale » (Europe du Nord) ou « disqualifiante » (France, Angleterre). L'intégration sociale des plus pauvres, en termes de relations familiales, amicales, de voisinage, est plus intense dans les pays du Sud que dans les pays du Nord de l'Europe. Cette typologie, qui sert une comparaison européenne, ne renvoie pas uniquement à la question de la sociabilité. La *pauvreté disqualifiante* n'est pas liée qu'aux problèmes de l'isolement social et de la stigmatisation des plus démunis, en ce sens elle ne renvoie pas simplement au *processus* d'exclusion sociale mais participe du fonctionnement du *système social* dans son ensemble. La pauvreté a des conséquences en termes de configuration sociale, elle a donc

[160] *Ibid.*, p.5.

[161] MORENO, Luis, *Ciudadanos precarios. La « última red » de protección social*, Barcelona, Ariel sociología, 2000, p.122-123 (traduction de l'auteur).

[162] PAUGAM, Serge, *Les formes élémentaires de la pauvreté*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Le lien social, 2004, 276 p.

éminemment à voir avec le politique. Être pauvre dans une société riche, qui n'offre pas de perspectives d'intégration sociale à l'ensemble des citoyens, conduit à les disqualifier, à leur faire perdre confiance en eux ainsi que dans le système politique. Ce processus de stigmatisation peut déboucher sur de l'apathie politique.

Au-delà de la sociabilité avec des proches, familles ou amis, qu'advient-il des relations sociales des individus confrontés à la pauvreté ? Hormis la participation associative, rares sont les indicateurs qui permettent de l'étudier. Cet indicateur est d'autant plus intéressant dans le cadre de cette étude, que la participation à une association constitue un témoignage d'ouverture aux autres, d'engagement dans un groupe qui dépasse la sphère intime, qui peut donc être à la base de sentiments d'appartenance collective, voire d'une incorporation de la citoyenneté. Mais la participation associative semble particulièrement réduite parmi les catégories défavorisées. D'après l'enquête de la D.R.E.S.S., en France, seuls 10% environ des bénéficiaires de *minima* sociaux participent à une association contre 43% dans la population générale. C'est un écart très fort, notamment en regard des écarts mentionnés précédemment en matière d'intensité des relations familiales et amicales qui étaient de l'ordre de 6 points. Plusieurs facteurs expliquent conjointement cette ampleur : « une raison financière tout d'abord, liée à la nécessité de s'inscrire à un club ou à une association. Une deuxième explication réside aussi, sans doute, dans les problèmes de santé que mentionnent nombre d'allocataires. […] Enfin, un troisième type d'explication fait davantage référence à des problèmes d'estime de soi : ressentant leur situation sociale et financière comme dévalorisante, les allocataires de *minima* sociaux apparaissent moins enclins à adhérer à un groupe et à des activités collectives. Par ailleurs, lorsqu'ils sont adhérents à une association, les bénéficiaires de *minima* sociaux y sont moins souvent actifs, et surtout y occupent moins souvent des postes de responsabilité que le reste de la population. »[163] En ce qui concerne la participation associative, des obstacles de diverses natures rendent difficile voire improbable l'implication des pauvres dans un collectif. Encore une fois, il existe sur ce point des contrastes au sein de l'Europe : si les réseaux informels de relations ont davantage d'importance en Europe du Sud, en revanche, en Europe du Nord, les organisations formelles occupent une grande place. Ainsi, la participation associative est très notablement plus forte dans les pays du Nord, y compris parmi les catégories plus défavorisées.

[163] BELLEVILLE-PLA, o*p.cit.*, p.8.

La pauvreté place les individus qui y sont confrontés dans des relations sociales où ils sont presque toujours en position d'infériorité. Dans la confrontation sociale symbolique dont ils sortent perdants, ils n'ont pas accès à des biens ou à un statut qu'ils pourraient vivre comme une valorisation d'eux-mêmes, de leur identité, de ce qu'ils peuvent apporter à autrui, ainsi la dévalorisation s'affirme-t-elle comme leur principal rapport au monde. Ils font l'expérience de l'humiliation dans l'échange comme dans le partage, ce qui les pousse à se retrancher dans une sphère intime – d'étendue variable selon les individus – au sein de laquelle ils peuvent préserver leur amour-propre et trouver du réconfort. Quelle peut être la traduction d'un tel repli sur le plan politique ?

La faible participation associative peut laisser présager une certaine passivité, des difficultés à s'identifier à un groupe large et diversifié, un désir de ne pas se mettre en avant de peur de s'exposer à des propos blessants, une volonté d'*« éviter les complications »*. Entre « bonheur privé » et « action publique » (Hirschman), les personnes exposées à la pauvreté privilégieraient donc le premier, fuyant en quelque sorte la dureté du quotidien et des regards extérieurs pour un confort sans doute chiche mais sécurisant, contrairement à l'action publique (manifestation, prise de parole, participation à une conversation, candidature à une fonction d'élu, etc.) qui expose au jugement d'autrui. Toutefois, le maintien – quoique inégal – de la sociabilité familiale implique une appartenance à un petit groupe qui permet à l'individu de se positionner au sein de la société (comme membre de ce groupe par opposition à d'autres), ainsi que des discussions, éventuellement politiques. Il y a plus de deux siècles, le philosophe et homme politique Edmund Burke n'écrivait-il pas : « C'est au sein de nos familles que commencent nos affections politiques et l'on peut dire qu'un homme insensible aux liens de parenté ne fera jamais un citoyen dévoué à son pays. De nos familles nous passons au voisinage, aux gens que nous fréquentons et aux séjours que nous aimons dans notre province. »[164]. Selon lui, l'individu trouve dans son attachement à sa famille et à sa catégorie sociale le premier stade d'une affection qui le mène à l'amour « de la patrie et de l'humanité », termes que Burke affectionne. Les sentiments nés dans la vie privée sont à la base des sentiments publics. Cette idée comporte une certaine naïveté surannée et mériterait sans doute d'être discutée, l'on ne peut cependant qu'être surpris par sa pertinence en regard

[164] BURKE, Edmund, *Réflexions sur la Révolution française,* Paris, Hachette, coll. Pluriel, 1989 [1ère éd. 1790], p.252.
Burke fut longtemps réduit à sa lutte contre le régicide et l'athéisme de la Révolution française, à sa critique des droits de l'homme, d'où son image de réactionnaire. Certes opposé à la démocratie, proche selon lui de la tyrannie, ses écrits et sa vie politique nous rapportent un portrait plus nuancé. Il défendit notamment les pouvoirs du Parlement contre la Couronne, ainsi que l'émancipation des colonies d'Amérique.

de la transmission intergénérationnelle des sensibilités politiques[165]. En effet, les études de science politique insistent sur l'importance de la socialisation politique, dans la formation des attitudes et dans l'aptitude à se situer dans le réseau conflictuel de la société globale. Les dispositions à l'égard de l'autorité, de l'étranger, de la justice et de l'injustice, la confiance ou le cynisme envers les hommes politiques, sont acquises très tôt, dès l'enfance[166].

Il est tout à fait possible que les dispositions politiques acquises par les personnes aujourd'hui financièrement précaires pendant leurs années de formation se maintiennent dans le temps, pour peu qu'elles conservent une sociabilité familiale minimale qui vienne régulièrement réitérer leurs appartenances et donc renforcer ce socle de valeurs. À l'inverse, l'isolement social, un repli prolongé sur la sphère intime, pourraient avoir pour conséquence une désaffiliation, c'est-à-dire l'effacement des appartenances d'origine, d'où le sentiment de survivre dans un monde ayant perdu ses repères et son sens. Dès lors, le désintérêt pour la politique peut survenir selon deux modèles : il peut d'une part être hérité et relever de la socialisation de l'individu dans un contexte familial et/ou social et/ou national défavorable à la mobilisation politique ; d'autre part il peut survenir au cours de la vie, à la suite d'une désaffiliation, lorsque le socle de valeurs acquis antérieurement se désagrège et disparaît faute de correspondre à un contexte et à une sociabilité où il est signifiant.

I.3 Pauvreté et dépendance

La pauvreté, comme cela a été précédemment souligné, est une catégorie fluctuante et ambiguë. Dans une époque qui admettait volontiers les définitions absolues de la pauvreté, souvent non exemptes de sous-entendus moralistes stigmatisant la paresse, l'alcoolisme ou le manque d'hygiène des pauvres, Georg Simmel a procédé à un changement de perspective

[165] *Cf.* PERCHERON, Annick, « Le domestique et le politique : types de famille, modèles d'éducation et transmission de systèmes de normes et d'attitudes entre parents et enfants », *Revue française de science politique*, 1985, vol.35, n°5, p.840-891 ; JAFFRÉ, Jérôme, MUXEL, Anne, « Les repères politiques », dans BOY, Daniel, MAYER, Nonna (dir.), *L'électeur a ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, particulièrement le passage sur le poids de la filiation politique, p.75-88 ; ROSE, Richard, McALLISTER, Ian, *The Loyalties of Voters. A Lifetime Learning Model*, London, Sage publication, 1990, 219 p.

[166] *Cf.* EASTON, David, DENNIS, Jack, *Children in the Political System. Origins of Political legitimacy*, New York, Mac Graw-Hill, 1969, 440 p. À partir de plusieurs enquêtes, ils construisent un modèle progressif d'intégration du politique par l'enfant en quatre phases : la politisation, la personnalisation, l'idéalisation, l'institutionnalisation. Les travaux – contemporains – d'Annick Percheron démontrent également la précocité de la socialisation politique enfantine tout en montrant que la culture ainsi acquise par imprégnation est spécifique d'un contexte national. *Cf.* PERCHERON, Annick, *L'univers politique des enfants*, Paris, Armand Colin, 1974, 253 p.

fondateur en étudiant « les pauvres » non pas simplement dans leur définition négative – ce dont ils manquent – mais comme des personnes dont le statut social est défini et reconnu par la société. Il distingue, par-delà l'hétérogénéité des pauvres, ce qui peut constituer le « contenu positif » de cette catégorie sociale. Comme il l'écrit : « En tant que catégorie sociale, le pauvre n'est pas le produit d'une certaine catégorie de dénuement ou de privations, mais du fait qu'il reçoit un secours, ou devrait en recevoir un selon les normes sociales. En ce sens, on ne devrait pas définir la pauvreté comme un état en soi que l'on pourrait déterminer quantitativement, mais seulement d'après la réaction sociale à un certain état […]. Ce n'est plus en premier lieu l'état individuel, tel qu'il est par lui-même, qui détermine le concept, mais c'est bien plutôt ce que fait la téléologie sociale ; l'individuel est établi par la manière dont il fait réagir et se comporter l'ensemble qui l'entoure. […] La fonction de membre que le pauvre exerce à l'intérieur de la société existante n'est pas déjà donnée avec le fait qu'il est pauvre ; c'est seulement dans la mesure où la société – dans son ensemble ou à travers les divers individus – réagit à sa pauvreté par des secours qu'il joue son rôle social spécifique. »[167]

Simmel procède ainsi à une rupture heuristique en considérant que la pauvreté ne résulte pas tant des privations subies par des individus que du secours qui leur est accordé en raison de leur dénuement. La notion sociologique de la pauvreté telle qu'il la conçoit renvoie à la condition sociale d'*assisté* : « C'est seulement à l'instant où ils sont secourus – dans bien des cas, dès que toute la situation rend ce secours normal, même sans qu'il se réalise – qu'ils entrent dans un cercle caractérisé par la pauvreté. »[168] Dans les sociétés bénéficiant de systèmes de protection sociale développés, le lien entre pauvreté et assistance tend à se systématiser. Sans doute existe-t-il des individus qui font du refus de toute aide, publique ou privée, une question d'honneur : bénéficier d'une aide gouvernementale, d'un prêt amical, ou de toute forme de charité, les priverait de quelque chose comptant plus que tout à leurs yeux. Qu'il s'agisse de fierté, de respect de soi, de volonté acharnée de ne pas s'abaisser à demander, l'image de soi est alors en jeu et ces individus s'efforcent de la protéger, à la fois dans ce qu'elle implique en termes d'identité pour soi et d'identité pour autrui.

Aujourd'hui, la banalisation des aides publiques qui accompagne l'extension de l'État-providence rend l'acceptation de ces aides de moins en moins douloureuse car elles obéissent

[167] SIMMEL, Georg, « Le pauvre » dans *Sociologie. Études sur les formes de la socialisation*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Sociologies, 1999, p.487.

[168] *Ibid*, p.488.

désormais à des critères administratifs et sont traitées par une bureaucratie relativement désincarnée. C'est pourquoi la dimension assistancielle n'est pas nécessairement perçue par les personnes concernées ; celles-ci peuvent se convaincre que le fait de remplir certains critères induit, légalement et quasi-automatiquement, l'obtention de certaines aides ou facilités. C'est le principe des *droits sociaux*. Le regard des autres dépend pour partie de la définition plus ou moins claire des responsabilités respectives des institutions étatiques et de la famille.

Dans des sociétés comme celles d'Europe du Sud, où l'entraide familiale est un support majeur de la société, les gouvernements ont estimé que la mise en place d'un système de protection sociale ne revêtait pas de caractère d'urgence, d'où le développement moindre et plus tardif de l'État-providence. Si le recours à l'entraide familiale y est fortement valorisé, pour autant, le recours aux aides de l'État n'est pas systématiquement mal considéré. Pour synthétiser, deux comportements peuvent être observés. D'une part l'aide publique obtenue peut être considérée comme une ressource supplémentaire pour l'ensemble de la famille, la personne contribuant ainsi au revenu familial ; c'est souvent le cas parmi les familles pauvres rencontrées en Espagne, qui fonctionnent comme des microcosmes où chaque membre contribue à l'économie globale du foyer selon ses moyens, financiers ou matériels. S'il y a bien dépendance vis-à-vis des aides de l'État, celle-ci est bien vécue dans la mesure où la dimension de partage l'emporte (*« ce n'est pas que pour moi mais pour toute ma famille »*). Ce vécu apaisé n'exclut pas une possible stigmatisation de la part de la société. D'autre part, le recours à l'institution publique peut être interprété comme la marque d'un abandon de la part de la famille, qui ne veut ou ne peut pas remplir son rôle traditionnel de soutien ; les individus se sentent alors davantage stigmatisés, ils estiment qu'ils perçoivent cette aide « par défaut », ne bénéficiant pas du soutien de leur entourage.

Dans des sociétés où la protection sociale est instituée et socialement admise depuis plus longtemps, le recours à des aides sociales n'est pas nécessairement stigmatisé ; de subtiles différenciations peuvent s'opérer, la perception de certaines aides étant socialement bien acceptée, tandis que d'autres peuvent donner lieu à une stigmatisation. Selon le contexte, une même aide peut d'ailleurs susciter des réactions divergentes. En France par exemple, les allocations familiales sont globalement considérées comme « normales » – elles relèvent du principe d'assurance et sont perçues comme un soutien automatique aux familles – mais lorsqu'il s'agit de familles immigrées ou issues de l'immigration, le regard social change au bénéfice d'une suspicion à l'encontre de familles qui feraient des enfants à seule fin de

profiter financièrement du système. S'il est admis que l'État doit protéger et venir en aide à ses citoyens en situation de faiblesse, le regard des autres n'est pas pour autant toujours empreint de compréhension. C'est ainsi qu'en Angleterre, le débat politico-économique insiste largement sur les effets désincitatifs, par lesquels une personne qui percevrait trop d'aides publiques se verrait découragée de rechercher un emploi. D'où l'importance du contrôle des ressources et les enquêtes qui peuvent être effectuées afin de contrôler la véracité des éléments déclarés par les bénéficiaires d'aides de l'État. En France, si les institutions publiques ne se positionnent pas pour l'instant dans une perspective de suspicion et de contrôle, le débat public se porte régulièrement sur la façon dont certains abusent du système, ce qui témoigne de l'attention croissante portée à cette problématique. Du fait de l'installation dans la durée d'une « crise économique » qui s'avère plutôt être une phase durable de transition et de difficile adaptation à de nouvelles réalités économiques, la légitimité de la protection sociale est remise en question. Cette remise en question se fait certes à la marge, en préservant au maximum l'ancien système mis en place au cours des Trente Glorieuses, mais elle soulève, en France comme en Angleterre, nombre d'ambiguïtés quant à l'étendue du rôle de l'État-providence. On distingue dans la protection sociale deux dimensions, l'assuranciel (assurance maladie, retraite, chômage) et l'assistanciel (*minima* sociaux, C.M.U., aide au logement), et l'on peut affirmer que les suspicions portent davantage sur le plan assistanciel. Pourtant, l'allocation chômage, de nature assurancielle, puisque les individus la percevant ont précédemment cotisé afin de se prémunir contre ce risque, essuie de nombreuses remises en cause, portant à la fois sur la durée et le montant des indemnisations. Le regard de la société sur les personnes qui perçoivent des aides sociales se charge ainsi des ambiguïtés émergées des difficultés économiques actuelles.

Lorsque les responsabilités des institutions publiques et de la famille à l'égard des personnes dans le besoin sont clairement définies, l'acceptation sociale n'est pas pour autant inconditionnelle. La protection sociale des plus faibles peut être admise en tant que principe de gouvernance tout en donnant lieu à une désapprobation morale lorsque l'on passe à l'échelle individuelle. Le passage de « pauvre » à « assisté » implique une logique administrative de désignation et d'étiquetage qui détermine pour partie ce que Serge Paugam désigne comme « la carrière morale » des assistés. « L'octroi de l'assistance peut, dans certains cas, être vécu comme une *cérémonie de dégradation statutaire* dans la mesure où le récipiendaire est à cette occasion désigné publiquement comme un individu appartenant à une

catégorie au statut peu honorable. »[169] L'entrée dans un dispositif d'aide sociale a des conséquences sur l'individu en tant que membre de la société : il se trouve stigmatisé car au-delà du secours qui lui est accordé – qu'il s'agisse ou non d'un *droit* social inscrit comme tel dans la Constitution, l'individu dans le besoin doit « demander » une aide qu'on lui « accorde », ce qui manifeste bien son infériorité statutaire – le bénéficiaire de l'aide sociale devient un « usager des services assistanciels », entrant ainsi dans une relation marquée par la dépendance. Socialement, le fait d'être dépendant, sous-entendu du reste de la société, de ses concitoyens, est stigmatisant car cela postule l'incapacité des individus à se prendre eux-mêmes en charge.

La personne « assistée » voit également son identité réduite à un étiquetage administratif qui ne prend en compte que cette dimension, délaissant par là-même toute désignation plus positive. À l'échelle individuelle, le fait de devoir réclamer une aide confère au demandeur un statut humiliant dont il peut souhaiter ne pas faire état publiquement. Le fait d'être assisté implique certainement une déchéance par rapport à un statut antérieur d'autonomie ; l'une des caractéristiques de cette déchéance est que l'individu concerné désire la cacher aux autres, tandis que dans le même temps, ceux-ci espèrent précisément qu'on la leur dissimule afin de ne pas ressentir de sentiments de gêne ou de culpabilité. Comme l'écrivait déjà Simmel : « on peut remarquer que l'accroissement général de l'aisance matérielle, le renforcement de la surveillance policière, et surtout la conscience sociale, qui mêlant bizarrement la bonne et la mauvaise sensibilité, ne « peut pas supporter » la vue de la pauvreté – que tout cela oblige de plus en plus la pauvreté à vouloir se cacher. Et cette tendance, on le comprend, isole les pauvres les uns des autres, les empêche de se percevoir comme une couche sociale solidaire, beaucoup plus que ce n'était le cas au Moyen Âge. »[170] Isolés, les assistés cherchent à dissimuler autant que possible leur stigmate, ce qui le rend d'autant plus présent pour eux qu'ils mettent en œuvre des stratagèmes de dissimulation pouvant être découverts. Les conséquences individuelles de l'assistance varient selon le degré de dépendance des personnes concernées par l'assistance : perte d'amour-propre, isolement, perte de confiance en soi, absence de motivation, perte d'initiative personnelle, remise de soi.

Concernant le rapport au politique des pauvres, la remise de soi constitue une possible traduction politique de la dépendance vis-à-vis de l'assistance. Habitués à être pris en charge par les travailleurs sociaux, parfois jusque dans leur vie privée, ils peuvent étendre cette

[169] PAUGAM, Serge, *La disqualification sociale*, *op. cit.*, p. 25-26.
[170] SIMMEL, Georg, « Les pauvres », *op. cit.*, p.489.

remise de soi à l'ensemble de leur vie, y compris en tant que citoyens. Ainsi, l'une des interprétations possibles de l'abstentionnisme des catégories populaires est qu'elles choisissent de se fier au jugement de leurs concitoyens jugés plus compétents. Il est possible que la perte d'initiative personnelle, ressentie par les assistés du fait que les travailleurs sociaux s'immiscent pour partie dans la gestion de leur quotidien, s'étende au champ politique et se traduise par une absence de motivation au moment de se rendre aux urnes. L'acte électoral suppose une motivation : le citoyen peut être désireux de se prononcer sur le devenir politique de son pays en raison de ses convictions, pour défendre ses intérêts, pour s'opposer à une option politique qui ne lui convient pas ; sans intention partisane, il peut souhaiter remplir son devoir de citoyen, faire valoir ses droits à se prononcer à égalité avec ses concitoyens quel que soit leur statut social, voire simplement participer à ce moment –l'élection – qui est un temps à part dans la vie politique nationale, moment où le sens de la communauté, de la citoyenneté, apparaît de manière concrète et concentrée. Pour ceux qui se retrouvent dans une situation de dépendance sur le plan financier et/ou matériel, voire socialement dans les rapports interpersonnels qu'ils entretiennent avec les travailleurs sociaux et les appareils administratifs, l'on peut se demander comment ils pourraient préserver leur identité de citoyens des conséquences morales et psychologiques de leur position sociale d'assisté. Cette situation fait en effet porter aux individus un stigmate qui, pour peu qu'ils l'incorporent et l'intègrent à leur personnalité, les pousse au retrait du champ politique du fait de la conscience qu'ils ont de leur indignité sociale.

Ainsi, le regard social porté sur les assistés et l'intériorisation de ce regard peuvent contribuer à faire d'eux des « citoyens de seconde classe ». L'une de mes hypothèses de recherche est que la pauvreté, du fait de la situation de dépendance qu'elle induit, entraîne un appauvrissement de la citoyenneté.

Certes, dans nos sociétés démocratiques, tous les citoyens sont égaux en droit et chaque citoyen est un sujet de droit, disposant à ce titre de libertés, de droits civils et politiques, et enfin de droits sociaux. La citoyenneté, source du lien social, n'est cependant pas exempte de fragilités, liées pour partie à l'affaiblissement du national, et d'autre part à la prééminence de la vie économique sur la vie politique[171]. Dans ce contexte de société de consommation décrit plus haut, où les décisions majeures de la vie politique sont guidées par les orientations économiques, l'on pourrait dire que le citoyen pauvre est pauvre avant d'être

[171] *Cf.* TOURAINE, Alain, *Un nouveau paradigme : pour comprendre le monde d'aujourd'hui*, Paris, Fayard, 2005, 364 p. Alain Touraine y résume l'évolution des rapports entre les sphères politiques, économiques et sociales dans les nations européennes. Il souligne en particulier l'effacement progressif du politique au profit de l'économique.

citoyen. Longtemps furent désignés comme « citoyens de seconde classe » au sein d'une nation ceux qui en possédaient la nationalité sans détenir la totalité des droits afférents à la citoyenneté. Il en allait ainsi des Noirs aux États-Unis, ou plus généralement des femmes, avant que le processus d'universalisation des droits ne s'étende à eux[172]. L'on peut également rappeler qu'au XIX^{e} siècle en France, il fallait être en mesure de s'acquitter d'un cens, impôt autorisant les individus à être électeurs ; en outre, certaines catégories étaient d'emblée exclues du droit de vote car elles « servaient » un maître et se trouvaient en conséquence dans une situation de dépendance. Plus d'un siècle plus tard, Daniel Gaxie peut encore dénoncer l'existence d'un cens, non institutionnalisé, tacitement voilé, qui discrimine les catégories les plus pauvres et les moins éduquées de la population : « Pour les sociétés occidentales, les facteurs sociaux de la politisation sont un peu l'équivalent structural des conditions de l'accès au sacré dans les sociétés totémiques. L'intérêt accordé aux événements politiques constitue l'une des voies d'accès à l'essentiel social et consacre (dans tous les sens) du même coup l'éminence de ceux qui ont accès à cette forme démocratique du salut. L'indifférentisme politique est alors la forme laïque de l'interdit, la barrière invisible qui tient à distance les dominés-profanes des grandes hiérarchies sociales. »[173] Différentes formes de dépendance se traduisent par un retrait à l'égard de la chose publique et une non-participation électorale.

Ainsi, l'égalité formelle n'a toujours pas d'existence réelle. Marx – et avant lui les penseurs inspirés par le socialisme ainsi que par le catholicisme social – dénonçait déjà le décalage entre les droits « formels » conférés à l'individu par la citoyenneté « bourgeoise » et la réalité des inégalités sociales, appelant de ses vœux une révolution qui ferait advenir la « citoyenneté réelle ». L'idée est aujourd'hui communément admise et a largement contribué à la reconnaissance des « droits sociaux » des individus. L'on peut dès lors s'interroger sur l'existence d'un effet pervers du système d'État-providence. Prenant acte de ce que les droits civils, juridiques et politiques sont contrariés, dans leur actualisation, par les inégalités économiques et sociales, les sociétés contemporaines se sont efforcées de protéger leurs citoyens et de limiter les inégalités en instaurant des droits sociaux, assuranciels (en cas de maladie, accident, chômage, vieillesse, parentalité) et assistanciels. Or le recours à certaines prestations sociales – en particulier le revenu miminum, les allocations chômage, dans certains cas les allocations familiales et l'aide au logement – renvoie à une forme de

[172] On pense spontanément au processus d'universalisation du droit de vote, mais également à d'autres droits tels que celui de se marier ou de divorcer librement, l'égalité des droits en matière d'accès à l'éducation, etc.

[173] GAXIE, Daniel, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Éditions du Seuil, 1978, p.163.

dépendance. Autrement dit, les droits sociaux supposés protéger les citoyens d'un certain nombre de risques, loin de les émanciper les placent dans une situation de dépendance donc d'infériorité sociale. Malgré l'État-providence (contre lui peut-être), les droits formels continuent de profiter davantage à certains, créant *de facto* des « citoyens de seconde classe », pourvus des mêmes droits que leurs concitoyens, mais marqués d'une indignité sociale qui les pousse à se placer en retrait du champ politique, à ne pas participer pleinement à la vie collective. À long terme, cela peut être dangereux pour la légitimité démocratique dans la mesure où la partie défavorisée de la population se trouve marginalisée, donc que les décisions concernant le vivre ensemble ne sont alors prises que par la partie la plus active de la population.

II. Les conséquences de la pauvreté sur les comportements et opinions politiques

Il est un point important dans les relations entre argent et politique qui intervient dans les représentations politiques des ménages les moins favorisés : le rôle de l'argent au sein-même de l'espace politique. L'influence de l'argent (*lobbying*, liens entre le patronat et les gouvernants, mais aussi nécessité de protéger certains secteurs économiques), voire la corruption (passe-droit et piston à petite échelle, commissions et autres avantages matériels à plus grande échelle), se sont étendues à tous les rouages de la sphère politique et à tous les niveaux de pouvoir. La médiatisation de certaines 'affaires', mais aussi la connaissance de l'existence des passe-droit qu'autorise l'entregent, ont distillé l'idée que la politique est moins une affaire d'idéal que d'argent. Cette opinion est particulièrement prégnante dans les catégories les moins favorisées, d'autant plus conscientes du pouvoir de l'argent qu'elles en manquent, et qui par un retournement psychologique bien compréhensible, affichent leur mépris à l'égard de ceux qui sont gouvernés par l'argent. De sorte que la méfiance bien connue des classes populaires à l'égard des hommes politiques tient pour partie au fait qu'ils sont suspects de se laisser gouverner par leur cupidité, plutôt que par les idéaux politiques dont ils s'affirment les porteurs. Ce point ne fera pas l'objet d'autres commentaires, il ne pouvait cependant pas être éludé.

II.1 Revenu et participation électorale

On interprète traditionnellement l'abstentionnisme électoral comme une insuffisante intégration sociopolitique. Dès 1968, dans son travail sur l'abstention électorale, Alain Lancelot[174] soulignait cette dimension de l'abstentionnisme, alors souvent négligée au profit de jugements purement normatifs. Les personnes qui se trouvent dans une situation de subordination, dont le destin dépend des choix effectués par d'autres, s'abstiennent plus largement. Depuis cet ouvrage précurseur pour la science politique française, notamment en raison des multiples méthodologies qu'il mettait en œuvre, nombre d'études ont été menées qui confirment la plupart des facteurs explicatifs du vote non seulement en France, mais aussi plus largement dans les démocraties occidentales[175]. Le lien entre âge et participation électorale est ainsi maintes fois constaté : très important chez les jeunes électeurs – à l'exception des entrants dans le jeu électoral pour qui le premier vote équivaut à une réaffirmation de leur majorité – l'abstentionnisme diminue progressivement avec l'entrée dans la vie adulte pour croître de nouveau chez les électeurs les plus âgés, lorsqu'ils perdent leur mobilité et que leur cercle relationnel se rétrécit. De même, la croissance de l'abstentionnisme avec la taille de la ville de résidence apparaît comme une règle transnationale, pour peu que l'on considère les capitales comme des cas à part. L'abstentionnisme urbain s'explique par une insertion sociale et un contrôle social moindres dans les grandes villes que dans les petites, mais cet effet de taille est contrarié dans les capitales, souvent les villes les plus peuplées du territoire national, par des passions politiques accrues du fait du caractère politiquement et médiatiquement central de la métropole. Enfin, en dépit du mouvement de sécularisation qui touche de manière inégale les pays démocratiques, il apparaît que les croyants pratiquants appartenant à la religion majoritaire se montrent plus participatifs que les non-pratiquants, les personnes membres de religions minoritaires et sans religion. En revanche, le lien observé dans les années 1960 entre le sexe et l'abstention – les femmes s'abstenant plus souvent que les hommes – est aujourd'hui en voie de disparition : on observe une convergence des taux d'abstention féminin et masculin

[174] LANCELOT, Alain, *L'abstentionnisme électoral en France*, Paris, Armand Colin, 1968.

[175] *Cf.* entre autres : FONT, Joan, VIRÓS, Rosa, *Electoral Abstention in Europe*, Barcelone, Institut de Ciències polítiques i socials, 1995, 198 p. ; MAYER, Nonna (dir.), *Les modèles explicatifs du vote*, Paris, L'Harmattan, 1997, 287 p. ; BLONDEL, Jean, SINNOTT, Richard, SVENSONN, Palle, *People and Parliament in the European Union : Democracy, Participation and Legitimacy*, Oxford, Oxford University Press, 1998, 287 p.

dans l'ensemble des pays occidentaux, au point parfois qu'il n'existe plus de différence entre hommes et femmes en termes de participation électorale.

L'explication du vote qui m'intéresse plus précisément ici concerne le lien entre la situation financière et la participation électorale. Les études montrent qu'il existe un lien modéré mais systématique entre taux d'abstention plus élevé et contexte professionnel défavorisé. La participation des membres d'un ménage augmente avec le revenu par tête, et c'est dans les catégories socioprofessionnelles les plus favorisées, tant sur le plan financier qu'en termes de prestige associé, que la participation au scrutin est la plus forte.

L'hypothèse du manque d'intégration sociopolitique, comme explication de l'abstentionnisme, trouve confirmation à travers le phénomène du cumul d'appartenances : l'abstention décroît en effet avec la participation sociale, mesurée par l'appartenance à une Église, un syndicat, ou une association. Ces groupes jouent le rôle déterminant d'intermédiaires entre l'individu, unité solitaire, et la société, multitude sans visage. En transformant le collectif en un groupe d'appartenance auquel il est possible de s'identifier, ces groupes intermédiaires agissent puissamment sur l'intégration politique des individus et facilitent la mobilisation. À l'inverse, les citoyens isolés, mal intégrés à leur environnement, s'abstiennent plus souvent de voter. Le comportement des migrants, qui ne participent à la vie politique de leur nouvelle communauté qu'après un temps de latence pendant lequel ils s'adaptent à leur cadre de vie, confirme également l'influence de l'intégration sociopolitique sur le vote[176]. La participation électorale peut de ce point de vue être considérée comme une dimension de la participation sociale, dans la mesure où elle reflète l'intégration sociale des individus, leur adhésion à des normes culturelles, à des rôles sociaux.

Précédemment, il a été montré que la pauvreté pouvait constituer un obstacle à une participation pleine et entière à la vie sociale, en limitant les occasions de contacts avec l'entourage et en restreignant la participation à la société de consommation. La pauvreté se traduit également sur le plan de la participation politique : on constate dans tous les pays

[176] *Cf.* POLAC, Catherine, « Quand les 'immigrés' prennent la parole » dans PERRINEAU, Pascal (dir.), *L'engagement politique : déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, p.359-386 ; WITHOL de WENDEN, Catherine, *Les immigrés et la politique*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1988, 393 p. Cette dernière, tout en démontrant l'implication croissante des immigrés *via* une « politisation du non-politique », c'est-à-dire du social, écrit : « Nombre d'entre eux se détournent des formes de représentation mises en place, car ils conservent encore le sentiment que leur émigration sera de courte durée. » (p.213) Elle montre que pour les immigrés de seconde génération, le « passage en politique » se fait par le biais du tissu associatif et conserve une empreinte fortement locale.

démocratiques que les individus financièrement les plus défavorisés (bas revenu, métier dévalorisé, sans patrimoine notamment en ce qui concerne la propriété de leur domicile) sont les plus abstentionnistes. À cette participation comparativement plus faible dans la vie politique de leur pays, l'on peut trouver plusieurs explications. L'abstentionnisme des plus pauvres peut tout d'abord se comprendre du point de vue de la rationalité objective : ne possédant rien, les plus pauvres n'ont rien à défendre, leur abstention peut donc s'expliquer par une absence de motivation. Pourquoi participeraient-ils à un jeu politique dont leur expérience leur apprend qu'ils sortent toujours perdants ? Pourquoi s'impliqueraient-ils dans le champ politique alors que d'autres sphères de participation à la société leur sont irrémédiablement fermées ? Des explications psychologiques peuvent également entrer en jeu: l'attitude de *remise de soi*, induite par la dépendance à l'égard des différentes formes de l'assistance, tendrait à se systématiser chez les individus n'ayant qu'une faible prise sur leur destin, ils s'en remettraient de même à leurs concitoyens pour prendre à leur place les décisions concernant le gouvernement national. L'explication psychologique traditionnelle de l'apathie la présente comme un réflexe de protection contre quelque chose qui dépasse voire menace l'individu[177].

Il convient toutefois de nuancer ces propos. Comme l'écrivent Toinet et Subileau : « Il y a une partie de l'abstention – nous serions tentées de dire son substrat permanent – qui renvoie aux explications traditionnelles par la moindre insertion sociale. En revanche, les autres abstentionnistes ne marquent pas leur refus du politique mais indiquent, à une élection donnée, un refus du choix partisan qui leur est proposé. Loin d'être apathiques, il leur arrive de vouloir se situer politiquement 'ailleurs'. »[178] Deux remarques découlent de cela. Tout d'abord, il est probable que dans les pays où les pauvres sont mal intégrés socialement, voire stigmatisés, ils se montrent plus largement et plus systématiquement abstentionnistes. Ensuite, l'abstention des personnes les plus précaires ne saurait être imputée exclusivement à leur

[177] *Cf.* ELIASOPH, Nina, *op.cit.* Elle confirme cette théorie en montrant, grâce à une enquête qualitative auprès d'Américains militants dans des associations impliquées dans la préservation de leur environnement, comment ceux-ci insistent sur les résultats concrets mais limités de leurs actions tout en rejetant la dimension politique et globale des problèmes auxquels ils sont confrontés. D'un point de vue plus large, la question environnementale est volontiers jugée décourageante, car elle confronte les individus aux intérêts divergents, par exemple entre grands industriels employeurs, habitants consommateurs et employés potentiels. En tant que question « politique », le sujet est considéré comme dangereux, sans solution, et éludé. « L'apathie » qu'elle étudie sans vraiment la définir est constituée d'une absence volontaire de politisation à la fois des individus et des sujets qui les intéressent (présentés par les personnes interrogées comme des questions non-politiques), et relève d'un réflexe de protection.

[178] SUBILEAU, Françoise, TOINET, Marie-France, « L'abstentionnisme en France et aux États-Unis : méthodes et interprétations » dans GAXIE, Daniel (dir.), *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France*, Paris, Presses de la FNSP, 1985, p. 197-198.

position sociale dévalorisée et à une insertion moindre dans la société, il peut également exister des raisons politiques à leur abstention. Ces raisons peuvent être liées à leur expérience de la pauvreté, c'est-à-dire exprimer un rejet de la politique consécutif au constat des injustices sociales et de leur permanence, à l'incapacité des hommes politiques à établir davantage d'égalité dans la société ou à améliorer la situation économique du pays. Ce n'est pas non plus nécessairement le cas ; l'abstentionnisme des plus défavorisés peut aussi se comprendre par des mécanismes qui agissent sur l'ensemble des citoyens : l'impossibilité ponctuelle de se rendre aux urnes (maladie, déplacement…), la lassitude lorsque plusieurs élections ont lieu dans un laps de temps restreint, le fait de ne se sentir représenté par aucun des partis ou des hommes politiques en présence, le refus de l'alternative proposée, l'incompréhension concernant l'objet du scrutin (pour les référendums en particulier).

Si les études de science politique et de sociologie montrent bien une corrélation constante entre le revenu et la participation électorale, celle-ci reste cependant limitée. L'abstentionnisme des plus pauvres s'explique pour partie par un manque d'intégration sociopolitique mais il convient de se garder de systématiser cette interprétation : comme pour tout citoyen, l'abstention des personnes en situation défavorisée peut comporter également des explications de nature politique. Enfin, le revenu et surtout la possession d'un patrimoine influencent l'orientation du vote, la pauvreté (revenu inférieur à 50% du revenu médian et absence de patrimoine) étant généralement corrélée avec un vote à Gauche dans les démocraties occidentales[179].

II.2 La corrélation entre la pauvreté et d'autres attitudes politiques

Tout autant que le revenu ou la profession exercée, la richesse possédée influence la participation électorale qui s'accroît avec le patrimoine. Par-delà cette mobilisation électorale, la possession d'un patrimoine se traduit dans les choix politiques des individus. Soulignons toutefois qu'il ne s'agit pas d'un effet direct du patrimoine, comme l'ont montré Guy Michelat et Michel Simon qui insistent sur l'intermédiation de la variable religieuse et de la variable de classe : « Ce n'est pas seulement la probabilité de la possession d'un patrimoine,

[179] Il existe cependant des exceptions à cette généralité, qu'elles soient momentanées (le vote populaire pour Thatcher dans les années 1980), ou structurelles (le vote pour l'extrême-droite dans les pays où celle-ci existe sous la forme d'un parti représentatif d'une minorité non-négligeable de l'électorat, comme c'est le cas en France).

mais encore ses effets politico-idéologiques, qui se trouvent ainsi dépendre des systèmes d'appartenance dont l'incidence majeure sur la structuration des représentations, sentiments et conduites politico-idéologiques est par là confirmée. »[180] La possession ou non d'un patrimoine se traduit politiquement *via* les systèmes perceptifs et idéologiques en fonction desquels l'individu interprète son expérience. Ces systèmes sont soumis au changement (mouvement de sécularisation, échec du communisme soviétique, surgissement de nouvelles thématiques politiques extérieures au système Gauche/Droite), de sorte que la religion et l'appartenance de classe, tout en orientant encore les représentations idéologiques, ont aujourd'hui un effet moindre sur les comportements politiques. Ainsi, des études de science politique plus récentes montrent que l'effet du patrimoine sur l'orientation du vote demeure important ; son effet est néanmoins affaibli et sujet à des transformations contemporaines : « la possession d'un patrimoine reste relativement prédictive d'un vote pour la droite modérée […] Mais l'absence de patrimoine incite à la fois à voter pour la gauche et à voter pour l'extrême droite. »[181] Concernant les élections, qui constituent le 'moment' où les citoyens perçoivent le mieux l'influence qu'ils possèdent sur un espace politique collectif généralement abstrait, la richesse et la pauvreté influencent non seulement le fait de voter ou de s'abstenir, mais également l'orientation du vote.

La corrélation entre pauvreté et abstention est bien établie, mais elle ne suffit pas à décrire la totalité des comportements politiques des plus pauvres. Hormis la participation électorale et les préférences politiques, l'effet de la richesse (revenu et patrimoine) sur les comportements politiques a été peu étudié. Peut-être cela est-il dû au manque de données disponibles concernant les attitudes des plus pauvres : « Les personnes de plus en plus portées à refuser de répondre aux sondages sont aussi celles qui se tiennent de plus en plus à l'écart de la participation électorale. Et ce phénomène est d'autant plus logique que la baisse d'intérêt pour la vie politique touche avant tout ces catégories. »[182] On observe ainsi une forme de mutisme, repéré en premier lieu par les sondeurs qui peinent souvent à respecter les quotas assurant la représentativité de leurs échantillons du fait du difficile recrutement de personnes

[180] MICHELAT, Guy, SIMON, Michel, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques et Éd. Sociales, 1977, p. 320.

[181] BOY, Daniel, MAYER, Nonna, « Que reste-t-il des variables lourdes ? » dans *L'électeur à ses raisons*, *op.cit.*, p.122-123.

[182] MÉCHET, Philippe, WEILL, Pierre, « L'opinion à la recherche des citoyens » dans BADIE, Bertrand, PERRINEAU, Pascal (dir.), *Le Citoyen. Mélanges offerts à Alain Lancelot*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p.225-226.

en situation défavorisée : chômeurs, précaires, travailleurs pauvres. Le silence des plus pauvres permet de conclure, par défaut, à leur absence d'intérêt pour la vie politique. Ainsi les pourcentages de sans-réponse sont-ils souvent utilisés comme indicateur du degré de dépossession politique.

Se pose notamment le problème classique des mobilisations dominées : les plus à mêmes de prendre la parole au nom des autres, en particulier ceux qui disposent de ressources importantes en termes d'éducation ou de réseau social, préfèrent investir ces ressources dans des stratégies individuelles plutôt que de tenir un rôle d'incitation, d'animation, voire de *leadership* dans le cadre d'une mobilisation politique. L'on note également que le système politique partisan marginalise les moins bien dotés socialement et scolairement : « Ces nouvelles règles de démocratie interne qui se développent au nom de l'ouverture sur la société civile ont des effets *intimidants* et *excluants* sur les adhérents d'origine populaire ou faiblement diplômés. Elles contribuent à renforcer leur sentiment d'indignité sociale et politique, ce qui les encourage à faire défection, à adopter des stratégies d'*exit*, total ou partiel. »[183]

Ainsi, les plus pauvres participent moins aux discussions politiques comme aux manifestations ou à d'autres formes protestataires d'investissement du politique. Par exemple, parmi les manifestants, on trouve essentiellement des personnes appartenant aux couches moyennes salariées ; le principal facteur déterminant la participation à des manifestations est la jeunesse. En outre, « ceux qui manifestent le plus sont aussi ceux qui votent le plus, ceux qui adhèrent le plus aux syndicats et aux partis. »[184] Inversement, les plus pauvres, ceux dont les conditions de travail sont les plus précaires, s'abstiennent davantage de tout type de participation politique.

III. L'effet de la pauvreté monétaire sur les attitudes politiques

Afin de procéder à des analyses statistiques sur le rapport au politique des personnes en situation défavorisée, toujours à partir des données Eurobaromètres cumulées, l'étude va

[183] LEFEBVRE, Rémi, SAWICKI, Frédéric, « Le peuple vu par les socialistes » dans MATONTI, Frédérique (dir.), *La démobilisation politique*, Paris, La Dispute, coll. Pratiques politiques, 2005, p.92.

[184] FILLIEULE, Olivier, *Stratégies de rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, p.144.

s'intéresser aux effets de la pauvreté monétaire sur plusieurs indicateurs sociopolitiques. Pour ce faire, j'ai construit une variable *Revenu* à partir de la variable récurrente « revenu familial ». Cette variable prend en compte tous les types de revenu (revenu du travail, du capital, retraites, allocations familiales, aides de l'État, etc.) perçus par le foyer. Il ne s'agit pas d'une variable individuelle mais familiale, permettant de situer la tranche de revenu dans laquelle se situe chaque foyer. J'ai finalement estimé que cette variable constituait une estimation satisfaisante du niveau de vie, c'est donc à partir de la variable de revenu familial que j'ai construit la nouvelle variable[185], recodée de manière à ne présenter que cinq modalités de réponses. Les cinq fractiles de revenu répartissent la population de façon inégale. Par construction, les fractiles inférieur et supérieur comportent chacun entre 10 et 15% des individus interrogés pour chaque vague d'enquête : ils constituent ainsi d'une part les plus pauvres, d'autre part les plus riches de l'échantillon. Les 2ème, 3ème et 4ème fractiles – les fractiles centraux – sont construits afin de comporter chacun entre 25 et 30% des répondants à chaque vague. Après agrégation des vagues d'enquêtes, on obtient donc la répartition suivante :

	Construction pour chaque vague d'enquête	Résultat final pour l'échantillon total agrégé
Fractile inférieur	10-15%	14,2%
2d fractile	25-30%	24,6%
3ème fractile	25-30%	21,8%
4ème fractile	25-30%	24,6%
Fractile supérieur	10-15%	14,8%

L'objectif de cette construction est de pouvoir clairement isoler le comportement politique des plus pauvres. La variable utilisée dans les analyses qui suivent ne constitue pas un indicateur précis pour une analyse fine du revenu mais une variable indicative permettant d'étudier les conséquences des différences de niveau de vie sur les comportements politiques.

Dans un premier temps, seront étudiés les effets du revenu sur les identités politiques, nationales et partisanes. Puis, il conviendra de vérifier si les plus pauvres sont effectivement moins intéressés par la politique que leurs concitoyens. Enfin, leur rapport à l'État sera précisé à travers des questions portant sur les attitudes à l'égard de la démocratie et sur les modes de transformation de la société.

[185] Les détails de la construction de la variable *Revenu*, – visant à homogénéiser les différences nationales et les variations du nombre et des valeurs des modalités de réponse proposées – sont présentés dans l'annexe méthodologique.

III.1 Les conséquences de la pauvreté sur les appartenances politiques

a) L'effet du revenu sur le sentiment de fierté nationale

Comme cela a été précédemment mentionné, les inégalités sociales peuvent conduire à remettre en cause la cohésion nationale. La pauvreté – c'est l'une de nos hypothèses – a des conséquences sur le lien de citoyenneté, sur le sentiment d'appartenance des plus pauvres à la société. Cela nous amène à préciser cette hypothèse, que les enquêtes Eurobaromètres permettent de vérifier : les plus pauvres pourraient être déçus de se sentir des citoyens de seconde classe, de ne pas avoir de perspectives d'avenir, et pourraient en conséquence ressentir un sentiment patriotique moindre.

Tableau 12 : Le sentiment de fierté nationale selon le revenu par fractiles en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %)

		Sentiment de fierté nationale			
Nation	**Revenu**	Très fier	Fier	Peu ou pas fier du tout	**Total**
France	Fractile inférieur	43,6	39,3	17	100
	2d fractile	39,5	41,3	19,2	100
	3ème fractile	37,5	45,4	17,1	100
	4ème fractile	26,9	51,1	21,9	100
	Fractile supérieur	23,5	57,5	19	100
	Total France	**34,7**	**46,1**	**19,2**	**100**
Grande-Bretagne	Fractile inférieur	57,5	29,2	13,3	100
	2d fractile	57,1	29,6	13,2	100
	3ème fractile	42,4	45,3	12,3	100
	4ème fractile	45,5	41,5	12,9	100
	Fractile supérieur	41,3	44,5	14,2	100
	Total GB	**49**	**37,9**	**13,1**	**100**
Espagne	Fractile inférieur	72,8	21,7	5,5	100
	2d fractile	65,7	28,2	6,2	100
	3ème fractile	55,9	34	10,1	100
	4ème fractile	59,4	31,1	9,4	100
	Fractile supérieur	55,4	34,3	10,4	100
	Total Espagne	**62,8**	**29,3**	**7,9**	**100**
Total		**45,4**	**39,9**	**14,7**	**100**

Source : Eurobaromètres cumulés 1985-1997 ; N= 8.197 ; p-value du khi-2 <0,000 pour chaque pays.
La modalité « Peu ou pas fier du tout » résulte de l'agrégation des modalités « peu fier » et « pas fier du tout », cette dernière étant rarement choisie (4%).

L'enquête Eurobaromètres comporte une question, renseignée en 1985, 1986, 1988, 1994 et 1997, formulée comme suit : « Êtes-vous fier d'être [nationalité] ? ». L'analyse du tableau 12 permettra de déterminer si le revenu a un effet, et lequel, sur le sentiment de fierté nationale et si l'intensité du sentiment patriotique varie d'un pays à l'autre.

Parmi les pays étudiés, c'est la France qui présente le plus fort scepticisme à l'encontre du sentiment de fierté nationale puisque 19,2% des individus se sentent « peu fiers », voire « pas fiers du tout d'être Français ». En dépit des différences de niveau, on constate que dans les trois pays, l'absence de fierté nationale est un phénomène minoritaire – en particulier en Espagne où il n'est partagé que par 7,9% de la population – et réparti de manière assez uniforme dans la population avec des écarts relativement faibles ou n'évoluant pas concurremment au revenu.

« Être très fier d'être » Français, Britannique, ou Espagnol, est un sentiment qui décroît avec le niveau de revenu. Ainsi, 43,6% des plus pauvres se disent très fiers d'être Français, soit 20 points de plus que leurs concitoyens du fractile supérieur. 57,5% des Britanniques les plus pauvres partagent cette fierté, soit 16 points de plus que les plus aisés. Enfin, les Espagnols du fractile inférieur sont 72,8% à éprouver ce même sentiment, soit 17 points de plus que leurs compatriotes les plus riches. L'Espagne apparaît bien comme le pays où les citoyens sont les plus fiers de leur appartenance nationale et la France comme celui où la fierté nationale est la moins partagée. Peut-être cela est-il dû au souvenir des dérives du nationalisme ou à l'assimilation de la fierté nationale avec le discours du Front National qui peut, pour certains, agir comme un repoussoir contre le sentiment national.

Alors que l'on pourrait penser que la pauvreté entraîne un mécontentement ou une désillusion à l'égard de la patrie, il apparaît que, tous pays confondus, les individus dont le niveau de revenu est compris dans le premier fractile sont plus fiers de leur appartenance nationale que leurs concitoyens plus aisés. Une régression logistique[186] montre que ce résultat, s'il décrit effectivement les comportements des plus pauvres, n'est pas imputable à un effet propre du revenu mais à la médiation opérée par le niveau d'études. Le fait demeure cependant que les plus pauvres se montrent davantage patriotes que leurs concitoyens plus aisés. La très forte prédictivité de la religion peut s'interpréter comme le fait que l'on trouve dans le patriotisme la même fibre religieuse que dans l'identification à une religion : la fierté

[186] *Cf.* Annexe 2, Tableau VIII. La méthode de régression logistique et les choix méthodologiques afférents sont présentés dans l'annexe méthodologique.

nationale et l'appartenance à une confession religieuse constituent deux fondements de l'identité qui reposent sur un même sentiment de foi et d'adhésion.

Sans doute les catégories supérieures se montrent-elles plus détachées et considèrent-elles le sentiment patriotique comme une forme d'appartenance un peu désuète, voire primaire, vis-à-vis desquelles il convient de prendre ses distances par souci de distinction. On peut d'ailleurs appuyer cette interprétation par le fait que le sentiment d'être européen est beaucoup plus fort parmi les catégories supérieures, ce qui participe probablement du discrédit porté sur les vieilles appartenances nationales au profit d'une appartenance plus « moderne » : l'Europe[187]. À l'inverse, les catégories populaires investissent-elles davantage d'affect dans leur rapport à la nation, considérée au sens propre comme la « mère-patrie ». Cela révèle une forte attente à l'égard du rôle protecteur de l'État national. Cet espoir serait-il déçu ? Peut-être est-ce le cas, l'enquête qualitative permettra de le préciser. Toujours est-il que si les plus pauvres entretiennent un certain ressentiment, celui-ci ne s'exprime pas contre la nation. Ils sont fiers de leur nationalité qu'ils considèrent sans doute comme un déterminant familier et traditionnel de leur identité.

b) L'effet du revenu sur les préférences partisanes

Dans le chapitre 1, on a démontré que les chômeurs se montraient largement moins intéressés et que ce désintérêt se traduisait par une absence de proximité partisane. L'étude de la proximité partisane en fonction du revenu va à présent permettre de constater si, à l'instar des chômeurs, les plus pauvres se reconnaissent moins que leurs concitoyens plus aisés dans une identité partisane. L'identité nationale persiste dans la pauvreté et peut-être même acquière-t-elle une valeur supplémentaire ; qu'en est-il des appartenances partisanes ?

Le chapitre précédent a exposé quelles étaient les principales variations nationales concernant cette attitude politique : moindre appartenance partisane en Espagne ; persistance en Angleterre d'une adhésion partisane de nature identitaire et bilatéralisation du système politique ; importance de la fracture sociale en France. Ces résultats sont évidemment confirmés, aussi l'analyse se concentrera sur la relation entre revenu et sentiment partisan. Première conclusion qui ressort de ce tableau, le sentiment de proximité partisane croît avec le revenu. S'agissant du fait de se sentir « très ou assez proche d'un parti politique », les écarts restent modérés, de l'ordre de 6 à 8 points entre les fractiles inférieur et supérieur. Ces écarts

[187] *Cf.* Annexe 2, Tableau IX.

sont bien plus importants en ce qui concerne l'absence de proximité partisane : 10 points pour la Grande-Bretagne ; 13 points pour l'Espagne et jusqu'à 16 points pour la France.

Tableau 13 : La proximité partisane selon le revenu par fractiles en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %)

		Sentiment de proximité partisane			
Nation	**Revenu**	Très/assez proche d'un parti	Sympathisant	Aucune affinité	**Total**
France	Fractile inférieur	18,2	32,9	48,9	100
	2d fractile	18,9	35,3	45,7	100
	3ème fractile	19,3	37,8	43	100
	4ème fractile	20,1	41,5	38,4	100
	Fractile supérieur	23,9	43,4	32,7	100
	Total France	**20**	**38,5**	**41,4**	**100**
Grande-Bretagne	Fractile inférieur	32,3	16,8	50,6	100
	2d fractile	35,1	16,7	48,3	100
	3ème fractile	32,7	16,3	51	100
	4ème fractile	34,6	17,4	48	100
	Fractile supérieur	40,2	19,4	41,2	100
	Total GB	**34,9**	**17,3**	**47,9**	**100**
Espagne	Fractile inférieur	11,5	26,5	62	100
	2d fractile	12,7	29,2	58,1	100
	3ème fractile	14,7	30,7	54,5	100
	4ème fractile	13,7	34,2	52,1	100
	Fractile supérieur	17,1	34,2	48,8	100
	Total Espagne	**13,8**	**30,9**	**55,3**	**100**
Total		**23,8**	**28,8**	**47,3**	**100**

Source : Eurobaromètres cumulés 1985-1994 ; N= 47.680 ; p-value du khi-2 <0,000 pour chaque pays.
La modalité « Très/Assez proche d'un parti politique » résulte de l'agrégation des modalités « très proche d'un parti politique » et « assez proche d'un parti politique ».

Dans les trois pays étudiés, les individus dont le revenu est compris dans le fractile inférieur sont majoritaires à ne ressentir « aucune affinité partisane » : 48,9% en France, 50,6% en Grande-Bretagne et 62% en Espagne. Certes, on peut arguer que, dans les trois pays considérés, être « très ou assez proche d'un parti politique » ne constitue pas un comportement majoritaire, quel que soit le niveau de revenu. Toutefois, l'absence de politisation est particulièrement massive parmi les plus pauvres, comportement auquel on peut apporter deux explications non exclusives : d'une part, les catégories les plus pauvres pourraient avoir d'autres priorités, plus urgentes et plus impératives, ne leur permettant pas de s'intéresser aux partis politiques ; d'autre part, ils pourraient ne pas avoir été politiquement

socialisés dans leur enfance et donc se sentir désorientés, en l'absence de repères, face au paysage politique.

La régression logistique présentée dans le tableau 14 sur l'absence de préférence partisane confirme que la pauvreté est bien prédictive d'une distanciation partisane. Une fois encore, la *nation* apparaît comme la première variable explicative, la Grande-Bretagne et surtout l'Espagne, étant très significativement prédictives d'une absence d'appartenance partisane. Les variables apparaissant ensuite comme les plus significatives sont les variables traditionnellement étudiées en science politique. On observe ainsi que la propension à ne ressentir aucune préférence partisane diminue avec l'âge et avec le niveau d'études, ainsi que lorsque l'on est un homme. On notera également que le fait de se reconnaître dans une religion, quelle qu'elle soit, tend à prémunir l'individu contre l'absence de préférence partisane.

Faut-il voir un paradoxe dans le fait qu'un bas niveau de revenu est prédictif à la fois d'un fort attachement à l'identité nationale et d'une absence d'appartenance partisane ? Dans un contexte de délitement des appartenances politiques et sociales, l'identité nationale constitue un point de repère essentiel pour l'identité politique des personnes en situation défavorisée. En effet, le chômage et la précarité brouillent les repères sociaux ; les appartenances partisanes traditionnelles de la classe ouvrière ont perdu le sens historique de leur combat politique et ont, soit été délaissés par leur base électorale (c'est le cas du P.C.F. en France[188]), soit été contraints d'évoluer pour rester dans la course au pouvoir (c'est le sens de la mue du Labour en New Labour). En outre, l'Europe apparaît comme une menace pour les catégories populaires, ce qui renforce l'attachement à une nation perçue comme protectrice de ses citoyens.

[188] CAPDEVIELLE, Jacques, « Les opinions et les comportements politiques des ouvriers : une évolution inévitable ? Irréversible ? », *Cahier du CEVIPOF*, n°21, janvier 1999, 131 p. ; PLATONE, François, RANGER, Jean, « Les adhérents du Parti communiste français », *Cahiers du CEVIPOF*, n°27, juin 2000, 156 p.

Tableau 14 : Régression logistique (Y = absence de proximité partisane)

Variables	Coef. B	Erreur-standard	Wald	Significativité
Nation			169,534	***
Grande-Bretagne	0,210	0,045	22,184	***
Espagne	0,535	0,042	165,873	***
France	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Âge			116,346	***
18-25 ans	0,597	0,064	86,690	***
26-35 ans	0,382	0,060	40,733	***
36-45 ans	0,202	0,060	11,461	**
46-55 ans	0,126	0,058	4,687	*
56-65 ans	0,042	0,053	0,645	ns
> 65 ans	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Niveau d'études			77,830	***
Jusqu'à 14 ans	0,388	0,051	58,495	***
Jusqu'à 16 ans	0,352	0,046	58,457	***
Jusqu'à 19 ans	0,174	0,045	14,847	***
Études sup.	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Sexe			59,674	***
Homme	-0,230	0,030	59,674	***
Femme	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Revenu			59,310	***
Fractile inférieur	0,388	0,059	43,587	***
2^{d} fractile	0,280	0,050	30,949	***
3ème fractile	0,264	0,050	28,186	***
4ème fractile	0,106	0,047	4,991	*
Fractile supérieur	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Religion			57,208	***
Catholique	-0,136	0,040	11,377	***
Protestant	-0,360	0,052	47,032	***
R° minoritaires	-0,010	0,060	0,030	ns
Sans religion	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Cycle			40,512	***
1985-1989	-0,200	0,031	40,512	***
1990-1994	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Lieu d'habitation			17,909	***
Rural, village	0,157	0,038	16,906	***
Petite ville	0,113	0,036	9,986	**
Grande ville	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Nb d'enfants			9,590	**
Aucun	-0,137	0,044	9,503	**
Un enfant	-0,094	0,049	3,728	ns
Plusieurs enfants	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
État civil			1,587	ns
Célibataire	0,054	0,070	0,586	ns
Marié/en couple	0,025	0,059	0,180	ns
Divorcé/séparé	0,090	0,083	1,176	ns
Veuf	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Constante	-0,735	0,098	55,951	***

Source : Eurobaromètres cumulés 1985-1994 N= 20.191
Significativité : ***= p<0,001 **= p<0,01 *= p<0,05 ns = non significatif

À l'issue de ces analyses, on peut conclure que la pauvreté s'accompagne majoritairement d'une absence de proximité partisane ce qui confirmerait la prégnance de l'apathie politique comme type dominant de rapport au politique parmi les personnes en situation défavorisée. Cependant, si ce comportement est dominant, l'on voit bien qu'il n'est pas exclusif et qu'une proportion importante, quoique minoritaire, d'individus conserve des préférences partisanes. Des analyses complémentaires effectuées sur les intentions de vote aux prochaines élections montrent que les Britanniques, dont le revenu est compris dans le fractile inférieur, sont majoritairement favorables au Labour sur la période 1985-1997 (à 51,9% contre 41,4% en moyenne)[189] ; les Espagnols les plus pauvres, quant à eux, sont largement favorables au P.S.O.E.[190] (à 56,9% contre 48,8% en moyenne) sur l'ensemble de la période[191]. Enfin, le vote des Français les plus pauvres est plus également réparti entre Gauche (35,7% pour le P.S. et les radicaux de Gauche) et Droite (32,1% pour le R.P.R., l'U.D.F. et les divers droite)[192]. L'étude des intentions de vote année par année montre que le vote des Français du fractile inférieur de revenu est particulièrement volatil, accordant tantôt la majorité des suffrages à la Gauche, tantôt à la Droite[193] ; on discerne toutefois une légère préférence pour la Gauche, renforcée par l'alliance des partis écologistes avec le parti socialiste. Ainsi, parmi les individus qui s'intéressent à la politique et émettent une intention de vote, les plus pauvres s'avèrent, dans leur ensemble, plutôt attirés par la Gauche. Cette préférence n'est pas exclusive et, en France en particulier, elle n'est pas nécessairement durable.

III.2 Bas revenus et désintérêt pour le contexte sociopolitique

Une fois constaté que l'absence de proximité partisane est un phénomène majoritaire parmi les plus pauvres, l'on peut supposer que cette absence de préférence partisane fait écho à un désintérêt plus général pour la politique. C'est effectivement ce que l'on peut vérifier grâce aux données Eurobaromètres[194].

[189] *Cf.* Annexe 2, Tableau X.
[190] Partido Socialista Obrero Español.
[191] *Cf.* Annexe 2, Tableau XI.
[192] *Cf.* Annexe 2, Tableau XII.
[193] *Cf.* Annexe 2, Tableau XIII.
[194] Le lien très fort entre ces deux variables apparaît dans l'Annexe 2, Tableau XIV.

a) L'effet du revenu sur l'intérêt pour la politique

Comme attendu, le niveau de revenu est fortement corrélé à l'intérêt pour la politique. Les individus dont le revenu se situe dans le fractile inférieur sont systématiquement, quelle que soit leur nationalité, les plus nombreux à déclarer ne pas du tout s'intéresser à la politique, et les moins nombreux à déclarer beaucoup s'y intéresser. Le tableau croisé ci-dessous peut donner l'impression qu'il existe une relation linéaire entre le revenu et l'intérêt pour la politique.

Tableau 15: L'intérêt manifesté pour la politique selon le revenu par fractiles en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %)

		Intérêt pour la politique				
Nation	**Revenu**	Beaucoup	Assez	Un peu	Pas du tout	**Total**
France	Fractile inférieur	7,6	26,1	37,1	29,3	100
	2d fractile	8,1	26,3	39,6	26	100
	3ème fractile	8,7	32,4	35,6	23,3	100
	4ème fractile	11,7	38,1	34,6	15,6	100
	Fractile supérieur	16,9	44,9	30,2	8	100
	Total France	**10,7**	**34,2**	**35,3**	**19,8**	**100**
Grande-Bretagne	Fractile inférieur	9,3	30,9	34,8	25	100
	2d fractile	13	38,7	31,7	16,6	100
	3ème fractile	13,5	39,7	33	13,8	100
	4ème fractile	15,1	48,4	26,7	9,9	100
	Fractile supérieur	22,3	52,9	20	4,8	100
	Total GB	**15,2**	**43,8**	**28,4**	**12,6**	**100**
Espagne	Fractile inférieur	3,5	15,8	18,9	61,8	100
	2d fractile	4,3	23	20,7	52	100
	3ème fractile	6,7	32	21,5	39,9	100
	4ème fractile	8,5	33,9	24	33,6	100
	Fractile supérieur	13,8	39,6	24,8	21,8	100
	Total Espagne	**7,3**	**29,3**	**22,2**	**41,2**	**100**
Total		**11**	**35,7**	**29,4**	**23,9**	**100**

Source : Eurobaromètres cumulés 1988-1994 ; N= 15.771 ; p-value du khi-2 <0,000 pour chaque pays.

Il convient de rappeler que la variable utilisée n'est qu'une approximation des ressources financières du répondant. La relation linéaire qui semble apparaître n'est probablement qu'une illusion statistique due à l'agrégation. Ce qu'il importe de retenir, c'est que les individus qui se situent au bas de l'échelle des revenus sont les moins impliqués dans les discussions politiques. Qui plus est, les écarts entre fractile inférieur et fractile supérieur

sont conséquents : la modalité de réponse « Pas du tout » affiche ainsi un écart d'environ 20 points pour la France et la Grande-Bretagne, et de 40 points pour l'Espagne, pays qui apparaît nettement, dans l'ensemble des résultats statistiques, comme celui où le désinvestissement politique est le plus fort.

La régression logistique figurant dans le tableau 16 porte sur le désintérêt à l'égard de la politique. La *nation* apparaît d'emblée comme le facteur le plus explicatif, confirmant la prégnance du désintérêt en Espagne tandis que ce comportement a bien moins de probabilité d'apparaître en Grande-Bretagne.

Sans surprise, le rôle du *niveau d'études* dans l'intérêt pour la politique est confirmé : moins les individus sont instruits, plus ils sont susceptibles de ne pas du tout s'intéresser à la politique. On remarquera en particulier la force des coefficients (supérieurs à 1 pour les scolarités interrompues entre 14 et 16 ans).

Le *revenu* apparaît comme une variable très significativement explicative du désintérêt pour la politique, la quatrième en termes d'effet (wald : 133) après la nation, le niveau d'études et le sexe, loin devant les autres variables. Le fractile inférieur tout particulièrement se montre extrêmement prédictif du désintérêt, ce qui confirme l'hypothèse que les individus les plus pauvres, toutes choses égales par ailleurs, sont privés de certains facteurs déterminants pour s'intéresser à la politique : temps, disponibilité d'esprit, moyens financiers de s'informer. Contrairement à ce que l'on pouvait supposer, on observe que le revenu est davantage prédictif que l'âge. Les variables permettant d'approximer l'intégration sociale des individus s'avèrent faiblement significatives, ce qui va dans le sens d'une interprétation du désintérêt pour la politique comme un phénomène lié davantage à l'intellection et aux conditions matérielles d'existence qu'aux liens, réels ou imaginés, tissés avec un collectif. La seule variable relativement explicative est le *nombre d'enfants*, mais son interprétation n'est pas sans surprise. En effet, elle suggère que les individus ayant plusieurs enfants, loin de se sentir plus concernés par la politique (ce qui était anticipé en raison des préoccupations parentales concernant l'avenir des enfants), s'en préoccupent assez peu, ce qui est confirmé par l'analyse suivante.

Tableau 16 : Régression logistique (Y = ne s'intéresse pas du tout à la politique)

Variables	Coef. B	Erreur-standard	Wald	Significativité
Nation			347,867	***
Grande-Bretagne	-0,604	0,87	48,318	***
Espagne	0,902	0,60	228,977	***
France	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Niveau d'études			258,255	***
Jusqu'à 14 ans	1,384	0,90	235,187	***
Jusqu'à 16 ans	1,094	0,90	147,555	***
Jusqu'à 19 ans	0,653	0,90	52,584	***
Études sup.	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Sexe			138,212	***
Homme	-0,593	0,050	138,212	***
Femme	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Revenu			133,509	***
Fractile inférieur	1,051	0,107	96,478	***
2^{d} fractile	0,632	0,099	40,583	***
3ème fractile	0,640	0,100	40,749	***
4ème fractile	0,246	0,102	5,785	*
Fractile supérieur	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Âge			60,931	***
18-25 ans	0,259	0,102	6,474	*
26-35 ans	-0,294	0,099	8,821	**
36-45 ans	-0,375	0,098	14,739	***
46-55 ans	-0,271	0,094	8,279	**
56-65 ans	-0,068	0,080	0,725	ns
> 65 ans	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Nb d'enfants			37,442	***
Aucun	-0,461	0,075	37,442	***
Un enfant	-0,274	0,081	11,401	**
Plusieurs enfants	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Religion			10,403	*
Catholique	0,094	0,070	1,815	ns
Protestant	-0,271	0,119	5,246	*
R° minoritaires	0,048	0,105	0,210	ns
Sans religion	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Lieu d'habitation			5,361	ns
Rural, village	0,142	0,064	5,014	*
Petite ville	0,054	0,062	0,771	ns
Grande ville	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
État civil			1,280	ns
Célibataire	0,108	0,108	0,999	ns
Marié/en couple	0,047	0,088	0,281	ns
Divorcé/séparé	-0,003	0,137	0,001	ns
Veuf	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Cycle			0,388	ns
1985-1989	-0,032	0,051	0,388	ns
1990-1994	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Constante	-2,194	0,179	150,942	***

Source : Eurobaromètres cumulés 1985-1994 N= 11.735
Significativité : ***= p<0,001 **= p<0,01 *= p<0,05 ns = non significatif

Il semble en effet pertinent de comparer cette analyse avec la régression logistique portant sur un intérêt très fort pour la politique[195]. Ainsi, l'on peut s'assurer que les modalités les plus explicatives du désintérêt ne sont pas également les plus explicatives de l'intérêt, ce qui signifierait une désertion des valeurs centrales. On observe la prédominance explicative des variables sociodémographiques que sont le *niveau d'études*, le *sexe* et l'*âge*, suivies par la *religion*, et en cinquième position seulement, par la *nation*. La Grande-Bretagne apparaît de nouveau comme le pays où l'intérêt pour la politique est le plus fort, confirmant les interprétations précédentes, effectuées au vu des tableaux croisés. L'on constate cependant que la nation est davantage prédictive du désintérêt que de l'intérêt, ce qui montre que les variations nationales, toutes choses égales par ailleurs, sont plus fortes lorsque l'on observe le retrait par rapport au politique.

Le *revenu* reste très significativement explicatif de l'intérêt pour la politique mais il est moins prédictif que les variables susmentionnées. Ainsi, avoir un revenu compris dans le fractile inférieur implique d'avoir une forte probabilité de ne pas du tout s'intéresser à la politique et une faible probabilité de s'y intéresser beaucoup (coefficient négatif).

L'intérêt que les individus portent à la politique en général est difficile à évaluer de manière concrète. Toutefois, la fréquence avec laquelle ils abordent dans leurs conversations quotidiennes les questions politiques, permet d'approximer cet intérêt au niveau individuel d'une part, mais aussi quant à la prégnance des questions politiques dans la vie nationale d'autre part. En outre, la question de la fréquence des discussions politiques renvoie à la dimension ordinaire du rapport au politique. Comme l'écrit Jean-Louis Marie, « ce ne sont pas les acteurs qui sont ordinaires, mais le moment dans lequel on les appréhende et les procédures communes qu'ils mettent en œuvre. »[196] La question, telle qu'elle est posée dans les enquêtes Eurobaromètres, concerne les discussions politiques avec des amis, au-delà donc du cercle familial. La précision est d'importance puisqu'elle situe le répondant dans un contexte d'interaction où les normes sociales sont éminemment prises en compte par les acteurs.

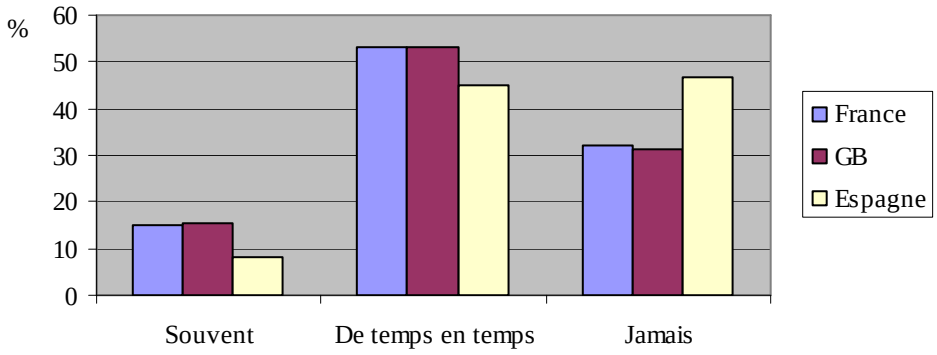
Sur l'ensemble de la population étudiée, à savoir les Français, les Britanniques et les Espagnols en âge de voter, 14,1% déclarent parler fréquemment de politique lorsqu'ils sont

[195] *Cf.* Annexe 2, Tableau XV.

[196] MARIE, Jean-Louis, « Pour une approche pluridisciplinaire des modes ordinaires de connaissance et de construction du politique », *in* MARIE, Jean-Louis, DUJARDIN, Philippe, BALME, Richard (eds), *L'ordinaire. Mode d'accès et pertinence des sciences sociales et humaines*, Paris, L'Harmattan, 2002, p.30.

avec des amis, 49,1% le font de temps en temps et 36,8% ne parlent jamais de politique. Bien sûr, cet intérêt pour la politique ne se répartit pas uniformément dans la population : à l'échelle individuelle, de nombreux facteurs sociodémographiques interviennent tels que le sexe, l'âge ou le niveau d'études, mais aussi d'autres facteurs tels que l'ampleur du réseau relationnel. Des différences marquées existent également au niveau national comme en témoigne le graphe ci-dessous.

Graphe 2
Fréquence de discussion politique pour les trois pays
(N=114.473 ; p-value < 0,000)



Source : Eurobaromètres cumulés 1988-1994 ; N= 8.197 ; p-value du khi-2 <0,000 pour chaque pays.

Une fois encore, la Grande-Bretagne ressort, avec 70% des répondants, comme celui des trois pays étudiés où l'on discute le plus volontiers de questions politiques, devant la France (68%) et l'Espagne (46%). Près de 50% des Espagnols déclarent ne « jamais » parler de politique, contre seulement 30% en Grande-Bretagne et 32% en France. À l'inverse, seuls 7,4% des Espagnols discutent souvent de politique contre environ 15% dans les deux autres pays. La principale conclusion que l'on peut tirer de ce graphique est que l'espace public espagnol est marqué par un moindre intérêt pour la politique. Il faut toutefois nuancer ce propos par deux remarques. Tout d'abord, la question posée ne concerne pas toutes les discussions politiques, mais uniquement celles avec des amis. Il est possible que les Espagnols préfèrent parler de politique avec d'autres personnes, notamment les membres de leur famille. D'autre part, on peut faire l'hypothèse que les relations amicales ne recouvrent pas le même type de situations dans les trois pays de l'enquête : les Espagnols ayant un réseau relationnel davantage centré sur la famille étendue, ils auraient moins d'opportunités de parler politique avec des amis. Au contraire, les Britanniques ont une sociabilité davantage axée sur

les relations de voisinage, 'la culture du *pub*', ce qui expliquerait qu'ils discutent plus souvent de tout, y compris de politique.

L'étude de ce graphe induit une question liée à la culture politique de chacun de ces pays : dans quelle mesure est-il légitime[197] de parler de politique ? Vu sous cet angle, il apparaît que la politique est un sujet de discussion largement légitime en France et en Angleterre, et que ce n'est pas le cas en Espagne. En effet, l'Espagne n'a achevé sa transition démocratique que récemment : 1978 si l'on tient compte de la mise en place définitive des institutions actuelles, 1982 si l'on se réfère à la première alternance, certains auteurs n'hésitant pas à considérer que cette transition démocratique n'est pas encore achevée. De fait, certaines habitudes démocratiques, telles que le débat politique, enracinées de longue date dans les cultures politiques de la France et de la Grande-Bretagne, ne sont peut-être pas encore totalement entrées dans les mœurs en Espagne. La faiblesse des discussions politiques en Espagne s'explique aussi pour partie historiquement, par le souvenir de la guerre civile qui exacerba les passions et rompit durablement la cohésion nationale, ainsi que par quarante années de régime franquiste limitant sévèrement la liberté d'expression.

L'analyse du tableau croisé des réponses à la question de la fréquence des discussions politiques en fonction du revenu et du pays[198] souligne une fois encore que par-delà ces différences nationales, on observe un même phénomène de retrait politique de la part des individus dont le revenu est comparativement faible. Ainsi, concernant les individus dont le revenu est compris dans le fractile inférieur, plus de 40% des Britanniques et des Français déclarent ne jamais discuter de politique avec leurs amis, une proportion déjà très importante, qui atteint les 70% en Espagne. Ces résultats sont cohérents avec les réponses obtenues concernant l'intérêt pour la politique (pour rappel : 25% des Britanniques, 30% des Français et 60% des Espagnols dont les revenus se situent dans le quartile inférieur déclarent ne « pas du tout » s'intéresser à la politique). On constate un écart d'environ 10% entre ces deux modalités dont on peut penser qu'elles sont indicatives d'une même réalité, écart qui peut s'expliquer par une réticence à se déclarer « pas du tout » intéressé par la politique – réticence qui manifesterait en ce cas la conscience de l'importance de cette thématique ou l'incorporation d'une norme – et par le manque d'opportunité de discussions – ce qui renvoie

[197] Par *légitime*, on entend ici que parler de politique est un comportement socialement admis et même apprécié, donc susceptible d'entraîner un passage à l'acte à savoir une prise de parole. Au contraire, si parler de politique est un comportement socialement non-conforme dans une société donnée, l'on peut s'attendre à ce que la fréquence de ces discussions soit faible.

[198] *Cf.* Annexe 2, Tableau XVI.

aux remarques formulées précédemment quant à la réduction du cercle relationnel des personnes les plus pauvres.

Les cultures nationales influencent fortement les comportements politiques des populations : en France et en Grande-Bretagne, la politique est un centre d'intérêt légitime et valorisé ; s'intéresser à la politique et en parler constitue un comportement socialement légitime dans ces pays où les traditions démocratiques ont une histoire, ancienne (la conquête progressive des différents droits notamment) et récente (par exemple, le souvenir de débats télévisés marquants), qui a pu être incorporée par les citoyens. Les résultats statistiques montrent une forte similitude entre ces deux pays en termes d'intensité de l'intérêt porté aux questions politiques, de fréquence des discussions ; soulignons que ces résultats quantitatifs n'apportent aucun renseignement de nature qualitative, sur la connaissance du champ politique ou le ton – consensuel ou querelleur ? – des conversations. Sur ces points, le recours aux entretiens approfondis permettra peut-être de constater des différences entre la France et l'Angleterre. L'Espagne, en revanche, se distingue nettement par le peu de place occupée par la politique dans l'espace public. Pour les raisons historiques précédemment avancées, il semble que la politique n'ait pas encore acquis dans ce pays une légitimité équivalente, que les attitudes de retrait justifiées par la méfiance, le manque d'habitude ou un authentique désintérêt, soient toujours prévalentes et constituent un comportement dominant.

Par-delà ces disparités nationales remarquables, un même phénomène de retrait du politique distingue les catégories financièrement les plus défavorisées des catégories plus privilégiées. Quel que soit le pays observé, les pauvres se déclarent moins intéressés par la politique et en discutent moins souvent, comparativement à leurs concitoyens respectifs. La corrélation entre intérêt pour la politique et revenu apparaît clairement.

b) L'effet du revenu sur l'utilisation des media

Du fait du désintérêt des plus pauvres pour les questions politiques, l'on peut formuler l'hypothèse qu'ils s'intéressent peu à l'actualité et font donc un usage restreint des media. Le tableau qui suit permet de valider cette hypothèse. En effet, les modalités de réponses qui vont dans le sens d'une utilisation « faible » et « très faible » présentent des scores décroissants avec le niveau de revenu, confirmant ainsi que plus les individus sont pauvres, moins ils ont recours aux media pour s'informer.

Tableau 17 : Le degré d'utilisation des media selon le revenu par fractiles en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %)

		Degré d'utilisation des media				
Nation	**Revenu**	Très haut	Haut	Bas	Très bas	**Total**
France	Fractile inférieur	22,1	37,4	31,5	9	100
	2d fractile	22,2	39,7	29,5	8,6	100
	3ème fractile	24,5	38,9	28,2	8,4	100
	4ème fractile	25,2	39,5	27,9	7,4	100
	Fractile supérieur	30	41,1	23,1	5,9	100
	Total France	**24,8**	**39,4**	**27,9**	**7,8**	**100**
Grande-Bretagne	Fractile inférieur	30,8	45,8	19,2	4,2	100
	2d fractile	36,8	43,4	16,6	3,1	100
	3ème fractile	38,2	43,1	15,6	3,1	100
	4ème fractile	42,6	40,4	15,3	1,7	100
	Fractile supérieur	50,7	37,6	10,4	1,3	100
	Total GB	**40,6**	**41,7**	**15,1**	**2,5**	**100**
Espagne	Fractile inférieur	12,1	34,3	40	13,5	100
	2d fractile	15,6	39,1	34,6	10,7	100
	3ème fractile	16,6	39,9	34,1	9,4	100
	4ème fractile	21,6	39,3	30,8	8,2	100
	Fractile supérieur	23,2	39,3	29,9	7,5	100
	Total Espagne	**17,7**	**38,2**	**34,1**	**10**	**100**
Total		**30,3**	**39,6**	**23,7**	**6,4**	**100**

Source : Eurobaromètres cumulés 1986-1998 ; N= 38.520 ; p-value du khi-2 <0,000 pour chaque pays.
L'indicateur'Degré d'utilisation des media' a été créé à partir des trois questions portant sur les media utilisés (presse, radio, télévision) par les personnes interrogées afin de s'informer.
Codage des nouvelles modalités : « Très haut » : usage des trois media plusieurs fois par semaine
« Haut » : usage de deux media plusieurs fois par semaine
« Bas » : usage d'un media plusieurs fois par semaine
« Très bas » : usage des trois media moins d'une fois par semaine.

Une étude de ce tableau plus attentive aux variations nationales permet de remarquer la très forte implication des Britanniques qui sont, en moyenne nationale, plus de 80% à obtenir un score d'utilisation des media élevé, contre 56% des Espagnols et 64% des Français. On remarque également que les écarts en matière de recours aux media entre fractiles inférieur et supérieur sont particulièrement importants en Grande-Bretagne et en Espagne tandis qu'ils sont plus restreints en France. Ce résultat indique que parmi les comportements de recueil d'information des Britanniques et des Espagnols, certains doivent être particulièrement clivants, on s'attachera désormais à les repérer. La Grande-Bretagne étant de tradition protestante, contrairement à la France et à l'Espagne de tradition catholique, l'on peut penser que les différences de niveau entre les trois pays sont imputables à une lecture des

journaux plus régulière de la part des Britanniques. D'où l'étude de la question : « À quelle fréquence lisez-vous les nouvelles dans un quotidien ? »

Tableau 18 : La fréquence de lecture des journaux selon le revenu par fractiles en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %)

		Fréquence de lecture des journaux			
Nation	**Situation professionnelle**	Tous les jours	Plusieurs fois par semaine	Rarement ou jamais	**Total**
France	Fractile inférieur	25,3	35,8	38,8	100
	2d fractile	28,2	34,1	37,7	100
	3ème fractile	30,3	33,7	36	100
	4ème fractile	29,9	35,8	34,3	100
	Fractile supérieur	33,9	36,9	29,2	100
	Total France	**29,8**	**35,1**	**35,1**	**100**
Grande-Bretagne	Fractile inférieur	49,1	24	27	100
	2d fractile	58	20,7	21,3	100
	3ème fractile	58,1	23,2	18,8	100
	4ème fractile	56,9	26	17,1	100
	Fractile supérieur	57,2	28,1	14,8	100
	Total GB	**56,5**	**24,4**	**19,1**	**100**
Espagne	Fractile inférieur	14,1	19,4	66,6	100
	2d fractile	19,8	28,8	51,4	100
	3ème fractile	27	36	37	100
	4ème fractile	33,2	37,2	29,6	100
	Fractile supérieur	49,8	32,8	17,4	100
	Total Espagne	**29,1**	**31,9**	**38,9**	**100**
Total		**39,2**	**30,3**	**30,5**	**100**

Source : Eurobaromètres cumulés 1986-1998 ; N=38.604 ; p-value du khi-2 <0,000 pour chaque pays.
Les modalités de réponses, cinq dans l'enquête Eurobaromètres, ont été recodées en trois : « Tous les jours », « Plusieurs fois par semaine » (« Plusieurs fois par semaine » + « Une à deux fois par semaine »), « Rarement ou jamais » (« Moins souvent » + « Jamais »).

La singularité de la Grande-Bretagne apparaît effectivement dans ce tableau : environ 30% des Espagnols et des Français lisent le journal tous les jours, comportement qui concerne 56, 5% des Britanniques. La différence de niveau observée dans le recours aux media entre les trois pays peut donc être imputée à la pratique britannique de lecture quotidienne du journal. En Angleterre, lire un quotidien est ancré dans les habitudes des individus, quelle que soit leur catégorie sociale : 49,1% des individus compris dans le fractile inférieur lisent le journal tous les jours, score qui progresse avec le revenu pour atteindre 57,2% dans le fractile supérieur. Bien que l'écart (8 points) ne soit pas négligeable, la pratique est dominante et transversale dans toute la population. En revanche, l'on peut avancer qu'une étude des titres lus par les

différentes catégories sociales révèlerait de grandes différences qualitatives entre des journaux élitistes comme *The Times* ou *The Guardian* et la presse populaire comme *The Daily Mirror, The Sun, News of the world*. Si la lecture de la presse est une pratique aussi partagée en Grande-Bretagne, c'est que l'offre est extrêmement diversifiée en termes de contenu et que l'importance des tirages garantit des prix bas. Il existe ainsi en Grande-Bretagne une presse populaire – qu'on désigne souvent par le terme de tabloïd en raison de son format le plus répandu – qui séduit à la fois par son contenu ludique voire racoleur et par son coût modique ; une telle presse populaire n'existe ni en France ni en Espagne.

Dans ces deux pays, les taux moyens de lecture de la presse sont similaires, mais ils dissimulent des répartitions extrêmement différentes en fonction des fractiles de revenu. On observe ainsi que la lecture du journal est un comportement socialement clivant en Espagne : 14,1% seulement des individus dont le revenu est compris dans le fractile inférieur lisent le journal quotidiennement contre 49,8% du revenu supérieur, soit 30 points d'écart ; 66,6% des plus pauvres ne lisent jamais ou rarement le journal contre 17,4 des plus aisés, soit 50 points d'écart. La lecture de la presse constitue donc un comportement extrêmement clivant en Espagne où il apparaît que les plus pauvres ne lisent presque jamais le journal. Au contraire, en France, cette pratique est assez peu clivante : 25,3% des plus pauvres lisent quotidiennement le journal contre 33,9% des plus aisés (8 points d'écart) ; 38,8% des plus pauvres ne le lisent jamais ou rarement contre 29,2% des plus aisés (9 points d'écart). Il apparaît qu'en France, la lecture régulière d'un quotidien n'est pas une pratique dominante, y compris dans les catégories les plus aisées. Peut-être cela est-il à mettre en relation avec le succès rencontré en France par les hebdomadaires d'information (type *L'Express, Le point, le nouvel Observateur*, etc.) et que l'enquête Eurobaromètres, se concentrant sur les quotidiens, ne permet pas d'étudier. Concernant la France, les résultats obtenus ne permettent que de souligner le retrait des Français à l'égard de l'actualité au travers de la presse quotidienne.

La comparaison de ce tableau avec le tableau croisé portant sur l'écoute du journal télévisé selon le niveau de revenu dans les trois pays de l'étude[199] confirme le retrait français : en moyenne, 59,1% des Français seulement regardent les informations télévisées tous les jours contre 67,2% des Espagnols et 79,8% des Britanniques ; s'agissant des plus pauvres, 60,8% des Français regardent le J.T. tous les jours contre 64,8% des Espagnols et 80,2% des Britanniques. On notera au passage que, tandis que la lecture du journal croît avec le revenu, l'écoute du J.T. décroît avec le revenu en France et en Grande-Bretagne, manifestant ainsi le

[199] *Cf.* Annexe 2, Tableau XVII.

rejet élitiste des journaux télévisés. L'Espagne se distingue cependant avec un phénomène partiellement inverse qui montre que la télévision n'a pas encore été dévalorisée dans ce pays et continue d'être associée à des valeurs positives.

Pour conclure cette étude de l'utilisation des media dans les différents pays, il apparaît que les Britanniques sont les plus grands consommateurs d'information, résultat qui semble concordant avec l'intérêt élevé qu'ils affirment ressentir pour la politique. Les Français, pourtant classés second en matière d'intérêt pour la politique, consultent moins les media, presse comme télévision, que leurs voisins. Enfin, l'Espagne présente nombre de caractéristiques atypiques : très peu intéressés par la politique, le niveau d'utilisation des media par les Espagnols est cependant similaire à celui de la France mais dissimule de grandes disparités sociales s'agissant de la lecture de la presse et une plus grande appétence à l'égard de l'information télévisée chez les revenus supérieurs que parmi les plus pauvres. Ce contraste entre le désintérêt déclaré pour la politique et une utilisation assez assidue des media laisse supposer que les Espagnols s'intéressent aux événements qui agitent leur pays et le monde mais qu'ils en ont une appréhension beaucoup moins politisée que les Français et les Britanniques.

À l'issue de ces analyses descriptives, le désintérêt pour la politique des plus pauvres s'affirme comme la principale conclusion, ce qui renforce l'hypothèse d'une apathie politique des personnes en situation défavorisée. La politique apparaît comme la grande absente de leur vie quotidienne.

III.3 Niveau de revenu et attitudes vis-à-vis du système politique

Le désintérêt observé chez les plus pauvres à l'égard de la chose publique se traduit-il également à travers leurs attitudes vis-à-vis du système politique ? L'étude de deux indicateurs permettent de la savoir : la satisfaction à l'égard de la démocratie (l'on s'attend à une plus grande insatisfaction de la part des catégories les plus pauvres qui manifesteraient ainsi leur mécontentement à l'égard des inégalités sociales que la démocratie politique ne parviendrait pas – ou ne chercherait pas – à endiguer) et leur attitude concernant le changement social (l'on s'attend à ce qu'une préférence pour une action radicale susceptible d'apporter rapidement des changements sociaux manifeste la frustration économique et sociale de cette catégorie).

a) L'effet du revenu sur la satisfaction à l'égard de la démocratie

L'analyse de la satisfaction à l'égard de la démocratie en fonction du revenu et de la nation d'appartenance révèle d'emblée une particularité inattendue. Certes, en France et en Grande-Bretagne, l'insatisfaction est effectivement plus répandue parmi les tranches de revenus les plus faibles, mais ce n'est pas le cas en Espagne, où l'on observe une attitude exactement inverse. En ce sens le tableau ci-dessous est de nature davantage politique que le tableau 4 (Satisfaction à l'égard de la démocratie selon l'activité pour les trois pays) dont on avait souligné dans le chapitre 1 la nature conjoncturelle. La comparaison de la satisfaction à l'égard de la démocratie et de la satisfaction à l'égard de sa propre vie[200], croisées avec le revenu, met bien en évidence que les deux variables n'évoluent pas de même manière.

Tableau 19 : La satisfaction à l'égard de la démocratie selon le revenu par fractiles en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %)

		Satisfaction par rapport à la démocratie				
Nation	**Revenu**	Très satisfait	Assez satisfait	Peu satisfait	Pas du tout satisfait	**Total**
France	Fractile inférieur	4,6	40,6	35,9	18,9	100
	2d fractile	3,8	42,1	36,6	17,4	100
	3ème fractile	3,9	44,8	35,8	15,4	100
	4ème fractile	4,8	47,9	33,8	13,5	100
	Fractile supérieur	6,5	56,4	26,5	10,6	100
	Total France	**4,7**	**46,5**	**33,9**	**15**	**100**
Grande-Bretagne	Fractile inférieur	8,7	37,4	33,3	20,6	100
	2d fractile	7,9	42,7	32,5	16,9	100
	3ème fractile	8,5	49,8	29,7	12	100
	4ème fractile	8,8	52,4	28,7	10,1	100
	Fractile supérieur	10,7	56,3	24,9	8,2	100
	Total GB	**8,9**	**48,6**	**29,6**	**12,9**	**100**
Espagne	Fractile inférieur	15,4	43,5	30,3	10,8	100
	2d fractile	14,4	42,1	32	11,5	100
	3ème fractile	11,8	41,3	34,1	12,8	100
	4ème fractile	12,1	41,9	34,1	11,9	100
	Fractile supérieur	11,4	40,5	34,4	13,7	100
	Total Espagne	**13**	**41,9**	**33,1**	**12,1**	**100**
Total		**8,2**	**45**	**32,9**	**13,9**	**100**

Source : Eurobaromètres cumulés 1985-1998 ; N= 54.319 ; p-value du khi-2 <0,000 pour chaque pays.

[200] *Cf.* Annexe 4, Tableau XVIII.

La satisfaction à l'égard de sa propre vie s'accroît dans chaque pays avec le niveau de revenu, y compris en Espagne. Les écarts entre fractiles inférieur et supérieur sont bien plus conséquents s'agissant de la satisfaction à l'égard de sa propre vie que de la satisfaction à l'égard de la démocratie. Ces deux éléments permettent de conclure que la variable *Satisfaction à l'égard de sa propre vie*, croisée avec le revenu permet de mettre en évidence une dimension plus économique, conjoncturelle, tandis que le croisement du revenu avec la *Satisfaction à l'égard de la démocratie* revêt une dimension plus politique.

L'inversion de la satisfaction à l'égard de la démocratie en Espagne au profit des plus pauvres constituant *a priori* une surprise, la stabilité du phénomène a été vérifiée en effectuant la même analyse année par année[201]. L'on peut affirmer qu'il s'agit d'un phénomène stable dans le temps, les catégories les plus pauvres se montrent beaucoup plus satisfaites à l'égard de la démocratie que les catégories plus aisées. Pourquoi cette particularité ? En Espagne, les catégories privilégiées sous le franquisme, à savoir les notables, les grands propriétaires terriens (des *latifundias*) et les catégories moyennes supérieures, ont pu faire l'expérience d'un déclassement social au moment de la transition démocratique. En revanche, les plus pauvres ont effectivement bénéficié de la démocratisation de la société qui leur a apporté non seulement des libertés civiles, mais aussi la possibilité de meilleures opportunités pour leurs enfants *via* les progrès considérables de l'éducation. L'immigration, qui fut pendant la période franquiste la « soupape de sécurité » de l'économie espagnole, a également cessé d'être une nécessité pour les familles espagnoles les moins favorisées ; on a même constaté un retour des anciens émigrants. Pourtant, la fin du franquisme a été marquée par des années très difficiles sur le plan économique, avec l'explosion du chômage (passant de 5% en 1976 à 12% en 1982), de l'inflation (30% au début des années 1980) et la dévaluation de la peseta, phénomènes économiques dont les catégories les plus fragiles ont grandement pâti. Ces difficultés – dues aux nombreuses transformations industrielles de la fin du franquisme, en outre partagées par l'ensemble des pays développés – auraient pu être imputées au nouveau régime démocratique. En fait, la transition démocratique a été marquée par un apaisement des conflits redistributifs (pacte de la Moncloa du 25 octobre 1977) en faveur des questions nationales (consolidation démocratique, réorganisation de l'État, reconnaissance des identités politiques des régions autonomes). Ce n'est qu'à partir du milieu des années 1980 que les Espagnols, libérés des craintes de la transition, radicalisent leurs demandes en matière de

[201] *Cf.* Annexe 2, Tableau XIX.

redistribution, tout particulièrement après la grève générale de 1988[202]. À ce moment, les catégories défavorisées ont déjà perçu les avantages de la démocratie en termes d'accès à la consommation de masse, à l'éducation, à davantage d'équité sociale ; la démocratie emporte l'adhésion des plus pauvres en Espagne car elle est porteuse d'espoir pour l'avenir. La reconnaissance des Espagnols dans leur ensemble à l'égard de la démocratie, et plus particulièrement des catégories dotées des revenus les plus faibles, apparaît dans le tableau. Cette spécificité nationale est à mettre en relation avec l'engouement pour la démocratie des peuples longtemps maintenus sous le joug de systèmes autoritaires.

En France et en Grande-Bretagne en revanche, pays de longues traditions démocratiques, les plus pauvres se montrent plus exigeants, plus critiques. Inspirés en outre par de longues traditions de revendications syndicales et politiques, ils estiment ne pas suffisamment bénéficier des avantages de la démocratie, autrement dit être lésés comparativement aux catégories sociales plus aisées, d'où leur moindre satisfaction. Ainsi, 54,8% des Français dont le revenu est compris dans le fractile inférieur se déclarent insatisfaits du fonctionnement de la démocratie, soit 5 points d'écart à la moyenne nationale ; on observe un pourcentage similaire pour la Grande-Bretagne avec 53,9% d'insatisfaits, mais les écarts à la moyenne sont largement plus conséquents puisqu'ils atteignent 10 points. Ce différentiel montre qu'en Grande-Bretagne, l'insatisfaction des plus pauvres à l'égard de la démocratie est très importante. On remarque en outre que ce différentiel se creuse dès le passage du fractile inférieur au second fractile (4,5 points d'écart) pour la modalité « pas du tout satisfait », ce qui n'était pas le cas en France.

À partir de ce constat, il semble possible de tirer une conclusion et de formuler une hypothèse. Tout d'abord, un clivage apparaît en Grande-Bretagne entre les catégories les plus riches et les plus pauvres, clivage qui se manifeste notamment à travers le regard porté sur le fonctionnement de la démocratie. La satisfaction est élevée parmi les personnes dont le revenu est compris dans les deux fractiles supérieurs (supérieure même aux taux observés en Espagne), tandis qu'elle est faible parmi les plus pauvres. En comparaison, les taux de satisfaction/insatisfaction des Français à l'égard de la démocratie laissent deviner une société plus progressivement hiérarchisée, aux différences statutaires moins marquées. Si les Britanniques pauvres se montrent comparativement plus insatisfaits du fonctionnement

[202] Pour plus de détails sur le retour des conflits redistributifs, sur la stabilité électorale post-transition, ainsi que sur la transformation de l'électorat socialiste, voir l'article de Juan Jesús GONZÁLEZ RODRÍGUEZ, « Clases, cohortes, partidos y elecciones. Un análisis de la experiencia espaňola (1986-1996), *Revista Internacional de Sociología*, n°29, mayo-agosto 2001, pp.91-113.

démocratique, peut-être faut-il l'attribuer à une conscience accrue des inégalités présentes dans leur société et au fait qu'ils attendent de la démocratie qu'elle lutte contre ces inégalités.

La régression logistique effectuée sur l'insatisfaction à l'égard de la démocratie[203] révèle que la pauvreté est très fortement prédictive d'insatisfaction (1er facteur explicatif avec un wald = 93) devant la nation (wald = 70), ce qui montre que la France est, toutes choses égales par ailleurs, le pays où l'insatisfaction est la plus forte. Cependant, ce type de régression ne permet pas de distinguer les différences d'effets des variables explicatives qui peuvent varier de manière nationale. Or, au vu des tableaux croisés, il semble que le revenu n'a pas le même effet dans chaque pays, mais l'agrégation statistique ne permet pas de le repérer. Il est donc pertinent de procéder à des régressions logistiques pays par pays. De telles régressions ont été effectuées pour l'ensemble des régressions présentées dans les chapitres 1 et 2, généralement avec des résultats très semblables d'un pays à l'autre, raison pour laquelle elles ne sont pas présentées. En revanche, s'agissant de l'insatisfaction à l'égard de la démocratie, on constate des différences importantes synthétisées dans le tableau 20 : les variables non significatives ainsi que celles qui évoluent de manière similaire dans les trois pays (comme la religion, le sexe et la taille de l'agglomération de résidence) ne sont pas détaillées.

Quelles différences nationales apparaissent les plus importantes[204] ? Tout d'abord, le potentiel explicatif des variables varie considérablement d'un pays à l'autre. Le *revenu*, pour commencer, est la variable la plus prédictive de l'insatisfaction à l'égard de la démocratie en Grande-Bretagne, elle n'est que troisième en France, et n'est pas significative en Espagne. Le *niveau d'études* est le facteur le plus prédictif en France, le troisième en Espagne, et n'est pas significatif en Grande-Bretagne. Enfin, la variable *cycle* n'est pas prédictive en Espagne, tandis qu'en France, elle permet de conclure à une insatisfaction plus forte sur la période 1990-1999 et en Grande-Bretagne à une insatisfaction plus forte sur la période 1990-1994. L'attitude vis-à-vis de la démocratie s'explique donc de manière variable d'un pays à l'autre.

[203] *Cf.* Annexe 2, Tableau XX.

[204] *Cf.* Annexe 2, Tableau XXI (France), XXII (Grande-Bretagne) et XXIII (Espagne).

Tableau 20 : Régression logistique pays par pays (Y = insatisfait du fonctionnement de la démocratie)

Pays	Variables	Coef. B	Erreur-standard	Wald	Sig.
France	**Niveau d'études**			63,368	***
	Jusqu'à 14 ans	0,610	0,105	33,855	***
	Jusqu'à 16 ans	0,682	0,099	47,332	***
	Jusqu'à 19 ans	0,607	0,085	50,492	***
	Études supérieures	*Rèf.*	*Rèf.*	*Rèf.*	*Rèf.*
	Cycle			36,736	***
	1985-1989	-0,532	0,120	19,733	***
	1990-1994	-0,080	0,104	0,604	ns
	1995-1999	*Rèf.*	*Rèf.*	*Rèf.*	*Rèf.*
	Revenu			21,727	***
	Fractile inférieur	0,551	0,134	16,920	***
	2d fractile	0,401	0,117	11,757	**
	3ème fractile	0,232	0,111	4,325	*
	4ème fractile	0,177	0,107	2,717	ns
	Fractile supérieur	*Rèf.*	*Rèf.*	*Rèf.*	*Rèf.*
	Religion	-	-	12,945	**
	Âge	-	-	11,853	*
	État civil	-	-	11,239	*
	Sexe	-	-	5,812	*
	Nombre d'enfants	-	-	1,135	ns
	Habitat	-	-	0,128	ns
	Constante	-2,135	0,222	92,262	***
Grande-Bretagne	**Revenu**			100,283	***
	Fractile inférieur	1,209	0,147	67,606	***
	2d fractile	0,965	0,124	60,593	***
	3ème fractile	0,462	0,126	13,401	***
	4ème fractile	0,236	0,119	3,971	*
	Fractile supérieur	*Rèf.*	*Rèf.*	*Rèf.*	*Rèf.*
	Religion	-	-	41,847	***
	Sexe	-	-	40,342	***
	Âge	-	-	19,822	**
	Habitat	-	-	15,502	***
	Cycle			13,260	**
	1985-1989	0,296	0,161	3,399	ns
	1990-1994	0,478	0,144	11,076	**
	1995-1999	*Rèf.*	*Rèf.*	*Rèf.*	*Rèf.*
	Nombre d'enfants	-	-	7,085	*
	État civil	-	-	6,450	ns
	Niveau d'études	-	-	6,088	ns
	Constante	-3,522	0,277	162,045	***
Espagne	**Âge**	-	-	14,446	*
	Religion	-	-	12,578	**
	Niveau d'études	-	-	11,357	**
	Habitat	-	-	6,089	*
	Cycle	-	-	5,688	ns
	Revenu	-	-	2,410	ns
	État civil	-	-	2,197	ns
	Sexe	-	-	2,002	ns
	Nombre d'enfants	-	-	0,331	ns
	Constante	**-1,928**	**0,403**	**22,885**	***

Source : Eurobaromètres cumulés 1985-1998 N= 18.960
Significativité : ***= p<0,001 **= p<0,01 *= p<0,05 ns = non significatif
Les régressions logistiques intégrales figurent en Annexe 2, Tableaux XXI, XXII, XXIII.

En France, on observe la prégnance du niveau d'études tandis qu'en Grande-Bretagne, celui-ci importe peu en regard du revenu. Une interprétation possible de ce résultat réside dans le lien entre la satisfaction à l'égard de la démocratie et la position dans la hiérarchie sociale. En France, la hiérarchie sociale serait davantage dépendante du niveau d'études, tandis qu'en Grande-Bretagne le rôle du revenu l'emporterait dans la détermination de la position sociale d'un individu. On remarque également qu'en Espagne, aucune des variables introduites dans le modèle n'est très explicative de l'insatisfaction à l'égard de la démocratie (c'est encore plus évident lorsque l'on observe toutes les modalités). Cela conduit à penser que les attitudes des Espagnols à l'égard de la démocratie sont essentiellement motivées par des raisons politiques, tandis qu'en France et en Grande-Bretagne la position sociale et la conjoncture économique semblent jouer un rôle dans l'attitude vis-à-vis de la démocratie.

b) L'effet de la pauvreté sur le radicalisme politique

Les analyses de l'insatisfaction à l'égard de la démocratie amènent à formuler l'hypothèse suivante, pourtant contre-intuitive en regard de la culture contre-révolutionnaire de l'Angleterre, à savoir que les Britanniques les plus pauvres, du fait de leur insatisfaction à l'égard de la démocratie, pourraient être attirés par des modes de transformation de la société plus radicaux que l'amélioration de la société par des réformes progressives. Pour tester cette hypothèse, la question suivante a été étudiée : « Sur cette carte figurent trois types d'attitudes vis-à-vis de la société dans laquelle nous vivons. Pourriez-vous choisir celle qui décrit le mieux votre opinion ? 1°) La façon dont notre société est organisée doit être changée radicalement par une action révolutionnaire ; 2°) Notre société doit être améliorée progressivement par des réformes ; 3°) Notre société actuelle doit être défendue fermement contre toutes les forces subversives. » cette question a été croisée avec le revenu et la nation d'appartenance. Apparaît d'emblée la ressemblance entre la France et la Grande-Bretagne, en rupture avec la situation espagnole. En effet, si environ 70% des Français comme des Britanniques sont favorables à la voie des réformes, la proportion dépasse les 85% en Espagne.

L'appétence des Espagnols pour la réforme s'explique, on l'a vu précédemment, par leur rejet de la troisième proposition, « Notre société actuelle doit être défendue fermement contre toutes les forces subversives », évocatrice du discours franquiste. Au-delà de cette spécificité espagnole, la modalité réformatrice obtient une large majorité et manifeste en outre

une gradation sociopolitique puisqu'elle obtient davantage de suffrages à mesure que le revenu augmente, ce dans les trois pays. Cela fait de la voie des réformes l'option la plus légitime dans les trois pays, en cohérence avec leur système démocratique.

Tableau 21 : Les attitudes vis-à-vis des modes de transformation de la société selon le revenu par fractiles en France, Grande-Bretagne et Espagne (en %)

		Attitudes vis-à-vis des modes de transformation de la société			**Total**
Nation	**Situation professionnelle**	Révolution	Réforme	Défense de la société	
France	Fractile inférieur	6,2	65,7	28,1	100
	2d fractile	7,2	65,7	27,1	100
	3ème fractile	6	69,4	24,5	100
	4ème fractile	5,5	71,4	23,1	100
	Fractile supérieur	5,8	74,7	19,5	100
	Total France	**6,2**	**69,4**	**24,4**	**100**
Grande-Bretagne	Fractile inférieur	8,3	64	27,7	100
	2d fractile	6,8	63,8	29,4	100
	3ème fractile	5,8	69	25,1	100
	4ème fractile	4,4	74,9	20,7	100
	Fractile supérieur	3,5	75,4	21,1	100
	Total GB	**5,6**	**69,9**	**24,5**	**100**
Espagne	Fractile inférieur	5,6	84,3	10,1	100
	2d fractile	5,5	84,8	9,8	100
	3ème fractile	5,1	85,9	8,9	100
	4ème fractile	5,4	87,5	7	100
	Fractile supérieur	6,3	89,5	4,2	100
	Total Espagne	**5,5**	**86,2**	**8,3**	**100**
Total		**5,6**	**74,5**	**19,9**	**100**

Source : Eurobaromètres cumulés 1985-1990 ; N=27.497 ; p-value du khi-2 <0,000 pour chaque pays.

Concernant la tentation révolutionnaire, les trois pays étudiés présentent des scores moyens relativement proches, autour de 6%. En revanche, la répartition interne en fonction du revenu montre qu'en France et en Espagne, la possibilité que l'organisation de la société soit « changée radicalement par une action révolutionnaire » est envisagée de manière à peu près équivalente quel que soit le niveau de revenu (écarts inférieurs à 2 points entre le score le plus élevé et le plus bas, qui ne correspondent d'ailleurs pas aux fractiles inférieur et supérieur) tandis qu'en Grande-Bretagne, le soutien à l'action révolutionnaire est socialement hiérarchisé : de 8,3% pour le fractile inférieur, il décroît progressivement jusqu'à 3,5% pour le fractile supérieur. Ainsi, en Angleterre, les plus pauvres sont plus vivement désireux que leurs

équivalents français et espagnols de modifier radicalement l'organisation de la société tandis que les plus riches sont davantage désireux de préserver le *statu quo* ; ce résultat va dans le sens d'un plus grand clivage social en Grande-Bretagne, en comparaison de la France et de l'Espagne. Une régression logistique portant sur le souhait d'un changement radical du fonctionnement de la société *via* l'action révolutionnaire[205] montre que la pauvreté est significative, mais très faiblement, de l'attrait pour une action révolutionnaire ; celle-ci est bien mieux expliquée par l'absence de religion, la jeunesse et un faible niveau d'études. Toutes choses égales par ailleurs, la Grande-Bretagne apparaît de manière significative comme le pays le moins révolutionnaire, ce qui est conforme à sa tradition culturelle. Deux résultats apparemment contradictoires ressortent donc de ces analyses : d'une part, la Grande-Bretagne dans son ensemble est moins révolutionnaire que la France et l'Espagne, d'autre part, les pauvres y sont davantage attirés par l'action révolutionnaire que leurs pairs français et espagnols. Le paradoxe n'est ici qu'apparent et s'explique par la plus grande disparité de comportements entre riches et pauvres en Grande-Bretagne.

L'analyse des attitudes à l'égard du système politique révèle une hiérarchie sociale : globalement, plus leur revenu est élevé, plus les individus sont satisfaits de la démocratie et favorables à une modification de l'organisation de la société par le biais de réformes progressives. À l'inverse, les individus dont le niveau de revenu se situe dans le fractile inférieur – qui comprend, rappelons-le, les 10 à 15% d'individus les plus pauvres de l'échantillon – sont plus insatisfaits à l'égard de la démocratie, majoritairement favorables à une transformation de la société par des réformes mais dans une moindre proportion que les plus aisés. Deux spécificités nationales se dégagent : d'une part, le rejet par les Espagnols de la modalité réactionnaire/conservatrice, qui prône la défense de la société contre des « forces subversives » ; d'autre part, la progression de l'option révolutionnaire en Grande-Bretagne, à mesure que le revenu décroît.

Pour conclure ces analyses quantitatives, on se propose d'analyser l'effet du revenu sur l'abstention, toutes choses égales par ailleurs, afin de valider l'hypothèse que l'apathie politique est plus forte parmi les individus les plus pauvres.

[205] *Cf.* Annexe 2, Tableaux XXIV.

Tableau 22 : Régression logistique (Y = abstention)

Variables	Coef. B	Erreur-standard	Wald	Significativité
Nation			286,622	***
Grande-Bretagne	-0,714	0,086	68,291	***
Espagne	0,872	0,071	149,319	***
France	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Religion			105,086	***
Catholique	-0,704	0,069	104,539	***
Protestant	-0,276	0,108	6,512	**
R° minoritaires	-0,282	0,124	5,223	**
Sans religion	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Âge			96,744	***
18-25 ans	0,842	0,119	49,663	***
26-35 ans	0,672	0,115	33,987	***
36-45 ans	0,294	0,119	6,086	**
46-55 ans	0,194	0,119	2,690	ns
56-65 ans	-0,175	0,114	2,380	ns
> 65 ans	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Niveau d'études			43,809	***
Jusqu'à 14 ans	0,404	0,096	17,680	***
Jusqu'à 16 ans	0,576	0,087	43,490	***
Jusqu'à 19 ans	0,313	0,086	13,114	***
Études sup.	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Revenu			33,798	***
Fractile inférieur	0,532	0,109	23,857	***
2^{d} fractile	0,488	0,098	25,024	***
3ème fractile	0,282	0,101	7,838	**
4ème fractile	0,229	0,098	5,424	*
Fractile supérieur	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Cycle			22,756	***
1985-1989	0,213	0,129	2,701	ns
1990-1994	0,437	0,124	12,442	***
1995-1999	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
État civil			10,678	*
Célibataire	-0,028	0,131	0,045	ns
Marié/en couple	-0,218	0,114	3,661	*
Divorcé/séparé	-0,017	0,154	0,012	ns
Veuf	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Lieu d'habitation			4,111	ns
Rural, village	-0,144	0,072	4,028	*
Petite ville	-0,055	0,066	0,702	ns
Grande ville	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Nb d'enfants			0,778	ns
Aucun	0,074	0,084	0,778	ns
Un enfant	0,044	0,090	0,239	ns
Plusieurs enfants	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Sexe			0,110	ns
Homme	0,019	0,056	0,110	ns
Femme	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*	*Réf.*
Constante	-3,521	0,217	223,491	***

Source : Eurobaromètres cumulés 1985-1999 N= 18.960
Significativité : ***= p<0,001 **= p<0,01 *= p<0,05 ns = non significatif

L'analyse du tableau 22, portant sur l'abstention[206], permet d'affirmer que l'abstention est beaucoup moins importante en Grande-Bretagne qu'en Espagne. On observe également le rôle intégrateur de la religion, une abstention plus forte chez les plus jeunes et les moins instruits. Ces facteurs explicatifs du vote ont été maintes fois constatés dans les travaux de science politique et sont désormais bien connus. Il faut en revanche insister sur la significativité de la variable *Cycle* pendant la période 1990-1994 qui connaît une très forte augmentation du chômage ce qui réitère l'un des résultats forts du chapitre 1, à savoir l'effet du chômage comme phénomène de société sur la hausse de l'abstention. Le chômage n'a pas tant un effet individuel qu'un effet sociétal ; il provoque un découragement et une perte de confiance qui touchent toutes les catégories sociales et se traduisent par une apathie politique perceptible à travers l'abstention.

La pauvreté est également très significativement prédictive de l'abstentionnisme. Que signifie cet abstentionnisme des plus pauvres ? Faut-il l'interpréter comme la manifestation d'un désenchantement ou de l'expression d'une préférence pour d'autres types d'actions politiques ? Les données Eurobaromètres nous permettent de suggérer des pistes de réponses. Le désintérêt pour la politique, l'absence de préférence partisane, l'insatisfaction à l'égard de la démocratie, constituent autant d'attitudes politiques susceptibles de conduire à un comportement politique passif tel que l'abstention.

[206] Interrogés sur le parti pour lequel ils ont voté lors des dernières élections, certains individus ont répondu qu'ils s'étaient abstenus. C'est cette population d'abstentionnistes qui est étudiée dans la régression sur l'abstention.

Conclusion partielle

Ainsi que l'exprime Hanna ARENDT dans *Qu'est-ce que la politique ?*, « La politique n'est nullement nécessaire, ni au sens des besoins impérieux et de la nature humaine tels que la faim ou l'amour, ni au sens d'une institution indispensable pour le vivre ensemble des hommes : elle commence précisément là où le domaine des nécessités matérielles et celui de la force physique cessent. » Pour les personnes qui sont dans le manque, la politique apparaît comme une question éventuellement importante, à laquelle elles pourraient consacrer du temps, si des priorités vitales ne primaient pas dans leur quotidien.

La première partie de ce chapitre a permis d'analyser le rôle social tenu par l'argent dans les sociétés occidentales. On a ainsi mis en exergue les conséquences de la pauvreté sur les représentations sociales et les attitudes politiques : dans une société de consommation dominée par l'argent, la pauvreté menace les individus dans leur identité, leurs relations sociales et leur autonomie. Les sentiments de honte, d'incompétence sociale, de dépendance, induits par une position sociale défavorisée, sont incorporés par les individus. Ils constituent de ce fait une base psycho-sociale à partir de laquelle les individus les plus pauvres pensent le champ politique, leur position dans ce champ et leur capacité à intervenir en son sein.

Les analyses quantitatives effectuées sur les données Eurobaromètres sur une période assez longue confirment les hypothèses énoncées dans cette première partie du chapitre, à savoir que la pauvreté, la déprivation, le manque, ont des conséquences autres que financières. Des corrélations ont pu être établies entre la pauvreté monétaire et différents comportements et attitudes politiques.

Les inégalités de revenu n'ont pas toujours un effet de distanciation à l'égard du politique. L'analyse du sentiment de fierté nationale s'avère très intéressante car une majorité des plus pauvres se déclare fière de sa nationalité. La pauvreté s'accompagne d'une perte d'orientation politique – ou simplement d'une absence, les données quantitatives ne permettent pas de trancher ce point – en revanche, elle va de pair avec un patriotisme qui caractérise les plus défavorisés et les moins instruits, *a contrario* des plus aisés. Il convient d'interpréter ce résultat comme le fait que la nation demeure un repère identitaire et une appartenance protectrice tandis que les identités partisanes liées aux appartenances de classe se sont délitées, délitement atteignant en premier lieu les plus défavorisés qui n'ont plus le sentiment d'être représentés par aucun parti.

Cette interprétation s'applique essentiellement à la France et à la Grande-Bretagne. Dans les années 1960, après la période de reconstruction de l'après-guerre, période difficile économiquement mais riche de promesses, les perspectives d'avenir des catégories populaires étaient ouvertes pour eux et leurs enfants. Intégrés dans des collectifs (syndicats et partis politiques), les plus pauvres s'appuient sur le partage des bénéfices de la croissance pour espérer un avenir meilleur. Ils font alors confiance à la Gauche dans cette perspective. À partir des années 1980, le chômage augmente et s'installe dans la durée. Le contexte général cesse d'offrir des opportunités de progression pour tous et les perspectives d'avenir se referment pour les plus défavorisés. Les solidarités collectives se délitent sous l'effet conjugué du chômage (accroissement de la concurrence sur le marché du travail), de stratégies de distinction sociale (les catégories parvenues à un certain niveau d'aisance craignent d'être « rattrapées » par les plus pauvres), de l'affaiblissement des partis politiques traditionnellement défenseurs des couches populaires (effondrement du P.C.F. en France à partir du milieu des années 1970, du Labour en Grande-Bretagne pendant deux décennies).

La contexte économique est bien évidemment très différent en Espagne pour des raisons historiques, mais il convient d'apporter certaines nuances. L'Espagne a connu pendant toute la première moitié du XX^{e} siècle un retard économique considérable en regard du reste de l'Europe industrialisée. Le rattrapage économique a commencé pendant l'ère franquiste, en grande partie grâce à l'ouverture du pays aux capitaux étrangers. À partir des années 1960, le niveau de vie s'est considérablement amélioré, ce qui permet d'établir un parallèle entre l'ouverture de perspectives pour les catégories populaires en France et en Grande-Bretagne d'une part, et en Espagne d'autre part. Les catégories industrielles et urbaines qui se sont considérablement accrues pendant cette période n'avaient cependant pas la possibilité de s'identifier à un parti ouvrier comme le parti communiste, interdit sous la dictature. La transition démocratique à partir de 1975, qui voit notamment la légalisation du parti communiste et le rétablissement de la liberté syndicale en 1977, rétablit le dialogue entre la population et les institutions gouvernementales. Les années 1990, pendant lesquelles la crise économique et la hausse du chômage structurel frappent également l'Espagne, ne sont donc pas tant marquées par un délitement des appartenances partisanes parmi les catégories populaires mais par les efforts des partis et des syndicats pour se constituer une base solide.

Le patriotisme des plus pauvres, observé dans les trois pays de l'enquête, est le signe de la persistance du lien de citoyenneté en dépit des épreuves. Le lien de citoyenneté apparaît ainsi comme étant de l'ordre de l'identité et non du civisme. En effet, il ne connaît pas de

traduction en actes concrets dans la pratique citoyenne, comme en témoigne par exemple l'effet de la pauvreté sur le désintérêt pour la politique et l'abstention.

À l'issue de la description statistique – *via* les tableaux croisés – des attitudes politiques des plus pauvres, plusieurs régularités intéressantes apparaissent. Tout d'abord, le niveau d'intérêt, la fréquence de discussion et le recours aux media décroissent avec le niveau de revenu. Plus les individus sont pauvres, moins ils s'intéressent non seulement à la politique, mais plus généralement à l'actualité. Le sentiment de proximité partisane décroît également en fonction du revenu ce qui confirme que l'apathie politique est un type de comportement dominant parmi les personnes confrontées à la pauvreté monétaire.

Comme le montrent les régressions logistiques effectuées sur l'intensité du rapport au politique – qu'il soit étudié en fonction de l'intérêt déclaré, de l'existence de préférence partisane, ou de la propension à s'abstenir au moment des élections – les individus dont le revenu est compris dans le premier fractile sont davantage en retrait que les plus riches et ce une fois neutralisés les effets de la nation d'appartenance, du sexe, de l'âge, du niveau d'études, de l'état civil, du nombre d'enfants, de la religion et de la taille de la ville de résidence. La pauvreté a donc un effet propre très significatif sur le retrait politique des personnes qui y sont confrontées.

Sur tous ces points, on constate en outre que l'Espagne est le pays le plus en retrait et la Grande-Bretagne celui dont les citoyens sont les plus impliqués dans le champ politique, la France se positionnant dans une situation intermédiaire. Ainsi, par-delà l'effet structurel de la pauvreté sur le rapport au politique, des différences nationales non seulement persistent mais conservent une grande force explicative.

Les chapitres 1 et 2 ont permis de dresser un tableau doublement comparatif : comparaison européenne entre les trois pays de l'étude, comparaison structurelle établissant en quoi le comportement des plus défavorisés (chômeurs et pauvres) diffère de l'ensemble de la population. La seconde partie de cette recherche s'attachera à décrire de manière compréhensive les différents types de rapport au politique des personnes en situation défavorisée. Pour ce faire, après avoir exposé la typologie (chapitre 3) construite grâce à l'analyse des entretiens approfondis que j'ai menés à Chartres, Oxford et Pampelune, on

analysera tour à tour chacun des types : l'*apathie* (chapitre 4), le *mécontentement* (chapitre 5), la *perplexité* (chapitre 6) et la *loyauté* (chapitre 7).

PARTIE II

APPROCHE COMPRÉHENSIVE

Les manières de penser le politique des personnes en situation défavorisée

Chapitre 3
TYPOLOGIE
Les rapports au politique des personnes en situation défavorisée

L'analyse quantitative, effectuée dans la première partie de cette thèse, a permis de dresser une vue d'ensemble du retrait politique des personnes en situation de précarité au sein de chaque société nationale. Elle a mis en évidence le rôle déterminant de certaines variables, en particulier l'âge et le niveau d'études. Ces deux indicateurs ont des conséquences sur la compétence politique, objective et subjective, des personnes en situation défavorisée. L'approche compréhensive du rapport au politique qui est la mienne passe par l'élaboration d'une typologie où la notion de compétence tient une place importante. Le rôle de l'âge et du niveau d'études apparaîtra donc dans la caractérisation des différents types-idéaux de rapport au politique, tout comme dans les analyses statistiques. Le fait que la typologie qui est explicitée dans ce chapitre ne se limite pas au seul type de l'*apathie* recoupe également un résultat statistique majeur, à savoir l'hétérogénéité des comportements politiques des personnes confrontées à des conditions matérielles d'existence précaires. Décrire le rapport au politique des plus défavorisés sous le seul angle interprétatif du désintérêt et de la dépolitisation, c'est oublier un peu vite que certains s'intéressent à la politique, votent, expriment des opinions argumentées sur ce qu'ils attendent des hommes politiques et de l'État. Le recours à une typologie des rapports au politique permet de prendre en compte la diversité des manières de penser le politique.

Enfin, l'analyse quantitative a mis en évidence des différences nationales importantes. L'Espagne se distingue par un retrait politique beaucoup plus marqué que l'enquête qualitative devrait être en mesure de confirmer et de comprendre. La Grande-Bretagne et la France apparaissent en revanche assez proches lorsque l'on observe certains indicateurs comme l'intérêt pour la politique ou les attitudes vis-à-vis des modes de transformation de la société, ce qui rend la recherche d'éléments plus fins d'analyse particulièrement stimulante. L'approche qualitative permettra de compléter et d'expliquer les constats effectués sur la base

d'analyses statistiques. L'enquête par entretiens permet de procéder à une analyse compréhensive des logiques articulant le rapport au politique, en particulier le rôle de la socialisation, de la sociabilité, de l'expérience vécue de la pauvreté et de la dépendance. La seconde partie de cette recherche constitue donc un prolongement qualitatif aux analyses quantitatives précédentes. Elle s'attache à comprendre la complexité causale et les logiques inhérentes aux comportements politiques des personnes en situation défavorisée.

La seconde partie présentera une typologie des rapports au politique des personnes en situation défavorisée et détaillera, au cours des chapitres 4 à 7, chacun de ces idéaux-types. Elle s'appuie sur les enquêtes qualitatives effectuées en France à Chartres, en Grande-Bretagne à Oxford, et en Espagne à Pampelune, auprès d'allocataires du revenu minimum.

La typologie ainsi élaborée est la résultante d'un travail de va et vient constant entre une construction théorique et l'analyse des entretiens approfondis. Elle procède ainsi de l'observation, tout en étant le fruit d'une réflexion intellectuelle cherchant à unifier l'analyse comparative du rapport au politique grâce à une typologie unique. Le fait que cette typologie ait été pensée pour s'appliquer aux catégories les plus défavorisées et que sa construction se soit appuyée sur une enquête qualitative approfondie auprès de bénéficiaires de *minima* sociaux, justifie que l'on parle d'une typologie des rapports au politique des personnes en situation défavorisée. La description et l'analyse des types de rapport au politique s'appliquent à la population qui est l'objet de cette recherche. Cela n'implique pas que les types étudiés ne puissent pas se retrouver parmi d'autres catégories sociales.

Pour comprendre cette construction typologique, il faut préalablement préciser ce que l'on entend par *le rapport au politique* des personnes en situation défavorisée. Pour ce faire, il convient de distinguer *le* politique de *la* politique. *La* politique est une catégorie autonome de pensée et d'action, visant à arriver au pouvoir et, une fois au pouvoir, à gérer les affaires de l'Etat selon une ligne de conduite, une stratégie, un programme électoral. Mais qu'est-ce que *le* politique ? Marc Bloch, dans *L'étrange défaite*, en donne la définition qui correspond le mieux aux objectifs de cette recherche : « Le politique ce n'est pas simplement des décisions, le politique, c'est faire exister une collectivité comme une communauté et pas simplement comme une juxtaposition d'intérêts. »[207] Le politique traite de la gestion globale de la société, du 'vivre ensemble' ; c'est une question d'*affectio societatis*. Comment les citoyens d'un même pays cohabitent-ils dans un système organisé pour le bien commun, où les individus

[207] BLOCH, Marc, *L'étrange défaite : témoignage écrit en 1940*, Paris : Franc-tireur, 1946, 194 p.

interagissent les uns avec les autres ? Ce n'est que dans un second temps que *le* politique implique des choix de valeurs, d'orientations, ce qui relève du domaine de *la* politique. Dans quelle société les individus veulent-ils vivre, selon quelles priorités ? *Le* politique englobe *la* politique, mais ne s'y réduit pas. De même, le rapport *au* politique comprend le rapport *à la* politique – ce qu'on appellera la préférence partisane – mais traite plus largement du lien de citoyenneté, c'est-à-dire du lien que chaque individu entretient avec ses concitoyens et avec la société dont il fait partie.

On notera que selon cette acception du politique, la socialisation politique d'un individu ne se limite pas à ses préférences partisanes, mais constitue véritablement un processus de rapport au monde. Pour reprendre la définition préalable du rapport au politique que nous avions posé en introduction, le rapport au politique d'un individu s'opérationnalise dans trois domaines : l'identification à la nation, la relation à l'État et la préférence partisane. La socialisation politique d'un individu constitue un rapport au monde au sens où trois modalités se combinent : la dimension patriote, la dimension citoyenne et la dimension partisane.

I. Les principes déterminant le rapport au politique

Cette définition du politique une fois posée, deux facteurs explicatifs apparaissent en filigrane, facteurs qui permettent de comprendre et d'analyser le rapport au politique des personnes en situation défavorisée. Ce cadre théorique permettra dans les chapitres suivants d'interpréter les formes contemporaines de comportements politiques en relation avec les caractéristiques sociales de la population étudiée.

I.1 La prise en compte du principe de totalité

Le rapport au politique s'explique tout d'abord par le rapport individuel à la société, ce que nous appellerons, à l'instar d'Alain Touraine, le principe de totalité. Dans son ouvrage *Sociologie de l'action*[208], Alain Touraine considère que l'action de tout groupe d'intérêt est orientée en fonction de trois principes : le « principe d'identité », selon lequel l'acteur, individuel ou collectif, défend ses intérêts propres, sans se situer par rapport à un adversaire,

[208] TOURAINE, Alain, *Sociologie de l'action*, Paris : Editions du Seuil, 1965, 501 p. Le détail des trois principes de l'action est présenté pages 160 à 164.

et sans conception de la légitimité sociale de cette action ; le « principe d'opposition », selon lequel le groupe se définit par son opposition à d'autres ; et le « principe de totalité » selon lequel un mouvement se définit par référence à des valeurs générales au sein de la société.

Selon nous, le comportement politique des personnes en situation défavorisée dépend pour une part de la prise en compte de ce principe de totalité, c'est-à-dire le fait de se référer à des valeurs et à des groupes qui dépassent leur situation particulière. Ce qui est en jeu à travers cet axe, c'est la plus ou moins grande distanciation par rapport à son propre cas particulier, donc la capacité d'abstraction.

Ce premier axe est d'autant plus intéressant, dans le cadre de l'analyse du rapport au politique des personnes en situation défavorisée, que l'on sait que les catégories populaires ont une approche plus pragmatique et plus immédiate des problèmes qu'elles rencontrent. On peut donc formuler l'hypothèse que les personnes en situation défavorisée, quel que soit leur pays d'appartenance, ne prennent que faiblement en compte le principe de totalité. Cette faiblesse est liée à leur difficulté d'abstraction. Les catégories populaires appréhendent la politique à partir de leur propre situation (ce qui ne constitue aucunement une spécificité) mais seulement à partir de leur situation. En effet, leur faible niveau d'étude ne leur permet généralement pas d'appréhender les questions politiques sous un angle global. Ce facteur d'explication est donc pour une large part lié au niveau d'étude des individus. Se pose l'éternel problème de hiatus entre la réalité des droits politiques et la capacité à participer réellement à la vie publique. En effet, les individus qui possèdent un faible niveau d'étude ne disposent pas des moyens intellectuels nécessaires pour comprendre pleinement ce qui se passe dans le champ politique. Or la vie dans un mode indifférencié, donc dépourvu de sens, conduit à l'indifférence.

Il faut enfin noter que, dans le cadre d'une problématique du lien social, le principe de totalité évoque le lien de citoyenneté. Le concept du citoyen, qu'il ne faut pas confondre avec l'individu concret, marque l'existence dans le fonctionnement de notre société d'un champ politique formé par les liens des hommes concrets entre eux. La définition de la citoyenneté varie dans l'espace et dans le temps : nous aurons ultérieurement l'occasion de souligner l'extension du concept de citoyenneté et la distinction entre une citoyenneté 'à la française' et une citoyenneté 'à l'anglaise'. En revanche, le sentiment de citoyenneté, et partant le vote comme expression de ce sentiment, manifeste toujours l'appartenance à une communauté politique nationale. Le lien de citoyenneté est donc fondamental dans les sociétés modernes

nationales, parce qu'il permet à l'individu de manifester son souci des autres hommes avec lesquels il constitue une communauté abstraite.

I.2 L'affirmation d'un principe de dénonciation

Le second facteur d'explication du rapport au politique des personnes en situation défavorisée est davantage lié à leur rapport à 'la' politique. Il est à mettre en relation avec leur capacité à distinguer des options politiques les unes des autres, puis à choisir entre ces alternatives, qui sont donc connotées positivement ou négativement. Nous appellerons ce facteur le principe de dénonciation afin de le distinguer du principe d'opposition tourainien. En effet, le principe d'opposition, tel qu'entendu par Alain Touraine, suppose que le sujet, individuel ou collectif, se définit par son opposition à un autre groupe. Cela implique la conscience qu'un autre groupe, clairement défini, menace ses intérêts propres et tient le rôle d'adversaire. Or, tout comme les salariés précaires étudiés par Serge Paugam[209], les allocataires de revenu minimum se caractérisent davantage par des attitudes relevant du « radicalisme dépolitisé » que par une réelle opposition. S'agissant d'une population peu mobilisée sur le plan politique, leur opposition n'est pas un comportement offensif dirigé, contre un autre groupe ou des intérêts adverses, mais plutôt une réaction d'amertume et de reproche généralisé.

Le principe de dénonciation tient compte du fait que les allocataires de revenu minimum n'ont pas les moyens de s'opposer, en termes de constitution d'un groupe de pression, de mobilisation et de point d'application d'éventuelles revendications. A la différence du principe d'opposition, il n'implique pas nécessairement de se définir contre un autre groupe, ni de revendiquer une appartenance quelconque. Le sentiment d'appartenance est d'ailleurs très affaibli chez les personnes qui connaissent des situations de précarité économique et d'isolement social, chez tous ceux que Robert Castel nomme les « inutiles au monde »[210]. Les sentiments d'inutilité sociale, d'isolement, de marginalisation sont très fréquents parmi la population des allocataires de revenu minimum. La stigmatisation de leur situation et la conscience qu'ils en ont, l'hétérogénéité de leurs situations, les empêche de

[209] PAUGAM, Serge, *Le salarié de la précarité : les nouvelles formes de l'intégration professionnelle*, Paris : Presses Universitaires de France, coll. Le lien social. Documents d'enquête, 2000, 437 p.

[210] CASTEL, Robert, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris : Fayard, 1995, 490 p.

constituer un groupe capable de défendre ses intérêts. La catégorie 'allocataire du revenu minimum' est une catégorie imposée par l'appareil bureaucratique de l'État-providence. Même si les personnes qui en relèvent ont objectivement des intérêts communs et font l'expérience de situations similaires, elles n'intériorisent pas cette catégorie qui n'est donc pas une appartenance. Sans ce sentiment d'appartenance, de communauté de destin, il ne leur est pas possible de formuler de véritables revendications. Peut toutefois subsister un sentiment d'appartenance à un groupe plus vaste : les pauvres, l'*underclass* ou la *working class* en Angleterre, ou plus largement ceux qui sont 'en bas' de l'échelle sociale.

En conséquence, le principe de dénonciation ne tient pas compte de la réalité des moyens d'action et se concentre sur le discours. Le discours des allocataires de revenu minimum peut en effet traduire leur désillusion à l'égard du système, leur sentiment d'abandon, l'absence de perspectives qui leur est offerte. C'est en cela qu'il peut y avoir un discours de dénonciation, dénonciation d'une situation qui leur semble intolérable, dénonciation de la société qui a failli à ses promesses d'intégration, dénonciation certes souvent indéterminée mais réelle.

Dans ce cadre, on peut avancer l'hypothèse que les personnes qui ont moins le sentiment d'être isolées du reste de la société sont davantage capables de mettre en oeuvre un principe de dénonciation car elles conservent des repères, même flous, de ce qui est bon ou mauvais pour elles. À l'inverse, les personnes qui se perçoivent comme isolées, seules face à leurs problèmes, entretiendraient un rapport à la politique emprunt de relativisme (« tous pareils ! »).

On peut conclure de ces quelques remarques que le principe de dénonciation est indirectement relié au lien d'intégration, mais uniquement dans sa dimension subjective. Pour mettre en œuvre un principe de dénonciation, il est plus important de se sentir intégré (de sentir l'existence de liens invisibles avec ses semblables) que de l'être réellement. Un individu qui, en dépit de l'entourage de ses proches, se sentirait totalement délaissé par la société, aurait plus de difficultés à exprimer une quelconque opposition car il ne saurait pas à qui/quoi s'opposer et avec qui s'allier.

Le schéma 1 résume l'articulation entre ces deux grands principes explicatifs du rapport au politique et les différents types de comportement politique.

Schéma 1

La définition des types de rapport au politique

		Prise en compte du principe de totalité RAPPORT AU POLITIQUE	
		–	+
Principe de dénonciation **RAPPORT À LA POLITIQUE**	–	***APATHIE***	***PERPLEXITÉ***
	+	***MÉCONTENTEMENT***	***LOYAUTÉ***

Les appellations de ces types sont pour partie inspirées des travaux de Albert Hirschman[211], repris et complétés par ceux de Guy Bajoit[212]. Ces typologies ont inspiré ma réflexion sur le comportement politique des personnes en situation défavorisée ; elles ont toutefois été largement adaptées en fonction des attitudes politiques observées parmi la population étudiée ainsi qu'en fonction de l'interprétation qui en est donnée. Je m'efforcerai par la suite de préciser les divergences les plus notables entre ma typologie et les typologies de Hirschman – qui s'applique aux comportements de consommation – et de Bajoit – dont le propos est plus général et peut donc s'appliquer aux comportements politiques. On remarque au préalable que, du fait des évolutions de la mobilisation politique (tendance à la baisse des adhésions partisanes et syndicales, volatilité électorale croissante, vote sur enjeu), il est devenu pertinent d'étudier le comportement électoral comme un comportement consumériste, même si l'on ne saurait réduire le vote à un comportement de consommation comme un autre. Toutefois, dans le cadre de cette étude, qui ne s'attache pas simplement au comportement électoral mais plus largement au rapport de l'individu au champ politique, il serait erroné de considérer les comportements politiques individuels comme des comportements de consommation. C'est plus largement le rapport à la société et au système politique qui est au cœur du projet de recherche. Cette typologie distingue quatre types de rapport au politique qui

[211] HIRSCHMAN, Albert O., *Exit, Voice and Loyalty, Défection et prise de parole : théorie et applications*, Paris, Fayard, 1995 [1ère éd. 1970], 212 p.

[212] BAJOIT, Guy, *Pour une sociologie relationnelle*, Paris, Presses universitaires de France, coll. Le sociologue, 308 p. ; BAJOIT, Guy, « Exit, voice, loyalty… and apathy. Les réactions individuelles au mécontentement », *Revue française de sociologie*, avril-juin 1988, vol. 29, n° 2, p. 325-345.

dépendent de l'articulation des deux principes développés précédemment, tandis que Hirschman et Bajoit construisaient leur typologie par un raisonnement en termes de choix consécutifs à une insatisfaction[213].

La typologie, qui résulte pour partie d'une analyse de discours, renvoie à l'articulation classique entre *raison* et *passion*. Certes, le niveau de connaissance des individus, qui conditionne largement la prise en compte du *principe de totalité*, détermine sa capacité à argumenter en s'appuyant sur des éléments matériels, donc à exercer sa raison. À l'opposé, le *principe de dénonciation* semble largement lié à la passion que les individus sont capables de déployer pour affirmer une préférence, la défendre, voire chercher à convaincre un tiers. Il ne faut pas se laisser prendre dans les rets de la fausse alternative entre la raison et la passion. Le schéma 1 illustre d'ailleurs que les deux se combinent. Dans l'approche du rapport au politique que nous avons adoptée, la passion a sa place dans la formation des opinions et dans l'argumentation émise par les personnes interrogées.

Par ailleurs, le sentiment de compétence[214] est un facteur psychologique fondamental pour que l'individu ait confiance en lui et émette un avis – qu'il estime à tort ou à raison éclairé. Or ce sentiment de compétence peut aussi bien résulter de la maîtrise de la complexité d'un problème (la raison qui examine le pour et le contre), donc d'une compétence effective, que de l'engouement d'un individu pour la cause qu'il défend. C'est en effet l'un des ressorts connus de la pensée humaine que de considérer que son opinion équivaut la vérité[215]. La passion tout comme la raison permettent à l'individu de renforcer son sentiment de compétence, de se forger une opinion, et finalement de développer un rapport au politique complexe par opposition à un rapport au politique apathique.

[213] Pour résumer, Hirschman raisonne à partir des choix qui s'offrent à un consommateur mécontent du produit qui lui est proposé : ne plus l'acheter (*exit*), écrire à l'entreprise pour manifester son mécontentement (*voice*), continuer de consommer le produit (*loyalty*). À cela, Bajoit ajoute l'*apathie* qu'il renomme par la suite *pragmatisme*, soit une participation passive mais désabusée.

[214] Dans le cadre de nos entretiens, nous avons bien entendu cherché à évaluer les connaissances des personnes interrogées en matière politique. Cependant, leur compétence réelle nous semble être un facteur faiblement explicatif de leur rapport au politique en comparaison de leur sentiment de compétence. D'où l'importance que nous accordons ici à cet élément.

[215] Dans sa *Rhétorique*, Aristote établit les bases de la disjonction entre la vérité et l'opinion. D'un point de vue conceptuel, détaché, la coexistence de plusieurs opinions contrastées avec une vérité unique est généralement admise. Cependant, d'un point de vue psychologique, un glissement tend souvent à s'opérer de 'son opinion', à 'sa vérité', à 'la vérité'.

II. Typologie des rapports au politique des allocataires du revenu minimum

Maintenant que les deux grands principes qui permettent d'expliquer le rapport au politique des personnes en situation défavorisée ont été exposés, il convient de décrire les idéaux-types qui en résultent. La typologie des comportements politiques que j'ai élaborée comporte quatre items : l'*apathie*, la *perplexité*, le *mécontentement* et la *loyauté*. Cette typologie vise à comprendre les comportements politiques des personnes en situation défavorisée en mettant en relation des processus structurels et les expériences vécues des individus.

II.1 L'apathie : une inaction politique résultant d'une carence de représentation sociale

L'*apathie* est le comportement idéal-typique qui occupe la place prépondérante dans cette recherche, ce que montre bien la place accordée au chapitre 4. En effet, ce type de rapport au politique semble être caractéristique des personnes en situation défavorisée. Il se traduit par une inaction politique qui concerne aussi bien les actes (vote, militantisme) que les idées (préférence partisane, préférence dans les débats politiques actuels). L'*apathie* résulte d'une part de l'absence de prise en compte du principe de totalité et de la faiblesse du principe de dénonciation d'autre part. De manière plus concrète, on peut dire que l'*apathie* est un type de comportement politique qui associe une connaissance et une compréhension réduites du contexte politique et social à une vision indifférenciée des questions politiques.

L'individu apathique, généralement en raison de son faible niveau d'étude, ne parvient pas à dépasser son cas particulier, il ne replace pas son expérience personnelle dans un contexte global.

L'*apathie* se caractérise en outre par une absence de différenciation pour laquelle nous pouvons avancer deux causes. Tout d'abord, la méconnaissance de l'environnement politique, du fonctionnement du système politique et des interactions entre l'économie et le politique, entraîne une inaptitude à effectuer des distinctions entre diverses options, à catégoriser. Comme les travaux de psychologie cognitive l'ont montré[216], la connaissance permet de

[216] On citera notamment le livre de référence de Peter BERGER et Thomas LUCKMANN, *La construction sociale de la réalité*, Paris : Méridiens-Klincksieck, 1986 (1ère éd. 1966), 288 p, ainsi que les travaux de Murray EDELMAN, notamment *Political Language. Words that Succeed and Politics that Fail*, New York : Academic Press, 1977, 164 p.

concevoir des catégories et d'effectuer des distinctions. La catégorisation sociale a une fonction cognitive pragmatique et usuelle, elle répond au besoin fondamental de simplifier un monde social trop complexe. Il en va de même pour la catégorisation politique : les partis politiques, l'axe gauche/droite, les hommes politiques de premier plan, certains types de discours très stéréotypés, agissent comme des repères qui permettent de donner du sens à un environnement complexe et de se positionner au sein de ce champ. L'individu apathique ne possède pas de repère dans le champ politique, il lui est donc impossible d'effectuer des distinctions : pour lui, tout se vaut, il ne peut afficher aucune préférence (cf. ultérieurement sur la perte de sens de l'axe gauche/droite).

La deuxième raison pour laquelle les individus en situation défavorisée sont susceptibles de montrer une absence de différenciation est moins liée aux connaissances théoriques et davantage à la socialisation primaire. En effet, dans le domaine de la politique, l'appropriation de systèmes porteurs de sens dépend du développement des compétences cognitives de l'individu depuis l'enfance[217]. L'inaptitude à la différenciation que l'on observe dans le cas de l'*apathie* résulte donc d'un défaut de socialisation politique. En effet, la socialisation politique permet à l'individu d'« hériter » en quelque sorte d'un système porteur de sens, d'une appartenance partisane et de la conscience de l'existence de conflits sociaux.

Pour résumer, l'individu apathique souffre d'une carence de représentations sociales. Nous reprenons ici une définition de Serge Moscovici pour qui les représentations sociales constituent un « système de valeurs, d'idées et de pratiques ayant une double fonction : premièrement, établir une hiérarchie permettant aux individus de s'orienter dans leur monde matériel et social et de le maîtriser ; et deuxièmement, permettre à la communication de s'instaurer entre les membres d'une communauté en leur procurant un code pour les échanges sociaux ainsi qu'un code pour nommer et classifier sans ambiguïté les divers aspects du monde et de leur histoire individuelle et collective. »[218]. Sans représentation sociale et politique, la production d'idées, de valeurs, de pratiques est quasi-impossible pour l'individu apathique.

L'*apathie* se rapproche de la notion d'*exit* ou de *défection* d'Albert Hirschman au sens où il s'agit d'une attitude de retrait, où l'individu sort de la relation, ici entre le citoyen et le politique. Cependant, contrairement à la *défection*, l'*apathie* n'est pas nécessairement une

[217] CONNELL, Robert William, *The Child's Construction of Politics*, Carlton : Melbourne University Press, 1971, 251 p.

[218] MOSCOVICI, Serge, « Foreword », in HERZLICH, Claudine, *Health and Illness: a Social Psychological Analysis*, London: Academic Press, 1973, 159 p. (traduction personnelle).

réaction à un mécontentement ni un choix délibéré : ce type de rapport au politique, tel qu'il est défini ici et analysé dans le chapitre 4, résulte moins d'un choix que d'un non-choix, résultant d'un manque de socialisation politique.

Ainsi le type idéal de l'*apathie* recoupe le phénomène plus communément appelé *indifférence*, le sentiment que tout se vaut, que la personnalité, les opinions ou les mesures politiques prises par les personnes au pouvoir ne font pas de différence. L'indifférence est donc à la fois absence de différenciation et absence d'intérêt. L'indifférence affichée par les catégories défavorisées à l'égard de la politique peut être comprise comme la marque d'une intériorisation de leur incompréhension et de leur impuissance à changer une situation qui les dépasse. Cette *apathie* politique, où se mêlent indifférence et impuissance, fait écho à l'une des caractéristiques traditionnelles de la culture populaire à savoir le fatalisme. L'acceptation de son sort peut être morne et désabusée ou recouvrir les aspects plus sereins d'une philosophie de la vie ; Hoggart en donne l'explication suivante : « quand on ne s'attend pas à grand-chose de bon dans la vie, il est bien difficile de s'élever jusqu'à l'indignation morale. Après tout, il ne sert à rien de se faire des problèmes à propos de tout et de rien ; il y en a bien assez comme ça »[219]. La pertinence de cette notion de fatalisme pour décrire les comportements des personnes en situation défavorisée sera étendue aux trois pays de l'étude.

II.2 Le mécontentement : un rapport à la *politique à mi-chemin entre la lutte des classes et le radicalisme dépolitisé*

Le *mécontentement* se différencie de l'*apathie* susmentionnée par le refus de se résigner en silence et l'affirmation d'une insatisfaction. Avant de décrire plus avant ce type de rapport au politique, il convient de justifier la formulation choisie : le *mécontentement*. Cette désignation peut sembler étrangement faible. Mon choix s'est porté sur ce terme à l'issue de la prise en compte des verbatim recueillis qui, à de rares exceptions sur lesquelles je reviendrai dans le chapitre 4, sont très loin d'exprimer une attitude radicale de protestation ou de révolte. Le choix délibéré d'un terme exprimant une opinion tiède – de préférence au concept beaucoup plus fort de *protestation* privilégié par Hirschman et Bajoit – vise à restituer au mieux la tonalité somme toute modérée des discours recueillis auprès de personnes en situation défavorisée.

[219] HOGGART, Richard, *La culture du pauvre, Etude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris : Les Editions de Minuit, coll. Le sens commun, 1970, p.138.

Tout comme l'*apathie*, le *mécontentement* est un modèle de comportement politique caractérisé par une absence de prise en compte du principe de totalité. Autrement dit, les individus qui se rapprochent de cet idéal-type ne prennent pas de recul par rapport à leur situation personnelle. Le *mécontentement* se différencie en revanche de l'*apathie* par la force du principe de dénonciation. L'individu mécontent est conscient que la situation dans laquelle il se trouve lui est préjudiciable, mais il n'est pas capable d'inscrire son insatisfaction dans le cadre d'une lutte globale, historiquement orientée.

Tout comme l'individu apathique, il a conscience de son impuissance à changer cette situation, faute de posséder des moyens d'actions efficaces. Mais le *mécontentement* est une réaction active à ce constat tandis que l'*apathie* est une réaction par définition passive. L'individu apathique subit sans réagir tandis que l'individu mécontent se plaint des torts qui lui sont faits, de son impuissance à améliorer sa position sociale. Le *mécontentement* se traduit donc par une attitude de mise en accusation de la classe politique, du système économique, voire plus généralement de la société. L'individu mécontent dénonce et accuse, mais il est rarement capable d'énoncer des griefs contre un adversaire clairement défini.

C'est pourquoi il serait possible de rapprocher ce comportement du « radicalisme dépolitisé » identifié par Serge Paugam[220] parmi les salariés proches de l'*intégration disqualifiante*. L'attitude politique de cette population est faite de désillusion à l'égard des partis et de sentiment d'impuissance. La dépolitisation en question est relative puisque l'on peut observer une tendance plus favorable à la gauche, mais l'absence d'affinité significative pour l'un des partis de gauche manifeste la perte de confiance dans les partis pour réellement changer la société. En ce qui concerne cette étude, je n'aurai pas recours au concept de *radicalisme dépolitisé*, d'une part car le radicalisme des personnes interrogées est très relatif, d'autre part car le *mécontentement* est un type de comportement qui se caractérise précisément, dans le cadre de cette recherche, par une moindre dépolitisation. Sans être des adhérents ou des électeurs fidèles d'un parti politique, les mécontents ont une capacité, faible mais réelle, à différencier des options et à exprimer une préférence.

Faut-il voir dans ce type de comportement une figure contemporaine de la lutte des classes ? Dans ce cas, le *mécontentement* serait le comportement typique des classes populaires et défavorisées, conscientes de l'infériorité de leur statut, mais incapables de se donner mes moyens d'améliorer leur situation face aux autres classes sociales (essentiellement les classes moyennes et supérieures), encore moins d'inscrire ce combat dans

[220] PAUGAM, Serge, *Le salarié de la précarité*, p.343-354.

une perspective historique telle que l'avait conçu Karl Marx. Ce qui distingue très clairement le *mécontentement* de la traditionnelle lutte des classes, c'est finalement l'absence d'un parti susceptible d'exprimer ce *mécontentement* et d'agir comme force de mobilisation et de proposition, comme le parti communiste par le passé. Le *mécontentement* tel que nous le définissons est un type de rapport au politique éminemment individuel, qui traduit le refus de l'individu en situation défavorisée de 'souffrir en silence'. Il faut être bien conscient de la dimension très individualiste de cette position : dépourvu de sentiment d'appartenance à l'égard d'un groupe social ou d'un parti politique, le « mécontent » n'envisage pas de fédérer des tiers autour de lui afin de porter une revendication, il est isolé.

Pour conclure, le *mécontentement* est un type idéal de comportement qui manifeste un rapport à *la* politique. L'absence du principe de totalité, donc le repli sur son cas particulier, n'empêche pas de distinguer des options plus ou moins favorables, d'émettre des préférences pour des partis ou des hommes politiques, « d'avoir son opinion ». Ce qui caractérise l'individu mécontent, c'est l'intérêt qu'il manifeste pour les questions politiques. Dans son univers conceptuel, la politique existe, se manifeste dans la vie réelle, au point d'être responsable de tous les maux. À l'extrême, on peut même trouver dans le *mécontentement* une forme d'idéalisme de ce que devraient être la politique et les hommes politiques.

II.3 La perplexité : la figure contemporaine du désengagement politique

La *perplexité* est un type de comportement politique qui s'explique par une absence de différenciation alliée à une bonne prise en compte du principe de totalité. Les individus dont le comportement se rapproche de ce type idéal, ont une bonne connaissance des tenants et des aboutissants de la politique. Ils comprennent qu'il existe des liens entre politique et économie, que les hommes politiques ne sont pas tout puissants, mais en grande partie contraints par des traités internationaux et des dépenses constantes… Ils voient dans le hiatus entre discours et action politique un phénomène inéluctable. La *perplexité* est donc causée par une connaissance non partisane du fonctionnement du système politique.

À cet égard, si l'absence de principe de dénonciation observée dans l'*apathie* révèle en premier lieu une méconnaissance et une indifférence à l'égard du champ politique, il en va tout à fait différemment dans le cas de la *perplexité*. La faiblesse du principe de dénonciation, la difficulté à émettre une opinion qui soit personnelle, semblent relever essentiellement d'un

défaut de socialisation politique. L'individu perplexe ne possède pas de culture politique – au sens d'une culture de classe fondée sur un sentiment d'appartenance – car sa socialisation primaire s'est faite dans un contexte où cette culture était absente ou parce qu'il a lui-même connu un déclassement social qui a brouillé ses repères ou encore parce qu'il a refusé la politisation qui lui était transmise. Il ne croit pas davantage en une quelconque idéologie, sachant que l'idéologie est ici définie comme un principe fondamental d'immunisation cognitive contre les informations qui viennent contredire des opinions pré-établies. C'est pourquoi l'on peut synthétiser ce comportement comme relevant d'un rapport *au* politique dénué de préférence partisane.

La *perplexité* est marquée par une grande distanciation vis-à-vis de toute proposition idéologiquement orientée, puisque rien ne prédispose l'individu à choisir une option de préférence à une autre. On peut voir dans cet idéal-type de comportement politique une figure moderne du désengagement. La *perplexité* est une attitude intrinsèquement liée au mouvement analysé entre autres par Fukuyama, Lipovetsky ou encore Bell, que l'on nomme « la fin des idéologies »[221]. Ce mouvement, historiquement lié au démantèlement de l'URSS et interprété comme la défaite du communisme[222], s'est traduit à court terme dans les sociétés occidentales par une perte de crédibilité des partis communistes encore existants, observable à chaque consultation électorale. À moyen terme, c'est le paysage idéologique, les représentations politiques, qui ont plus largement été bouleversées. L'atténuation du clivage Gauche/Droite dans la plupart des pays d'Europe occidentale, tant au niveau des programmes politiques que des perceptions des électeurs, en est le témoignage le plus frappant.

Dans le cas de la *perplexité*, l'absence d'un principe de dénonciation, lié à la perte de crédit des idéologies comme principe d'organisation du débat politique, se traduit au niveau individuel par un profond relativisme : toutes les options politiques possèdent des avantages et des effets pervers ; tous les hommes politiques se valent : humains, ils ont nécessairement des qualités et des défauts.

[221] *Cf.* FUKUYAMA, Francis, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992, 452 p. ; LIPOVETSKY, Gilles, *L'ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain*, Paris, Gallimard, « Folio/Essais », 1983, 328 p. ; BELL, Daniel, *La fin de l'idéologie*, Paris : Presses universitaires de France, coll. Sociologies, 1997, 403 p.

[222] Le démantèlement de l'Union soviétique a pu être considéré comme la manifestation de la défaite du communisme, mais il ne s'agit là que d'une interprétation. En effet, plusieurs pays, à commencer par la Chine, se réclament encore aujourd'hui du communisme.

II.4 La loyauté : sentiment d'appartenance sociale et implication politique

Le dernier item de la typologie constitue l'antithèse du premier, à savoir l'*apathie*. Le comportement politique que nous nommons *loyauté* se caractérise par une prise en compte du principe de totalité comme du principe de dénonciation. Cette *loyauté* politique suppose à la fois de considérer les questions politiques dans leur contexte et une détermination sociale qui incite l'individu à faire le meilleur choix pour lui et pour la société parmi les options disponibles. En matière de politique, l'individu intégré est capable de formuler une critique constructive, à partir de son point de vue social.

Ce type, bien qu'il porte le même nom que le concept d'Hirschman de *loyalty*, traduit en français par *fidélité*, s'en rapproche en effet par l'hésitation, en dépit des désaccords, à quitter un système auquel on est attaché et par le maintien d'une fidélité à des convictions politiques acquises de longue date. Les objections soulevées par Guy Bajoit ont cependant été prises en compte et intégrées à notre raisonnement. Ainsi écrit-il : « A. Hirschman ne s'interroge pas explicitement sur les *raisons* qui poussent les membres à rester 'fidèles'. Or il est évident que si les uns sont fidèles par conviction, par attachement au système d'interaction, à se dirigeants, à ses objectifs, les autres ne désertent ni ne protestent que par un mélange de résignation, de passivité, de repli sur soi et d'opportunisme, que nous appelons 'pragmatisme'. Seuls les premiers, à notre avis, peuvent véritablement être appelés fidèles. »[223] Dans le prolongement de cette analyse critique, le type-idéal de *loyauté*, tel que je le définis, est moins large que celui d'Hirschman et concerne uniquement les individus dont la participation active au champ politique s'explique par leur confiance dans le système en place.

Le comportement politique qui symbolise le mieux cette *loyauté* est à n'en pas douter la participation électorale. Le vote est le fondement de notre système démocratique dans la mesure où la somme des votes exprimés par les citoyens exprime la volonté nationale et constitue l'unique légitimité des gouvernants. À travers l'acte électoral, l'individu s'affirme comme citoyen d'un pays dont il contribue à choisir les dirigeants et la ligne politique. Le vote est donc une action qui manifeste la conscience de l'individu d'appartenir à un ensemble qui le dépasse. Comme le soulignait déjà Alain Lancelot en 1968, le vote est un phénomène sélectif lié à l'intégration sociale.

[223] BAJOIT, Guy, *Pour une sociologie relationnelle*, *op.cit.*, p.149.

Pour qu'il y ait intégration politique – *loyauté* selon notre typologie – on peut faire l'hypothèse qu'une intégration sociale est nécessaire, et plus particulièrement une appartenance à un groupe susceptible de se mobiliser. Il faut sentir que l'on partage une identité commune, un destin commun. Richard Hoggart, dans son livre *La culture du pauvre*, souligne abondamment l'importance, dans les milieux populaires, du sentiment de communauté, la certitude d'appartenir à un groupe immuable, partageant les mêmes valeurs et les mêmes opinions sur le monde. Cependant, « en règle générale, ce sentiment de communauté ne se transforme pas en conscience de classe »[224]. En outre, force est de constater que ce sentiment de communauté s'est grandement affaibli depuis les années 1950, date à laquelle Hoggart écrivait. Les liens traditionnels et communautaires ont difficilement survécu au relogement dans des quartiers neufs au cours des années 1960 et 1970, perçus par leurs habitants comme froids, vides, impropres à toute vie sociale, contrairement aux anciens quartiers populaires.

Aujourd'hui, les sentiments d'une identité comme d'une appartenance à un groupe sont dérisoires chez les allocataires de revenu minimum et plus largement chez les personnes en situation défavorisée. L'identité collective forte qui a pu exister parmi les catégories les moins favorisées – du temps où celles-ci étaient essentiellement constituées d'ouvriers – s'est disloquée en France et en Grande-Bretagne, et avec elle les adhésions politiques[225]. Le délitement du lien social explique sans doute pour partie la rareté des comportements politiques proches de la *loyauté* parmi les allocataires de revenu minimum dans ces deux pays. En revanche, en Espagne, l'hypothèse d'un affaiblissement des liens sociaux primaires et secondaires ne tient pas et il faut chercher une explication à la faiblesse de la *loyauté* politique du côté des facteurs historiques et politiques.

Pour conclure sur la typologie, il faut rappeler que si le comportement de certaines personnes peut se rapprocher d'un type-idéal, il ne saurait se confondre avec ce type dont la pureté est par construction abstraite[226]. Un même individu peut manifester des attitudes qui se

[224] HOGGART, Richard, *La culture du pauvre, Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Les Éditions de Minuit, coll. Le sens commun, 1970, p.127.

[225] Il serait cependant illusoire de s'imaginer les années 60 comme une période glorieuse où les ouvriers partageaient tous les mêmes convictions politiques. Même à l'apogée de « l'ouvrier de l'abondance », la classe ouvrière, si elle partageait des valeurs communes, exprimait dans les urnes des opinions différenciées.

[226] Si, dans l'exposé ultérieur de la mise en œuvre de chaque idéal-type dans les trois pays de l'étude (chapitres 4 à 7), nous mentionnons « les apathiques » ou « les perplexes », il ne s'agit là que de facilités de langage pour désigner des personnes dont le discours, à un moment donné, se rapproche du type-idéal. De même, chaque

rapprochent concurremment de plusieurs types. Au fil du temps, l'on peut également supposer qu'un individu évolue et que, proche d'un type à un moment donné de sa vie, dans des circonstances matérielles précises, ses attitudes politiques puissent évoluer avec la multiplication de ses expériences, les changements de sa situation matérielle, pour finalement se rapprocher d'un autre type.

Ainsi, les idéaux-types de rapports au politique des personnes en situation défavorisée ne sauraient emprisonner des individus dans des logiques de comportement. Des évolutions sont possibles et même probables. L'analyse approfondie de chacun des types permettra de discerner certaines évolutions mais l'on peut d'ores et déjà signaler que certaines transitions semblent plus probables que d'autres. Ainsi, le *mécontentement* peut s'éroder face à l'inefficacité et à l'impuissance des personnes en situation défavorisées à se faire entendre, et se transformer en *apathie*. La *loyauté*, qui nécessite de consacrer du temps et une certaine énergie morale au champ politique, peut également se déliter du fait de la dureté des conditions matérielles d'existence et de l'absence de perspectives. Elle pourrait se transformer en *mécontentement* ou en *perplexité*, selon que l'individu se focalise davantage sur son cas personnel et les frustrations induites par ses difficultés ou qu'il devient dubitatif quant aux capacités de ses préférences politiques d'origine de changer la situation.

III. Culture politique et types de rapport au politique

Rappelons pour commencer que, conformément aux perspectives théoriques tracées par Clifford Geertz, la culture politique d'une nation est considérée comme un tout immergé dans la culture générale de la société dont elle dérive et par là-même accessible à tous, aux élites comme aux catégories populaires. Cette culture politique, culturellement et socialement légitime, ancrée dans les habitus et les rituels symboliques, n'exclut pas la possibilité de comportements marginaux. Mais elle constitue pour tous une « structure de signification » au sein de laquelle les attitudes et les comportements des individus prennent sens. Dans ce modèle d'interprétation, il n'existe par une culture politique des élites qui serait différente de – voire supérieure à – celle des personnes en situation défavorisée. Les attitudes et les comportements des individus, quel que soit leur statut social, font sens les uns par rapport aux

entretien n'a été utilisé que pour comprendre l'articulation d'un seul type de rapport au politique. Or il est bien évident que chaque individu peut, à différents 'moments', approcher des idéaux-types différents.

autres – renvoyant ainsi au phénomène exposé par Bourdieu, « la distinction » – au sein d'une même culture politique, historiquement construite et coutumièrement partagée.

Les différents items de la typologie, l'*apathie*, le *mécontentement*, la *perplexité* et la *loyauté*, sont des types de rapport au politique – autrement dit des façons pour les individus d'intérioriser une culture englobante et de la réinterpréter *via* leurs expériences vécues et leur sensibilité – mais ne constituent pas des cultures politiques différentes. La culture politique nationale n'étant ni constituée *ex nihilo* ni intangible, elle est comme tout ensemble culturel difficile à définir. En tenant compte des différentes modalités selon lesquelles elle se manifeste dans un contexte historique et social précis, les chapitres suivants s'attacheront à mettre en évidence ce qui constitue le fond de la culture politique de la France, en regard des cultures politiques de l'Angleterre et de l'Espagne.

III.1 La typologie élaborée est-elle culturellement sous influence ?

En tant que sociologue français, il importe de répondre à la question suivante : le type idéal de rapport au politique défini comme la « *loyauté* » ne désigne-t-il pas également, de manière normative, l'idéal du 'bon citoyen' 'à la française' ?

La citoyenneté 'à la française' est une conception fortement influencée par Rousseau pour qui les corps intermédiaires entre le citoyen et l'État empêchent l'homme d'être libre et doivent donc être détruits. En France, la citoyenneté est, tout comme la nation, un principe indivisible et absolu, qui « oblige » ses membres (à certains devoirs), lié à une conception très centralisée de l'État. L'État y joue un rôle bien plus fondamental que dans d'autres nations, à la fois expression de la volonté générale et producteur de la société. Comme le rappelle Dominique Schnapper, « le citoyen 'à la française', héritier de l'absolutisme royal qui avait construit une relation directe entre le roi et ses sujets, est d'abord un démocrate, disposant de la liberté politique par la participation à la souveraineté collective. Pour lui, les principes démocratiques n'impliquent pas nécessairement le respect des libertés fondamentales et des valeurs libérales. »[227]

Il est clair qu'au cours de l'analyse, j'ai découvert que cette typologie, issue d'une élaboration conjointement théorique et empirique, était normativement influencée par des préjugés enracinés dans une conception française de la citoyenneté. Je me suis pourtant efforcée d'aborder les rapports au politique des personnes en situation défavorisée sans

[227] SCHNAPPER, Dominique, *Qu'est-ce que la citoyenneté* ?, Paris : Gallimard, coll. Folio/Actuel, 2000, p.50.

jugement de valeur, en considérant que toute opinion ou tout comportement doit être compris dans son contexte, et peut l'être. C'est particulièrement vrai au sujet de l'*apathie*, type-idéal dont la logique a été analysée en regard des discours et du vécu des allocataires de revenu minimum, sans considération normative, sans « juger » d'emblée l'*apathie* politique comme un symptôme de malaise sociétal.

Si les types idéaux de rapport au politique que sont l'*apathie*, le *mécontentement* et la *perplexité* semblent *in fine* détachés de manière satisfaisante des références normatives liées à la culture française, il semble *a posteriori* que certains préjugés ont ressurgi à travers l'idéal-type de la *loyauté* dans lequel on distingue effectivement, et c'est regrettable, les contours de l'idéal démocratique du 'bon citoyen', bien informé, conscient de ses responsabilités dans les décisions collectives, concerné par l'organisation des hommes en société, participatif. En dépit de la connotation française présente dans cet idéal-type, il est possible d'affirmer après analyse des entretiens réalisés dans les trois pays de l'étude que la *loyauté* politique est un concept opérationnel, qui permet de comprendre comment, dans toutes les démocraties, des individus défavorisés résistent à la pression du désenchantement politique.

III.2 Des modalités nationales de construction de la citoyenneté

Ces remarques liminaires attirent l'attention sur la dimension profondément nationale des cultures politiques. L'idée même du politique n'a pas le même sens dans les différentes sociétés. Comme le rappelle utilement Denys Cuche, « les conceptions du pouvoir, du droit, de l'ordre peuvent se révéler profondément divergentes car déterminées par leurs rapports avec les autres éléments des systèmes culturels considérés. La politique, comme catégorie autonome de pensée et d'action, n'existe pas de façon universelle, ce qui complique l'analyse comparative. Il n'y a pas nécessairement dans toute société une culture politique reconnue et transmise comme telle. Chercher à comprendre les significations des actions politiques dans une société donnée, c'est donc inévitablement se référer à l'ensemble du système de significations qu'est la culture de la société étudiée. »[228] L'étude comparative du rapport au politique des personnes en situation défavorisée dans trois pays implique donc nécessairement une compréhension des systèmes de signification de chaque société : les contextes sociopolitiques dans lesquels sont énoncés les discours des individus, le sens non-explicité du

[228] Dans *La notion de culture dans les sciences sociales*, Paris : La Découverte, collection Repères, 1999, p. 99.

vocabulaire employé, les débats publics et médiatiques qui structurent, guident les opinions des individus et par rapport auxquels ils se positionnent, les modes de socialisation politique. D'où l'importance de la compréhension du concept de citoyenneté dans les trois pays puisque le lien de citoyenneté manifeste selon des modalités nationales spécifiques la manière dont l'individu se rattache politiquement à l'ensemble national auquel il appartient et qu'il contribue à constituer.

En contrepartie de la citoyenneté unitaire 'à la française' qui influence partiellement la construction de la typologie, il existe une citoyenneté 'à l'anglaise' qui laisse une place aux différentes classes sociales, aux groupes particuliers d'appartenance, religieuse ou ethnique, aux ordres traditionnels comme la noblesse et le clergé. Comme le souligne Schnapper, « la tradition britannique est fondée sur l'idée que, pour assurer la véritable liberté des hommes contre le pouvoir qui risque toujours de devenir arbitraire, il faut respecter la diversité des appartenances et des attachements particuliers. »[229] La citoyenneté britannique implique donc l'appartenance à une communauté particulière, à travers laquelle se fait l'appartenance à la nation, qui n'est donc pas directe et transcendante comme peut l'être la citoyenneté française. Le citoyen 'à l'anglaise' est donc d'abord un libéral, attaché dans un premier temps à la liberté de penser, de pratiquer la religion de son choix, d'exprimer ses idées, mais aussi attaché à sa sécurité et à celle des ses biens. En cela, il se distingue très nettement du citoyen 'à la française', davantage habité d'un esprit égalitariste.

Ces deux modèles de citoyenneté sont reconnus et régulièrement opposés l'un à l'autre par les politistes. On estime traditionnellement qu'ils incarnent une alternative dans le lien de citoyenneté, entre une citoyenneté transcendante, idéelle, et une citoyenneté pluraliste, ancrée dans des appartenances réelles de proximité. La citoyenneté 'à l'espagnole' relève-t-elle d'un de ces modèles ? C'est ce que l'analyse des discours politiques des allocataires de la *renta básica* permettra d'étudier. À titre d'hypothèse, l'on peut supposer que le lien de citoyenneté, en Espagne, devrait présenter des points communs avec le modèle de la citoyenneté 'à l'anglaise', en raison de la marge d'autonomie politique et de l'importance identitaire des régions en Espagne. Il est fort possible que l'appartenance nationale passe nécessairement, en premier lieu, par une identification à une région.

Notons pour conclure que si, historiquement, la citoyenneté s'est construite dans le cadre national, elle a depuis connu des évolutions. L'on parle beaucoup aujourd'hui de citoyenneté supranationale, en particulier de citoyenneté européenne. Sans doute s'agit-il là

[229] *Op.cit.* p.39.

d'un phénomène émergent. Cependant, notre terrain et notre objet d'étude ne se prêtaient pas à l'étude de ce nouveau lien que nous laisserons de côté. Signalons simplement que les impressions recueillies dans les trois pays au sujet de l'Union européenne sont univoques : l'Europe, lorsqu'elle est évoquée, paraît lointaine et inutile. Elle ne suscite l'engouement nulle part, pas même en Espagne où les indicateurs statistiques montrent pourtant un fort européisme. En Angleterre, sans surprise, elle provoque une certaine réserve et l'affirmation d'une volonté toute insulaire de se différencier. En France, le souvenir de l'enthousiasme originel (construire la paix en Europe) n'est rappelé que pour souligner l'amertume et le doute vis-à-vis d'une Europe bureaucratique jugée incompréhensible. Si une citoyenneté européenne est en construction, l'enquête effectuée dans trois pays européens permet d'affirmer que ce n'est pas parmi les catégories les plus défavorisées que l'on en perçoit les fondations.

« Il n'y a plus de demande politique, ni même de rejet de la politique, puisque les individus désocialisés se situent hors de l'ancienne organisation collective, puisqu'ils s'installent délibérément dans un nouvel espace-temps où le terme même de politique n'a plus aucun sens. »
Jacques BOUVERESSE

Chapitre 4
L'apathie politique
Incorporation d'un statut dévalorisé

Les analyses des chapitres 1 et 2, effectuées sur un matériau quantitatif permettant une comparaison européenne, ont confirmé que dans les trois pays de l'étude, la précarité des conditions matérielles d'existence, étudiée à travers le chômage ou de bas revenus, se traduit par une tendance accrue au retrait de la sphère politique en termes de désintérêt, d'absence de proximité partisane et d'insatisfaction quant au fonctionnement de la démocratie. Sur le plan théorique, cette *apathie* politique résulte de la conjonction de deux facteurs : d'une part, une faible prise en compte du *principe de totalité*, qui se manifeste par un repli sur ses problèmes personnels, au détriment d'une conception plus large des problèmes sociétaux ; d'autre part, une faible prise en compte du *principe de dénonciation*, une incapacité à s'identifier à un groupe – en particulier du point de vue d'intérêts communs à défendre – par opposition à un autre groupe, qui se traduirait par une indétermination politique, les différentes options politiques étant jugées équivalentes.

La précarité de leurs conditions d'existence pousse en effet ces personnes à se consacrer prioritairement à la satisfaction de leurs besoins physiologiques (se nourrir, se loger…), elles sont donc moins disponibles pour se consacrer à des besoins secondaires[230] tels

[230] *Cf.* MASLOW, Abraham, *Op.cit.* Selon lui, il existe une hiérarchie des besoins qui s'impose aux individus et permet de comprendre leurs motivations. Cette théorie psycho-sociologique, qui résulte d'une observation et d'une analyse à l'échelle individuelle, trouve une traduction sociétale dans les théories d'Inglehart sur l'évolution des sociétés industrielles, animées par des aspirations matérialistes, vers des sociétés post-industrielles, sensibles à des idées post-matérialistes telles que l'écologie ou l'épanouissement personnel. Les

que les besoins d'appartenance, de reconnaissance, d'estime, d'affirmation de soi. Or, un rapport actif au politique, en tant qu'implication personnelle dans les questions sociétales, est susceptible de satisfaire ces besoins secondaires. Ce n'est que de manière indirecte et à moyen terme que le rapport au politique pourrait avoir un impact sur les besoins physiologiques : en votant pour un parti perçu comme défendant leurs intérêts, à supposer que ce parti soit élu et qu'il applique le programme politique annoncé, les personnes en situation défavorisée pourraient voir leur situation matérielle s'améliorer, mais l'on saisit bien tout le conditionnel présent dans cette possibilité. À court terme, l'implication dans la sphère politique n'a pas d'influence sur leurs conditions de vie. C'est pourquoi l'*apathie* est le type de rapport au politique qui correspond le mieux aux conditions d'existence des personnes en situation défavorisée. L'*apathie* implique de percevoir, donc concevoir, la politique comme une sphère lointaine, réservée aux politiciens et aux puissants, où se joue un jeu ne concernant pas les citoyens ordinaires.

D'après les résultats statistiques, ce type de rapport au politique, l'*apathie*, s'il n'est pas le seul possible, est particulièrement représentatif du rapport au politique des personnes en situation défavorisée. L'enquête qualitative confirme que ce type idéal est le plus représenté parmi les allocataires du revenu minimum[231], et ce dans les trois pays étudiés. À ce titre, cet idéal-type occupe une place essentielle dans notre typologie.

L'analyse d'entretiens approfondis permettra de comprendre comment s'articulent les différentes attitudes des personnes confrontées à une situation économique défavorisée dans les différents pays. L'*apathie* se manifeste-t-elle de la même manière à travers les différentes dimensions du politique (cognitive, évaluative, affective) ou existe-t-il des configurations nationales ? Les analyses quantitatives ont montré qu'elle est notablement plus forte en Espagne, en regard de la France et de l'Angleterre, statistiquement plus proches. D'après les régressions logistiques effectuées, l'appartenance nationale[232] constitue la variable dont l'effet est le plus fort sur les comportements politiques. Qu'en est-il lorsque l'on procède à une

conceptions de ces deux modèles sont très voisines : l'individu/la société ne peut s'impliquer dans la satisfaction de besoins secondaires tant que les besoins élémentaires (les plus matériels) ne sont pas satisfaits.

[231] Les données précises relatives au déroulement des enquêtes qualitatives à Chartres, Oxford et Pampelune figurent dans l'annexe méthodologique. On y trouvera en particulier une description générale de ces villes, un rappel du contexte socio-politique au moment de l'enquête et un récit des conditions d'enquête. Figurent également les guides d'entretien et les descriptifs des personnes interrogées.

[232] A l'exception notable de la 'satisfaction à l'égard de la démocratie', variable qui peut s'interpréter comme un indicateur conjoncturel car la régression montre comme premier facteur explicatif la variable 'cycle' (qui agrège plusieurs vagues d'enquêtes et permet ainsi de contrôler la stabilité ou l'évolution des réponses dans le temps).

analyse qualitative comparée ? La prégnance des cultures nationales est-elle aussi évidente parmi les personnes en situation défavorisée dont le comportement se rapproche de l'*apathie* ? Leurs discours expriment-ils le même rejet du politique ou ce rejet prend-il différentes formes et s'explique-t-il par différentes causes ?

Il n'est malheureusement pas possible, étant donné la petite taille de notre échantillon, d'étudier de manière quantitative le comportement électoral des bénéficiaires du revenu minimum, ce qui aurait pu donner lieu à une comparaison avec les résultats électoraux réels, avec des études statistiques portant sur l'abstention comme celle de François Héran et Dominique Rouault, de Manuel Justel, ou avec les résultats issus de l'analyse des enquêtes Eurobaromètres cumulées. Cependant, dans le cadre d'une sociologie compréhensive, l'objectif poursuivi est de s'attacher au sens donné par les individus à leurs comportements électoraux et le processus les amenant à leur choix.

Plus spécifiquement, dans l'analyse statistique, aucune variable n'a permis d'évaluer de manière satisfaisante le rôle de l'intégration sociale dans le rapport au politique. Les variables qui permettent d'approximer la sociabilité (état civil, nombre d'enfants, lieu d'habitation) ne disent rien de la fréquence et de la qualité des relations interpersonnelles qu'entretiennent les individus confrontés à des difficultés économiques avec leurs proches. L'analyse quantitative a dessiné, dans la première partie de cette recherche, une vue d'ensemble du retrait politique des personnes en situation de précarité au sein de chaque société nationale et entre les différentes sociétés nationales. Cependant, elle ne permet pas de comprendre la complexité causale ni le sens du retrait politique. L'enquête qualitative permettra, dans cette seconde partie, de procéder à une analyse compréhensive des logiques articulant le rapport au politique, en particulier le rôle de la socialisation, de la sociabilité, de l'expérience vécue de la pauvreté et de la dépendance. La réalisation d'entretiens approfondis permet de distinguer les caractéristiques de l'*apathie* récurrentes dans les trois pays d'une part, ainsi que les points de différenciation d'autre part.

Dans le cadre de l'*apathie*, les processus de réflexion et de formulation s'effectuent souvent en cours d'entretien : processus de réflexion, au sens où l'individu construit sa pensée au fur et à mesure que des questions nouvelles et des relances lui sont présentées ; processus de formulation, au sens où il ne possède pas de discours préconstruit sur le sujet. L'analyse de l'*apathie* politique se fondera essentiellement sur le contenu des discours tenus par les bénéficiaires du revenu minimum, mais également sur le mode d'émission de leurs opinions.

Ce chapitre s'articulera en deux temps. La première partie exposera les éléments constitutifs et explicatifs de l'*apathie* politique, communs aux trois pays de l'étude. On distinguera ainsi quatre dimensions fondamentales de l'*apathie* : le désintérêt, l'indifférenciation, l'abstentionnisme et le relativisme moral. La seconde partie procédera à une synthèse comparée des modalités d'expression de l'*apathie* et des logiques causales aboutissant à ce type de rapport au politique, afin de déterminer les formes spécifiquement nationales de l'*apathie* politique.

I. Les dimensions récurrentes de l'apathie

Comme l'ont montré les résultats statistiques, l'*apathie* est un type de rapport au politique dominant en Espagne parmi les personnes en situation défavorisée. Parmi les personnes rencontrées à Pampelune, une large majorité relève effectivement de ce type de rapport au politique. L'analyse des logiques les ayant menées à l'*apathie* politique est rendue difficile par les réitérations de *« je ne sais pas »*, *« je suis désolé, je ne vois pas »*, *« je ne peux pas répondre à cette question »*, *« vraiment aucune idée »* qui vident le discours de tout contenu politique – une rhétorique de l'impuissance qui se retrouve, mais à un degré moindre, dans les entretiens réalisés à Chartres et Oxford.

En compulsant l'ensemble des entretiens, l'impression se dégage dans le cas espagnol d'avoir souvent affaire au type-idéal même de l'*apathie* politique, sans qu'il soit vraiment possible de déterminer comment il s'articule du fait de l'absence de discours : sans chercher aucunement à dissimuler leurs lacunes cognitives, les bénéficiaires de la *renta básica* reconnaissent d'emblée ne pas s'intéresser à la politique, ne rien connaître à ces questions, ne rien en penser, ne pas voter. Pour autant, ces personnes ne refusaient pas la discussion[233], elles manifestaient au contraire leur sociabilité et parlaient volontiers de leur famille ou des métiers

[233] Les bénéficiaires de la *renta básica* rencontrés manifestaient beaucoup de bienveillance à l'égard de l'enquêteur, à une exception près : une femme de 43 ans, gitane, mariée avec 8 enfants, s'est montrée particulièrement sur la défensive. Elle a refusé d'être enregistrée, préférant que ses réponses soient manuscrites au fur et à mesure de l'entretien – un procédé particulièrement contraignant pour la spontanéité du discours. Cependant, les rares éléments qu'elle a fournis concernant son éloignement par rapport au champ politique m'ont semblé sincères. Sa réticence s'expliquait probablement par une défiance plus généralisée à l'égard de toute apparence administrative, voire des *payos* (non-gitans) en général. Il semble en outre que l'assistante sociale chargée de son dossier ait insisté pour qu'elle accepte cet entretien, ce qu'elle pourrait avoir compris comme une obligation.

qu'elles avaient pu exercer. En revanche, les questions politiques les confrontaient, à l'évidence, à des problématiques totalement inhabituelles, 'étrangères'.

Dans l'analyse qui suit, tous pays confondus, les individus proches de l'*apathie* qui produisent un discours, donnent verbalement un sens à leur action, ou en l'occurrence à leur inaction, sont nécessairement mis en avant. Il faut toutefois garder en mémoire que pour nombre de personnes en situation défavorisée, le silence et l'ignorance constituent les premières manifestations de l'*apathie* politique. L'analyse tient particulièrement compte des silences qui, s'ils sont difficiles à interpréter, n'en révèlent pas moins la totale extériorité du politique dans la vie quotidienne des personnes interrogées.

Dans la mesure du possible, les caractéristiques individuelles déterminantes dans l'*apathie* seront mises en exergue. L'on cherchera à comprendre, à travers leurs discours, le sens des comportements des allocataires du revenu minimum, en mettant en relation dialectique leur discours sur le politique et leurs représentations sociales, *via* leur sentiment d'appartenance sociale et leur expérience vécue de la précarité et de la dépendance. Les stratégies rhétoriques mises en œuvre pour dissimuler des lacunes cognitives ou détourner le stigmate feront l'objet d'une attention particulière.

L'Espagne présente une configuration socio-historique des plus intéressantes en ce qui concerne l'étude de l'*apathie* politique : après une guerre civile (1936-39) qui déchira le pays, l'Espagne se trouva pendant 35 ans sous le joug d'un régime autoritaire (1939-75) qui ne disparut qu'avec son principal artisan, le général Franco. La transition démocratique, commencée en 1975[234], discrètement mais fermement soutenue par la monarchie, s'est effectuée dans une volonté de consensus marquée tant à Gauche qu'à Droite. Cette histoire particulière ne peut qu'avoir des conséquences en termes de socialisation politique. Les déchirements auxquels ont abouti les passions politiques des années 1930 sont parfaitement vivaces dans les mémoires familiales : ils ont été vécus par la génération des grands-parents. Les générations âgées aujourd'hui de 40 à 70 ans ont été politiquement socialisées dans une Espagne franquiste et n'ont guère connu dans leurs années de formation, en matière d'expression politique, qu'un climat de répression et de pensée unique. Ce contexte historique

[234] Concernant la fin de la transition démocratique, les historiens et politistes divergent selon la définition qu'ils donnent d'un régime démocratique 'normalisé' : 1978 pour certains, date de promulgation de la constitution espagnole toujours en vigueur ; 1981, année marquée par une tentative rapidement mise en échec de coup d'état militaire ; 1982, année qui vit un socialiste, Felipe González, devenir chef du gouvernement sans que cela suscite d'émoi dans le pays ; pour d'autres enfin, cette transition démocratique ne serait pas encore achevée, comme le montreraient plusieurs indicateurs socio-politiques manifestant la faible culture politique des Espagnols et leur satisfaction à l'égard de la démocratie, toujours beaucoup plus élevée que leurs voisins européens.

fait que la socialisation politique a quasiment disparu au sein des familles espagnoles. Les jeunes générations ont donc été élevées sans que la politique constitue un sujet 'naturel' de discussion. En outre, les modalités consensuelles de la transition démocratique n'ont pas contribué à recréer une distinction immédiatement lisible entre Droite et Gauche. Le contexte espagnol favorise ainsi, *via* une faible politisation familiale et nationale, un ensemble d'attitudes politiques compatibles avec l'idéal-type de l'*apathie* politique. Pour toutes ces raisons, la situation espagnole constituera dans ce chapitre à la fois un point d'entrée et un point de référence dans une perspective comparative.

Afin d'apporter des éléments de compréhension au rapport au politique apathique en France, en Angleterre et en Espagne, quatre dimensions fondamentales de l'*apathie* ont été identifiées et analysées.

Dans un premier temps, on étudiera le désintérêt pour la politique des bénéficiaires du revenu minimum, ses causes, sa mécanique, sans négliger les éléments susceptibles de les intéresser. Dans un second temps, on montrera comment le sentiment radical d'être extérieur au champ politique, propre à l'*apathie*, débouche sur une indifférenciation des lignes de fracture politique nationales, et ainsi sur une perte de sens. Dans un troisième temps, on s'attardera sur l'abstentionnisme, massif et dépourvu de signification politique, comportement électoral qui correspond le mieux à l'apathie. Enfin, on soulignera, au travers des discours portant sur les hommes politiques, la prégnance de la méfiance et du relativisme moral sur les jugements politiques des plus défavorisés.

I.1 Le fait central de l'apathie : un désintérêt décomplexé pour le politique

À l'issue d'une analyse comparée, l'élément fondamental qui semble être au cœur d'un rapport apathique au politique, est le désintérêt que les personnes proches de ce type de comportement affichent à l'égard de la politique et des hommes politiques, généralement entendus à la télévision. Ils provoquent de l'ennui et de ce fait, les émissions dans lesquelles ils apparaissent sont interrompues ou zappées, de même que le journal télévisé lorsque les informations sont perçues comme relevant de la politique.

Comme mentionné précédemment, les bénéficiaires de la *renta básica* proches de l'*apathie* manifestent sans fard leur désintérêt pour la politique : la politique n'intéresse *« pas du tout »*, n'a *« jamais »* intéressé, et ce désintérêt affiché d'emblée se traduit tout au long de

l'entretien par une vacuité du discours sur le politique. En France et en Angleterre, le désintérêt n'est pas moins catégorique. Il s'exprime avec fermeté, avec des expressions fortes, suscite des rires pour les personnes les mieux disposées. Les bénéficiaires du revenu minimum proches de l'*apathie* affichent un désintérêt presque désarmant. Interrogés sur leur intérêt pour la politique, ils répondent avec un laconisme remarquable :

> *« - Non.*
> - Pourquoi ?
> *- C'est ennuyeux. »*
> *(Angleterre - n°4 : F, 25 ans, 5 enfants dont 4 gardés par ses parents, scolarisée jusqu'à 15 ans)*
>
> *« Je ne sais pas vraiment de quoi il s'agit. Dès que c'est la politique, je zappe. »*
> *(Angleterre - n°19 : F, 24 ans, célibataire, 1 enfant gardé par sa mère, scolarisée jusqu'à 16 ans)*
>
> *« - Non, ça m'a jamais intéressée.*
> - Pourquoi ?
> - *C'est comme ça.*
> - Cela vous arrive d'en parler avec votre famille ou vos amis ?
> *- Non, je discute jamais politique. Je m'y connais pas du tout. Je peux parler d'autre chose, mais la politique… De toute façon, ça m'intéresse pas. »*
> *(France - n °2 : F, 29 ans, célibataire, CAP, élevée en familles d'accueil)*

Ce désintérêt pour la politique, dont on peut dire qu'il est décomplexé tant il s'affirme avec naturel, sans que n'entre en ligne de compte une quelconque référence normative, est commun aux trois pays de notre enquête ; il forme le premier élément constitutif de l'*apathie*. On fera cependant une remarque liminaire importante pour la comparaison : si en Espagne ce désintérêt radical est corroboré par la vacuité des entretiens, les bénéficiaires du revenu minimum en France et en Grande-Bretagne parviennent à mobiliser des connaissances éparses pour « parler de politique ». C'est ainsi que trois formes d'explication du désintérêt ont pu être distinguées : la dimension héritée du désintérêt, qui renvoie à une analyse par les prédispositions sociales de l'individu ; la faiblesse du niveau culturel qui se traduit pas des lacunes cognitives entretenant le désintérêt ; l'envahissement du quotidien par les préoccupations matérielles qui génère un manque de disponibilité.

a) Héritage familial et absence de socialisation politique

L'*apathie* politique des personnes en situation défavorisée s'enracine dans une histoire personnelle et familiale qui fait du politique une réalité extérieure à la vie quotidienne des bénéficiaires du revenu minimum.

Ainsi, les bénéficiaires de la *renta básica* proches de l'*apathie* sont issus de familles, généralement elles-mêmes pauvres, où personne ne s'intéressait à la politique. Seules comptent leur situation personnelle et leur famille, qui constituent par conséquent l'essentiel

de leurs discours. Qu'il s'agisse de générations qui ont vécu de nombreuses années sous le régime franquiste, ou de plus jeunes ayant essentiellement connu la démocratie, la politique s'affirme constamment comme un sujet dont on ne parle *« jamais »*. L'absence de conversation politique est d'ailleurs un constat récurrent parmi cette population, quelles que soient la génération et l'intégration sociale, comme en témoignent les deux extraits suivants.

> *« Je respecte l'opinion de chacun. Mais normalement… c'est rare que les gens disent pour qui ils votent. Ce n'est pas un sujet dont les gens parlent, la politique. »*
> *(Espagne - n°28 : H, 29 ans, vit en concubinage, 1 enfant, scolarisé jusqu'à 16 ans, très entouré par sa famille, SDF, habitent dans une camionnette)*

> *« Ça ne m'a jamais intéressé. C'est que… comme j'ai été barman, je ne me suis jamais soucié ni de politique, ni de sport. Ainsi, j'ai évité les embrouilles avec les clients. Je leur disais 'oui, oui', pour ne pas avoir de complications, et c'est comme ça que j'ai toujours travaillé. Je ne suis partisan d'aucun homme politique, ni de sport, ni de rien. […] Écoute, la vie politique ne m'a jamais intéressé. Jamais. Ce qui m'intéresse, c'est ce qui me concerne. Mon salaire m'intéresse. Que mes enfants aillent bien. Que ma famille aille bien. La politique, ça ne m'a jamais intéressé. »*
> *(Espagne - n°8 : H, 51 ans, divorcé, 2 enfants, scolarisé jusqu'à 14 ans, expérience professionnelle instable, très isolé)*

Dans les trois pays de l'étude, les bénéficiaires du revenu minimum proches de l'*apathie* sont généralement issus de milieux peu favorisés. La politique n'y est pas considérée comme un sujet naturel de discussion, bien au contraire. En ce sens, l'*apathie* politique est pour partie héritée. Pour les personnes proches de cet idéal-type, la politique, que ce soit au niveau national ou local, ne renvoie à aucune expérience familière mais constitue une abstraction ; il s'agit d'un sujet qui leur est parfaitement 'étranger', au sens d'extérieur à eux-mêmes, d'incompréhensible car fonctionnant conformément à des règles inconnues.

La simple idée de pouvoir s'intéresser à la politique provoque d'ailleurs le rire parmi les bénéficiaires de l'*income support* proches de l'*apathie*, une réaction physique instinctive, qu'il est délicat d'interpréter.

> « - Vous vous intéressez à la politique ?
> *- Eh bien non. Pour être honnête… (rires) Je manque un peu de temps pour ça, ces derniers temps !*
> - Cela vous intéressait davantage avant ?
> *- Pas vraiment. Ce n'est pas le genre de choses dans lesquelles je m'implique je suppose. »*
> *(Angleterre - n°21 : F, 38 ans, en cours de divorce, 5 enfants, GPEC)*

> « - Vous vous intéressez à la politique ?
> *- Pas vraiment ! (rires) Je trouve que c'est beaucoup d'histoires. Quand les gens s'en mêlent, ça termine toujours en disputes… Donc je ne m'en occupe pas. »*
> *(Angleterre - n°10 : F, 18 ans, célibataire, 1 enfant, enceinte d'un deuxième, en attente d'un logement de la municipalité avec le père de ses enfants, scolarisée jusqu'à 16 ans)*

La politique est-elle perçue comme un sujet de dérision ? L'idée de s'intéresser à la politique serait-elle risible aux yeux d'allocataires qui s'estiment incompétents ? Le rire traduit-il une gêne face à un sentiment d'incompétence ? Selon moi, il traduirait plutôt un effet de surprise face à l'intrusion d'une problématique qui apparaît décalée par rapport à leur

vie quotidienne. Ce sujet présente une extrême étrangeté aux yeux des bénéficiaires du revenu minimum proches de l'*apathie*.

Parmi les personnes proches de l'*apathie* politique, les générations plus âgées sont naturellement plus capables de mobiliser des souvenirs d'événements politiques significatifs dans la mémoire collective d'une nation qui se confondent avec leur biographie. Ainsi, la victoire de François Mitterrand en 1981 a laissé une trace précise dans la mémoire des personnes interrogées et, ce souvenir en amenant d'autres, permet l'évocation d'événements politiques comme l'abrogation de la peine de mort, la création du R.M.I., le suicide de Pierre Bérégovoy ou l'affaire du Rainbow Warrior. En Espagne, plusieurs interviewés se rappellent où et avec qui ils étaient lors de la tentative de coup d'État de Tejero (23 février 1981), puis du discours de Juan Carlos ; du fait qu'il s'agit de la Navarre, le scandale des G.A.L. sous Felipe González est également évoqué. En Angleterre, ces souvenirs mi-politiques, mi-personnels, renvoient essentiellement aux années Thatcher, à « l'hiver du mécontentement » (*winter of discontent*, 1984-85). Pour les jeunes générations, leurs souvenirs personnels ne constituent pas une ressource d'une grande profondeur historique pour « parler de politique ». Leur manque de compétence apparaît donc de manière frappante, mais il est amené à s'atténuer au fil des ans. À l'inverse, il convient de ne pas surestimer la compétence des générations plus âgées qui n'ont guère de recul analytique sur les événements historiquement importants auxquels elles ont assisté ; leurs souvenirs personnels ne servent pas de support d'opinion. Les personnes proches de l'*apathie*, qu'elles soient isolées ou soutenues par leur famille, manifestent un désintérêt total et de longue date pour la politique. Ainsi, cette veuve de 50 ans, très entourée, exprime clairement cette distanciation :

> *« - Pas du tout. Mais alors là, pas du tout ! (rires) Me posez pas de questions là-dessus !*
> - Pourquoi est-ce que cela ne vous intéresse pas ?
> - *Pff… Parce que… que ce soit la Gauche ou la Droite, pour moi, c'est toujours pareil, alors... [...] C'est pareil à quelque chose près. Faut toujours payer, toujours la même chose, toujours… Enfin, je sais pas, la Droite est passée, j'ai pas trouvé que c'était tellement mieux que la Gauche. Je sais pas, moi, j'ai pas trouvé tellement de différences. Mais comme je m'y intéresse pas tellement non plus.*
> - Est-ce que cela vous intéressait avant ?
> - *Jamais ! Et j'ai même pas l'intention ! (rires) »*
> *(France - n°21 : F, 50 ans, veuve, 2 enfants, certificat d'études, très entourée)*

Si l'expérience permet aux plus âgés de faire appel à des souvenirs biographiques pour nourrir une conversation politique, leur absence de socialisation politique apparaît cependant et explique leur désintérêt pour le politique qu'ils n'ont jamais véritablement considéré comme un sujet faisant partie de leur vie.

b) Un faible niveau culturel

Le principal point commun aux allocataires du revenu minimum proches de l'*apathie* politique est leur sortie précoce du système scolaire : généralement à 14 ans, 16 ou 18 ans pour les plus jeunes générations. En Espagne comme en Angleterre, ils n'ont jamais poursuivi leurs études au-delà de l'âge légal de scolarisation et ne reconnaissent à l'École aucun rôle dans leur apprentissage. En France, l'ensemble des allocataires du R.M.I. qui affichent leur désintérêt pour la politique ont un faible niveau d'étude, ne dépassant jamais le B.E.P.

La recherche qualitative corrobore les résultats quantitatifs qui montraient que la variable la plus explicative de l'intérêt pour la politique, après la nation, était le niveau d'études. Les politistes ont souvent insisté sur le rôle du niveau d'études dans la compréhension de phénomènes conceptuels, en particulier politiques. Nos enquêtes confirment que, dans les trois pays, un faible niveau d'études coïncide avec des connaissances restreintes en matière politique et un profond désintérêt. Au-delà de cette corrélation, nous pouvons distinguer plusieurs logiques causales entre niveau d'études et désintérêt politique.

1°) Une sortie précoce du système scolaire implique des lacunes cognitives élémentaires en termes de fonctionnement du système politique, d'identification des positions antagonistes, ou plus simplement de vocabulaire employé par les protagonistes du champ politique. La compréhension de toute nouvelle information de nature politique est alors compromise, comme le reconnaissent aisément les allocataires de la *renta básica*.

> *« - Ce n'est pas que ça ne m'intéresse pas, c'est que je ne la comprends pas. Je ne comprends pas.*
> - Vous trouvez la politique compliquée ?
> *- Oui, je trouve ça compliqué parce que je ne comprends pas. C'est pour ça que je ne suis pas la politique, parce que je ne les comprends pas. L'un dit telle chose, l'autre en dit une autre, je ne comprends pas. Ce serait un autre sujet que la politique… mais la politique, autrement qu'à un niveau courant, je ne comprends pratiquement rien. Je ne sais pas si c'est celui-ci ou celui là, qui est celui qui a un problème… C'est une chose que eux ils pratiquent, mais que moi, je ne pratique pas. Je ne comprends pas. »*
> *(Espagne - n°4 : H, 44 ans, célibataire, scolarisé jusqu'à 14 ans, expérience professionnelle dans tous les métiers du BTP, SDF, habite dans une pension)*
>
> *« C'est un sujet dont je ne parle jamais avec personne. Je ne m'y intéresse pas, je n'y comprends rien, et je ne veux même pas comprendre. »*
> *(Espagne - n°1 : F, 33 ans, en cours de divorce, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 16 ans, très entourée)*

L'incompréhension de la sphère politique, intériorisée comme un sentiment d'incompétence personnelle (les interviewés suggèrent souvent d'interroger une personne mieux informée qu'eux), entretient le désintérêt des bénéficiaires du revenu minimum pour la politique. Face à nombre de questions, ils disent explicitement ne pas « savoir » répondre. En outre, le dernier extrait montre que l'incompétence peut résulter d'une mise à distance

volontaire (*« je ne veux même pas comprendre »*). Ce refus de comprendre manifeste que l'individu peut être désabusé à l'extrême, attribuant de ce fait son ignorance à un rejet personnel plutôt qu'à une incapacité au sens propre.

2°) Une sortie précoce du système scolaire empêche le développement des facultés d'imagination des individus. Ils ne parviennent pas à appréhender les entités abstraites, ni les interrelations complexes qui constituent le « jeu » politique.

Si les jeunes allocataires du R.M.I. ont un niveau d'études peu élevé, de la quatrième au niveau C.A.P. ou B.E.P., leur peu d'intérêt ne semble pas lié à un problème de compréhension élémentaire. Ils reconnaissent parfois que les hommes politiques emploient *« certains mots qu'on a du mal à comprendre »*, mais affirment *in fine* que *« dans l'ensemble c'est à peu près clair ce qu'ils disent »*. Leur désintérêt ne provient pas d'un problème de compréhension du discours en lui-même, de sa forme, mais bien plutôt du contenu, d'une incapacité à replacer le discours dans un contexte social qui lui donnerait un sens concret. Vraisemblablement, à aucun moment dans leur apprentissage, que ce soit dans le cadre familial ou scolaire, ils n'ont été amenés à faire le lien entre ce qui se déroulait dans l'arène politique et leur vie quotidienne. La prise en compte du principe de totalité est inexistante. De ce fait, les discours politiques sont perçus comme détachés de la réalité, n'ayant rien à voir avec *« les problèmes de la vie »*, et surtout sans effet, ce qui leur est parfois reproché, quoique sur un mode assez peu revendicatif ou critique comme ici :

> *« Moi je vois aucune utilité dans ce qu'ils font puisque la plupart du temps, ils prennent pas les bonnes décisions pour les gens »*
> *(France - n°27 : H, 28 ans, célibataire, BEP, vit chez ses parents)*

Les personnes en situation défavorisée proches de l'*apathie* estiment de manière générale que les questions politiques sont toujours trop abstraites : « le concret » est leur première revendication, ce qui traduit une incapacité à extrapoler.

3°) Une sortie précoce du système scolaire a pour corollaire une entrée précoce dans la vie active. Les préoccupations matérielles constituent dès lors le souci constant et premier de ces individus. La vie après la sortie de l'école implique toutes sortes de contraintes matérielles qui peuvent conduire à adopter un comportement politique proche de l'*apathie*.

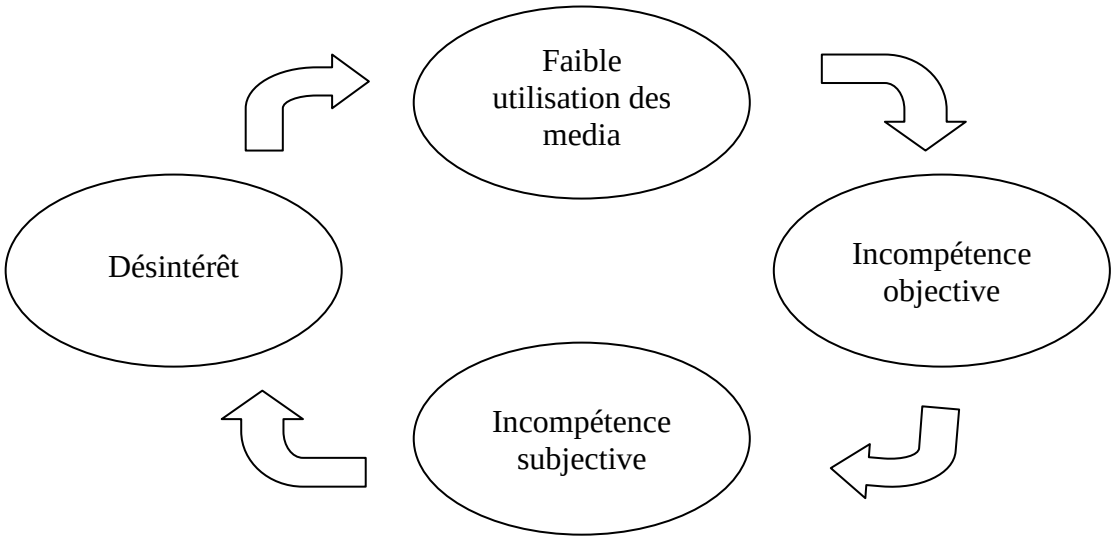
Ainsi en Angleterre, le désintérêt pour la politique est particulièrement notable chez les femmes qui ont été mères très jeunes. Qu'elles soient de jeunes mères célibataires ou des femmes mariées ou divorcées, elles n'ont qu'un nombre restreint d'interlocuteurs, parfois uniquement leurs enfants ; l'une d'elle souligne d'ailleurs n'avoir *« jamais l'occasion de tenir une conversation d'adulte »*. Au-delà des mères, la plupart des bénéficiaires du revenu

minimum déclarent ne jamais discuter de politique. Ne pas avoir *« l'occasion »* est d'ailleurs une explication récurrente qui tient à la fois à l'envahissement du quotidien par les soucis matériels [*cf.* p.235-237] et au manque d'interlocuteur.

En conséquence, l'approche compréhensive met en évidence que plusieurs logiques peuvent expliquer le lien entre niveau d'études et désintérêt pour la politique. L'incompétence objective des individus ayant interrompu précocement leur scolarité – et dont les lacunes n'ont pas été compensées dans le cadre familial ou par une volonté personnelle d'élargir leurs connaissances – engendre le désintérêt pour deux raisons : l'incapacité à comprendre du fait d'un manque de repères cognitifs, l'incapacité à donner du sens du fait d'un manque d'imagination. Le manque d'intérêt pour la politique entraîne ainsi, chez les bénéficiaires du revenu minimum proches de l'*apathie*, une faible compétence objective ainsi que le sentiment intériorisé de cette incompétence, ce qui peut les enfermer dans une spirale de désintérêt.

Schéma 2

La spirale du désintérêt



D'où un cercle vicieux qui peut se résumer ainsi : faute de comprendre, les personnes proches de l'*apathie* ne s'intéressent pas à la politique et, selon l'expression souvent employée, *« zappent »*, ce qui ne peut que renforcer leur manque de compétence politique.

> *« Oui, je suis les nouvelles à la télévision… mais quand il s'agit de politique… je zappe immédiatement. Quand je vois un homme politique, je préfère regarder des dessins animés ! (rire) »*
> *(Espagne - n°27 : F, 29 ans, vit en concubinage avec un gitan, 4 enfants, scolarisée jusqu'à 15 ans)*

Il est possible d'évaluer objectivement la compétence, ou l'incompétence, des bénéficiaires du revenu minimum rencontrés : nombre d'erreurs commises, compréhension du fonctionnement du système politique, nombre d'hommes politiques dont le nom est cité spontanément, connaissance de certains faits d'actualité, adéquation entre des hommes et des partis politiques, etc. Sur tous ces points, les allocataires du revenu minimum proches de l'*apathie* s'avèrent effectivement peu compétents.

Le désintérêt suscité par l'actualité politique, nationale et internationale, doit être nuancé par la mention de l'intérêt pour une actualité à caractère plus ludique : sport, vie des célébrités, faits divers, accidents, événements locaux. L'intérêt pour ce type d'informations est souvent stigmatisé car associé à un niveau d'études peu élevé et à une position sociale d'infériorité. Si les bénéficiaires du revenu minimum affirment *« aimer savoir ce qui se passe »*, donc suivre l'actualité, seuls les événements les plus sensationnels sont mémorisés.

> *« Je suis le sport et les accidents, les choses comme ça »*
> *(Espagne - n°4 : H, 44 ans, célibataire, scolarisé jusqu'à 14 ans, expérience professionnelle dans tous les métiers du BTP, SDF, habite dans une pension)*

> *« Je trouve que c'est incroyable de pouvoir voir tous ces… volcans à l'étranger, les intempéries, les accidents de trains, les accidents d'avions… des choses comme ça, c'est très intéressant. Vous savez, à un instant tout va bien, et l'instant d'après, c'est l'accident, que s'est-il passé…Vous voyez ce que je veux dire ? »*
> *(Angleterre - n°18 : F, 52 ans, divorcée, 5 enfants dont 4 qu'elle ne voit que tous les 3 mois sur décision de justice, SDF en foyer, scolarisée jusqu'à 16 ans)*

> *« - Parfois je regarde les nouvelles et parfois non. Parfois je ne crois pas ce qu'ils disent.*
> - Je vois que vous lisez le journal… *[*News of the World*, quotidien de la presse à scandales]*
> *- Oui, je trouve qu'il y a plus d'histoires, ce qui arrive aux gens, des choses comme ça. Parfois c'est intéressant, mais ça dépend. »*
> *(Angleterre - n°9 : F, 24 ans, célibataire, sans famille, scolarisée jusqu'à 16 ans, SDF logée en foyer, d'origine pakistanaise)*

En Angleterre, les personnes proches de l'*apathie* – peut-être en raison de la surreprésentation des femmes – dissertent avec une volubilité inhabituelle sur la famille royale. Dans l'ensemble, en dépit de leur train de vie fastueux, les membres de la famille royale sont jugés *« adorables »*, *« charmants »*, en particulier la princesse Diana : *« elle était la meilleure d'entre eux »*. La famille royale britannique est présentée comme incarnant quelque chose de grand, de durable, d'unique, tout en faisant l'objet d'une indiscrétion peu respectueuse, à l'inverse de la famille royale d'Espagne qui suscite une admiration révérencieuse peu expansive : *« Ce sont des gens très bien »* est l'opinion consensuelle qui revient sans cesse à leur propos. En Angleterre comme en Espagne, la monarchie n'est pas

considérée d'un point de vue politique, institutionnel, mais uniquement d'un point de vue affectif et symbolique.

Seuls les événements dotés d'un potentiel émotionnel fort, télégéniques, retiennent l'attention des bénéficiaires. C'est particulièrement vrai des faits divers, exploités avec beaucoup de pathos par les media, sous couvert de traiter de 'problèmes de société'. Ainsi, cette jeune mère de 24 ans, presque muette pendant la première partie de l'entretien, s'anime lorsqu'un exemple lui revient en mémoire :

> *« Je ne trouve rien à vous dire… Il y a beaucoup de choses qui se passent ici vous savez… Peut-être la mort de Dalulah Taylor, vous savez, ce petit garçon assassiné. [Un jeune garçon noir a été poursuivi et tué par un gang à Londres. Les journaux ont abondamment exploité ce fait divers sur le thème des violences urbaines et du racisme.] Et quand Jack Straw est allé sur place, ils ont tout nettoyé, les marches, tout, et une femme racontait que depuis 30 ans qu'elle vivait là, elle ne les avait jamais vu nettoyer les escaliers. »*
> *(Angleterre - n°19 : F, 24 ans, célibataire, 1 enfant gardé par sa mère, scolarisée jusqu'à 16 ans, métis)*

Ce fait divers faisait alors la Une des media, cependant la mention exacte du nom du jeune garçon et du Ministre de l'Intérieur (*Home secretary*) contraste avec l'ensemble de l'entretien. L'anecdote retenue est des plus parlantes : la visite exceptionnelle, justifiée par des circonstances tragiques, d'un membre du Gouvernement, entraîne des efforts inhabituels de la part des services municipaux dans un quartier d'ordinaire négligé. De manière surprenante, le témoignage s'en tient au caractère dramatique des faits, sans en tirer de conclusion politique. Peut-être ne parvient-elle pas à verbaliser sa pensée, toujours est-il que sa mémoire sélective a retenu précisément une anecdote qui résume la condition des quartiers de relégation. Cet événement tragique entraîne une soudaine agitation politicienne – visites, discours, promesses – qui est vécue par les habitants de ces quartiers comme un leurre. Cette jeune femme, originaire d'Oxford, a toujours habité dans des quartiers défavorisés, Blackbird Leys et St. Clements, où elle a probablement connu des expériences comparables. Finalement, ce fait divers n'exerce pas une simple fascination morbide, c'est une histoire dans laquelle elle peut se reconnaître. L'anecdote est à mettre en rapport avec ses représentations de la société et de la politique : elle induit la conviction, inexprimée, que les hommes politiques soignent leur image mais ne font rien pour améliorer réellement la situation des quartiers pauvres.

Cette réflexion sur le rôle du fait divers invite à repenser le rapport au politique des personnes en situation défavorisée : leur intérêt pour des sujets déconsidérés, jugés trop sensationnels, superficiels voire vulgaires, peut être analysé avec davantage de profondeur que comme le simple reflet d'une éducation interrompue précocement, la fascination pour l'horreur ou des phénomènes cathartiques. Les bénéficiaires du revenu minimum se construisent, *via* la télévision, la presse locale ou la presse à scandales dans le cas britannique

(*gutter press*), des représentations du champ politique qui n'ont pas moins de réalité que des convictions fondées sur des sources plus intellectuelles. On peut certes s'interroger sur la consistance de représentations basées sur des faits divers rapidement oubliés, mais la répétitivité de ces événements (crimes sordides, scandales sexuels, affaires de corruption, gabegie, etc.) pénètre profondément les consciences individuelles et collectives et peut finalement contribuer à donner un *sens* au monde.

Dans le prolongement de leur intérêt pour les faits divers, les bénéficiaires du revenu minimum proches de l'*apathie* prêtent une attention toute particulière à l'actualité locale. Tout comme les faits divers qui racontent des *« histoires »* dans lesquelles ils peuvent se reconnaître ou qui jouent le rôle de contre-modèle rassurant, l'actualité locale intéresse les bénéficiaires qui se sentent *« concernés »*. Cet intérêt obéit à deux logiques : d'une part une logique de familiarité qui consiste à savoir *« ce qui se passe dans le coin »* essentiellement en matière de criminalité et d'accidentologie ; d'autre part une logique de recueil d'informations potentiellement utiles, comme la possibilité de construire de nouveaux logements à loyer modéré, les horaires d'ouverture de certains centres d'aide sociale ou bâtiments municipaux.

Dans ce contexte, l'on peut s'attendre à ce que les bénéficiaires proches de l'*apathie* politique connaissent leurs élus locaux et c'est en effet le cas. La maire de Pampelune, Yolanda Barcina (U.P.N.[235]), est régulièrement identifiée quoique pas toujours par son nom ou par son appartenance politique :

> *« Je sais seulement qu'elle n'est pas de Pampelune. Donc elle fait des choses à Pampelune que les gens de Pampelune ne veulent pas ; donc… on ne l'aime pas beaucoup. Moi non plus… même si je ne la connais pas vraiment, parce que pour tout dire, la politique ne m'intéresse pas. »*
> *(Espagne - n°1 : F, 33 ans, en cours de divorce, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 16 ans, très entourée)*

Cette bénéficiaire de la *renta básica*, poussée par des amies, est tout de même allée manifester avec ses enfants[236] pour protester contre la destruction de la Plaza del Castillo malgré son *apathie* politique. Cette décision suscitait un profond mécontentement à Pampelune au moment de l'enquête, mais n'apparaît que rarement dans les entretiens des bénéficiaires du revenu minimum proches de l'*apathie* qui déclarent ne pas être informés ou ne pas y voir de problème. Si la maire de la ville est connue, en revanche, le président du

[235] Unión del Pueblo Navarro, version navarraise du Partido Popular.

[236] La manifestation en question, organisée par différentes associations de Pampelune et soutenue par la totalité des partis politiques hors majorité municipale, consistait à faire peindre par les enfants les barricades entourant la Plaza del Castillo pendant les travaux de construction d'un parking souterrain. Aux dessins d'enfants se juxtaposent des peintures plus militantes, réalisées à l'évidence par des adultes et qui dénoncent l'autoritarisme avec lequel la décision de transformer la place a été prise et appliquée.

Gouvernement de Navarre, Miguel Sanz (U.P.N.), ne l'est pas, ce qui tempère la vision d'une politique locale suscitant davantage d'intérêt que la politique nationale.

À Chartres, le député Georges Lemoine (ex-député maire) est une figure politique locale bien connue, y compris des allocataires du R.M.I. ; certains savent même qu'il a abandonné sa charge de maire au profit de son premier adjoint, dont le nom, Jean-Louis Guillain, n'est toutefois pas mémorisé. On remarquera qu'ils sont rarement identifiés à leur appartenance politique (P.S.).

Le député Labour d'Oxford Est, où se situent les quartiers défavorisés, Andrew Smith, qui avait déjà effectué deux mandats en tant que M.P. d'Oxford, est connu et apprécié de presque tous. La presse locale lui est favorable – *a fortiori* depuis qu'il a été nommé secrétaire d'État au Trésor (*Treasury chief secretary*) – de même que le bouche-à-oreille. Les bénéficiaires de l'*income support* savent ainsi qu'il habite Blackbird Leys – une fidélité à sa base électorale qui lui vaut une grande popularité. Son appartenance politique leur semble *« logiquement »* devoir être le Labour, mais sans certitude.

Le plus grand intérêt des personnes en situation défavorisée pour l'actualité locale traduit leur attachement à leur lieu de vie, qui constitue leur principal horizon. La mobilité territoriale, individuelle ou familiale, des personnes en situation défavorisée, est en effet réduite. Dans les trois pays de l'enquête, l'immense majorité des bénéficiaires du revenu minimum rencontrés avaient toujours vécu, de même que leur famille, dans la ville où ils étaient interrogés. Le local constitue donc un horizon familier, parfois réduit à quelques quartiers de la ville, selon la géographie personnelle des individus. Dans ce contexte, la politique nationale constitue pour les personnes proches de l'*apathie* politique un champ clos *« tout en haut »*, gérant des questions peu intéressantes, très éloignées de leur réalité. Ils ne se sentent *« concernés »* que par le local, ce qui s'y passe n'étant pas véritablement considéré comme 'politique', bien que cela concerne l'organisation d'une communauté.

Par-delà leur faible niveau d'études, les bénéficiaires du revenu minimum proches de l'*apathie* politique sont remarquablement hétérogènes, en termes de sexe, d'âge, de situation familiale, d'intégration sociale. Cette hétérogénéité sociodémographique est confirmée à travers les échantillons espagnols, français et anglais, avec toutefois des spécificités nationales à la marge.

En Espagne, les gitans, une minorité ethnique qui représente environ 1% de la population, souvent sédentarisés depuis plusieurs générations, sont reconnus comme une

population particulièrement touchée par la marginalité économique et l'exclusion sociale. Environ huit foyers gitans sur dix, en Navarre, perçoivent la *renta básica*. Parmi cette communauté, stigmatisée au sein de la société, sortie précocement du système scolaire[237], souvent marginalisée géographiquement, l'*apathie* politique est particulièrement intense.

> *« Je ne comprends rien à la politique. Donc ça ne m'intéresse pas parce que je n'ai jamais regardé. On n'en a jamais parlé, nous n'avons rien à voir avec ça. »*
> *(Espagne - n°10 : F, 43 ans, mariée, 8 enfants dont 6 à charge, illettrée, gitane)*

Le politique et la démocratie, en tant que modes de gestion collectifs des hommes dans la société, ne correspondent pas à l'organisation traditionnelle parmi les gitans, où un patriarche tient un rôle de prescripteur de normes comportementales et d'arbitre. Parmi les gitans rencontrés, une seule se rapproche de la *perplexité* (sa maîtrise parfaite de la lecture, de l'écriture et d'autres éléments théoriques, administratifs, juridiques font d'elle une ressource pour sa communauté). Les gitans se situent de manière générale dans une situation d'*outsiders*, en dehors du champ de la politique espagnole, à laquelle ils refusent de s'intéresser et dont ils ne perçoivent ni l'utilité, ni le champ d'action.

En Angleterre, cette imperméabilité absolue aux questions politiques est particulièrement notable chez les jeunes mères célibataires. Elles constituent une catégorie en situation de grande précarité et sont très représentées dans l'échantillon britannique[238]. Cela s'explique pour partie par leur sortie précoce du système scolaire et leur absence d'insertion professionnelle. Elles sont également issues de milieux défavorisés, leurs parents en effet ne

[237] La marginalité socio-économique des gitans est entretenue par leur rapport à l'école. L'absentéisme scolaire est fréquent et les travaux scolaires ne sont guère surveillés par les parents, souvent eux-mêmes illettrés. Dès 8-10 ans, les enfants aident leurs parents dans leurs activités économiques (récupérations, petits travaux divers, larcins), ce qui concourt à accroître l'absentéisme. La culture gitane n'est pas une culture écrite, d'où le retard scolaire de cette communauté par rapport à l'ensemble de la population.

[238] Les mères célibataires sont surreprésentées dans l'enquête réalisée en Angleterre ; elles constituent un tiers des entretiens. Certaines sont de jeunes mères célibataires : environ 25 ans, de 1 à 5 enfants ; leur première grossesse a souvent eu lieu lorsqu'elles avaient 15 ans. Leur situation précaire – enfants à charge, sortie précoce du système scolaire, chômage – est liée à un problème social qui se pose de manière aiguë en Angleterre, dans les milieux populaires essentiellement, celui des grossesses précoces. Ce sujet intéresse autant les sociologues que les media, qui avancent une explication de l'ordre de la compensation : ces jeunes filles n'ayant rien, en particulier pas de perspective d'avenir, avoir des enfants leur permettrait de combler un vide, de se réaliser dans une identité d'adulte valorisante (mère). À cela s'ajoute la précocité de l'entrée dans l'âge adulte des jeunes Anglais qui traditionnellement quittent leurs parents et entrent dans la vie active peu de temps après leur majorité. D'autres mères célibataires sont des femmes divorcées ayant la garde de leurs enfants. Cette surreprésentation ne trahit pas la répartition des bénéficiaires de l'*income support* : à Oxford, d'après le *Oxford City Poverty Mapping Report* de 1999, les bénéficiaires peuvent être répartis entre quatre catégories équivalentes : les parents célibataires (*single parent*), les personnes âgées de plus de 60 ans sans ressources, les chômeurs, et un dernier quart « autres ». La surreprésentation des mères célibataires (1/3 au lieu d'1/4) s'explique par la sous-représentation des plus de 60 ans dans notre échantillon, car, ne fréquentant pas les centres d'aide à l'insertion ou au logement, ces personnes se sont avérées plus difficiles à contacter.

s'intéressaient pas du tout à la politique en dépit d'une adhésion spontanée au Labour sur laquelle nous reviendrons [*cf.* p. 292-294].

En France, le désintérêt revendiqué à l'égard de la politique est particulièrement criant parmi les plus jeunes, *a fortiori* lorsqu'ils n'ont connu aucune socialisation politique au sein de leur famille :

> *« Mais bon, j'en parle plus pour rire. Parce que c'est pas le truc qui m'intéresse, et puis dans ma famille, on est pas très ça. A part mon père, peut-être ? Parce que moi je dis que c'est pas le souci de la vie hein. J'ai bien autre chose à m'occuper que de la politique. »*
> *(France - n°27 : H, 28 ans, célibataire, BEP,vit chez ses parents)*

> *« - La politique, entre guillemets je m'en fous un peu. […]*
> - Et vos parents ?
> - *C'est pareil, ils s'en foutent. On parle pas de politique à la maison. C'est pas le sujet le plus passionnant. Y'a quand même d'autres choses plus importantes… »*
> *(France - n°8 : H, 29 ans, célibataire, BEP, vit chez ses parents)*

Tous les jeunes allocataires du R.M.I. dont le comportement politique se rapproche de l'*apathie* formulent des discours reflétant des comportements étonnamment semblables : la politique ne les *« intéresse pas »*, ils préfèrent *« zapper quand il y a des hommes politiques à la télé »* parce qu'*« ils font leur petit business et puis c'est tout », « ils sont toujours en train de brasser de l'air pour pas grand-chose »*.

Pour les jeunes bénéficiaires du revenu minimum que les difficultés matérielles, le chômage, les problèmes de logement pour ceux qui sont indépendants, l'absence d'autonomie pour ceux qui vivent chez leurs parents, empêchent de s'installer durablement, la politique nationale apparaît trop abstraite et la politique locale ne suscite pas davantage d'intérêt, d'autant que plusieurs envisagent de déménager pour une autre région, afin de 's'en sortir'. Dans les trois pays de l'enquête, le désintérêt pour la politique est plus évident parmi les jeunes du fait de leur inexpérience et d'un manque de recul politique.

Gitans, jeunes, mères célibataires, la caractéristique commune de ces populations est clairement leur faible niveau d'études ainsi que le caractère restreint du cadre de leur expérience (repli sur la communauté pour les gitans, les jeunes en raison de leur âge ont peu d'expérience, les mères célibataires soulignent leur repli sur le monde des enfants au détriment de relations adultes). Cela confirme que le faible niveau culturel est un puissant déterminant du désintérêt, donc de l'*apathie*.

c) L'emprise du quotidien

Troisième et dernier facteur explicatif du désintérêt : les soucis matériels et financiers préoccupent les personnes en situation défavorisée au point de ne laisser aucune place pour d'autres centres d'intérêts, tel que la politique. Un bénéficiaire de l'*income support* explique ainsi pourquoi, selon lui, les personnes en situation défavorisée ne peuvent qu'être apathiques :

> *« Quand on est dans la norme (*mainstream*), qu'on gagne de l'argent, qu'on a un job, un endroit où vivre, dans ces conditions, on peut se permettre de s'intéresser à la politique, de se tenir au courant, de regarder la télévision… Mais la plupart des gens qui touchent l'*income support*, ils ont trop de problèmes immédiats pour s'intéresser à la politique. C'est pas qu'ils soient idiots ou qu'ils veuillent pas s'intéresser ou qu'ils n'ont pas d'opinion. C'est juste que…Il y a un œil qui regarde la politique, le futur, et l'autre œil qui regarde les problèmes immédiats comme où dormir, comment trouver du travail, c'est-à-dire aujourd'hui et demain. Quand on est à l'*income support*, on regarde que par l'œil 'aujourd'hui et demain', l'avenir, on ne le voit pas plus loin. Moi c'est pareil, je m'intéresse à la politique, aux élections, à ce qu'ils font pour aider les gens en difficulté et pour le pays. Mais quand je suis comme maintenant, je n'en ai plus rien à faire. J'ai trop de choses urgentes à m'occuper. »*
> *(Angleterre - n°30 : H, 44 ans, célibataire, scolarisé jusqu'à 14 ans, bénévole dans une association de sans-abri)*

Ce témoignage, d'une réflexivité inhabituelle, souligne l'influence des conditions matérielles d'existence sur la capacité des individus à s'intéresser à des sujets théoriques comme la politique. La cause première du désintérêt et de l'*apathie* politique est l'acuité des préoccupations matérielles les plus immédiates.

> *« C'est un système que j'ai jamais eu l'occasion de m'intéresser de plus près quoi. Moi j'étais plutôt intéressée à ma vie privée, et après ma vie professionnelle également, si j'avais eu une vie professionnelle. »*
> *(France - n°31 : F, 47 ans, séparée, 4 enfants dont 1 à charge, CAP, dépressive)*

Les discours des personnes en situation défavorisée s'inscrivent parfaitement dans les modèles précédemment évoqués de Maslow et d'Inglehart : pour expliquer leur peu d'intérêt et d'implication à l'égard de la chose politique, nombre d'entre eux expliquent *« ne pas avoir le temps »*, *« ne pas avoir la tête à ça »*, *« avoir autre chose à faire »*, la politique *« n'est pas [leur] priorité en ce moment »*… La résolution de problèmes personnels caractérisés par la nécessité et l'immédiateté préoccupe les individus et envahit régulièrement leurs discours. La récurrence de ces 'explications', similaires dans les trois pays de l'enquête, laisse penser qu'une hiérarchie des préoccupations est à l'œuvre, conditionnant la plus ou moins grande réceptivité/disponibilité des individus.

Si cet argument apparaît spontanément aux personnes dont le comportement politique est proche de l'*apathie* comme le plus susceptible 'd'expliquer' leur comportement, il y a toutefois lieu de s'interroger : il s'agit en effet d'une construction *a posteriori*, provoquée par

le contexte d'entretien qui pousse l'individu à se 'justifier', à donner un sens à ses actes. Au quotidien, des contraintes s'imposent : faire les courses au meilleur prix, s'assurer un logement, trouver quelqu'un pour garder un enfant le temps de quelques heures de travail, aller chercher les enfants à l'école, effectuer des démarches administratives, etc. La sphère politique, pour omniprésente qu'elle soit, ne s'impose pas de semblable manière et peut être ignorée. Il faut donc replacer l'argument de la hiérarchie des besoins dans le contexte de l'expérience vécue : à aucun moment les individus ne décident réellement que la satisfaction de leurs besoins matériels est prioritaire sur des besoins immatériels ; à aucun moment ils ne décident de ne pas s'intéresser à la politique. En revanche, la combinaison des déterminations imposées par leurs conditions matérielles d'existence – absence de discussions politiques dans le milieu familial, focalisation sur les préoccupations les plus immédiates, conceptions du temps long – génère un habitus qui favorise le désintérêt. La notion d'habitus renvoie à un processus inconscient d'incorporation de certains comportements. Or, dans le cadre de l'*apathie* des personnes en situation défavorisée, on observe des éléments de rationalisation et de réflexivité. Peut-on pour autant parler de choix ? Les plus pauvres font-ils le *choix*, c'est-à-dire une démarche consciente et justifiée par une rationalité, de ne pas s'intéresser au champ politique ? Au-delà de l'habitus des catégories défavorisées, les deux caractéristiques individuelles analysées précédemment, à savoir l'absence de socialisation politique et le faible niveau d'études, permettent d'expliquer le désintérêt des bénéficiaires du revenu minimum pour tout ce qui touche à la politique non comme un choix, mais comme la conséquence d'une position sociopolitique défavorisée.

Le sentiment d'urgence, imposé dans le quotidien par les difficultés matérielles, prédispose les personnes en situation défavorisée à ne pas s'intéresser à leur environnement sociopolitique, faut de temps. Or, les comportements politiques résultent pour partie de dispositions inscrites dans une temporalité et donc susceptibles de varier. De manière ponctuelle, un événement peut les faire réagir, provoquer railleries ou colère, sans pour autant faire émerger une 'opinion' politique durable.

Dans les trois pays étudiés, l'*apathie* politique se caractérise par une faible implication dans le *temps électoral* – les comportements électoraux des personnes proches de l'*apathie*, décrits plus loin [*cf.* p. 252-255], permettent d'affirmer que comparativement à l'ensemble de leurs concitoyens, ils restent massivement en retrait. Également caractéristique de l'*apathie*, la politique apparaît absente du *temps de la vie quotidienne*. Nombre d'allocataires du revenu

minimum déclarent ainsi *« ne pas avoir le temps »* pour s'intéresser à la politique, *« ne pas avoir la tête à ça »*, *« avoir d'autres chats à fouetter »*, etc. Le *temps historique* ne fait pas davantage partie des références des personnes proches de l'*apathie*, en comparaison d'autres types de rapport au politique pour lesquels on trouve des références à la Révolution française ou à la grande époque de l'Empire britannique.

LES DIMENSIONS TEMPORELLES DU RAPPORT AU POLITIQUE

- **LE TEMPS HISTORIQUE :** Il s'agit du temps long de l'Histoire.
- **LES TEMPS SOCIAUX :** Il s'agit essentiellement des commémorations nationales donnant lieu à des fêtes et rituels comme le défilé du 14 juillet ou le fait d'arborer un coquelicot le 11 novembre en Angleterre. Cette dimension très chargée symboliquement puisqu'elle actualise le lien entre les citoyens et la nation n'apparaît jamais spontanément dans les entretiens.
- **LE TEMPS ELECTORAL :** Les enquêtes qualitatives ont volontairement été effectuées hors périodes électorales. À quelques mois d'une élection importante, la politique prend une telle importance dans l'actualité qu'elle s'impose à tous les individus, qui paraissent alors plus intéressés et mieux informés que d'ordinaire.
- **LE TEMPS DE LA VIE QUOTIDIENNE :** Ce temps est marqué par une dimension routinière. Hors période électorale, quelle place est disponible pour une compréhension politique du monde parmi les contraintes et la multiplicité des perceptions qui constituent le quotidien ?
- **LE TEMPS BIOGRAPHIQUE :** Les changements et les événements politiques d'une époque se superposent nécessairement avec le temps de l'existence humaine et marquent les représentations des individus. Cela constitue un repère pour les générations plus âgées en regard des plus jeunes, l'expérience conférant aux premières un certain recul.

Généralement peu loquaces en matière de politique, presque tous les individus proches de l'*apathie* politique font en sorte, à un moment ou l'autre de l'entretien, parfois en rupture avec la question posée, d'énoncer les problèmes qui leur semblent *« vraiment importants »*, à savoir ce qui ne va pas. Ces problèmes se rapportent toujours à leur expérience vécue.

> *« Je ne cache pas le fait que je suis gitane. Je le vis bien. Mais c'est difficile de trouver du travail. Nous n'avons pas fait autant d'études que les* payos *(non-gitans). Avant, c'était pire. Même s'il y a encore des gens qui… Il y a encore un peu de marginalisation à cause de ça, mais ça va mieux. Mais il y a encore beaucoup à faire, c'est sûr. »*
> *(Espagne - n°10 : F, 43 ans, mariée, 8 enfants dont 6 à charge, illettrée, gitane)*

> *«* - Quelle différence faites-vous entre le Labour et le parti Tory ?
> *- Je pense qu'ils devraient donner plus de salaires. Et ils devraient aider les gens sans-logis plus que tous les autres. Je pense qu'il y a beaucoup de sans-logis qui cherchent du travail, mais on ne veut pas les aider parce qu'on pense qu'ils sont peut-être drogués. […] Les politiciens, ils devraient quand même aider davantage les gens. »*
> *(Angleterre - n°9 : F, 24 ans, célibataire, sans famille, scolarisée jusqu'à 16 ans, SDF logée en foyer, d'origine pakistanaise)*

> *« - La politique ne m'intéresse pas. Je pense que le gouvernement devrait faire plus d'efforts pour aider les mères célibataires à trouver un emploi et être plus à l'aise financièrement en travaillant plutôt qu'en percevant des aides. Parce que de la façon dont c'est fait, il vaut mieux toucher des aides que travailler. Et ils devraient faire quelque chose pour la garde des enfants, parce que c'est à ça que passe tout votre argent. Je ne suis pas tellement intéressée par la politique, pas du tout.*
> *(Angleterre - n°11 : F, 26 ans, divorcée, 2 enfants, soutien parental, diplôme de comptabilité)*

> *« Quand vous voyez les choses qui se sont passées il y a pas très longtemps. Ça s'est passé au mois de décembre et puis janvier [la grande tempête]. Quand je vois que un pauvre, ou un riche, qui a eu sa maison endommagée, ou son hangar, il faut qu'il attende des mois et des mois, voire des années, pour être remboursé. Alors eux, ils ont payé l'assurance pour ces trucs-là, et en fin de compte, ils se sont fait avoir. Alors ça, c'est inadmissible. Alors je pense quand même que le gouvernement français, il devrait quand même être là et aider les gens. […] Les pauvres gens, ils ont plus rien du tout. Ils vont se retrouver comme nous peut-être…au R.M.I. Et pour les gens à la rue, qui sont S.D.F., ils devraient quand même faire quelque chose, vous me direz pas… »*
> *(France - n°20 : H, 52 ans, divorcé, 4 enfants, scolarisé jusqu'à 14 ans, expérience professionnelle instable, problème d'alcoolisme)*

Le désintérêt des personnes en situation défavorisée pour la politique ne les empêche pas de faire preuve de réflexivité sur les problèmes sociétaux nécessitant, ils en ont conscience, une intervention du politique. Dispersés dans les entretiens et dans des témoignages recueillis de manière informelle[239], ces besoins sont inventoriés ci-dessous :

1°) Le logement : la cherté des loyers, le manque de logements sociaux, la durée de l'attente pour en bénéficier, sont dénoncés. L'accent mis sur les sans-abris manifeste une tendance charitable à se soucier des plus malheureux que soi (d'où la tonalité compassionnelle des propos) et, moins consciemment, la proximité de cette menace qui constitue, pour les allocataires disposant d'un logement, le stade ultime de la déchéance sociale.

2°) Les problèmes spécifiques aux mères célibataires : étant donné l'importance numérique de cette configuration de précarité parmi les ayants droit au revenu minimum, il n'est guère étonnant que soient reprochés aux hommes politiques le manque de crèches, le

[239] Les occasions ont été nombreuses de recueillir de brefs témoignages, de quelques minutes, lors de conversations informelles : dans la salle d'attente du C.C.A.S., dans les escaliers devant l'atelier Mosaïque des « 3R » dans le quartier des Hauts de Chartres, lorsque j'étais bénévole à l'accueil de Oxford Housing Rights Benefits, dans le quartier de Blackbird Leys où j'avais lié plusieurs connaissances, dans un pub bon marché de St. Clements jouxtant Claimants' Union, dans les salles d'attente des *unidades de barrio* à Pampelune. L'intérêt de ces témoignages, trop brefs pour permettre de comprendre les représentations politiques de ces personnes ou comment s'articulent leurs différentes attitudes, est que mes interlocuteurs allaient 'droit au but' et exprimaient ce qui leur semblait le plus important, ce qu'ils voulaient que je sache absolument. Or, les remarques formulées dans ces contextes divers, hors entretien, recoupent les problèmes sociétaux relevés par les personnes proches de l'*apathie*.

coût des gardes d'enfants et la perte financière qu'implique la reprise d'un emploi pour un parent isolé. Si ce problème est particulièrement souligné en Angleterre, il est également pertinent en France et à un moindre degré en Espagne.

3°) La faiblesse des aides publiques pour les personnes en situation de précarité : L'*income support* et le R.M.I. sont jugés insuffisants pour vivre décemment. Seule la *renta básica*, pourtant sensiblement équivalente, est estimée pleinement satisfaisante : cela s'explique par un coût de la vie moins élevé en Espagne et la conscience que la Navarre, tout comme le Pays Basque, est une région privilégiée en matière d'assistance sociale, en comparaison d'autres régions espagnoles.

4°) Les problématiques de santé préoccupent les allocataires du revenu minimum proches de l'*apathie* à l'instar de leurs compatriotes plus favorisés et politiquement plus impliqués, d'autant plus qu'elles sont souvent présentées par les media sous forme de « scandales » : 'l'affaire du sang contaminé' en France ; la découverte pendant le volet britannique de l'enquête d'une morgue dans un hôpital public où les corps des patients décédés étaient entassés, presque nus, à même le sol, était l'occasion de relancer le débat quasi-permanent sur l'état du National Health Service (le manque d'infirmières, les salaires trop bas des médecins qui les poussent à partir vers le secteur privé, les délais d'attente dans certains services) ; les questions environnementales en Espagne, notamment le nucléaire.

5°) L'Éducation est une préoccupation récurrente, mais ambiguë. Les réformes du gouvernement britannique suscitent l'incompréhension, en particulier la quasi-suppression des bourses universitaires pour les élèves méritants des catégories défavorisées. Plus généralement, dans les trois pays, la problématique scolaire est jugée déterminante pour l'avenir des jeunes générations, mais cette certitude est contrebalancée par le sentiment de ces personnes sorties précocement du système scolaire que l'École ne leur a rien apporté.

6°) Les discriminations dont sont victimes les ethnies minoritaires sont également perçues comme une injustice contre laquelle les hommes politiques ne luttent pas suffisamment.

Cet inventaire presque exhaustif des champs d'action du politique manifeste une absence de distanciation. L'appréhension des problèmes *« qui comptent vraiment »* est liée à l'expérience vécue des individus et découle directement de leurs problèmes personnels. Ils ne sont pas nécessairement perçus ni construits comme « politiques ». L'*apathie* se caractérise par cette incapacité à concevoir le champ politique en dehors de son expérience personnelle.

Sur tous ces points, le gouvernement et plus généralement les hommes politiques, se voient reprocher de ne *« pas faire assez »*. S'ils ne sont pas considérés comme responsables

de l'état actuel de ces problèmes – aucun 'responsable' n'est d'ailleurs recherché – leur inaction réelle ou supposée est considérée comme une faute. Des remarques très similaires ont été formulées par diverses personnes en situation défavorisée dans des contextes informels. Ces critiques ne semblent pas relever d'opinions 'personnelles', mais résulter d'une construction collective partagée de ce qui doit être amélioré dans la société.

Le chômage, problème majeur des bénéficiaires du revenu minimum, n'est en revanche pas considéré spontanément comme un problème de nature politique. En fait, les personnes proches de l'*apathie* ne s'interrogent guère sur les causes du chômage, qui est perçu comme un obstacle parmi d'autres dans leur vie quotidienne. Ce pragmatisme se comprend particulièrement bien dans le cadre d'un système économique libéral comme celui de l'Angleterre, où les emplois à temps partiel, sous-payés et précaires, abondent, ou en Espagne où l'économie informelle permet de trouver du travail. En France par contre, il est étonnant que le chômage ne soit pas mentionné par les allocataires du R.M.I. comme un problème politique prioritaire. L'explication en est simple : les allocataires proches de l'*apathie* politique sont les plus frappés par la disqualification professionnelle, les plus éloignés du marché de l'emploi. Leurs attentes à l'égard de l'État peuvent aller jusqu'à l'obtention d'un C.E.S., mais leurs espoirs de réintégrer 'le monde du travail' ont pour l'essentiel disparu. En outre, tout comme les bénéficiaires du revenu minimum espagnols et anglais, ils sont dubitatifs quant aux mesures 'politiques' qu'un gouvernement pourrait prendre pour faire baisser le chômage. Si les allocataires français ont vu se multiplier les « plans pour l'emploi », l'absence de baisse significative et durable du chômage les a convaincu de l'impuissance des gouvernants. Quant aux allocataires espagnols et anglais, qui ont vu le chômage baisser de moitié en quelques années dans leurs pays, ils estiment que cette baisse, d'une part n'a profité ni à eux ni à leurs proches, d'autre part n'est pas due à des mesures politiques. Leur expérience pratique, microéconomique en un sens, leur fait penser que l'emploi dépend des patrons, qui embauchent ou non, ceux-ci recrutant lorsque *« il y a du travail à faire »*. D'où des conceptions fatalistes de l'économie.

Le désintérêt pour la politique est une des caractéristiques fondamentales de l'*apathie*. Il n'exclut pas la mise en exergue de problématiques spécifiques, ni que les personnes proches de l'*apathie* revendiquent un intérêt pour l'actualité. Dans les trois enquêtes qualitatives réalisées, les bénéficiaires du revenu minimum affirment souvent s'intéresser *« à ce qui se passe dans le monde, autour de nous »*, suivre quotidiennement un journal télévisé, voire

plusieurs, parfois même lire le journal *« après avoir regardé les annonces [les offres d'emploi] »*. Cependant, lorsqu'on leur demande de mentionner des événements récents qui les ont marqués, les réponses spontanées sont extrêmement rares. Comment expliquer cette affirmation de leur intérêt pour l'actualité, paradoxale en regard de leur méconnaissance globale ?

L'impression générale qui ressort des conversations avec les individus proches de l'*apathie*, est qu'il est inimaginable de ne pas s'intéresser à l'actualité : cela manifesterait un détachement égoïste, créant une barrière subjective entre eux et la société. Selon moi, les proclamations d'intérêt telles que *« je suis ce qui se passe », « les infos, je les regarde tous les jours », « je me tiens au courant, il faut bien »*, etc., ont une valeur essentiellement normative : montrer, par un acte ancré dans le quotidien que l'on n'est pas étranger au monde, que l'on s'y intéresse, donc que l'on y participe. Cette manifestation d'intérêt, même si elle n'est que de façade, est la preuve indicible que le lien social – ce lien immatériel qui relie chaque individu à ses concitoyens et à la société – existe. Ils admettent ne pas s'intéresser à la politique, car il s'agit d'un domaine perçu comme réservé aux hommes politiques. En revanche, ne pas s'intéresser à l'actualité équivaudrait à refuser d'appartenir à la société, ce qui n'est pas le cas des allocataires rencontrés. Si certains souffrent d'isolement, mènent une vie dépourvue de contacts familiaux et sociaux, ils ne rejettent pas pour autant la société et ne la considèrent pas comme responsable de leur situation. L'*apathie* politique n'implique pas une extériorité au monde, un repli absolu sur soi, elle est compatible avec des manifestations d'intérêt qu'il ne faut pas éluder. Celles-ci participent de la volonté de tout individu, même dans les situations d'exclusion socio-économique les plus criantes, de montrer qu'il fait partie d'un groupe social qui le dépasse, qu'il est membre d'une société.

En conclusion, dans les trois pays de notre étude, la France, l'Espagne et l'Angleterre, les personnes en situation défavorisée dont le comportement politique se rapproche de l'*apathie* ont pour point commun, outre l'envahissement de leur quotidien par leur expérience de la précarité, une absence de socialisation politique et un faible niveau d'études. Sous tous les autres aspects, on constate une extrême hétérogénéité de leurs caractéristiques individuelles. Le désintérêt pour la politique, tout particulièrement, n'est pas lié à la plus ou moins grande sociabilité des individus. Contrairement à une hypothèse envisagée dans un

premier temps, l'intérêt pour la politique n'obéit pas à une logique d'intégration sociale[240]. Une corrélation peut exister entre les deux, mais elle n'est ni directe ni systématique. Les personnes qui conservent une sociabilité variée et intense, entourées de l'affection de leur famille, de l'estime et du soutien de leurs amis, ne sont pas nécessairement plus attentives aux problèmes collectifs, aux questions sociétales, que les individus isolés, rejetés par leur famille et au réseau social très restreint.

I.2 L'absence de repères idéologiques : indifférenciation et indifférence

Le désintérêt que revendiquent les personnes en situation défavorisée dont le comportement est proche de l'*apathie* politique s'accompagne d'une maîtrise extrêmement faible de l'actualité, d'une méconnaissance du champ politique et, en conséquence, d'une indifférenciation entre les différents partis qui animent la vie politique.

a) Une méconnaissance de l'actualité politique nationale

En Espagne, en France et en Angleterre, les personnes en situation défavorisée suivent l'actualité essentiellement par le biais de la télévision qui est le premier média d'information toutes catégories sociales confondues. Cela est très perceptible dans les discours des personnes proches de l'*apathie*. En effet, pour partie en raison de leur faible niveau d'études, ils sont probablement moins attentifs que d'autres aux commentaires qui accompagnent les images. Ils ne retiennent ainsi que les informations visuellement les plus sensationnelles (les « boulettes » de la marée noire ramassées à longueur de J.T. par des bénévoles consternés, les images d'un hélicoptère Apache fumant, l'Euro 2000, les attentats contre le World Trade Center…). À l'inverse, les informations dépourvues d'image (la situation en Tchétchénie, le débat sur le quinquennat en France) ou aux images moins spectaculaires (des ministres en

[240] Par intégration sociale, on entend les mécanismes par lesquels un individu est accepté comme faisant partie d'un groupe. Pour se faire, plusieurs éléments sont préalables, notamment le partage de certaines valeurs, d'un cadre commun de pensée, l'adhésion à certains types de comportements. Une de nos premières hypothèses de travail postulait qu'une sociabilité intense et variée (couple, famille, amis, collègues, simples relations), signe d'une bonne intégration sociale, allait de pair avec des conversations abordant à l'occasion des sujets politiques. Les individus ayant une bonne sociabilité auraient eu davantage de chances de manifester de l'intérêt pour ces questions, pour le moins d'y avoir déjà réfléchi, de connaître les différentes options et de percevoir leur plus ou moins grande légitimité. À l'inverse, les individus isolés, n'ayant pas les mêmes opportunités de discussion, se montreraient moins bien informés et moins intéressés par la politique car leur accès aux valeurs et aux idées qui constituent le cadre dans lequel la politique est pensée au sein d'une société serait limité. Cette hypothèse a été totalement invalidée par les entretiens approfondis et ce dans les trois pays de l'enquête.

costume devant le 10 Downing Street, dans la cour de Matignon ou aux Cortes) ne sont pas retenues comme des « événements ». Le quasi-monopole de l'information télévisée, combiné au peu d'attention portée aux commentaires au profit de l'image, explique que les personnes en situation défavorisée proches de l'*apathie* politique soient extrêmement mal informées. Outre la télévision, on notera que la radio est particulièrement prisée par les générations les plus âgées comme moyen d'information (les jeunes générations écoutant essentiellement des radios musicales).

Les journaux sont plus rarement consultés : à Pampelune, les deux quotidiens régionaux, le *Diario de Navarra* et le *Diario de Noticias* sont parfois parcourus les jours où paraissent les offres d'emplois. Les bénéficiaires de la *renta básica* ne conservent généralement aucun souvenir de l'actualité récente, le seul événement qui ait été spontanément cité étant les attentats du 11 septembre, mais sans guère de commentaires autres que des manifestations de sympathie. La mention d'événements récents ne suscite généralement aucune réaction– à l'exception des attentats de l'E.T.A. sur lesquels nous reviendrons – et semble constituer une découverte, si ce n'est comme information, du moins comme thématique susceptible d'être 'discutée'.

> *« Bien sûr, ça fait de la peine à entendre tout ça, de le voir à la télévision, les guerres… mais c'est presque comme si ça faisait partie de ta vie, tu comprends. Même si c'est dur de le dire, c'est comme ça, c'est loin. »*
> *(Espagne - n°9 : F, 36 ans, divorcée, 4 enfants, scolarisée jusqu'à 14 ans)*

La réflexion de cette femme est caractéristique de l'attitude des bénéficiaires de la *renta básica* proches de l'*apathie* en regard de l'actualité : ils sont très vaguement au courant et ne voient pas en quoi les événements qui se produisent dans le monde ou dans leur pays peuvent donner lieu à un échange d'idées. Ces faits leur sont totalement extérieurs, ils existent comme éléments objectifs mais ne les concernent pas : c'est en ce sens que nous pouvons parler d'*apathie* politique. Aucun sujet ne suscite de réaction particulière ; l'immigration par exemple, thématique fortement exploitée dans les journaux espagnols, notamment en lien avec les interceptions ou les accidents de *pateras*, ces embarcations de fortune empruntées par les immigrants clandestins pour parvenir jusqu'aux côtes espagnoles, ne suscite pas de réaction autre que compassionnelle. L'immigration illégale ne donne lieu à aucune critique du gouvernement ni à aucune manifestation de méfiance à l'égard de populations qui pourraient être considérées comme concurrentes sur le marché de l'emploi.

Un seul élément semble assez bien intégré : le rôle approximatif des différents niveaux de responsabilité entre gouvernement national, gouvernement régional et mairie. Les bénéficiaires font très bien la différence entre ce qui relève de la responsabilité de la ville et

de la région, même s'ils connaissent rarement la couleur politique de ces deux institutions. Ils savent en revanche que le gouvernement national est dirigé par José María Aznar et que le Parti Populaire bénéficie d'une large majorité au Parlement. Le rôle du Gouvernement est perçu de manière réductrice : le positionnement de l'Espagne dans la politique internationale et la garantie de l'ordre à l'intérieur des frontières. Seuls deux hommes politiques de dimension nationale sont régulièrement mentionnés dans les entretiens :

> *« Il y a celui qu'on voit à la télé en ce moment, le Aznar… Et avant, on pouvait voir l'autre, le Felipe González. Mais je ne sais pas qui a raison et qui a tort. Je n'y connais rien en politique, alors c'est pas la peine de me demander. Je ne sais pas comment ils font, comment ils voient les choses, ce qu'ils doivent faire… »*
> *(Espagne - n°10 : F, 43 ans, mariée, 8 enfants dont 6 à charge, illettrée, gitane)*

Cette connaissance restreinte du champ politique s'explique par le refus des personnes percevant le revenu minimum de regarder les hommes politiques à la télévision. Dans un contexte de scolarité précocement interrompue et de désintérêt pour les informations de nature politique, il n'est pas étonnant que ces personnes ne connaissent presque rien au champ politique, qu'il s'agisse des événements, des hommes, des partis, des débats de société.

Le niveau de connaissance est similaire en Angleterre où l'actualité politique nationale est très mal connue et jugée sans intérêt. Le système politique est quasiment inconnu. Le choix de 'leur M.P.' (*member of parliament, i.e.* député) en particulier n'est pas mis en relation avec la désignation du gouvernement ; les *general elections* sont bien perçues comme les élections les plus importantes, mais le fonctionnement global du système est extrêmement vague à leurs yeux. Peu de personnalités politiques sont connues, encore moins mentionnées : Margaret Thatcher et Tony Blair pour l'essentiel. L'ignorance peut même être confondante, comme dans le cas de cette mère célibataire de 25 ans ayant eu cinq enfants de pères différents, à qui l'on demande ce qu'elle pense du New Labour et de Tony Blair :

> *« Rien. Je connais à peine son nom et de quoi il a l'air... »*
> *(Angleterre - n°4 : F, 25 ans, 5 enfants dont 4 gardés par ses parents, scolarisée jusqu'à 15 ans)*

Le recours à des relances orientées[241] permet de constater que la mention d'événements qui faisaient alors l'actualité ne suscite aucune réaction, voire constitue une découverte. Exposés régulièrement aux informations, en particulier par l'intermédiaire de la télévision, les individus ne retiennent pas pour autant leur contenu.

> *« Oui, il y a eu des guerres… C'est des choses que j'entends aux infos, mais le fait est que je ne les retiens pas. »*
> *(Angleterre - n°18 : F, 52 ans, divorcée, 5 enfants dont 4 qu'elle ne voit que tous les 3 mois sur décision de justice, SDF en foyer, scolarisée jusqu'à 16 ans)*

[241] Pour des précisions sur la méthodologie d'enquête adoptée, voir l'annexe méthodologique.

« - Quels sont les événements récents qui ont retenu votre attention ?
- L'année passée a été plutôt éprouvante pour moi, je n'ai pas vraiment fait attention à ce qui se passait.
- La grève au sujet du prix de l'essence ?
- Oui, c'est vrai que l'essence est très chère. Ça semble une perte d'argent. De toute façon, je prends le bus ou je marche.
- La création de parlements en Ecosse et au Pays de Galles ?
- (silence) Je pense qu'ils y ont droit. (silence) On dirait qu'ils veulent la jouer individuel et en même temps continuer à faire partie de la Grande-Bretagne. »
(Angleterre - n°21 : F, 38 ans, en cours de divorce, 5 enfants, GPEC)

De même concernant les allocataires du R.M.I. proches de l'*apathie*, le silence en général est prégnant, même lorsque l'enquêteur leur énonce des exemples tirés de l'actualité. Ainsi, de cet homme qui déclare – plus que tout autre – suivre les informations, être abonné à *l'écho républicain*, lire *La République* chez l'assistante sociale et regarder le journal télévisé de TF1, qui affirme qu' *« il faut s'intéresser à tout ce qui se passe dans le pays, à l'étranger, dans le monde »*, l'on pourrait attendre qu'il fasse preuve de réactivité en ce qui concerne l'actualité nationale et internationale récente, or il n'en est rien :

« - Non, non. Je vois rien d'intéressant. Ils voulaient faire des lois, les lois sont pas réalisées parce qu'il y a toujours quelque chose. Si… le P.A.C.S., que je trouve qu'ils ont fait les politiques aussi. C'est un truc qui est bien mais… qui est bien oui. Il y a quand même un petit peu de reconnaissance pour les gens.
- Le remaniement ministériel ?
- Ça sera toujours pareil, il y aura rien de changé de plus.
- La situation en Tchétchénie ?
- La guerre en Tchétchénie, faut faire quelque chose pour arrêter les guerres, c'est tout. »
(France - n°18 : H, 30 ans, célibataire, niveau CAP, placé par la DDAS pendant son enfance, contacts réguliers avec sa famille)

Une jeune femme, interrogée sur les événements récents dans l'actualité qui ont retenu son attention, répond : *« Ben moi, ce qui me choque, c'est quand je vois les gens qui sont dans la misère »*, une réponse qui traduit bien sa principale préoccupation, *« s'en sortir »*. Sollicitée sur des événements plus précis, elle ne formule pas de réponse consistante, alors qu'elle déclare *« suivre tous les jours le 19-20 »* de France 3 et le journal de 20 heures de TF1.

Concernant l'animation du champ politique, la France constitue un cas partiellement différent : le nombre d'hommes politiques connus, nommément désignés, est beaucoup plus important, une dizaine environ. Certes, les bénéficiaires du revenu minimum commettent des erreurs, tantôt d'affiliation partisane (Jacques Chirac communiste), tantôt de compréhension du système politique lui-même (la cohabitation est un phénomène souvent incompris qui laisse parfois croire que Jacques Chirac et Lionel Jospin *« s'entendent bien »*), parfois avec des imprécisions (quoique bien identifiée, Dominique Voynet est désignée d'un *« Elle »* peu charitable dans le contexte de la marée noire consécutive au naufrage de l'Erika car *« son nom ne [revient] pas »* à la personne interrogée). Si l'actualité politique est mal connue, en

revanche, les Français proches de l'*apathie* connaissent bien mieux que leurs voisins les personnalités politiques de leur pays : l'on pourrait y voir la preuve d'une 'passion politique' spécifiquement française, qui rend le débat politique extrêmement présent et animé[242]. Plus simplement, les hommes politiques français sont probablement mieux connus que leurs équivalents anglais et espagnols en raison du moindre renouvellement de la classe politique. On note que le fonctionnement du système politique est souvent mal compris du fait de la forte personnalisation du pouvoir qui résulte de la place prépondérante de l'élection présidentielle dans la vie politique et de la posture quasi-régalienne du Président de la République. Ainsi, les pouvoirs de l'Assemblée nationale sont mal appréhendés, en particulier le rôle de la majorité parlementaire sur la désignation du Gouvernement, d'autant que le Premier ministre est désigné par le Président. Les divers épisodes de cohabitation ont ajouté à la confusion. Le débat pré-référendaire sur le quinquennat n'a pas permis de comprendre le passage du septennat au quinquennat comme une mise en cohérence, mais comme une simple réduction de la durée du mandat présidentiel, *« pour que ce soit moins long »*.

Le désintérêt pour la politique étudié précédemment [*cf.* p. 222-242] est au cœur du type de rapport au politique nommé *apathie* car cette attitude fondamentale entraîne une incompréhension des événements politiques qui font l'actualité, et en conséquence, une incompréhension du clivage Gauche/Droite.

b) L'indifférenciation entre Gauche et Droite

Aux yeux des bénéficiaires du revenu minimum, tous les hommes politiques se valent. Très peu sont connus de nom ou de visage. En Espagne, dans la plupart des cas, seuls José María Aznar et Felipe González sont mentionnés et associés à leurs partis respectifs. Concernant les autres, les erreurs et les lacunes sont nombreuses : José Luis Zapatero est cité comme ministre du gouvernement d'Aznar (alors qu'il était le candidat à la présidence du P.S.O.E.) ; Mariano Rajoy, le numéro deux du Gouvernement, est connu de nom mais sans

[242] Le « débat » constitue une figure télévisuelle souvent mentionnée par les interlocuteurs français : des hommes politiques de toutes tendances, réunis autour d'une table, exprimant avec virulence des avis contraires. Elle résume le champ politique aux yeux des allocataires du R.M.I., qui y voient le symbole de l'inanité du politique : « rien que des mots, toujours des mots, les mêmes mots » suggèrent-ils.
En Angleterre et en Espagne, où les chaînes télévisées organisent également des débats politiques, la mise en scène du débat n'influence pas autant les représentations que les bénéficiaires du revenu minimum se font de la politique.

que ses fonctions soient identifiées, en l'occurrence Ministre de l'Intérieur. Le positionnement des partis politiques sur l'axe Gauche/Droite prête particulièrement à confusion, du fait de la complexité du système partisan espagnol qui associe partis nationaux et partis régionaux. Plus surprenant, les bénéficiaires ignorent généralement la couleur politique de la Mairie et du gouvernement foral[243]. De manière générale, les partis politiques ne sont pas assimilés à des programmes politiques déterminés, hormis les partis nationalistes que sont Herri Batasuna et le P.N.V. en Navarre.

De même, en France, l'absence d'intérêt pour la politique de ces jeunes allocataires du R.M.I. va de pair avec des conceptions très floues sur les principales lignes de fraction de la classe politique. Les noms des partis politiques ne sont jamais mobilisés. Les seuls hommes politiques mentionnés spontanément sont le Président, Jacques Chirac, le Premier Ministre, Lionel Jospin, le député, George Lemoine et le maire Guillain, ainsi que Dominique Strauss-Kahn dont une jeune femme s'est rappelé car ses *« frères étaient adhérents à la M.N.E.F. »*. Le seul parti qui parvienne à se différencier aux yeux de cette catégorie de population reste le Front National, considéré comme irréductiblement *« à part »*.

> *« Je distingue à peu près les hommes politiques, enfin certains quoi… Mais la Gauche, la Droite, là quand même pas. Parce que… la Gauche et la Droite, ils ont à peu près les mêmes discours quoi. C'est ça surtout. Alors comment les repérer ? Moi j'ai déjà du mal. Faut dire que la politique, je m'intéresse pas, alors Gauche/Droite… Par contre, si j'entends Front National… direct, ça non. »*
> *(France - n°18 : H, 30 ans, célibataire, niveau CAP, placé par la DDAS pendant son enfance, contacts réguliers avec sa famille)*

> *« Je sais pas du tout. (silence) La Gauche, c'est tout ce qui est socialiste, le partage pour tous, on essaie d'être solidaires. Mais la Droite aussi. Donc il y a pas… A part le Front National, il y a pas trop de différences. On essaie toujours d'aller dans le bon sens. »*
> *(France - n°14 : F, 29 ans, divorcée, niveau Bac, née au Maroc et élevée en France, naturalisée depuis peu)*

Hormis le Front National, l'ensemble de la classe politique française est donc perçu comme un magma indifférencié, menant parfois à de vrais contresens. Ainsi, une interprétation erronée qui avait déjà été constatée dans ma précédente enquête auprès de chômeurs de longue durée[244], la cohabitation est souvent perçue comme un moment où Droite et Gauche s'entendent bien, sans que le lien soit fait avec les résultats des élections législatives. Un jeune homme fait le raisonnement suivant au sujet de la cohabitation :

> *« Si on met un homme de Droite et un homme de Gauche, je pense qu'ils vont avoir des avis différents et… oui, je pense que c'est bénéfique. Parce que s'il y avait le Président de Droite et le Premier Ministre de Droite, ben la Gauche… Le pouvoir serait… trop d'un côté quoi. »*
> *(France - n°13 : H, 27 ans, célibataire, CAP, ancien toxicomane)*

[243] Gouvernement foral = gouvernement régional de Navarre

[244] BÈGUE, Murielle, *Le rapport au politique des chômeurs de longue durée*, *op. cit.*.

Enfin, en Angleterre, seul Tony Blair est véritablement connu. Les membres du gouvernement ne sont mentionnés à aucun moment, à l'exception de Jack Straw. Ken Livingstone, 'Red Ken', figure emblématique du vieux Labour, qui venait d'être élu à la tête du *city council* de Londres, était inconnu des bénéficiaires proches de l'*apathie*. Une femme âgée se présentant comme partisane du parti Conservateur ignorait le nom du leader du parti et n'avait pas entendu parler des débats autour de la succession de William Hague, celui-ci n'étant d'ailleurs pas mentionné.

Dans l'ensemble des entretiens réalisés dans les trois pays, on constate une méconnaissance frappante du champ politique. Les personnes proches de l'*apathie* ne connaissent généralement que deux ou trois noms d'hommes politiques et la plus grande confusion règne quant à leur appartenance politique. Être jeune, posséder un faible niveau d'études, avoir grandi dans une famille où l'on ne parle jamais de politique, sont les facteurs qui contribuent au désintérêt des allocataires du revenu minimum pour la politique et qui les rapprochent du type apathique, notamment en gommant les différences, qui structurent la vie politique nationale, entre Droite et Gauche.

Pour les bénéficiaires de la *renta básica* et du R.M.I. proches de l'*apathie* politique, la multiplication des partis constitue un obstacle à une compréhension globale de l'espace politique en Espagne et en France. Le clivage Gauche/Droite en particulier apparaît totalement dépourvu de sens.

> *« Je préfère ne pas répondre, parce que je ne me suis jamais posé la question. Je ne vote pas, ni rien, donc ne me demandez pas la différence entre les deux. »*
> *(Espagne - n°28 : H, 29 ans, vit en concubinage, 1 enfant, scolarisé jusqu'à 14 ans, très entouré par sa famille, SDF, habitent dans une camionnette)*

> *« Ça, je ne peux pas dire. Je suppose que chacun pense d'une certaine manière. Mais je ne sais pas. »*
> *(Espagne - n°9 : F, 36 ans, divorcée, 4 enfants, scolarisée jusqu'à 14 ans)*

Les bénéficiaires de la *renta básica* sont dénués de repères parmi la multiplicité des partis politiques existant en Espagne. L'*apathie* se caractérise notamment par l'absence de lien entre partis politiques, clivage Gauche/Droite et idéologies. Le souvenir du franquisme semble avoir été totalement occulté et l'on est surpris de l'absence totale de référence au passé. Aucun des bénéficiaires espagnols ne fait explicitement le lien entre le P.P. et la Droite ou entre le P.S.O.E. et la Gauche. En termes de clivage Gauche/Droite, un seul allocataire effectue un lien entre la Droite et la période franquiste, sans doute car il a été socialisé politiquement au moment de la transition démocratique. Il est en outre le seul à faire allusion

au franquisme –sans toutefois prononcer le terme ou le nom de Franco – qui est totalement occulté par tous les autres, et à s'interroger sur le maintien au pouvoir de Manuel Fraga en Galice (lui-même est originaire de Galice).

> *« Je ne sais pas comment l'expliquer. Je pense que les plus radicaux, c'est la Droite. Ça a marqué tu vois, de sorte qu'encore aujourd'hui… Les gens avaient peur de voter à Droite, parce qu'ils pensaient que cela allait redevenir comme avant. Je crois que ça s'est plutôt bien passé. Les gens avaient peur que la Droite ne soit aussi radicale qu'autrefois. Et on a vu que ce n'est pas le cas. Même s'il y a des différences politiques entre la Droite et la Gauche, quelles qu'elles soient, je n'en sais rien, je crois qu'ils n'ont aucun problème pour s'asseoir et discuter. »*
> *(Espagne - n°4 : H, 44 ans, célibataire, scolarisé jusqu'à 14 ans, expérience professionnelle dans tous les métiers du BTP, SDF, habite dans une pension)*

Comme on peut le constater, si ce bénéficiaire s'avère capable de retracer une continuité politique entre la période franquiste et la démocratie multipartiste telle qu'elle existe aujourd'hui en Espagne, le clivage entre Droite et Gauche n'est pas identifié à des différences idéologiques ou programmatiques. En outre, on remarquera qu'il n'émet aucune préférence partisane : il estime que la Droite actuelle est démocratiquement légitime. Abstentionniste, il ne ressent ni préférence ni répugnance pour quelque parti ou homme politique que ce soit. Il ne se montre pas désireux de se faire une opinion sur le sujet, s'estimant très heureux de sa neutralité.

En France, certains hommes politiques sont clairement identifiés à un parti (Mitterrand, Fabius, Jospin au P.S., Chirac, Pasqua, Juppé au R.P.R., Laguiller à L.O.), cependant les lignes de fracture idéologiques entre partis politiques, mais aussi entre Droite et Gauche, ne sont pas davantage perçues.

> *« - Est-ce que vous arrivez à distinguer la Droite et la Gauche ?*
> *- Comment ça ?*
> *- Est-ce que vous faites la différence entre un homme politique de droite et un de gauche ? Entre les idées des deux camps ?*
> *- Pff… J'en sais rien. C'est pareil. Pour moi, c'est pareil. »*
> *(France - n°25 : F, 29 ans, célibataire, scolarité interrompue à 14 ans pour soucis de santé, vit chez ses parents)*

Les lignes du clivage Gauche/Droite peuvent même être contestées dans leur légitimité :

> *« Il y en a certains, je vais les savoir, mais il y en a d'autres, pff… Ils sont pas tellement médiatiques quoi, c'est ça le problème. Ceux qui sont médiatiques, on sait de quel bord ils sont. […] Ça se confond en ce moment, ils se sont jamais si bien entendus, Jospin et Chirac là. Ils ont des super sondages là. Mais bon, à mon avis, ils ont pas trop à se plaindre, ils s'entendent bien malgré tout. Ce qui fait que leurs politiques se mélangent. La preuve : la Droite dit que la Gauche leur pique des idées. […] Leur système de partis, c'est de la connerie pure et simple. Il y a des gens sûrement bien dans chaque parti. Pourquoi ils font pas un gouvernement avec ça ? Ils ont peur ? Je sais pas… »*
> *(France - n°8 : H, 29 ans, célibataire, BEP, vit chez ses parents)*

En France comme en Espagne, la suggestion de réunir des hommes politiques d'obédiences diverses – *« il y a de bonnes idées partout »* – pour former un gouvernement est

régulièrement formulée. Ce raisonnement est très éloigné de toute notion de gouvernement d'union nationale ; il traduit à la fois une incompréhension des clivages idéologiques et le désir d'un pragmatisme idéal où chacun *« y mettrait du sien »*, très éloigné des réalités de fonctionnement du champ politique. On notera d'ailleurs que dans ces deux pays, alors gouvernés par des coalitions gouvernementales, il n'est fait nulle mention des petits partis participant au gouvernement. C'est là un fait concordant avec la méconnaissance du lien entre la répartition des sièges à l'Assemblée Nationale et aux Cortes d'une part, et la majorité gouvernementale d'autre part. Les discours des allocataires du revenu minimum montrent qu'à l'origine de leur désir d'un gouvernement associant 'les hommes de bonne volonté', quelle que soit leur couleur politique, se trouve une lassitude face aux discours politiques antagonistes, jugés verbeux et stériles. Le débat politique, pourtant au cœur de la démocratie, est insoutenable pour les personnes proches de l'*apathie* politique car l'indifférenciation entre Droite et Gauche le rend incompréhensible.

Cette indifférenciation est symptomatique d'une formation idéologique inexistante et de l'absence d'antagonisme de classe dans les représentations sociales. Elle est confirmée par le positionnement politique des allocataires sur une échelle Gauche/Droite (numérotée de 1 à 10) : ils choisissent soit de ne pas se positionner, faute de comprendre le principe de l'axe Gauche/Droite, soit optent pour les chiffres 4 ou 5, perçus comme *« au milieu »*. En Angleterre, les bénéficiaires de l'*income support*, bien que peu au fait des programmes politiques, à l'instar de leurs équivalents français et espagnols, font nettement la différence entre Labour et Tory et se rangent massivement parmi les partisans du Labour. C'est là une spécificité du cas britannique qui sera développée plus loin. À ce stade, signalons simplement qu'en Espagne et en France contrairement à l'Angleterre, les sentiments d'appartenance des individus à une collectivité partageant les mêmes conditions de vie, le même destin social, et susceptibles de générer des préférences partisanes, sont très faibles.

c) De l'indifférenciation à l'indifférence partisane

En raison de l'incompréhension du clivage Gauche/Droite, l'absence de repères idéologiques entraîne une incapacité à prendre conscience des effets du politique dans la vie quotidienne. Ce n'est plus seulement la « politique politicienne » qui est délaissée, mais tout ce qui touche à une gestion globale de la société et de la vie en communauté. Dans les représentations politiques des personnes proches de l'*apathie*, les hommes politiques sont

interchangeables. Les bénéficiaires soulignent d'ailleurs l'indistinction entre Droite et Gauche d'une part, leur indifférence à ce que l'un se retrouve au pouvoir plutôt que l'autre d'autre part.

> *« Des qualités… C'est que je les vois tous pareils… Des qualités, ils en ont. Mais ils font ce qu'ils veulent et pas ce qu'ils devraient faire. »*
> *(Espagne - n°27 : F, 29 ans, vit en concubinage avec un gitan, 4 enfants, scolarisée jusqu'à 15 ans)*

> *« Ils parlent tous très bien, ils promettent tous plein de choses, ils vont tous beaucoup travailler de concert avec le peuple… et quand arrive l'heure de vérité… Je ne sais pas s'ils essaient vraiment et qu'ils n'y arrivent pas, ou s'ils sont tous pareils… »*
> *(Espagne - n°28 : H, 29 ans, vivant en concubinage, scolarisé jusqu'à 14 ans, très entouré par sa famille)*

> « - Penses-tu qu'un parti politique soit plus en ta faveur ?
> *- Eh bien… en ce moment… c'est que je n'ai jamais demandé d'aide à aucun autre moment de ma vie, alors… Donc, ceux qui sont actuellement au gouvernement, je leur en suis reconnaissante, qu'ils fassent ce genre d'aides pour les personnes qui en ont besoin. Quel que soit le gouvernement, je m'en fiche qu'il soit de Gauche ou de Droite, je lui suis reconnaissante. [Ultérieurement, elle se rappellera que le gouvernement foral est U.P.N.] »*
> *(Espagne - n°1 : F, 33 ans, en cours de divorce, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 16 ans, très entourée)*

On a souligné en introduction que les bénéficiaires de la *renta básica* proches de l'*apathie* répètent souvent ne rien savoir à la politique. Autre motif récurrent, l'indifférenciation envahit les discours : les hommes politiques sont *« tous pareils »*, les élections *« que ce soit l'un ou l'autre qui l'emporte, c'est pareil. »* Cette indifférenciation résulte de leur faible niveau de connaissance et de compréhension du système partisan, de leur détachement à l'égard des personnalités politiques.

La situation est semblable en France. Conséquence de leur désintérêt et de leur absence d'identification à une catégorie sociale, les allocataires du R.M.I., dont le rapport au politique est proche de l'*apathie*, reconnaissent ne pas distinguer la Droite de la Gauche, distinction rendue difficile par la multiplicité des partis politiques. En matière de préférence partisane, votants et abstentionnistes se montrent également évasifs, à l'exception des déclarations incohérentes d'une allocataire qui se déclare militante communiste, tient un discours révélant un désintérêt absolu pour la politique et explique finalement qu'elle vote Chirac car elle lui fait confiance. Hormis ce cas particulier, qui s'explique par la situation psychologique de l'interviewée – dépressive, elle ne parvient pas à fixer son attention – les autres allocataires font preuve d'une grande cohérence dans leurs attitudes politiques en ne déclarant aucune préférence ni pour un parti, ni pour un homme politique.

> *«* - Ça vous arrive souvent de voter blanc ?
> *- Oui très souvent. Parce que les politiciens…Il y en a pas qui me plaisent. »*
> *(France - n°18 : H, 30 ans, célibataire, niveau CAP, placé par la DDAS pendant son enfance, contacts réguliers avec sa famille)*

Il semble justifié de parler de neutralité dans la mesure où l'absence de préférence partisane s'accompagne d'une égale absence de détestation, sauf en ce qui concerne le rejet des leaders d'extrême-droite, Le Pen et Mégret, jugés *« les pires fascistes nazis qui soient »*, *« antipathiques, même quand vous les regardez »*. Cette virulence à l'encontre des dirigeants du F.N. et du M.N.R. répond à la nette mise à l'écart du Front National par rapport aux autres partis indistinctement confondus.

La dimension affective de la politique n'est pas du tout investie par les personnes en situation défavorisée proches de l'*apathie*. Certes, Jacques Chirac suscite quelques commentaires enthousiastes en raison de son soutien à l'équipe de France de football, mais l'on perçoit d'emblée que cela ne saurait engager une préférence politique :

> *« Pour moi, c'est le Président qui a su soutenir son équipe ! C'est important parce que ça montre qu'un Président, il est pas forcément...toujours l'image bien droit… De toute façon, c'est un homme. »*
> *(France - n°27 : H, 28 ans, célibataire, BEP,vit chez ses parents)*

Dans l'ensemble, tous jugent incompréhensible de se passionner pour des questions politiques, *a fortiori* pour une élection ou un homme politique. Qu'il s'agisse de l'Espagne, de la France ou de la Grande-Bretagne, la combinaison du désintérêt, de la méconnaissance, de l'indifférenciation et de la neutralité se traduit *in fine* par une abstention massive.

I.3 Un comportement abstentionniste cohérent avec l'apathie

Selon les personnes proches de l'*apathie*, que les élections soient remportées par un parti ou l'autre est indifférent – ce qui renvoie à leur perception de l'absence d'influence de la politique sur leur vie et à l'indistinction Droite/Gauche qui les caractérise.

Parmi les bénéficiaires de la *renta básica* rencontrés, quelques uns ont déjà voté, mais n'en gardent pas de souvenir précis et n'envisagent pas de voter de nouveau ; la plupart ne sont jamais allés voter, expliquant leur inaction en s'appuyant sur l'indifférenciation entre partis et hommes politiques précédemment développée.

> *« - En toute franchise, moi je n'ai jamais voté. Je suis inscrit. Mais je ne vote pas. Parce que comme je ne comprends rien à la politique, je ne sais pas s'il faut voter pour l'un ou pour l'autre. Sinon, je voterais nul… mais je n'ai jamais voté. […]*
> - C'est un regret ?
> *- Non. Parce que moi, l'un ou l'autre, c'est pareil. Pour moi, ils se ressemblent tous. Parfois je les vois à la télévision, en train de discuter, ou à un meeting, pour moi, ils sont tous pareils. Qu'ils fassent ce qu'ils veulent, que les gens votent pour qui ils veulent… »*
> *(Espagne - n°28 : H, 29 ans, vit en concubinage, 1 enfant, scolarisé jusqu'à 14 ans, très entouré par sa famille, SDF, habitent dans une camionnette)*

Le seul bénéficiaire du revenu minimum à participer régulièrement aux élections se défend de s'être jamais intéressé à la politique, seule sa situation personnelle et sa famille l'intéressent. Cependant, comme il estime d'une part que *« voter est obligatoire, même si on a pas envie de voter pour qui que ce soit »*, d'autre part que *« les votes blancs et nuls ne servent à rien »*, c'est donc sans le moindre sentiment partisan qu'il déclare voter systématiquement en faveur de Izquierda Unida, quelle que soit la nature de l'élection. Ce vote ne correspond pas davantage à un sentiment d'appartenance à la classe ouvrière ou à une orientation politique héritée de ses parents. Il l'explique de la façon suivante :

> *« - Moi j'ai toujours voté… pour Izquierda Unida. Parce que je savais qu'ils allaient obtenir peu de voix. Mais comme il faut voter, parce que le vote nul, ou le vote d'abstention, va à la majorité, j'ai toujours voté Izquierda Unida. Pour voter pour quelqu'un.*
> - Pourquoi précisément ce parti ?
> *- Simplement parce que c'est un parti qui obtient peu de votes. Seulement pour ça. Pour rien d'autre. » (Espagne - n°8 : H, 51 ans, divorcé, 2 enfants, scolarisé jusqu'à 14 ans, expérience professionnelle instable, très isolé)*

Bien que ce comportement et ce choix ne traduisent pas une réelle conviction politique, il n'en reste pas moins que le souci manifeste de cet allocataire de remplir son devoir se traduit par une meilleure rétention d'informations et une connaissance accrue des partis politiques espagnols. Il se rappelle notamment que le leader I.U. est Julio Iglesias et sait que des discussions sont en cours pour une possible alliance parlementaire entre I.U. et le P.N.V., sans avoir d'opinion sur la pertinence de cette alliance. En effet, le choix d'Izquierda Unida ne s'explique que par sa volonté de ne pas voter pour un parti dominant. Le comportement de cet allocataire est donc extrêmement ambigu puisqu'il vote en dépit de son désintérêt, mais qu'il veille à ce que son vote ne joue pas de rôle décisif.

En France, comme en Espagne, l'abstention apparaît comme le comportement électoral dominant parmi les personnes proches de l'*apathie* politique. En compulsant l'ensemble des entretiens effectués auprès des allocataires du R.M.I., il apparaît que l'abstention est un comportement très généralisé, mais sous des formes diverses. Tout d'abord l'abstention peut être systématique, soit que les individus ne sont pas inscrits sur les listes électorales, soit qu'ils ont cessé de voter au point de ne plus savoir dans quelle circonscription ils sont inscrits. L'abstention peut également être partielle : les allocataires votent pour les élections qu'ils estiment *« importantes »* et qui sont généralement les présidentielles, dans une moindre mesure les élections municipales, et parfois les législatives[245]. Les élections

[245] De rares allocataires connaissent le fonctionnement de l'Assemblée Nationale : *« là où on vote les lois »*, *« il y a le système de navettes entre l'Assemblée et le Sénat »*, et comprennent l'importance des élections législatives dans le système institutionnel français. Il semble cependant que, parmi la population défavorisée interrogée, le rôle fondamental de l'Assemblée Nationale échappe à une écrasante majorité de personnes – comme cela a été

cantonales, régionales, européennes et les référendums sont quasi systématiquement éludés. D'une part, les allocataires ne comprennent pas l'utilité des institutions concernées ; d'autre part, pour ceux qui votent, ils estiment *« voter suffisamment comme ça… »*. Enfin, quelques individus, ayant eu une socialisation politique rigoureuse, soit en termes de formation politique de leurs opinions, soit en termes d'inculcation des 'droits et devoirs' de chaque citoyen, votent systématiquement (sauf impossibilité, oubli occasionnel…), mais ils constituent clairement une exception.

En Angleterre, l'abstention est également un phénomène extrêmement dominant parmi les bénéficiaires de l'*income support* proches de l'*apathie*. Une partie d'entre eux n'est d'ailleurs pas inscrite sur les listes électorales, le plus souvent car ils n'ont pas de domicile fixe[246]. Dans la plupart des cas, ils pourraient aisément disposer d'une adresse leur permettant de s'inscrire sur les listes, notamment celle de leurs parents qui habitent souvent Oxford, mais cela entrerait en contradiction avec leurs représentations du fait d'être adulte, donc détaché du domicile parental. Même lorsqu'ils sont inscrits, ils déclarent ne pas *« voir l'intérêt »* d'aller voter. Leur abstentionnisme pose une difficulté d'interprétation car, contrairement aux allocataires du R.M.I. qui tiennent un discours sur leur comportement électoral et tentent de l'expliquer, les bénéficiaires de l'*income support* se montrent laconiques dans l'explicitation de leur comportement. Le dialogue qui suit est à cet égard exemplaire.

> « - Considérez-vous que voter soit un devoir ?
> - *Non. (silence)*
> - Est-ce un droit ?
> - *Oui. (silence)*
> - Et vous, personnellement, est-ce que cela vous arrive de voter ?
> - *Non. Je n'ai jamais voté.*
> - Pourquoi ?
> - *Juste parce que je m'en fiche. Je suis trop paresseuse, je reste au lit.*
> - Vous ne pensez pas que c'est important de donner son avis ?
> - *Si, c'est important. Mais que moi je le fasse… avec mes circonstances… C'est juste que… J'ai bien d'autres choses à penser. »*
> *(Angleterre - n°19 : F, 24 ans, célibataire, 1 enfant gardé par sa mère, scolarisée jusqu'à 16 ans)*

souligné en regard de l'interprétation donnée aux épisodes de cohabitation. L'élection présidentielle est considérée comme centrale (ce qui en soi n'est pas faux dans le cadre de la Ve République) ; l'Assemblée Nationale est supposée être du parti du Président. Dès lors, les élections législatives, qui en outre suivent souvent de près les élections présidentielles, sont perçues comme une redite superfétatoire.

[246] Précisons que lorsque les allocataires de l'*income support* se déclarent *homeless*, cela ne signifie pas qu'ils dorment dans la rue. Parmi les personnes proches de l'*apathie* politique rencontrées à Oxford, seul un homme se trouve dans cette situation. La plupart d'entre eux mobilisent leur réseau familial et amical pour se loger ou bénéficient d'un logement temporaire accordé par le *city council*. Être sans domicile fixe en Angleterre ne correspond pas à l'usage courant en France de l'acronyme S.D.F. pour désigner de manière aseptisée les clochards, mais littéralement pour décrire la situation d'un individu qui ignore où il logera dans un avenir proche.

Les bénéficiaires du revenu minimum déclarent leur abstention comme un simple constat de leur comportement, comme le fait encore cette jeune femme d'origine pakistanaise :

> *« - Je n'ai jamais voté. C'est comme ça.*
> - Et vous pensez qu'en votant vous pourriez avoir votre mot à dire sur ce qui se passe ?
> - *Je ne sais pas. Je ne me suis jamais posé la question. »*
> *(Angleterre - n°9 : F, 24 ans, célibataire, sans famille, scolarisée jusqu'à 16 ans, SDF logée en foyer, d'origine pakistanaise)*

En Angleterre, les seules élections qui attirent quelques électeurs parmi les bénéficiaires de l'*income support* proches de l'*apathie* politique sont les *general elections*, perçues comme les seules à présenter un caractère d'importance ; les autres types d'élections sont totalement ignorés. À aucun moment les personnes proches de l'*apathie* ne mettent en place de stratégie pour 'sauver la face' et donner l'illusion qu'elles ont des idées sur le sujet. En ce sens, c'est le pays de notre étude où l'abstentionnisme électoral apparaît le plus normalisé.

Bien que l'enquête qualitative ne puisse prétendre à une quelconque représentativité statistique, force est de constater que l'*apathie* politique des personnes en situation défavorisée se traduit massivement par un comportement abstentionniste. Mais si l'abstention constitue le comportement électoral dominant, l'*apathie* politique ne saurait être réduite à l'absence de participation électorale : l'on trouve parmi les personnes interrogées des non-inscrits, des abstentionnistes systématiques et partiels, de rares votants à toutes les élections. Au-delà de la description des comportements électoraux des personnes proches de l'*apathie*, les discours des bénéficiaires du revenu minimum fournissent trois types d'explication à l'abstentionnisme.

a) La faiblesse de l'impératif normatif du vote

En Angleterre et en Espagne, le silence qui répond à toute recherche d'explication du comportement abstentionniste ne peut s'expliquer que par l'inexistence de principes normatifs s'appliquant au vote. La politique, telle qu'elle est conçue par les personnes en situation défavorisée proches de l'*apathie*, présente une étrangeté radicale qui se manifeste par le rire ou le silence. Ces réactions révèlent qu'il n'existe pas de discours préconstruit sur ces questions, car l'abstention n'a pas besoin d'être 'justifiée', elle ne constitue par une infraction

aux normes sociales et politiques en vigueur au sein de la sphère de sociabilité des personnes interrogées.

> *« Je pense que ça devrait être un choix. Je pense qu'on devrait voter si on veut, et si on veut pas… Si vous y croyez, alors votez. »*
> *(Angleterre - n°18 : F, 52 ans, divorcée, 5 enfants dont 4 qu'elle ne voit que tous les 3 mois sur décision de justice, SDF en foyer, scolarisée jusqu'à 16 ans)*

L'absence de norme est perceptible à travers ce témoignage d'un des rares votants parmi les bénéficiaires de l'*income support*. Pour les abstentionnistes, aucune norme ne s'impose qui les pousserait à voter. Les élections ne constituent pas selon eux un moment fort de la vie nationale et sont donc jugées *« sans intérêt »*.

> *« [Les élections] ne font pas vraiment de différence. Entre avant et après, ils vous en font tout un plat, mais les gens vivent toujours pareil. »*
> *(Angleterre - n°29 : H, 46 ans, en couple, scolarisé jusqu'à 16 ans, expérience professionnelle instable).*

Cette abstention ne remet pas en cause les fondements démocratiques du système qui, en Angleterre, est vraisemblablement perçu comme un fait acquis que rien ne menace. L'on peut même suggérer que cette abstention insouciante résulte d'une certaine confiance dans le système. Cela explique que même en étant politiquement socialisés, massivement en faveur du Labour, les personnes proches de l'*apathie* s'abstiennent. Une jeune femme de 18 ans explique par exemple qu'elle a oublié de s'inscrire sur les listes électorales et ne votera donc pas aux prochaines *general elections*. Elle poursuit en expliquant que, de toute façon, elle se serait probablement abstenue :

> *« Je ne pense pas que c'est si important que ça. Mais ma grand-mère m'a toujours dit que si vous votez, vous avez le droit de dire quelque chose qui ne va pas, d'écrire une lettre pour dire que vous pensez qu'ils ont tort, vous plaindre de ce qu'ils ont fait. Si vous ne votez pas, vous ne pouvez pas dire grand-chose, parce que vous n'avez rien demandé. Ma grand-mère est toujours intéressée par les histoires politiques, elle est tellement animée quand elle en parle, elle parle beaucoup du vieux Labour et de trucs comme ça. Elle est géniale. »*
> *(Angleterre - n°10 : F, 18 ans, célibataire, 1 enfant, enceinte d'un deuxième, en attente d'un logement de la municipalité avec le père de ses enfants, scolarisée jusqu'à 16 ans)*

Outre sa grand-mère, sa mère vote régulièrement pour le Labour ainsi que son petit ami[247]. On ne peut pas considérer que sa socialisation politique soit un échec ; elle affirme volontiers que si elle votait, ce serait évidemment pour le Labour. C'est l'acte en lui-même qui ne lui semble pas s'imposer comme une nécessité. Par ailleurs, un jeune homme récemment libéré sur parole explique :

[247] Légèrement plus âgé qu'elle, son compagnon était présent et attentif lors de l'entretien, ayant parfois un geste ou ajoutant un mot, mais il ne souhaitait pas participer car le sujet ne l'intéressait pas. Toutefois, lorsque son amie a parlé de la préférence de sa famille pour le Labour, il a aussitôt réagi en affirmant que lui aussi était Labour. Son intervention manifestait une identification instinctive à une classe sociale autant qu'à un parti.

> *« Vous savez, je suis très naïf à ce sujet. Quand je ne comprends pas quelque chose, je ne m'y intéresse pas. Je n'ai jamais voté de toute ma vie. »*
> *(Angleterre - n°31 : H, 26 ans, célibataire, scolarisé jusqu'à 16 ans)*

Ce type d'argumentation qui mêle incompréhension et désintérêt explique effectivement bien l'abstention des personnes en situation défavorisée proches de l'*apathie*. On notera avec intérêt qu'elles ont intériorisé leur incompétence en matière politique, désormais considérée comme une donnée objective personnelle susceptible d'expliquer l'ensemble de leur rapport au politique.

Au-delà de leur incapacité à procéder à un choix éclairé, les bénéficiaires de la *renta básica* proches de l'*apathie* ne sont pas davantage que les Britanniques convaincus de l'importance des élections dans la détermination des grands choix politiques nationaux. Ils sont très laconiques en ce qui concerne leur abstention et la considèrent comme le simple reflet de leur désintérêt.

> *«* - C'est important selon vous de voter ?
> *- Je n'en sais rien. Moi je ne suis jamais allée voter. (silence) J'y suis peut-être allée une fois dans ma vie, et encore, je n'en suis pas sûre, je ne me rappelle pas très bien. Je crois qu'au final, ils choisissent ceux qu'ils veulent, non ? Chacun fait comme il veut. »*
> *(Espagne - n°9 : F, 36 ans, divorcée, 4 enfants, scolarisée jusqu'à 14 ans)*

En disant qu'*« ils »* choisissent ceux qu'ils veulent, cette femme divorcée mère de quatre enfants se place singulièrement en dehors de la population des électeurs potentiels. Le désintérêt exprimé laisse penser que la pression normative à la participation électorale est particulièrement faible en Espagne. La plupart des bénéficiaires de la *renta básica* ne considèrent la participation électorale ni comme un droit ni comme un devoir. Même ceux qui accordent quelque valeur au vote, notamment en termes de respect de la démocratie, ne ressentent aucune obligation.

> *« Important, c'est sûr que c'est important de voter ! Parce qu'il faut que le peuple dise ce qu'il veut, donc… il faut voter. Moi je ne vote pas. Je sais que ce n'est pas bien mais… »*
> *(Espagne - n°1 : F, 33 ans, en cours de divorce, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 16 ans, très entourée)*

Cette bénéficiaire a voté quelques fois pour des élections locales qu'elle jugeait non déterminantes pour le pays, mais qui la touchaient davantage que des élections nationales dont elle ne comprend guère les enjeux.

Finalement, en Espagne ainsi qu'en Angleterre, l'élection n'est pas 'sacralisée' comme moment (*kairos*) où l'ensemble des citoyens se prononce sur la représentation nationale. Faute de principe normatif, l'abstention n'est donc pas considérée comme une faute, l'attitude dominante dans le cadre de l'*apathie* étant que la participation électorale relève uniquement d'un choix personnel.

Étant donnée la prégnance, en France, du discours républicain sur les droits et les devoirs du citoyen, la sacralisation rituelle du moment électoral, le discours normé sur l'élection comme expression de la volonté nationale, etc., l'on peut s'attendre à ce que les discours des allocataires du R.M.I., même proches de l'*apathie* politique, portent les traces de ce discours normatif. Qu'en est-il vraiment ? Pour les jeunes allocataires du R.M.I., au comportement proche de l'*apathie*, possédant un niveau d'études assez faible, penser le vote en termes de droit ou de devoir n'a guère de sens. À choisir, ils considèrent que c'est d'abord un droit. Ce qui justifie pour certains de voter ou au contraire de s'abstenir.

> *« C'est un droit de vote. C'est pour élire la personne que vous préférez. C'est un droit alors…j'y vais. »*
> *(France - n°18 : H, 30 ans, célibataire, niveau CAP, placé par la DDAS pendant son enfance, contacts réguliers avec sa famille)*

> *« - Voter c'est un droit. Un devoir… Faudrait que les hommes politiques le méritent. C'est ça….*
> - Vous votez ?
> - *Au départ mes parents disaient qu'il faut que j'aille voter, mais comme moi je leur ai montré tout de suite que ça m'intéressait pas, j'ai continué comme ça. »*
> *(France - n°27 : H, 28 ans, célibataire, BEP,vit chez ses parents)*

Les parents de ces jeunes allocataires ne s'intéressent guère à la politique, mais ils ont souvent intégré le caractère normatif du vote. Cependant ils ne parviennent pas à le transmettre à leurs enfants. Ainsi le témoignage d'une jeune femme dont le rapport au politique est extrêmement apathique qui préfère s'abstenir, en dépit de l'insistance de ses parents chez qui elle vit et pour qui c'est un devoir :

> *« - Je vais pas les suivre derrière eux. […] Pour élire le président de je sais pas qui…*
> - de la République ?
> - *Oui. C'est la dernière fois que je suis allée voter. (silence) Ben j'ai été voter blanc parce que j'étais bien obligée d'y aller. Et quand j'ai vu qu'on avait… ceux qui y avaient au 1er [tour], j'ai dit moi maintenant, ils vont aller se faire foutre. »*
> *(France - n°25 : F, 29 ans, célibataire, scolarité interrompue à 14 ans pour soucis de santé, vit chez ses parents)*

Le vote est un indicateur important de l'intégration politique et du lien de citoyenneté. Il convient toutefois d'étudier le sens que les individus confèrent à leurs actions : voter ou ne pas voter. Cet acte peut relever d'un sens du devoir ou de pressions externes, essentiellement familiales, mais dans l'ensemble, les jeunes proches de l'*apathie* ne reconnaissent pas de valeur intrinsèque au vote, ni d'ailleurs à l'abstention.

Les allocataires socialisés dans les générations précédentes ont généralement intégré le caractère normatif de l'acte électoral comme rite social. Ceux dont le comportement se rapproche de l'*apathie* semblent davantage considérer le vote comme un devoir – imposé par une puissance supérieure indéterminée et rempli sans que l'on sache trop pourquoi – que comme un droit. Ainsi, une veuve de 50 ans, très entourée par ses proches (ses enfants

viennent la chercher en voiture à chaque élection), déclare voter systématiquement car c'est son *« devoir de bon citoyen »*. Elle ne parvient pas à expliquer ses motivations dans la mesure où elle ne retire aucune satisfaction de sa participation à un choix collectif, ni même de sentiment du devoir accompli. Elle *« [fait son] devoir »*, avec tout le caractère contraignant que l'expression implique. Elle éprouve d'ailleurs de grandes difficultés à se déterminer pour l'un ou l'autre des candidats :

> « - Vous votez toujours dans le même sens ?
> *- Non, pas forcément. Parce que comme… Des fois, les trois quarts du temps, je sais pas trop… eh ben je vais voter, je fais mon devoir, mais les trois quarts du temps, je vote blanc. On me dit 'C'est pas la peine', ben je dis si. Parce qu'on voit quand même que je suis allée voter. Mais voter pour untel ou pour untel, je vois pas pourquoi, parce que comme je m'intéresse pas. […] Quand je sais pas, je dis 'Allez hop ! Plutôt que de faire des bêtises…' Parce que je m'y intéresse pas, j'y connais rien. Lequel est le meilleur, j'en sais rien. […] Heureusement qu'il y en a certains qui connaissent la politique, que tout le monde est pas comme moi. Sinon, ce serait triste. (rires) »*
> *(France - n°21 : F, 50 ans, veuve, 2 enfants, certificat d'études, très entourée)*

Comme on le voit ici, le vote n'est pas un comportement nécessairement plus porteur de sens que l'abstention ; il ne traduit pas toujours une plus grande implication dans la sphère politique[248]. En France, le vote est associé 'plutôt à un droit' pour les jeunes, 'plutôt à un devoir' pour les plus âgés, il n'est pas pour autant fortement valorisé.

L'*apathie* se distingue des autres types de rapport au politique par l'absence de *sens* politique conférée au comportement électoral. Par « manque de sens », on entend d'une part que le choix de voter ou de s'abstenir n'est pas chargé de signification. L'abstention ne veut rien dire d'autre que le désintérêt et la non-sacralisation du vote. De même, le vote, s'il est parfois considéré par les votants comme un droit à actualiser ou comme un devoir à accomplir, n'est pas davantage investi normativement ou affectivement : le langage employé revoie au champ lexical de l'habitude ou de l'effort plutôt qu'à une mobilisation collective. D'autre part, le comportement électoral apathique est dépourvu de sens car lorsque les allocataires votent, ils font preuve d'une très grande inconstance du fait de leur absence d'affinités partisanes ; cette volatilité ne résulte pas de l'observation de choix antérieurs et de leurs conséquences politiques, elle ne constitue donc pas, à proprement parler, un « retournement d'opinion ». À chaque élection, la réflexion politique – inexistante au quotidien – est remise en marche : les tracts politiques reçus par la poste sont lus et constituent le support principal d'une prise de décision qui n'est pas vécue comme une

[248] Le chapitre suivant, qui analyse le *mécontentement* politique, permettra d'ailleurs de montrer que l'abstention peut au contraire être porteuse de sens politique, lorsque les citoyens y ont recours pour exprimer des opinions : rejet du système des partis, sentiment de n'être représenté par aucun parti en lice, refus de cautionner les hommes politiques au pouvoir, etc.

adhésion. Le vote blanc est d'ailleurs souvent mentionné comme un recours pratique lorsque l'on ne parvient pas à *« se faire une idée »*.

Réservés quant à l'influence des élections sur les grandes orientations de l'État, les bénéficiaires du revenu minimum proches de l'*apathie* ne remettent pas en cause la validité de l'élection comme moyen d'expression de la volonté populaire. Les autres modes d'expression politique suscitent également des réserves quant à l'utilité des pétitions et des manifestations.

> *« S'ils savent que de toute façon, ça va se faire ? Dépenser de l'argent pour rien et faire les imbéciles ? Je n'ai rien contre les manifestations si c'est pour une cause juste, mais si c'est joué d'avance, c'est pas la peine de faire les clowns… »*
> *(Espagne - n°8 : H, 51 ans, divorcé, 2 enfants, scolarisé jusqu'à 14 ans, expérience professionnelle instable, très isolé)*

Dans les trois pays de l'étude, les personnes proches de l'*apathie* se montrent sceptiques quant à l'efficacité des moyens alternatifs d'expression politique, largement considérés comme une perte de temps. En France, les manifestations sont en outre critiquées comme étant le fait d'une minorité privilégiée défendant ses intérêts – les fonctionnaires sont particulièrement visés – de ce fait, elles ne concerneraient pas les allocataires du R.M.I. Manifester, signer une pétition, militer dans un parti ou au sein d'une association est certes considéré comme un droit fondamental, mais les bénéficiaires du revenu minimum des trois pays considèrent qu'ils n'y ont pas intérêt, ce qui les pousse à l'inaction.

Dans le cas particulier de la Navarre, les bénéficiaires de la *renta básica* rejettent tout recours à la violence mais affirment un soutien de principe concernant les manifestations silencieuses, qui ont lieu en Espagne à l'occasion d'attentats commis par l'E.T.A.

> *« On dit que les masses peuvent remuer des montagnes, je crois que c'est vrai. On le voit bien, surtout ici, quand il y a un assassinat et que les gens sortent dans la rue… Bien sûr, ce n'est pas suffisant pour que ça s'arrête. »*
> *(Espagne - n°1 : F, 33 ans, en cours de divorce, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 16 ans, très entourée)*

On note cependant qu'aucun des bénéficiaires de la *renta básica* rencontrés à Pampelune n'a participé à une marche silencieuse, bien qu'ils en approuvent le principe.

Pour les Espagnols proches de l'*apathie* politique, très éloignés de toute préoccupation politique, exprimer son opinion est considéré comme un droit légitime, mais essentiellement à l'usage de leurs concitoyens, plus actifs, mieux informés, intéressés. D'un point de vue personnel, ils ne ressentent aucun besoin de s'exprimer et soulignent fréquemment qu'ils n'ont *« aucune revendication »* à formuler. D'où leur silence.

b) Absence de motivation et manque de confiance en soi

Voter blanc ou s'abstenir, telle est souvent l'alternative qui s'offre aux allocataires proches de l'*apathie* pour qui le vote est tout sauf un acte social allant de soi. Les personnes en situation défavorisée se trouvent *de facto* exclues de nombreuses activités sociales en raison de leur précarité financière : sorties au café ou au restaurant, événements sportifs ou culturels, *shopping* (*i.e.* hors achats de première nécessité), activités associatives, etc. L'on pourrait penser que le vote, acte gratuit par excellence, serait accessible à tous les citoyens, contrairement à l'adhésion à un parti politique. Or les bénéficiaires du revenu minimum s'abstiennent massivement. Ce résultat n'est pas en soi surprenant, mais il nous amène à poser la question : quels sont donc les obstacles à la participation électorale ?

L'entretien avec une allocataire du R.M.I., inscrite sur les listes électorales et qui a voté une fois à sa majorité, peut nous éclairer. Depuis, elle n'a plus jamais participé aux élections et ne se souvient plus dans quelle ville elle est inscrite.

> « - Est-ce que vous votez ?
> *- Disons que comme je m'intéresse pas… Enfin, c'est pas que je m'intéresse pas, mais le vote… Il faudrait savoir le pourquoi. Mon vote, pour ce qu'il va apporter. C'est vrai que c'est facile de voter comme ça. Moi si un jour je revote, c'est que je serai convaincue. C'est vrai qu'une voix de plus, dès fois ça peut changer… Mais qu'est-ce que ça va changer ? Qu'est-ce que ça va faire ? Et pour qui, pour quoi ? C'est vrai que c'est facile de voter. Il y en a plein de jeunes qui votent mais ils savent même pas pourquoi, ce que ça va donner, ce que ça va apporter. Parce qu'en fait c'est important de le savoir. Si ce vote il pourra changer quelque chose dans la vie de tous les jours. Je vois ça comme ça. Ça changerait quelque chose, je m'intéresserais peut-être plus. Un jour, peut-être que ça m'intéressera et que je voudrai savoir pourquoi, je serai peut-être plus prise. Comme je connais pas trop la politique… Mais c'est vrai que si on m'apprenait, si un jour j'aurais peut-être plus envie de la savoir, ben je chercherais par moi-même, ce que ça veut dire, quel est le pourquoi de la politique, ce que ça peut apporter. »*
> *(France - n °2 : F, 29 ans, célibataire, CAP, élevée en familles d'accueil)*

Dans ce témoignage, l'*apathie* ne se dissimule pas derrière un discours convenu. On constate une absence de radicalité du fait que cette jeune femme n'exclut pas ultérieurement de s'y intéresser. Son discours témoigne à la fois d'une désacralisation (le vote n'est pour elle ni un droit ni un devoir et elle affirme : *« C'est vrai que c'est facile de voter. »*), d'une totale absence de socialisation politique (elle a été élevée en passant d'une famille d'accueil à l'autre pendant plus de 10 ans), mais aussi d'une réflexion personnelle sur la signification du vote. Elle explique dans un premier temps son abstention par l'absence d'intérêt avant de s'interroger plus profondément sur les obstacles qu'elle devrait surmonter pour aller voter.

Le premier obstacle est une absence de motivation générée par une incertitude quant à l'utilité du fait électoral (élection ou pas, les personnes les plus apathiques arguent qu'il y aura toujours quelqu'un pour commander) et par un doute sur la capacité de la politique à

réellement agir sur le monde. Le choix constitue le second obstacle à surmonter, un choix rendu difficile par un manque de confiance en son jugement, par la volonté de 'ne pas se faire avoir' en votant pour *« quelqu'un qui ne ferait pas ce qu'il a dit »*, et par le désir de prendre une 'bonne' décision, souligné plus loin par cette remarque : *« Je pourrais voter, mais si je me trompe ? »*. Ces arguments recoupent les arguments avancés par plusieurs bénéficiaires de la *renta básica* et de l'*income support* :

> *« Je crois que je ne voterai jamais. Parce que je crois que ça ne changera jamais. Et si je vote, je risque de me tromper. Je pourrais voter nul, mais comme ça ne compte pas, ce n'est pas la peine. Je préfère ne voter ni pour l'un, ni pour l'autre. »*
> *(Espagne - n°27 : F, 29 ans, vit en concubinage avec un gitan, 4 enfants, scolarisée jusqu'à 15 ans)*

> *« Ils ne travaillent pas plus dur que ça pour moi…Pourquoi je me donnerais du mal pour eux ? de toute façon, qu'est-ce que ça va changer ? On sait qu'il y en aura quand même un d'élu, non ? »*
> *(Angleterre - n°18 : F, 52 ans, divorcée, 5 enfants dont 4 qu'elle ne voit que tous les 3 mois sur décision de justice, SDF en foyer, scolarisée jusqu'à 16 ans)*

Dans les trois pays de l'enquête, pour voter, les personnes dont le comportement politique se rapproche de l'*apathie* doivent surmonter une absence de motivation qui parfois remet en question les fondements mêmes du processus démocratique. En effet, les alternances politiques ne sont pas perçues comme ayant des conséquences *« dans la vraie vie »* et le processus électoral est largement considéré comme permettant de désigner un *« vainqueur »* ou un *« gagnant »*. Le recours à ce champ sémantique est répandu dans les trois sociétés, bien au-delà des catégories populaires, à commencer par les media. Il participe de l'expérience quotidienne du politique. Quel *sens* du politique ces termes expriment-ils ? Indubitablement, ils renvoient aux idées de confrontation, belliqueuse ou sportive – ce qui est compatible avec la politique comme affrontement de partis défendant des intérêts opposés. Mais ce champ sémantique ne peut-il pas également engendrer des *contresens* ? Plusieurs remarques nous permettent de suggérer que l'usage répété et largement accepté de ces termes entretient une interprétation du politique comme jeu, d'où ressortiraient de manière quasi-aléatoire des *« gagnants »* et des *« perdants »*, jeu qui s'apparente à l'extrême à un jeu de hasard : *« un coup c'est l'un, un coup c'est l'autre »*. Ce champ sémantique induit donc des représentations profondément erronées du politique, de la démocratie, du rôle du citoyen et du rôle de l'opposition. Dans une démocratie, l'élection d'une personne ou d'un parti résulte de la consultation nationale qui délègue des représentants ; l'opposition a un rôle à remplir dans ce jeu dans la mesure où être minoritaire n'obère en rien le fait de représenter les intérêts d'une partie du peuple. Dans le discours des personnes en situation défavorisée proches de l'*apathie*, le champ sémantique de l'affrontement et du jeu accompagne des représentations simplistes du fonctionnement démocratique et une perception des résultats électoraux comme étant

davantage déterminés par la chance que par les choix agrégés des citoyens. Cette représentation ludique de la politique conforte plusieurs caractéristiques de l'*apathie* : le sentiment d'impuissance vis-à-vis de sphères lointaines et étrangères, qui sont celles des gouvernants, et la conviction que l'affrontement des hommes politiques est déconnecté de la réalité sociale. L'*apathie* politique se fonde sur cette idée fondamentale qu'il existe une déconnexion entre la politique « politicienne » – perçue comme un affrontement stérile de personnes et de partis pour le pouvoir et l'argent – et la réalité sociale dans laquelle prennent racine les questions authentiquement politiques du bien-être individuel, du bien commun et du vivre ensemble.

C'est ainsi que les personnes proches de l'*apathie* peuvent affirmer que *« la démocratie fonctionne assez bien »*, au sens où elles observent le déroulement d'élections libres, multipartites, donnant lieu à des débats, se concluant par la désignation de gouvernants, avec des alternances périodiques. Dans le même temps, de manière inconsciente et déstructurée, on discerne chez certains une profonde absence d'adhésion aux principes fondateurs de nos sociétés politiques : cette démocratie, qui *« fonctionne bien »,* est une démocratie formelle. Les allocataires du revenu minimum interrogés se montrent incapables de l'expliciter mais ils expriment ce sentiment paradoxal que si la démocratie fonctionne à la lettre, l'esprit n'en est pas pour autant respecté. La politique – en particulier les campagnes électorales – est perçue comme un jeu entre riches, entre puissants, qui ne concerne qu'eux, qui détermine leur carrière professionnelle et leurs revenus financiers, mais sans conséquence sur la vie des plus défavorisés. Cela explique pour partie l'abstention.

En outre, voter suppose généralement de faire un choix, donc de s'exposer soit à *'se tromper'* – une possibilité anticipée par les allocataires proches de l'*apathie* car ils sont conscients d'être très mal informés – soit à *'être trompé'* par un candidat. Richard Hoggart[249] a bien montré que, parmi les populations les moins favorisées, la crainte de 'se faire avoir' permet aux groupes démunis des instruments culturels de l'assurance et de la certitude de soi de se prémunir contre le risque, ressenti comme omniprésent, d'être 'roulé'. L'absence d'investissement personnel observé dans les comportements électoraux mais aussi dans les discussions politiques collectives peut également s'analyser comme une manière de ne pas s'exposer aux railleries de l'entourage.

Au sujet de la propension à exprimer une opinion politique, Pierre Bourdieu écrivait dans *La Distinction* : « On comprendrait mieux 'l'intérêt' ou 'l'indifférence pour la politique'

[249] HOGGART, Richard, *La culture du pauvre*, *op.cit.*, p. 250.

si l'on savait voir que la propension à user d'un 'pouvoir politique' (le pouvoir de voter, de 'parler politique' ou de 'faire de la politique') est à la mesure de la réalité de ce pouvoir ou, si l'on préfère, que l'indifférence n'est qu'une manifestation de l'impuissance. »[250] J'adhère au contenu de cette citation en soulignant que, par « impuissance », Bourdieu entend non seulement l'incapacité à agir pour transformer le réel, mais aussi l'incapacité à comprendre et de ce fait à parler. Dans une situation de précarité économique, d'impuissance matérielle et intellectuelle, le vote, loin d'être perçu comme un moyen de prendre en main son destin, est vécu comme un risque que les personnes en situation défavorisée peuvent préférer éviter afin de ménager leur *image pour soi* (amour propre) et leur *image pour les autres* ('sauver la face').

c) Les ruptures familiales précipitent le recours à l'abstention

Dans le cadre de l'analyse du vote des personnes en situation défavorisée, le *sens* donné au comportement électoral a jusqu'à présent été souligné. Un élément n'a toutefois été qu'effleuré, sur lequel il convient à présent de revenir : la dimension sociale de l'acte électoral. Celle-ci n'apparaît que faiblement dans les entretiens dans la mesure où, loin de tout lyrisme républicain, les bénéficiaires du R.M.I. proches de l'*apathie* ne considèrent pas le vote comme la participation de chacun à une décision collective visant au bien commun. Dans leurs propos, le collectif est absent ; leur réflexion sur la société et la politique se fonde sur une approche très individuelle.

Pourtant, en filigrane, on perçoit quelques éléments rappelant que l'acte électoral est un rite social. Il en est ainsi de ces jeunes allocataires du revenu minimum, cités précédemment, auprès desquels les parents insistaient pour aller voter en famille. On le perçoit plus douloureusement à travers les témoignages d'un homme et d'une femme, tous deux divorcés :

> « - Considérez-vous que voter soit un devoir ?
> *- Oh ben moi je… Ça fait un bon moment … Depuis que je me suis divorcé, j'y suis plus allé. Avant je votais. J'y allais vers 11h. Maintenant non. Mais on m'en a jamais voulu.*
> - Vous avez déjà regretté de ne pas avoir voté ?
> *- Il y a des fois, mais après je me disais 'T'as bien fait'. Parce que tout le monde te dit 'moi j'ai voté ci, j'ai voté ça', et puis après tu vois sur le journal, et tu dis aux gens 'mais toi t'as pas voté ci…' […] Des fois je dis 'C'est pour untel' et c'est l'autre, des fois je dis 'Machin' et c'est Truc, alors ça sert à rien ce que je dis. On voit bien que ma voix on n'en tient pas compte. »*
> *(France - n°20 : H, 52 ans, divorcé, 4 enfants, scolarisé jusqu'à 14 ans, expérience professionnelle instable, problème d'alcoolisme)*

[250] BOURDIEU, Pierre, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Les éditions de Minuit, 1979, p.473.

« - Est-ce que vous considérez que voter est un devoir ?
- Avant oui. Maintenant, je sais pas. Je préfère même pas y aller parce que je suis tellement dégoûtée de tout. Dégoûtée de ce que la vie familiale peut… ce qu'on peut subir dans la vie familiale… Je préfère même plus voter. Parfois je vote blanc comme la dernière fois.
- Pour les élections européennes ?
- C'est possible oui. Mais maintenant je m'intéresse pas, depuis… que je suis seule avec ma fille. J'y vais de temps en temps. Avant j'y allais tout le temps. C'était un droit qu'on avait… Mais depuis que je travaille plus, c'est plus la même chose. »
(France - n°31 : F, 47 ans, séparée, 4 enfants dont 1 à charge, CAP, dépressive)

Les ruptures de vie, comme le divorce et le chômage, peuvent être déclencheurs de comportements abstentionnistes chez des personnes antérieurement plus intégrées, qui se conformaient à des habitudes sociales incluant le vote, bien que ne s'intéressant pas à la politique. On l'a vu, l'intérêt pour la politique n'est pas lié à l'intégration sociale, en revanche le vote reste un acte profondément social, qui souvent s'effectue en famille, avec ses parents, sa femme ou son mari, dont on discute avec ses amis, ses collègues. Privé de ses proches, les conditions matérielles de l'action ne sont plus les mêmes, l'habitus[251] a changé et de ce fait l'abstentionnisme peut s'installer, comme c'est le cas ici. Se trouver dans une situation défavorisée augmente les risques d'isolement social – le chômage en particulier entraîne la rupture des liens organiques liés à la profession. Le sentiment est assez globalement partagé, par les plus jeunes comme par les moins jeunes, par les votants comme par les abstentionnistes, que le vote d'un individu, isolé, n'a pas d'impact, pas de poids ; cette impression n'est pas sans rappeler l'impuissance, type d'aliénation politique qui se traduit par le sentiment de subir les événements sans pouvoir agir sur leur cours.

Dans le cadre de l'*apathie* politique, l'abstention s'explique par plusieurs facteurs : l'absence de normes donnant un caractère impératif à l'acte électoral, le désintérêt pour la politique, l'estimation objective et subjective d'un manque de compétence, un sentiment d'isolement social et plus généralement le fait de ne pas percevoir les implications réelles de la politique dans le quotidien. Le retrait par rapport au vote n'est d'ailleurs pas la seule expression de l'*apathie*, qui se manifeste également par une défiance à l'égard de manifestations jugées stupides, inutiles et potentiellement dangereuses.

[251] Dans *La Distinction* (références *supra*), Pierre Bourdieu précise sa définition de l'*habitus* à laquelle on fait ici allusion : « L'habitus intègre dans l'unité originairement synthétique d'un principe générateur l'ensemble des effets des déterminations imposées par les conditions matérielles d'existence » (p.512). Plus loin, il incite le lecteur à étudier le champ des « médiations pratiques, qui contribuent à la formation de représentations, voire de dispositions qui sont au principe des jugements et des pratiques politiques » (p.536) Selon moi, « aller voter en famille », avec ses parents pour les jeunes adultes, avec sa femme et ses enfants pour ceux ayant fondé un foyer indépendant, parfois en allant chercher un parent qui n'a pas de véhicule, constitue précisément une de ces « médiations pratiques » qui, si elles sont bouleversées, peuvent amener l'individu à modifier ses pratiques.

I.4 Relativisme moral et méfiance généralisée

Le rapport à la 'politique politicienne' des bénéficiaires du revenu minimum est quasi-inexistant et consiste essentiellement en une absence absolue de préférence que ce soit pour un parti ou pour un homme politique. Cette absence de préférence, qui est une caractéristique essentielle de l'*apathie*, découle du désintérêt et de l'indifférenciation politiques précédemment décrits. Elle s'appuie également sur des éléments factuels concernant le personnel politique – corruption, abus de biens sociaux, non respect de promesses électorales – dont les bénéficiaires du revenu minimum ont entendu parler, de façon très générale et superficielle, mais à partir desquelles ils construisent une représentation peu flatteuse de la classe politique.

a) Les hommes politiques, ces « représentants » si distants…

Dans l'ensemble, les allocataires du revenu minimum proches de l'*apathie* ne connaissent les noms que d'une poignée d'hommes politiques, généralement ceux qui occupent les plus hautes fonctions de l'État (président, premier ministre, ministre de l'intérieur) et les élus perçus comme les plus 'proches' (M.P. en Angleterre, maire en France et en Espagne). Du fait de cette méconnaissance, le personnel politique est jugé de manière indistincte, comme un ensemble de personnes constituant un groupe social, groupe qui aurait les mêmes intérêts et les mêmes comportements. En termes de représentations sociales, les personnes proches de l'*apathie* politique perçoivent deux caractéristiques propres à la catégorie des hommes politiques, la *« richesse »* et le *« pouvoir »*, caractéristiques qui participent fortement de la perception d'une différence quasi 'essentielle' entre eux. Aux yeux des personnes en situation défavorisée, ils sont d'ailleurs interchangeables. L'*apathie* politique se manifeste ainsi également par une profonde neutralité politique et une absence d'investissement affectif.

« Ni confiance, ni méfiance, en fait ils ne m'inspirent rien. (silence) Ils sont loin. »
(Espagne - n°1 : F, 33 ans, en cours de divorce, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 16 ans, très entourée)

Ce détachement vis-à-vis des hommes politiques est perceptible dans le contenu des discours, mais également dans leur ton. Les bénéficiaires du revenu minimum proches de

l'*apathie* parlent en effet avec indifférence, répondant presque scolairement aux questions posées, sans trace d'engouement ni de détestation.

Le principal reproche formulé à l'encontre des gouvernants est de ne pas s'intéresser aux gens, de ne pas les écouter, de ne rien faire pour eux. Ce jugement s'appuie sur le sentiment des personnes en situation défavorisée d'être délaissées, non pas tant d'un point de vue financier que d'un point de vue humain. Les attentes qu'ils expriment sont empreintes d'une dimension très personnelle :

> *« Il y a aucun homme politique qui vaut la peine que je me déplace pour lui [pour voter]. Pour moi, il y en a pas un qui est assez bien pour pouvoir être comme il faut quoi. Parce que c'est des gens, ils font leur politique à eux, mais ils s'intéressent pas aux gens qu'il y a autour. Moi je sais pas qui est le maire de Chartres, et à la rigueur, j'en ai rien à foutre, parce que je sais que lui, il s'intéresse pas à moi, il s'intéresse à ce qui va rentrer à la fin du mois ou à son image politique, c'est tout. »*
> *(France - n°27 : H, 28 ans, célibataire, BEP,vit chez ses parents)*

Ainsi à l'indifférence supposée des hommes politiques répond l'indifférence des personnes en situation défavorisée. L'homme politique idéal, à l'inverse, est décrit comme *« proche des gens »* au sens le plus concret, c'est-à-dire dans le cadre d'une relation directe. Si cela est possible concernant les élus locaux, cela semble irréalisable pour des hommes politiques occupant une fonction nationale. On peut avancer l'hypothèse – qui relève davantage d'une intuition que d'une analyse du discours – que ce reproche de manque de proximité traduit au fond l'impossibilité pour les allocataires de s'identifier à un homme politique, d'être réellement 'représentés'. Tant en termes d'apparence physique, de mode de vie, de façon de parler, que de centres de préoccupations, les personnes proches de l'*apathie* estiment qu'il existe une distance irréductible entre eux et les hommes politiques.

L'importance accordée à l'apparence se retrouve dans la dimension évaluative. En effet, l'opinion sur les hommes politiques dépend pour partie de l'interprétation donnée à des 'signes' physiques, en particulier les regards et les gestes. Ce phénomène est souvent considéré comme caractéristique des catégories populaires alors même que de nombreux travaux de psychologie ont montré comment l'apparence détermine pour partie le jugement, toutes catégories sociales confondues. Pour les allocataires du revenu minimum proches de l'*apathie*, il peut s'avérer difficile de justifier 'l'impression', bonne ou mauvaise, produite par un candidat, en recourrant à un jugement sur ses idées. D'où le recours à une lecture, nécessairement subjective, des signes physiques : l'un *« a l'air faux jeton »*, l'autre *« a un regard pas franc »*, il y a *« celui qu'on ne peut pas cerner »* et cet autre qui *« a l'air sincère »*. Dans la mesure où les personnes en situation défavorisée sont peu à l'écoute et peu sensibles

aux positions idéologiques et aux discours politiques, l'*apathie* découle en partie de la difficulté à juger un homme politique par le seul intermédiaire de la télévision.

Le lien de représentation – qui existe de manière abstraite dès lors qu'un homme est élu afin de représenter un ensemble administrativement circonscrit de ses concitoyens – se nourrit d'être une relation d'identification des représentés à leurs représentants. Il ne faut donc pas sous-estimer l'importance de ce qui se joue dans les opinions fondées, non sur la lecture du programme des candidats, mais sur l'adhésion à un paraître, à une image soigneusement construite. Cette attitude est critiquée par les analystes électoraux comme une corruption de la démocratie, mais la posture intellectuelle qui consiste à affirmer la prédominance des programmes politiques sur la personnalité des candidats occulte deux faits majeurs : premièrement, les catégories supérieures pour qui le programme d'un candidat prévaut sur son image personnelle sont malgré tout influencées par son apparence, mais cette influence est inconsciente et dissimulée par une argumentation rationnelle ; deuxièmement, un choix politique basé sur l'apparence d'un candidat n'est pas nécessairement irrationnel car cette image peut traduire une proximité réelle d'intérêts entre candidat et électeur.

La séduction politique, processus central dans une démocratie pluraliste fondée sur la liberté de suffrage, engage des représentations sociales culturellement situables, des croyances partiellement fondées sur l'affect, des mécanismes d'idéalisation. Si l'expression d'un jugement fondé sur l'apparence n'est pas spécifique aux personnes les plus défavorisées, ne pas pouvoir corroborer cette impression par le recours à la raison est révélateur d'un rapport au politique apathique, superficiel et donc plus changeant qu'un rapport au politique fondé sur des processus d'identification ou de conviction.

b) Une image plutôt péjorative du personnel politique

On retrouve l'importance accordée à la parole donnée dans les jugements portés sur les hommes politiques en tant qu'hommes de discours mais pas hommes de paroles : considérés comme des *« faiseurs de promesses »*, des *« beaux-parleurs »*, il leur est reproché par les personnes en situation défavorisée proches de l'*apathie* de ne pas tenir les promesses faites en période électorale, d'où la méfiance qu'ils inspirent. Ce scepticisme ne s'appuie pas sur des exemples concrets de renoncement à des engagements car, dans les trois pays de l'étude, les campagnes électorales ne sont tout simplement pas retenues par les personnes interrogées (ou le sont dans des termes très vagues comme *« faire baisser le chômage »*).

En revanche les 'affaires', qui font régulièrement la Une des media, ont largement introduit l'idée que la classe politique est corrompue. Cette conviction, bien que répandue, reste de l'ordre de la généralité : en effet, les affaires de corruption en cours au moment des enquêtes ne retenaient pas du tout l'attention des personnes interrogées. Ainsi, l'affaire 'Gescartera' en Espagne, qui impliquait le gouvernement foral du P.P., était totalement inconnue des bénéficiaires de la *renta básica*. Les allusions aux affaires de corruption qui ont touché le P.S.O.E. sont mentionnées de manière très vague. Par exemple, contrairement à d'autres bénéficiaires espagnols, les personnes proches de l'*apathie* politique ne font aucune référence précise au financement du G.A.L. (Groupement Antiterroriste de Libération qui commit des assassinats dans les années quatre-vingt) par le Ministère de l'Intérieur sous Felipe González, alors même que cette 'affaire d'État' constitue encore aujourd'hui un point de repère idéologique en Navarre et au Pays Basque.

> *«* - L'affaire 'Gescartera' ?
> *- Je n'en sais rien, je ne connais pas. C'est comme avec les histoires de Felipe González ? Avant c'était eux qui prenaient l'argent, et maintenant qu'il y en a d'autres, ce sont eux qui le prennent, pour eux… C'est quand même incroyable. »*
> *(Espagne - n°4 : H, 44 ans, célibataire, scolarisé jusqu'à 14 ans, expérience professionnelle dans tous les métiers du BTP, SDF, habite dans une pension)*

Dans les trois pays de l'enquête, les scandales politiques se succèdent dans une certaine indifférence, les personnes en situation défavorisée s'affirmant convaincues de la corruption des milieux politiques. Spécificité britannique, liée d'une part à la rareté des scandales politico-financiers, d'autre part au succès des tabloïds, la corruption est d'emblée comprise par les bénéficiaires de l'*income support* sous l'angle de la vie privée.

> « - Pensez-vous que les hommes politiques sont corrompus ?
> - Tu m'étonnes ! Vous savez comment on appelle le gouvernement de Blair ? Le cabinet rose ! Et ceux qui ne sont pas gays sont assez bêtes pour se faire prendre en photo avec leurs maîtresses! (rires) Mais ce n'est pas si grave que ça, vous savez. »
> *(Angleterre - n°30 : H, 44 ans, célibataire, scolarisé jusqu'à 14 ans, bénévole dans une association de sans-abri)*

Le soupçon de corruption – quel que soit le sens donné à ce mot – pèse sur l'ensemble de la classe politique, peu importe le niveau de pouvoir et la couleur politique. Il se répand dans l'ensemble de la société, transcende les catégories sociales, du fait de la prégnance du discours médiatique. Quoique globalement peu et mal informées, ce soupçon atteint également les personnes en situation défavorisée proches de l'*apathie* ; d'où la méfiance à l'encontre des hommes politiques, tout particulièrement de ceux qui parviennent au pouvoir.

« - Avez-vous confiance dans les hommes politiques ?
- Oui. De toute façon, qu'on leur fasse confiance ou pas… […]
- Selon vous, est-ce qu'il y a beaucoup de corruption ?
- Bien…ces dernières années, oui. Ça recommence avec les questions de confiance, pas confiance. A qui faire confiance ? On sait pas en fait qui fait ça. Quand ça tombe, ben on est toujours étonné. […] Il y a des gens qui travaillent dans des sociétés et qui touchent à la caisse. Moi je trouve que c'est dans tous les domaines. »
(France - n°14 : F, 29 ans, divorcée, niveau Bac, née au Maroc et élevée en France, naturalisée depuis peu)

« Je crois que plus ils ont de pouvoir, plus il y a de corruption. Je pense qu'ils ont plus de liberté pour faire un peu ce qu'ils veulent et alors… il y a davantage de corruption. Je crois qu'ils touchent tous plus ou moins, quel que soit le parti. »
(Espagne - n°29 : F, 18 ans, vit en concubinage, 1 enfant, scolarisée jusqu'à 15 ans, d'origine portugaise, SDF, habitent dans une camionnette)

La confiance (*political trust* dans la littérature anglo-saxonne) est au fondement de la démocratie, or il semble que cette disposition soit étrangère aux citoyens les plus défavorisés proches de l'*apathie*. Leur attitude, empreinte de scepticisme, n'est toutefois pas de l'ordre de la défiance, mais bien plutôt de la méfiance. Ce n'est pas tant la corruption ou la duplicité morale réelle ou supposée des hommes politiques qui provoque la méfiance, mais plutôt une attitude *rationnelle* qui consiste à ne faire crédit qu'à des personnes connues, voire qu'à des proches. Ainsi, dans le cadre de l'idéal-type de l'*apathie*, la confiance n'est pas un comportement spontané ; les hommes politiques, considérés d'une part comme éloignés, d'autre part comme corrompus, ne sont pas les mieux placés pour y prétendre.

c) Une neutralité politique soutenue par un relativisme moral

Malgré la méfiance que suscitent les hommes politiques, les allocataires du revenu minimum ne s'insurgent pas véritablement contre la corruption, perçue comme touchant indistinctement la classe politique. Certes, elle est condamnée car elle permet aux riches de s'enrichir davantage alors que d'autres sont laissés dans le besoin, mais il ne s'agit que d'une condamnation de principe. L'*apathie* s'accompagne d'un relativisme moral très répandu.

Ce relativisme moral se fonde sur le constat que la corruption ne touche pas uniquement la politique mais l'ensemble de la société. Pour les personnes les plus éloignées de l'intégration politique, tout est corrompu et corruptible, y compris elles-mêmes. Les allocataires proches d'autres types de rapport au politique, *mécontentement*, *perplexité*, *loyauté*, ne font pas du tout ce constat fataliste de la corruption du monde et se montrent plus prompts à condamner les hommes politiques. Au contraire, les allocataires proches de l'*apathie* ne se replient pas sur une telle posture moralisatrice. Peut-être faut-il mettre cette

attitude en rapport avec la perception d'une société anomique, où les lois ne sont pas respectées.

> *« La corruption, je dis que c'est normal. Puisqu'on les laisse faire, autant qu'ils en profitent. S'il y a personne qui leur dit rien. Franchement moi, je suis homme politique demain, je fais la même chose qu'eux. Je vois pas pourquoi j'en profiterais pas. »*
> *(France - n°27 : H, 28 ans, célibataire, BEP, vit chez ses parents)*

> *« - A mon avis, pour être homme politique, il faut être corrompu, il faut avoir magouillé quelque part. Faut pas déconner, on arrive pas comme ça… […] Un truc qui est… Le monde du football, pour y arriver, faut faire des magouilles. En France, avec les lois qu'on a… Surtout qu'en ce moment, ils leur tapent bien sur la tête aux clubs français. Pourquoi nos joueurs français ils se barrent ? […] Si les clubs magouillent pas, il y arriveront jamais, c'est comme l'homme politique. Si il magouille pas, il y arrivera jamais, c'est impossible.*
> - Et vous pensez qu'un homme politique qui a magouillé peut faire de bonnes choses ? C'est compatible ?
> *- Oui, sûrement ! […] Ils montrent pas l'exemple les hommes politiques… Comment voulez-vous qu'en bas, ils fassent quelque chose de bien…si les hommes politiques donnent pas l'exemple ? Ils font pareil ! »*
> *(France - n°8 : H, 29 ans, célibataire, BEP, vit chez ses parents)*

Malgré leur hétérogénéité en termes d'âge, de sexe, d'intégration sociale, d'expérience professionnelle, les bénéficiaires du revenu minimum manifestent une grande homogénéité de comportements et d'attitudes. Il en va de même de leurs représentations de la société. Dans un premier mouvement, ils se déclarent satisfaits de la classe politique *« dans l'ensemble »*, avant de se reprendre en précisant qu'en fait, ils n'en savent rien et ne sont donc pas à même de juger, se plaçant ainsi dans une posture relativiste. Concernant la corruption, on remarque avec intérêt qu'en Espagne, les gitans manifestent un relativisme moral qui consiste à ne pas blâmer ceux qui tirent avantage d'une situation propice. Tout bien pesé, l'ensemble des bénéficiaires de la *renta básica* se montre unanimement modéré :

> *« Je crois qu'ils s'occupent des problèmes des gens, oui. Parce qu'ils sont… un peu les défenseurs du peuple. Les partis… dans les quartiers… disent ce qui ne va pas et ils sont bien obligés d'en tenir compte. Je ne crois pas qu'ils s'en fichent. Bien sûr, ça dépend des accords qu'ils ont entre eux… pour rester au pouvoir. Ça dépend d'eux. »*
> *(Espagne - n°8 : H, 51 ans, divorcé, 2 enfants, scolarisé jusqu'à 14 ans, expérience professionnelle instable, très isolé)*

Quelle que soit la tolérance à l'égard de la corruption, les hommes politiques n'inspirent qu'une confiance modérée. Les témoignages concordants des allocataires sapent les fondements de la confiance interpersonnelle sans laquelle il est difficile de concevoir une culture politique basée sur la délégation.

> *« Mais qui fait confiance aux hommes politiques en ce moment, franchement ? Pas grand monde ! Parce qu'ils tiennent pas leurs promesses. Ils font des promesses qu'ils ne peuvent pas tenir. […] C'est Poutine en Russie…il a pas fait de promesses. Il a été élu quand même. Ça c'est bien au moins, pas de promesse. Mais un homme politique qui fait ça en France, c'est sûr, il est pas élu. »*
> *(France - n°8 : H, 29 ans, célibataire, BEP, vit chez ses parents)*

> *« Ils mentent un peu, peut-être même beaucoup si ça se trouve. Mais faut bien qu'ils poussent les gens à voter pour eux… »*
> *(France - n°18 : H, 30 ans, célibataire, niveau CAP, placé par la DDAS pendant son enfance, contacts réguliers avec sa famille)*

Les nombreuses remarques recueillies à ce sujet présentent une ambivalence : d'une part il est reproché aux dirigeants de faire des promesses qu'ils savent ne pas pouvoir tenir, et par conséquent de ne pas respecter leur programme[252] ; d'autre part, les allocataires manifestent une certaine compréhension à l'égard de candidats 'obligés' de mentir, ce qui adoucit les reproches émis contre eux. Plusieurs allocataires soulignent d'ailleurs que, si les hommes politiques exagèrent pendant les campagnes électorales, ils ne sont pas nécessairement de mauvaise foi et peuvent, une fois au pouvoir, essayer de réaliser leur programme, sans y parvenir. Tous les allocataires constatent un certain hiatus entre les promesses électorales et les actions politiques, mais l'ampleur de ce hiatus et l'interprétation qui en est donnée varient selon le rapport au politique. Dans le cadre de l'*apathie*, l'écart entre les promesses et les actes est perçu comme très important, mais il est excusé par les contraintes auxquelles les hommes politiques doivent faire face : séduire l'électorat et respecter le budget de l'État.

Pour conclure, l'extrait d'entretien qui suit exprime, en un raccourci saisissant, comment s'articulent les différentes dimensions de l'*apathie* politique :

> *« - Je connais des hommes politiques…de nom. Ou à la télévision.*
> - Qui ?
> - *Mariano Rajoy. J'aimais bien Felipe González quand il a commencé la politique. Maintenant, il n'est plus là. Je n'ai jamais voté pour eux, hein, je les connais de nom, c'est tout. Ce n'est pas comme si je préférais celui-ci à celui-là.*
> - Quel souvenir vous a laissé le gouvernement de González ?
> - *J'en ai plutôt un mauvais souvenir. Parce qu'il y avait beaucoup de tapage. Il y a beaucoup de gens qui se sont comportés très mal. Ils voulaient cacher tout ça, que cela ne soit pas rendu public.*
> - Cela vous a déçu ?
> - *Non. J'étais déjà comme ça avant. »*
> *(Espagne - n°4 : H, 44 ans, célibataire, scolarisé jusqu'à 14 ans, expérience professionnelle dans tous les métiers du BTP, SDF, habite dans une pension)*

On retrouve dans cet échange la manifestation d'un intérêt particulièrement faible pour la politique qui se traduit par une distanciation et une absence d'investissement affectif. La tiédeur des critiques formulées manifeste bien le refus de l'interlocuteur de s'impliquer à

[252] Une expression, syntaxiquement erronée, mais très parlante, est fréquemment utilisée : « ne pas tenir sa parole ». Elle résulte apparemment d'un amalgame entre les expressions « tenir parole » et« tenir ses promesses ». Le fait que cette création langagière – qui surajoute un pronom possessif à une expression afin de renforcer la personnalisation – soit utilisée par plusieurs individus ne se connaissant pas nous interpelle. Elle traduit l'importance accordée dans les milieux populaires à la parole donnée, à la promesse verbale, bien plus qu'aux promesses écrites.

travers ses propos, refus qu'il souligne d'ailleurs en mentionnant qu'il est abstentionniste et qu'il n'éprouve aucune préférence partisane.

II. Les variations nationales de l'apathie

La première section de ce chapitre a exposé les quatre principales caractéristiques de l'*apathie*, qui se retrouvent presque inchangées dans les trois pays étudiés. La prépondérance des difficultés matérielles d'existence dans les préoccupations des individus proches de ce type de rapport au politique, est déterminante sur les représentations sociales et politiques des individus. Dans les trois cas, les situations économiques des personnes interrogées sont comparables en termes de soucis financiers et de recherche difficile d'un travail ; leur expérience vécue est marquée par la précarité et la prégnance des besoins les plus élémentaires sur le quotidien. Il en découle toujours une *apathie* politique qui se manifeste à travers un profond désintérêt, une grande méconnaissance des faits politiques, une abstention fréquente et un relativisme moral. Toutefois, certaines particularités nationales méritent d'être soulignées car elles constituent un contexte expliquant pour partie les comportements politiques. Aussi, nous allons brièvement récapituler comment l'*apathie* politique des plus défavorisés se manifeste dans chaque pays.

II.1 L'exemplarité de l'apathie politique en Espagne

Les Espagnols en situation défavorisée semblent beaucoup plus nombreux que les Français et les Britanniques à manifester un rapport au politique se rapprochant de l'*apathie* et leur *apathie* semble en outre plus intense que dans les deux autres cas étudiés. Malgré le petit nombre de personnes interrogées, l'ensemble de nos observations de terrain nous permet de suggérer que l'*apathie* est un comportement extrêmement dominant parmi la population la plus précaire.

Cette population, si l'on met de côté la situation particulière des gitans, ne présente pas de différence structurelle avec les populations proches de l'*apathie* en France et en Angleterre : on retrouve la même hétérogénéité en termes d'âge, de sexe, de situation familiale, d'origine ethnique, de parcours professionnel, d'intégration sociale, ainsi que la

durée plus courte de la scolarisation par rapport à l'ensemble de la population. Comment expliquer le caractère plus affirmé de l'*apathie* en Espagne ?

La cause première de l'*apathie* en Espagne réside, de l'aveu même des personnes les plus défavorisées, dans leur sentiment d'incompétence. Ce sentiment ne résulte pas simplement du faible niveau d'études des personnes proches de l'*apathie*. Dans d'autres types de rapport au politique, des personnes sorties précocement du système scolaire estiment comprendre l'essentiel du fonctionnement politique de leur pays et possèdent effectivement une meilleure connaissance du personnel politique, des partis, de l'actualité. En outre, l'enquête qualitative a montré que des individus politiquement peu cultivés, mal informés, pouvaient néanmoins être convaincus de leur propre compétence. C'est pourquoi il convient de récuser tout lien direct entre le niveau d'études atteint par une personne et son sentiment d'être politiquement compétent ou incompétent.

a) Absence de pressions normatives et sentiment d'incompétence

Le sentiment d'incompétence des Espagnols résulte pour partie d'une incompétence politique réelle, ancrée notamment dans des capacités de conceptualisation peu développées. Le fait qu'ils admettent ouvertement cette incompétence, la revendiquent pour expliquer leur gêne face à une question témoigne de bien autre chose : l'intérêt pour la politique n'est pas valorisé dans la culture espagnole. Comme le suggère Pierre Bréchon[253], le catholicisme dominant en Espagne, et s'accompagnant en outre d'une religiosité persistante en regard de la sécularisation opérée en France, a pu contribuer à façonner une culture nationale plus hiérarchique, ce qui n'aurait pas favorisé la valorisation du politique (contrairement au protestantisme qui aurait familiarisé les croyants/citoyens à la lecture mais aussi à des formes de démocratie locale *via* la gestion des associations religieuses). La prégnance pérenne du catholicisme dans la société espagnole explique partiellement le peu de cas qui est fait de la politique, de sorte qu'il n'existe pas d'obligation sociale de 'sauver la face' en la matière, par exemple en feignant un intérêt inexistant ou en entretenant la conversation sur un sujet perçu comme totalement étranger. Au-delà, on constate, à la différence des terrains français et

[253] BRÉCHON, Pierre, « Les valeurs politiques en Europe : effet du contexte national et des attitudes religieuses », *Archives de sciences sociales des religions*, janvier-mars 1996, n°93, p.99-128.

anglais, une absence de 'plaisir' à parler politique : aucun thème politique ne semble pouvoir animer les Espagnols proches de l'*apathie* politique.

En Espagne, les perceptions politiques des personnes en situation défavorisée proches de l'*apathie* sont presque inexistantes ; leurs représentations sociales sont à peine plus développées et s'ancrent dans le singulier, le local, à l'échelle de la famille ou du quartier. Ces appartenances, pourtant solides comme en témoigne le sentiment des individus d'être « des gens comme les autres », ne donnent lieu à aucune traduction politique. La prise en compte des principes de totalité et de dénonciation est réduite à la portion congrue. Le lien social se manifeste dans la proximité, au quotidien, tandis que le lien de citoyenneté reste extrêmement diffus, faute d'un sentiment d'appartenance à une collectivité plus transcendante.

Le lien entre incompétence objective et sentiment d'incompétence, on l'a déjà souligné, est loin d'être mécanique. Le sentiment d'incompétence spontanément reconnu en Espagne résulte du faible niveau d'études des personnes interrogées et de leur incompétence objectivement observée. Il témoigne également de l'absence de pression normative à s'intéresser à la politique ; l'incompréhension en ce domaine n'est pas envisagée par les répondants comme potentiellement stigmatisante, elle est naturelle et explique leurs comportements, à la différence de la France et de l'Angleterre, où le désintérêt pour la politique, l'incompétence objective des bénéficiaires du R.M.I. et de l'*income support*, n'empêchent pas les individus, après quelques précautions oratoires en début d'entretien, de rapporter des faits et d'exprimer des avis. Dans ces deux pays, il semble clairement exister une pression normative à « avoir une opinion », et de plus, à l'exprimer.

La caractéristique qui me semble la plus emblématique de l'*apathie* politique des Espagnols en situation défavorisée est qu'ils se montrent bien plus « satisfaits » que leurs équivalents français et britanniques, comme l'avaient déjà souligné les résultats statistiques. Leur satisfaction s'adresse tant au fonctionnement de la démocratie dans leur pays qu'à leur situation personnelle ou encore aux aides dont ils bénéficient. Cette satisfaction générale explique pour partie leur comportement apathique dans la mesure où ils s'estiment justement traités par leurs gouvernements, tant national que foral, où nulle revendication ne les pousse à participer aux élections.

b) Le sentiment de se sentir « comme tout le monde »

On remarque tout particulièrement que les personnes rencontrées se montrent particulièrement *« reconnaissantes »*, terme qui revient constamment, à l'égard du parlement foral, pour l'aide financière et l'assistance dont ils bénéficient, à savoir la *renta básica*. Ils sont notamment conscients que ce revenu minimum, quoique conditionnel et limité dans la durée, n'existe pas dans toutes les régions d'Espagne. Le point de vue est le même quelle que soit la situation personnelle des personnes interrogées.

> *« - Je suis dépendant de la députation, du gouvernement de Navarre. Mais c'est juste pour 6 mois et après, je ne toucherai plus la* renta básica*. […] Je trouve ça bien, en attendant de trouver du travail. […]*
> - Vous avez le sentiment d'appartenir à une catégorie ?
> *- Non, je crois que je suis quelqu'un de normal. Quand on sait que tu perçois de l'aide du gouvernement, il y a des gens qui te regardent un peu comme ça. Mais à moi, non. Pour moi, rien n'a changé, j'ai la même vie aujourd'hui que celle que j'avais avant de toucher la* renta básica*. »*
> *(Espagne - n°4 : H, 44 ans, célibataire, scolarisé jusqu'à 14 ans, expérience professionnelle dans tous les métiers du BTP, SDF, habite dans une pension)*

> *« - Je me suis retrouvée dans une situation… [après la séparation d'avec son mari, six mois auparavant] Femme au foyer avec deux enfants… Donc je me suis présentée à l'aide sociale du quartier, et ils m'ont dit que cette* renta básica *existe […] Et c'est vrai que pour l'instant, pour couvrir les dépenses de l'appartement, le loyer chaque mois, c'est merveilleux.*
> - Vous avez le sentiment d'appartenir à une catégorie ?
> *- En ce moment oui. […] Je suppose qu'on pourrait dire que oui, parce que je ne suis pas intégrée dans le monde du travail. Donc tu te sens un peu…mais non. Si je n'avais pas la* renta básica*, je ne sais pas ce qui se passerait. Je leur suis vraiment reconnaissante »*
> *(Espagne - n°1 : F, 33 ans, en cours de divorce, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 16 ans, très entourée)*

La situation de dépendance financière est acceptée sans plus d'introspection. Ce rapport apaisé à l'État-providence s'explique essentiellement par le sentiment de bonne intégration sociale des bénéficiaires. Tout en ayant conscience de leur situation sociale *« basse »*, ils ne se sentent aucunement stigmatisés par leurs concitoyens.

> *«* - Vous avez le sentiment d'appartenir à une catégorie particulière ?
> *- Jamais. Je m'entends bien avec tout le monde, il n'y a pas de problème. J'ai été, d'après ce qu'on dit, très compétent dans mon travail et j'ai pas mal de relations et d'amis. Non, je suis comme tout le monde. »*
> *(Espagne - n°8 : H, 51 ans, divorcé, 2 enfants, scolarisé jusqu'à 14 ans, expérience professionnelle instable, très isolé)*

> *« Je suis une personne normale, comme n'importe qui. »*
> *(Espagne - n°26 : H, 32 ans, vit en concubinage, 4 enfants, scolarisé jusqu'à 13 ans, gitan)*

Si les gitans se sentent à l'écart de la société, cela n'est pas lié au fait de percevoir des aides de l'État, comme le montre la dernière citation, mais à la marginalisation économique et sociale, voulue et subie, de leur communauté. La dépendance financière est vécue par l'ensemble des bénéficiaires sans culpabilité, elle n'est d'ailleurs guère ressentie comme une

dépendance, mais plutôt comme un recours heureux pour faire face à une situation économique précaire.

Les représentations sociales restreintes des allocataires de la *renta básica* sont particulièrement perceptibles à travers leurs représentations de la pauvreté. Ils se montrent globalement satisfaits de leur situation sociale et, lorsque le thème de la pauvreté est abordé, pensent aux plus pauvres qu'eux, comme le montre le témoignage suivant :

> *« Parce qu'il n'y a pas suffisamment pour répartir entre tous. Cela me semble très injuste, c'est sûr. Parfois je vois un pauvre malheureux dans la rue, en train de mendier… et à moi le gouvernement me donne 70.000 ptas. Quand je vois quelqu'un mendier dans la rue, cela me fait beaucoup de peine. Je crois qu'ils n'ont pas assez pour tout le monde. S'ils réduisaient les dépenses ici et là, qu'elles soient moins importantes pour mettre de côté pour ce type de personnes, ce serait mieux. »*
> *(Espagne - n°1 : F, 33 ans, en cours de divorce, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 16 ans, très entourée)*

Pour cette bénéficiaire du revenu minimum, être pauvre c'est ne pas avoir de logement et être réduit à mendier dans la rue. De son point de vue, elle se débrouille bien avec la *renta básica* et les allocations familiales pour se loger et pourvoir aux besoins de ses enfants. En cela, elle est tout à fait représentative des bénéficiaires proches de l'*apathie*. Son allusion – qu'elle ne reformule ni ne reprécise dans l'entretien – aux inégalités sociales est en revanche plus anachronique. Plus que les inégalités de richesse, il semble qu'elle fasse davantage allusion au mauvais emploi des impôts par les instances politiques.

Pour les personnes proches de l'*apathie* politique, la pauvreté n'est pas un phénomène dont il conviendrait de rechercher les causes, mais un état dont il faut s'accommoder. Leurs réponses, très vagues, laissent deviner que leurs parents vivaient sensiblement dans la même situation de précarité économique qu'eux-mêmes, en outre privés du 'confort moderne'. Le 'miracle économique espagnol', la hausse rapide du niveau de vie, est profondément ressentie par les bénéficiaires de la *renta básica* qui estiment que leur situation matérielle est bien meilleure que celle de leurs parents. Pour améliorer leur situation matérielle, leur principal souhait n'est pas une augmentation des aides de l'État, jugées suffisantes, mais de trouver un travail.

> *« Il n'y a pas de travail, il n'y a pas ce genre de chose. Pour la majorité des gens, il n'y a pas de travail. En plus, quand on est gitan, il y a beaucoup de portes qui se ferment. »*
> *(Espagne - n°10 : F, 43 ans, mariée, 8 enfants dont 6 à charge, illettrée, gitane)*

Cette femme estime que les inégalités ont diminué en Espagne, même si la communauté gitane continue d'être stigmatisée. Selon elle, comme pour nombre d'autres bénéficiaires du revenu minimum, le principal problème réside dans la difficulté à trouver du travail. On parle ici de travail, car presque tous sont prêts à accepter des jobs temporaires,

voire acceptent quelques heures de travail au noir pour améliorer leur quotidien ; ils ne s'attendent guère à obtenir un emploi à temps complet et à durée indéterminée. Or il leur semble que ce type de travail, ne nécessitant ni engagement sur le long terme, ni qualification, se fait de plus en plus rare. D'où une certaine amertume concernant leur situation, puisqu'à défaut de travail, ils n'ont d'autre choix que de demander des aides de l'État.

L'expérience vécue par les bénéficiaires de la *renta básica* est difficile à cerner du fait du silence qui répond aux questions sur ce sujet. Les remarques optimistes, manifestant leur sentiment d'insertion sociale, doivent être contrebalancées par des perceptions plus ambiguës de leur situation : ils semblent à la fois conscients de l'amélioration de leur niveau de vie, en comparaison de celui de leurs parents, mais aussi de la perte de statut que constitue le fait de ne pouvoir gagner sa vie par son travail et d'être réduit à demander une aide de l'État.

Si la *renta básica* est accueillie avec reconnaissance, elle n'est en aucun cas considérée comme un dû. Les bénéficiaires s'appuient sur leur entourage, leur famille, leurs voisins et leurs amis, pour de nombreux services relevant de l'entraide communautaire et familiale. Leur réseau relationnel n'est pas très étendu mais tient une fonction de réassurance fondamentale concernant leur *image pour soi* et leur *image pour autrui*. Psychologiquement, ils ne se sentent pas seuls, ni diminués aux yeux des autres. Les bénéficiaires se montrent volontiers volubiles sur l'affection qu'ils portent à leurs proches, familles, voisins et amis, sur les petites dissensions qui peuvent rompre l'harmonie, sur le soutien moral et parfois matériel au sein de ce cercle étroit. Le reste de la société, ou de la ville, est quasi-inexistant.

c) Des appartenances de proximité : la famille et la Navarre

Dans les discours et les représentations des bénéficiaires du revenu minimum proches de l'*apathie*, seuls leurs proches semblent exister. La société plus largement n'apparaît ni à travers le regard des autres, ni à travers une opposition entre les catégories les plus pauvres et les plus favorisées. Alors que, d'après les analyses quantitatives, 72% des personnes au revenu compris dans le premier fractile s'affirment « très fiers d'être Espagnols », l'enquête qualitative ne permet pas de percevoir cet attachement à la nation. On observe même une certaine distance, peut-être liée à la prégnance de la question basque en Navarre. Les liens communautaires des bénéficiaires de la *renta básica* n'existent que dans un cadre restreint ; ils ne manifestent ni sentiment d'appartenance à la nation, ni d'attachement spécifique à

l'identité basque. La notion de citoyenneté n'évoque rien pour eux. Sollicités sur ce point, ils répondent en se fiant à l'étymologie qu'un citoyen est *« un habitant d'une ville »*.

Les personnes rencontrées ne semblent guère éprouver de sentiment d'appartenance à une communauté nationale, ou régionale, qui les transcenderait. L'Espagne leur apparaît comme leur pays, du moins leur nationalité, mais sans autre commentaire. On notera en particulier l'absence de référence au passé dans les discours, au passé douloureux de la guerre civile et du franquisme comme au passé glorieux de l'Espagne du siècle d'or. La famille royale est relativement appréciée – bien que quelques bénéficiaires les trouvent *« inutiles »* et *« onéreux »* – mais ne suscite aucunement l'engouement constaté en Angleterre ; elle ne semble pas donner lieu à une identification nationale. L'identité basque n'est pas davantage affirmée par des allocataires qui ne parlent pas la langue basque, ne manifestent pas d'intérêt particulier pour la culture basque, et condamnent – dans des termes manifestant un fort sentiment d'impuissance – les attentats de l'E.T.A. qui créent une insécurité permanente.

> *« Oui, les attentats de l'E.T.A., mais que ce soit l'année dernière ou celle d'avant, ou celle d'avant… Il y en a certains qui te marquent davantage mais… S'il pouvait y avoir la paix ici. C'est une guerre sans fin. Il faut les mettre en prison d'une autre façon. Je ne sais pas. Ou qu'ils se réunissent tous, pour rechercher la paix. Qu'on puisse vivre plus tranquillement. »*
> *(Espagne - n°28 : H, 29 ans, vit en concubinage, 1 enfant, scolarisé jusqu'à 14 ans, très entouré par sa famille, SDF, habitent dans une camionnette)*

> *« Je ne les trouve pas logiques. Parce que s'ils veulent apprendre l'*euskera *[la langue basque], ils n'ont qu'à l'apprendre. Parce que l'*euskera *a toujours été parlé. […] Ce n'est pas interdit. Ce qui s'est passé, c'est que les jeunes n'avaient pas envie d'apprendre. »*
> *(Espagne - n°1 : F, 33 ans, en cours de divorce, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 16 ans, très entourée)*

> *« Je trouve que c'est une honte, c'est le genre de choses que personne ne devrait jamais faire. Je me rappelle, le dernier jour de la San Firmin, j'étais à Punta la Reina, et j'ai entendu qu'il y avait eu un accident, un attentat, à Leitza. Contre un conseiller [municipal]. Et ce n'est pas normal, parce que quand c'est la fête, c'est la fête, et voilà. Et ensuite, il y en a eu un autre, contre quelqu'un de la* Ertzaintza *[police régionale basque]. Ces histoire d'attentats, ça ne me plaît pas du tout, non. On ne peut pas faire ça. Il faut que la* guardia civil *ou la police fasse quelque chose pour résoudre cette question. Parce que ces gens-là, ils sont dans la rue, et ils peuvent tuer n'importe qui. »*
> *(Espagne - n°4 : H, 44 ans, célibataire, scolarisé jusqu'à 14 ans, expérience professionnelle dans tous les métiers du BTP, SDF, habite dans une pension)*

Par défaut, poussés dans leurs retranchements par l'enquêteur, les bénéficiaires de la *renta básica* consentent à se dire Navarrais, mais cela traduit essentiellement leur absence d'appartenance à la nation espagnole comme au peuple basque. Le seul véritable sentiment d'appartenance qui se détache est celui des gitans, qui ont le sentiment – fondé – de former une communauté à part.

> *« On vit entre nous vous savez. Ça se passe bien, il n'y a pas de problème avec les* payos *autour. On ne demande rien à personne. »*
> *(Espagne - n°26 : H, 32 ans, vit en concubinage, 4 enfants, scolarisé jusqu'à 13 ans, gitan)*

Les autres bénéficiaires proches de l'*apathie*, qu'ils soient originaires de Navarre ou d'autres régions d'Espagne (l'un est né en Castille, un autre est galicien, un dernier de Biscaye) n'appartiennent qu'à l'étroite communauté de leurs proches et ne manifestent aucune appartenance à une communauté imaginée.

Les bénéficiaires de la *renta básica* sont les plus proches de l'idéal-type de l'*apathie* politique. Leur rapport politique ne correspond toutefois pas à une plus grande exclusion au sein de la société espagnole, au contraire, ils se sentent bien intégrés dans leur communauté et souffrent moins de stigmatisation que les allocataires du revenu minimum en France et en Angleterre. Ils n'ont pas de ressentiment à l'encontre de la société ou du champ politique et perçoivent l'amélioration de leurs conditions matérielles d'existence et l'élargissement du champ des possibles pour eux et leurs enfants. En outre, percevoir un revenu minimum est vécu comme une avancée sociale bienfaisante pour laquelle ils sont reconnaissants et qui n'est pas vécue comme un enfermement dans une situation de précarité, peut-être en raison du caractère encore récent de cette aide. Le sentiment de sécurité qu'ils expriment et l'absence d'un sentiment d'injustice sociale se conjuguent pour les convaincre de l'inutilité de s'investir dans le champ politique puisque celui-ci les satisfait en l'état. L'*apathie* politique en Espagne n'est donc pas la résultante d'une fracture socio-politique, elle traduit le fait que la société espagnole dans son ensemble est peu politisée en comparaison de la France et de l'Angleterre. Les injonctions normatives à s'intéresser à la politique sont particulièrement faibles. Il apparaît clairement, à l'issue de l'enquête effectuée à Pampelune, que les personnes en situation défavorisée adoptent majoritairement un rapport au politique proche de l'*apathie* en adéquation avec la culture politique espagnole.

II.2 Stigmatisation accrue et anomie en France

Afin de souligner la spécificité des représentations sociales des allocataires du revenu minimum en France, nous allons d'abord examiner comment ils se perçoivent au sein de la société.

a) Statut dévalorisé et sentiment d'être stigmatisé

Le premier constat est qu'ils se sentent unanimement singularisés par le fait de percevoir le R.M.I., vécu comme une aide matérielle précieuse, mais aussi compris comme une aumône versée par l'État.

> *« Le R.M.I., c'est l'argent de l'État, donc du peuple. […] Quand les gens le savent… C'est quand même leurs impôts qu'ils nous filent. »*
> *(France - n°8 : H, 29 ans, célibataire, BEP, vit chez ses parents)*

Les allocataires du revenu minimum proches de l'*apathie* politique n'ont pas le sentiment que cette aide est justifiée par une quelconque justice sociale ; surtout, ils ont le sentiment que leurs concitoyens, même s'ils ne le disent pas ouvertement, nient la légitimité de cette aide.

> *« Moi je me sens surtout rejeté de la société en étant RMIste. Rejeté de la société, non, parce que j'ai une aide de l'État, qui m'aide très bien. Mais sinon, je me sens presque exclu. Quand on dit R.M.I., on dit exclu presque. Le regard des autres… Pour eux, on est illettrés, tout ce qu'on peut être comme rebut quoi. […] Bon, on sait qu'on est soutenu quand même, qu'on descendra pas plus bas, quand même. »*
> *(France - n°18 : H, 30 ans, célibataire, niveau CAP, placé par la DDAS pendant son enfance, contacts réguliers avec sa famille)*

> *« Quand on travaille pas, on sent que quelque part, on fait pas partie de la société. »*
> *(France - n°14 : F, 29 ans, divorcée, niveau Bac, née au Maroc et élevée en France, naturalisée depuis peu)*

> *«* - Comment vivez-vous votre situation ?
> *- Ben pas très bien hein. Parce que quand on est au R.M.I., c'est pas une honte, mais quelque part, c'est gênant. »*
> *(France - n°21 : F, 50 ans, veuve, 2 enfants, certificat d'études, très entourée)*

Ces personnes font l'expérience du *stigmate*, tel qu'Erving Goffman[254] a pu la décrire. Au-delà de ce ressenti douloureux et culpabilisant, ils ne dissimulent pas leur dépendance, avouant souvent que seul le R.M.I. leur permet de subsister. Des détails personnels stigmatisants sont également volontiers révélés face à l'enquêteur : s'être vu retirer ses enfants par décision du tribunal, être alcoolique, avoir fait de la prison. Dans les mêmes circonstances, des allocataires du R.M.I. relevant d'autres types de rapport au politique tenteront de dissimuler des informations similaires, ou d'en restreindre la portée. Ici, les allocataires subissent le stigmate. Ils sont conscients d'être financièrement dépendants et que l'aide qu'ils reçoivent résulte d'un principe de solidarité collective. Mais cette solidarité est vécue comme uniquement financière. Dans leur quotidien, hormis l'appui des conseillères du

[254] GOFFMAN, Erving, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, *op.cit.*

Centre Communal d'Action Sociale[255], ils n'ont pas le sentiment que « les gens » ou « la société » se montrent solidaires, mais plutôt qu'ils portent sur eux un regard accusateur.

b) Détournement du stigmate et valorisation de son « image pour autrui »

Cette absence de solidarité collective se manifeste également parmi les allocataires interrogés proches de l'*apathie*. En effet, par un procédé rhétorique conscient ou non, ils justifient le soupçon d'abus tout en le reportant sur d'autres personnes de leur environnement. Dans l'extrait d'entretien qui suit, deux femmes discutent des causes de la pauvreté : la plus longuement citée affirme que beaucoup de gens au R.M.I. ou percevant d'autres types d'aides, en particulier les allocations familiales, sont paresseux et ne veulent pas travailler. Son accusation ne vise pas une catégorie en particulier et a une connotation désabusée de constat sociétal. Une jeune femme qui assiste à l'entretien l'interrompt à plusieurs reprises, insistant au contraire sur la responsabilité des immigrés, qu'elle estime à la fois trop nombreux, paresseux, et faisant baisser le prix de la main d'œuvre au point que les Français ne trouvent plus de travail à un salaire décent : *« Pour un Français, t'as dix Arabes »* affirme-t-elle.

> *« - Et tu sais… Tu as parlé des RMIstes, des chômeurs, mais moi je vois, rien que dans mon immeuble, il y en a beaucoup qui cherchent pas de travail aussi. Alors la politique c'est pas sa faute là aussi… Toi tu dors chez toi peinard et on te paie comme ça… Non, y'en a trop. Faut parler franchement. […] Même s'il y avait plus de boulot, je connais des gens qui se réveillent pas le matin pour aller chercher du travail. L'État nous paye comme ça, pour rien ! Y'en a qui aiment ça, il faut dire la vérité, Y'en a qui font même beaucoup d'enfants pour les allocations.*
> *(France - n°5 : F, 35 ans, célibataire, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 16 ans, Martiniquaise en métropole depuis 10 ans)*
>
> - Je te dis, il y aurait moins d'immigrés en France…
> *(France – n°4 : F, 28 ans, célibataire vivant en concubinage, niveau BEP)*
> *- Je te dis que même s'il y avait moins d'étrangers – et il y en a beaucoup ! – y'en a qui se lèvent pas le matin pour aller chercher du travail ! Je dis la vérité ! Chez moi aux Antilles, y'en a qui se lèvent pas pour aller chercher du travail ! Tout ce qu'ils disent c'est 'On a le R.M.I., on a ci, on a ça'. Eh ben les gens vivent bien ! 'L'État nous donne, on profite, hein.' Y'en a qui disent ça. […] Viens à côté de chez moi, tu verras toutes les… femmes qui peuvent travailler. Ils ont des C.E.S., mais la plupart des femmes veulent plus faire des C.E.S., les gens veulent plus travailler. C.E.S. c'est rien pour eux, ils te disent '4 heures [par jour], 2900 francs, moi je préfère rester'. Ben restez chez vous. »*
> *(France - n°5 : F, 35 ans, célibataire, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 16 ans, Martiniquaise en métropole depuis 10 ans)*

[255] Environ deux tiers des entretiens effectués en France se sont déroulés au sein même du C.C.A.S. de Chartres, à la suite d'une brève présentation par les conseillères en question. Cette proximité et le contexte de l'entretien peuvent pour partie expliquer que ces personnes soient souvent mentionnées comme un soutien réel. Les discours manifestent également une reconnaissance de la part des allocataires du R.M.I. interrogés à l'égard des conseillères du C.C.A.S., perçues non seulement comme des personnels administratifs susceptibles de leur accorder ou non certaines aides, mais comme des interlocuteurs à qui il est possible d'exposer des problèmes personnels. Cette personnalisation de la relation est à leurs yeux fondamentale afin précisément de ne pas être réduit à une catégorie administrative.

Cette conversation est intéressante à plusieurs égards. Tout d'abord, l'une d'elle, l'aînée, refuse en dépit d'incitations externes de stigmatiser les immigrés. Il lui serait facile d'acquiescer – personne dans l'environnement immédiat ne s'en offusquerait – mais elle s'en tient à son opinion : la perte des valeurs dans l'ensemble de la société. Elle insiste particulièrement sur la valeur Travail, qui loin d'être considérée comme partagée par les personnes dans sa situation, est jugée en perdition : *« Les gens veulent plus travailler »* assène-t-elle. Autre valeur qu'elle estime en perdition lors de l'entretien : l'éducation des enfants. En fait, elle déploie dans son argumentation une véritable stratégie de distinction. Rejeter l'accusation de paresse sur d'autres personnes lui permet *a contrario* de souligner qu'elle a accepté un C.E.S., se lève le matin, travaille même si ce n'est pas *« pour l'argent »* et que son souci majeur est l'éducation de ses deux fils. Elle insiste sur ses efforts pour bien les élever, qu'ils *« marchent à l'école »*, ne manquent de rien et critique vivement les femmes qui font des enfants et les *« laissent traîner »*.

La plus jeune interviewée, quant à elle, s'en tient à un discours plus conventionnel sur la responsabilité des immigrés, discours qu'elle tient en entretien comme au dehors. Réduire ses propos à un exemple de 'racisme ordinaire' me semblerait une façon de dénigrer son témoignage, alors que celui-ci s'appuie sur ses multiples constatations personnelles. Surtout, ce serait ignorer que son expérience et ses perceptions sont fondamentalement déterminées par le manque, le sentiment de n'avoir rien à soi et qu'aucun avantage supplémentaire ne peut être tiré de sa nationalité française. Dans ses représentations sociales, les *« immigrés »*, que Simmel nommerait les « étrangers », ne sont pas à leur place dans la mesure où ils peuvent prétendre avoir autant qu'elle – et même davantage puisque selon elle *« ils ont plus d'enfants »*, donc perçoivent davantage de prestations familiales.

Les personnes en situation défavorisée proches de l'*apathie* ont fréquemment recours à de semblables stratégies de distinction qui visent tantôt les *« immigrés »* – terme employé de façon très imprécise pour désigner aussi bien des familles réellement étrangères récemment immigrées, que des familles françaises dont l'origine étrangère est visible car ethnique – tantôt les *« profiteurs »* qui abusent du système. Sur ce point le système d'aide sociale est souvent critiqué pour son iniquité, les allocataires témoignant de leur sentiment que l'assistance sociale n'est pas insensible à la couleur ou à l'origine ethnique des individus qu'elle accueille et se montre moins généreuse envers les *« Français »* (sous-entendu 'blancs') :

« - Selon vous, pourquoi y a-t-il autant de pauvreté en France ?
- Ça c'est peut-être aussi qu'ils le veulent. Parce qu'avec toutes les aides qu'il y a ici. Si ils se débrouillent bien, il suffit de demander. Si la personne bouge pas, c'est sûr que… Bon, il y a des gens qui vont peut-être se faire refuser… Faut voir, il y a eu des cas, par exemple un Français qui arrive au C.C.A.S., il va dire 'voilà, je suis à la rue, j'ai rien à manger', c'est tout juste si on va lui donner. Par contre s'il y a une Arabe qui va arriver avec deux enfants, on va lui donner. Alors que le Français, il en a autant besoin… Moi je trouve ça un peu dégueulasse parce qu'il y a un peu de racisme dans ces cas-là. Alors que cette personne-là avec deux enfants, si ça se trouve elle a besoin de rien, elle est peut-être plus riche que nous. Il y a des choses comme ça que j'ai vues, c'est aberrant. Et c'est là-dessus qu'il faudrait changer aussi, parce que c'est sûr qu'ils en ont autant besoin que nous, je dis pas, cette dame elle en avait peut-être besoin, mais la personne d'à côté, la Française, elle est retournée avec presque rien. Alors que l'autre, on lui a donné tout de suite plein de choses. Pourquoi faire la différence ? Mais c'est vrai qu'il y en a qu'on essaye de sortir, on leur propose pas mal de choses, et ils en veulent pas. »
(France - n °2 : F, 29 ans, célibataire, CAP, élevée en familles d'accueil)

Le sujet très vaste de la pauvreté et du rôle de l'assistance est ici traité par le biais d'un cas particulier. Les personnes ayant un niveau d'études peu élevé ont en effet beaucoup de difficultés à conceptualiser des problèmes politiques ou sociaux à une échelle nationale, ce qui est encore une fois symptomatique d'une absence de prise en compte du principe de totalité. Le recours à l'exemple, et surtout à l'expérience personnelle, est un trait caractéristique du discours. L'allocataire interrogée considère que les individus ont une responsabilité personnelle dans leur pauvreté, dénonçant en particulier leur manque de débrouillardise. Elle, au contraire, ne se perçoit pas comme pauvre et explique longuement comment elle gère les 420 euros qu'elle perçoit mensuellement. Bien intégrée au sein de l'atelier 'Mosaïque' et de son quartier, donc dans un contexte où les gens partagent les mêmes conditions d'existence, elle valorise son mode de vie articulé autour de l'économie et du système D. Ses représentations sociales sont limitées au face-à-face entre ceux qui sont dans le besoin et le système, hors de toute conception plus large de l'activité économique, des inégalités de situation…

Dans les entretiens proches de l'*apathie*, la stigmatisation de ceux qui abusent du système, en particulier les *« immigrés »* ou les *« Arabes »*, revient régulièrement. Ce procédé permet aux allocataires de déployer une stratégie de distinction, qui implique dans un premier temps de confirmer le soupçon de paresse qui pèse sur les allocataires du R.M.I., pour dans un second temps souligner les efforts personnels qui sont déployés par la personne interrogée. Pour qu'il y ait « distinction » au sens de Bourdieu, il faut pouvoir tracer une ligne invisible mais fondée sur des faits observables entre soi et un groupe jugé 'inférieur'. Le Revenu Minimum d'Insertion constitue en France l'ultime 'filet de sécurité'; dès lors, comment les allocataires du R.M.I. peuvent-ils se distinguer ?

La ligne de séparation que les allocataires du revenu minimum construisent mentalement passe parmi leurs semblables, distinguant les allocataires méritants des autres,

paresseux ou immigrés. Serge Paugam, analysant les rapports sociaux à la Cité du Point-du-Jour à Saint-Brieuc, repérait parmi les personnes fréquentant les services d'action sociale trois stratégies de distinction sociale : l'évitement, la reconstitution des différences, le détournement du discrédit[256]. Le comportement observé parmi les allocataires du R.M.I. proches de l'*apathie* politique correspond parfaitement à ce qu'il décrit comme un détournement du discrédit : « la catégorisation des 'indésirables' de la Cité est un moyen utilisé par la plupart des ménages assistés pour donner d'eux-mêmes une image plus favorable et avoir le sentiment d'appartenir à un groupe respectable qui n'a pas pour autant d'existence réelle. »[257] Ses observations quant au report du stigmate sur les 'étrangers' coïncident avec les miennes : « le détournement du discrédit vers l'étranger est un procédé qui permet tout à la fois de relativiser l'infériorité sociale – par leur différence ethnique, les étrangers sont encore plus bas dans la hiérarchie – et de conjurer, de façon adroite, les reproches de défaillance sociale. Il est clair cependant que le détournement de l'accusation ne suffit pas à lui seul à restaurer la dignité d'une personne désavouée par son entourage mais, lorsqu'il est intégré dans une démonstration argumentée dégageant des circonstances atténuantes et apportant des preuves de loyauté et de dignité, ce procédé peut avoir pour effet d'amoindrir le discrédit. »[258]

L'argumentation s'articule donc autour de la mise en évidence de la valeur personnelle d'un individu, au détriment des notions de solidarité collective, d'appartenance de classe, de valeurs partagées. On n'observe pas d'argumentation semblable dans le cas des autres rapports au politique. Dans le cas du *mécontentement*, les individus recherchent moins un bouc émissaire parmi leurs pairs, qu'un responsable en dehors, plus particulièrement parmi les catégories supérieures et les dirigeants politiques. Dans les cas de la *perplexité* et de la *loyauté*, la prise en compte du principe de totalité autorise les allocataires à se dire que *« les autres »* partagent au fond la même situation et ne sont pas nécessairement moins méritants.

c) L'absence d'identification à un collectif

L'absence d'appartenance collective, qui pourrait servir de base à l'affirmation d'une solidarité, si ce n'est matérielle du moins par le partage des conditions d'existence d'une

[256] PAUGAM, Serge, *La disqualification sociale*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Quadrige, pp.193-205.

[257] *Ibid.*, p.202.

[258] *Ibid.*, p.202.

« communauté imaginée », se manifeste dans les discours des allocataires proches de l'*apathie* par l'inexistence du « nous ». Conséquence indirecte de l'inexistence du collectif dans les représentation sociales, les manifestations comme mode d'expression politique ou de revendication sont plutôt considérées comme une nuisance et jugées inefficaces sauf en cas de débordements : *« Y'aurait eu de la casse, ça aurait été autre chose » (n°8)* déclare un jeune allocataire au sujet de manifestations récentes de fonctionnaires des impôts.

> « - Qu'avez-vous pensé du mouvement des chômeurs ?
> *- Quand ils demandent des primes et tout ça… Je trouve ça illogique. Ils sont au chômage, ils sont au chômage. On va pas pouvoir leur fournir des primes en plus ! »*
> *(France - n°18 : H, 30 ans, célibataire, niveau CAP, placé par la DDAS pendant son enfance, contacts réguliers avec sa famille)*

On note l'emploi du « ils », qui désigne ici les chômeurs, ailleurs les immigrés ou les allocataires paresseux. Ce « ils » est fondamental dans les discours car il met à distance les semblables. Dans son analyse de la culture populaire, Richard Hoggart avait mis en avant la structuration des représentations sociales populaires par le « eux » et « nous », soulignant l'importance de l'appartenance de classe.

Parmi les allocataires du R.M.I. dont le rapport au politique se rapproche de l'*apathie*, les représentations sociales se structurent autour du « je » et du « ils », traduisant un repli sur soi, sur ses soucis les plus immédiats et une volonté de se distinguer d'individus semblablement stigmatisés. Le collectif est absent et par conséquent toute représentation sociale en termes d'antagonisme. Ainsi la pauvreté, le chômage, sont essentiellement expliqués par le fait *« qu'il y a plus de boulot »*, sans que personne ne soit pointé du doigt comme responsable.

En France, l'*apathie* politique exprime *in fine* l'extension de l'anomie parmi une partie des personnes en situation défavorisée. L'on peut réellement parler d'« anomie » au sens durkheimien[259] car l'on constate une perte des repères normatifs généralement admis au sein de la société française :

- Déstructuration des appartenances traditionnelles, perte des identités collectives ;
- Affaiblissement de la conception citoyenne de la participation électorale ;
- Perte de sens du clivage Gauche/Droite structurant la vie politique française ;
- Relativisme moral concernant les pratiques de corruption.

[259] Par précaution, rappelons toutefois que ce concept, comme Philippe BESNARD l'a montré avec beaucoup de subtilité et de précision dans sa thèse, *L'Anomie*, demeure extraordinairement polysémique. Son usage dans des champs extrêmement divers ajoute à la confusion. Nous l'employons ici dans son acception la plus usuelle : « état de désorganisation, de déstructuration d'un groupe, d'une société, dû à la disparition partielle ou totale des normes et des valeurs communes à ses membres. »

L'*apathie* politique touche essentiellement des personnes dotées d'un faible niveau d'éducation. Il faut bien entendu y voir la conséquence d'une incapacité à interpréter ses problèmes personnels dans un cadre plus large, une aversion pour les conceptions théoriques et idéologiques et même la non-assimilation de données élémentaires permettant de donner « sens » au monde environnant. Les jeunes sont également plus touchés ; certes, c'est le cas dans l'ensemble de la société, mais leurs discours présentent des éléments laissant penser que leur retrait du champ politique pourrait s'inscrire dans la durée. En effet, pour s'y intéresser, ils doivent surmonter non seulement les difficultés à s'installer dans une vie professionnelle stable, préalable à l'intégration sociopolitique, mais aussi des obstacles intellectuels du fait qu'ils n'ont jamais accordé d'importance au politique dans leur vie.

Contrairement à l'une de nos hypothèses de travail, l'*apathie* politique ne touche pas nécessairement les personnes les plus isolées socialement. Il ne semble pas y avoir de lien direct entre manque de sociabilité et *apathie* politique. En revanche, les personnes proches de l'*apathie* se sentent douloureusement stigmatisées du fait de leur dépendance à l'égard des aides de l'État, en l'occurrence le R.M.I.. Si le système français de protection sociale s'avère être le plus favorable aux personnes en situation défavorisée, comparativement à l'Angleterre et à l'Espagne, il fait également peser un lourd stigmate sur ceux qui en dépendent. La rhétorique qu'ils déploient, pour reporter le stigmate sur d'autres parmi leurs pairs, manifeste leur absence d'appartenance collective et une conception étroite de la société où les clivages perçus comme les plus importants se font au sein d'une même catégorie sociale et non en regard des classes moyennes et supérieures.

II.3 La pérennité des identités partisanes en Angleterre

L'intérêt des personnes en situation défavorisée pour l'actualité locale, dans une moindre mesure pour la politique locale, traduit selon nous leur attachement à leur lieu de vie, leur appartenance à une communauté où les relations sociales de proximité sont nombreuses, organisées par le biais de centres sociaux de voisinage, de *pubs* bon marché, de jardins d'enfants… Aucun bénéficiaire ne manifeste son désir de changer de quartier, ils peuvent souhaiter obtenir un appartement de la part de la municipalité, trouver un logement plus décent, mais ils souhaitent rester dans 'leur' quartier où habitent souvent leurs parents et amis.

L'aide interpersonnelle, notamment en matière de garde d'enfants et de logement temporaire, est souvent mentionnée. Dans ce contexte, le champ politique n'est pas considéré comme un recours, la politique nationale constitue pour les individus proches de l'*apathie* un domaine *« tout en haut »* gérant des questions peu intéressantes très éloignées de leur réalité. Ils ne se sentent *« concernés »* que par le local, et ce qui s'y passe n'est pas véritablement considéré comme 'politique', bien que cela concerne l'organisation d'une communauté, de son mode de vie, de ses interactions.

a) L'incorporation de la pauvreté comme caractéristique héritée et partagée

Le fait de percevoir l'*income support* n'est pas vécu comme un stigmate. Si le discours des bénéficiaires proches de l'*apathie* traduit une grande lassitude, des expériences douloureuses, ce n'est pas parce qu'ils se sentent rejetés mais en raison de la recherche infructueuse de travail et des privations constantes.

> *« C'est tellement dur pour moi de chercher du travail, et de trouver du travail, et vous ne pouvez pas vivre avec les allocations. C'est très dur. Et quand vous obtenez un logement, moi j'ai un logement pour sans-abri, alors vous payez un loyer. Si je paye le loyer, ça me laisse £15 pour deux semaines pour acheter à manger et des cigarettes. L'*income support*, c'est vraiment une misère pour vivre. Comment peuvent-ils croire que les gens peuvent vivre avec ça ? »*
> *(Angleterre - n°18 : F, 52 ans, divorcée, 5 enfants dont 4 qu'elle ne voit que tous les 3 mois sur décision de justice, SDF en foyer, scolarisée jusqu'à 16 ans)*

> *« Mes enfants n'ont pas l'uniforme réglementaire pour l'école parce que je n'ai pas d'argent. »*
> *(Angleterre - n°11 : F, 26 ans, divorcée, 2 enfants, soutien parental, diplôme de comptabilité)*

Le sentiment de dépendance n'est pas ressenti à l'égard de l'État mais à l'égard de la famille, des parents, particulièrement des mères. Interrogés sur la manière dont ils vivent cette situation, les bénéficiaires racontent un quotidien fait de manques – l'impossibilité de s'acheter des vêtements, de s'accorder une sortie, de satisfaire des besoins élémentaires comme le chauffage – et de vigilance pour toutes les dépenses. Certains souffrent également des heures passées à chercher un job, même de quelques heures, et à essuyer des refus. Les mères ayant des enfants en bas âge ont pour la plupart perdu toute motivation à rechercher un emploi qui ne leur permettrait guère que de payer une nourrice, mais cette situation induit un enfermement et une focalisation sur les enfants qu'elles vivent souvent comme un sacrifice.

La description que les bénéficiaires de l'*income support* font de leur quotidien est particulièrement dure et correspond à une intériorisation de la pauvreté et à une lutte quotidienne pour la survie qui mobilise toute l'énergie des bénéficiaires.

Dans un contexte aussi sombre, il n'est pas étonnant que les bénéficiaires ne craignent pas les soupçons de paresse. L'idée qu'ils puissent être personnellement stigmatisés est d'ailleurs absente, à l'exception d'une femme sans domicile fixe qui explique ne pas pouvoir s'acheter de vêtements neufs – les siens sont en effet élimés – et qui craint que cela ne soit un obstacle dans sa recherche de travail :

> *« Si vous travaillez dans cet état, tout le monde vous regarde en murmurant… Ce n'est pas très agréable. »*
> *(Angleterre - n°21 : F, 38 ans, en cours de divorce, 5 enfants, GPEC)*

Dans l'ensemble, ils sont convaincus que les personnes qui se trouvent dans la même situation qu'eux souhaiteraient travailler et toucher un salaire décent. L'idée que l'on puisse 'abuser du système' n'est pas évoquée ce qui s'explique objectivement par la rigueur du système d'assistance britannique, dominé par un principe d'incitation au travail. Dès lors, le stigmate qui pourrait peser selon eux sur les bénéficiaires de l'*income support* n'est pas lié à la dépendance vis-à-vis de l'assistance publique, mais à la visibilité de leur pauvreté. Ils échappent pourtant également à ce stigmate car leur pauvreté est partagée et dissimulée au sein d'une communauté, comme le montre ce bref dialogue qui témoigne bien des représentations sociales de l'interviewée :

> « - Selon vous, pourquoi y a-t-il autant de pauvreté ?
> *- Tout le monde est pauvre dans mon quartier. [La question est réitérée et obtient la même réponse] »*
> *(Angleterre - n°4 : F, 25 ans, 5 enfants dont 4 gardés par ses parents, scolarisée jusqu'à 15 ans)*

Dans des quartiers populaires où la plupart des habitants sont confrontés à un moment ou l'autre aux mêmes difficultés, le chômage, les fins de mois difficiles, le fait de devoir confier ses enfants à sa famille pour ne pas qu'ils soient placés, etc., la pauvreté d'un individu particulier s'estompe. Les bénéficiaires de l'*income support* échappent au stigmate car, en regardant autour d'eux, ils voient des gens 'comme eux'. Et c'est là non seulement un fait objectif mais surtout un fait subjectif. Ils ne déploient pas de stratégie visant à recréer de petites distinctions et ainsi mettre en avant leur valeur ou leurs qualités personnelles. La sérénité psychologique des personnes en situation défavorisée dépend de la sauvegarde de leur amour-propre et de leur image pour autrui, or ces deux facteurs trouvent un environnement sécurisant dans leur sentiment d'appartenance à une classe sociale avec qui ils partagent un même mode de vie, les mêmes valeurs et le même voisinage. C'est pourquoi ils évitent dans leurs discours de discriminer leurs semblables comme leur lieu de vie. Lorsque des critiques sont émises, elles visent à blâmer ceux qui justement discréditent par leur comportement, les quartiers populaires.

> *« C'est plein de drogués, d'alcooliques… Je sais que je ne travaille pas, mais des gens qui n'ont même pas l'intention de travailler... qui ne pensent qu'à fumer. Et ils abîment tout, les maisons… Sans ça, ce serait un bon petit quartier. Les gens sont biens. »*
> *(Angleterre - n°11 : F, 26 ans, divorcée, 2 enfants, soutien parental, diplôme de comptabilité)*

Norbert Elias et John Scotson dans *Logiques de l'exclusion*[260] et Serge Paugam dans *La disqualification sociale*[261] ont montré que l'image négative d'un quartier – la zone 3 dite 'le lotissement' dans le premier cas, la Cité du Point-du-Jour à Saint-Brieuc dans le second – pénétrait dans la conscience sociale de ses habitants qui finissaient par contribuer par leurs « commérages discriminatoires » à la mauvaise réputation du quartier. En fait, nous observons plutôt l'inverse à Oxford. Le quartier le plus dévalorisé est Blackbird Leys. Le bouche-à-oreille, confirmé par les habitants du quartier, mentionne des problèmes de drogue, d'alcoolisme, de violence conjugale, de grossesses précoces, de délinquance ('emprunts' de voitures pour des rodéos nocturnes). Malgré tout, les habitants de Blackbird Leys que nous avons rencontrés tout au long de l'enquête, qu'ils perçoivent ou non l'*income support*, ont à cœur de défendre leur quartier, contre *« les voyous »* et contre les *« snobs »* du centre-ville qui en disent du mal *« sans jamais avoir osé y mettre les pieds »*. L'esprit de communauté et d'entraide qui y règne est souvent souligné, de même le fait que les habitants sont dans l'ensemble des *« braves gens »*, même s'il y a des *« brebis galeuses, comme partout »*. Loin de nous l'idée de dépeindre les quartiers défavorisés d'Oxford comme des lieux idylliques où s'exprimerait une solidarité exemplaire. En revanche, on peut interpréter la défense de leur quartier par les bénéficiaires de l'*income support* comme une défense de soi. Plutôt que de se présenter comme meilleurs que leurs pairs *via* une stratégie de distinction, ils se présentent comme les membres d'une *« lower class »*, comme faisant partie des *« poor people »*. L'un d'eux répond même : *« J'appartiens à Blackbird Leys » (n°31)*. Puis ils reconstituent, derrière cette appartenance dévalorisée, une identité positive, méconnue de ceux qui précisément 'n'appartiennent pas'.

Les personnes en situation défavorisée proches de l'*apathie* manifestent un sentiment d'appartenance viscéral à leur communauté comme lieu et comme classe sociale. Quelle que soit la catégorie dévalorisée dans laquelle elles se reconnaissent, elles la revêtent de qualités positives et ce procédé leur permet de lutter contre leur propre stigmatisation en se confondant dans un ensemble valorisé. Rappelons cependant que cela ne suffit pas à supprimer les

[260] ELIAS, Norbert, John L. SCOTSON, *Logiques de l'exclusion. Enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté*, Paris, Fayard, 1997, 278 p.

[261] PAUGAM, Serge, *La disqualification sociale*, *op.cit.*, p.168-175.

difficultés matérielles omniprésentes, avec des douleurs psychologiques intenses, comme l'humiliation et le remord de ne pouvoir envoyer ses enfants à l'école vêtus de l'uniforme réglementaire.

b) Identification à un groupe social et acceptation des inégalités

En Angleterre, l'appartenance revendiquée des personnes proches de l'*apathie* à une classe inférieure implique automatiquement la reconnaissance d'une classe supérieure, qui se retrouve effectivement de manière diffuse dans les entretiens. Par exemple, cette jeune mère explique son absence de scrupules à percevoir le revenu minimum :

> *« Ceux qui vous donnent de l'argent [allusion aux contribuables qui financent l'*income support*], ils ont leur argent à eux aussi, et beaucoup plus. Chez moi, il n'y a rien, une table, un lit. »*
> *(Angleterre - n°10 : F, 18 ans, célibataire, 1 enfant, enceinte d'un deuxième, en attente d'un logement de la municipalité avec le père de ses enfants, scolarisée jusqu'à 16 ans)*

Dans le cadre de l'*apathie*, on ne constate cependant pas de véritable antagonisme entre « eux » et « nous ». Les catégories supérieures ne sont pas évoquées en termes d'inégalité mais d'iniquité. Plusieurs bribes de discours suggèrent que les inégalités entre riches et pauvres sont acceptées comme inéluctables dans toute société. En revanche, les bénéficiaires ont le sentiment qu'être pauvre ne donne pas lieu à un traitement spécifique ce qu'ils estiment injuste.

> *«* - Que pensez-vous des hommes politiques lorsque vous les regardez à la télé ?
> *- Je me dis juste qu'ils sont des classes supérieures. Ils ont plein d'argent, ils ne s'intéressent pas aux gens des classes inférieures et des classes moyennes. Mon opinion, en gros, c'est qu'ils rendent les riches plus riches et les pauvres plus pauvres. Ils ne font rien du tout pour nous. […] Les factures d'utilisation courante, l'électricité, le gaz, l'eau, sont au même prix pour tout le monde, quel que soit votre revenu. La taxe d'habitation est la même, quel que soit votre revenu. Ça dépend de la taille de votre famille, bien sûr. Mais si vous avez une grande famille, vous êtes obligé d'avoir une grande maison, et vous payez aussi cher que les autres. C'est pour ça que je dis que le gouvernement rend les riches plus riches et les pauvres plus pauvres. »*
> *(Angleterre - n°11 : F, 26 ans, divorcée, 2 enfants, soutien parental, diplôme de comptabilité)*

Les personnes proches de l'*apathie* ne mettent que faiblement en oeuvre le principe de dénonciation, ils ne se situent pas dans un contexte d'antagonisme d'intérêts, qu'il s'agisse d'antagonisme de classe ou d'autre, comme par exemple un antagonisme entre Anglais et immigrés[262]. Avec des termes simples et des images très accessibles, les bénéficiaires

[262] L'immigration est un sujet qui n'a jamais été évoqué par les personnes en situation défavorisée proches de l'*apathie*, malgré la présence de minorités pakistanaises et indiennes. Ceux-ci ne sont en effet pas considérés comme des 'rivaux' sur le marché du travail, ce qui explique sans doute qu'ils ne provoquent aucune réaction, contrairement aux étudiants, nombreux dans une ville universitaire, qui briguent les mêmes jobs de serveur ou de vendeur que nombre de bénéficiaires de l'*income support*. La jeune bénéficiaire d'origine pakistanaise, interrogée sur le racisme hors entretien (elle n'avait à aucun moment parlé de ses origines), répond : *« Avant il y en avait beaucoup, mais maintenant les choses ont changé. Cela a changé depuis que j'étais enfant. Peut-être*

expriment une représentation complexe de la société, où les inégalités sont naturelles, et où le politique se doit de faire preuve non pas d'égalité, mais d'équité.

Nous avons vu que les personnes en situation défavorisée s'avèrent dans l'ensemble bien intégrées socialement, et expriment leur appartenance à une communauté avec laquelle ils ont le sentiment de partager un destin. Qu'en est-il de leur appartenance nationale ? Cette question est en réalité très éloignée de leurs préoccupations, ils ne manifestent pas particulièrement d'attachement à la Grande-Bretagne (sans pour autant se montrer critiques), ni à l'idée de citoyenneté. Pour eux la citoyenneté se confond essentiellement avec la nationalité, avec le *« droit de vivre ici »*. Un citoyen habite donc *« un pays ou une ville »*, il est lié à un territoire, à un lieu, et cela reflète probablement l'importance accordée à l'appartenance à une communauté réelle, localisée. Seuls deux bénéficiaires évoquent une conception plus morale, *« Être quelqu'un de bien »*.

Les représentations sociales des bénéficiaires de l'*income support* sont donc assez restreintes au sens où la proximité joue un rôle fondamental. De même que l'actualité locale était jugée plus intéressante que l'actualité nationale, l'appartenance à une communauté locale réelle est bien plus constitutive de l'identité individuelle que l'identité nationale qui est une communauté imaginée. On notera également l'absence de référence à une *working class* à laquelle les personnes en situation défavorisée proches de l'*apathie* n'ont plus le sentiment d'appartenir.

Cependant, pour ces personnes, dont la très grande majorité a été socialisée dans des familles pro-Labour, le parti Travailliste est bien plus qu'un parti politique. Le Labour est un repère identitaire qui contribue à déterminer l'appartenance collective des individus.

c) L'adhésion identitaire au Labour

Bon nombre de personnes soulignent, en dépit de leur abstention, une adhésion 'naturelle' au Labour au cours de l'entretien, de même que le passé Labour de leur famille. Pour eux, la différence entre Conservateurs et Travaillistes ne fait aucun doute, tout comme il

parce qu'on s'y habitue. Vous voyez l'autre jour à Londres, le petit garçon... Mais malgré tout, ce n'est plus comme avant, c'était bien pire. » (n°9). Cela dit, ce témoignage ne vaut que pour lui-même et ne permet aucune généralisation.

est évident que le Labour est du côté des moins favorisés. Les bénéficiaires qui ne sont pas partisans du Labour aboutissent à des conclusions assez similaires :

> *« Je crois que le Labour essaie de prendre davantage pour la classe ouvrière. Et je ne suis pas d'accord avec cela. Parce que je pense que si vous menez une bonne vie, quelle que soit votre position, cela ne fait pas de différence. [...] On pense qu'avec le Labour on aura davantage pour la classe ouvrière, mais je n'ai jamais remarqué que la classe ouvrière ait davantage avec le Labour qu'avec les autres. Mais ce n'est que mon avis. »*
> *(Angleterre - n°3 : F, 82 ans, 2 fois veuve, 1 fille, scolarisée jusqu'à 13 ans, vote Conservateur)*

> *« - Différents, ils sont vraiment différents.*
> - Comment ?
> - *Je pense... Vous avez les Conservateurs, ils ont eu trop de gens avec l'*income support *avant... Maintenant, avec le Labour et les Libéraux, on est mieux, nous, les parents isolés. On est clairement plus à l'aise qu'avant, quand c'était les Conservateurs. Mais je ne pense pas que les petits partis ont vraiment de l'importance. Ils n'ont pas vraiment de... chances d'être élus. Vous voyez ce que je veux dire ? Comme les Verts, ou les Lib-Dem', les petits. Ils n'ont pas beaucoup de votes donc ils ne peuvent pas grandir.*
> - Et vous pensez que ce serait mieux que ces petits partis aient davantage de pouvoir ?
> - *Absolument. Parce qu'ils s'intéressent davantage à la société, à nous.*
> - A quel parti pensez-vous ?
> - *Je pense que le parti Vert ferait de bonnes choses.*
> - Comme quoi ?
> - *Des choses différentes. Des choses mondiales, des choses qui arrivent au monde entier. Beaucoup de choses différentes. »*
> *(Angleterre - n°19 : F, 24 ans, célibataire, 1 enfant gardé par sa mère, scolarisée jusqu'à 16 ans, vote très rarement)*

Traditionnellement, les personnes en situation défavorisée se reconnaissent dans le Labour, il y va de leur identité, à la fois en référence à leur héritage familial et en regard de la catégorie sociale à laquelle ils appartiennent. Les bénéficiaires de l'*income support* s'identifient majoritairement à ce parti, du moins au début ou en cours d'entretien. Cependant, le principe même d'un entretien sur la politique les conduit à s'interroger sur leurs convictions, l'origine de ces convictions, leur évaluation de l'efficacité du gouvernement… Ce questionnement, cette maïeutique pourrait-on dire, révèle la fragilité de leurs opinions politiques. En conclusion de l'entretien, à la question « De quel parti vous sentez-vous le plus proche ? », seules deux personnes citent le Labour, la plupart choisissant de répondre qu'ils ne se sentent proches d'aucun parti.

> *«* - De quel parti vous sentez-vous la plus proche ?
> - *Maintenant, je ne sais pas. Je ne dirais pas le Labour, non, non, non. Je pense qu'il faut regarder de près pour voir quel est le meilleur. Je compte faire ça cette année, comme il va y avoir des élections. Je veux savoir lequel veut faire le plus pour notre pays. Celui dont on profitera réellement. »*
> *(Angleterre - n°18 : F, 52 ans, divorcée, 5 enfants dont 4 qu'elle ne voit que tous les 3 mois sur décision de justice, SDF en foyer, scolarisée jusqu'à 16 ans)*

> *«* - Donc vous êtes déçue par Tony Blair et le New Labour…
> - *Oui, oui, je crois. Je pense que je devrais donner sa chance à quelqu'un d'autre. (rires) Je ne sais pas. Les Conservateurs semblent être davantage préoccupés par la question de l'emploi. Et c'est ce que je voudrais qu'on privilégie mais... je ne sais pas si un autre parti pourrait faire mieux. »*
> *(Angleterre - n°21 : F, 38 ans, en cours de divorce, 5 enfants, GPEC)*

La socialisation politique des bénéficiaires du revenu minimum dans un contexte familial et social favorable au Labour se traduit par leur identification spontanée à ce parti. 'Être Labour' constitue un marqueur identitaire qui confère une appartenance à une classe sociale, permettant à l'individu de ne pas être seul dans l'affirmation de ses préoccupations et de bénéficier du soutien théorique d'un collectif. Mais faute d'une réelle réflexion sur leurs préférences politiques, également en raison du 'virage au centre' du New Labour, l'adhésion des personnes en situation défavorisée au parti Travailliste s'est fissurée. En témoigne l'importance de l'abstention parmi eux, leur hésitation finale à considérer le Labour comme le parti dont ils seraient le plus proche, ainsi que l'intérêt qui semble émerger pour les 'petits partis', Verts et Libéraux-démocrates.

d) Confiance modérée et pragmatisme en Angleterre

Le rapport à la politique et plus particulièrement aux hommes politiques présente une caractéristique en Grande-Bretagne par rapport à d'autres pays : les 'affaires' de corruption, assez rares, ne font pas partie des problématiques régulièrement sujettes à discussion dans les media.

Pourtant, au moment de l'enquête, les liens du gouvernement de Tony Blair avec Andersen alors qu'explosait le scandale 'Enron' ainsi que l'affaire 'Ecclestone' auraient pu donner lieu à des commentaires sur la corruption du pouvoir politique, l'appât du gain, etc. Il n'en est rien : conformément aux 'lignes éditoriales' de quotidiens au lectorat populaire tels que le *Sun*, le *Daily Star* ou *News of the World*, les seuls scandales qui semblent véritablement intéresser les personnes interrogées sont de nature sexuelle. Or, comme le soulignait un des interviewés : *« En ce moment, c'est plutôt calme »*.

Les jugements recueillis sur les hommes politiques sont donc émis hors scandale. Dans l'ensemble, ils révèlent la confiance, certes modérée, des bénéficiaires de l'*income support* à l'égard des hommes politiques. Plus précisément, ils disent *« ne pas trop y penser »* mais n'avoir aucune raison de ne pas leur faire crédit. Cette attitude révèle chez les bénéficiaires proches de l'*apathie* politique un bon niveau de confiance politique (*political trust*) qui résulte sans doute pour partie de la crédibilité d'un système où le sens du *civil service* (service public) est une valeur profondément ancrée.

Quoi qu'il en soit, on peut affirmer que cette confiance politique ne résulte pas d'une familiarité avec les hommes politiques. Ceux-ci sont très mal connus, comme on l'a déjà

souligné, à l'exception de Tony Blair, qui n'est pas pour autant apprécié. Jugé *« trop souriant pour être honnête »*, il suscite une certaine méfiance. Finalement, le seul politicien qui soit véritablement connu et apprécié est le M.P. d'East Oxford, Andrew Smith.

> *« Parce qu'il habite toujours à Blackbird Leys, même si maintenant il a réussi. Parce qu'il reste sur un pied d'égalité avec les gens autour de lui, il habite toujours Blackbird Leys, probablement dans un logement social, même s'il l'a sûrement acheté maintenant. Et je suis sûre que si j'allais le voir, il me parlerait. »*
> *(Angleterre - n°11 : F, 26 ans, divorcée, 2 enfants, soutien parental, diplôme de comptabilité)*

À l'évidence, la proximité et l'accessibilité, la fidélité au lieu et aux habitants qui l'ont élu, constituent les éléments fondamentaux qui expliquent sa popularité car ses idées politiques sont inconnues. Le fait qu'il appartienne justement au gouvernement de Tony Blair ne le discrédite nullement, les bénéficiaires affirmant :

> *« Il fait de son mieux pour nous, il veut vraiment aider les gens. »*
> *(Angleterre - n°3 : F, 82 ans, 2 fois veuve, 1 fille, scolarisée jusqu'à 13 ans)*

La confiance que les bénéficiaires de l'*income support* accordent *a priori* aux hommes politiques est de nature morale ; elle n'implique pas qu'ils soient satisfaits de ce que les politiciens font du pouvoir. Bien au contraire, aux yeux des personnes en situation défavorisée, un bon politicien est quelqu'un qui agit sur les différents points précédemment énumérés (éducation, sécurité sociale, chômage), qui sont rappelons-le des problèmes sociétaux autant que des problèmes personnels. En effet, les bénéficiaires qui se plaignent de tel dysfonctionnement sont directement concernés mais ils réclament des améliorations au nom d'un collectif. Ce souci du collectif se retrouve même chez les plus apathiques comme cette jeune mère de cinq enfants :

> « - Que ferait un bon politicien selon vous ?
> *- M'aider. Et aider les gens comme moi. »*
> *(Angleterre - n°4 : F, 25 ans, 5 enfants dont 4 gardés par ses parents, scolarisée jusqu'à 15 ans)*

Les hommes politiques sont considérés sans affect et sans idéalisme par les bénéficiaires de l'*income support*. Ils sont avant tout jugés sur leur efficacité.

Élément caractéristique et relativement inattendu, les bénéficiaires de l'*income support* proches de l'*apathie*, loin de se sentir stigmatisés, éprouvent un sentiment naturel d'appartenance à un groupe à la fois social et local. D'où leur adhésion spontanée, mais superficielle, au Labour. Un examen plus serré montre cependant le caractère essentiellement identitaire de la référence au Labour, qui ne correspond plus à une préférence partisane réelle. Paradoxalement, bien qu'elles soient parfaitement capables de se situer socialement, les personnes proches de l'*apathie* politique ne développent guère de principe de dénonciation en

Grande-Bretagne : elles se posent comme appartenant à un groupe social – qui joue notamment un rôle protecteur – mais ne s'opposent pas, comme le montrent leur acceptation des inégalités et leur confiance dans les hommes politiques. L'*apathie* des bénéficiaires du revenu minimum en Grande-Bretagne démontre que l'intégration sociale à une communauté, à une classe sociale avec qui les individus ont le sentiment de partager un même destin, ne se traduit pas nécessairement par une mise en action politique de ce sentiment d'appartenance. Le collectif protège l'individu de la stigmatisation, mais les questions matérielles, « concrètes », immédiates continuent de primer sur toutes les autres.

L'un des résultats les plus importants de l'enquête réalisée en Angleterre, qui contraste avec les résultats obtenus en France et en Espagne, réside dans le rapport étroit que les personnes proches de l'*apathie* entretiennent avec leur milieu social qui se confond avec une communauté locale. Peu intéressés par la politique, à peine par l'actualité, massivement abstentionnistes, ces personnes conservent pourtant un semblant de préférence partisane qui manifeste bien plus qu'une identité politique, un attachement à un groupe d'appartenance à la fois social et local. Cet élément est caractéristique du lien de citoyenneté 'à l'anglaise'.

L'étude de l'*apathie* politique en Angleterre tend donc à montrer que, même chez les personnes en situation défavorisée les plus apathiques politiquement, le lien de citoyenneté est préservé.

Conclusion partielle

Nombre de politistes l'ont suggéré, entre autres Robert Putnam[263], ou encore Pierre Rosanvallon[264], la démocratie reste inachevée dans nos sociétés ; elle ne parvient pas à susciter une mobilisation équivalente dans toutes les catégories de la population. Une partie, certes minoritaire, reste continûment à l'écart de la sphère politique. Or cette minorité n'est pas aléatoirement constituée, les catégories populaires y sont surreprésentées. L'*apathie* politique des personnes en situation défavorisée se manifeste par un désintérêt profond pour la politique – le silence et l'esquive sont des attitudes fréquentes en entretien – qui entraîne une très mauvaise connaissance des ressorts de la vie politique, tant des politiciens que des partis politiques. La traduction comportementale attendue est l'abstentionnisme, effectivement majoritaire parmi cette population.

L'étude qualitative, menée dans trois pays, montre que l'*apathie* est un type de rapport au politique particulièrement en adéquation avec les caractéristiques rencontrées chez les personnes en situation défavorisée dans la mesure où elle résulte de leurs conditions matérielles d'existence. Leur rapport au politique passe en effet par la prise en compte des problèmes concrets auxquels elles sont confrontées. Autre facteur d'explication, qui se cumule au précédent pour renforcer l'effet du contexte socio-économique sur le comportement politique, les catégories populaires trouvent de moins en moins de partis politiques et de représentants à qui s'identifier et à qui « s'en remettre » pour défendre leurs intérêts. La France offre à ce titre un exemple frappant avec l'érosion progressive de l'audience du Parti Communiste parmi les catégories populaires. Ainsi, l'*apathie* politique résulte-t-elle d'un double mouvement : d'une part un phénomène structurel, à savoir la moindre implication politique des personnes en situation défavorisée, qui s'explique par leur manque de socialisation politique, leur faible niveau d'études et la priorité qu'elles accordent à la résolution de leurs difficultés matérielles ; d'autre part un phénomène d'ordre politique, à savoir l'affaiblissement des partis politiques et des idéologies dont le cœur de l'action était la défense des intérêts des catégories les moins privilégiées.

L'ampleur de l'*apathie* politique parmi ces catégories sociales, pauvres, chômeurs, bénéficiaires d'aides de l'État, démontre, s'il en était besoin, que la démocratie n'est pas

[263] PHARR, Susan J., PUTNAM, Robert D. (ed.), *Disaffected Democracies : What's Troubling the Trilateral Countries?*, Princeton N.J., Princeton University Press, 2000, 362 p.

[264] ROSANVALLON, Pierre, *La Démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Paris, Gallimard, coll. Folio Histoire, 2000, 591 p.

simplement une procédure mais une culture. On entend par là que les règles du jeu démocratique– la désignation de représentants à qui les citoyens délèguent leur pouvoir et qui se conforment à la volonté exprimée par une majorité d'électeurs dans le respect de la minorité – ne suffisent pas à établir le caractère démocratique d'un régime. La démocratie, en tant qu'organisation politique du vivre ensemble, est une culture au sens où les citoyens d'un État démocratique s'accordent sur des valeurs telles que la liberté d'opinion, la liberté d'association ou la liberté de la presse, qu'ils estiment indispensables pour l'exercice de leur volonté politique, pour concevoir le style de vie collective auquel ils aspirent, afin d'exiger un ordre politico-social meilleur ; la démocratie implique que les citoyens sont conscients qu'ils peuvent maîtriser leur destin, grâce à la participation électorale. Parmi les plus défavorisés, cette culture démocratique n'existe qu'à l'état d'esquisse, elle est rarement actualisée par des actes politiques pourvus de signification : soit qu'ils ne s'en sentent pas le droit (sentiment d'incompétence, d'extériorité à la chose publique), soit comme c'est plus souvent le cas qu'ils n'en éprouvent pas la nécessité ; les personnes les plus exposées à la pauvreté n'interviennent guère dans un champ politique qu'ils jugent sévèrement en regard de son éloignement voire de sa déconnexion avec « la réalité ». Dans un contexte de précarité, au sein duquel ils bénéficient cependant des avancées de la protection sociale, les personnes en situation défavorisée se contentent généralement des seules *formes* de la démocratie. L'*apathie* politique naît de l'acceptation de l'ordre existant, tenu pour acquis et immuable, de l'incorporation d'un conformisme économique et social qui dévalue l'homme ; elle exclut toute contestation voire toute réflexion de fond.

Les cultures politiques nationales apparaissent en revanche à travers les discours dans chacun des pays de l'étude ; elles imprègnent les individus et constituent un cadre hors duquel il n'est pas possible de penser. D'où un paradoxe apparent : les personnes proches de l'*apathie* politique, tout en affichant des attitudes et des comportements qui les placent aux marges voire à l'extérieur du champ politique, reflètent les fondements élémentaires des cultures politiques nationales.

Dans le cas de l'Espagne, l'*apathie* politique des allocataires de la *renta básica* reflète le peu d'appétence des Espagnols dans leur ensemble pour la politique. Cette extériorité au champ politique s'explique pour une part, nous l'avons souligné à plusieurs reprises, par des raisons historiques (guerre civile, franquisme, spécificité de la transition démocratique) qui sont à l'origine de la faiblesse des injonctions normatives. D'autre part, le mode d'intégration

sociale des pauvres dans la société espagnole (la « pauvreté intégrée » selon la typologie de Serge Paugam) est plus favorable aux personnes en situation défavorisée qu'en France et en Angleterre. Les personnes interrogées à Pampelune expriment ainsi une perception pacifiée de leur société qui explique leur désintérêt pour le politique et leur absence de préférence partisane. En outre, leur participation politique n'est guère stimulée par un impératif de nécessité, du fait du rôle fondamental joué par la famille dans la société espagnole.

L'étude de l'*apathie* politique en France, plus précisément à Chartres soit dans un contexte urbain qui n'est pas particulièrement stigmatisé, oblige à formuler le constat préoccupant d'une fracture politico-sociale au sein de la société française. À la différence des Espagnols, les allocataires du R.M.I. proches de l'*apathie* politique se sentent vivement porteurs de stigmates au sein de la société. Leurs représentations sociales font état d'une distance incompressible entre « eux », les riches et les puissants, et « nous », les pauvres, laissés pour compte du système. Mais cette dichotomie, si elle signifie clairement le sentiment d'être rejeté en marge de la société, n'est pas fondatrice d'une appartenance collective. Au contraire de l'Angleterre et de l'Espagne, « eux » ce sont également les « immigrés », les « Arabes », mais aussi les « profiteurs », tous ceux qui selon les personnes interrogées abusent de l'État-providence et sont ainsi responsables de leur stigmatisation. Loin de l'émergence ou de la persistance de solidarités, les catégories populaires s'avèrent donc divisées. Les conceptions très individualistes des allocataires français, extrêmement centrés sur leurs soucis personnels et immédiats, excluent toute préoccupation politique. S'agissant de politique au sens noble du vivre ensemble, les allocataires du R.M.I. proches de l'*apathie* politique se sentent « seuls contre tous » ; ils attribuent leur indifférence à l'encontre de leurs concitoyens et de la société à une réaction contre ce qu'ils ressentent comme une indifférence de la société à leur égard. Les allocataires français semblent ainsi attendre beaucoup de la société en comparaison des Espagnols et des Britanniques et se montrent en conséquence plus amers. S'agissant de politique partisane, aucun parti politique n'est perçu comme les défendant et représentant leurs intérêts, d'où un rejet des catégories politiques traditionnelles. En France, l'*apathie* politique semble très liée à un sentiment d'immense solitude et d'abandon, ce quelle que soit la sociabilité réelle des individus. Les résultats de l'enquête réalisée en France, à savoir la faible adhésion aux aspects normatifs du vote, pourtant très importants dans la conception de la citoyenneté 'à la française', l'anomie grandissante ainsi qu'une certaine dévalorisation du fait d'être Français, perceptible à travers le désabusement des allocataires qui s'estiment moins bien traités que les « étrangers » dans leur propre pays, suggèrent en

outre que le lien de citoyenneté se détériore. L'*apathie* politique semble intimement liée aux questions centrales qui traversent la société française : les remises en cause du lien de représentation et l'évolution de la citoyenneté.

Dans le cas britannique enfin, les bénéficiaires de l'*income support* dont le rapport au politique se rapproche de l'*apathie* sont généralement issus de la *working class* et ont connu une sortie assez précoce du système scolaire, rarement au-delà de 16 ans. Ce sont en grande majorité des femmes, souvent des mères célibataires ayant des enfants à charge. Les impératifs liés à leurs difficultés matérielles tiennent une grande place dans leur discours et prennent partiellement une dimension politique lorsqu'ils s'attardent sur les problèmes sociétaux. En effet, à la différence de la France et de l'Espagne, les personnes en situation défavorisée proches de l'*apathie* en Angleterre perçoivent les différences sociales non comme des injustices, mais comme des supports d'appartenance. Cela explique qu'en dépit de leur désintérêt, de leur méconnaissance et de l'absence de repères idéologiques, les catégories populaires persistent en Angleterre à ressentir une certaine « solidarité de classe » et à s'identifier au Labour. Le modèle de la citoyenneté 'à l'anglaise', valorisant les attaches communautaires des individus, transparaît donc y compris parmi les catégories de la population les plus défavorisées et les plus éloignées du champ politique.

« La morale d'une société acquisitive où le mérite ne peut être prouvé que par la réussite, promotion ou argent, abandonne fatalement à eux-mêmes et à leurs démons ceux que le sort a trahis. »
Raymon ARON, *Les désillusions du progrès*

Chapitre 5

Les voix du mécontentement

Le type de rapport au politique que nous appelons le *mécontentement* se distingue de l'*apathie* par deux caractéristiques essentielles : d'une part le refus de se résigner à un état de fait jugé inadmissible, d'autre part la prise en compte d'un antagonisme fondateur en termes de représentations. Ces deux caractéristiques découlent de ce que nous appelons le principe d'opposition, présent dans les attitudes des allocataires du revenu minimum proches du *mécontentement*. Les critiques contre les hommes politiques et la société constituent l'essentiel d'un discours structuré par l'inventaire d'éléments négatifs et l'énonciation de reproches. Ce *mécontentement* –étonnamment absent dans les discours des personnes proches de l'*apathie* politique dont les plaintes sont indemnes de dénonciation – induit une traduction de ces plaintes en termes politiques. Pour autant, ce *mécontentement* relève-t-il d'une radicalité ?

Pour le savoir, nous tenons à souligner dès l'introduction la différence élémentaire entre radicalité des propos et virulence du discours, qui structure en grande partie notre analyse des entretiens. En particulier, la trivialité et la grossièreté des propos ne sauraient être interprétées comme un signe de radicalité des opinions émises, mais plutôt comme l'instrumentalisation d'une forme. Ainsi, le recours à des mots grossiers ne doit pas être perçu comme un usage gratuit, une preuve de sans-gêne ou un manque de conscience de la solennité de la situation d'entretien, mais comme une tactique verbale mettant en scène la passion du locuteur pour le sujet. Dans le cadre d'une analyse des rapports au politique des personnes en

situation défavorisée, le *mécontentement* constitue la « protestation impuissante »[265] d'individus isolés, incapables, voire indésireux, de se constituer en collectif afin d'émettre une contestation à la fois cohérente et puissante. D'où le choix, dans le cadre de la typologie de rapports au politique présentée dans cette recherche, d'un terme faible, le « *mécontentement* », qui exprime selon nous à la fois la rébellion contre le système ressentie par les personnes interrogées, et l'impuissance objective de leur situation. Le mouvement intérieur violent d'indignation, à l'épreuve du réel c'est-à-dire de l'incapacité à transformer une situation jugée inacceptable, est transmuté en expression banalisée, inoffensive, d'insatisfaction.

Toutefois, pour introduire quelque nuance dans ce premier constat, il convient de souligner que, parmi les allocataires de notre panel, les degrés de radicalité dans le *mécontentement* sont variables, allant de la simple 'grogne', très répandue, à des expressions très radicales, quoique rares, incarnées par un militant anarchiste français et deux indépendantistes basques.

Afin de comprendre comment se structure et ce que traduit le *mécontentement*, nous étudierons dans un premier temps les traits communs qui constituent, dans les trois pays, ce type de rapport au politique et les facteurs sociologiques susceptibles de le déterminer. Dans un second temps, nous tâcherons de préciser dans quelle mesure les cultures nationales transparaissent à travers les variations observées quant au *mécontentement* des personnes en situation défavorisée.

I. Les dimensions récurrentes du mécontentement

Tout d'abord, l'histoire personnelle joue un grand rôle dans l'intérêt pour la politique manifesté par les personnes proches du *mécontentement*. Il y aura ensuite lieu d'étudier l'idéalisme latent qui pourrait expliquer des attentes élevées à l'égard de la politique et comment la virulence des discours traduit un intérêt viscéral pour la politique. À la suite de quoi, les multiples traductions électorales du *mécontentement* seront étudiées, en particulier l'abstention et la tentation, pas nécessairement actualisée, de votes alternatifs. Nous verrons enfin comment le *mécontentement* est un type de rapport au politique qui résulte de

[265] Expression employée par Pierre Bourdieu dans « Le mystère du ministère. Des volontés particulières à la 'volonté générale' », *Actes de la recherche en sciences sociales*, décembre 2001, n°140, p.9.

représentations sociales basées sur l'antagonisme des intérêts dans la société. Pour les personnes proches de ce type-idéal, le politique fait sens, joue un rôle dans la société, d'où l'importance normative qu'ils accordent au vote et la critique – mêlée d'hésitations – quant au 'meilleur' comportement électoral.

I.1 La référence constante aux expériences personnelles

Les bénéficiaires du revenu minimum proches du *mécontentement* affichent de prime abord une grande disparité, hormis la ressemblance de leurs attitudes politiques. Leur sexe, leur âge, leur niveau d'études, sont très disparates, même si ce type apparaît légèrement plus masculin, sans doute en lien avec la virulence des discours qu'il recouvre. De même, leur sociabilité est plus ou moins développée : si certains sont très entourés et ont de nombreuses occasions de parler politique, d'autres ont un entourage restreint. Certaines catégories semblent en revanche très peu représentées, à commencer par les jeunes et les plus âgés. Après analyse, des points communs surgissent.

a) Un mécontentement inscrit dans des trajectoires de vie

Parmi les allocataires du revenu minimum proches du *mécontentement*, on remarque en France et en Grande-Bretagne la forte représentation d'hommes d'âge moyen, entre 35 et 55 ans, ayant eu des carrières professionnelles instables, avec des successions d'emplois très différents. Dans leurs discours, le fait de vouloir travailler tient une grande place. Ils insistent également sur le fait qu'ils ont déjà beaucoup travaillé, acceptant même des emplois non-qualifiés alors qu'ils possèdent un métier. Il ne s'agit pas d'une justification ou d'une excuse au fait d'être actuellement financièrement dépendants d'une aide publique, mais bien plutôt d'une revendication.

> *« J'ai évité de réclamer pour préserver des choses, certains acquis qu'on peut avoir, et puis l'amour propre, hein. A quoi ça m'a servi ? J'étais plombier-chauffagiste à la base, et je me retrouve en C.E.S. à m'occuper des parterres de la mairie… Si on me supprimais le R.M.I. maintenant, j'aurai quoi pour la suite ? Je m'aperçois que je commence à faire partie des exclus. Ça fait sept ans que je tourne en rond… Je suis pourtant pas paresseux, on peut pas dire. Même après mon accident du travail [une hernie discale lors d'un emploi de manutentionnaire], j'ai continué à chercher du travail. »*
> *(France - n°9 : H, 46 ans, célibataire, CAP, parcours professionnel instable, a fait de la prison)*

Le rapport au monde de ces personnes, qui était structuré par leur rôle dans le monde du travail, rôle de producteur, se trouve bouleversé par leur situation de chômage et de dépendance. Le *mécontentement* surgit du hiatus entre ce que ces hommes pensent devoir

faire et à quoi ils estiment avoir droit – à savoir travailler pour gagner leur vie – et la situation durable de chômage dans laquelle ils s'inscrivent. La multiplication des expériences professionnelles, dans des domaines parfois très hétéroclites, renforce l'opinion de ces personnes d'être méritants, d'avoir tout essayé pour s'en sortir, d'avoir accepté *« n'importe quoi », i.e.* des emplois pour lesquels ils sont surqualifiés, afin d'échapper au statut indigne de chômeur auquel ils ne se résignent toujours pas. Ayant à leurs propres yeux fait tout ce qui était en leur pouvoir pour ne pas déchoir, la responsabilité de leur situation actuelle peut être imputée à d'autres, ce que nous verrons plus loin, et donner lieu à l'expression virulente de leur insatisfaction. Aujourd'hui dans une situation de dépendance, les individus proches du *mécontentement* sont, parmi toutes les personnes rencontrées, les plus anxieux de travailler, même quelques heures, même en emplois aidés, qu'ils jugent dévalorisants. Le rapport au chômage, nous aurons l'occasion d'y revenir, est déterminant dans le rapport au politique des personnes proches du *mécontentement*. Sur ce point, l'Espagne constitue un cas à part dans la mesure où le *mécontentement* est un type de rapport au politique très peu représenté dans notre enquête, probablement minoritaire en Navarre (nous y reviendrons dans la deuxième partie de ce chapitre), et comportant une spécificité basque qui nuit ici à la comparaison. En l'occurrence, aucun des allocataires de la *renta básica* ne correspond à ce portrait idéal-typique du mécontent : un homme d'âge moyen ayant multiplié les expériences professionnelles.

En revanche, les autres caractéristiques des allocataires proches du *mécontentement*, que nous avons pu mettre en exergue, à l'issue de l'analyse des entretiens, et présentées ci-après, sont communes aux trois pays de l'étude. Ainsi, les femmes ont généralement un statut social lié au fait d'être mères de famille et d'assumer les responsabilités afférentes : l'entretien de leur foyer, le fait de se soucier des différents membres de la famille, enfants comme personnes âgées, le sentiment de leur responsabilité voire de la charge qui leur incombe, sont des éléments qui ressortent fortement de leur discours. Il est permis de penser que, pour ces femmes, la maternité joue le rôle de rapport au monde tenu par la multiplication des expériences professionnelles pour les hommes précités. Dans le cas britannique, on remarque tout particulièrement que les femmes proches de l'*apathie* politique étaient en majorité des jeunes filles mères, souvent à peine sorties de l'adolescence, tandis que les femmes proches du *mécontentement* sont un peu plus âgées et plutôt dans une situation officielle d'épouse ou de divorcée. Ces femmes proches du *mécontentement* ont éprouvé, à un moment désormais révolu, le sentiment de maîtriser leur vie du fait de leur position d'épouses

et de mères, mais aussi en raison des études qu'elles ont pu suivre. Tout comme pour les hommes dont nous parlions précédemment, devoir demander une aide publique n'est pas perçu par ces femmes comme un abus car elles sont intimement persuadées *« d'avoir fait ce qu'il fallait »*.

> *« Moi je suis contente avec ce qu'ils me donnent. Je ne tiens pas à travailler parce que j'ai d'autres soucis et mon petit-fils à éduquer. Mais avant, j'ai beaucoup travaillé. Et j'ai élevé d'autres enfants. Je me vois comme tout le monde. Il y a des gens qui ont de l'argent, d'autres qui en ont moins, je suis comme tout le monde. Je me trouve bien. Je ne crois pas qu'ils nous prennent pour des riens du tout parce qu'on a la* renta básica*. Non, je ne crois pas. »*
> *(Espagne - n°21 : F, 54 ans, divorcée, 4 enfants, élève son petit-fils, scolarisée jusqu'à 17 ans)*

À l'instar des hommes aux parcours professionnels instables, les femmes proches du *mécontentement* estiment ne pas avoir aujourd'hui ce à quoi elles estiment avoir droit.

On observe donc, parmi les allocataires du revenu minimum proches du *mécontentement*, une sur-représentation d'individus déclassés ou qui s'estiment tels. De manière objective, certains ont effectivement fait l'expérience du déclassement social : plusieurs sont issus des classes moyennes, ont fait des études supérieures ou obtenu des diplômes professionnels supposés leur permettre de retrouver un emploi. On note également le cas particulier de deux nationalistes basques[266] interrogés lors de l'enquête à Pampelune : issus de milieux bourgeois, ils ont rompu avec leurs familles en raison de leurs convictions politiques. De manière subjective, les personnes proches du *mécontentement* expriment le sentiment que leur position sociale n'est pas conforme à leurs mérites : si cela ne correspond pas à la définition sociologique du déclassement, au sens de mobilité sociale descendante, l'expérience vécue apparaît cependant semblable à celle du déclassement. Le *mécontentement* semble donc résulter pour partie d'un déclassement qui peut être inter-générationnel – lorsque

[266] Pour les présenter brièvement, le premier est un jeune homme de 32 ans, ayant fait des études supérieures. Il est issu d'une famille aisée avec qui il est en rupture en raison de ses opinions nationalistes. Nous l'avons rencontré à son domicile, une chambre qu'il loue chez un couple de retraités. Celle-ci était entièrement décorée de symboles basques : drapeau rouge à croix verte et blanche, croix basque (*lau buru*), carte du pays basque 'réunifié', mais aussi de matériels plus politiques : photographies de 'martyrs' de l'E.T.A., tracts comportant divers appels à manifester ou des accusations contre le gouvernement espagnol. La seule décoration ne faisant pas directement allusion à son militantisme était le dessin d'une tête de chef indien, dont il a d'ailleurs souligné qu'à ses yeux, elle symbolisait la résistance héroïque d'une culture minoritaire face à l'oppresseur.
La seconde est une femme de 54 ans, séparée, mère de 4 enfants aujourd'hui adultes, et qui élève son petit-fils. L'entretien s'est déroulé au sein d'une *unidad de barrio*, donc dans un contexte administratif dont elle a précisé qu'il l'empêchait de dire *« tout ce qu'elle pensait »*. Ses opinions politiques ne prêtent toutefois aucunement à interprétation. Issue de la bourgeoisie pampelonnaise, ses parents *« se conformaient à l'ordre espagnol »* ; elle se montre extrêmement fière que ses enfants, à l'instar de son mari et d'elle-même, revendiquent leur attachement à leur identité basque. Il nous a semblé au cours de l'entretien que sa réserve concernait essentiellement la situation de l'un de ses fils et de son épouse, ceux-là même dont elle élève l'enfant. A demi-mot, elle nous a fait comprendre qu'ils étaient membres ou proches de l'E.T.A., elle a notamment mentionné qu'ils avaient un temps trouvé refuge en France. Deux hypothèses nous semblent également valides pour expliquer son silence : soit son fils et sa belle-fille étaient alors actifs au sein de l'organisation armée séparatiste basque, soit ils étaient emprisonnés en raison de leur activisme.

le statut des individus est inférieur à celui de leurs parents – ou intra-générationnel – lorsqu'en comparaison de personnes de la même génération, au parcours scolaire comparable, les individus se perçoivent comme n'occupant pas la place, notamment professionnelle, à laquelle ils estiment avoir droit. Bourdieu y voit une conséquence de la « démocratisation scolaire » : « La déqualification structurale qui affecte l'ensemble des membres de la génération, voués à obtenir de leurs titres moins que n'en aurait obtenu la génération précédente, est au principe d'une sorte de désillusion collective qui incline cette génération abusée et désabusée à étendre à toutes les institutions la révolte mêlée de ressentiment que lui inspire le système scolaire. Cette sorte d'humeur anti-institutionnelle (qui se nourrit de critique idéologique et scientifique) conduit, à la limite, à une sorte de dénonciation des présupposés tacitement assumés de l'ordre social, à une mise en suspens pratique de l'adhésion doxique aux enjeux qu'il propose, aux valeurs qu'il professe et un refus des investissements qui sont la condition de son fonctionnement. » [267] Le rapport au travail, dans un cadre professionnel ou dans le cadre familial, marque profondément le rapport au monde des personnes en situation défavorisée proches du *mécontentement* en ce sens qu'elles ont le sentiment de leur propre mérite, qui ne serait pas 'récompensé' par un statut socio-professionnel valorisant. En termes politiques, leur indignation traduit un vif sentiment d'injustice et donne lieu à des réactions qui, pour être radicales dans leur expression, se distinguent cependant des fondements idéologiques qui sont d'ordinaire le propre de la contestation politique.

Nombre d'allocataires proches du *mécontentement* ont une histoire marquée par la marginalité : toxicomanie, activités illégales, passages en prison, errance, excentricité. Cette marginalité ne fait pas d'eux pour autant des 'marginaux'. En effet, ils manifestent une grande sociabilité, à la fois dans ce qu'ils racontent de leur vie quotidienne et dans le cours même de l'entretien, s'intéressant à la situation de l'enquêteur, posant des questions sur le système social français, mentionnant en parallèle à leurs opinions les noms d'hommes politiques français (dans le cas des entretiens réalisés à Oxford et Pampelune). Leur marginalité, l'influence de leur histoire personnelle sur leurs opinions, ne se traduit pas par un repli sur soi, mais par une ouverture aux autres. Il en va ainsi du témoignage de cet homme qui, en dépit d'un lourd passé criminel, manifeste tout au long de l'entretien son appartenance au corps social, son intérêt pour la politique nationale et pour ses compatriotes, sujets dont il parle souvent au *pub* et en famille:

[267] BOURDIEU, Pierre, « Classement, déclassement, reclassement », *Actes de la recherche en sciences sociales*, novembre 1978, n°24, p.11.

> *« -* Vous vous intéressez à la politique ?
> *- Parfois. Mais pas vraiment, parce que je suis un peu hors jeu. En gros j'ai passé la moitié de ma vie de l'autre coté de la barrière. Donc la politique ne me touchait pas vraiment. Prenez les impôts, ce que je faisais n'était pas imposé ! (rires) Donc cet aspect-là de la politique ne m'intéressait pas du tout. Mais la politique en soi, certaines choses m'intéressent, évidemment. Des choses comme…la guerre du Golfe, des gros trucs. [Il s'insurge longuement au sujet des jeunes envoyés en Irak lors de la 1ère guerre du Golfe, qui sont en train de mourir du syndrome de la guerre du Golfe parce qu'ils ont été exposés à des armes chimiques, et que le Gouvernement refuse d'indemniser.] »*
> *(Angleterre - n°26 : H, 55 ans, en couple, 3 enfants, très entouré, scolarisé de 12 à 15 ans, parcours professionnel instable, a fait de la prison)*

Il explique volontiers qu'il était normal de le mettre en prison, car il commettait des actes illégaux, préjudiciables à ses concitoyens. Son témoignage exprime une sympathie au sens étymologique – souffrir avec – avec les personnes en situation défavorisée et plus largement avec tous ceux qui traversent des expériences douloureuses. C'est en s'appuyant sur sa propre expérience qu'il estime les hommes politiques indignes de confiance, menteurs, corrompus, essentiellement intéressés par leurs intérêts financiers. De manière similaire, une ancienne toxicomane explique le renouveau de son intérêt pour la politique :

> *« Quand j'étais dépendante, c'est-à-dire pendant 6 ans, mon esprit était comme emprisonné par ça. Je ne faisais plus attention à la politique, et à ce qui se passait. […] Maintenant que je commence à ne plus ressentir de véritable manque, il y a de plus en plus de choses qui attirent mon attention. […] Il y a environ un an, Jack Straw a fait une sorte de tour du pays sur le thème de la drogue. C'était sensé permettre de rassembler des éléments. […] J'ai été invitée à prendre la parole dans ce cadre, et j'ai accepté bien sûr. Je trouvais cela intéressant. […] Son intérêt là-dedans n'était pas d'aider les drogués, mais d'essayer d'une certaine manière de réduire le taux de criminalité. […] Pendant un temps, cette question était un centre d'intérêt spécifique pour moi. Maintenant, mes centres d'intérêt s'élargissent. »*
> *(Angleterre - n°13 : F, 34 ans, célibataire, études supérieures, expérience professionnelle, ex-toxicomane)*

Cette allocataire, qui suivait beaucoup la politique lorsqu'elle était très jeune, a recommencé à s'y intéresser après sa cure de désintoxication. Élément particulièrement significatif, son intérêt s'est d'abord concentré sur le sujet qui la touchait personnellement, les problèmes liés à la consommation de drogue. La rencontre avec Jack Straw, Ministre de l'Intérieur, qu'elle raconte en détail, a été pour elle l'occasion de repenser la société de manière politique. Le regard sévère qu'elle porte sur les résultats de l'enquête marque déjà un certain recul, une réflexion. Elle ne se borne pas à dénoncer l'inaction du Gouvernement en termes d'aide aux toxicomanes, mais replace cette politique dans un contexte plus large, la lutte contre la criminalité. À partir de leur histoire individuelle, l'on pourrait parler des péripéties de leurs vies, les personnes en situation défavorisée proches du *mécontentement* développent un rapport plus large au politique, toujours ancré dans le vécu personnel, mais entraînant une cascade de considérations politiques sur les gouvernants, les problèmes sociétaux, ce que signifie 'faire partie' d'une société. Ils développent une réflexion spécifiquement politique. Les particularités des trajectoires personnelles sont centrales dans ce

type de rapport au politique ; c'est à partir de leur histoire mouvementée, souvent douloureuse, qu'ils concluent à l'injustice sociale du monde, d'où leur *mécontentement* politique.

Ainsi, il apparaît dans un premier temps que le *mécontentement* est un type de rapport au politique particulièrement représenté parmi des personnes ayant une expérience personnelle marquée par la maturité, les responsabilités et les épreuves traversées. Ces bénéficiaires se montrent par ailleurs extrêmement loquaces.

b) Un goût pour la politique qui s'inscrit dans le cadre d'une sociabilité

De par leur expérience, les allocataires du revenu minimum proches du *mécontentement* ont souvent noué des contacts avec des collègues, des amis, des parents d'élèves, des bénévoles dans le cadre d'associations, etc. Cela n'est pas sans lien avec leur besoin de « parler politique » – activité inconsciemment liée à une activité d'homme qui travaille et a des responsabilités – et le sentiment de ne plus pouvoir parler politique « comme avant » par manque d'interlocuteurs. L'idée d'un changement de situation, perceptible au travers du sentiment de déclassement, se retrouve ici puisque les discussions politiques peuvent être perçues comme moins fréquentes.

Participer à l'entretien leur procure en conséquence une satisfaction qu'ils manifestent avec beaucoup de chaleur, souvent avec humour. Comme le signale leur aisance verbale, les discussions politiques ne leur sont pas étrangères, c'est un sujet dont ils parlent encore régulièrement, avec leur famille, avec des amis, ou dans le cas de l'Angleterre, au *pub* bien sûr.

> *« Vous savez, vous prenez une ou deux pintes au pub, et je peux vous garantir que quelqu'un va mettre la conversation sur Dieu, la politique, ou le sexe. Enfin, restons-en à la politique, je ne veux pas vous embarrasser. Mais c'est vrai, ce sont les trois grands sujets de conversation dans les pubs anglais. Et le football. C'est toujours 'Tony Blair a fait ça'. L'un va prendre sa défense, l'autre va démolir Tony Blair en rappelant toutes les promesses non tenues. En gros, c'est ça. On parle beaucoup de politique dans les pubs. On veut tous donner notre point de vue. Et je suppose que n'importe qui, après quelques pintes, se sent important, et c'est marrant, on finit par parler comme des politiciens, vous savez, pour capter l'attention des autres. »*
> *(Angleterre - n°26 : H, 55 ans, en couple, 3 enfants, très entouré, scolarisé de 12 à 15 ans, parcours professionnel instable, a fait de la prison)*

> « - Vous parlez de politique autour de vous ?
> *- Oui. Avant, je dirigeais une maison pour les sans-abri. Pendant 10 ans. Je parle de politique dans le quartier, avec les quakers [sa religion], et les conseillers municipaux, et les travailleurs sociaux, et ainsi de suite. Et avec les sans-abri aussi. De ce qu'on peut faire pour eux. Parce que la politique, c'est aussi pour régler les problèmes personnels. »*
> *(Angleterre - n°27 : H, 52 ans, sans famille, scolarisé jusqu'à 19 ans, parcours professionnel instable)*

Pour ces personnes, la politique fait partie de la vie et à ce titre peut faire irruption dans n'importe quelle discussion. Même s'ils s'en défendent parfois, ils s'y intéressent et tendent à aborder presque tout sujet d'un point de vue politique, c'est-à-dire en mettant en relation l'expérience vécue des individus avec les responsabilités des hommes politiques, systématiquement critiqués soit pour leurs mauvaises décisions, soit pour leur personnalité.

Cette femme de 61 ans, caricature de la 'vieille dame anglaise excentrique', explique ainsi avec beaucoup d'emphase et un accent très '*posh*' (distingué) :

> *« J'abhorre la politique. Je pense que ce qui touche la politique est nécessairement mauvais. Puisque nous vivons dans une démocratie, nous sommes obligés d'avoir des hommes politiques. Et je me dis qu'on pourrait tout aussi bien avoir une chambre des Communes pleine de gorilles et de singes, ou n'importe, parce qu'ils ne font jamais rien de bien. Ils ne sont même pas sincères. […] La politique est quelque chose que je ne comprends pas vraiment pleinement, parce qu'il semble y avoir tellement de fins inavouées, des double-jeux, et poignarder les gens dans le dos... Je pense que c'est trop compliqué. Ce qui se passe, c'est que je ne veux plus savoir (avec une emphase de tragédienne). Je n'aime pas les répétitions. »*
> *(Angleterre - n°19 : F, 61 ans, divorcée, 1 fils, études supérieures, parcours professionnel instable)*

Bien que se défendant de s'intéresser un tant soit peu à la politique, elle s'avère très bien informée sur tous les sujets abordés lors de l'entretien. D'origine écossaise, elle se souvient avoir voté pour le Scottish National Party dans sa jeunesse et se montre très satisfaite que l'Écosse ait enfin un parlement. Son discours est une grande mise en scène avec une gestuelle élaborée, des mimes ; l'ensemble est très divertissant, mais surtout, sur le fond, elle maîtrise remarquablement le sujet, ce qu'il faut sans doute mettre en rapport avec son niveau d'études, puisqu'elle a fait plusieurs années d'université à Oxford.

L'approche familière de la politique, empreinte d'ironie, n'est pas réservée aux Britanniques ; on la retrouve également en France dans les discours de certains allocataires du R.M.I. Tous suivent régulièrement l'actualité, grâce à la télévision et à la radio, mais aussi très souvent par la presse.

> « - Vous vous intéressez à l'actualité ?
> - *Justement, je lis* Le canard enchaîné *pour être bien renseigné. Les autres journaux, ça m'intéresse pas, parce que…pour lire les accidents, les drames, je vois pas l'intérêt.*
> - C'est un journal qui parle surtout de politique…
> - *Pas du tout ! C'est une idée reçue. Le canard enchaîné parle de tout, tape sur la droite, sur la gauche, sur l'extrême. […]* Le canard, *ça a pas d'étiquette. C'est pas comme* Minute. Minute, *c'est le P.C.F.. […] Je regarde aussi les débats pour les voir s'engueuler à l'antenne […]Mais c'est tartignolle les trois quarts du temps. Ils parlent pour pas dire grand-chose. […] C'est plus aussi drôle depuis qu'il y a plus Marchais »*
> *(France - n°26 : H, 50 ans, célibataire, très entouré, niveau lycée, expérience professionnelle)*

Hormis l'erreur sur la couleur politique de *Minute*, cet allocataire manifeste effectivement une bonne connaissance de l'actualité récente. Un couple interrogé (n°29 et 30)

mentionne également un intérêt similairement sarcastique pour les questions au Gouvernement de l'Assemblée Nationale et du Sénat.

> *« Il y en a qui en prennent plein la tête. C'est humoristique à voir. […] La politique c'est ça, c'est un foutoir. Il faut pas chercher. »*
> *(France - n°30 : H, 57 ans, en couple, CAP, expérience professionnelle).*

L'attrait pour les divergences théâtralisées entre hommes politiques est un des traits du *mécontentement*. On note une prégnance particulière du « débat » télévisé en France, et du « faux pas » en Angleterre (petite phrase répétée ou frasque sexuelle), mais dans les deux cas, la dimension ludique de la politique est soulignée, dimension qui échappe totalement aux personnes proches de l'*apathie*, ennuyées et désorientées par ces sujets. Nombre de remarques traduisent l'intérêt des personnes proches du *mécontentement* pour la dimension contradictoire, éventuellement conflictuelle, de la politique, tant en ce qui concerne les hommes politiques entre eux que la possibilité de se fâcher entre soi pour des idées politiques. Ainsi de cet homme qui manifeste à la fois de l'intérêt et de vraies préférences partisanes.

> *« Oui, avec des amis on en parle, parfois un peu… dur quoi. (rire) Mais c'est jamais méchant. Il y a toujours des accrochages en politique… C'est pour ça qu'il vaut mieux éviter d'ailleurs. On est jamais du même avis. Bon, on s'accroche, mais ça va pas plus loin. »*
> *(France - n°6 : H, 47 ans, divorcé, scolarisé jusqu'à 14 ans, expérience professionnelle)*

Son cas présente un intérêt tout particulier. L'entretien avec lui s'est déroulé un jeudi, jour conseillé par d'autres allocataires du R.M.I. de l'association 'Les 3R'. Selon eux, les autres jours de la semaine, il est soit ivre, soit de mauvaise humeur et peu loquace. Le jeudi en question, il était effectivement très bien disposé et heureux de l'occasion de pouvoir parler politique, un sujet qui l'intéresse beaucoup *« même si dans ma situation, j'ai pas assez d'occasions »*. De la lecture globale de cet entretien, il ressort que par le passé, il relevait plutôt de la *loyauté* politique, avec un net ancrage à gauche, en faveur du Parti Socialiste. Le chômage, le divorce et l'alcoolisme ont bouleversé sa situation. Parallèlement à ces événements dans sa vie personnelle, il a été profondément déçu sur le plan politique par le premier septennat de Mitterrand. Aujourd'hui, ses propos témoignent d'un mécontentement diffus à l'encontre de la société, des hommes politiques qui *« ne font rien »*. S'il ne vote plus, il continue cependant d'émettre des préférences partisanes. Le cas de cet allocataire suggère que les individus peuvent évoluer d'un type de rapport au politique à un autre, en particulier lorsque leurs conditions d'existence sont bouleversées. La socialisation d'origine de cet individu demeure, il se sent toujours *« pour les ouvriers »*, mais il a clairement cessé de croire au système politique ainsi qu'à la capacité et à la volonté des hommes politiques d'améliorer le sort de la population et de résoudre ses problèmes.

Le militant anarchiste rencontré en France, quant à lui, discute politique avec ses camarades anarchistes, mais également en dehors, tout en regrettant de ne pouvoir davantage en parler, du fait de l'aliénation des gens, notamment *via* la télévision.

> *« Les gens veulent plus parler politique. Ils ont peur. Premièrement, ils y connaissent rien, et puis le peu d'idées qu'ils peuvent avoir, c'est de la daube ! Qu'on leur a complètement foutu dans la tête ! » (France - n°17 : H, 38 ans, célibataire, Bac A et B, deux CAP, militant anarchiste)*

La politique est volontiers un sujet de discussion, avec leur famille, leurs amis, mais ils précisent toujours que *« c'est un sujet qui fâche »*, suggérant par là-même que leurs conversations peuvent être assez passionnées. La confrontation d'opinions concurrentes, qui pour les personnes proches de l'*apathie* et de la *perplexité* lance un défi à la compréhension et constitue un risque relationnel, est objet d'amusement pour les personnes proches du *mécontentement* car elles sont à la fois suffisamment investies et informées pour comprendre les enjeux et suffisamment détachées, voire cyniques, pour ne pas souffrir d'éventuelles conséquences. La politique n'est pas un sujet dont on parle calmement, en pesant le pour et le contre, mais le lieu d'un affrontement d'idées, où chacun essaye de convaincre l'autre. Quelle que soit leur nationalité, les allocataires proches du *mécontentement* estiment qu'aucun parti ou homme politique ne justifierait de se fâcher avec sa famille ou ses amis.

À ce titre, les deux nationalistes basques constituent une fois encore une exception puisqu'ils ont rompu les liens avec leurs parents et leur milieu au nom de leurs convictions ; ils s'affirment prêts à défendre leurs idées, quoi qu'il en coûte, et se montrent très sérieux sur le sujet. En revanche, on constate l'importance de la sociabilité dans leur rapport quotidien à la politique. L'omniprésence des préoccupations d'ordre politique est confirmée par le choix de leurs amis en fonction de leurs opinions :

> *« Il faut bien avoir des choses en commun, et l'idéologie en fait partie, quand tu noues des amitiés. » (Espagne - n°11 : H, 32 ans, célibataire, études supérieures, parcours professionnel instable, en rupture avec sa famille)*

Ils soulignent l'un et l'autre qu'ils parlent souvent de politique, mais uniquement avec des amis proches, partageant leurs idées. Leur sociabilité est ouvertement liée à leurs opinions politiques. On note au passage que la sélection de leurs amis, donc de leurs interlocuteurs, les protège de toute blessure narcissique puisqu'ils n'engagent habituellement pas la conversation avec des personnes susceptibles de les contredire[268].

[268] À cet égard, l'entretien avec une étudiante étrangère constituait pour eux un événement relativement exceptionnel, l'occasion de revendiquer fièrement leurs opinions, d'être confrontés à des objections leur permettant de davantage expliciter leur pensée, sans pour autant être exposés à une vindicte publique dans la mesure où les règles fondamentales de l'entretien sociologique impliquent le recueil des faits dans un esprit de compréhension, sans jugement normatif.

En dépit de leur spécificité, on retrouve donc chez eux une caractéristique commune à toutes les personnes proches du *mécontentement*, à savoir le fait de ne s'exposer à aucune humiliation. Plus généralement, les allocataires du revenu minimum proches du *mécontentement* ne se soucient guère d'être pris en défaut lors d'une discussion politique car c'est avant tout pour eux une catharsis, un moyen de se libérer de tensions, de frustrations, sur un mode émotionnel, à grand renfort de gestes, d'anecdotes, d'expressions imagées voire grossières, de portraits caricaturaux. La discussion politique relève pour eux d'une sociabilité affable, où la plaisanterie tient une grande place. On y parle de choses sérieuses, mais sans se montrer trop sérieux.

c) Entre idéal politique et fatalisme

Une haute idée de la politique perce en effet à travers les critiques et les remarques caustiques. En creux se dessine, non sans idéalisme, ce que devrait être la politique et surtout ce que devraient être les hommes politiques. Leurs qualités premières seraient l'intégrité, la sincérité et l'abnégation (*« servir le peuple »*), et l'on remarque la prédominance accordée aux qualités d'ordre moral. Les allocataires proches du *mécontentement* ont une conscience aiguë des devoirs des hommes politiques, au premier rang desquels ils placent la proximité. L'homme politique se doit en effet d'être proche afin de connaître les problèmes de chacun, voire de les partager pour *« savoir ce que c'est vraiment »*, et d'écouter les opinions de chacun sur ce qu'il conviendrait de faire car, dans les représentations des bénéficiaires du revenu minimum, l'expérience vécue prévaut sur la connaissance théorique. L'homme politique doit également être présent pour compatir avec ses concitoyens dont il est censé guider mais aussi partager le destin.

> *« Je m'intéresse à la politique, mais il y a des choses que je ne peux pas comprendre. Ce que je comprends, c'est qu'il y a des choses qui ne sont pas bien du tout, parce qu'avec tout l'argent dont ils disposent, qu'il y ait autant de gens qui meurent de faim. Surtout les petits enfants. Moi, j'ai élevé tous les enfants, et ça n'a pas été facile, et quand je vois tous ces petits enfants qui meurent, cela me fend le cœur vraiment. Ils ne le voient pas ? Ou alors ils le voient et ils ne font rien, ils s'en fichent ?! Avec tout l'argent qu'il y a au gouvernement et tout ça... C'est tout de même leur devoir, non ? Que ce soit un peu mieux réparti. »*
> *(Espagne - entretien n°6 : F, 57 ans, divorcée, 10 enfants, 8 petits-enfants dont quelques uns qu'elle a élevés, analphabète)*

Pour les allocataires, il est inadmissible que leurs élus soient loin, alors même qu'ils ont tant à faire dans leur pays. En cas de catastrophe naturelle, si la présence des hommes politiques sur les lieux est jugée opportuniste par les personnes proches du *mécontentement*, leur absence est infiniment plus mal considérée. Par exemple, l'absence de Jacques Chirac, en

vacances à l'île Maurice, au moment des tempêtes de 1999, est vivement critiquée car perçue comme un abandon. Par ailleurs, la présence des élus est exigée dans le cadre de leur mandature, en particulier au Parlement :

> *« Tu regardes les débats télévisés sur la Trois, le mercredi après-midi… Il y en a un seul qui appuie sur tous les boutons ! Ils sont où les députés ? Ils font quoi ? Ils sont payés pour débattre ! Ils doivent être présents ! »*
> *(France - n°24 : H, 43 ans, célibataire, CAP, parcours professionnel instable)*

Cette remarque est également vraie en Angleterre et en Espagne. L'absentéisme est impardonnable aux yeux des allocataires car 'être présent au service du peuple' est précisément la charge des hommes politiques. Cette présence visible est fondamentale et souvent sous-estimée ; elle manifeste la prise en compte de l'intérêt général. Alors même que dans la réalité, le travail politique se déroule à l'abri des regards, dans des bureaux emplis de dossiers, les allocataires du revenu minimum estiment qu'il devrait se dérouler sous les yeux de la Nation, *via* la présence et le débat (encore l'importance de l'oralité). La conception de la politique qui se devine à travers les entretiens avec des personnes proches du *mécontentement* est donc à la fois irréaliste, sans rapport avec les réalités bureaucratiques de l'exercice du pouvoir, et idéaliste, avec un haut niveau d'exigence en matière de moralité.

Le summum de l'idéalisme est atteint dans notre échantillon par les aspirations du militant anarchiste :

> *« Beaucoup de gens se font une fausse idée de l'anarchie. Tous les media vont dire que l'anarchie c'est le bordel. C'est l'ordre moins le pouvoir ! Si les gens comprenaient déjà ça : l'ordre moins le pouvoir ! Ce serait déjà bien. […] C'est l'affaire de chaque individu, en s'émancipant. La liberté des autres allonge la nôtre à l'infini et non pas le contraire 'La liberté s'arrête là où commence celle des autres'. Non, non, non. Moi je suis libre à condition que les autres soient libres ! Sinon, on est seul. »*
> *(France - n°17 : H, 38 ans, célibataire, Bac A et B, deux CAP, militant anarchiste)*

L'idéalisme est une des caractéristiques du *mécontentement*. Il découle de la frustration éprouvée et des griefs formulés dans la mesure où les hommes politiques aviliraient le système en l'instrumentalisant à leur profit, plutôt que de résoudre les problèmes de la société.

Toutefois, parmi les personnes en situation défavorisée, l'idéalisme ne s'accompagne pas d'aspirations révolutionnaires. Celles-ci sont naturellement absentes en Angleterre où les appels à des bouleversements radicaux sont accueillis avec méfiance. En France, où les partis protestataires sont nombreux et notablement puissants, les hommes politiques qui promettent 'le grand soir' sont jugés avec ambiguïté par les allocataires du R.M.I. proches du *mécontentement*, c'est-à-dire avec une admiration mêlée de dérision. C'est tout particulièrement le cas d' *« Arlette »* Laguiller, dont l'intégrité et l'immuabilité sont

appréciées (*« une qu'a pas dévié d'un pouce »*, *« rigoriste au possible »*) tout autant que moquées (*« elle est rigolote, je dis pas, mais comment elle peut encore y croire ? »*). L'estime dont bénéficie Jean-Marie Le Pen tient à son franc-parler parfois drolatique, au fait que son discours politique s'articule essentiellement autour de la nostalgie d'un passé nécessairement meilleur et d'une critique violente et actuelle de la société ; le futur y est peu présent, ou alors menaçant. Ses rares 'promesses' sont d'ailleurs précisément les points sur lesquels s'appuient les allocataires pour mettre en doute la réalité de ce que serait son action politique. Enfin, en Espagne, on peut considérer que les deux allocataires les plus proches du *mécontentement*, à savoir les nationalistes basques relèvent d'une certaine exceptionnalité régionale, les autres allocataires proches du *mécontentement* se montrant totalement imperméables, voire méfiants, quant à des bouleversements politiques qui leur rappellent tacitement une histoire nationale violente.

Ainsi, au-delà de cet idéalisme, aucun changement 'radical' ne semble être véritablement souhaité et recherché à travers un vote. Les personnes interrogées souhaitent simplement « *qu'il fassent enfin quelque chose* » et *« que les choses s'arrangent un peu pour nous »*, des revendications très modestes en regard de l'énergie déployée dans les entretiens.

> *« Mais s'il y avait pas de chef, pas de gouvernement, ce serait vraiment la débandade, ce serait n'importe quoi. […] On est forcés, on n'a pas le choix. Il y aura tout le temps de la politique. »*
> *(France - n°4 : F, 28 ans, en couple, scolarisée jusqu'à 16 ans, parcours professionnel instable)*

Finalement, tout en étant emprunts d'idéalisme, ces allocataires font preuve de fatalisme. Il convient de souligner la différence entre le pragmatisme – conception selon laquelle l'utilité et l'efficacité doivent guider l'action politique – et le fatalisme rencontré parmi les personnes proches du *mécontentement* qui est la manifestation de leurs désillusions et de leur sentiment d'impuissance. Ainsi, le *mécontentement* se caractérise également par une conception idéaliste de la politique qui, ne pouvant être satisfaite dans la réalité, se traduit par un fatalisme particulièrement prégnant parmi les catégories populaires, comme Richard Hoggart l'avait déjà observé. Il rapproche ce fatalisme d'autres attitudes comme le scepticisme et le cynisme, que l'on retrouve également dans les entretiens auprès de bénéficiaires du revenu minimum.

I.2 Une rhétorique virulente au service d'un intérêt viscéral pour la politique

L'intérêt pour la politique des personnes en situation défavorisée dont le comportement se rapproche du *mécontentement* se manifeste généralement par un discours très virulent, volontiers grossier, semblable à une diatribe où les critiques se succèdent inlassablement. En témoigne cet extrait, très représentatif de l'entretien avec un homme ancien ouvrier, apolitique, qui n'a jamais eu de préférence partisane :

> « - Est-ce que vous vous intéressez à la politique ?
> *- Disons que je préfère me taire. Ce sont tous des cons. C'est tous des voleurs, c'est tous des cons, c'est tous des enfoirés. Voilà, on va pas plus loin. C'est tous des baratineurs, ils sont tous là à s'en mettre plein les poches et ils font rien pour les autres. Ils font rien pour les citoyens français. C'est lamentable de voir à quel niveau qu'on est arrivés. Si vous appelez ça une belle politique et une belle saison de France… C'est lamentable. Il y a autant d'étrangers qui viennent sans le dire en France qu'il y a d'étrangers déclarés. Vous trouvez ça logique vous ? (silence)*
> - Vous pensez que les étrangers sont favorisés ?
> *- C'est pas ça que j'ai dit. Je dis que le gouvernement actuellement, il fait rien pour améliorer le sort des Français ; ils en ont rien à foutre. Ce qui les intéresse, c'est de toucher leurs pépètes, de cumuler les mandats et après de se faire baiser comme ils se font tous baiser devant les tribunaux. Comme ils ont tous touché de l'argent un peu sale, un peu à Gauche, un peu à Droite… [Redite] Quand on dit 'Ah l'Europe !' On part à 10 à l'Europe, bientôt on va être arrivés à 60 ; 60 pays pour faire l'Europe ! Mais c'est quoi ces conneries-là ? L'Europe ça sert à quoi ? C'est quoi l'Europe ? Dites-moi ?*
> - [L'enquêteur fournit une réponse consensuelle]
> *- Tout ça c'est de la foutaise. L'Europe c'est chacun pour soi. Les Anglais ils veulent pas l'Euro. Les Portugais ils ont un tueur, ils voulaient pas le renvoyer en France. Alors là déjà, il y a une mauvaise entente entre les Portugais et les Français. Les Anglais, c'est pareil. Les Allemands aussi. Quand on peut gagner de l'argent, tout le monde est content. On a des députés, ça sert à quoi ? C'est Bruxelles qui décide le quota français de production de lait tout ça. Ils savent même pas comment c'est fait une vache ! Il faut arrêter ces conneries là. »*
> *(France - n°24 : H, 43 ans, célibataire, CAP, parcours professionnel instable)*

Cet extrait permet de souligner certaines caractéristiques des discours proches du *mécontentement* : à la différence de l'*apathie* ou de la *perplexité*, la parole est ici volubile, parfois intarissable, dépourvue d'hésitations.

a) La virulence comme expression d'une passion pour la politique

Là où les allocataires proches des autres types de rapport au politique s'efforcent de tenir un discours distancié – repérable notamment par l'évitement d'expressions grossières, sauf à s'excuser de les employer – le recours à une certaine grossièreté est fréquent dans les discours proches du *mécontentement*. On relève l'utilisation d'un champ lexical familier qui joue un double rôle dans les discours : d'une part, manifester un rapport de familiarité avec le politique ; d'autre part, donner de la force aux jugements émis. Le langage employé permet aux personnes en situation défavorisée proches du *mécontentement* de faire partager à leur interlocuteur leur passion pour la politique.

L'on retrouve chez les allocataires de la *renta básica* proches de l'E.T.A. cette caractéristique du *mécontentement*, poussée jusqu'à l'expression d'un authentique radicalisme. Leur intérêt viscéral pour le politique – considéré comme un fait total, ayant un impact sur l'ensemble de la société – s'exprime par la virulence, et même la violence, de leurs propos. Par exemple, tout au long de ces deux entretiens, les termes 'fasciste' et 'espagnol' sont utilisés comme synonymes.

> *« Tout le reste de ma famille, c'est rien que des fachos. Des fascistes selon moi. Ou des Espagnols. Ils ont toujours été comme ça. Et moi, avec eux, j'ai toujours eu mes discussions, mes débats, mes… engueulades, logique. Bien malheureusement, ici à Iruña [nom basque de Pampelune], la majorité est facho. Si tu veux discuter, que tu le veuilles ou non, il faut chercher des copains, parce qu'ici, nous sommes pratiquement une minorité, et nous sommes totalement opprimés. »*
> *(Espagne - n°11 : H, 32 ans, célibataire, études supérieures, parcours professionnel instable, en rupture avec sa famille)*

De même, la mairesse de Pampelune, Yolanda Barsina (U.P.N.), est considérée comme *« une fasciste et une hypocrite »*. Par leur rhétorique accusatrice, mais aussi par le rappel circonstancié du passé de l'Espagne, ces personnes retracent les liens entre le franquisme et le Partido Popular, en soulignant en particulier la présence d'anciens franquistes dans les rangs du P.P.. Cette attitude est à rapprocher d'une part du niveau d'études de ces personnes, d'autre part de leur rejet de l'État central espagnol, d'où le rappel douloureux du passé franquiste, donc de la répression qui toucha particulièrement le pays basque. Dans un contexte où José María Aznar était au pouvoir, l'équivalence entre P.P. et franquisme revient à affirmer que pour le pays basque, en termes de liberté et d'indépendance, rien n'a véritablement changé. L'on voit bien, à travers ce cas précis, comment les choix lexicaux ne sont pas qu'une traduction émotionnelle, ils permettent également d'exprimer des convictions politiques fortes.

Le niveau politique qui suscite le plus d'intérêt est le niveau national. Les personnes proches du *mécontentement* estiment que c'est à ce niveau que sont prises les décisions réellement importantes pour la société. Contrairement aux bénéficiaires du revenu minimum proches de l'*apathie*, c'est en effet à la société au sens large qu'ils s'intéressent – même s'ils argumentent toujours à partir d'exemples très circonstanciés – non à la communauté locale. Sans être jugée véritablement inintéressante – l'actualité locale leur fournit des informations utiles – la politique locale est estimée secondaire : *« ça peut avoir un effet direct sur vous, votre famille, c'est vrai, mais ça va pas plus loin »*. Par exemple, à Oxford, alors que le M.P. Andrew Smith était très apprécié des bénéficiaires de l'*income support* proches de l'*apathie*, il n'est pas particulièrement admiré de ceux qui sont proches du *mécontentement*. Un

allocataire le décrit même comme *« un député motorworks »* du nom d'une pile électrique dont l'image est proche de celle de Duracell en France, pour exprimer qu'il bouge en tous sens mais sans agir utilement. Il ne s'agit pas tant d'une dévalorisation du local, auquel ils sont attachés, mais de la volonté de le remettre à 'sa place', celle d'une proximité rassurante, mais moins déterminante que les décisions prises au niveau du Gouvernement.

b) Mensonge et corruption : une vision négative de la classe politique

Dans le cadre du *mécontentement*, les critiques adressées par les bénéficiaires de l'*income support* aux hommes politiques sont nombreuses. Elles sont souvent formulées avec humour, ce qui marque une prise de distance vis-à-vis du sujet et exprime de manière sarcastique les réactions provoquées par les hommes politiques, en particulier l'incrédulité et la défiance.

> *« Il y a une vieille blague, qui n'est pas particulièrement drôle, qui dit : comment pouvez-vous savoir qu'un homme politique ment ? Ses lèvres bougent. Ils tordent et transforment la vérité. Ils tirent des conclusions mais n'agissent pas. »*
> *(Angleterre - n°13 : F, 34 ans, célibataire, études supérieures, expérience professionnelle, ex-toxicomane)*

> *« Ils sont comme des silhouettes de carton. Ils sont là, ils ont l'air d'être là, mais ils ne sont pas là en réalité. Ils s'en fichent. Tout ce qui les préoccupe, c'est eux-mêmes, combien d'argent ils peuvent se faire, faire leur pelote. Ils disent une chose quand ils en pensent une autre ; ils ne disent jamais la vérité tant qu'ils peuvent mentir. Ils ont deux poids deux mesures, ils ont deux visages, ce sont de fieffés hypocrites. Je méprise les hommes politiques. »*
> *(Angleterre - n°19 : F, 61 ans, divorcée, 1 fils, études supérieures, parcours professionnel instable)*

Les personnes proches du *mécontentement* affichent un profond scepticisme à l'égard des hommes politiques, en particulier quant à leur capacité de s'adresser au peuple avec sincérité. Il leur est généralement reproché de mentir, de chercher à tromper le peuple dans leur quête de pouvoir personnel. Sur ce dernier point justement, les bénéficiaires se montrent particulièrement acerbes. Bien qu'aucun d'entre eux ne soit capable de faire précisément référence à une affaire de corruption, ils considèrent largement les hommes politiques comme corrompus et avides d'argent. Leurs discours, contrairement au relativisme moral des personnes proches de l'*apathie*, sont fortement dénonciateurs :

> *« Le gars, même s'il a fait des conneries avant, il est pas poursuivi. Que dire ? »*
> *(France - n°4 : F, 28 ans, en couple, scolarisée jusqu'à 16 ans, parcours professionnel instable)*

> *« Des montagnes de mensonges… Des montagnes ! Quand ils se présentent pour être élus, ils te promettent beaucoup, le beurre et l'argent du beurre [*el oro y el moro *: la vérité et le mensonge], mais à l'heure de vérité… rien ! »*
> *(Espagne - n°6 : F, 57 ans, divorcée, 10 enfants, 4 petits-enfants dont plusieurs qu'elle a élevés, analphabète)*

Dans le cas particulier de l'anarchiste français, l'interprétation est bien entendu spécifique et conforme à sa posture politique :

> *« La corruption est l'ordre normal du capitalisme et de l'État »*
> *(France - n°17 : H, 38 ans, célibataire, Bac A et B, deux CAP, militant anarchiste)*

La dénonciation de la corruption du monde politique, quoique virulente, se montre assez convenue sur le fond et généralement dépourvue d'exemples précis. Plus intéressant, la critique dépasse la corruption pour s'en prendre aux avantages du pouvoir, jugés d'autant plus indus que les promesses électorales ne sont pas respectées : *« la place est bonne »*, *« ils gagnent presque dix briques à rien foutre par mois »*, *« Toi ça te nourrit pas la politique. Eux, c'est leur métier, leur gagne-pain. »*, *« on a supprimé le G.L.A.M. soit disant pour restreindre le train de vie de l'Etat et on a créé je sais plus comment ça s'appelle. De toute façon, tout le monde voyage avec les avions de la Présidence de la République. »* En France, la critique s'adresse aux avantages liés aux charges politiques et s'accompagne d'une forte opposition au cumul des mandats et du souhait d'un contrôle accru en cours de mandature ; caractéristique du *mécontentement*, elle ne se retrouve pas dans les autres types de rapport au politique.

En France et en Espagne, les partis de Gauche et de Droite sont indistinctement accusés de corruption, accusations qui s'appuient effectivement sur des scandales nationaux ayant touché les principaux partis de gouvernement. Les discours des bénéficiaires de la *renta básica* proches du *mécontentement* comportent une réflexion sur le caractère corrupteur du pouvoir. La corruption des partis de gouvernement est considérée comme avérée, qu'il s'agisse des agissements du P.S.O.E. en particulier l'action des G.A.L. contre l'E.T.A. ou du Partido Popular :

> *« En ce moment, il y a l'affaire Gescartera, oui. Ils s'accaparent l'argent, et on ne s'en rend pas compte. Mais ça ne m'intéresse pas, je ne suis pas ça. Parce que quand il s'agit du P.S.O.E. ou du P.P., ce n'est pas vraiment une surprise pour moi qu'ils soient corrompus. Je le savais déjà. Quand ils se présentent pour être élus, ils te promettent beaucoup, le beurre et l'argent du beurre [*el oro y el moro *: la vérité et le mensonge], mais à l'heure de vérité, hein ! Rien ! »*
> *(Espagne - n°11 : H, 32 ans, célibataire, études supérieures, parcours professionnel instable, en rupture avec sa famille)*
>
> *« Avec le gouvernement de Felipe González, on a eu Roldán, les affaires liées, leur enrichissement personnel, la répression policière, en plus ils nous ont mis dans l'O.T.A.N.. De manière arbitraire, parce qu'ici on a voté contre. Ils nous ont trompés, parce qu'avant de gagner les élections, ils disaient que nous n'entrerions pas dans l'O.T.A.N.. Et là-dessus, ils nous ont manipulés, avec les moyens de communication, ils ont manipulé le peuple, mais pas le peuple basque qui lui comprend mieux ces choses-là que les autres, avec le peuple catalan. Donc ils m'ont semblé comme les autres. Ce sont des hommes politiques qui veulent arriver au pouvoir, et une fois au pouvoir, abuser du pouvoir. C'est le peuple qui les choisit, mais peu importe que ce soit la Droite ou la Gauche, ou communistes… Mais tous, au final, deviennent corrompus. »*
> *(Espagne - n°21 : F, 54 ans, divorcée, 4 enfants, élève son petit-fils, scolarisée jusqu'à 17 ans)*

Pour les personnes proches du *mécontentement*, le pouvoir est donc fondamentalement corrupteur. Ils soupçonnent que la conquête du pouvoir pourrait corrompre tout homme politique, y compris les partisans d'Herri Batasuna pourtant porteurs des idéaux de la cause basque. Cela explique le discours extrêmement pessimiste de la femme, même dans l'hypothèse où ce parti avec lequel elle se sent *« beaucoup de points communs »* l'emporterait, ainsi que le refus de l'homme de voter pour quelque parti que ce soit. Ainsi tous deux considèrent les dirigeants d'Herri Batasuna comme *« des politiciens qui cherchent d'abord le pouvoir »*. Plus généralement, la méfiance des personnes proches du *mécontentement*, ancrée originellement dans leur méfiance à l'encontre des partis de gouvernement jugés organisateurs de l'oppression de la nation basque, s'étend à l'ensemble de la classe politique.

En Angleterre en revanche, le Labour est particulièrement visé. Les bénéficiaires de l'*income support* proches du *mécontentement* font le raisonnement suivant : les candidats Labour étant pauvres – telle est du moins leur représentation –, ils cherchent davantage à profiter du pouvoir pour s'enrichir. Ils estiment que les élus disposent de trop de pouvoir personnel, qu'ils ne sont pas suffisamment contrôlés, à la fois dans leurs revenus personnels et dans l'utilisation de l'argent du contribuable.

> *« Je suis né dans la misère. Je suis né en 1945. Ce que je me rappelle maintenant, j'ai 55 ans, et quand j'y repense, je me dis que je n'ai pas été bien élevé. J'aurais sûrement des idées différentes sur les hommes politiques et tout ça… Mais nous n'avions rien, et c'est resté comme ça pendant très très très longtemps. Et quand on voyait les politiciens avec leurs jolis costumes, leurs jolies limousines, et tout ça, vous vous dites : à quoi ça sert ? […] Où va l'argent ? Nous avons du pétrole et du gaz en pleine mer… Où sont les milliards, probablement les milliards, qu'on en a tirés ? Et ils dépensent pour construire le Dôme… C'est jeter l'argent par les fenêtres. Combien ça a coûté déjà ? 178 millions… C'est dégoûtant, quand il y a des gens qui sont dans la misère (*people on the bread line*). C'est dégoûtant. Qu'est-ce qu'ils croient ? Que les Anglais vont s'écrier 'Wow, on a un grand Dôme là, quelle histoire !' Pendant que des gens crèvent de faim ou se contentent de repas normaux comme des haricots sur des toasts ! »*
> *(Angleterre - n°26 : H, 55 ans, en couple, 3 enfants, très entouré, scolarisé de 12 à 15 ans, parcours professionnel instable, a fait de la prison)*

L'allusion précise (le coût avancé est exact, du moins correspond-il aux chiffres parus dans la presse) au scandale du Dôme renvoie à ce dernier point. Le grand Dôme de métal et de verre construit pour le nouveau millénaire, en écho au Cristal Palace de l'exposition universelle de 1851, a en effet largement dépassé les budgets initiaux et il avait été décidé de le détruire peu de temps avant l'enquête menée à Oxford. L'ensemble était en conséquence perçu comme une gigantesque gabegie, dont le gouvernement était jugé directement responsable. Dans un pays comme le Royaume-Uni, où les scandales financiers sont assez inhabituels et qui entretient une haute conception du *civil service*, l'accusation de corruption

apparaît comme l'expression exacerbée de l'insatisfaction des personnes en situation défavorisée, qui ont perdu toute confiance dans leurs dirigeants.

Les hommes politiques les plus critiqués sont à la fois les plus connus et ceux qui disposent du pouvoir, deux premiers ministres : Margaret Thatcher et Tony Blair. Le souvenir laissé par les trois gouvernements Thatcher (1979-1990) est sans ambiguïté négatif. Aux yeux des bénéficiaires de l'*income support*, elle n'a *« rien fait de bien »*, *« elle a tout détruit »*. Si certains allocataires proches de l'*apathie* lui trouvaient des qualités de franchise dans sa façon de s'adresser à la population, de mettre ses paroles en acte, ou du simple fait qu'elle était une femme dirigeant des hommes ; les personnes proches du *mécontentement* se souviennent de son séjour à Downing street, toujours un record en termes de longévité, comme d'une succession d'agressions contre le peuple, mentionnant plus précisément la fermeture brutale des mines, l'hiver du *mécontentement* (*winter of discontent*), la guerre des Malouines (ou guerre des Falklands, contre l'Argentine, en 1982), la vente des logements sociaux (*council houses*), l'interdiction des livraisons de lait frais…

> *« Elle m'a fait mourir pendant 15 ans. C'est tout ce que je peux dire. Vous ne pouviez vous en remettre qu'à Dieu. J'avais un ami en France, qui m'envoyait des lettres et il disait 'vous êtes prisonniers dans votre propre pays'. C'est vrai. »*
> *(Angleterre - n°27 : H, 52 ans, sans famille, scolarisé jusqu'à 19 ans, parcours professionnel instable)*

> *« Margaret Thatcher, je pense que c'était une fanatique. Elle était un peu dingue comme…dans certains pays arabes. […] Regardez la guerre des Falklands. Elle y tenait absolument, il n'y a pas eu beaucoup de diplomatie. »*
> *(Angleterre - n°26 : H, 55 ans, en couple, 3 enfants, très entouré, scolarisé de 12 à 15 ans, parcours professionnel instable, a fait de la prison)*

> *« Épouvantable. On aurait dit qu'elle pouvait piétiner le monde comme un immense colosse et que rien n'allait l'arrêter. On ne pensait pas que son propre parti se retournerait contre elle et la poignarderait dans le dos. C'était un nouveau César, vous savez. Jules César est le prédécesseur de Maggie Thatcher. Sauf que dans son cas, elle a fini baronne ! (rires) Ce qui est la manière anglaise, n'est-ce pas ? »*
> *(Angleterre - n°19 : F, 61 ans, divorcée, 1 fils, études supérieures, parcours professionnel instable)*

Un bénéficiaire de l'*income support* âgé d'une cinquantaine d'années, au chômage, interrogé hors entretien, explique ainsi le rejet unanime qu'elle peut provoquer parmi les bénéficiaires proches du *mécontentement* :

> *« Vous savez, la vie était déjà dure avant ça. Mais elle a réussi à la rendre encore plus difficile. C'était encore plus difficile à cause d'elle. C'était comme une descente aux enfers pour les gens comme nous. Plus de travail, plus d'argent, plus de maison, les prix qui augmentaient partout… Et en plus, c'était… comme si c'était… votre faute. (rires) Ouais, en plus on devait subir des leçons de morale de Sa Grandeur ! »*

Tony Blair, Premier Ministre depuis la victoire historique du Labour en 1996, après quatre défaites successives, semble avoir beaucoup déçu. Il faut souligner qu'il avait suscité de grands espoirs dans l'ensemble du pays, en particulier dans les catégories populaires. Cependant, les bénéficiaires proches du *mécontentement* nient, à une exception près, lui avoir

jamais fait confiance. Hormis un solide partisan du Labour, aucun ne se rappelle avoir voté pour lui lors des précédentes *general elections*. Le virage au centre du Labour ne lui est guère reproché, contrairement à la politique du gouvernement jugée insuffisante sans davantage de précisions. Surtout, Tony Blair est éreinté sur le plan personnel :

> *« Beaucoup de ces politiciens, ils sont très plats, il n'y a rien en dessous, ils sont très plats. Tony Blair par exemple, il est comme un clown. Le grand sourire, les oreilles qui volent au vent, l'anxiété de plaire. […] En fait, nous savons tous que Tony Blair a tout un tas de conseillers en image (*spindoctors*) qui lui écrivent ses discours et lui disent quoi penser. C'est pourquoi il n'est qu'une marionnette. C'est pourquoi les gens ne croient plus en lui. »*
> *(Angleterre - n°19 : F, 61 ans, divorcée, 1 fils, études supérieures, parcours professionnel instable)*

> *« Tony Blair… Charmant de manière désarmante et quelque chose de vaguement obséquieux. On sent comme un manque de sincérité chez lui, dans ses efforts pour être sincère. »*
> *(Angleterre - n°13 : F, 34 ans, célibataire, études supérieures, expérience professionnelle, ex-toxicomane)*

S'ils revendiquent parfois ne *« jamais s'être laissé prendre »*, donc n'avoir jamais été dupes des promesses d'un parti ou d'un homme, certains avouent aussi avoir connu de profondes désillusions. On observe une situation relativement similaire en Espagne à l'égard tant de Felipe González que de José María Aznar, alors que tous deux ont suscité des espérances qui ont pu être déçues. De même, en France, François Mitterrand a beaucoup déçu :

> *« J'y ai cru à Mitterrand, comme tous ceux de mon époque. Ah la la… La rose. Symbole de victoire. Promesses, promesses, mais rien derrière. Il s'est moqué de la gueule du peuple, mais sérieux ! »*
> *(France - n°24 : H, 43 ans, célibataire, CAP, parcours professionnel instable)*

> *«* - Vous faites partie des déçus du mitterrandisme…
> *- Déçu de la Gauche, mais Mitterrand, j'en avais rien à foutre. Mitterrand, je pensais que c'était un mec intelligent. Depuis le temps qu'il naviguait dans les pouvoirs, à Droite, à Gauche… Parce que lui, comme socialiste…hein ? C'est du socialisme à la papa. Il était socialiste quand ça l'arrangeait. Donc comme il faisait une politique de Droite, je vois pas l'intérêt de mettre la Gauche au pouvoir pour avoir une politique de Droite. »*
> *(France - n°26 : H, 50 ans, célibataire, très entouré, niveau lycée, expérience professionnelle, toujours 'de Gauche', mais abstentionniste depuis 1988)*

Ainsi, dans les trois pays, plusieurs éléments recueillis auprès d'allocataires du revenu minimum proches du *mécontentement* laissent penser que certains entretenaient antérieurement un rapport au politique proche de la *loyauté*, impliquant une participation régulière aux élections, des préférences partisanes et des appartenances collectives. Des 'accidents de vie' (chômage, divorce, maladie, alcoolisme) se sont souvent cumulés dans leurs trajectoires et les ont conduit au point où nous les avons rencontrés, à savoir une amertume se manifestant par une totale absence de confiance, des critiques virulentes contre la société, les hommes politiques et les immigrés. De leur ancienne *loyauté* demeure l'intérêt pour les hommes politiques et la croyance confuse que la politique détient le pouvoir d'agir sur le monde.

En pendant aux défauts énumérés contre les personnalités politiques les plus en vue, les bénéficiaires du revenu minimum dressent la liste des qualités de l'homme politique idéal : l'intégrité, la sincérité, la compassion, l'intelligence, l'optimisme, l'écoute. Mais l'honnêteté est la vertu qui leur semble devoir prédominer les qualités morales, compassionnelles et intellectuelles précitées.

En s'en prenant à de grandes personnalités politiques, les bénéficiaires proches du *mécontentement* se livrent à une opération de désacralisation visant à montrer que les hommes politiques, quels qu'ils soient, ne sont pas à l'abri des critiques. Ils suggèrent même que plus ils sont haut placés, plus ils ont les moyens d'abuser du pouvoir qui leur a été confié par le peuple. Ils affichent une défiance de principe à l'égard de tous les hommes politiques.

Globalement, les personnes proches du *mécontentement* ne perçoivent pas les hommes politiques, particulièrement les élus nationaux, comme des hommes au service du peuple, ou au service de leurs idées, mais comme intéressés par la poursuite de leurs propres intérêts, l'argent et le pouvoir. C'est véritablement le pouvoir, dans sa dimension abstraite, qui est mis en accusation. Cela est particulièrement bien perceptible dans le discours d'un indépendantiste basque, dont le nationalisme se mâtine de convictions anarchistes.

> *« Le rôle d'un homme politique, c'est qu'il sache bien parler, c'est tout. Ensuite, entre ce qu'il dit et ce qu'il fait, il n'y a jamais rien de commun. Pour moi, la politique, c'est ça, la capacité de donner des illusions aux gens et obtenir le pouvoir aux dépens du peuple. Rien de plus. C'est pour ça que je me considère davantage comme anarchiste que comme… démocrate. »*
> *(Espagne - n°11 : H, 32 ans, célibataire, études supérieures, parcours professionnel instable, en rupture avec sa famille)*

Son affirmation première, qui souligne une fois encore que les hommes politiques sont associés à la parole bien plus qu'à l'action, est largement partagée par l'ensemble des allocataires du revenu minimum dans les trois pays de l'étude. Plusieurs mentionnent de même le danger que représente une croyance trop forte en la politique. La crainte d'être floué, de faire confiance à tort, est omniprésente dans les entretiens relevant du *mécontentement*, ce qui confirme la théorie du désenchantement d'une partie des catégories populaires.

c) Un niveau de connaissances indépendant du niveau d'études

L'aisance verbale qui se dégage des entretiens ne résulte pas d'un meilleur niveau d'études. Si quelques personnes proches du *mécontentement* ont fait des études supérieures, la plupart ont achevé leur scolarité vers l'âge de 16 ans, souvent avec des diplômes professionnels. Quel que soit leur niveau d'études, ils montrent de plus grandes capacités de

rétention de l'information et de mise en relation de certains faits avec d'autres, finalement de construction d'un savoir politique.

Les propos recueillis n'ont pas de caractère 'exceptionnel', contrairement à la situation observée dans le cas de l'*apathie* politique où les enquêtés avouaient ne jamais s'être posés de telles questions, ne jamais parler de ces sujets et réfléchissaient avant de répondre. Paradoxalement, dans le cadre du *mécontentement*, on constate une certaine absence de réflexion lors des entretiens, les réponses fournies n'étant pas 'en construction' mais déjà construites : puisqu'ils ont 'leurs opinions', qu'ils savent ce qu'ils pensent, les allocataires ne prennent justement plus la peine de réfléchir pour répondre. D'où le caractère souvent redondant de ces entretiens, au cours desquels des questions très différentes suscitent des réponses similaires. Leurs discours recèlent en outre des facilités de langage, des exemples conventionnels, qui traduisent l'habitude, la redite d'opinions et de jugements déjà émis à de nombreuses reprises. Ainsi les critiques formulées le sont souvent dans l'absolu, sans recours à des exemples précis que les allocataires proches de l'*apathie* jugeraient nécessaires pour émettre une opinion. Dans d'autres cas, des exemples théoriques sont élaborés pour appuyer des idées, comme dans le cas de cet homme, qui explique que le quinquennat *« peut encore être trop long »* et qui suggère de *« virer »* toute personne (Président, député, sénateur) qui *« au bout d'une période d'essai »* ne donnerait pas satisfaction :

> *« Si en deux ans mettons, le Président de la République il est pas capable de remettre au niveau qu'on doit être, la France, foutu à la porte. Pas de retour. Mais être payé comme un salarié normal. Tu fais ton boulot, t'es payé. Tu fais pas ton boulot, t'es pas payé. Déjà tu verras, il y aura moins de concurrents pour devenir président de la République. »*
> *(France – n°24 : H, 43 ans, célibataire, CAP, parcours professionnel instable)*

Dans le cadre du *mécontentement*, le niveau de connaissances en matière de programmes politiques, de mesures politiques, de fonctionnement du système, est nettement meilleur que celui des personnes proches de l'*apathie*, alors que leur niveau d'études est comparable. Cependant, on note des lacunes voire des erreurs d'interprétation. Ainsi, dans le cas français, la cohabitation est parfois perçue comme une preuve de la connivence entre Droite et Gauche. Dans le cas britannique, Ken Livingstone est considéré par un allocataire comme un *« ami »* de Tony Blair (ils appartiennent au même parti mais les relations entre les deux hommes étaient pour le moins tendues au moment de l'enquête).

Malgré leur intérêt pour le débat politique, les idéologies sont mal connues des allocataires proches du *mécontentement*. Sur ce point, le militant anarchiste et les deux nationalistes basques constituent des exceptions dans la mesure où ils maîtrisent parfaitement leurs idéologies ainsi que la critique du capitalisme. La classe politique, les événements qui

constituent l'actualité, ne les intéressent que superficiellement : dans leur rapport au monde, les événements (guerres, nucléaire, marée noire, mesures contre le chômage, alternances, etc.) se répètent à l'identique depuis toujours, ce que seule l'émancipation de l'homme pourrait changer.

I.3 Un rapport ambigu au processus électoral

La virulence des critiques émises contre les hommes politiques est à l'aune de l'importance accordée aux 'personnalités' politiques. Les allocataires proches du *mécontentement* estiment *« ridicule »* voire *« débile »* de s'enflammer pour un homme politique. Comme le dit l'un d'eux :

> *« Et tu vois des fadas, comme à l'élection de Chirac, tu les voyais tous à la mairie de Paris, tout heureux… Quand c'était Mitterrand, avec la rose place de la République… Ils devraient se faire soigner un peu la tête. Hein. Problème de cerveau. »*
> *(France - n°24 : H, 43 ans, célibataire, CAP, parcours professionnel instable)*

D'emblée, les personnes proches du *mécontentement*, quelle que soit leur nationalité, affichent un scepticisme qui exclue une adhésion sans limite à un parti ou à un homme politique. Les cas particuliers de l'anarchiste français et des deux nationalistes basques ne sont pas en contradiction avec cette affirmation dans la mesure où ils ne défendent pas un homme ou un parti, mais une cause, un idéal. Au-delà du caractère limité des préférences partisanes, il apparaît que c'est plus généralement le rapport au processus électoral qui manifeste les ambiguïtés des allocataires du revenu minimum proches du *mécontentement*.

a) Le rejet des problématiques politiciennes

Nous l'avons vu, les personnes relevant du *mécontentement* politique sont bien informées de l'actualité et elles ont une bonne compréhension du système politique, du rôle des différentes institutions. Bien que maîtrisant parfaitement les éléments factuels du clivage Gauche/Droite, celui-ci est jugé dépourvu de signification. Élément important de ce rapport au politique, la politique – au sens strict du jeu des partis pour la conquête du pouvoir – est disqualifiée.

> *« La politique… Pardi ! Si ça m'intéresse… ! Surtout ici.* (Pourquoi ?) *Parce qu'ici, en Euskaleria, la politique, c'est vraiment important. Depuis déjà un certain temps. Que tu le veuilles ou non… Par exemple, moi, bien que je sois apolitique, pas au sens strict du terme, dans le sens que je ne crois pas en la politique, mais nous vivons dans un système où la politique est une dimension fondamentale. Tu ne peux pas faire comme si ça n'existait pas. »*
> *(Espagne - n°11 : H, 32 ans, célibataire, études supérieures, parcours professionnel instable, en rupture avec sa famille)*

> *« Pour moi, qu'ils soient de Gauche ou de Droite, c'est pareil. Ce n'est pas comme si je voyais vraiment une différence. Je connais les différences… comment dire… théoriques ? Mais la Gauche a fait de mauvaises choses et l'U.P.N. [version navarraise du P.P.] a fait de bonnes choses pour moi. Ce n'est pas aussi simple… »*
> *(Espagne – n°6 : F, 57 ans, divorcée, 10 enfants, 4 petits enfants dont quelques uns qu'elle a élevés, analphabète)*

Le *mécontentement* exprimé ici en Navarre par ces allocataires du revenu minimum (seul le premier est nationaliste) est un rejet de la politique telle que le système des partis la fait vivre, les vrais problèmes sont selon eux escamotés par l'affrontement du P.P. et du P.S.O.E..

Les bénéficiaires de l'*income support* proches du *mécontentement* différencient les Travaillistes et les Conservateurs selon des références traditionnelles parmi la population des personnes en situation défavorisée : les Conservateurs sont plus fortunés et plus favorables aux classes supérieures que les Travaillistes. Pour eux, le clivage politique recoupe manifestement un clivage social. Ils ne manquent pas de remarquer que l'une des grandes différences entre les deux partis réside dans leur électorat : les classes supérieures votent davantage Tory et les catégories populaires davantage Labour. Cet allocataire le souligne au passage :

> *«* - Quelle différence faites-vous entre Labour et Tory ?
> *- Aucune pour moi. Pas pour moi. Non, non. J'ai toujours pensé que les Conservateurs étaient plus riches, et ils le sont, c'est un fait. La plupart des gens des classes supérieures votent Conservateur. Les Travaillistes…ont l'air pauvre. Et c'est juste…je ne sais pas. Pauvres, riches, pour moi ça a l'air faux. »*
> *(Angleterre - n°26 : H, 55 ans, en couple, 3 enfants, très entouré, scolarisé de 12 à 15 ans, parcours professionnel instable, a fait de la prison)*

Le clivage Labour/Tory que décrivent les bénéficiaires du revenu minimum proches du *mécontentement* repose essentiellement sur les différences de leurs électorats respectifs. Sur le fond, les bénéficiaires défendent l'idée que les politiques mises en place ne sont pas aussi différentes que les discours le prétendent. Par-delà ces oppositions de façade, les deux partis se ressembleraient.

> *« Une autre vieille blague, c'est : Quelle est la différence entre les Torys et le Labour ? Être au pouvoir. Quand le Labour est au pouvoir, les riches sont légèrement moins riches. A part ça, il y a vraiment très peu de différences. »*
> *(Angleterre - n°13 : F, 34 ans, célibataire, études supérieures, expérience professionnelle, ex-toxicomane)*

> *« Les Conservateurs conservent, ils gardent ce qu'ils ont ; éventuellement, ils essaient d'avoir davantage. Le parti Travailliste semble être composé de gens qui n'ont jamais rien eu mais ils veulent tout ce qu'ils peuvent obtenir. Mais ils ne peuvent pas l'obtenir, parce que les Conservateurs ne les laisseront pas faire ! (rires) En fait, toute la scène politique ressemble à un opéra de Gilbert et Sullivan. (elle chantonne un slogan sur un air d'opérette) »*
> *(Angleterre - n°19 : F, 61 ans, divorcée, 1 fils, études supérieures, parcours professionnel instable)*

> *« Pour être honnête, ils parlent différemment, ils disent des choses différentes, mais en dessous, ils sont tous pareils. Ils suivent les mêmes choses. »*
> *(Angleterre - n°12 : F, 31 ans, mariée, 3 enfants, scolarisée jusqu'à 17 ans)*

La similitude entre les deux grands partis doit être mise en relation avec la dénonciation systématique des hommes politiques et le rejet de l'alternative électorale Labour/Tory. Selon les personnes en situation défavorisée proches du *mécontentement*, aucun des deux grands partis ne les représente. Les Conservateurs sont 'du côté' des classes supérieures et le Labour ne ferait que semblant d'être favorable aux plus défavorisés. Les politiques menées par Tony Blair depuis son accession au poste de Premier Ministre sont considérées – sans argumentation plus précise – comme la continuité des politiques menées antérieurement par Thatcher et Major, mais avec un style différent et, si l'on en croit les bénéficiaires proches du *mécontentement*, particulièrement agaçant. Cette allocataire un peu excentrique reproche en particulier au Gouvernement de ne pas laisser ses propres partisans s'exprimer librement et d'exiger d'eux qu'ils 'serrent les rangs' – une remarque d'ailleurs tout à fait exacte concernant les relations du Gouvernement Blair avec la Chambre des Communes :

> *« - Je vais vous dire ce qui me dérange vraiment beaucoup dans le gouvernement travailliste, c'est la façon dont ils voulaient s'emparer des aides. […] Et les* backbenchers *[députés contestataires], les* backbenchers *travaillistes, ils [le Gouvernement de Blair] ont battu le rappel de sorte qu'ils n'ont rien pu faire, ils n'ont rien pu faire au sein de leur propre parti.*
> - Le Labour a été décevant selon vous ?
> *- Oui, très décevant. Vous pouvez voir l'ordure derrière le brillant. Vous avez toutes ces belles promesses étincelantes […] Ils nous ont trompé et le peuple anglais n'aime pas être trompé. »*
> *(Angleterre - n°19 : F, 61 ans, divorcée, 1 fils, études supérieures, parcours professionnel instable)*

Le Labour a, selon toute évidence, beaucoup déçu une catégorie de population qui lui est d'ordinaire acquise. Même ses partisans reconnaissent n'être guère satisfaits du Labour, tel qu'il dirige actuellement le pays, tout en lui conservant sa préférence, par opposition à ce que *« les Conservateurs feraient à la place »*. Les différences Labour/Tory fondées sur l'appartenance sont toujours très présentes à l'esprit des bénéficiaires de l'*income support*. Cependant elles recoupent selon eux peu de différences idéologiques et guère davantage de différences concrètes dans les politiques menées. L'opposition des deux grands partis est attribuée à une stratégie de lutte pour la conquête du pouvoir. Cette représentation du paysage politique britannique explique que, malgré leur identification aux catégories les plus

défavorisées, les bénéficiaires de l'*income support* affichent une préférence pour des partis politiques alternatifs, en particulier les Verts, très populaires à Oxford où ils possèdent une minorité décisive au *City Council*, et les Libéraux-démocrates.

Si les allocataires du revenu minimum proches du *mécontentement* distinguent bien les hommes politiques de Droite et de Gauche (le lien entre les partis et l'axe Gauche/Droite donne lieu à quelques confusions), la plupart refusent de se situer sur un axe Gauche/Droite, qu'ils estiment dépourvu de sens. Éventuellement, ils se situent au centre pour témoigner de leur apolitisme ou, dans le cas français, ils se disent ouverts aux propositions du Front National dont la rhétorique 'ni Droite, ni Gauche' et le discours anti-immigration recoupent les opinions personnelles de certains allocataires du R.M.I..

> *« C'est blanc-bonnet, bonnet-blanc. On a eu les deux et on a rien vu venir, rapport à l'emploi. »*
> *(France - n°29 : F, 33 ans, en couple, CAP, parcours professionnel instable)*

> *« Ils sont tous pareils, c'est le même discours que t'entends, c'est le même monde. »*
> *(France - n°24 : H, 43 ans, célibataire, CAP, parcours professionnel instable)*

> *« Jospin, qu'est-ce qu'il a fait à part reprendre les politiques de Juppé, de Barre. Lui il a fait un gros mélange qui lui a réussi, il a eu du pot. Mais il a rien innové. »*
> *(France - n°26 : H, 50 ans, célibataire, très entouré, niveau lycée, expérience professionnelle)*

En observant de plus près cette indifférenciation entre Droite et Gauche, on en vient à formuler plusieurs hypothèses permettant de la comprendre :

- 1ère hypothèse : les études courtes, souvent professionnelles, laisseraient peu de place aux questions conceptuelles et expliqueraient une réelle méconnaissance des principes structurant le clivage Gauche/Droite ;

- 2ème hypothèse : l'expérience prolongée du chômage, vécue sous différents gouvernements, nourrirait la conviction que Droite comme Gauche sont incapables de résoudre le problème du chômage ;

- 3ème hypothèse : l'affirmation de la similitude entre Droite et Gauche serait un procédé rhétorique permettant d'accentuer les reproches pesant sur une classe politique jugée également corrompue et inefficace ;

- 4ème hypothèse : le rapprochement au centre des partis politiques de gouvernement, le P.S. et le R.P.R., particulièrement sensible pendant une période de cohabitation, amoindrirait la pertinence du clivage Gauche/Droite.

Les hypothèses 2 et 3 constituent de puissants facteurs explicatifs. L'hypothèse 1, sans être invalidée par notre enquête, insiste par trop sur la dimension théorique du politique, alors même que les catégories populaires sont capables de construire des opinions politiques consistantes avec leurs représentations sociales, sans recours à des références idéologiques

mais en s'appuyant sur un *ethos* de classe[269]. Quand à l'hypothèse 4, qui séduit souvent les commentateurs comme les hommes politiques, elle semble relativement infondée. En effet, dans le cas français, en dépit de la cohabitation qui brouillait certains repères, les éléments de la politique menée par Lionel Jospin qui étaient retenus par les allocataires, essentiellement du fait de leur grande médiatisation, étaient des mesures phares telles que les emplois-jeunes, les 35 heures ou encore le P.A.C.S., mesures qui suscitaient l'ire très médiatisée de la Droite et du M.E.D.E.F., syndicat patronal.

Si les hommes politiques échouent aux yeux des personnes en situation défavorisée, c'est à résoudre le problème du chômage et non pas à se distinguer les uns des autres. L'insistance sur leurs similitudes semble relever avant tout d'un procédé rhétorique visant à renforcer le blâme. On notera d'ailleurs qu'en Grande-Bretagne, la différence entre Labour et Tory est bien comprise même si, dans le même temps, les bénéficiaires de l'*income support* ne se reconnaissent pas dans ce bipartisme rigide qu'ils remettent en cause (cf. deuxième partie du chapitre).

Un autre phénomène est caractéristique du rapport au politique des allocataires proches du *mécontentement* : la virulence de leurs critiques n'induit pas nécessairement une absence de préférence partisane. En revanche, ils peuvent se montrer tout aussi critiques à l'égard des hommes ou partis politiques qui emportent leur préférence, qu'à l'égard de ceux qu'ils n'apprécient pas. Dans le rapport à la politique proche de la *loyauté*, nous verrons que la préférence partisane implique nécessairement un parti pris qui, selon un procédé de renforcement cognitif bien connu, pousse les allocataires à prendre davantage en compte les scandales de corruption, les promesses non tenues et les travers personnels de ceux considérés comme des adversaires politiques. Ce n'est pas le cas des allocataires proches du *mécontentement* comme le montre l'exemple de cet ancien ouvrier resté partisan du Parti Socialiste :

> *« Hier j'ai regardé, il y avait Jospin qui était invité à Canal Plus, pour parler de cinéma [sur le plateau de Nulle Part Ailleurs à Cannes]. Sur le cinéma, il répondait, mais dès qu'on passait à autre chose… […] Les hommes politiques, ils savent bien parler, c'est des beaux parleurs. Agir, ça…boh. Ils font rien, et puis de toute façon, ils feront rien maintenant. Le gouvernement fera plus rien. Il attend les élections, il va calmer le jeu et puis c'est tout. De toute façon, c'est toujours comme ça. Ils travaillent*

[269] La notion d'*ethos* de classe chez Bourdieu (*Cf.* BOURDIEU, Pierre, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1979, 670 p.) désigne les systèmes de dispositions qui se constituent dans les expériences sociales communes à tout un groupe. L'*ethos* bourgeois de l'aisance se traduit par un rapport assuré au monde et au moi, qui autorise toutes les formes intimes ou manifestes de la *certitudo sui*, désinvolture, facilité, élégance, liberté, 'naturel'. Au contraire, l'*ethos* populaire s'ancre dans l'incertitude matérielle et se traduit par une posture de méfiance, l'impossibilité de penser l'avenir, l'adhésion au groupe plutôt que l'affirmation de soi.

> *pendant trois ans et puis ensuite, il y a deux ans pour préparer les élections. C'est comme ça que ça se passe. […]Là, il a changé de gouvernement, il a remis deux mecs… Il a pris Lang parce que Lang c'est un beau parleur, il va endormir les gens et puis les gens ben… Et puis, il y a …* (Laurent Fabius ?) *Ouais, mais ça, c'est peut-être pas ce qu'il a fait de mieux. Avec le sang qu'il a sur les mains… C'est quand même dégueulasse qu'on lui refile la place. [Allusion à l'affaire du sang contaminé] Il fera pas de réforme. Pourquoi ? S'il fait des réformes, il va se faire griller. Si il fait quelque chose qui passe pas, aux prochaines élections, clac. »*
> *(France - n°6 : H, 47 ans, divorcé, scolarisé jusqu'à 14 ans, expérience professionnelle)*

Il apparaît finalement que les personnes proches du *mécontentement* qui n'ont pas été exposées à une orientation politique pendant leurs années de formation critiquent l'ensemble de la classe politique et, en cohérence avec ces jugements, s'abstiennent ou votent pour des partis protestataires, minoritaires. Ceux qui ont été politisés (parfois proches de la *loyauté* par le passé) voient, à la suite d'accidents de vie et de déceptions diverses, leurs critiques s'exacerber et s'étendre à l'ensemble de la classe politique. Ils conservent cependant la capacité de choisir *« entre un mal et un pire »*, et surtout la croyance en la capacité de la politique à faire changer les choses, pour peu que les hommes politiques en aient la volonté.

b) Le renoncement à un vote pourtant valorisé

L'abstention, tout comme le vote, sont pour les bénéficiaires proches du *mécontentement* des actes politiques qu'ils investissent de valeurs positives. Le vote implique des potentialités de changement, ou pour le moins donne le droit – fondamental à leurs yeux – de se plaindre s'ils ne sont pas satisfaits du résultat de l'élection ou des politiques menées par le Gouvernement élu.

> *« Quand j'avais 20 ans et quelques, je crois que je m'intéressais à ce qui se passait. Je ne peux pas vous dire pourquoi mais ça m'intéressait. Parce que ce qui se passe dans le domaine politique nous concerne tous. J'étais acharnée à utiliser mon vote chaque fois que je le pouvais ; comme je n'habitais pas la ville où j'étais inscrite, je devais faire 40-50 miles pour aller voter. Parce que j'avais le sentiment que si je n'utilisais pas mon vote, je n'avais pas le droit de me plaindre… du résultat. Même si celui pour qui je votais ne gagnait pas. Mais j'exerçais toujours ce droit. C'est facile de dire qu'un vote ne compte pas pour grand-chose, mais quand vous prenez tous les individus ensemble… Plus il y a de gens qui abandonnent, plus il y a une toute petite partie de la population qui décide. »*
> *(Angleterre - n°13 : F, 34 ans, célibataire, études supérieures, expérience professionnelle, ex-toxicomane)*

> *« Voter est un devoir. Je veux dire, nous sommes citoyens d'un pays. Nous élisons nos dirigeants. Le plébiscite, le plébiscite est un droit du public à utiliser son vote. Si vous n'utilisez pas votre vote, c'est comme…une parabole de la Bible… Certains avaient tant de biens qu'ils les enterrèrent et n'en firent pas usage, vous voyez ce que je veux dire ? »*
> *(Angleterre - n°19 : F, 61 ans, divorcée, 1 fils, études supérieures, parcours professionnel instable)*

« - Pensez-vous que voter soit un devoir ?
- Non, ce n'est pas un devoir. Vous n'êtes pas obligé de voter. Mais vous devriez le faire.
- Et vous votez ?
- Oui. Tout le temps.
- Même pour les élections européennes ?
- Mais oui. Je pense qu'on aurait du rejoindre l'Europe il y a 20 ans. L'arrogance anglaise… »
(Angleterre - n°27 : H, 52 ans, sans famille, scolarisé jusqu'à 19 ans, parcours professionnel instable)

Les bénéficiaires de l'*income support* proches du *mécontentement* développent un discours très normatif sur le vote, qui est avant tout revendiqué comme un droit du citoyen, droit à exprimer son opinion et ainsi à participer aux décisions nationales, droit qui doit être actualisé pour que le citoyen puisse faire valoir les devoirs des hommes politiques vis-à-vis du peuple et exiger des résultats dans la résolution des problèmes sociétaux. En dépit de leurs convictions partisanes et de l'intériorisation de la norme politique de la participation électorale, tous ne sont pas des votants systématiques. En effet, leur rejet de l'alternative Labour/Tory et cependant son caractère inéluctable du fait du système britannique, leur *mécontentement* à l'encontre des politiques publiques, leur défiance concernant l'intégrité des hommes politiques, peuvent les pousser vers l'abstention.

Le droit de vote fait l'objet d'une considération certaine parmi les bénéficiaires du revenu minimum proches du *mécontentement*. Pourtant, il ne s'accompagne pas souvent, pour diverses raisons, d'une actualisation de ce droit. Le droit de ne pas voter est d'ailleurs revendiqué. C'est pourquoi nous parlons d'un rapport ambigu au processus électoral. Ainsi, pour cet ancien ouvrier, apolitique :

« - Aller voter c'est une obligation, mais pas vraiment une obligation. C'est un devoir civique. Mais chacun est libre de faire ce qu'il veut. S'il veut aller voter, il va voter. S'il veut pas aller voter, on a pas à le contrarier, à le forcer à aller voter. C'est un droit universel pour moi. C'est un droit de…liberté d'expression. […] Mais bon, le vote, je dis que c'est un bien et un mal dans un sens.
- C'est-à-dire ?
- Un bien, c'est pour ceux qui veulent s'exprimer. Un mal, c'est pour ceux qui en ont rien à foutre de la politique. »
(France - n°24 : H, 43 ans, célibataire, CAP, parcours professionnel instable)

Étant donné l'intérêt de cette personne pour la politique et sa volonté de 's'exprimer', on pourrait s'attendre à ce qu'il vote très régulièrement en dépit de son absence de préférence partisane. Or il s'abstient systématiquement de voter aux élections européennes – ce qui s'explique par ses convictions anti-européennes – ainsi qu'aux élections municipales et régionales. Il ne vote finalement que pour les législatives et les présidentielles, et admet voter souvent contre ceux qui sont au pouvoir, quel que soit leur bord :

« C'est tout le temps les mêmes têtes de cons, ça fait 20 ans que je les connais, je peux plus les voir. […] C'est-à-dire que je vote pour mon pays. Pour mon pays à l'intérieur. Pas pour ce qu'il y a autour. Tout ce qui se passe autour de moi, j'en ai rien à foutre. »
(France - n°24 : H, 43 ans, célibataire, CAP, parcours professionnel instable)

Dans le cadre du *mécontentement,* il n'y a pas de contradiction à valoriser un système démocratique qui permet au peuple de s'exprimer et de décider, et par ailleurs à ne pas s'exprimer dans les urnes.

Bien entendu, le militant anarchiste ne vote pas.

> *« Je suis pour l'abstention. S'abstenir, ce sera la preuve qu'ils sont pas légitimes ceux qui sont au pouvoir. Déjà c'est pas très légitime parce que la plupart des gens savent même pas pourquoi ils votent ! S'ils votent, c'est pas pour des raisons politiques, c'est pour des trucs de marketing qu'il y a à la télé et tout ça ! […] Il y a eu des tentatives des anarchistes, des libertaires même, qui ont été dans des municipalités, ils se sont fait pourrir aussi. »*
> *(France - n°17 : H, 38 ans, célibataire, Bac A et B, deux CAP, militant anarchiste)*

En cohérence avec leurs opinions indépendantistes, les bénéficiaires de la *renta básica* proches du *mécontentement* rejettent le système électoral dont ils estiment qu'il contribue à maintenir l'oppression du pays basque par l'État espagnol. La femme favorable à l'E.T.A. affirme voter chaque fois qu'elle en a l'occasion pour Herri Batasuna, *« par défaut »* ; elle estime que ce vote n'a d'autre efficacité que de lui permettre d'exprimer son point de vue : *« C'est le minimum. Au moins je peux dire que tout cela me dégoûte… Mais ce n'est pas ainsi que les choses vont changer, les autres partis sont trop contents de faire en sorte que cela ne change pas. »* Sur ce plan, l'autre indépendantiste, un homme, se montre encore plus radical :

> *« Non, je ne vote pas. Je t'ai dit que je ne crois pas en ce système. Ce n'est pas un système démocratique. Toutes les alternatives qu'ils nous proposent sont inacceptables. Deuxièmement, ce serait pour voter tous les 4 ans, et entre-temps, ils font ce qu'ils veulent… […] Je n'ai jamais, jamais voté. Et je ne voterai jamais. Je pourrais voter Herri Batasuna, mais à quoi bon ? Herri Batasuna, s'ils arrivaient au pouvoir, il n'y aurait pas autant de magouilles comme font ceux maintenant, mais c'est sûr qu'ils en feraient quand même. »)*
> *(Espagne - n°11 : H, 32 ans, célibataire, études supérieures, parcours professionnel instable, en rupture avec sa famille)*

Dans le cadre du *mécontentement*, les comportements électoraux sont ainsi très variables, mais, que les individus proches de ce type s'abstiennent ou votent, ils justifient dans les deux cas leur action par la volonté d'exprimer leur rejet du système politique en place. En cela, les comportements des personnes proches du *mécontentement* en Navarre ne s'expliquent pas de manière différente qu'en France et en Angleterre. L'abstention est souvent revendiquée comme le meilleur moyen de témoigner aux hommes politiques le mépris dans lequel ils sont tenus[270]. En cela, le mécontentement est proche du *radicalisme dépolitisé* identifié par Serge Paugam[271] comme un comportement politique fréquent parmi les salariés

[270] Ce type de discours, se rapportant à l'abstentionnisme, correspond à l'abstention volontaire décrite par Françoise SUBILEAU et Marie-France TOINET dans *Les chemins de l'abstention*, Paris, Éditions La découverte, 1993.

[271] PAUGAM, Serge, *Le salarié de la précarité : les nouvelles formes de l'intégration professionnelle*, Paris, Presses universitaires de France, coll. Le lien social. Documents d'enquête, 2000, p.343-354

les moins bien intégrés professionnellement. L'abstention des personnes proches du *mécontentement* n'est pas une absence dépourvue de sens, comme dans le cas de l'*apathie*, mais un retrait volontaire, dans l'attente d'une option qui serait réellement satisfaisante et à laquelle il serait possible de souscrire.

> *« - Aller voter, c'est un devoir. Mais par contre, je vais aller voter quand ce sera des votes intelligents.*
> - Qu'entendez-vous par un vote intelligent ?
> *- Je revoterai quand il y aura un gouvernement intelligent, hors c'est pas le cas. Le jour où il y aura un gouvernement rationnel, qui dira blanc et qui fera blanc, je vote. […] Pourquoi j'irais voter nul, c'est pas comptabilisé ? »*
> *(France - n°26 : H, 50 ans, célibataire, très entouré, niveau lycée, expérience professionnelle)*

Cet allocataire, abstentionniste depuis 1988, explique d'ailleurs comment il a renoncé à voter, ce qu'il faisait auparavant de manière systématique :

> *« Moi de toute façon, je suis apolitique. Je prends pas partie. Je vais vous dire une chose, je devrais peut-être pas le dire, mais bon, j'ai voté pour la Gauche [en 1981] parce que j'en avais marre de cette Droite magouillarde et compagnie. Donc ma petite voix a contribué à mettre la Gauche au pouvoir. Et la Gauche fait encore pire que la Droite ! Alors depuis je vote plus. Puisqu'on a le droit encore, en France. »*
> *(France - n°26 : H, 50 ans, célibataire, très entouré, niveau lycée, expérience professionnelle)*

La virulence des propos tenus à l'encontre des hommes politiques pourrait annoncer une radicalité des comportements électoraux des personnes proches du *mécontentement*. Or il n'en est rien. Tout d'abord l'abstention, si elle symbolise le refus d'avoir *« à faire à ces gens-là »*, est également perçue comme un repli sur soi et sur ses problèmes. Même pourvue d'une signification critique, elle n'en reste pas moins inoffensive, comme le rappelait d'ailleurs Pierre Bourdieu en écrivant : « L'abstentionnisme est peut-être moins un raté du système qu'une des conditions de son fonctionnement comme système censitaire méconnu, donc reconnu. »[272] Le comportement électoral des personnes en situation défavorisée proches du *mécontentement* manifeste l'une des caractéristiques essentielles de ce rapport au politique parmi les populations les plus fragilisées : celles-ci sont désireuses d'exprimer leur indignation bien qu'étant dans une situation d'impuissance. L'abstentionnisme, très présent parmi les personnes proches du *mécontentement*, est donc en adéquation avec le sentiment mêlé d'impuissance – puisque les personnes renoncent à faire usage de leur droit de vote et à faire valoir leur voix dans les orientations politiques du pays – et de protestation – dans la mesure où le refus de participer au processus électoral constitue un mode radical de contestation, comparable en cela à l'*exit* d'Hischman, qui signifie qu'aucun des choix proposés n'est jugé satisfaisant. L'abstention constitue, selon les termes de Bourdieu un « système censitaire méconnu » dans la mesure où l'on peut penser que des catégories

[272] *La Distinction*, *ibid*, p.464.

sociales supérieures, dotées d'un statut social reconnu, pouvant mobiliser les ressources d'un capital social plus important, trouveraient le moyen d'exprimer leurs opinions, tandis que les personnes en situation défavorisée proches du *mécontentement* ne trouvent guère d'autre moyen d'exprimer leur rancœur que dans des discours virulents et dans l'abstention.

c) Un état d'esprit ouvert aux modes d'expression alternatifs

Autre particularité des bénéficiaires proches du *mécontentement*, ceux-ci se montrent très favorables aux modes d'expression politique alternatifs, à la condition qu'ils soient non-violents. Seuls les nationalistes basques soutiennent le recours à l'action violente, nous traiterons donc leur situation plus loin. Notons cependant que les autres allocataires de la *renta básica* proches du *mécontentement* condamnent les violences commises par les indépendantistes. Plus globalement, on peut supposer qu'en Espagne, les personnes proches du *mécontentement* s'opposent à la violence, comme en ont témoigné les nombreuses marches silencieuses organisées en mémoire des victimes de l'E.T.A..

Le soutien à des modes d'expression alternatifs – pétitions, manifestations, occupations de locaux – est dans la continuité de l'attachement des personnes proches du *mécontentement* à leurs droits de citoyens à s'exprimer et à se plaindre de l'incurie des gouvernants. S'y opposer constitue logiquement une atteinte inadmissible à leurs droits.

> *« Je pense que les gens devraient avoir leur mot à dire. Ils ont le droit de s'exprimer. Parce que l'une des lois anglaises fondamentales, c'est la liberté de parole. Vous avez droit à la liberté d'expression. Mais quand il y a des manifestations pacifiques, la police est là. Personnellement, je l'ai vu à la télévision, la police est là en force, vous savez. Pourquoi ? C'est de l'intimidation, c'est pour intimider les gens qui sont là : un pas de travers et vous vous retrouvez en prison ou… au commissariat. Ils ne font qu'exprimer ce qu'ils pensent. Ils ont le droit d'être là. »*
> *(Angleterre - n°27 : H, 52 ans, sans famille, scolarisé jusqu'à 19 ans, parcours professionnel instable)*

Les bénéficiaires du revenu minimum des trois pays proches du *mécontentement* accordent la plus grande importance à la liberté, en particulier la liberté de parole, qui est pour eux le fondement du système démocratique. La liberté d'exprimer leur insatisfaction est la valeur à laquelle ils sont le plus attachés. L'égalité de droit entre tous les citoyens est en revanche selon eux un principe démocratique fondamental, une grande idée, mais un mirage, du fait de l'inégalité des chances et des richesses.

Si le vote leur semble un bon moyen d'agir sur les politiques, ils estiment donc que ce n'est pas suffisant, qu'il est légitime de recourir à tous les moyens à leur disposition pour faire entendre leur voix. Au-delà d'un accord de principe sur la légitimité des manifestations, ces

allocataires proches du *mécontentement* s'avèrent d'ailleurs disposés, quel que soit leur âge (la première allocataire citée a 61 ans, la seconde 34 ans) à participer à ces actions.

> *« - Nous, Acorn et plusieurs autres personnes, nous sommes allés cet été à Westminster pour nous faire entendre sur la question de la maladie mentale*[273]*. Et c'était le seul moyen de se faire entendre, faire quelque chose. Ils ont écouté.*
> - Vous pensez que les manifestations sont efficaces ?
> *- Oui. Si c'est fait correctement. Si c'est fait avec respect. Pas si c'est dans le genre loubard avec des cocktails Molotov ou des choses comme ça. »*
> *(Angleterre - n°19 : F, 61 ans, divorcée, 1 fils, études supérieures, parcours professionnel instable)*

> *« - J'ai personnellement connu des saboteurs de chasse (*hunt saboteur*), vous savez, qui changent les panneaux, font peur aux animaux, etc. En particulier pour la chasse au renard. Certains peuvent être passablement acharnés. Je suppose qu'ils sont convaincus de la justesse de leur combat. Et peut-être y a-t-il des situations où se montrer gentil et poli n'a aucun effet. Donc ils doivent faire du bruit.*
> - Vous pensez que les moyens d'action alternatifs sont efficaces ?
> *- Pour faire court je ne pense pas que ça fasse une grande différence au bout du compte. »*
> *(Angleterre - n°13 : F, 34 ans, célibataire, études supérieures, expérience professionnelle, ex-toxicomane)*

Cette allocataire explique ensuite avoir déjà participé à de grandes manifestations notamment en faveur des droits des squatters qui étaient menacés par le gouvernement Conservateur de Major. *« Le gouvernement a fait de toute façon ce qu'il voulait faire. »* Comme beaucoup de bénéficiaires, elle doute de l'efficacité des moyens d'expression alternatifs, les hommes politiques étant considérés comme sourds aux critiques et obstinés dans leurs décisions. Cependant, elle souligne que pour une cause qu'elle estimerait juste, elle n'hésiterait pas à manifester de nouveau, ne serait-ce que pour exprimer son désaccord. De même, en France, deux des allocataires du R.M.I. proches du *mécontentement* ont déjà participé à des manifestations et se déclarent prêts à recommencer *« si ça en vaut la peine »*. Ce dernier point est particulièrement sensible en France, où les manifestations sont perçues comme banalisées au point d'avoir perdu leur pouvoir d'influence sur les hommes politiques.

> *« Si toi t'es pas l'Éducation nationale, que tu peux pas mettre des millions de gosses dans la rue, qu'est-ce que tu veux faire ? Moi, si je manifeste tout seul, même si j'ai des trucs à dire, ça fera rien. Ils écoutent pas vraiment les gens, seulement ceux qui votent pour eux. »*
> *(France - n°6 : H, 47 ans, divorcé, scolarisé jusqu'à 14 ans, expérience professionnelle)*

Aussi attachés à leurs droits que les allocataires britanniques, les Français sont plus sceptiques quant à l'efficacité des manifestations et des pétitions. D'où la tentation d'une certaine radicalisation. Bien que condamnée comme une atteinte aux biens publics, l'occupation de locaux administratifs est ainsi considérée comme le moyen le plus efficace de

[273] Il s'agissait d'une manifestation nationale organisée par plusieurs collectifs pour exiger une meilleure prise en charge et une meilleure intégration des personnes souffrant de troubles mentaux. L'objectif principal d'Acorn est l'intégration des personnes souffrant de problèmes d'intégration (professionnelle, sociale, scolaires, difficultés dans leurs relations avec l'administration) à la suite de troubles psychologiques. Les personnes fréquentant Acorn ne présentent cependant pas toutes des problèmes de santé mentale, l'association est aussi un lieu de convivialité et d'assistance pour les personnes en situation défavorisée habitant le quartier, notamment en raison des repas chauds à bas prix qu'elle propose.

se faire entendre des pouvoirs publics. Le passage à l'acte n'est cependant pas envisagé dans l'état actuel, mais les allocataires français proches du *mécontentement* sont conscients qu'une nouvelle dégradation de leur situation pourrait leur faire reconsidérer le recours à ce type d'action perçu comme un *« dernier recours »*.

I.4 Des représentations entre individualisme et antagonisme social

a) Une image de soi positive : le rejet du stigmate

Les catégories dans lesquelles se reconnaissent les personnes en situation défavorisée sont avant tout caractérisées par la pauvreté, puis par la dépendance, et enfin par le chômage. De manière très significative, l'un d'entre eux explique qu'il est issu de la *« classe ouvrière »* à laquelle ses parents appartenaient, mais que lui se situe *« encore plus bas »*. En Angleterre, les bénéficiaires de l'*income support* qui déclarent appartenir à la *« lower class »* précisent que leur 'infériorité' sociale n'est pas liée à l'intelligence ou à la valeur personnelle des individus mais qu'elle dénote seulement une absence de richesse.

> *« J'appartiens à la partie inférieure. Il y a plusieurs sections dans la société :* upper class, lower class, middle class*. J'y crois. La pauvreté, tout ça… Moi je fais partie de la plus basse. »*
> *(Angleterre - n°26 : H, 55 ans, en couple, 3 enfants, très entouré, scolarisé de 12 à 15 ans, parcours professionnel instable, a fait de la prison)*

> *« Je dirais qu'on fait probablement partie des pauvres. Vous savez, je n'ai pas eu beaucoup de choix dans ma vie. J'ai été élevée dans une maison d'accueil, donc forcément, pour moi, ça a été très difficile de m'en sortir. Plus vous avez des choses dans votre enfance, plus ce sera facile pour vous. C'est plus facile si vous venez d'un milieu* working class *que si vous venez d'un milieu vraiment pauvre comme moi. […] Quand vous êtes au chômage… vous n'avez pas votre indépendance…toutes sortes de choses. Vous avez l'impression de n'avoir aucun statut. Mais ça ne veut pas dire que vous ne valez rien ou que c'est de votre faute »*
> *(Angleterre - n°12 : F, 31 ans, mariée, 3 enfants, scolarisée jusqu'à 17 ans)*

Dans les trois pays, les allocataires proches du *mécontentement* ont le sentiment que le revenu minimum est une forme de charité dont ils préfèreraient se passer, qui relève non d'un principe de solidarité, mais plutôt d'une volonté de déculpabilisation des hommes politiques. La solidarité, au sens de l'aide que s'apportent mutuellement les membres d'une société organisée, garantit la sauvegarde de tous par la défense des intérêts de chacun. La solidarité se caractérise donc par la réciprocité tandis que la charité repose sur une situation inégalitaire entre un inférieur et un supérieur qui lui vient en aide. Les attitudes de rejet à l'encontre des aides publiques, perçues comme humiliantes par les personnes proches du *mécontentement*, manifestent la conscience de cette infériorité sociale et expriment de manière détournée la

honte ressentie. Dans la relation d'enquête, les discours recueillis peuvent ainsi être interprétés comme des stratégies de dissimulation de cette honte.

> *« Je me dis qu'il vaut mieux que ce soit moi qui ait cet argent plutôt qu'il soit utilisé à des fins avec lesquelles je ne suis pas d'accord. Et si je rencontrais quelqu'un qui me dit qu'en touchant cet argent, j'exploite les autres, je répondrais que je préfère exploiter les autres plutôt qu'ils ne m'exploitent. Ils m'ont déjà exploité quand je travaillais, et ils vont m'exploiter à nouveau quand je retravaillerai. […] Personne ne devrait avoir besoin d'une* renta básica*. C'est à cause de la distribution du pouvoir, donc de l'argent et du travail. […] Il y a le droit d'avoir un travail digne ; Et comme ils ne sont pas capables de tenir cet engagement, alors ils te donnent une* renta básica*. »*
> *(Espagne - n°11 : H, 32 ans, célibataire, études supérieures, parcours professionnel instable, en rupture avec sa famille)*

> *« Attends, tu dis que le R.M.I. c'est une décision politique, mais le R.M.I. ça a rien à voir avec la politique. La politique, ça donne pas de la nourriture aux gens, ça donne du travail aux gens. Le R.M.I., c'est une prime qu'ils te donnent pour les plus démunis. Pour eux, c'est comme s'ils te donnaient la manche. […] Ils ont tellement magouillé, fait tellement de trucs, ils ont ça, c'est la conscience. 'Pourquoi nous on en profite et les autres en profiteraient pas ? Alors on va leur donner des miettes'. »*
> *(France - n°24 : H, 43 ans, célibataire, CAP, parcours professionnel instable)*

> *«* - Vous avez le sentiment d'appartenir à une catégorie particulière ?
> *- Celle des chômeurs. Moi, je me considère pas comme un travailleur, même que je bosse, je fais des espaces verts pour 'Itinéraires'. Bon, c'est bien qu'ils vous donnent le R.M.I., mais ça fait pas toujours plaisir d'être assisté. Alors vous savez…si j'avais 8h à faire par jour à l'usine, je m'en passerais ! »*
> *(France - n°30 : H, 57 ans, en couple, CAP, expérience professionnelle).*

Les bénéficiaires du revenu minimum, dans les trois pays, estiment normal d'être assistés, arguant notamment du fait d'avoir travaillé antérieurement, ce qui crée parfois une confusion avec les indemnités de chômage. Le revenu minimum est clairement associé à un droit dans leurs propos, de même que le travail. D'autant plus qu'ils s'appesantissent sur leur désir de trouver un emploi. En revanche, contrairement aux allocataires proches de l'*apathie* politique, ils insistent peu sur le caractère indispensable du revenu minimum pour survivre, afin de ne pas ternir leur image dans la relation d'enquête. Si cette aide n'existait pas, si elle ne constituait pas un droit auquel toute personne remplissant certains critères d'attribution peut prétendre, les personnes proches du *mécontentement* soutiennent l'idée qu'ils parviendraient à s'en passer. Ils se présentent non comme des 'assistés' mais comme des travailleurs à la recherche d'un emploi, une identité pour soi et pour les autres qu'ils s'efforcent de préserver. Leur rapport au système d'assistance est ainsi marqué par une moindre dépendance subjective. C'est pourquoi, dans le cas britannique où le débat public est fortement axé sur la question des risques désincitatifs des aides de l'État, les allocataires de l'*income support* proches du *mécontentement* s'insurgent contre ce qu'ils perçoivent comme une tentative de culpabilisation de la part des hommes politiques, alors même que l'*income support* est jugé scandaleusement faible.

> *« Ce n'est pas non plus comme s'ils nous couvraient d'or. Ils nous donnent tout juste ce qu'il faut pour qu'on tienne le coup. Une fois qu'on a mangé, il ne reste pas grand-chose tu sais. Je ne réclame rien, mais tu vois, s'il y a un truc à savoir sur l'*income support*, c'est qu'il faudrait plutôt l'augmenter que le supprimer. Et ceux [les hommes politiques] qui parlent des 'effets désincitatifs' et tout ça, il y a une chose dont on peut être sûr à leur sujet : ils n'ont jamais été dans la merde. Pardon pour ça. »*
> *(Angleterre - n°26 : H, 55 ans, en couple, 3 enfants, très entouré, scolarisé de 12 à 15 ans, parcours professionnel instable, a fait de la prison)*

Le soupçon d'être un « profiteur » est ressenti comme inadmissible par l'ensemble des bénéficiaires du revenu minimum proches du *mécontentement*. Ce soupçon manifeste selon eux le mépris des gouvernants pour les catégories populaires. Ils estiment avoir droit au *« respect »*, rejettent fortement tout stigmate d'abus ou de paresse et trouvent juste que l'État leur vienne en aide en tant que membres de la société.

En affichant une posture de revendication de leurs droits sociaux et de rejet de toute forme de charité, ils suggèrent qu'ils sont conscients de la menace de stigmatisation qui pèse sur eux. Le stigmate qui les menace selon eux est lié aux privations matérielles, ils se défendent de présenter des tares personnelles pour lesquelles une critique serait justifiée. En tant que 'personnes', ils s'estiment *« aussi bons que les autres »*, ils n'ont pas une image dévalorisée d'eux-mêmes, ni des personnes qui partagent leur situation. Ils se défendent d'être « assistés », l'insulte la plus terrible qui se puisse prononcer à leur égard, car elle les rejette à l'extérieur du corps social en les disqualifiant en tant que citoyens. Ces justifications apparaissent *in fine* comme une rationalisation de leur situation visant à dissimuler leur honte et à se présenter comme des citoyens comme les autres.

> *« - Le R.M.I., c'est pas de la mendicité, mais presque. C'est bien gentil l'assistanat, mais ça fait pas vivre. […]*
> - Vous avez le sentiment d'appartenir à une catégorie particulière ?
> *- Je suis un bon Français moyen, comme disait Fernand Reynaud. Français moyen. »*
> *(France - n°26 : H, 50 ans, célibataire, très entouré, niveau lycée, expérience professionnelle)*

Les allocataires proches du *mécontentement* ne se sentent pas exclus par la société, même s'ils semblent soucieux de l'image qu'ils peuvent renvoyer. Beaucoup ont une sociabilité étendue et variée. Ceux dont l'entourage est restreint expliquent dans leur discours que leur isolement relève d'une volonté personnelle ou du fait de ne pas travailler, un élément jugé essentiel dans la sociabilité. La société en général n'est pas jugée responsable de leur situation et n'est pas davantage accusée de les exclure.

b) La perception d'un fort antagonisme social et politique

S'ils affirment ne pas être inquiets du regard de leurs semblables ou de la société sur eux, en revanche, en tant que membres d'une catégorie dévalorisée, les bénéficiaires du

revenu minimum craignent que leurs opinions et leurs situations ne soient pas suffisamment prises en compte par les hommes politiques du fait de leur statut dévalorisé, vécu comme subalterne. Ils perçoivent de manière très aiguë les différences sociales entre riches et pauvres et, élément caractéristique du *mécontentement*, les traduisent en termes politiques.

> *« Parfois j'ai l'impression d'être traitée comme un citoyen de troisième classe, parce que je perçois une aide de l'État. Et ceux qui sont en bas de l'échelle ne comptent pas vraiment. »*
> *(Angleterre - n°13 : F, 34 ans, célibataire, études supérieures, expérience professionnelle, ex-toxicomane)*

De par leur expérience – à la fois leur origine familiale, leur histoire personnelle et leur 'image pour autrui' telle qu'ils la perçoivent à travers le regard des membres de catégories sociales plus favorisées – les bénéficiaires développent des représentations sociales fortement inégalitaires. Le *mécontentement* s'accompagne en particulier d'une grande sensibilité aux inégalités générées par l'argent.

> *« Mais la politique c'est quoi ? Des beaux parleurs. Dans toute la nation, il y a tout le temps des bobards, des beaux parleurs. Un révolutionnaire c'est un beau parleur. […] C'est des gens qui sont riches qui commandent des pauvres. Vous comprenez ce que je veux dire. […] Le pouvoir c'est l'argent. C'est eux qui commandent. C'est comme un chef d'entreprise, t'as 800 personnes, s'il y en a un qui te plaît pas, tu le vires ! »*
> *(France - n°24 : H, 43 ans, célibataire, CAP, parcours professionnel instable)*

> « - Pourquoi y a-t-il autant de pauvreté en France, selon vous ?
> *- On est pas très partageants…Vous voulez un exemple ? Pas plus tard que la semaine dernière, je suis en C.E.S. à 'Pain contre la faim', on récupère le pain dans les restaurants et ailleurs… Il y a les boulangers qui nous disent : 'On vous donne pas de pain, on vous donnera même pas notre pain rassis'. »*
> *(France - n°26 : H, 50 ans, célibataire, très entouré, niveau lycée, expérience professionnelle)*

Les représentations sociales de ces allocataires sont conçues sous la forme d'un antagonisme élémentaire entre d'une part les riches qui ont la possibilité d'exercer du pouvoir – qu'il s'agisse de prendre des décisions politiques, de renvoyer un salarié, voire même de refuser de donner des invendus – et d'autre part les pauvres qui pâtissent du pouvoir exercé sur eux par les riches. On note que les catégories intermédiaires, les classes moyennes, sont absentes de leurs représentations sociales qui s'expriment en termes binaires. De même que sur le plan politique, les personnes proches du *mécontentement* interprètent la plupart des antagonismes en termes d'oppression des faibles par les forts, sur le plan sociétal, elles interprètent les inégalités sociales comme des injustices.

> *« Rends toi compte, il y a des gens qui vivent avec deux maisons, deux voitures, avec tous les luxes imaginables, avec de l'argent dans les banques en Suisse… Si tout était réparti, si l'argent était mieux distribué et qu'il n'y avait pas toutes ces questions de statut social… »*
> *(Espagne - n°11 : H, 32 ans, célibataire, études supérieures, parcours professionnel instable, en rupture avec sa famille)*

À certains moments des discours, les inégalités économiques et sociales sont jugées illégitimes et les personnes proches du *mécontentement* aspirent à une société où une

meilleure répartition des richesses amoindrirait ces inégalités. Leur sens de l'injustice, de la non prise en compte des plus faibles, transparaît également dans leur compréhension des causes de la pauvreté, exposées plus loin. Ils n'attribuent pas ce phénomène au contexte (le chômage, la crise) ni à des caractéristiques personnelles liées à l'individu (paresse, incompétence, manque d'effort) mais à la perpétuation des inégalités. En ce sens, la pauvreté leur apparaît profondément injuste car elle est pour une large part héritée. On peut d'ailleurs rappeler que, parmi les allocataires du revenu minimum proches du *mécontentement*, beaucoup sont issus de milieux populaires et ont connu la pauvreté dès leur enfance. Quant à ceux qui sont originaires de milieux plus aisés, ils s'insurgent autant contre l'injustice d'être pauvre car né pauvre, que contre leur propre déchéance sociale.

Pourtant, à d'autres moments du discours, les inégalités sont perçues comme inévitables, elles ne sont pas explicitement critiquées, pas plus que *« les riches »*, qui ont eu *« la chance »* de naître dans un milieu favorisé et ne sont pas tenus pour responsables de cette situation inégalitaire. Bien qu'ils soient très conscients des inégalités liées à la position sociale des individus, le terme d'« antagonisme de classe » semble inapproprié à propos du *mécontentement*. En effet, les bénéficiaires proches de ce type de rapport au politique ne s'identifient pas clairement à une classe sociale, de même qu'ils ne s'en prennent pas à un « ennemi de classe », ils n'expriment pas de ressentiment à l'encontre des catégories supérieures. On a souligné plus haut qu'en dépit d'un vif intérêt pour le débat politique, les idéologies sont mal connues. Sans doute le corpus idéologique susceptible d'assurer une cohérence à l'indignation des personnes proches du *mécontentement*, afin de la convertir en mobilisation, leur fait-il défaut. Le *mécontentement* que j'ai pu observer au cours des enquêtes qualitatives reste donc largement un rapport au politique marqué par l'impuissance, l'absence de construction idéologique, l'absence d'objectifs communs. Il ne s'agit donc pas d'une expression contemporaine de la lutte des classes dans la mesure où les personnes proches de ce type abordent la politique d'un point de vue individualiste.

Le *mécontentement* apparaît ainsi structuré autour de la conscience d'un fort antagonisme économique, social et politique, vécu de manière individuelle plutôt que collective. Les inégalités sont bien perçues et sont très présentes dans les discours. Mais la posture des allocataires proches de ce type de rapport au politique est ambivalente et évolue en cours d'entretien : selon que l'individu adopte une posture idéaliste ou fataliste, les inégalités sont jugées injustes et illégitimes, ou au contraire naturelles et immuables.

Les inégalités de richesses sont admises comme un facteur inhérent à la vie en société, qu'il serait impossible, voire injuste, de supprimer : ce serait en effet déposséder des personnes qui *« n'ont rien fait de mal »* si ce n'est avoir la chance de naître dans un milieu favorisé ou de réussir professionnellement. En revanche, ils accusent des personnes disposant de pouvoir qui ne sont pas désignées nominativement, d'avoir volontairement créé cette situation injuste et, sinon de l'entretenir, du moins de ne rien faire pour en diminuer les effets injustes.

> « - Pourquoi y a-t-il autant de pauvres ?
> - *Dans les années cinquante…ils ont créé le* eleven plus*. C'était mauvais. C'était une chose horrible.* Eleven plus *était un examen. Si vous réussissiez, comme je l'ai fait, vous alliez au lycée (*grammar school*). Mais ceux qui n'étaient pas reçus, c'est-à-dire plus de la moitié, allaient en* secondary school*. C'était comme jeter la moitié des enfants du pays aux ordures. Parce qu'ils n'avaient plus d'espoir. Ils n'arriveraient nulle part, ils ne pourraient jamais être quelque chose. Ils étaient des échecs à l'âge de 11 ans. Quelle méchanceté ! […] C'est alors que les dégâts ont été faits. Et ils sont les parents des enfants d'aujourd'hui. Eux ont été jetés à l'âge de 11 ans. Et ils éduquent leurs enfants avec leurs opinions, leur morale, leurs valeurs, donc ça continue. Ce sentiment d'échec est largement répandu maintenant. Ce sentiment qu'on ne va jamais avoir assez pour vivre, qu'on ne va jamais avoir assez d'argent, qu'on ne va jamais réussir. »*
> *(Angleterre - n°19 : F, 61 ans, divorcée, 1 fils, études supérieures, parcours professionnel instable)*

> *« C'est à cause du niveau de la société dans ce pays. On est totalement aliénés. Et si vous êtes pauvres, que vous êtes au plus bas niveau, alors vous êtes quasiment finis. Ils font tout pour vous aliéner. »*
> *(Angleterre - n°27 : H, 52 ans, sans famille, scolarisé jusqu'à 19 ans, parcours professionnel instable)*

La recherche des 'vraies causes' de la pauvreté passe, pour les bénéficiaires de l'*income support*, par la responsabilité des hommes politiques. Les gouvernants entretiennent selon eux, volontairement ou non, la situation des catégories inférieures en ne leur donnant pas la possibilité de s'en sortir, par le biais des études notamment, en ne prenant pas suffisamment en compte leurs problèmes et leurs opinions.

Ainsi, dans les trois pays, les allocataires proches du *mécontentement* jugent les gouvernants responsables de la situation économique du pays, *i.e.* du chômage et des inégalités, ce qui d'une certaine façon exclut qu'ils soient stigmatisés car, selon eux, ils ne sont pas responsables de leur propre précarité.

c) Des appartenances collectives essentiellement rhétoriques

On remarque que les représentations sociales exposées précédemment mettent davantage l'accent sur une conception antagonique de la société que sur une hiérarchie, opposant les riches aux pauvres, sans catégorie intermédiaire. Elle est présentée sous une expression radicale et idéologique par le militant anarchiste :

> *« Tout ça contre un mur ! Plus de patrons, plus de bourgeois ! […] Le parasite, c'est plutôt le bourgeois, le curé, le patron ! Pas le pauvre ! […] Depuis les rois, ça a pas changé en fait. C'est un changement de pouvoir, maintenant c'est les bourgeois. […] Je crois qu'il y a une classe qui en exploite une autre et qui fait tout pour que les autres, ils dorment, c'est tout ! […] La seule compétence des hommes politiques, c'est de prendre les gens pour des cons et de nous exploiter. Comme les patrons ! »*
> *(France - n°17 : H, 38 ans, célibataire, Bac A et B, deux CAP, militant anarchiste)*

La désignation très claire des 'ennemis de classe' par le militant anarchiste, à savoir les bourgeois – dont les hommes politiques sont un avatar –, les patrons et les curés, est unique dans notre corpus. Les discours des autres allocataires proches du *mécontentement* sont bien plus imprécis, désignant des responsables dans un ensemble plus vague et moins marqué idéologiquement. On remarquera en particulier l'usage par d'anciens ouvriers, du terme *« chef d'entreprise »*, plutôt que 'patron', terme qui témoignerait d'un ethos de classe. Dans les discours, en dépit des représentations de la société en termes antagonistes, les solidarités collectives sont à peine esquissées. Seuls quelques bénéficiaires du revenu minimum se montrent capables de faire preuve d'une certaine compréhension pour d'autres personnes dans la même situation, comme cet ancien ouvrier actuellement en C.E.S. :

> *« [Au sujet du tarif dégressif du R.M.I. quand on a un C.E.S.] Et après on s'étonne que les gens refusent des C.E.S…. Pourquoi il y a des abus aussi ? Vous recommencez à travailler et tac, on vous enlève autant. On gagne trop sans doute… Il faut comprendre les gens… »*
> *(France - n°26 : H, 50 ans, célibataire, très entouré, niveau lycée, expérience professionnelle)*

Il serait pour le moins exagéré de voir dans de rares exemples d'empathie une véritable solidarité de classe. On ne trouve pas dans les entretiens auprès des allocataires d'expression telle que 'on est tous dans la même galère'. Les exemples de repli sur soi et sur ses soucis matériels les plus immédiats sont par contre nombreux, soulignant l'impossibilité pour les personnes en situation défavorisée, même mécontentes, de dépasser l'urgence du quotidien pour se mobiliser.

> *« On se fait confiance à nous deux. Même dans l'immeuble, on s'occupe pas des autres, ils se débrouillent. Nous on est tous les deux, on est bien. On s'occupe de notre cuisine. Le reste… ce que les gens peuvent dire… »*
> *(France - n°29 : F, 33 ans, en couple, CAP, parcours professionnel instable)*

Finalement, en dépit de la constitution rhétorique de groupes fictifs permettant aux allocataires proches du *mécontentement* de parler au nom d'un *« nous »* contre *« eux »*, on constate un repli sur soi qui s'accompagne d'une méfiance généralisée à l'égard des appartenances collectives. Cette méfiance traduit un scepticisme quant à l'efficacité des mobilisations, comme c'est le cas pour les manifestations, mais aussi un doute quant à la réalité et la raison d'être des appartenances collectives. Leur recul est particulièrement patent dans le cas de la Grande-Bretagne où l'on observe, dans tous les types de rapport au politique,

une persistance des appartenances de classe traditionnelles : seul le *mécontentement* fait exception. On constate en effet dans ce cas une quasi-disparition des repères de classe. L'adhésion identitaire au Labour, tout particulièrement, est déliquescente au sein de ce type de rapport au politique, laissant place à une dispersion des comportements et des choix électoraux. Aucune mobilisation collective ne semble envisageable. La seule solidarité qui persiste est la solidarité familiale, soutien solide en Espagne pour les personnes en difficulté, mais qui demeure également un recours efficace en France et en Grande-Bretagne.

Dans les milieux défavorisés proches du *mécontentement*, les appartenances intermédiaires (corps de métier, groupe social, classe sociale) se sont délitées. Au-delà, la 'citoyenneté' apparaît comme un grand mot, potentiellement contraignant puisqu'il suppose des *« devoirs de citoyen »*, mais guère pourvu d'une réalité positive.

> *«* - Que signifie être citoyen pour vous ?
> *- Pas grand-chose. Tu peux être citoyen du monde, tu peux être citoyen… Qu'est-ce que ça veut dire citoyen ? C'est un mot barbare 'citoyen'. Ça a été pris pendant la Révolution… française, et puis Napoléon. Napoléon. Citoyen. La barbarie. C'est un mot barbare 'citoyen'. Ça veut rien dire. C'est une citation. C'est un mot français comme Liberté, Égalité, Fraternité. Qu'est-ce que ça veut dire ? Liberté. T'es libre ? Égalité. T'es aussi égale que le Président de la République ? [...] C'est une poésie française, une poésie… Ça fait rêver les gens. »*
> *(France - n°24 : H, 43 ans, célibataire, CAP, parcours professionnel instable)*

La référence à la citoyenneté, à la nation française, suscite des réactions où se mêlent le souvenir d'un idéal républicain, auquel les personnes proches du *mécontentement* continuent d'adhérer, et un scepticisme devant la face contemporaine de cet idéal : le sentiment d'injustice sociale le dispute en effet au sentiment d'être finalement moins bien traité que ceux dont la situation est encore plus dégradée, bien souvent immigrés ou issus de l'immigration. Les personnes interrogées estiment injuste que le fait d'être des Français de longue date ne leur vaille aucun traitement de faveur. Un sentiment d'injustice se développe dans les catégories populaires, créant un terrain propice au déploiement d'attitudes xénophobes, qu'il convient de ne pas confondre avec des préjugés racistes. Le *mécontentement* n'induit pas une remise en cause des valeurs de la République mais résulte pour partie du sentiment, résultant d'expériences vécues douloureuses, d'avoir été abandonné par la République. L'adhésion à la nation des catégories populaires, repérée lors des analyses quantitatives [*cf.* p. 161-163], se vérifie dans l'ensemble des types de rapport au politique ; cependant, dans le cadre du *mécontentement*, cette dimension patriotique est ambivalente.

Le trouble que nous mentionnons concernant l'appartenance nationale est présent à un moindre niveau en Angleterre. Les bénéficiaires de l'*income support* affichent un sentiment

d'appartenance à la nation anglaise ambivalent dans la mesure où la fierté le dispute au cynisme. Ils sont fiers de leur cohésion nationale, de leur stabilité politique, de la mentalité britannique – un mélange d'humour et d'indépendance où le fait d'être une île joue un rôle fondamental. *« Nous sommes une île »* affirment-ils souvent comme si cette affirmation était susceptible d'expliquer l'ensemble de leurs attitudes à l'égard de la politique et de la société. Pourtant cette affirmation n'est pas que fierté mais également ironie : l'évocation du tunnel sous la Manche, de la 'relation privilégiée' avec les États-unis, du rapport ambivalent à l'Europe tend à nuancer l'exceptionnalité de cette insularité. Il nous faudra pourtant envisager ultérieurement l'hypothèse qu'être une île soit effectivement un des facteurs les plus explicatifs de la culture politique britannique. Si les bénéficiaires proches du *mécontentement* ont quelques raisons de se montrer fiers de leur pays, raisons qu'ils se plaisent à souligner face à un enquêteur français, ils ne se laissent pas pour autant aller à un quelconque lyrisme patriotique, au contraire. La grandeur passée du Commonwealth est volontiers tournée en dérision. Nombre d'entre eux soulignent d'un jeu de mot que *« Britain is not so Great »* et critiquent les rodomontades sur l'empire britannique. Seule subsiste finalement, au titre de la fierté nationale, l'adhésion à la famille royale, considérée comme le ciment affectif du pays.

> *« La famille royale nous donne un certain statut dans le monde. […] Ceux qui n'ont pas de famille royale, qui n'ont qu'un président et des gens très riches, ils ont une situation terrible entre les mains. Ils ont des gens très très pauvres, des gens très très riches, pas de classe moyenne, pas de cohésion, pas de famille royale… Ils n'ont pas assez d'identité. Les pays qui ont une famille royale gardent toujours une continuité. »*
> *(Angleterre - n°19 : F, 61 ans, divorcée, 1 fils, études supérieures, parcours professionnel instable)*

> « - Que pensez-vous de la famille royale ?
> *- […] C'est sentimental, il n'y a pas de logique à chercher. La famille royale est la famille royale. Je suis consciente que Victoria a en quelque sorte popularisé la famille royale. […] Je pense que sur le plan diplomatique, ils font du très bon travail. […] On ne dirait pas, mais c'est une question qui fait bien parler tout de même… ! On dit que ce n'est pas juste car ils ont tout ça seulement du fait d'être nés, mais c'est pareil pour tous. On a certaines choses, ou non, simplement du fait d'être né dans telle ou telle famille. »*
> *(Angleterre - n°13 : F, 34 ans, célibataire, études supérieures, expérience professionnelle, ex-toxicomane)*

> *« Ils sont juste là comme symbole je pense, de l'Angleterre. Ils sont O.K., je n'ai pas vraiment d'opinion sur eux, ce n'est pas que je ne les aime pas vous savez. Je les aime bien, ils sont là pour la parade… une attraction pour les touristes. »*
> *(Angleterre - n°12 : F, 31 ans, mariée, 3 enfants, scolarisée jusqu'à 17 ans)*

Comme le souligne le dernier extrait, toutes les femmes ne se montrent pas également enthousiastes, même si l'affection pour la famille royale est clairement une spécificité féminine, elles y voient un élément fondamental de l'identité britannique et un facteur de continuité historique et politique. En revanche, les hommes se montrent plus sévères à l'encontre d'une famille royale qu'ils estiment méprisante et inutile.

Dans le cas de l'Espagne, hormis les nationalistes basques étudiés plus loin, l'appartenance à l'État national est loin de constituer un repère identitaire spontané, pas plus que l'identité basque. Sans doute pour éluder un choix critique, potentiellement dangereux, entre nationalisme basque et étatisme espagnol, les bénéficiaires de la *renta básica* déclarent ne pas ressentir d'appartenance spécifique hormis leur famille, leur quartier et, à la rigueur, la Navarre, ce qui dessine le cadre restreint de leurs appartenances. Quant à la famille royale, comme dans les autres types de rapport au politique, elle est jugée irréprochable et constitue un repère important.

Les représentations sociales des allocataires du revenu minimum proches du *mécontentement* s'avèrent restreintes, largement déterminées par un antagonisme social entre *« eux »* et *« nous »*, d'ailleurs traditionnel dans les catégories populaires[274]. L'identification à un ensemble fictif très vague, n'impliquant aucune solidarité ou engagement, permet d'accuser un autre ensemble tout aussi imprécis. Le recours au collectif (l'usage du *« nous »*) ne signifie pas que l'individu s'exprime *au nom* d'un groupe ; il tient une fonction rhétorique dans l'indignation, à savoir amplifier le mécontentement personnel du locuteur en le faisant sortir de son isolement. C'est pourquoi le collectif n'existe que dans le discours et ne peut donner lieu à aucune véritable opposition.

II. Les variations nationales du mécontentement

La première partie du chapitre a permis de mettre en évidence les caractéristiques du *mécontentement* qui se retrouvent dans les trois pays étudiés. Ce type de rapport au politique implique que les individus perçoivent leur situation inférieure sur l'échelle sociale comme une injustice qui doit être combattue. Partant de leur expérience personnelle, ils attribuent au politique la responsabilité de tous les problèmes et lui reprochent de ne pas l'améliorer ; ils expriment même cette insatisfaction avec une virulence rhétorique qui constitue un élément-clef de leur rapport au politique. Par-delà cet investissement d'affect, commun à tous, dans la chose politique, les individus proches du *mécontentement* ont-ils des convictions à défendre ? La seconde partie du chapitre permettra de montrer que sur ce point, les traductions politiques sont très contrastées d'un pays à l'autre. En France, la protestation semble faire partie de la

[274] HOGGART, Richard, *La culture du pauvre*, *op.cit.*

culture nationale et d'un rapport normalisé au champ politique : s'intéresser, c'est d'abord critiquer, sans nécessairement avoir de parti ou d'homme politique à défendre ou à combattre, d'où la forte représentation de ce type dans ce pays. En Grande-Bretagne, les critiques portent prioritairement sur les institutions politiques. Enfin, la situation observée en Navarre constitue un cas particulier dans la mesure où le *mécontentement* s'y exprime en grande partie à travers le prisme du nationalisme basque.

II.1 La protestation : une coutume française

Au risque de frôler la caricature, force est de constater que, parmi tous les entretiens réalisés dans les trois pays de notre étude, le cas français se signale par la forte représentation du type de rapport au politique que nous avons désigné comme « *mécontentement* ». On remarque notamment que des discours relevant essentiellement d'autres types de rapport au politique ne manquent pas, à un moment ou à un autre, de comporter des éléments manifestant le *mécontentement*. Est-ce à dire qu'il y aurait en France une culture du *mécontentement* ? Les Français seraient-ils, par-delà les clichés, d'incorrigibles râleurs ? Il semble indispensable d'interroger ces poncifs pour comprendre dans quelle mesure ils expriment une part de la réalité. Il conviendra également de cerner le bien-fondé éventuel, mais aussi les limites de cette image des Français comme prompts à la critique et à la revendication.

Dès la première question de l'entretien « Est-ce que vous vous intéressez à la politique ? », les allocataires du R.M.I. proches du *mécontentement* font preuve d'un intérêt viscéral pour la politique et s'inscrivent d'emblée dans une contestation, adoptant un ton très vif. Les réponses vont droit au cœur du sujet, avec déjà des commentaires de fond, des revendications partisanes. On peut citer le cas d'un militant anarchiste représentatif de ce courant peu répandu. J'ai longuement hésité quand au mode de rapport au politique dont pourrait se rapprocher son discours. Son bon niveau d'information, ses repères idéologiques, son sentiment d'appartenance, ses représentations sociales très affirmées, pourraient relever du type de la *loyauté*. Son rejet total de la politique (dite politicienne) et son intérêt pour le politique (comme organisation des hommes en société) rapprocheraient ce discours de la *perplexité*. Finalement, considérant la force de ses convictions (le rejet des États, des hiérarchies sociales, des partis politiques, de tous les processus politiques traditionnels), j'ai considéré qu'il relève plutôt d'une forme de *mécontentement*, mais extrêmement radical. Il

revendique d'emblée sa différence et son refus d'être confondu avec des positions politiques qui ne seraient pas exactement les siennes:

> *« - Depuis que je suis né presque. Oui, je m'intéresse vachement. Je fais que ça. Je suis militant anarchiste moi. Anarcho-féministe, je précise. […] Je suis anarchiste, pas libertaire.*
> - Quelle est la différence ?
> *- Libertaire, c'est trop mou. Ils sont libertaire ceci, libertaire cela. Anarchiste, c'est plus…radical. »*
> *(France - n°17 : H, 38 ans, célibataire, Bac A et B, deux CAP, militant anarchiste)*

Si certains affirment leur retrait vis-à-vis de la politique, comme ce couple partisan du Front National qui déclare *« La politique que je m'intéresse, c'est ce que je mets dans mon assiette »*, c'est pour mieux, dans un second temps, expliquer les raisons de leur rejet : la bêtise et l'inaction des hommes politiques, la corruption, le fait de ne pas être entendu, etc. En affirmant qu'ils ne s'intéressent pas à la *« politique politicienne »*, les allocataires proches du *mécontentement* expriment leur rejet d'hommes politiques qui se sont appropriés le champ politique dans une logique carriériste aux dépens des idéaux démocratiques et républicains.

a) Une personnalisation poussée du politique

Les allocataires du R.M.I. proches du *mécontentement* manifestent une intense personnalisation, d'où le fait qu'ils entretiennent un rapport à *la* politique plus qu'*au* politique. Nous avons souligné l'irrégularité de leurs connaissances, mais force est de constater leur très bonne maîtrise du personnel politique. Les hommes politiques sont mentionnés nommément, avec une grande variété que l'on ne retrouve ni en Grande-Bretagne ni en Espagne, et des références à d'anciens hommes politiques, pas nécessairement chez les allocataires les plus âgés. En compulsant l'ensemble des entretiens considérés comme proches du *mécontentement*, on obtient spontanément un inventaire assez exhaustif de la classe politique française (nous omettons les hommes politiques locaux) :

- Pour l'extrême-gauche : Laguiller et Krivine.
- Pour la Gauche : Marchais, Hue, Bové, Voynet, Cohn-Bendit, Mitterrand, Jospin, Rocard, Delors, Fabius, Lang, Aubry, Strauss-Kahn, Guigou, Allègre.
- Pour la Droite : Chirac, Balladur, Juppé, Tibéri, Sarkozy, de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Barre, de Villiers, Pasqua.
- Pour l'extrême-droite : Le Pen et Mégret.

L'énumération peut sembler fastidieuse mais elle révèle une véritable personnalisation de la politique. D'où la familiarité des allocataires avec la classe politique française. On note au passage qu'aucun homme ou femme politique de cette liste ne ressort indemne de

l'examen sévère des personnes proches du *mécontentement* ; aucun n'est considéré comme indéniablement plus représentatif des catégories populaires et de leurs aspirations. Certains chefs d'État étrangers sont également mentionnés (Clinton, Bush, Blair, Kohl, Eltsine, Poutine). Cette remarque est importante dans une perspective comparative car elle manifeste que pour les allocataires du R.M.I., la politique est d'abord une affaire d'hommes, les partis politiques sont secondaires.

b) Le Front National : un choix en adéquation avec le mécontentement ?

S'agissant du *mécontentement*, le Front National s'impose spontanément à l'esprit du chercheur comme le parti le mieux susceptible d'incarner et d'exprimer les opinions des personnes en situation défavorisée proches de ce type de rapport au politique. Souvent considéré en science politique comme un vote protestataire, le vote Le Pen peut ainsi apparaître comme l'expression typique du *mécontentement* 'à la française'. C'est ce que nous nous proposons d'envisager ici.

La mise en exergue d'une opposition entre 'Français' et 'immigrés' est à l'origine de l'intérêt des catégories populaires pour le Front National. Cette opposition permet de rejeter la responsabilité du chômage sur les *« immigrés »*, soupçonnés de *« prendre le travail des Français »* en acceptant des salaires inférieurs. Les allocataires du R.M.I. favorables aux thèses de Jean-Marie Le Pen que nous avons rencontrés habitent dans des quartiers défavorisés où ils sont confrontés au chômage et à la petite délinquance. Les immigrés, nombreux dans ces quartiers, constituent une cible évidente leur permettant de trouver un responsable. Soulignons la différence entre la désignation de *boucs émissaires* de la part d'allocataires proches de l'*apathie*, mettant en œuvre une stratégie de distinction afin d'alléger l'expérience vécue du stigmate, et la désignation de *responsables* de la part des allocataires proches du *mécontentement*. Ces derniers ne cherchent pas à reporter le stigmate sur d'autres. En revanche, ils mettent en exergue leur désir, insatisfait, de travailler et cherchent au-delà d'eux-mêmes une cause à la persistance de leur chômage. On le constate dans cette discussion entre un couple d'allocataires, dont le discours est finalement moins radical qu'il n'y paraît :

> *- (France - n°29 : F, 33 ans, en couple, CAP, parcours professionnel instable) : C'est les étrangers qui nous donnent le chômage. C'est vrai. C'est eux qui nous mangent notre pain. C'est ça le problème, c'est pas autre chose.*
> *- (France - n°30 : H, 57 ans, en couple, CAP, expérience professionnelle) : Ils préfèrent prendre des étrangers, comme ça, ils les payent moins chers. Vous savez dans le bâtiment, il y a que ça. Portugais, Arabes, Marocains…*

- n°29 : Avant, il y avait pas autant d'étrangers, il y avais moins de chômage. Le problème il est là. Et je suis pas raciste pourtant.
- n°30 : On va finir par le devenir.
- Vous trouvez qu'il faudrait donner du travail en priorité aux Français ?
- n°29 : Ben oui, ce serait normal, on est en France, hein… C'est ce que Le Pen il veut faire. Mais est-ce qu'il va le faire ? Ça c'est moins sûr.
- Et Le Pen, vous ne le trouvez pas parfois un peu trop extrémiste ?
- n°30 : Ouais. Il y a des fois, il ferait mieux de se taire aussi lui.
- n°29 : C'est-à-dire qu'il en fait un peu trop
- n°30 : De toute façon, tout ce qu'il dit, ce serait jamais appliqué. […] De toute façon, tant que les étrangers viennent pas toucher à ma gamelle. Remarquez j'en connais beaucoup. J'ai travaillé beaucoup avec ces gens-là.
- n°29 : Ben t'as beaucoup de copains étrangers. J'ai rien contre eux moi. A part pour le boulot. […] Ce qu'il y a c'est qu'ils sont un peu trop prioritaires par rapport à nous. […]Moi je voudrais que ce soit égal pour tout le monde.

Cet extrait démontre comment le discours anti-immigré se construit dans la recherche d'un responsable de la situation jugée inadmissible qu'est le chômage. Le rapport à l'emploi est au cœur du rapport au politique des allocataires proches du *mécontentement*. Ces derniers, contrairement aux personnes proches de l'*apathie*, perçoivent les immigrés d'abord comme des concurrents sur le marché du travail, reconnaissant ainsi *de facto* qu'ils partagent cette valeur travail. Dans le cas cité ici, soulignons l'allusion au fait que l'homme a travaillé avec des immigrés et compte des relations amicales parmi eux, ce qui me semble probable compte tenu du déroulement de l'entretien. En dépit des propos xénophobes qui sont tenus ici, une modération intervient régulièrement dans le discours. Par ailleurs, nombre d'allocataires, toutes opinions politiques confondues, considèrent qu'il y a trop d'immigrés, qui abusent de la *« générosité de la France »*, qu'il y a trop de clandestins, qui *« prennent le travail des Français alors qu'ils devraient être reconduits à la frontière »* : ce discours traduit leur sentiment profond que se joue là quelque chose *contre* eux, que là où les immigrés gagnent, eux y perdent. Cette perception gagnant/perdant est encore symptomatique de représentations sociales sur le mode de l'antagonisme. Cette mentalité d'assiégé est propice à l'acceptation des thèses du Front National. Pourtant, le discours de ces bénéficiaires du R.M.I. est paradoxal dans son alternance entre des moments très durs contre les immigrés, et des moments où ils se rétractent, soit qu'ils estiment aller trop loin, soit qu'ils affirment que finalement Le Pen, pas plus que les autres hommes politiques, ne serait en mesure de tenir ses promesses électorales:

- (France - n°29 : F, 33 ans, en couple, CAP, parcours professionnel instable) : Une fois ils ont dit que Le Pen ce serait un deuxième Hitler. Ben ça bougerait peut-être un peu plus !
- (France - n°30 : H, 57 ans, en couple, CAP, expérience professionnelle) : T'as pas vécu cette époque-là, toi…
- n°29 : Ah mon père, ç'en est un Chleu. Alors j'ai peut-être du sang de ça. Ça bougerait peut-être un peu plus. Ç'en est un d'Allemand, c'est pour ça qu'il est…con.
- n°30 : T'as pas connu la guerre, 43 et tout ça…Je te souhaite pas de connaître ce genre de trucs.

- n°29 : Moi je suis sûre qu'il ferait ce qu'il a dit. Mais les autres l'empêcheraient. En fait non, il pourrait pas le faire. Il le ferait pas.
- n°30 : Y'aurait une deuxième guerre, c'est sûr. Non, c'est pas à souhaiter. Je préfère que ça se passe un coup que je serai au cimetière. Ce serait pire qu'un Mai 68.

Les allocataires favorables aux idées de Jean-Marie Le Pen (ils adhèrent d'abord à un homme et à son discours, plus qu'à un parti politique) expriment fréquemment le sentiment que son discours, s'il exprime leur colère et leur frustration, dépasse leur pensée. Leurs opinions – qui résultent ne l'oublions pas d'un vécu – ne s'expriment pas nécessairement par des comportements, comme un vote ou une adhésion à un parti. Si l'une des allocataires proche du F.N. appuie occasionnellement ses convictions par un vote contestataire ou l'abstention, le couple interrogé et cité ci-dessus ne vote pas. Ils expliquent :

« Que ce soit l'un ou l'autre, ça change rien du tout. C'est toujours autant le bazar alors… Ça change rien à nos problèmes, moi je les trouve inaptes. »
(France - n°29 : F, 33 ans, en couple, CAP, parcours professionnel instable)

Le fait que le *mécontentement* se traduise par un discours violent de la part des personnes en situation défavorisée, bien qu'il soit faiblement converti en actes de portée politique, pourrait constituer une caractéristique française. Manifester son insatisfaction et son indignation semble être considéré comme le premier moyen d'exprimer une opinion de nature politique. En France, la politique semble reposer d'abord sur une culture de la critique et de la contestation. Certes, le vote Front National est une spécificité française – il n'existe pas de parti équivalent en Grande-Bretagne et en Espagne, la question de l'immigration se pose de manière totalement différente dans ces deux pays – dans la mesure où l'extrême-droite actuelle est la résultante d'une longue histoire politique. Cependant, ce vote ne saurait être considéré comme l'expression par excellence du *mécontentement* 'à la française'. Le vote F.N. est partiellement un 'vote protestataire', ce qui le rapproche de l'idéal-type du *mécontentement*. Or, l'électorat Front National ne relève pas nécessairement du *mécontentement*. S'il semble antithétique avec la *perplexité*, en revanche, le vote F.N. peut dans certaines configurations relever de l'*apathie* – ce qui recoupe les comportements de désignation d'un bouc émissaire observés dans le chapitre 4 [cf. p. – ou de la *loyauté* – lorsque le vote F.N. est expliqué par une adhésion argumentée aux valeurs et au programme défendus par ce parti.

Le *mécontentement*, à la différence de l'*apathie*, se caractérise en premier lieu par le refus de se résigner. La virulence verbale exprime cela. Il est clair de ce point de vue que les Français expriment volontiers leur *mécontentement* sur à peu près tous les sujets possibles.

Ainsi, les grèves, mouvements de protestation et de revendication jugés à l'étranger typiquement français, constituent un sujet récurrent de plaintes – contre les *« privilégiés qui se permettent sans cesse de bloquer le pays »*, mais aussi contre ceux qui voudraient limiter l'exercice du droit de grève. Sans doute, la culture politique française joue-t-elle dans ce sens et constitue-t-elle un contexte dans lequel les citoyens sont davantage enclins à relever les défaillances que les réussites politiques et sociales.

En matière de comportements politiques, les allocataires proches du *mécontentement* se montrent relativement conventionnels. Certes, leur abstention est porteuse de sens : elle traduit leur insatisfaction et leur défiance envers les choix politiques proposés. L'abstentionnisme des personnes proches du *mécontentement* exprime un désenchantement et traduit leur rejet de la politique des partis, conçue comme une lutte pour l'accès au pouvoir et aux privilèges y afférents. Quant à leur vote, il serait caricatural de le dépeindre comme nécessairement extrémiste. L'extrême-gauche, selon l'enquête, ne recrute guère d'électeurs parmi les allocataires du R.M.I. proches du *mécontentement*. L'extrême-droite remporte davantage de succès, même si les personnes interrogées ne sont pas dupes de la « séduction » qu'exercent sur elles le discours et la personne de Jean-Marie Le Pen. Leur adhésion à une partie du corpus idéologique du Front National ne laisse en revanche aucun doute et s'appuie sur leur expérience vécue dans laquelle le rapport au travail est central.

II.2 Remise en cause du système bipartite en Grande-Bretagne

Comparativement à la France, le *mécontentement* est un type de rapport au politique beaucoup moins répandu en Grande-Bretagne. Certes, des éléments du *mécontentement* rejaillissent dans la quasi-totalité des entretiens réalisés à Oxford, à savoir la faiblesse de l'*income support*, la difficulté à vivre avec si peu, la sévérité des conditions à remplir pour pouvoir prétendre au revenu minimum. L'administration et les hommes politiques se voient reprocher de *« ne pas comprendre »* les difficultés matérielles des plus pauvres. Les revendications émises par les bénéficiaires sont avant tout de nature sociale, renvoyant souvent à la notion d'humanité ou de dignité humaine.

a) Critique du bipartisme et des general elections

À la différence des Français et des Espagnols, les bénéficiaires de l'*income support* proches du *mécontentement* démontrent dans leurs discours qu'ils maîtrisent le fonctionnement de leur système politique. Ils s'intéressent particulièrement à l'évolution historique du système, quand il a commencé à être plus social, quand il a cessé de l'être, quand le Labour s'est substitué aux Libéraux-démocrates, l'impact de la seconde guerre mondiale. Ils font souvent référence à l'Histoire pour tenter de comprendre comment leur pays, grande puissance industrielle, aurait régressé pour se trouver dans une situation désastreuse de leur point de vue. Cette bonne connaissance du système politique les conduit en particulier à exprimer leur position ambivalente à l'égard des *general elections*.

Les *general elections* permettent de désigner le gouvernement national, mais aussi un député fortement attaché au local. Pour les personnes proches du *mécontentement*, cette conjonction pose un problème qui ne résulte pas d'une incompréhension du fonctionnement de la Chambre des Députés (*House of Commons*). Si elles ne l'expriment pas aussi clairement, elles éprouvent des difficultés à formuler un choix électoral lors des *general elections*, car elles sont partagées entre la conscience que leur vote déterminera la couleur politique du gouvernement ainsi que le choix du Premier Ministre, et le choix d'un M.P. censé les représenter. Or selon eux, les deux ne sont pas nécessairement congruents.

b) Le vote, entre énonciation du mécontentement et calcul stratégique

Les bénéficiaires de l'*income support* savent que le fonctionnement du système britannique, notamment la 'prime au premier', obère considérablement les chances des petits partis, ce qui les conduit à mener des raisonnements stratégiques : voter pour un petit parti leur permet certes d'exprimer une opinion personnelle, cependant le jeu des forces politiques rend cette expression inaudible et prive l'électeur de s'exprimer sur l'alternative Labour/Tory. À l'inverse, opter pour l'un des deux grands partis procure une assurance personnelle que l'on a fait son possible pour que l'option honnie ne parvienne pas au pouvoir, mais elle implique de sacrifier une part de ses convictions et de son intégrité en ce prononçant en faveur d'un parti auquel on n'adhère pas véritablement. Les bénéficiaires de l'*income support* proches du *mécontentement* sont inscrits sur les listes électorales mais leur participation est aléatoire. Leur état subjectif au moment de l'élection détermine pour partie leur comportement.

« - Vous votez ?
- Je ne sais pas. Ça dépend des choix qui me sont proposés.
- En général ?
- Oui, je suis inscrite et je peux voter. Je vais peut-être voter Social-Libéral ou quelque chose comme ça. Et si je décide de prendre ça au sérieux, je voterai pour le parti Vert. Cela dépendra du degré de ras-le-bol de la politique que j'aurai atteint au moment des élections. […] Je ne suis pas communiste. Je ne suis pas non plus socialiste. Mais je ne suis pas Conservateur non plus. Le Labour et le Tory, vraiment… ce n'est pas comme s'ils faisaient des choses radicalement différentes. Donc je pense que… ma place serait… quelque chose d'écologique, comme Greenpeace. […] Plus de gens voteront comme moi, plus cela ôtera des voix aux partis Conservateur et Travailliste, alors ils perdront leur inaltérable autorité de partis majoritaires. »
(Angleterre - n°19 : F, 61 ans, divorcée, 1 fils, études supérieures, parcours professionnel instable)

« - Vous pensez voter aux prochaines élections ?
- Je vais voir ça. Mais ils ne comptent pas les votes nuls, et dans mon état d'esprit actuel, je crois que je griffonnerais mon bulletin de vote. Ou alors je voterai écolo. Je pourrais voter Vert aux prochaines élections.
- Qu'écririez-vous sur votre bulletin ?
- Que je n'ai pas confiance, en aucun candidat et aucun parti. Parce que pour les élections générales, les gens votent davantage pour un parti que pour une personne en particulier. Ils pourraient choisir n'importe qui comme candidat local Labour, les gens qui veulent voter Labour ne s'intéresseraient pas à son parcours personnel, à son passé, à ses opinions. Ce qui compte, ce n'est pas tant qui va être votre député que qui va gouverner. Ces derniers temps, les gens se sont intéressés à la représentation proportionnelle. Je ne sais pas si ça marcherait ou pas, mais on a l'impression que dans cette situation, le vote de chacun aurait davantage de poids. Et à bien des égards, ce système semble être un moyen plus équitable de prendre en compte l'opinion des gens. |[…] Dans le système actuel, les deux grands partis s'arrangent entre eux pour garder un troisième parti hors du jeu. […] A supposer que je vote pour le parti Vert d'ailleurs, je ne suis pas sûre que, dans mon esprit, je voudrais qu'ils aient le pouvoir absolu. Je voterais pour eux car je pense qu'ils ont besoin de davantage de poids. »
(Angleterre - n°13 : F, 34 ans, célibataire, études supérieures, expérience professionnelle, ex-toxicomane)

Ces réflexions d'ordre stratégique sont plus ou moins implicites. Dans les actes, elles sont balayées par la défiance exprimée par les bénéficiaires proches du *mécontentement* à l'égard des hommes politiques et des partis dominants. Ils optent en conséquence pour un parti minoritaire qui à la fois correspond à leurs convictions, sape au moins symboliquement la domination des grands partis et manifeste leur protestation contre l'état actuel du système. Ils peuvent également faire le choix de s'abstenir, comme c'est le cas de cet homme au passé délictueux, qui s'est souvent vu retirer ses droits civiques :

« Je ne vote pas de toute façon. Je n'ai jamais voté de toute ma vie. Jamais. Parce que quand on regarde comme ça se passe… Au départ, c'est toujours pareil, ils vous promettent ceci, ils promettent cela. Et après beaucoup de promesses sont rompues vous savez. »
(Angleterre - n°26 : H, 55 ans, en couple, 3 enfants, très entouré, scolarisé de 12 à 15 ans, parcours professionnel instable, a fait de la prison)

Dans son cas tout particulièrement, l'abstention pourrait apparaître comme une réaction revancharde à l'égard d'un système qui ne l'a pas épargné, et cela constitue peut-être une partie de la vérité. En tant qu'ancien détenu, il considère que la suppression des droits civiques est une atteinte aux droits fondamentaux de l'homme. Être 'hors la loi' justifie privation de liberté et réparation mais ne saurait selon lui justifier que l'on place cet individu

abstrait qu'est le citoyen 'hors la société' en le privant d'exercer la part de souveraineté qui lui revient de droit :

> *« Je pense qu'il faut prendre ça comme un droit. Mais je ne pense pas que ça doit être un devoir. C'est mon opinion personnelle, une fois de plus. Mais pourquoi faudrait-il se dire 'je DOIS voter' ? Enfin en prison, de toutes façons, vous ne pouvez pas voter. […] Et les prisonniers n'aiment pas ça. C'est vous enlever un droit humain fondamental. Même si vous êtes en prison et que vous avez mal agi, je pense que vous devriez quand même avoir le droit de voter. Parce que vous faites toujours partie de ce pays, vous allez sortir un jour, donc vous devriez avoir le droit de choisir votre premier ministre. » (Angleterre - n°26 : H, 55 ans, en couple, 3 enfants, très entouré, scolarisé de 12 à 15 ans, parcours professionnel instable, a fait de la prison)*

Cet allocataire donne également une signification protestataire à son vote : il refuse de voter pour des hommes politiques dont il dénonce, tout au long de l'entretien, les mensonges, les manipulations, la corruption, la surdité aux problèmes du peuple, l'incompétence et l'inaction. Son abstention est lourdement chargée de sens.

c) Effondrement des appartenances de classe et des adhésions identitaires

Comme on l'a signalé précédemment, les bénéficiaires de l'*income support* proches du *mécontentement*, comme leurs équivalents français et espagnols, manifestent une conscience exacerbée des inégalités sociales. Cependant, ils ne ressentent pas d'appartenance à une classe sociale ou à une communauté au même degré que leurs compatriotes proches de l'*apathie* politique pour qui ces appartenances collectives constituent une protection leur permettant d'affirmer une identité et de défendre leur moi contre le stigmate [*cf.* p.287-291]. Ceux proches du *mécontentement* semblent ne pas avoir besoin de se dissimuler derrière le collectif pour protéger leur amour-propre, ce qui s'explique d'abord par la bonne image qu'ils ont d'eux-mêmes. Ils ne s'avèrent pas pour autant individualistes, comme le montrent leur sociabilité et le réseau d'entraide dont ils bénéficient et auxquels ils contribuent. Aux critiques et aux soupçons formulés contre leur catégorie sociale, ils ne répondent pas par une mise en avant de leurs qualités intrinsèques, mais par une mise en accusation des politiques. Les bénéficiaires de l'*income support* proches du *mécontentement*, plus concernés par leurs trajectoires personnelles que ceux proches de l'*apathie*, n'éprouvent pas le besoin d'affirmer leur identité en faisant corps avec leur communauté.

Cette attitude n'implique pas que les personnes proches du *mécontentement* ne ressentent pas d'appartenances collectives, mais celles-ci sont plus ambiguës que dans le cas de l'*apathie*. En effet, s'ils reconnaissent leur appartenance à une catégorie sociale (ils semblent éviter le terme de 'classe') disqualifiée, ils se montrent peu atteints personnellement

par le stigmate attaché à cette catégorie et n'hésitent pas à se montrer très critiques quant aux appartenances traditionnelles. En particulier, ils remettent en cause le lien d'adhésion identitaire des classes populaires au Labour, critiquant vivement le parti ainsi que son leader Tony Blair. Si le New Labour est visé, ce n'est pas tant au profit de l'Old Labour – Ken Livingstone et Tony Benn ne sont pas cités spontanément – que pour de nouvelles perspectives moins directement liées à l'appartenance sociale : les Libéraux-Démocrates et les Verts.

II.3 Mécontentement et marginalité radicale en Navarre

Notre analyse du *mécontentement* en Espagne présente une limite qu'il convient d'emblée de souligner : le rapport au politique que constitue le *mécontentement* est extrêmement rare dans notre corpus ; il se manifeste en grande partie sous la forme radicale du soutien au séparatisme basque, *via* le soutien à la cause de l'E.T.A. et au parti politique Herri Batasuna (non encore interdit au moment de l'enquête), vitrine politique de l'E.T.A.. Nous n'avons rencontré qu'une seule bénéficiaire de la *renta básica* exprimant un *mécontentement* politique modéré en Navarre : presque tous se montrent plutôt satisfaits de leur situation personnelle et du système politique espagnol. Le comportement politique dominant parmi les bénéficiaires du revenu minimum est l'*apathie*, qui se traduit par une très grande distance vis-à-vis de la sphère politique, distance qui inclut une absence quasi-totale de regard critique.

Sur les trois bénéficiaires de la *renta básica* proches du *mécontentement*, deux sont des nationalistes basques. Il est possible, au vu de l'important effort social du gouvernement foral et de la bonne croissance économique de la région, que mis à part le cas particulier du nationalisme, les bénéficiaires du revenu minimum ne manifestent que très minoritairement un rapport au politique de l'ordre du *mécontentement*.

La limite manifeste de cette étude sur le *mécontentement*, outre la faiblesse de l'échantillon concerné – qui permet toutefois de bien comprendre la nature et les modalités de leur révolte – réside dans son particularisme local. Il est clair que la section qui va suivre n'est pertinente que pour le pays basque espagnol (nous supposons que notre analyse serait également valide en Biscaye) et ne peut être généralisée à l'ensemble de l'Espagne. Selon une hypothèse vraisemblable, il existe des formes de *mécontentement* modéré dans le reste de

l'Espagne, que je suis malheureusement incapable d'analyser du fait de spécificités inhérentes au terrain d'enquête. Cette sous-section porte donc exclusivement sur le *mécontentement* radical tel qu'il s'exprime en Navarre, sans qu'il soit possible de généraliser ce type de rapport au politique à l'ensemble de l'Espagne.

Les discours manifestant un *mécontentement* radical à l'encontre de la politique en général, de l'État espagnol en particulier, se fondent sur la revendication d'une forte identité basque, traduite en termes politiques par la volonté de voir exister le pays basque 'historique'[275].

a) L'envahissement du quotidien par le politique

Pour ces partisans d'un pays basque indépendant, la politique n'a rien d'un centre d'intérêt parmi d'autres, elle est au cœur de leurs préoccupations, de leur vie quotidienne. La politique est partout. Comme l'exprime cette femme :

> *« Tu ne peux pas sortir dans la rue sans voir la politique. Les rues qu'ils mettent dans un sens plutôt que dans l'autre, tu crois que c'est par hasard ? Je ne te parle même pas de la télévision, je préfère ne pas l'allumer avec tous les mensonges qu'ils disent, et ça non plus, ce n'est pas un hasard. Sûrement pas ! Nous avons eu la chance de pouvoir inscrire mon petit-fils dans une école basque, mais il a fallu remplir tous ces papiers, ils contrôlent tout, tout. Nous n'avons plus aucune liberté. »*
> *(Espagne - n°21 : F, 54 ans, divorcée, 4 enfants, élève son petit-fils, scolarisée jusqu'à 17 ans)*

Les personnes interrogées en Navarre proches du *mécontentement* s'intéressent considérablement au politique et constatent ses répercussions dans les aspects les plus quotidiens de leur vie. On note en particulier que leurs convictions orientent leurs perceptions au sens où leur sentiment de subir l'oppression de l'État central espagnol s'exprime à travers un rapport presque paranoïaque à la réalité : selon eux, les Basques sont constamment surveillés et brimés dans leur identité par l'État espagnol et ses représentants. Cette *« oppression »* revient sans cesse dans leur discours, même s'il est assez rare que des exemples concrets soient mentionnés. L'argumentation pour montrer l'existence réelle de cette oppression s'appuie essentiellement sur la disparition progressive de la langue basque avec deux thèmes récurrents :

[275] A noter que le pays basque 'historique', tel qu'il est conçu par les nationalistes, est constitué de sept régions : les trois régions de la Biscaye, la Navarre, et les trois régions du pays basque français. S'il constitue bien une aire culturelle et linguistique cohérente, il n'a historiquement jamais existé en tant que tel. Quand la plupart des bénéficiaires de la *renta básica* rencontrés s'identifiaient d'abord à leur région, la Navarre, et dans un second temps à leur pays, l'Espagne, les bénéficiaires qui manifestent ce *mécontentement* radical s'affirment en premier lieu comme Basques et s'opposent violemment à l'État espagnol, jugé oppresseur de leur identité.

1°) le fait que l'euskadi ne soit pas obligatoire dans les écoles et les administrations, contrairement à l'espagnol, et que son statut scolaire soit celui d'une langue étrangère alors même qu'il s'agit de 'leur' langue ;

2°) la répression contre l'usage du basque sous Franco, la politique espagnole actuelle étant considérée comme la continuation de la politique franquiste de répression de l'identité basque.

La mention par cette femme de la question scolaire est donc tout à fait attendue dans la mesure où la sauvegarde de la langue et de la culture basques est une revendication fondamentale du mouvement nationaliste. L'homme interrogé, éduqué au sein d'une famille peu attachée à cette problématique, signale également qu'il fréquente des écoles et participe à des stages afin de parfaire sa maîtrise de la langue basque.

> *« Nous sommes envahis par les militaires, par la* guardia civil*, par des policiers espagnols… qui nous sont totalement étrangers. Deuxièmement, ils nous torturent, ils nous mettent en prison et nous n'avons aucune liberté d'expression ni rien, ni moyens de communication valables. […] Et bien sûr la répression culturelle, parce qu'on ne tient pas compte du tout du basque. C'est pour ça que j'apprends le basque, il faut bien que certains d'entre nous fassent vivre tout ça. Tu sais, comme dans le livre* Fahrenheit*. »*
> *(Espagne - n°11 : H, 32 ans, célibataire, études supérieures, parcours professionnel instable, en rupture avec sa famille)*

Ainsi, pour ces personnes, focalisées sur une seule problématique, en l'occurrence la question basque, il apparaît clairement que celle-ci envahit tous les détails de leur quotidien. Cette forme spécifique et marginale de *mécontentement* observée en Navarre suggère une telle implication qu'il s'agit d'un véritable militantisme.

b) Une perception de l'actualité guidée par la conviction d'être manipulé

Nouvel indice manifestant l'importance de leurs convictions dans leur vie quotidienne, le regard qu'ils portent sur l'actualité est marqué par leur certitude d'être opprimés. Tous deux tiennent un discours dénonçant avec virulence la partialité des *media* qui transmettraient uniquement ce que le Gouvernement leur autoriserait, se faisant ainsi les *« instruments de la propagande gouvernementale » (n°21)*. Tous deux sont des lecteurs de *Gara*[276], un journal écrit pour partie en basque pour partie en espagnol, assez proche d'Herri Batasuna, dont il faut souligner qu'il ne cautionne pas les attentats de l'E.T.A.. Comme le souligne l'homme :

> *« C'est un journal qui est catalogué pro-E.T.A. C'est à cause de la manipulation que je le lis. Les autres journaux et le Gouvernement…[…] J'aime bien suivre l'actualité et voir ce qui se passe. Mais*

[276] « *Gara* » signifie « Vive ! », sous-entendu « Vive le pays basque ! ». Les rues de Pampelune comportent de nombreux graffitis indiquant « Gara Euskadi ! » ou « Gara E.T.A. ! »

> *pas que du point de vue officiel qui est donné par les chaînes de télévision et les journaux, mais aussi depuis l'autre point de vue, alternatif. […] Les directeurs, les chefs de publication, les journaux, ceux qui manipulent… sont complices des ministres, de ceux qui ont le pouvoir, des banquiers, ils forment une espèce de mafia et entre eux, ils décident ce qui doit sortir, faire la Une. »*
> *(Espagne - n°11 : H, 32 ans, célibataire, études supérieures, parcours professionnel instable, en rupture avec sa famille)*

La méfiance est ainsi totale à l'égard des informations qui leurs parviennent par des canaux 'officiels', *a fortiori* les discours des hommes politiques qui ne sont *« jamais »* écoutés car *« toujours »* mensongers. Le vocabulaire privilégié par les allocataires de la *renta básica* proches du *mécontentement* exprime la radicalité de leurs opinions. Les sujets d'actualité abordés en cours d'entretien sont également traités sur le mode de la suspicion : Qu'essaie-t-on de leur faire croire ? Que se passe-t-il réellement ? Que leur cache-t-on ? Les événements attirant prioritairement leur attention ne sont pas sans lien avec leurs idées politiques : ainsi de la question israélo-palestinienne et de l'*intifada,* perçue comme comparable au combat de l'E.T.A. contre l'État espagnol, au combat du faible contre le fort. Dans le contexte géopolitique actuel, les États-Unis constituent le prototype du fort, d'où la détestation particulière de ces personnes à l'encontre de ce pays. Sur le plan local, ils reprochent aux Américains de ne pas avoir respecté leur engagement de se retirer de la base militaire des Bardenas en Navarre. Plus largement, l'ensemble des actions impliquant les États-Unis est jugé pour le moins avec suspicion.

> *«* - Ce qui t'intéresse dans la politique, c'est surtout ce qui se passe au niveau du pays basque…
> *- Non, non. Je m'intéresse au niveau international. Par exemple, en ce moment, ce qui se passe avec les États-Unis [cf. 11 septembre] Moi je le vois d'un autre point de vue… que la majorité des gens. Surtout ici. Parce que je crois que le problème qu'il y a avant tout avec les États-Unis, c'est la manipulation… la manipulation informative. Parce qu'on présente toujours les États-Unis et les pays démocratiques comme la panacée de la liberté, de l'égalité et de la démocratie, alors que ce sont eux les véritables terroristes. […] Il y a des millions de personnes qui meurent à cause de leur politique, tout ça pour le pouvoir, pour avoir davantage de pouvoir. Et c'est cela qui m'intéresse. […] Pour moi, la politique est nécessairement internationale. Tu ne peux pas t'intéresser qu'à ton petit espace. »*
> *(Espagne - n°11 : H, 32 ans, célibataire, études supérieures, parcours professionnel instable, en rupture avec sa famille)*

Le niveau d'études relativement élevé des individus dont le rapport au politique se rapproche du *mécontentement* transparaît à travers la complexité de leur analyse et la multiplicité des facteurs qu'ils font intervenir, mêlant avec aisance arguments économiques, politiques et sociaux pour défendre leur point de vue. L'ensemble de l'actualité est donc perçue et interprétée d'un point de vue bien particulier.

Fait notable, parmi l'ensemble des entretiens réalisés à Pampelune, les deux allocataires proches du *mécontentement* politique sont également les seuls à évoquer

spontanément le passé franquiste de l'Espagne[277], ce qui se comprend bien dans la mesure où le franquisme illustre parfaitement leur démonstration de l'oppression du Pays Basque par l'État espagnol.

c) Le soutien à toute forme alternative d'expression politique y compris le terrorisme

L'expression démocratique des opinions, à savoir l'élection, étant radicalement critiquée par ces personnes comme anti-démocratique, la question se pose de savoir quels moyens ils estiment être légitimes et démocratiques. Tous les modes d'expression sont en fait jugés légitimes, dans la mesure où ces personnes se considèrent comme des opprimés en lutte contre un pouvoir inique.

> *« Il y a des manifestations, des occupations, des actes de violence, quand quelque chose ne va pas bien. C'est une manière de protester et de revendiquer ce que tu crois juste. Pour moi, ce qui serait idéal, ce serait que nous tous et nous toutes formions un groupe social au sein duquel on distribuerait équitablement tout ce qui relève des fonctions économique et sociale. Alors, il n'y aurait plus de problème. »*
> *(Espagne - n°11 : H, 32 ans, célibataire, études supérieures, parcours professionnel instable, en rupture avec sa famille)*

Dans leur logique, la posture de victime qu'ils adoptent justifie le recours à tous les moyens au nom d'un idéal qui transcende tout. L'extrémisme de leurs convictions prend toute sa mesure dans leur soutien, non seulement aux manifestations, graffitis, dégradations des biens publics, mais aussi aux assassinats politiques. Le soutien à l'E.T.A. n'est pas exprimé d'emblée mais il est revendiqué clairement au cours des entretiens :

> *« - S'ils sabotent la trêve, l'E.T.A. n'a pas d'autre choix à la fin que de recommencer ses actions. Et attendre le moment idoine. […] Je ne te cache pas que je suis en faveur de l'E.T.A., je n'ai aucun complexe à le dire. Bien sûr, on espère sortir de tout ça, mais ça ne dépend pas d'eux, ça dépend des hommes politiques. […] Mettre une bombe qui va toucher n'importe qui, ça ne me plaît pas du tout. Mais qu'ils tuent des hommes politiques et autres…*
> - Comme le conseiller de Leitza récemment ?
> *- Oui. Un de moins. Tant mieux ! Ici, il y a des gens qui disent 'on ne peut pas faire des choses pareilles, ce sont des personnes…' ; mais nous sommes dans une guerre ! C'est une guerre de guérilla*

[277] Rappelons ici qu'en France comme en Angleterre, les références au passé sont assez fréquentes et spontanées lors des entretiens : la Révolution française, le Front Populaire, de Gaulle, l'élection de Mitterrand en 1981 pour la première ; l'Empire britannique, l'Empire des Indes, les bombardements de Londres par la Wechmarcht, Churchill, les années Thatcher pour la seconde.
Rien de tel en Espagne où l'histoire nationale semble recouverte d'un voile occultant totalement le passé, au point qu'il n'est jamais fait allusion à l'Histoire de l'Espagne, ni aux moments les plus déchirants (la Guerre Civile, le franquisme), ni aux moments plus glorieux (on aurait pu envisager des allusions à la seconde république, au siècle d'or, aux grands navigateurs, etc.). Même après sollicitations, les personnes interrogées ne se prononcent en rien sur le franquisme ou la Guerre Civile. C'est pourquoi les rappels historiques des individus qui se rapprochent du *mécontentement* méritent d'être notés.

> *parce que nous sommes moins nombreux et nous n'avons pas le potentiel pour faire une vraie guerre. On se ferait simplement massacrer. Mais on peut mettre la pression. »*
> *(Espagne - n°21 : F, 54 ans, divorcée, 4 enfants, élève son petit-fils, scolarisée jusqu'à 17 ans)*

L'attentat ciblé, contre des hommes politiques ou des membres de la police, *Ertzaintza* comme *guardia civil*, est justifié comme étant le seul moyen disponible et efficace pour faire aboutir les revendications d'un pays basque indépendant. Événement tragique advenu peu de temps avant ces entretiens, un attentat utilisant un jouet piégé avait causé la mort d'un enfant à San Sebastián. Pour ces bénéficiaires du revenu minimum proches du *mécontentement*, il ne fait aucun doute que la police en est responsable et cherchait ainsi à stigmatiser l'E.T.A.. Cette interprétation souligne la confiance que ces personnes placent en l'E.T.A. qui défend finalement le mieux leurs convictions, bien mieux que Herri Batasuna, sa vitrine politique, jugée inefficace pour obtenir de véritables avancées.

d) Une conscience nationale

Le rejet du système politique exprimé par ces personnes ne signifie par une absence de conscience citoyenne.

> *« Tous les gens doivent être égaux, il ne doit pas y avoir une personne qui nous dirige mais chacun qui se dirige lui-même. […] Ce que je voudrais que ce soit, ce serait un homme qui vit dans un groupe social et qui… vit en harmonie avec les normes sociales, culturelles, économique et politique. Voilà. Pour moi, c'est quelqu'un qui vit dans la communauté du monde. »*
> *(Espagne - n°11 : H, 32 ans, célibataire, études supérieures, parcours professionnel instable, en rupture avec sa famille)*

Le rejet du système politique est donc d'abord un rejet de l'Espagne et de sa supposée domination sur le pays basque. Il convient de l'associer à leurs revendications nationalistes et à la prégnance de leur identité nationale. Si les personnes proches du *mécontentement* en Navarre ne reconnaissent pas ressentir d'attachement particulier à l'égard de l'Europe, ils s'affichent en revanche solidaires des faibles, partout dans le monde. On retrouve en particulier dans leurs discours des éléments à rapprocher de la contestation alter-mondialiste.

L'effort décidé par le gouvernement foral à destination des personnes en situation défavorisée et dont ils bénéficient, à savoir la *renta básica*, n'est cependant pas considéré comme un geste de solidarité mais comme une façon d'endormir le peuple. Le gouvernement foral, qui plus est présidé par l'U.P.N.[278], ne vaut guère mieux à leurs yeux que le gouvernement central. Ils n'éprouvent aucune réticence à bénéficier d'un système qui viserait

[278] L'Unión del Pueblo Navarro, versant navarrais du Partido Popular, était au moment de l'enquête le parti majoritaire en Navarre avec 22 députés sur 50. Il était mené par Miguel Sanz, président du Gouvernement de Navarre.

à *« éviter qu'ils se révoltent »*. L'on peut même percevoir une forme de revanche politique à travers l'aisance qu'ils manifestent à l'idée de vivre grâce aux aides de l'État : dans une situation où ils se perçoivent comme opprimés par le système politique en place, profiter de ce système est leur façon de retourner la situation à leur avantage.

Conclusion partielle

Le *mécontentement* est un type de rapport au politique au sein duquel cohabitent virulence du discours et réalisme des attentes, désillusion et espoir – désillusion à l'égard des hommes politiques et espoir que la politique résolve le problème du chômage. Le radicalisme exprimé est essentiellement rhétorique. Les personnes en situation défavorisée qui se rapprochent de cet idéal-type s'avèrent aussi isolées que les autres et avant tout préoccupées par leurs soucis matériels, ce qui fait obstacle à toute mobilisation. En revanche, la place centrale qu'elles accordent au travail dans leur vie, y compris dans leur rapport au politique, les singularise. Leur rapport douloureux, mais sans culpabilité, au chômage est déterminant pour comprendre leurs attitudes, consécutives à la conviction subjective d'une déchéance. Les personnes proches du *mécontentement* vivent dans la certitude de ne pas avoir ce à quoi elles devraient avoir droit et elles refusent de s'y résigner.

Cependant, si leurs perceptions des inégalités sociales sont très claires, leurs attentes en matière de changement sont tout sauf radicales : une plus grande honnêteté des hommes politiques, un meilleur usage du budget de l'État, davantage d'effort en direction des catégories populaires. Le changement auquel aspirent les allocataires proches du *mécontentement* est donc moins radical que ne le laisserait supposer leur virulence. Ils ne souhaitent pas transformer profondément les systèmes politique et économique ; ils aspirent plus simplement à ce que des réformes raisonnables – *i.e.* n'impliquant justement pas les extrémités d'une révolution –aboutissent enfin à la baisse du chômage. La citation suivante exprime parfaitement cette posture :

> *« Pour changer les choses, il faudrait un sacré coup de balai. Premièrement, foutre tout le personnel politique dehors. Tous. Il y a pas besoin de faire la guerre pour ça. Et ensuite on fera des réformes normales, pour améliorer la vie quotidienne des gens, de tous les Français et toutes les Françaises. »*
> *(France - n°24 : H, 43 ans, célibataire, CAP, parcours professionnel instable)*

L'énumération de griefs contre les hommes politiques s'arrête à cette virulence qui s'avère assez superficielle et justifie que nous employions le terme de 'grogne' ou de '*mécontentement*'. Relancés sur les transformations nécessaires pour *« changer les choses »*, les individus conviennent avec fatalisme que de petites améliorations politiques les satisferaient. Ainsi, les Britanniques estiment que l'introduction d'un pourcentage *« raisonnable »* de proportionnelle serait un atout pour une démocratie plus représentative.

Par-delà cette description du *mécontentement*, de ses formes et des facteurs qui déterminent ce type de rapport au politique, quelques spécificités nationales ont été mises en évidence.

En France, on remarque tout particulièrement la prégnance de la question du Front National dans les esprits, tant des personnes interrogées que de l'enquêteur et des analystes politiques en général. Nous avons tenté de montrer que bien que le *mécontentement* apparaisse effectivement comme un type de rapport au politique particulièrement en adéquation avec la culture politique française, bien que le F.N. constitue une spécificité française, le vote Le Pen n'est pas caractéristique du *mécontentement* 'à la française'. Il peut certes en être l'une des expressions, parmi d'autres comme l'abstention ou la volatilité électorale. En outre, le vote en faveur de Jean-Marie Le Pen ne saurait être interprété uniquement comme un vote protestataire. Il n'y a donc pas superposition entre ces deux phénomènes que sont le *mécontentement* et l'adhésion aux thèses du Front National.

En Grande-Bretagne, il semble qu'un mouvement émergent apparaisse parmi les personnes en situation défavorisée proches du *mécontentement*. Ce mouvement s'exprime par l'intérêt croissant pour les partis politiques minoritaires que sont les Libéraux-Démocrates et les Verts. Détachées de l'adhésion identitaire au Labour, ces personnes mettent en œuvre une réflexion de fond, qui se retrouve étonnamment d'un bénéficiaire de l'*income support* à l'autre, quelles que soient leurs différences de sexe, d'âge, de niveau d'études ou de sociabilité : elles estiment que le bipartisme fait peser des contraintes sur leurs choix électoraux et en conséquence sur leur liberté.

Enfin, le particularisme observé en Navarre, à savoir l'expression radicale du nationalisme basque, constitue en soi une spécificité qu'il ne semble pas nécessaire de résumer plus avant. Certains parallèles pourraient être envisageables, notamment avec la Catalogne, autre région historique dotée d'une bonne protection sociale et où s'exprime une forte identité locale, mais nous n'avons aucun moyen de l'affirmer.

« Dans quelle direction chercher non l'élimination totale, par définition impossible, du divorce entre les hommes et leur existence sociale, mais l'atténuation de ce divorce ? La réponse me paraît aussi simple que banale : l'élévation du niveau intellectuel. Les hommes deviendront moins étrangers à leur destin dans la mesure où ils le comprendront. Non pas nécessairement moins insatisfaits : l'insatisfaction, clairement éprouvée, s'exprime par une volonté de réformes, ne mérite pas d'être appelée aliénation. Réponse humaine à un ordre par essence imparfait. »
Raymond ARON, *Les désillusions du progrès*

Chapitre 6

La perplexité

Une quête de certitude dans un contexte sociopolitique incertain

Le type de comportement politique que nous avons nommé *perplexité* résulte d'une bonne prise en compte du *principe de totalité* combiné à une faible prise en compte du *principe de dénonciation*. Ce type prend tout son sens dans le cadre interprétatif de la « fin des idéologies », expression employée pour désigner la liquidation des controverses idéologiques liées au communisme (et à l'anti-communisme) et l'émergence d'un consensus sur la réduction des divisions entre la Droite et la Gauche.

Le thème de la « fin des idéologies » émerge une première fois après-guerre, d'abord sous la plume de Camus, puis d'autres : Raymond Aron, Karl Polanyi, Seymour Martin Lipset, Daniel Bell... Il constitue une interprétation des conséquences des événements qui se sont déroulés pendant les deux décennies comprises entre 1930 et 1950 : dépression économique mondiale, montée du fascisme en Occident, pacte germano-soviétique, seconde guerre mondiale, camps de concentration, procès de Moscou. Le regain idéologique des années 1960-70, en particulier le renforcement de l'influence du marxisme, font disparaître ce thème des débats intellectuels. Il ressurgit après la chute de l'URSS comme un constat

d'autant plus crédible que le communisme a échoué d'un point de vue non seulement moral mais économique, et que d'autre part, les modifications du capitalisme et le développement de l'État-providence ont créé un consensus en Occident selon lequel, d'après Daniel Bell, « la politique civile pouvait remplacer la politique idéologique ; […] des modifications sociales importantes – même si elles semblaient nécessaires – ne pouvaient être opérées sans un effort pour en déterminer les coûts humains et sociaux […]. En résumé, il s'agissait – et il s'agit – d'un point de vue qui est (à tort) appelé pragmatique en politique (un autre mot avec moins d'implications philosophiques serait *prudence*) […] à savoir l'accent mis, *à l'intérieur d'un cadre de valeurs libérales*, sur le traitement des problèmes comme moyen de pallier les imperfections et les maux sociaux. Voilà la toile de fond politique et intellectuelle du thème : 'la fin des idéologies'. »[279] La *perplexité* apparaît comme un rapport au politique intelligible dans ce cadre interprétatif d'affaiblissement des clivages idéologiques, d'acceptation du fonctionnement de la sphère économique, de recherche d'un consensus 'pragmatique' visant à résoudre les problèmes de la société. En ce sens, la *perplexité* traduit la « fin des idéologies » et se veut un rapport au politique percevant la complexité du monde et de ses transformations : diminution des clivages idéologiques certes, mais aussi émergence de nouvelles thématiques comme l'environnement, la mondialisation économique, le « choc des civilisations » entre Occident et Islam.

Les individus proches de cet idéal-type se caractérisent par un niveau d'études nettement supérieur à celui des autres allocataires. C'est pourquoi ils possèdent une bonne connaissance des rouages de la politique, des institutions et des hommes, mais aussi des grands débats d'actualité, comprenant les positions des uns et des autres. Contrairement à la plupart des bénéficiaires du revenu minimum, ceux dont le rapport au politique se rapproche de la *perplexité* tendent à mener la conversation. Non seulement ils se montrent très volubiles – leurs entretiens sont parmi les plus longs qui aient été menés – mais ils introduisent de leur propre chef de nouveaux thèmes, établissent des liens entre les différents sujets abordés, ce qui manifeste leur maîtrise du sujet. Convaincus de ce que la politique a des effets concrets sur la société en général et sur leur vie en particulier, ils comprennent la complexité de la politique comme mode d'action sur le monde et se montrent donc compréhensifs quant aux écarts entre les discours et les actes.

[279] BELL, Daniel, *La fin de l'idéologie*, Paris : Presses universitaires de France, coll. Sociologies, 1997, p.371-372.

Comme il a été dit précédemment, la *perplexité* se caractérise par une bonne connaissance et en conséquence une bonne compréhension de la sphère politique, à l'opposé de l'*apathie*. Par-delà cette divergence majeure, ces deux types de rapport au politique présentent un point commun à savoir la faiblesse du *principe de dénonciation*. Mais si la faible indifférenciation observée dans l'*apathie* s'explique par une méconnaissance et un désintérêt à l'égard du champ politique, il en est tout autrement dans le cas de la *perplexité*. Les personnes en situation défavorisée proches de la *perplexité* ne parviennent pas à formuler un choix politique car elles sont pétries de contradictions internes : les revendications qu'elles s'estiment en droit d'exprimer sont contrebalancées par leur sentiment de l'impossibilité objective de leur satisfaction. La *perplexité* trouve ainsi souvent ses prémices dans la résignation engendrée par le poids de la complexité objective de l'action politique. Rares sont les décisions politiques susceptibles de faire l'unanimité, elles résultent généralement d'arbitrages entre des intérêts différents : aux yeux des individus proches de la *perplexité,* une décision qui sert davantage leurs intérêts personnels n'est pas pour autant une « bonne décision » dans la mesure où elle peut être néfaste pour un intérêt supérieur.

Pour synthétiser, la *perplexité* relève d'un rapport *au* politique dénué de préférence partisane. En effet, même lorsque les personnes proches de cet idéal-type parviennent à distinguer une option politique qui leur serait plus favorable, elles hésitent à la transformer en authentique préférence partisane car leur conception élevée de la politique implique de formuler des choix qui soient dans l'intérêt général et non dans leur intérêt propre. Libérés de toute affiliation, ils se sentent libres de penser par eux-mêmes. La *perplexité* est un type de rapport au politique marqué par un fort sentiment de responsabilité, le poids de cette responsabilité entraînant de la part des individus proches de cet idéal-type une attitude modérée et prudente.

Les discours des bénéficiaires du revenu minimum proches de la *perplexité* semblent comporter nombre de contradictions internes, car l'expression première de leur opinion est sans cesse retravaillée, complétée par des éléments modérateurs, voire contredite par des exemples tout à fait contraires. Pourtant parler d'« incohérence » serait excessif, car pour ces personnes, il n'y a pas incohérence mais complexité du réel. De tous les rapports au politique observés parmi les personnes en situation défavorisée, la *perplexité* est celui d'où se dégage la plus grande cohérence globale.

La première partie de ce chapitre s'attachera à décrire les dimensions de la *perplexité* récurrentes dans les trois pays. Bien que la *perplexité* constitue un type de rapport au politique au sein duquel les différences nationales apparaissent moins marquées, la seconde partie s'attachera à souligner en quoi les cultures nationales, de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne, influent sur les manières dont les personnes en situation défavorisée aboutissent à cette attitude de *perplexité*.

I. Les dimensions récurrentes de la *perplexité*

La caractéristique qu'il convient de mentionner de prime abord au sujet des allocataires du revenu minimum proches de la *perplexité* est le ton de leur discours. Ils parlent très calmement, avec le souhait évident de se montrer si ce n'est impartial, du moins de ne pas dire des choses qui dépasseraient leur pensée. Il en résulte des entretiens que je qualifierai d'« impressionnistes », où les enquêtés essaient, à petites touches, de décrire leurs opinions souvent imprécises et mouvantes, tout comme les peintres impressionnistes cherchaient à peindre une lumière impalpable et fuyante. Pour autant, contrairement aux individus proches de l'*apathie*, les hésitations et reformulations des bénéficiaires du revenu minimum dont le comportement se rapproche de la *perplexité* ne résultent pas d'une méconnaissance ou d'une opinion en construction au cours de l'entretien ; bien qu'ils soient familiers des thématiques abordées, leur 'opinion' est insaisissable car multiple. Ils ne possèdent pas *une* opinion qui leur serait propre mais un ensemble de données contradictoires desquelles n'émergent que la conviction de la complexité du monde et de l'inexistence d'une solution unique souhaitable pour tous.

Dans un premier temps, l'étude montrera que la *perplexité* repose sur un intérêt général pour la politique, non orienté par des préférences idéologiques ; cela suppose un niveau d'études élevé qui détermine le bon niveau de connaissance et de compréhension des personnes proches de ce type. Dans un second temps, on observera la traduction de cette ouverture intellectuelle à travers des comportements électoraux incertains ; en effet, le sentiment de la responsabilité de chaque citoyen peut aussi bien inciter les individus à voter – auquel cas la *perplexité* trouve une expression cohérente dans la volatilité électorale – que s'avérer paralysant. Dans un troisième temps, on constatera que l'importance du *principe de totalité* se traduit à travers un fort attachement à la notion de citoyenneté et à travers le regard

apaisé mais lucide que les personnes proches de la *perplexité* portent sur leur société et sur le comportement de la société envers elles. En cohérence avec la modération caractéristique de la *perplexité*, on notera dans un dernier temps l'attitude dubitative vis-à-vis des hommes politiques, qui exprime le désenchantement provoqué par l'observation du champ politique.

I.1 Un intérêt global pour le politique, sans orientation partisane

La *perplexité* des bénéficiaires du revenu minimum, dans les trois pays étudiés, se manifeste souvent dès le début de l'entretien. Ce n'est pas sans ironie que l'on note qu'à la question « vous intéressez-vous à la politique ? », les allocataires proches de la *perplexité* donnent des réponses d'une prudence comparable dans les trois pays : *« pas plus que ça »*, *« en dilettante »*, *« oui et non »*, *« vaguement »*, *« c'est compliqué… »*, *« ça dépend »*, *« je pense que l'on pourrait dire cela »*. D'emblée, ils ne reconnaissent qu'un intérêt modéré pour la politique, insistant surtout sur leur absence de passion et mettant en avant le caractère extrêmement raisonné de leur intérêt qu'ils expliquent par l'importance de la politique sur le pays, la société, la vie de chacun.

a) La politique comprise comme moyen d'action sur la société

Pour ces bénéficiaires du revenu minimum, la politique est un sujet auquel ils réfléchissent mais sur lequel ils ne parviennent pas à statuer. Ils manifestent leur intérêt tout au long de l'entretien, par la constance avec laquelle ils écoutent les questions, les soupèsent pour trouver une réponse qui reflète bien leur pensée : la raison l'emporte sur la passion. Par-delà la reconnaissance de leur intérêt modéré pour la politique, ils éprouvent le besoin de préciser ce qui les intéresse en particulier – le « concret » bien sûr, mais cette fois l'expression est employée dans un sens plein car les individus proches de la *perplexité* sont persuadés de l'effet réel de la politique sur le monde – et ce qui les détourne de la politique – l'impression d'illusion qui résulte de l'éloignement social des hommes politiques, de la perception du politique essentiellement à travers les discours, du hiatus entre problèmes et solutions, de la coexistence d'arguments s'excluant mutuellement.

Pour les personnes proches de la *perplexité*, il n'y a pas de question simple lorsqu'on touche à la politique. Dans l'extrait suivant, un jeune homme au R.M.I. depuis deux ans, titulaire d'une licence de biochimie, dont le niveau d'information en matière d'actualité, de

programmes politiques, de fonctionnement des institutions est très supérieur à la moyenne des entretiens, explique avec précaution pourquoi il s'intéresse peu à la politique :

> *« Je ne me sens pas du tout représenté par les gens si vous voulez à la tête du gouvernement. Qui sont en général très âgés, par rapport à nous en tout cas, des jeunes. En plus, on entend toujours parler d'affaires, d'abus de pouvoir, de choses comme ça… Donc c'est quelque chose dont je me désolidarise totalement si vous voulez. Pour vous dire, moi j'ai jamais voté. […] C'est pas un choix par rébellion ou quoi que ce soit. C'est vraiment pour rester en dehors, effectivement. Sans être non plus rebelle ou quoi que ce soit. C'est parce que j'estime…j'ai pas l'impression qu'il y ait grand-chose qui se passe d'intéressant, je trouve que tous les discours se rapprochent beaucoup. Il y a aussi beaucoup, beaucoup trop de démagogie. Et ça m'intéresse pas spécialement la démagogie. Aussi parce que j'ai beaucoup de choses qui m'intéressent à côté [la musique] et j'estime que j'ai pas de temps si vous voulez pour ça. Alors je m'intéresse parce que je suis concerné quand même, mais pas plus que ça. »*
> *(France - n°16 : H, 27 ans, célibataire, études supérieures)*

Cet extrait est représentatif d'un certain nombre d'entretiens, réalisés tant en France qu'en Angleterre et en Espagne, qui commencent par une posture de rejet de la politique, rejet qui est spontanément justifié par un raisonnement. Cette première prise de parole est souvent très longue et manifeste en soi l'intérêt réel des personnes interrogées mais aussi leur volonté de ne pas simplifier ce qu'ils estiment par définition complexe. La conclusion à laquelle aboutit ce raisonnement, comme le dit ce jeune homme, c'est qu'il est *« concerné quand même »*, tandis que les personnes proches de l'*apathie* se disaient précisément *« pas concernées »* et que celles proches du *mécontentement* reprochaient aux hommes politiques de *« ne pas les écouter »*. Dans le cadre de la *perplexité*, il est normal de s'intéresser *« un minimum »* à la politique car, la politique étant partout, chacun est concerné.

> *« Ce qui se passe, c'est que tu ouvres la télé, de la politique, tu allumes la radio, de la politique, tu ouvres le journal, de la politique. De la politique de tous les côtés ! Ça ne m'intéresse vraiment pas du tout. Parce que je crois que ça ne rime à rien, que c'est blanc-bonnet et bonnet-blanc [ce sont les mêmes chiens avec des colliers différents]. [...] En ce moment, on a le président Aznar qui est… pfff… Il y a aussi l'Alvarez Casco que je ne peux pas supporter. Avant il était vice-président, puis ils l'ont mis ailleurs. Je crois qu'ils l'ont encore changé récemment. Des postes qu'ils sortent de leur manche, aucune idée à quoi ça peut servir… Rodrigo Rato, qui s'occupe de l'économie : 'L'Espagne va bien !' (grimace) Piqué aux affaires étrangères. Il y a celle qui s'occupe de la culture… je n'arrive pas à me rappeler son nom…qui porte toujours des gilets. Ensuite il y a Zapatero, de l'opposition. Et puis les communistes, mais je ne sais plus du tout qui c'est maintenant depuis qu'Aguita est parti, on n'en entend plus trop parler. Oh, et il y a celui du Pays Basque… comment il s'appelle… Ibarretxe ! L'Arzalluz, du P.N.V., l'ancien curé. Oui, oui, il a été curé, il y a longtemps. Il prêchait déjà… Avec des paraboles, on peut dire beaucoup de choses, mais personne n'y comprend rien. Fraga en Galice. En Catalogne, Pujol, qui s'endort. En Andalousie, c'est un socialiste, Chaves. En Castille et Manche, c'est aussi un socialiste, Azque, avec les yeux bleus. Et celui d'Extremadura, c'est aussi un socialiste qui s'appelle Ibarra, qui n'est pas futé. Franchement, je ne peux pas dire que tout ça m'intéresse. Enfin, il en faut.»*
> *(Espagne - n°13 : H, 38 ans, célibataire, études supérieures, expérience professionnelle instable)*

Ce qui attire l'attention dans cet extrait, et plus généralement dans tout cet entretien, c'est la concomitance entre l'affirmation d'un désintérêt pour la politique et l'évidence manifeste de cet intérêt. À titre de comparaison, rappelons que les bénéficiaires de la *renta básica* proches de l'*apathie* ne citaient guère plus de deux ou trois noms d'hommes politiques,

généralement Aznar et González. La connaissance que cet allocataire a du personnel politique espagnol, y compris dans d'autres régions que la Navarre, est ici remarquable. On note en outre que cet inventaire rapide du personnel politique dépasse la simple énumération par l'intrusion de commentaires généralement peu flatteurs sur ces hommes politiques, voire sur le fonctionnement du système comme la remarque sur les changements de fonction d'Alvarez Casco le laisse penser. Les bénéficiaires proches de la *perplexité* manifestent un intérêt immédiat pour la politique qui transparaît dans les entretiens par leur aisance et leur volubilité. À la différence du *mécontentement*, la volubilité observée dans le cas de la *perplexité* n'a pas simplement une fonction expressive – visant à montrer l'intérêt pour le sujet – mais elle sous-tend un contenu. Les personnes en situation défavorisée proches de la *perplexité* ont objectivement beaucoup à dire en termes de faits et d'idées.

> *« - Oui et non. Oui, ça m'intéresse parce que j'aime bien savoir et que je m'intéresse à la politique. Mais j'aime savoir la vérité. Et comme je ne crois pas la moitié de ce qu'ils racontent… À partir de là, ça me démonte, je ne sais pas quoi te dire d'autre. Et donc non, parce que quand je vois que c'est tout pourri… non.*
> - Qu'est-ce qui t'intéresse en particulier dans la politique ?
> *- Plus que ce qui m'intéresse, la question c'est pourquoi. Parce que bon gré, mal gré, je fais partie d'une masse, d'un pays, d'une économie… J'ai des obligations, si je travaille, si je paye des impôts, de la même façon, je bénéficie d'une protection sociale. Donc, comme j'ai ces obligations, ça m'intéresse de… savoir, tu comprends ? Savoir un peu où je vis. Ce qui se passe, c'est que je me heurte à la réalité, qui est pas mal pourrie. »*
> *(Espagne - n°2 : F, 34 ans, célibataire, très entourée, scolarisée jusqu'à 14 ans et cours du soir, expérience professionnelle instable)*

Cet extrait synthétise plusieurs éléments caractéristiques de la *perplexité* : le fait de se sentir concerné, le principe de totalité (*« je fais partie d'une masse, d'un pays, d'une économie »*), le sentiment de responsabilité (*« j'ai ces obligations »*), mais aussi la méfiance (*« je ne crois pas la moitié de ce qu'ils racontent »*) et un pragmatisme sous-jacent.

L'intérêt des bénéficiaires s'attache souvent à un aspect spécifique du politique, aspect qui a su capter leur attention et qu'ils déclinent au long de l'entretien. Ainsi, une jeune femme, membre d'une minorité ethnique, mère célibataire, s'intéresse à la politique spécifiquement du point de vue de son action sur la société. Son discours est axé sur les possibilités d'amélioration, sur les changements que peuvent impulser les hommes politiques, mais aussi les citoyens.

> *« Oui, jusqu'à un certain point. Parfois j'ai l'impression que c'est…trop grand. Trop grand, trop loin, pour même essayer d'y changer quelque chose. Vous savez… Même ceux qui essaient de changer quelque chose dans la politique, quand ils permettent à quelqu'un d'y entrer, en fait ils ne peuvent rien faire. »*
> *(Angleterre - n°5 : F, 24 ans, originaire de Zambie, mère célibataire, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 16 ans, GCSE, expérience professionnelle instable)*

Cette bénéficiaire participe d'ailleurs à plusieurs associations à caractère citoyen, en particulier O.D.E.C. (*Organisation for the Development of Education*) où elle travaille à mi-temps comme bénévole, dans l'idée que chacun peut agir pour les autres, pour améliorer la situation.

L'une des caractéristiques de la *perplexité* semble être la dimension générale de l'intérêt que les individus portent à la politique : leur situation personnelle n'est pas le point de départ de leur intérêt. En revanche, leurs discours manifestent clairement l'existence de grilles de lecture pré-existantes qui sont sous-jacentes dans les entretiens et permettent aux personnes proches de la *perplexité* de rassembler les données disparates à leur disposition et de leur donner un sens. Leur nombre est suffisamment restreint pour que l'on tente de lister ces grilles d'interprétations, que l'on retrouve à l'identique dans les trois pays :

- le discours politicien, ses illusions incontournables, ses artifices, le hiatus entre discours et actions ;
- l'action de la politique sur la société ;
- l'évolution des principaux partis de gouvernement, l'affaiblissement – ou non – du clivage Gauche/Droite ;
- les difficultés de la décision politique du fait de la prise en compte d'intérêts divergents.

Dans tous les cas, ces grilles d'interprétations sont des outils intellectuels d'analyse de l'information ; on remarque à quel point la *perplexité* se distingue de l'*apathie* et du *mécontentement* par la place accordée à l'ensemble de la société, aux concitoyens, au pays, à des entités qui dépassent l'individu et son cas personnel. La *perplexité* est incontestablement un type de rapport au politique qui privilégie la réflexion au détriment de l'émotion.

b) Le facteur déterminant de la perplexité *: le niveau d'études élevé*

Posséder un niveau d'études supérieures ne constitue pas une condition *sine qua non* pour formuler les idées tourmentées, continuellement reformulées et complétées, caractéristiques d'une attitude politique proche de la *perplexité*. Certains allocataires proches de cet idéal-type ne possèdent aucun diplôme, en particulier en Angleterre et en Espagne. Cependant, malgré la taille relativement modeste de l'enquête qualitative, force est de constater que le niveau d'études semble notablement plus élevé parmi les personnes proches de la *perplexité*, ce qui explique leur faculté d'analyse, leur bonne connaissance du champ

politique, des institutions, du personnel politique et des grands enjeux de société. Ils sont en outre souvent enthousiastes à l'idée de participer à un entretien sur le sujet, entretien perçu comme l'occasion de manipuler des idées dépassant le cadre de leur vie ordinaire. Ainsi, cet allocataire de l'*income support* s'est aussitôt montré enthousiaste à l'idée de faire un entretien portant sur la politique, se réjouissant en particulier de ne pas être interrogé sur les sujets habituels proposés aux personnes en situation défavorisée : leurs conditions de vie, les problèmes de logement, le rapport aux institutions d'assistance, etc. Son commentaire est axé sur la dimension strictement politicienne de la politique, *i.e.* les hommes politiques et leurs discours ; la question de la sincérité joue un rôle prédominant dans la formation de ses opinions.

> *« Oui, ça m'intéresse, mais je suis très cynique à ce sujet. J'aime regarder Jonathan ou son frère David Dimpleby interviewer des hommes politiques. Mais cela m'irrite énormément de voir qu'ils ne répondent jamais aux questions. Blair, évidemment, mais aussi, Jack Straw ou Gordon Brown… Ils parviennent à donner l'illusion qu'ils parlent de choses concrètes, qu'ils répondent à des questions précises, alors qu'il suffit d'avoir fait un peu d'études pour réaliser que tout leur discours est une leçon bien apprise pleine de banalités, de choses mille fois entendues. »*
> *(Angleterre - n°6 : H, 40 ans, sans abri, divorcé, études supérieures, expérience professionnelle dans des postes à responsabilité)*

Ce bénéficiaire de l'*income support* a vécu un déclassement radical et double : issu d'un milieu populaire, son intelligence lui a permis d'accéder à Eton et d'obtenir une très bonne situation sociale. Suite à son divorce, il a sombré dans la dépression et l'isolement. Lorsque nous l'avons rencontré, il portait la cicatrice d'une trépanation à la suite d'une agression dans un asile de nuit ; il avait été hospitalisé plusieurs semaines dans une situation critique. Sa santé restait excessivement précaire, mais il refusait d'être hébergé par sa famille habitant Oxford. Il affirmait de manière récurrente qu'il était le seul à pouvoir résoudre ses problèmes, que ceux-ci étaient en lui et ne pouvaient être résolus ni par ses proches, ni par les assistantes sociales. L'ensemble de son entretien manifeste clairement qu'en dépit de sa déchéance sociale et physique, il reste très au fait des événements politiques et très intéressé par les orientations économiques et politiques de son pays.

Si pour la plupart, l'intérêt pour les questions sociétales a survécu aux épreuves, certaines personnes proches de la *perplexité* ont développé plus récemment leur intérêt pour la politique, comme pour cette femme de 53 ans :

> *« C'est pas que je m'y intéresse davantage, mais j'écoute un peu plus disons. Je vois les choses différemment… C'est peut-être l'âge. On voit les choses autrement. Et puis la vie a fait que… Vous savez, quand on se ramasse des coups sur les mains, on réfléchit à beaucoup de choses. Parce que, je vais pas vous raconter ma vie, mais depuis 1981 [cet extrait a lieu à la suite de propos sur Mitterrand où elle expliquait qu'alors, elle ne s'intéressait pas du tout à la politique], elle est pas triste ma vie…*

> *J'ai eu droit à beaucoup de choses qui m'ont tapé sur les mains [décès de sa fille, dépression, divorce, fermeture de son commerce, perte de son domicile]. Donc…ça fait réfléchir. »*
> *(France - n°12 : F, 53 ans, divorcée, Bac pro, ex-commerçante, actuellement en CEC)*

Il est particulièrement intéressant de noter que, tandis que les accidents de la vie renforcent le retrait vis-à-vis de la sphère politique dans le cas de l'*apathie*, pour cette personne, ils ont finalement produit l'effet inverse. Ce cas n'est pas unique dans notre échantillon, plusieurs personnes affirmant en entretien être venues tardivement à la politique. Cette allocataire du R.M.I. fournit deux explications possibles mais inextricables : d'une part l'âge – qui apporterait un regard mieux informé, nourri du passé, et sans doute moins insouciant sur les événements politiques – d'autre part les accidents de la vie – qui auraient des conséquences sur la façon d'envisager le monde, à la fois en prenant conscience de ses aspects les plus sombres et en apprenant à relativiser les problèmes personnels au profit d'une vision plus globale. Ces deux explications semblent également valides pour les autres personnes dans cette configuration. Outre leur âge (plus de 50 ans) et les expériences vécues douloureuses, d'autres points communs sont à remarquer en particulier un niveau d'études relativement élevé pour leur génération et surtout le fait que ces personnes ont toujours bénéficié de l'aide matérielle et du soutien moral de leur entourage, soutien qui a sans doute joué un rôle dans leur capacité à surmonter moralement les épreuves et à prendre du recul.

Globalement, les allocataires proches d'un rapport perplexe au politique ont un niveau d'études plus élevé en regard de l'ensemble des entretiens réalisés. Les plus jeunes ont le baccalauréat et ont souvent fait quelques années d'université avec plus ou moins de succès ; la situation est plus variable pour leurs aînés (en Angleterre et en Espagne, quelques uns ont cessé leurs études à l'âge minimum légal à savoir respectivement 16 et 14 ans) mais la plupart ont poursuivi leurs études jusqu'à 18 ans et possèdent un diplôme, souvent professionnel. Les subtilités de la *perplexité* ne découlent pas du seul niveau d'études, elles résultent également du fait que la réflexion est constamment entretenue par une attention portée au fait politique en général, à l'actualité, aux débats nationaux. Le niveau d'études relativement élevé est donc à mettre en relation avec la capacité des personnes proches de la *perplexité* à comprendre les rouages de la politique, y compris dans des questions institutionnelles parfois complexes.

Cette dernière remarque nous permet de souligner que, s'ils affirment modestement ne pas bien connaître le fonctionnement du système politique, les bénéficiaires du revenu minimum proches de la *perplexité* en maîtrisent les fondamentaux. En Espagne, l'articulation entre les pouvoirs national, régional, local et leurs champs d'actions respectifs est bien intégrée. En France, les enjeux du référendum sur le quinquennat, qui devait avoir lieu

quelques mois après notre enquête, étaient compris, à savoir la mise en cohérence de la durée des mandats législatif et présidentiel et, dans une moindre mesure, le rapprochement avec la durée générale de 5 ans du mandat exécutif dans les démocraties occidentales. En Angleterre, plusieurs bénéficiaires de l'*income support* s'intéressent au scrutin proportionnel, auquel ils seraient favorables afin d'assurer une meilleure représentation des opinions de l'électorat. Ainsi, ce bénéficiaire ayant effectué sa scolarité à Eton, avant d'aller à l'université, est bien évidemment celui qui exprime ces considérations liées à la représentativité des élus avec le plus de clarté :

> *« D'un point de vue intellectuel, si vous vous reportez à John Stuart Mill, un grand philosophe du XIX^e^ siècle, la Grande-Bretagne n'est pas une démocratie car c'est la majorité qui commande. […] Si 60% votent Conservateur, que 40% votent Labour, ce sont les Conservateurs qui ont le pouvoir : ce n'est pas la démocratie, c'est la loi de la majorité. Car les 40% qui ont choisi le Labour, leur préférence est totalement ignorée dans les faits. Je pense qu'il devrait y avoir des alliances réunissant le plus de tendances possibles, pour englober le plus possible de membres de la population. […] C'est ce que la représentation proportionnelle s'efforce de faire. Mais nous n'avons rien de tel en Angleterre. Le résultat en termes de sièges est totalement déformé par rapport au nombre de voix obtenues. »*
> *(Angleterre - n°6 : H, 40 ans, sans abri, divorcé, études supérieures, expérience professionnelle dans des postes à responsabilité)*

Si les références de ce bénéficiaire sont plus élitistes que la moyenne, le fond de son discours est proche d'autres allocataires britanniques qui critiquent le système politique en raison de son incapacité à prendre en compte la totalité des opinions du fait de la 'prime au premier' qui accorde une surreprésentation en termes de sièges au parti arrivant en tête.

Le bon niveau d'éducation des personnes proches de la *perplexité*, qui explique l'aisance avec laquelle elles adoptent une approche plus globalisante des questions politiques, est très perceptible dans les entretiens, notamment à travers la syntaxe et le vocabulaire mobilisés.

c) Des sources d'information diversifiées

Les bénéficiaires du revenu minimum proches de la *perplexité* se tiennent assez bien informés de l'actualité, en recueillant toutes les informations qui passent à leur portée.

> *« Je me tiens informé. En lisant. J'écoute un peu la radio parfois, mais surtout en lisant les journaux que je trouve. »*
> *(Angleterre -n°8 : H, 57 ans, irlandais, divorcé, 2 enfants, scolarisé jusqu'à 16 ans)*

> *« Je n'achète pas le journal tous les jours, je n'ai pas l'argent, mais je m'arrange généralement pour en voir passer un. »*
> *(Angleterre - n°5 : F, 24 ans, originaire de Zambie, mère célibataire, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 16 ans, GCSE, expérience professionnelle instable)*

> *« Je regarde la télé, j'écoute la radio, je lis le journal aussi. À la maison, on achète le* Diario de Navarra *pour ma mère. C'est le journal du coin. Avant, j'avais l'habitude d'acheter* El Mundo *ou* El País*. Et puis il y a les gens avec qui je discute, qui peuvent m'apprendre des choses que je ne sais pas, ou c'est moi qui leur dis… »*
> *(Espagne – n°7 : F, 37 ans, mère célibataire, un enfant, très entourée, diplôme professionnel, parcours professionnel instable)*

La diversité des media auxquels ils ont recours pour s'informer n'est peut-être pas sans relation avec la prudence des individus proches de la *perplexité* dans la mesure où ils ne choisissent pas leurs moyens d'informations en fonction de préférences partisanes préalables[280]. La confrontation répétée à des points de vue différents pourrait jouer un rôle influant leur type de rapport au politique. Les personnes proches de la *perplexité* ne se mettent pas en quête systématique d'informations reflétant des opinions diverses, elles se montrent en revanche attentives à leur environnement. Ainsi, toutes les personnes rencontrées dans la vie courante sont considérées comme des sources potentielles d'informations, qu'il s'agisse d'allocataires dans la même situation de précarité ou de personnels chargés de l'aide sociale (ces propos sont d'ailleurs mis en perspective dans le cadre plus large des politiques publiques d'assistance) ; les informations nationales sont parfois retenues par la simple lecture des Unes des quotidiens dans les kiosques à journaux. Comme le confie l'un deux :

> *« D'une certaine façon, c'est instinctif. Je veux dire que… je perçois fortement ce qui se passe. »*
> *(Angleterre - n°6 : H, 40 ans, sans abri, divorcé, études supérieures, expérience professionnelle dans des postes à responsabilité)*

Ainsi, même en ayant recours aux mêmes moyens d'informations que les personnes proches de l'*apathie*, à savoir le journal télévisé au quotidien et parfois un journal local, ils s'avèrent beaucoup mieux informés à la fois sur les événements récents, les mesures politiques en cours d'application, les hommes politiques. Cela n'est guère surprenant, le lien a été constaté à de multiples reprises entre niveau d'études et rétention d'informations, l'éducation permettant de développer des capacités d'abstraction. Ainsi, les sources dont ils disposent leur permettent non seulement de bien connaître les événements faisant l'actualité mais encore de les mentionner souvent spontanément dans le cours de la conversation. Pour prendre l'exemple de l'Angleterre, les problèmes posés par le décompte des voix entre George W. Bush et Al Gore en Floride, la création de parlements en Écosse et au Pays de

[280] La plupart des journaux écrits – c'est moins visible mais également vrai pour la télévision et la radio - obéissent à une certaine ligne éditoriale qui est aussi, pour partie du moins, politique. Choisir d'acheter tel journal de manière systématique, plutôt que tel autre, peut constituer le signe d'une préférence partisane. Bien souvent, les individus qui se reconnaissent dans un parti politique achètent les journaux congruents avec cette appartenance partisane et certainement pas des journaux qui pourraient introduire une dissonance cognitive dans leurs opinions en proposant des analyses divergentes de faits ou de décisions politiques. La psychologie cognitive a ainsi montré que la lecture de la presse visait autant à s'informer qu'à conforter ses opinions et son interprétation de « la réalité ».

Galle, le scandale du Dôme, les démêlés judiciaires de Lord Archer, les politiques publiques d'éducation, les dispositifs d'aide aux personnes en situation de précarité, sont parmi les sujets abordés spontanément par les personnes proches de la *perplexité*. Ils citent également de nombreux hommes politiques qu'ils sont parfaitement capables de situer dans le spectre politique britannique : William Hague, Tony Blair, Tony Benn, Charles Kennedy, Margaret Thatcher, Innock Pall, John Smith, Edward Heath, Gordon Brown, Robin Cook, Jack Straw, Lord Archer. La maîtrise de l'actualité et du personnel politique est comparable en France et en Espagne. Dans les trois pays, on remarque une connaissance beaucoup plus étendue sur ce sujet dans le cas de la *perplexité* en comparaison de l'*apathie* et du *mécontentement*.

Cette maîtrise de l'actualité, par la mobilisation d'informations variées qui illustrent leurs propos, permet d'affirmer que les personnes proches de la *perplexité* font preuve d'un intérêt assez large pour le politique. Cet intérêt s'adresse en premier lieu à l'échelon national dont les décisions s'appliquent à l'ensemble de la société, aux clivages partisans dont les orientations déterminent les possibles futurs du pays – ces deux éléments correspondent à la prégnance du *principe de totalité* – mais aussi aux faits locaux perçus comme immédiatement *« utiles »*.

On remarque encore chez ces bénéficiaires proches de la *perplexité* une méfiance à l'encontre de la sphère médiatique, jugée partiale dans l'exposé des faits.

> *« Je ne lis pas le* Times *ou des choses comme ça, parce que j'ai travaillé pour de grands éditeurs et je sais comment ça marche. Je pense que la plupart des journaux ont une ligne directrice contre laquelle ils ne peuvent pas aller. Ils ne sont pas indépendants, c'est le cas de le dire. »*
> *(Angleterre - n°6 : H, 40 ans, sans abri, divorcé, études supérieures, expérience professionnelle dans des postes à responsabilité)*

> *« Parfois, c'est comme si je ne voulais pas être au courant. Et pourtant je regarde les nouvelles pour savoir ce qu'il se passe. Mais de toute façon, ils présentent les choses d'un certain point de vue, donc vous ne savez jamais exactement ce qui est arrivé. »*
> *(France - n°7 : H, 25 ans, célibataire, assez isolé, études supérieures)*

Ces extraits nous permettent d'avancer une dernière remarque se rapportant au rôle des media dans le rapport au politique des personnes proches de la *perplexité*. On a déjà mentionné la diversité, largement involontaire, de leurs sources d'informations. Notons pour conclure qu'elles sont conscientes des conséquences de ce que l'on appelle « la sphère politico-médiatique » en termes d'interprétation politisée des faits mais aussi d'agenda médiatique (*agenda setting*). La méfiance qu'ils expriment à l'encontre des media, suspects de procéder à un « bourrage de crâne », n'est qu'un des effets de cette conscience d'une possible manipulation de l'information ; autre conséquence, les personnes proches de la

perplexité, en dépit de leur bon niveau d'information, n'hésitent pas à souligner les limites de leur compétence, se jugeant insuffisamment ou mal informées.

Les allocataires proches de la *perplexité* adoptent une position d'extériorité, d'observateur non participant : cette posture est caractéristique d'une prise en compte distanciée du pour et du contre. En dépit de leur bon niveau d'études et d'informations – les questions posées ne les prennent pas de court – ils s'avouent volontiers incompétents. Que signifie ce sentiment d'incompétence pourtant infondé en regard d'autres allocataires comme ceux proches du *mécontentement*, qui s'estiment compétents avec un bien moindre niveau de connaissances ? Il résulte selon moi de leur absence d'implication. La conviction d'avoir raison est le ressort psychologique qui permet à l'individu de se sentir compétent, bien plus que les connaissances. L'intérêt pour la politique des allocataires proches de la *perplexité* n'est pas orienté par des convictions, ce qui entretient une confusion permanente. Bien qu'ils détiennent davantage d'informations que la moyenne, ils ont dans le même temps plus de difficultés à émettre des opinions, ce qu'ils font avec mesure, généralement sans aboutir à une conclusion univoque.

d) Perplexité partisane dans un contexte idéologique complexe

L'intérêt pour la politique des personnes proches de la *perplexité* est entretenu par des discussions régulières sur le sujet avec leur entourage, mais aussi au sein des associations qu'ils fréquentent, avec des conseillers ou avec d'autres personnes en situation de précarité. Ils regrettent d'ailleurs que *« trop de gens ne s'intéressent pas »*. L'important semble être qu'ils ont le sentiment de souvent parler de politique, au sens large, avec des personnes qu'ils perçoivent comme très différentes :

> « - Est-ce qu'il vous arrive de discuter de politique ?
> - *Ça arrive, oui, forcément.*
> - Avec qui ?
> - *Avec plein de gens différents. Quand on est au chômage… on a besoin de se battre contre quelque chose. Alors on se bat contre le Gouvernement. En ce moment nous avons un gouvernement travailliste, alors on râle contre le gouvernement travailliste ! (rires) »*
> *(Angleterre -n°8 : H, 57 ans, irlandais, divorcé, 2 enfants, scolarisé jusqu'à 16 ans)*

Si en Angleterre, la politique apparaît une fois encore comme un sujet fréquent et plaisant de discussion, en France et en Espagne, la possibilité de disputes n'est pas éludée. La coexistence permanente du pour et du contre, qui se perçoit bien à travers les multiples précautions verbales déployées par les allocataires, explique qu'ils peuvent ressentir un malaise dans les discussions politiques trop agitées.

> *« Si c'est des joutes oratoires, c'est pas la peine »*
> *(France - n°28 : H, 35 ans, antillais, célibataire, BEP, expérience professionnelle instable)*

> *« Bien sûr, ça arrive souvent qu'on parle, mais plutôt en relation avec… parce que l'on vient de voir le journal télé ou un programme où ils abordent ces thèmes, où il y a des opinions. Et plus qu'avec la famille, c'est plutôt avec des amis. On discute parfois de la politique, de comment arranger les choses…mais sans plus, sans trop développer. Parce qu'au bout du compte, s'il faut que je me taise, je me tais, parce que je m'en fiche, je n'ai pas d'idées à défendre ou je ne sais quoi. Et je ne m'occupe pas non plus de protester pour quoi que ce soit. Ni pour défendre, ni pour revendiquer.»*
> *(Espagne - n°2 : F, 34 ans, célibataire, très entourée, scolarisée jusqu'à 14 ans et cours du soir, expérience professionnelle instable)*

S'ils reconnaissent aborder le sujet avec leur famille et leurs amis – ce qui témoigne au passage de leur bonne sociabilité – ils avouent ne pas aimer la confrontation d'idées, stérile selon eux. C'est un aspect relativement contradictoire avec l'intérêt qu'ils manifestent par ailleurs pour les émissions politiques, les débats pré-électoraux et les soirées électorales. L'on peut penser que les débats entre hommes politiques leur permettent de recueillir des informations contradictoires, ce qui précisément les intéresse, tout en étant paradoxalement à l'origine de leur *perplexité*. Au contraire, participer à une discussion politique les place dans une situation inconfortable où ils se croient obligés de prendre position.

La *perplexité*, telle qu'elle se traduit en discours, présente une difficulté pour l'enquêteur : l'opinion des individus qui se rapprochent de cet idéal-type est précisément de ne pas en avoir. Toute relance du type « Et vous, qu'en pensez-vous ? » est vouée à l'échec dans la mesure où *l'opinion perplexe* est constituée de la coexistence de plusieurs interprétations possibles, sans rapport dialectique entre elles. Ainsi, cet allocataire du R.M.I. qui s'exprime sur les deux septennats de François Mitterrand et qui avait 16 ans en 1981, exprime une position typique de la *perplexité* : l'idée qu'en toute chose, il y a du bon et du mauvais.

> « *Oui, après pas mal d'années de la droite… Ben c'est sûr qu'il y a eu des déceptions. Il a fait beaucoup de promesses et puis comme toujours, on n'arrive pas à tout tenir. Mais déjà on le sait, quand ils nous font ce genre de propositions, ils savent très bien qu'ils pourront pas les respecter. Mais c'est vrai qu'il y a eu pas mal de liberté avec lui ; il a emmené pas mal de trucs. Quoiqu'on est jamais satisfait à 100%. Mais les radios libres tout ça, les jeunes qui s'expriment à la télé… tout ça c'est l'ère Mitterrand quoi. La fin de la peine de mort aussi, ça c'est la gauche, c'est Mitterrand. La culture qui s'est développée. Et puis l'Éducation nationale aussi, je trouve que l'école, ça a beaucoup changé ; de toute façon le budget ne cesse pas d'augmenter quoi. Mais contre aussi, c'est vrai qu'il y a eu des affaires. Avant on disait que la gauche, elle avait les mains propres, plus que la Droite. Finalement on s'est rendu compte que la Gauche ou la Droite… c'est le système qui est pourri quoi. Mais c'est vrai qu'il y a eu une grosse déception. Mais il y a pas eu que des mauvais choses. Il y a eu des bons résultats qu'il faut quand même souligner. »*
> *(France - n°28 : H, 35 ans, antillais, célibataire, BEP, expérience professionnelle instable)*

Cet extrait est exemplaire dans la façon qu'a l'homme interrogé de contrebalancer tout élément sur lequel une opinion pourrait se fonder par un argument inverse. Certes, l'entretien

ne constitue pas, en raison de la réserve de l'enquêteur, une discussion politique. Cependant, le déroulement des entretiens auprès de personnes proches de la *perplexité* permet de concevoir à quel point il doit être déplaisant pour elles, dans le cadre d'une discussion avec des proches, d'être sommés de prendre parti. Il est probable que dans ce type de situation, ils appliquent une tactique semblable à celle déployée en entretiens à savoir une théorisation générale sur la vie politique qui leur permet, *via* l'analyse, de ne pas prendre position.

Conséquence de leur familiarité avec les conversations politiques et de leur détachement à l'égard des affinités partisanes, les bénéficiaires du revenu minimum proches de la *perplexité* prennent du recul par rapport aux nombreuses informations contextualisées qu'ils recueillent. Cela les conduit à théoriser sur la situation politique en général. L'allocataire du R.M.I. précédemment cité explique ainsi que l'insatisfaction des chômeurs se retourne contre le parti au pouvoir, quel qu'il soit, ce qui permet selon lui de comprendre les alternances et cohabitations successives. Un bénéficiaire de l'*income support* explique de manière similaire la baisse de popularité du Labour. Ce faisant, à aucun moment il ne formule personnellement de critique contre le Labour, ni ne manifeste de déception : les reproches qu'il formule à l'encontre du Gouvernement sont mesurés et généralement présentés au nom d'un collectif indistinct. Ce n'est pas lui-même qui est déçu par le Labour mais les *« gens »* qui sont de plus en plus *« désenchantés »* à l'encontre des partis politiques. Ses réflexions dépassent le rapport des Britanniques à la politique partisane, pour aborder la question de leur rapport *au* politique, à la nation.

> *« La plupart des gens n'aiment pas parler politique… et je crois que cela reflète l'état de ce pays. Ils sont tellement désenchantés par toutes ces fausses promesses, que ce soit du parti Travailliste ou New Labour comme ils l'appellent, ou de la part du parti Conservateur. Ils finissent par en avoir assez de la mauvaise foi (*bad teeth*) des hommes politiques. Et tout ce qui va avec. […] Le* Sun *est sans doute le plus grand journal en termes de publication, de numéros vendus. Et s'il a de tels résultats, c'est parce qu'il est toujours à claironner 'Nous sommes Britanniques'. Si vous demandez aux gens dans la rue s'il fallait construire le tunnel sous la Manche, la majorité vous répondra non. Si vous leur demandez si l'Angleterre doit rejoindre l'Europe, plein de gens vous diront non. […] C'est en grande partie parce que nous sommes une île. Et nous avons une mentalité insulaire. »*
> *(Angleterre - n°6 : H, 40 ans, sans abri, divorcé, études supérieures, expérience professionnelle dans des postes à responsabilité)*

La question de l'opinion publique, qu'il définit comme l'opinion de la majorité des Britanniques formant un contexte politico-culturel commun, l'intéresse particulièrement. Le *Sun*, un journal dont il méprise le caractère racoleur, lui semble un bon instrument de mesure de cette opinion publique. Il désigne la *« mentalité insulaire »* comme facteur déterminant de la culture britannique, un élément qui avait été également repéré dans l'étude du *mécontentement* chez les bénéficiaires anglais du revenu minimum. Dans le cas de l'Espagne,

c'est la question du terrorisme de l'E.T.A. qui est avancée comme variable explicative du comportement politique des Espagnols ; les autres thèmes jugés importants pour la société espagnole par les allocataires de la *renta básica* proches de la *perplexité* – en tête le chômage, et de façon émergente à l'époque de l'enquête, l'immigration – ne seraient selon eux pas suffisamment pris en considération par leurs concitoyens.

Dans les discours des personnes proches de la *perplexité,* on remarque ainsi une tendance certaine à élaborer des explications globales aux comportements politiques de leurs compatriotes plutôt qu'à exprimer leur point de vue personnel. Une traduction de cette incapacité à formuler un choix politique, quoique minoritaire, semble parfaitement en adéquation avec la *perplexité*, à savoir le phantasme d'une union nationale qui permettrait d'unir les compétences de chacun dans un effort de résolution des dysfonctionnements économiques et sociaux.

> *« Je pense que pour trouver des solutions, le meilleur moyen, ce serait de piocher les bonnes idées et les bonnes personnes dans tous les partis. Ils disent tous 'J'ai raison', 'non, c'est moi qui ai raison'… Je ne sais pas… Peut-être que s'ils jouaient moins personnel… N'est-ce pas ? »*
> *(Angleterre - n°5 : F, 24 ans, originaire de Zambie, mère célibataire, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 16 ans, GCSE, expérience professionnelle instable)*

> *« Je ne peux pas totalement croire qu'ils soient de bonne foi quand ils disent 'servir la France' et tout ça… S'ils voulaient vraiment le meilleur pour la France, ils mettraient de côté leurs petites disputes et 'en avant les bonnes volontés', ils mettraient en commun leurs idées pour trouver des solutions. Enfin, je crois que ce serait possible… »*
> *(France - n°16 : H, 27 ans, célibataire, études supérieures)*

Une telle union nationale, idéalisée, supprimerait la nécessité d'un choix parmi plusieurs options politiques, différentes, qui sont proposées. L'on retrouve dans ces témoignages le relativisme politique précédemment mentionné qui suggère que tous les partis politiques présentent des aspects positifs et négatifs, d'où la difficulté de n'en choisir qu'un lors d'un processus électoral exclusif.

I.2 Le désarroi d'une conscience citoyenne

Les allocataires proches de la *perplexité* investissent fortement l'acte électoral. Leur opinion, ils en sont conscients, n'est ni fixe, ni dictée par l'adhésion à un parti : elle varie selon les circonstances et selon le sentiment que les hommes politiques s'intéressent ou non à leurs difficultés, en particulier le chômage. Ce qui est valorisé, dans le vote, c'est le fait de pouvoir exprimer sa position, de peser sur les choix politiques de l'État, de choisir qui va gouverner.

a) Le vote : un devoir au service d'une conscience citoyenne

De manière générale, dans les trois pays de l'étude, le sentiment d'un devoir citoyen transparaît grandement, en particulier parmi les allocataires plus âgés. On remarque aussi que ces personnes, pour expliquer l'importance qu'elles accordent au vote, renvoient aux sacrifices passés lors des combats pour l'obtention de ce droit. Ces sacrifices dans la lutte pour la démocratie, au cours de son passé révolutionnaire pour la France, à l'occasion du combat des suffragettes fréquemment cité en Angleterre, dans d'autres pays encore aujourd'hui, justifient le devoir dont elles se sentent investies, comme en témoigne, entre autres, cette femme de 52 ans[281], votante systématique et qui s'annonce d'emblée comme un électeur très volatil.

> *- « Je me rappelle jamais ce que je vote d'une fois sur l'autre ; ça doit pas mal varier, hein. […] Je vote toujours, toujours, toujours. Ou quand il y a deux trucs, j'y vais pour le deuxième. Quand on a le droit de parole…il y a pas de raison. […] Et puis on est marqué, faut pas rêver. J'habite en H.L.M. et …on est sur la liste. […] Par exemple, quelqu'un qui veut un appartement, s'il a pas voté, faut pas qu'il y croit.*
> - Donc voter est important pour la ville, mais aussi pour soi…
> *- Ben déjà, ça prouve qu'on s'intéresse à quelque chose. Sinon, on va se retrouver en Pologne ou quelque chose comme ça, et on dira, 'tiens, personne a bougé'.*
> - Se retrouver en Pologne ???
> *- Je dis la Pologne comme je dirais un autre pays, la Serbie, des pays comme ça, qui se gouvernent eux-mêmes, on va pas dire que c'est le peuple qui les a élus ces assassins... […] Il y en a qui se sont battus pour l'avoir le droit de vote, alors il faut respecter ceux qui se sont battus pour. »*
> *(France - n°1 : F, 52 ans, veuve, 5 enfants dont 1 à charge, très entourée, CAP, expérience professionnelles instable, CES)*

Son témoignage est particulièrement intéressant dans la mesure où il mêle le sentiment d'un devoir à accomplir et un acte lié à la recherche d'un avantage personnel. L'on se gardera de confirmer ou d'infirmer ses soupçons quant à la surveillance par des responsables politiques ou des sociétés H.L.M. des comportements électoraux des habitants du quartier. Cette assertion est une occurrence unique parmi les entretiens menés à Chartres. Outre la réalité difficilement vérifiable des faits, sans doute faut-il interpréter sa méfiance comme l'indice que le système de répartition des habitations comporte à ses yeux une part incompréhensible d'arbitraire.

[281] Elle nous a raconté hors entretien que ses parents l'avaient fait souffrir dans son enfance en l'emmenant vendre *L'Huma Dimanche, « perchée sur des cageots en bois, il fallait le vendre à la sortie de l'église, à la sortie de la gare. Pfff…. C'était leur truc à mes parents. »*. Aujourd'hui, elle les taquine sur leurs convictions communistes, qu'ils ont conservées et n'ont jamais réussi à lui transmettre. Elle ne comprend pas *« qu'ils s'accrochent à une idéologie qui est morte »*. Cet exemple souligne si besoin était que l'adhésion à des idées politiques comporte des ressorts psychologiques qui ne dépendent pas seulement d'une exposition massive à des représentations politiquement orientées.

L'extrait cité ci-dessus fait écho à nombre d'allusions historiques qui sont faites en France et en Angleterre pour appuyer l'idée que le vote est une norme qui tire sa force, bien plus que d'un éventuel regard critique des concitoyens sur les abstentionnistes, du sacrifice des générations précédentes et de la lutte actuelle d'autres hommes pour la liberté politique. On remarque à cet égard – mais la faible taille de l'échantillon est peut-être à mettre en cause – qu'aucun des allocataires de la *renta básica* proches de la *perplexité* n'a mentionné la guerre civile, la résistance au franquisme, ni même la période de la transition démocratique. En dépit de leur niveau d'études, de leurs facultés d'analyse, etc., les Espagnols proches de la *perplexité* que nous avons pu interroger sont remarquablement silencieux sur ces sujets pourtant cruciaux dans la formation de l'identité politique espagnole. Questionnés sur ces graves événements historiques, ils éludent rapidement le sujet en quelques phrases sur *« cette période si douloureuse »* et sans jamais faire de lien avec le droit de vote, les élections libres ou la liberté d'expression.

> *« - Moi je vote toujours. Et mes enfants aussi.*
> - Pourquoi ?
> *- Oui, oui, nous votons. Si le résultat est bien, tant mieux. Je te disais qu'ils sont tous pareils… c'est que tu votes pour l'un, si ce n'est pas bien, tu votes pour l'autre… Au final, ils font ce qu'ils veulent. C'est pour ça que pour nous c'est toujours pareil.*
> - Pourquoi voter alors ?
> *- Je ne sais pas. Tous ces papiers qu'ils t'envoient, qui arrivent dans la boîte aux lettres… 'Allez, on va voter !' rien de plus. Je parle avec les enfants, 'Pour qui tu vas voter ?', 'pour celui-là', et on va voter. Et puis bien sûr c'est un devoir. Si ce n'était pas un devoir, ils ne nous enverraient pas autant de publicité. […] Je vote toujours pour le parti qui me semble…regarder un peu plus le bien du pays. Il faut voter. Il faut aider ; Mais ce n'est pas toujours le même. »*
> *(Espagne - n°5 : F, 60 ans, veuve, 2 enfants, études supérieures)*

> *« Oui, c'est clair, il faut voter. Parce que nous sommes dans une démocratie. Et donc c'est ce que nous voulons. Une démocratie, ça veut dire que tu dois donner ton opinion. Ça en premier. Et en second, si tu ne te mouilles pas, au moment de décider ou d'élire quelqu'un, ensuite tu n'as pas ou tu ne devrais pas avoir le droit de te plaindre. »*
> *(Espagne – n°2 : F, 34 ans, célibataire, très entourée, scolarisée jusqu'à 14 ans et cours du soir, expérience professionnelle instable)*

Ainsi, les bénéficiaires de la *renta básica* proches de la *perplexité* investissent le vote d'une valeur et estiment important de remplir leur devoir, tout comme leurs équivalents français et britanniques. La *perplexité* est un mode de rapport au politique qui se rencontre parmi des personnes qui se sentent bien intégrées socialement et qui ont été socialisées dans la conscience de l'influence du politique dans la vie quotidienne et de l'importance de s'impliquer dans cette gestion collective de la société.

Les bénéficiaires proches de la *perplexité* font preuve d'une remarquable conscience citoyenne. La participation à l'acte électoral est considérée comme un devoir ou tout du moins

comme le meilleur moyen de manifester directement aux hommes politiques qu'en tant que citoyens, ils se sentent concernés par les actes et les paroles du Gouvernement.

> *« - Je ne rate pas une élection.*
> - C'est un droit ou un devoir selon vous ?
> *- Un devoir, je pense que c'est un devoir. Voter devrait être obligatoire.*
> - Pourquoi faudrait-il obliger les gens à voter ?
> *- Même si vous ne votez pour personne, il faut… Parce que si vous ne vous intéressez pas à la politique, pourquoi on s'occuperait de vous ? Ils s'occuperont d'autres personnes. Il faut voter, toujours voter. Autrement, vous ne pouvez pas vous plaindre des décisions politiques qui sont prises et qui vous concernent.*
> - Pensez-vous que voter vous donne un certain pouvoir ?
> *- Non. Non, pas vraiment. Ce qui les intéresse, c'est surtout l'argent, pas ce qui se passe dans la société. Retirez l'argent, et vous les verrez tous se retirer du jeu. »*
> *(Angleterre -n°8 : H, 57 ans, irlandais, divorcé, 2 enfants, scolarisé jusqu'à 16 ans)*

> *« - Avant je m'en fichais de voter parce que je ne voyais pas ce qui pouvait m'intéresser dans la politique. Et puis j'ai commencé à m'intéresser un peu plus à la politique et… c'est comme s'il n'y avait personne pour qui voter. Mais la prochaine fois qu'il faudra voter, j'irai probablement et je voterai blanc. […]*
> - Vous pensez davantage que voter est un devoir maintenant ?
> *- Je commence à croire cela davantage maintenant. Avant je me disais, je ne vais pas voter. Je ne vais pas voter. Mais il y a des idées que nous avons, que plusieurs personnes avec qui j'ai travaillé ici partagent, on se dit que le moment est venu pour les gens de voter, de convaincre les gens d'utiliser leur vote. Parce que beaucoup de gens ne votent pas. Mais beaucoup de gens ne voient pas l'intérêt de voter. Il faut essayer de les encourager, même s'ils ne votent pas nécessairement pour quelqu'un. Mais ils votent. Et j'ai cette idée que si nous votons tous, même si on ne met pas de nom, qu'on ne vote pas vraiment pour quelqu'un… Si le Gouvernement ne cherche pas pourquoi les gens votent comme ça, alors ce serait le moment de leur dire 'Vous vous fichez de ce que la communauté, les gens que vous représentez, pensent et veulent. Autrement vous nous poseriez la question : pourquoi ces gens ne veulent pas voter pour moi ?' »*
> *(Angleterre - n°5 : F, 24 ans, originaire de Zambie, mère célibataire, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 16 ans, GCSE, expérience professionnelle instable)*

Du rapprochement de ces deux extraits d'entretiens, l'on peut tirer deux conclusions quant au sens de l'acte électoral dans le cadre de la *perplexité*. Premièrement, voter est considéré comme un devoir qui marque l'implication des individus dans les décisions qui concernent la société. Comme l'explique un bénéficiaire :

> *« Si vous votez, à l'évidence, vous témoignez de votre intérêt, mais si vous vous faites systématiquement rouler… »*
> *(Angleterre - n°6 : H, 40 ans, sans abri, divorcé, études supérieures, expérience professionnelle dans des postes à responsabilité)*

La deuxième partie de la phrase suggère que le vote n'est pas nécessairement efficace pour obtenir la mise en place de politiques publiques précises et efficientes. D'où une deuxième conclusion : le vote blanc ou nul est largement mis en avant comme un acte pourvu de sens, interpellant de manière critique les hommes politiques sur leurs actions, leurs comportements et les usages qu'ils font du pouvoir. Ce vote blanc et nul des personnes proches de la *perplexité* peut donc être interprété à la fois comme une incapacité à choisir entre plusieurs options dont aucune ne convainc réellement et comme un signal lancé aux

hommes politiques pour leur signifier que les citoyens ne se sentent représentés par aucun candidat. À l'inverse, l'abstention est considérée, y compris par les abstentionnistes eux-mêmes, comme une forme de démission face au cynisme et à la toute puissance de la classe politique.

Le vote est perçu par tous comme le meilleur moyen d'exprimer son opinion dans une démocratie, mais son efficacité comme moyen d'action est mise en doute car trop indirect et dépendant du bon vouloir des élus. Les manifestations sont alors un recours permettant d'exprimer ses opinions hors période électorale, sur des points précis d'insatisfaction, toujours dans un esprit de défense des intérêts d'un collectif transcendant le simple intérêt individuel.

> *«* - Pensez-vous que les moyens alternatifs soient efficaces ?
> *- Il y a quelques années, pourquoi pas. Dans les années 60, 70, 80, il y avait beaucoup de grèves et de manifestations contre Thatcher, contre la* poll tax*… C'est pas comme si ça avait empêché quoi que ce soit mais… de nos jours…les seuls auxquels je pense ce sont les étudiants, les étudiants sont très actifs dans ce pays. Ils ont beaucoup de choses à dire et c'est intéressant. Notamment la situation actuelle pour ce qui est de la consommation de drogue est vraiment, vraiment inquiétante. Les ravages sont terribles. Les drogues de classe A sont de retour, l'héroïne… C'est un sujet totalement tabou alors que c'est terrible. »*
> *(Angleterre -n°8 : H, 57 ans, irlandais, divorcé, 2 enfants, scolarisé jusqu'à 16 ans)*
>
> *« Une des choses que j'ai remarqué en octobre, lorsqu'il y a eu la manif' [pour les droits des allocataires d'aides publiques], c'est qu'il y avait des jeunes qui commençaient à s'intéresser à la politique. Quel angle peut-on choisir pour regarder les choses ? Comment peut-on changer les choses ? Qu'est-ce que moi je pourrais faire bien faire pour changer quelque chose qui arrive autour de moi ? […] Je suis impliquée dans le National Black Youth Forum. C'est un groupe de jeunes gens qui protègent leurs droits et surveillent ce qui se passe dans le domaine de l'éducation notamment. Pas forcément des questions de discrimination. »*
> *(Angleterre - n°5 : F, 24 ans, originaire de Zambie, mère célibataire, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 16 ans, GCSE, expérience professionnelle instable)*

On a choisi de citer ici des extraits d'entretiens britanniques car l'adhésion des Français aux manifestations comme moyen d'expression semble acquise. Il se pourrait toutefois que les manifestations, en France, soient davantage perçues comme relevant d'un individualisme et de la défense d'intérêts catégoriels. En Espagne en revanche, les manifestations sont plus limitées : souvent il s'agit de manifestations silencieuses liées au rejet du terrorisme basque. Pourtant, d'autres moyens d'action alternatifs sont connus et appréciés des bénéficiaires de la *renta básica* proches de la *perplexité*.

> *« Ah ! À propos des manifestations, regarde celle du 'campement de l'espérance'. C'était une filiale de Telefónica, qui l'a vendue à je ne sais qui alors qu'elle était déjà à moitié en crise. Ils l'ont achetée et peu après, ils ont décidé de les renvoyer tous, ils étaient 1000 et quelques je crois. Et donc – Sintel elle s'appelait – ils se sont mis d'accord et au mois de février ou mars, ils sont allés à Madrid, sur le Paseo de la Castellana, ils ont planté des tentes de campagnes, et ils ont dit qu'ils ne bougeraient pas jusqu'à ce qu'on les réembauche ou qu'on leur paye ce qu'on leur devait. Au début, il n'y avait que quelques tentes, puis de plus en plus, avec des tables, des choses que leur donnaient les voisins, et finalement, il y avait comme des petites maisons, avec des salons de coiffure, des piscines… de tout ! (rires) Et finalement, ils ont obtenu, au début de l'été, d'être tous réembauchés, ou mis en préretraites pour*

> *certains, et qu'on leur paye tous les arriérés. Je trouve que ça, c'est très bien. […] Ils n'ont causé de tort à personne, et quand ils sont partis, ils ont tout laissé propre, impeccable. »*
> *(Espagne – n°7 : F, 37 ans, mère célibataire, un enfant, très entourée, diplôme professionnel, parcours professionnel instable)*

Ce « campement de l'espérance » qui est pour les mouvements alternatifs un modèle de revendication par l'occupation de l'espace public suscite une admiration certaine de la part des personnes proches de la *perplexité* puisque cet exemple très connu a surgi spontanément au cours de plusieurs entretiens alors qu'on ne le retrouve mentionné par aucun bénéficiaire relevant d'un autre type de rapport au politique. La valorisation du vote comme moyen d'action sur le politique n'est pas exclusive d'autres moyens d'expression alternatifs qui peuvent être congruents avec la *perplexité.*

b) La forte valorisation du vote n'exclut pas le recours à l'abstention

Bien que la *perplexité* s'accompagne d'une valorisation très forte du vote, comme devoir, comme héritage historique, comme principal moyen de pression sur les gouvernants, les personnes dont le rapport au politique se rapproche de ce type idéal sont rarement des votants systématiques. Interrogés plus précisément sur leur participation électorale, il s'avère, en France comme en Angleterre et en Espagne, que la plupart ne votent que pour les élections qu'ils jugent *« importantes »*. Qu'est-ce qu'une élection 'importante' ? Les avis divergent assez peu. Du fait de la prise en compte assez généralisée du *principe de totalité*, la plupart des personnes proches de la *perplexité* estiment que les élections présidentielles et législatives ont un impact déterminant car c'est à cet échelon que sont décidées les lois et les grandes orientations des politiques publiques. Ce n'est qu'en Espagne que les allocataires de la *renta básica* sont partagés sur ce point estimant pour moitié que les élections nationales sont fondamentales et pour moitié que les élections locales *« sont un peu plus importantes car elles te touchent de plus près »*, position qui se justifie d'ailleurs par l'ampleur de la décentralisation des pouvoirs dans ce pays. En dehors de ces élections qu'ils jugent importantes, la plupart s'abstiennent.

L'abstention occasionnelle n'est cependant pas la seule dérogation au vote systématique apparemment plébiscité par les personnes proches de la *perplexité*. En dépit de positions normatives fortes, on observe des cas d'abstention systématique. Comme l'ont déjà souligné Françoise Subileau et Marie-France Toinet dans *Les chemins de l'abstention*, les conceptions politiques des jeunes s'orientent autour de la notion de droit, notamment de droit

acquis, tandis que les citoyens plus âgés pensent davantage en termes de devoir. Les jeunes Français en particulier, proches de la *perplexité*, adhèrent à cette idée d'un vote/droit plutôt que d'un vote/devoir : tout en reconnaissant l'importance du vote dans le fonctionnement démocratique des institutions, ils justifient plus souvent l'abstention en la valorisant comme un acte porteur de sens.

> *« Voter c'est un droit. Parce que vous voyez, moi je considère que si je ne vote pas, c'est pas du tout pour pas voter, c'est en fait parce que je me sens pas représenté par aucune personne. Après, c'est vrai qu'il y a un côté fainéantise, parce que je sais que je pourrais aller voter blanc, mais je sais que voter blanc ça va rien changer. Donc plutôt que d'aller voter blanc, je ne vote pas. Et dans ma tête, je me dis, je laisse voter les gens à ma place. Mais par contre, je ne dis pas que, s'il y avait vraiment des choses qui ne me plaisaient pas, je n'irais pas voter. […] Le vote d'opposition, je n'aime pas trop ça. Parce que je n'aime pas élire quelqu'un pour ne pas élire quelqu'un d'autre. Parce qu'élire quelqu'un, c'est justement dire qu'on croit en lui. »*
> *(France - n°16 : H, 27 ans, célibataire, études supérieures, non-inscrit)*

À travers ce témoignage d'un jeune allocataire du R.M.I., très critique à l'encontre du vote d'opposition et prônant un vote d'adhésion, on comprend que bien qu'abstentionniste systématique, il a une haute idée de ce que signifie la participation électorale et l'élection. Les plus jeunes allocataires qui font preuve à la fois d'intérêt et de *perplexité* dans leur rapport au politique ont été politiquement socialisés dans le cadre familial. Leurs familles ne leur ont pas transmis, par défaut, d'appartenance partisane, mais les discussions informelles *« pas forcément sur la politique, sur ce qui se passe dans la société, l'éducation, l'emploi… »* ont donné aux discours politiques entendus dans les media une dimension concrète, perceptible au quotidien (ce que les jeunes allocataires du R.M.I. proches de l'*apathie*, élevés dans un contexte politique familial également apathique, ne parviennent pas à concevoir). Cette sensibilisation aux questions d'ordre sociétal a été complétée par une injonction normative sur l'importance de voter, qui si elle n'est pas actualisée, reste en mémoire pour l'avenir.

L'abstention des personnes proches de la *perplexité* peut parfois résulter d'une démission ; elle exprime alors une profonde désillusion plutôt que du *mécontentement*. Dans ce cas, l'abstention est également justifiée par l'aspiration insatisfaite à un vote d'adhésion, c'est-à-dire l'espoir qu'un homme politique pourrait se présenter à une élection et incarner leurs attentes – très élevées.

> *« Ce qui se passe, c'est que je pense qu'il faut voter quand on est convaincu parce que… moi, comme il n'y en a aucun qui me convainc, ajoute à ça tous les problèmes que j'ai, ils peuvent bien faire ce qu'ils veulent, ça m'est égal. Mais oui, c'est sûr que c'est important de voter, c'est clair. Un grain ne fait pas la récolte, mais ça aide [*Un grano no hace granero, pero ayuda el compañero*]. Quelques fois j'ai voté blanc. Et la dernière fois, je ne suis même pas allée voter. J'aurais quand même dû aller voter blanc, parce que ça exprimait mieux ce que je voulais dire. . »*
> *(Espagne – n°7 : F, 37 ans, mère célibataire, un enfant, très entourée, diplôme professionnel, parcours professionnel instable)*

> *« Avec les prochaines élections, bien sûr que Tony Blair va faire quelques gestes, montrer qu'il tient sa parole sur certains points et il va formuler de nouvelles promesses. Et il y aura quelques excuses et explications sur les promesses qui n'ont pas été tenues dans le programme précédent. Et leur majorité sera confirmée et ils conserveront le pouvoir. Je ne vote pas car je ne crois pas vraiment qu'il y en ait un seul qui souhaite accomplir ce qu'il dit. »*
> *(Angleterre - n°6 : H, 40 ans, sans abri, divorcé, études supérieures, expérience professionnelle dans des postes à responsabilité)*

Selon lui, il n'y a pas de candidat qui soit préférable à une autre. Cependant, toutes les personnes en situation défavorisée proches de la *perplexité* ne réagissent pas par l'abstention ou le vote blanc ; ils votent souvent à l'issue d'un choix politique difficile. Leurs comportements électoraux à proprement parler sont donc très variables ; cependant, les discours donnant sens à ces comportements, expliquant leurs attitudes, s'avèrent extrêmement similaires. Ils manifestent systématiquement la volonté de s'exprimer et de faire le meilleur choix pour l'ensemble de leurs concitoyens.

c) La volatilité électorale : un comportement en adéquation avec la perplexité

Nous l'avons vu, les allocataires du revenu minimum proches de la *perplexité* sont convaincus que leur vote a du poids et peuvent même valoriser la volatilité électorale. En effet, la volatilité n'est pas selon eux le signe d'une désaffiliation, ni d'une inconstance, mais une attitude réactive aux événements politiques et aux changements de situation. La volatilité électorale des personnes en situation défavorisée proches de la *perplexité* est liée à l'affaiblissement voire à la disparition des appartenances stables de la vie en société que constituaient il y a quelques décennies l'emploi, les partis politiques, les classes sociales. Il y aurait certainement de l'hypocrisie à considérer la flexibilité dans la sphère économique (types de contrat de travail, temps de travail, adaptabilité à des tâches diverses) comme une vertu[282] et la volatilité électorale comme néfaste. Peut-être même peut-on tracer un parallèle entre la flexibilité économique et cette forme de flexibilité politique qu'est la volatilité électorale. Les économistes libéraux, dès Smith et Mill, ont considéré la flexibilité comme une source de liberté personnelle, permettant à l'individu de n'être pas asservi à un maître mais de choisir pour qui il souhaitait travailler et pour quel salaire dans une approche contractuelle des relations de travail. Aujourd'hui, la flexibilité est présentée comme le meilleur remède contre le chômage. Dans cette optique, la volatilité électorale marque indéniablement la libération des citoyens d'anciennes appartenances qui contraignaient leurs

[282] Cf. l'analyse effectuée par Richard SENNETT sur la flexibilité dans *Le travail sans qualités*, Paris, Albin Michel, coll. 10/18, 2000, p.60-85

choix et l'accès à de nouvelles opportunités *i.e.* à des choix électoraux auparavant inenvisageables pour les catégories populaires. Cependant, rien n'empêche de questionner plus sévèrement les conséquences personnelles de ces nouvelles flexibilités : la flexibilité économique, sans doute profitable à grande échelle et pour les cadres très qualifiés, précarise les salariés déjà fragilisés sur le marché du travail (peu qualifiés, âgés, mères de famille). De même, l'affaiblissement des appartenances collectives (classes sociales, partis, syndicats) n'a pas les mêmes conséquences selon la position des individus dans l'échelle sociale. Dans un monde économique hostile pour les plus faibles, on voit poindre un désir défensif de recours à la communauté, la communauté n'existant plus en soi mais étant perçue comme une protection, un recours dont on déplore la disparition face aux épreuves de la vie.

Les allocataires proches de la *perplexité*, quel que soit leur âge, sont convaincus de l'importance de l'acte électoral pour le bon fonctionnement des institutions, ils pensent que chaque vote compte. Leurs comportements politiques – abstention et volatilité électorale – s'expliquent par le sentiment d'un manque de compétence, par leur incapacité à se ranger durablement derrière un parti politique. Ils considèrent le vote comme l'expression d'une véritable conviction, qu'ils essaient de se forger malgré leurs doutes. Là où les allocataires proches du *mécontentement* choisissent, par défaut, *« entre un mal et un pire »*, ceux qui sont proches de la *perplexité* émettent une préférence positive. Le choix auquel ils aboutissent après avoir étudié les différents programmes et entendu les différents hommes politiques est un choix circonstancié et ne relève aucunement d'une adhésion durable. Il constitue une réponse ponctuelle à une question ponctuelle quoique récurrente : la désignation d'un homme, ou d'une femme, pour occuper une fonction. Les allocataires soulignent l'inconstance partisane de leurs choix, qui varient dans le temps pour une même élection (un allocataire français explique être *« passé naturellement »* de Mitterrand à Chirac, un Espagnol se flatte d'avoir toujours voté pour le gagnant d'abord González puis Aznar), mais aussi en fonction du type d'élection (locale, nationale, etc.). Cette volatilité n'est pas à leurs yeux le résultat d'un manque – d'appartenance, de conviction…– mais le signe qu'ils étudient avec sérieux la question qui leur est posée. En ce sens, les personnes en situation défavorisée proches de la *perplexité* ne conçoivent pas de choix politique dans le long terme, mais comme une succession de microdécisions. Cette approche du politique s'inscrit dans la tendance que l'on appelle « la fin des idéologies » et se rencontre bien au-delà des catégories populaires ; elle est

symptomatique d'un rapport au monde où prédominent le moment présent (sur le passé et l'avenir) et l'individu (sur les collectivités).

En l'absence de conviction, les allocataires proches de la *perplexité* choisissent de voter blanc ou de s'abstenir, l'abstention n'étant pas considérée comme un manquement à son devoir mais comme la reconnaissance d'une incapacité et la conscience de s'en remettre à d'autres *« plus instruits », « qui s'y retrouvent mieux », « qui ont de vraies convictions »*. Cette remise de soi est souvent associée, à tort, à l'*apathie* ; elle ne relève pourtant pas d'un désintérêt mais d'une confiance dans le choix de ses concitoyens. Le jeune abstentionniste, dont le témoignage suit, se méfie profondément des partis extrêmes, comme toutes les personnes dont le rapport au politique se rapproche de la *perplexité*. Toutefois, il a confiance en ses concitoyens pour ne pas faire un tel choix.

> *« Bon, je pense à Le Pen là… Je suis pas du tout pour Le Pen, mais il y a tout un discours médiatique autour de ça, pour dire aux gens d'aller voter contre lui… Moi, je pense que les Français ont quand même suffisamment la tête sur les épaules pour pas que ce genre de parti prenne trop d'ampleur ! Je vote pas et je suis pas inquiet. Je ne dis pas que je n'irais pas voter si vraiment quelque chose me gênait, mais je n'irai pas voter parce que les media me l'ont dit… »*
> *(France - n°16 : H, 27 ans, célibataire, études supérieures)*

La remise de soi témoigne d'une bonne intégration et d'une confiance interpersonnelle que l'on constate souvent parmi les allocataires proches de la *perplexité*, tant d'un point de vue personnel (confiance dans le soutien de sa famille et de ses amis, conversations sur différents sujets, aucun sentiment d'être rejeté par la société) que politique (remise de soi en cas de doute pour une élection, conviction que chaque vote a du poids, satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie, confiance relative dans les hommes politiques en dépit des scandales de corruption).

Le comportement électoral des allocataires proches de la *perplexité* montre que le lien de citoyenneté qui unit imperceptiblement un individu à sa société nationale est sauvegardé. Leurs discours témoignent en effet de leur confiance dans la validité du système politique mais aussi dans la solidarité de la société à leur égard, comme nous allons le voir à présent.

I.3 Le sentiment d'avoir sa place dans la société

Les allocataires proches de la *perplexité* et de l'*apathie* ont en commun une faible prise en compte du principe de dénonciation qui se traduit dans les deux cas par une vision non antagoniste de la société, l'absence de sentiment d'appartenance à un groupe social, la

faiblesse et l'inconstance de leurs 'préférences' partisanes, si tant est que l'on puisse parler de préférences. Ils divergent en revanche sur le plan de leur expérience vécue.

a) Permanence des sociabilités

Les personnes proches de l'*apathie* expriment une conscience douloureuse d'être dépendants et porteurs d'un stigmate. Leurs représentations sociales sont peu élaborées et ont pour principal enjeu de rejeter le discrédit sur des pairs jugés plus indignes qu'eux, soit du fait de leur paresse, soit du fait de leurs origines ethniques. Les bénéficiaires du revenu minimum proches de la *perplexité* sont certes conscients de leur précarité matérielle mais ils refusent de se considérer comme « dépendants » du système d'assistance sociale. Dans leurs entretiens, ils mettent en avant d'autres éléments de leur vie, plus positifs. Il peut s'agir du soutien de leur entourage familial – c'est presque toujours le cas en Espagne –, des opportunités professionnelles qu'ils peuvent envisager du fait de leur niveau d'études, ou plus simplement de leurs qualités morales, en particulier leur volonté de s'en sortir et leur optimisme.

> « - Est-ce que vous vous sentez dépendant du fait que vous touchez le R.M.I. ?
> *- Il y en a peut-être pas mal qui le sont, sans qu'ils fassent rien pour s'en sortir, et par rapport à ces gens-là, ça me gêne, parce que je trouve qu'on a tendance à faire un amalgame entre tous les gens qui touchent le R.M.I.. Et je pense qu'on est pas tous logés à la même enseigne. Parmi ceux qui touchent le R.M.I., je pense qu'il y en a beaucoup qui comptent vivre comme ça toute leur vie, parce que ça les gêne pas, ça les remet pas en question de toucher cet argent-là tous les mois. Moi, c'est pas mon cas, je préfère me considérer comme étudiant en recherche d'emploi. […] Je voudrais pas porter un regard, enfin un jugement trop sévère parce que tout le monde a pas les mêmes chances, mais je pense qu'il y a beaucoup de gens qui se contentent de leur situation, même si elle est pas mirobolante. »*
> *(France - n°7 : H, 25 ans, célibataire, assez isolé, études supérieures)*

> « - Vous avez le sentiment d'appartenir à une catégorie particulière ?
> *- (rire) Je dirais que je suis pas du tout en haut, je suis plutôt en bas de l'échelle. M'enfin, l'échelle sociale quoi. C'est vrai que quand on travaille pas vraiment, moi je travaille de temps en temps, mais quand on a pas de travail fixe, de salaire valorisant, c'est pas la joie quoi. Je suis pas quelqu'un qui perd le moral donc, c'est vrai que j'ai mon moral et tout ça, je me bats, mais ça doit pas être évident pour tout le monde hein. »*
> *(France - n°28 : H, 35 ans, antillais, célibataire, BEP, expérience professionnelle instable)*

> *« De manière générale, oui, je peux dire que je suis satisfaite. Je crois qu'on vit dans l'un des pays du monde où l'on vit le mieux. Plus tu vas vers le sud, plus les gens sont gais. Ils sont plus pauvres, mais plus contents de leur sort et plus heureux. […] Je ne vais pas me plaindre parce que je ne vis pas mal. Je ne vis pas bien. Et si je me projette dans l'avenir,avec mes 34 ans… je crois qu'il y a beaucoup, beaucoup de gens qui vivent plus mal que moi et qui ont bien plus de raisons de se plaindre. »*
> *(Espagne – n°2 : F, 34 ans, célibataire, très entourée, scolarisée jusqu'à 14 ans et cours du soir, expérience professionnelle instable)*

Les allocataires du revenu minimum dont les comportements politiques se rapprochent de la *perplexité* partagent une même vision de leur position au sein de la société : ils estiment que, tout en étant dans une situation de fragilité, d'autres sont encore plus désavantagés.

Parmi les allocataires du revenu minimum, ils reconstituent des différences afin de souligner les atouts dont ils disposent plutôt que de subir un statut dévalorisé. C'est pourquoi ils refusent de s'identifier à une catégorie administrative qu'ils jugent trop hétérogène. Chaque fois que leur expérience du chômage surgit en cours d'entretien, ils veillent à préciser qu'ils sont *« demandeurs d'emploi »*, cela leur permet à la fois de signifier leur situation objective de chômage et leur situation subjective dominée par la volonté de travailler et de *« s'en sortir »*.

En Angleterre, le même constat peut être effectué, à quelques nuances près. En effet, le coût de la vie y est plus élevé et le revenu minimum est calculé au plus juste dans l'idée d'éviter les effets désincitatifs qui pourraient dissuader les bénéficiaires de l'*income support* d'accepter un emploi. Leur situation matérielle est donc plus difficile que celle de leurs équivalents français et espagnols. Les bénéficiaires proches de la *perplexité* ne se sentent ni dépendants vis-à-vis de leurs concitoyens, ni stigmatisés par eux. En revanche, les constantes privations au quotidien leur rappellent leur dépendance matérielle et financière. Ces bénéficiaires ont conscience de vivre dans une 'société de consommation', où la consommation détermine l'apparence et le statut des individus. La contrainte financière extrême qui pèse sur leurs budgets les exclut selon eux de cette société ; ce manque est vécu de façon particulièrement douloureuse.

> *«* - Est-ce que vous vous sentez dépendant ?
> *- Ce n'est pas exactement ça. Ce n'est pas une question de sentir, mais de savoir. Je n'ai pas le sentiment d'être au chômage, mais je sais que c'est le cas. Je me sens physiquement très bien, pour ce qui est de ma santé. Par contre, je sais que je devrais travailler.*
> - Comment vivez-vous le fait de percevoir l'*income support* ?
> *- Très difficilement. Psychologiquement, c'est très dur. Et puis dans ce pays tout est très cher : l'alcool, le tabac, l'essence, l'hôpital, les funérailles… »*
> *(Angleterre -n°8 : H, 57 ans, irlandais, divorcé, 2 enfants, scolarisé jusqu'à 16 ans)*
>
> *« - Je hais les allocations, point final. Ça vous piège, c'est comme si vous ne pouviez rien faire.*
> - Vous vous sentez dépendante ?
> *- Non, pas du tout. Parfois je me dis que l'ai un travail, ce que je fais ici [bénévole dans une association pour le développement de l'éducation], qu'il se passe des choses, et je me fiche de savoir si je travaille ou si je touche des allocations. Mais parfois, c'est déprimant de voir qu'on ne peut pas faire certaines choses dont on a envie, parce qu'on a pas assez d'argent. Et puis aujourd'hui, la culture de la société... Les enfants… »*
> *(Angleterre - n°5 : F, 24 ans, originaire de Zambie, mère célibataire, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 16 ans, GCSE, expérience professionnelle instable)*

L'installation durable des bénéficiaires dans le dispositif d'assistance, leur crainte d'être 'piégés' et de ne pouvoir 's'en sortir', constituent une pression psychologique supplémentaire. Celle-ci est particulièrement patente chez un homme fortement diplômé – il a fait des études supérieures après Eton – car il ne se sent *« aucune excuse »*. L'expérience vécue des bénéficiaires de l'*income support* est marquée par le manque et les privations

diverses. Dépendre d'aides publiques n'entraîne pas selon eux une stigmatisation de la part de la société, en revanche, ne pouvoir s'autoriser aucun dépense 'superflue' est ressenti comme une marginalisation visuelle (toujours porter des vêtements usagés) et un rétrécissement de leur sociabilité (restrictions en matière de sorties notamment). Pour autant, tout comme les allocataires français et espagnols, ils mettent en avant leurs qualités, leur courage, leur réseau de sociabilité, leur participation à des associations, tout ce qu'ils estiment être des atouts.

La mise en valeur de leur personne à laquelle procèdent les allocataires du revenu minimum proches de la *perplexité*, si elle leur permet de souligner leurs espoirs et leurs chances de quitter la position sociale de dépendance financière dans laquelle ils se trouvent, n'a pas pour objectif de les distinguer en rejetant un discrédit sur d'autres personnes, ce qui était le cas pour les personnes proches de l'apathie. Elle traduit une acceptation temporaire de leurs conditions matérielles d'existence et une confiance dans leurs atouts personnels et en l'avenir. Les allocataires proches de la *perplexité* expriment un sentiment de sécurité en raison du soutien de leurs proches que l'on peut mettre en parallèle avec leur confiance dans l'impartialité du système d'assistance sociale et la solidarité de la société à leur égard.

b) Conscience d'un lien de citoyenneté invisible

Dans le cas de la *perplexité*, la solidité des liens de sociabilité et la confiance dans la solidarité nationale accompagnent la conscience du caractère diffus et omniprésent du lien de citoyenneté.

> *« Que la société aide, je vais pas dire que c'est normal, parce que ça ne devrait pas être, pour commencer. Mais ça fait du bien quand on sait que toutes les portes se ferment. Mais d'un autre côté, quand vous avez fait tout ce qu'il faut pendant votre vie, que vous avez bossé, et puis sous prétexte que vous êtes pas du bon côté de la barrière [ancienne commerçante] alors vous n'avez droit à rien. Ben je trouve pas ça normal. […]Et encore, moi je me plains pas par rapport à certaines personnes que j'ai vues ici, qui sont au R.M.I., si j'avais pu les aider, je les aurai aidées, parce qu'il y en a certains… […] Il y a des gens qui sont mal à l'aise. Vous croyez que ces gens-là, ils ont envie de s'en sortir ? Ils restent enfermés sur eux-mêmes et c'est de pire en pire pour eux. »*
> *(France - n°12 : F, 53 ans, divorcée, Bac pro, ex-commerçante, actuellement en CEC)*

> *« Je pense que même si on est pauvres, c'est vrai, les gens sont derrière nous. Je veux dire, je n'entends pas de reproches derrière mon dos. Et même si je trouve que je ne suis pas à plaindre par rapport à d'autres, les malheureux, parce que tu vois, j'ai cet appartement et je ne vis pas mal… si je dis à quelqu'un que j'ai des problèmes, tout ça, il n'est pas méchant avec moi, au contraire, les gens comprennent. La solidarité, tu sais, ça existe encore. [geste de serrer ses deux mains] Je ne sais pas, peut-être parce qu'on est un pays du sud, ça veut dire davantage pour nous… »*
> *(Espagne - n°13 : H, 38 ans, célibataire, études supérieures, expérience professionnelle instable)*

À défaut de se montrer véritablement solidaires, les allocataires du revenu mnimum proches de la *perplexité* font preuve, à l'égard de ceux qu'ils jugent moins avantagés qu'eux,

d'une forme de compassion où la compréhension se mêle de pitié et d'accusations légères. On parle ici d'accusations légères car elles remettent en cause la fierté des individus qui se laisseraient aller à dépendre d'aides publiques, mais elles ne s'attaquent pas à ce qu'ils sont. En particulier, on ne trouve parmi les discours recueillis dans les trois pays aucune mise en exergue des immigrés que ce soit comme bénéficiaires spécifiques et favorisés de l'aide sociale ou comme responsables du chômage. Si certains sont soupçonnés de *« baisser les bras »*, ce n'est pas par paresse mais davantage par un effet de lassitude que les allocataires proches de la *perplexité* comprennent, voire craignent pour eux-mêmes, en particulier en Angleterre. Loin de tout discours moralisateur ou normatif, ils s'efforcent de reconstituer des différences entre eux et l'image-type de l'allocataire dépendant. Ce souci de distinction, analysé par Bourdieu, est d'autant plus important dans le cas de la *perplexité* qu'il conduit les allocataires à ne pas se focaliser sur leur précarité, mais au contraire à considérer leur situation au sein d'un ensemble plus vaste qui comprend les plus nantis mais aussi les moins bien lotis qu'eux. Leur attitude compréhensive est caractéristique de la prise en compte du principe de totalité.

Dans les trois pays, les personnes en situation défavorisée proches de la *perplexité* ont conscience du rôle du politique dans la vie quotidienne des individus et dans la gestion du vivre ensemble dans le cadre d'une société nationale, en particulier par le biais de l'État-providence. Tout d'abord, ils sont parfaitement au fait que le revenu minimum résulte d'une décision politique (les allocataires du R.M.I. sont parfois capables de citer Michel Rocard comme étant à l'origine de sa mise en place ; les bénéficiaires de la *renta básica* rendent hommage à la décision du gouvernement foral) et font bien la relation entre politique et administration. Ils différencient également les différents niveaux décisionnels qui ont un impact sur la vie sociale : le niveau national où sont votées les lois, le niveau régional dont dépendent des décisions en matière d'infrastructures (réseaux routiers, transports publics, lycées) et le niveau municipal qui procède aux décisions de plus grande proximité (sont cités les complexes sportifs, l'éclairage public, les ordures ménagères).

En dépit de leur rejet des catégories, les allocataires français et espagnols admettent faire partie *« des pauvres »*, *« des plus pauvres »*, *« des moins favorisés »*, *« du bas de l'échelle sociale »*. Leurs représentations sociales démontrent par là une compréhension hiérarchique et non antagoniste de la société. Leurs discours ne cherchent pas à opposer les intérêts de catégories différentes mais présentent une vision plus compréhensive de la société.

Ils ne se posent pas en victimes d'autres catégories (les riches, les patrons, les immigrés, etc.), ils s'accommodent d'une société où les chances ne sont pas réparties équitablement mais où l'État-providence leur assure une protection minimale. Sur ce point, le cas britannique présente des spécificités consécutives à la plus grande détresse des allocataires de l'*income support* proches de la *perplexité* : tout en rejetant avec force l'enfermement dans des catégories stigmatisantes, ils ont du mal à se percevoir comme des citoyens à part entière et leurs discours portent les signes que, selon eux, le lien de citoyenneté censé unir tous les individus d'une même nation est partiellement rompu, ils se montrent en conséquence plus amers envers la société et ses inégalités.

À la différence de l'Angleterre donc, qui se singularise sur ce point, les allocataires français et espagnols proches de la *perplexité* ne marquent pas d'hésitation face à ce qui, dans d'autres types de rapport au politique, apparaît comme un *« grand mot »* sans réalité.

> *« Un citoyen, c'est vous, c'est moi. C'est quelqu'un qui fait partie. C'est un ressortissant pour moi du pays, c'est quelqu'un qui a la nationalité française avec tout ce que ça engendre, ses devoirs et ses droits. »*
> *(France - n°28 : H, 35 ans, antillais, célibataire, BEP, expérience professionnelle instable)*

> *« Citoyen, c'est habitant d'une ville ou d'un pays, tout simplement. Qui a des devoirs et des droits, tout simplement. »*
> *(Espagne - n°5 : F, 60 ans, veuve, deux enfants, très entourée, diplôme professionnel, expérience professionnelle stable)*

Contrairement aux allocataires proches de l'*apathie* et du *mécontentement*, pour qui le collectif et plus généralement la citoyenneté étaient des concepts inaccessibles à l'expérience individuelle, les allocataires dont le rapport au politique se rapproche de la *perplexité* ont un rapport spontané et 'naturel' à la citoyenneté qu'ils comprennent sous sa double dimension juridique – posséder une nationalité qui donne des droits civils et politiques – et politique – détenir une part de la souveraineté politique et par là même des devoirs. En outre, la confiance[283] dont ils font preuve tant à l'égard de leurs proches (*interpersonal trust*) que de leurs concitoyens (*political trust*) souligne bien la réalité, pour ces personnes, du lien de citoyenneté *i.e.* d'un lien politique entre des hommes vivant dans une même organisation politique. Leur sentiment d'avoir une place dans la société, en tant que citoyen et à une plus petite échelle en tant que membre d'un groupe social, permet le déploiement de la *perplexité*. En effet, être rassuré sur sa place dans la société est une condition préalable à une réflexion

[283] Rappelons que pour Almond et Verba, la confiance, décomposée dans le cadre de l'enquête statistique comparative en *interpersonal trust* et *political trust*, est un principe fondateur de la *civic culture*, de l'esprit démocratique. *Cf.* ALMOND, Gabriel Abraham, VERBA, Sidney, *The Civic Culture : Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, Princeton, Princeton University Press, 1963.

politique qui fait table rase des appartenances traditionnelles pour tenter de construire une « opinion objective ».

I.4 Une attitude dubitative à l'égard des hommes politiques : vers un désenchantement du monde politique ?

La *perplexité*, nous l'avons vu précédemment, se caractérise par la difficulté à dépasser des points de vue contradictoires, la tendance à préférer la juxtaposition de faits se mettant mutuellement en doute. Les personnes en situation défavorisée dont le rapport au politique se rapproche de cet idéal-type font preuve d'une grande modération dans leurs énoncés, y compris à l'égard de la corruption.

a) Un regard distancié et modéré sur les scandales politiques

Cette modération ne signifie pas laxisme ; la *perplexité* ne va pas de pair avec un quelconque relativisme moral.

> *« Il y a du bon comme on dit, et puis il y a du moins bon, et il y a du mauvais aussi. Parce que par exemple, quand on parle au niveau des pots-de-vin, des dessous de tables, et puis les détournements et tout ça. Donc il y a du mauvais aussi. Et pourtant, c'est vrai qu'il y en a des élus qui sont honnêtes et qui font très bien leur travail. Mais c'est vrai que quand on sait pas trop, on retient surtout ce qui est mauvais ça fait de l'ombre pour les autres. Ceux qui ont les mains sales comme on dit, jettent l'opprobre sur les autres. »*
> *(France - n°28 : H, 35 ans, antillais, célibataire, BEP, expérience professionnelle instable)*

> *«* - Vous vous rappelez des scandales socialistes du G.A.L. ?
> *- C'est que je ne trouve pas juste de critiquer l'un ou l'autre… Comme je suis apolitique, je ne peux pas critiquer qui que ce soit. Comme on dit, chacun voit midi à sa porte ; Dans tous les partis… Par exemple, le gouvernement actuel a aussi ses scandales et ses mensonges.*
> - Vous pensez au scandale Gescartera ?
> *- Précisément. […] Mais je crois que tous ceux qui arrivent au sommet… c'est très tentant, je crois que tous piochent un peu dans la caisse. Je peux pas dire que ça me scandalise… Enfin si, ça me scandalise qu'ils aient un tel culot. Ce sont vraiment des filous. »*
> *(Espagne - n°7 : F, 37 ans, mère célibataire, 1 enfant, bien entourée, diplôme professionnel, expérience professionnelle instable)*

Les allocataires se gardent de condamner l'ensemble de la classe politique et soulignent plutôt que, n'appartenant pas au 'sérail', ils n'ont pas les moyens d'être *« vraiment »* informés, donc de savoir si tel homme politique est ou non corrompu. À ce sujet, ils soulignent leur méfiance à l'encontre des media soupçonnés d'exploiter les scandales pour augmenter leur tirage, la question de la corruption pouvant donner lieu à des calomnies. La

perplexité va ainsi de pair avec une prise de distance vis-à-vis des informations politiques les plus sensationnelles.

> *« C'est un petit peu des rapaces et dès qu'il y a une affaire, on ne parle que de ça »*
> *(France - n°1 : F, 52 ans, veuve, 5 enfants dont 1 à charge, très entourée, CAP, expérience professionnelles instable, CES)*

> *« Tous ces journaux à scandales,* News of the World*, le* Sun*, le* Daily*, ils ont quand même des pratiques dégoûtantes. Tout ça pour vendre et augmenter leurs profits qui sont déjà énormes. Je ne vais pas prétendre que je ne les lis pas s'ils me tombent sous la main, mais je trouve que… Ce n'est pas bien. »*
> *(Angleterre - n°5 : F, 24 ans, originaire de Zambie, mère célibataire, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 16 ans, GCSE, expérience professionnelle instable)*

Cette défiance semble entrer en contradiction avec la confiance générale dont font preuve les allocataires proches de la *perplexité*. On pourrait penser qu'elle provient de la conscience que les organes médiatiques ne sont pas impartiaux, que les informations sont politiquement connotées. Or cette hypothèse n'est pas corroborée par l'ensemble des entretiens qui soulignent au contraire le professionnalisme des journalistes et la clarté de leurs explications. La *perplexité* n'implique pas pour autant une quelconque naïveté postulant l'impartialité des informations ; les personnes proches de ce rapport au politique estiment que, connaissant la 'couleur' politique d'un journal, ils peuvent le lire ou l'écouter en toute connaissance de cause, de préférence en recourrant à des sources de différentes affinités, *« pour entendre les deux versions »*. La méfiance à l'encontre des media, concernant les affaires de corruption, est liée à leur recherche d'audience ; les media sont suspectés de céder au sensationnalisme, quitte à propager de fausses informations, plutôt que de diffuser des informations moins spectaculaires mais plus sérieuses.

> *« C'est vrai que Jacques Chirac, c'est quelqu'un qui dégageait une énergie, qui avait une force de caractère, qui m'épatait. […]Quelque part, j'ai quand même été déçu d'apprendre pas mal de trucs sur Jacques Chirac. D'abord les affaires de la mairie de Paris, les H.L.M. tout ça… »*
> *(France - n°28 : H, 35 ans, antillais, célibataire, BEP, expérience professionnelle instable)*

Si les affaires de corruption sont perçues par les allocataires proches de la *perplexité* comme un moyen 'facile' de susciter l'intérêt des citoyens-spectateurs, les hommes politiques ne sont pas pour autant excusés ou admirés. Certes la corruption, dans l'hypothèse où elle serait avérée est jugée inacceptable sur le plan moral et très décevante d'un point de vue personnel. Cependant, les allocataires demeurent habités d'un doute persistant : Ces informations sont-elles vraies et complètes ou visent-elles uniquement à faire grimper les audiences ? La culpabilité de celui-ci signifie-t-elle l'innocence de tel autre ? Pourquoi condamner celui qui est jeté en pâture aux media alors que d'autres sont également coupables ?

b) Doute quant aux capacités des gouvernants et conscience de la complexité des décisions politiques

De manière générale, les opinions exprimées sur les hommes politiques sont mitigées et distantes ; elles s'appuient essentiellement sur les actions des élus lorsqu'ils étaient au pouvoir, beaucoup plus rarement sur leurs promesses ou leurs apparences plus ou moins sympathiques. L'intelligence, permettant aux hommes politiques d'appréhender la globalité des problèmes pour leur trouver des solutions, est mise en avant comme une qualité nécessaire.

La *perplexité* se traduit parmi les bénéficiaires de l'*income support* par une grande indécision en ce qui concerne les hommes politiques, à commencer par un doute quant à leur implication dans les problèmes sociétaux et leur aptitude à les résoudre.

> *«* - Que pensez-vous des hommes politiques ?
> *- Ils sont très bons… C'est vrai qu'ils se soucient bien plus des gens qu'auparavant. Mais ils n'ont pas été très à l'écoute récemment. Ils devraient sortir de temps en temps et voir ce qui se passe… être davantage en contact avec les gens.*
> - Vous trouvez qu'ils sont différents les uns des autres ?
> *- Oui. (silence) En fait, non. Ils se ressemblent tous plus ou moins. Pour eux, la politique, c'est un job comme un autre. En cela, la politique a beaucoup changé ces dernières années. Quand ils ont fini leur mandat, ils se demandent 'Dans quoi vais-je travailler maintenant ?' Ils ont le pouvoir. »*
> *(Angleterre -n°8 : H, 57 ans, irlandais, divorcé, 2 enfants, scolarisé jusqu'à 16 ans)*

> *« C'est vrai qu'ils ont une certaine compétence… Mais de mon point de vue, les hommes politiques ne savent rien, vous savez. C'est un club très fermé. Ils vont dans des* private schools*, ils ont leurs propres cercles de sociabilité et ils ne se mélangent pas au reste de la population. Donc ils ne savent pas vraiment. Ils ont la richesse et le pouvoir, et ils ne savent pas ce que c'est d'être pauvres. »*
> *(Angleterre - n°5 : F, 24 ans, originaire de Zambie, mère célibataire, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 16 ans, GCSE, expérience professionnelle instable)*

Leur image de professionnels de la politique, issus des meilleures écoles, leur confère une certaine autorité intellectuelle. Les personnes proches de la *perplexité* les trouvent intelligents – l'intelligence étant une qualité estimée indispensable pour appréhender les problèmes complexes de la société – mais également trop éloignés du peuple pour réellement le comprendre et partager ses soucis, son destin.

Les valeurs humaines sont, comme pour tous les allocataires quel que soit leur rapport au politique, jugées les plus importantes : intégrité, proximité, ouverture d'esprit, sincérité, telles sont les qualités qui feraient le plus défaut aux hommes politiques. Les allocataires du revenu minimum proches de la *perplexité* sont particulièrement sensibles à la distance existant entre les hommes politiques et le peuple.

> *« Je trouve qu'il y a une trop grande scission entre le peuple et ces gens-là qui baignent dans leur milieu bien confortable et qui prennent pas forcément les décisions qui soient en faveur des gens défavorisés, enfin des gens qui n'ont pas leur statut. […] Il faudrait une plus grande proximité entre le peuple et l'État en fait, une proximité moins théorique, des débats, des choses sur le long terme. Plus interactif. »*
> *(France - n°7 : H, 25 ans, célibataire, assez isolé, études supérieures)*

> *« Ils devraient être plus réalistes, plus proches de nous. Être réaliste, ce serait prendre une calculette, aller au supermarché, regarder les tarifs de l'électricité, faire quelques calculs avec les salaires que touchent les gens. Parce que eux, ils ont des salaires énormes, des fortunes, ils ne comprennent pas ce que c'est. S'ils devaient avoir un salaire normal, tout paraît cher. Ils ne pensent pas assez aux petits. »*
> *(France - n°12 : F, 53 ans, divorcée, Bac pro, ex-commerçante, actuellement en CEC)*

Cette distance est une fois de plus interprétée comme une incapacité à comprendre *« ce que c'est »*, faute d'en avoir fait personnellement l'expérience. Ainsi, ces allocataires pourtant diplômés partagent une opinion commune aux catégories populaires, à savoir la conviction que la connaissance ne peut être atteinte que par l'expérience :

> *« C'est pas le tout de dire 'Moi j'arrive, j'ai des diplômes, je veux…'. Faut faire ses preuves. »*
> *(France - n°1 : F, 52 ans, veuve, 5 enfants dont 1 à charge, très entourée, CAP, expérience professionnelles instable, CES)*

D'où une méfiance difficilement surmontable à l'égard d'hommes politiques qui les représentent sans être issus de leurs rangs. Cet écart entre les électeurs et les élus donne également lieu, chez les allocataires proches de la *perplexité*, à des doutes quant à leur capacité à se faire entendre des gouvernants.

> *« On peut pas se faire entendre, c'est trop haut. Enfin si, au niveau régional, si, parce que… si on veut vraiment, il faut oser aller taper aux portes. »*
> *(France - n°1 : F, 52 ans, veuve, 5 enfants dont 1 à charge, très entourée, CAP, expérience professionnelles instable, CES)*

Finalement, la réussite des hommes politiques est perçue de manière ambivalente : positive car elle démontre une aptitude à prendre de bonnes décisions, négative car elle manifesterait une ambition personnelle plutôt qu'un désir sincère d'agir pour le bien commun. Cette confiance mesurée à l'égard des hommes politiques ainsi que l'attention portée à leur compétence se retrouvent parmi les allocataires du revenu minimum des trois pays. Si, en ce qui concerne la gestion des fonds publics et la possibilité d'actes de corruption, les personnes proches de la *perplexité* refusent de généraliser à l'ensemble de la classe politique, ils se montrent beaucoup moins compréhensifs en ce qui concerne leurs discours et promesses.

Le fait que les personnes en situation défavorisée proches de la *perplexité* soient conscientes des artifices du débat politique ne les éloigne pourtant pas de l'une des caractéristiques fondamentales d'un rapport populaire au politique, observée déjà dans le cadre de l'*apathie*, à savoir la peur d'être leurré. Toutefois, cette crainte de « se faire rouler »

est fondée, dans le cadre de la *perplexité*, sur une analyse plus fine de leurs propres insuffisances et sur la complexité des problèmes politiques, plutôt que sur le soupçon à l'égard des hommes politiques. C'est le cas de ce jeune allocataire :

> *« Je trouve que les idées sont parfois bonnes. Mais en tant que personne du peuple, je trouve que c'est difficile parfois de savoir s'ils nous pondent un projet qui est intéressant ou non. Parce qu'en fait, on ne connaît pas assez bien les infrastructures, les institutions, pour savoir vraiment… Par exemple au niveau économique, c'est vrai qu'on est pas très bien placés pour savoir au niveau économique si telle ou telle mesure va être vraiment très efficace. Je pense qu'il faut plutôt être de la partie pour pouvoir juger. C'est pour ça que j'aurais plutôt tendance, en général, à faire confiance aux hommes politiques. »*
> *(France - n°16 : H, 27 ans, célibataire, études supérieures)*

Semblable approche du politique peut être qualifiée de pragmatique dans la mesure où les hommes politiques suscitent moins l'intérêt pour leur personnalité ou leur apparence que pour les mesures concrètes qu'ils proposent et les programmes politiques qu'ils défendent. Dans les trois pays, les allocataires proches de la *perplexité* se montrent en outre souvent conscients des contraintes bureaucratiques et des limites que les élus rencontrent en termes de législation, de budget, de charge de travail.

> *« Sûrement que de loin, ça nous paraît beaucoup plus simple… Mais tu n'y parviendrais pas non plus. C'est ce qui leur arrive. Ils parviennent au pouvoir et ils e rendent compte que les choses sont tellement difficiles, tellement structurées, tellement corrompues, qu'ils ne peuvent pas faire grand-chose. Nous, on a l'impression qu'ils font tout de façon lamentable, mais ils font ce qu'ils peuvent. C'est un peu facile de juger quand on n'a pas des décisions à prendre pour des millions et des millions de pesetas. »*
> *(Espagne - n°2 : F, 34 ans, célibataire, très entourée, scolarisée jusqu'à 14 ans et cours du soir, expérience professionnelle instable)*

> *« Être à la tête de tout et gérer tout, c'est pas possible. Un être humain peut pas le faire. Un homme politique, c'est un homme de paille n'importe comment, il est là pour signer au bas des chèques. […] Il faut une personne physique pour représenter, mais les décisions, elles se prennent par derrière. Parce qu'il faut pas croire, ils peuvent pas tout faire tout seuls, ils ont des conseillers qui lisent les dossiers pour eux, et d'une certaine façon, c'est ceux-là qui décident. Enfin je crois. »*
> *(France - n°1 : F, 52 ans, veuve, 5 enfants dont 1 à charge, très entourée, CAP, expérience professionnelles instable, CES)*

Tandis que l'*apathie* et le *mécontentement* s'accompagnent d'une grande intransigeance à l'égard des hommes politiques, la *perplexité* va au contraire de pair avec un mouvement de compréhension. Conscients de la complexité des problématiques posées aux gouvernants par le chômage, le vieillissement de la population, les difficultés financières des organismes assistanciels entre autres, les personnes proches de la *perplexité* font preuve d'empathie, concevant que les hommes politiques doivent procéder à des arbitrages difficiles, susceptibles notamment de les desservir un temps, afin d'atteindre des objectifs à plus long terme. Dans leurs discours, ils se mettent à la place des hommes politiques, obligés de prendre de telles décisions et d'en assumer la responsabilité, ce qu'ils perçoivent comme une charge écrasante. C'est pourquoi, en dépit de leurs déceptions politiques, voire d'un certain désenchantement, ils font preuve d'une indulgence caractéristique de la *perplexité*.

c) Le dévoilement des artifices de la politique : vers un désenchantement

Le niveau d'éducation de ces allocataires leur permet de percevoir les artifices oratoires des hommes politiques et d'en comprendre l'utilité.

> *« Ils s'expriment très bien, certainement mieux que nous. Ils ne cherchent pas leurs mots. Tout est prêt à l'avance, c'est sûr, mais ils sont très à l'aise. De toute façon, c'est leur métier. Un homme politique va vous enrober. Il vous enrobe ça dans du papier d'argent, ça passe tout seul. C'est pas… Ça bute pas… Ils savent comment prendre les gens. Ils croient peut-être pas les trois quarts de ce qu'ils disent, mais ça aussi… Ils arrivent à vous mettre à l'écoute de ce qu'ils racontent, vous prêtez l'oreille quand même à ce qu'ils disent. Mais ils mentent. Parce qu'ils veulent que les gens votent pour eux. Ils leur bourrent le crâne [*Les comen el coco a la gente*]. »*
> *(Espagne - n°5 : F, 50 ans, veuve, 2 enfants, très entourée, diplôme professionnel, parcours professionnel stable)*

> *« En apparence, quand on les voit, ils parlent avec beaucoup d'emphase, ils sont très sûrs de leurs propos et très… C'est vrai, quand on les écoute, tout le monde se laisse plus ou moins avoir. Ils ont un charisme quand même important, sinon ils seraient pas là, ils auraient pas la place qu'ils ont. Mais en fait, on s'aperçoit qu'entre le dialogue et ce qu'ils font, il y a un écart énorme. Ils parlent bien, on comprend ce qu'ils disent, mais ils agissent moins bien qu'ils ne parlent. C'est un discours de séduction en fait. »*
> *(France - n°7 : H, 25 ans, célibataire, assez isolé, études supérieures)*

On remarque d'emblée que le jugement sur les discours politiques n'est pas entièrement péjoratif comme celui des allocataires proches de l'*apathie* et du *mécontentement* pour qui les hommes politiques *« parlent pour ne rien dire »*, *« brassent du vent »*. Les personnes proches de la *perplexité*, au contraire, perçoivent un véritable contenu dans les discours politiques et se montrent assez admiratifs de l'art oratoire déployé pour convaincre, même s'ils sont par ailleurs jugés *« sortis d'une même école, l'E.N.A. »* (dans le cas de la France), *« habillés pareils, tous en costard, l'uniforme »*, *« assez hautains »*. L'entreprise de séduction une fois éventée, il est plus difficile pour les allocataires d'adhérer au fond des discours. Leur absence de préférence partisane, leur perception d'un monde complexe, hiérarchisé mais sans antagonisme majeur, les empêchent sans doute, entre deux arguments avancés par des hommes politiques concurrents, d'en trouver un plus convaincant que l'autre.

Les doutes des bénéficiaires proches de la *perplexité* reposent principalement sur leur sincérité, dans leurs paroles et dans leur souci de l'intérêt général.

> *« Je pense qu'un bon politicien… c'est d'abord celui qui évite de répondre à la question. (rires) Et change de sujet. Il chante les louanges de son parti au passage. Ce ne sont plus de grands affrontements, c'est beaucoup moins explicité, il s'agit surtout d'éviter la question. Il y a une grande différence entre les hommes d'État et les politiciens. Le politicien utilise des trucs pour répondre à la partie de la question qui lui convient, qui le met en valeur, mais il n'y répondra jamais directement. […] ce qui me rend malade avec tous ces politiciens, même ceux du Labour, c'est qu'ils manipulent tellement d'argent…qu'ils ne sont pas vraiment en contact avec la réalité. »*
> *(Angleterre - n°6 : H, 40 ans, sans abri, divorcé, études supérieures, expérience professionnelle dans des postes à responsabilité)*

Ce témoignage nous permet par ailleurs de souligner le regard analytique que les personnes proches de la *perplexité* portent sur les hommes politiques, en particulier lors des émissions télévisées. Ils se montrent attentifs à leurs façons de prendre la parole, à leurs gestes, à leurs *« trucs »* rhétoriques. C'est pourquoi les hommes politiques dotés d'un 'franc-parler' sont les seuls à être vraiment appréciés, dans la mesure où leur langage semble dépourvu des manipulations rhétoriques habituelles. Ainsi en Espagne, Alfonso Guerra, homme politique socialiste connu pour sa faconde et sa tendance à l'invective, reste dans les mémoires comme l'un de ces hommes au franc-parler qui amuse les allocataires de la *renta básica*, de manière similaire à Georges Marchais en France. En Angleterre, si l'action politique de Margaret Thatcher a laissé un très mauvais souvenir – essentiellement du fait de la guerre des Falklands et de l'hiver du mécontentement – en revanche son style politique reste très apprécié : les bénéficiaires de l'*income support* proches de la *perplexité* mentionnent souvent ses allocutions télévisées comme des moments de grande transparence politique, où les buts poursuivis par le Gouvernement étaient exposés sans fard, où les annonces correspondaient aux mesures politiques effectivement mises en place. Ce qui dans leur bouche est énoncé par une formule plusieurs fois réitérée : *« elle faisait ce qu'elle disait et elle disait ce qu'elle faisait »*. Cette correspondance entre les paroles et les actes est respectée et recherchée parmi d'autres hommes politiques.

Bien sûr, Tony Blair est le premier à pâtir de la comparaison car son style politique, caractérisé par la séduction et une communication extrêmement maîtrisée, est ressenti par les bénéficiaires proches de la *perplexité* comme une manipulation visant à dissimuler les objectifs réels de son action politique et, bien sûr, à se faire réélire. Cette façon de considérer les gouvernants en fonction de leur sincérité, de leur fidélité à leurs engagements, se retrouve lorsque les bénéficiaires parlent des qualités des hommes politiques qu'ils préfèrent.

> *« La conviction. Comme Tony Benn. Il écoutait les gens et il respectait ses convictions. Il avait de vraies valeurs, je crois que c'est ce qui manque aujourd'hui. »*
> *(Angleterre -n°8 : H, 57 ans, irlandais, divorcé, 2 enfants, scolarisé jusqu'à 16 ans)*

> *« Celui que j'aimais vraiment beaucoup, c'était Innock Pall. Notamment en raison de son intellect. Il était Conservateur et on pensait qu'il serait Premier Ministre. Mais il était très… quand il avait une opinion, il l'exprimait. Et son ambition de devenir Premier Ministre ne rentrait pas en ligne de compte. Il n'était pas si accro finalement, au sens où Thatcher était en larmes lorsqu'elle a du quitter Downing street. J'étais ravi. Pall faisait partie des premiers ministrables. Il aurait dû dire gentiment son texte, mais il ne l'a pas fait. Au contraire, il a fait un grand discours qui fut présenté par la presse comme du racisme[284]. Sa position pour l'essentiel était que nous ne devrions pas inviter tous ces gens du*

[284] Ce discours, à la rhétorique prophétiste, est souvent désigné comme le *« discours des rivières de sang »*, selon les termes les plus connus du discours. Les personnes en situation défavorisée se rappellent de cette référence très forte aux problèmes raciaux qui pourraient surgir de l'afflux de populations étrangères et de la concurrence entre Blancs et Noirs pour les emplois sous-qualifiés. Ils sont généralement incapables de l'attribuer à Innock Pall. Comme le rappelle le bénéficiaire que nous citons, ce discours a largement été interprété comme un

> *Commonwealth, des Noirs ayant droit à un passeport anglais dans ce pays, sous prétexte que les services de santé, le chemin de fer, les transports londoniens, avaient besoin de main d'œuvre à bas prix. Pall disait que cela allait amener des problèmes raciaux. […] Même s'il savait que cela n'allait pas plaire à la presse, ni au public, il a tout fait pour exprimer son point de vue. […] Un autre homme politique, c'était John Smith, il était leader de l'opposition travailliste. Malheureusement, il est mort. Je l'aimais bien parce qu'il était Labour, authentiquement Labour. »*
> *(Angleterre - n°6 : H, 40 ans, sans abri, divorcé, études supérieures, expérience professionnelle dans des postes à responsabilité)*

On remarque notamment que les hommes politiques les plus appréciés sont d'une génération antérieure à celle actuellement à la tête des principaux partis. Le désenchantement des bénéficiaires proches de la *perplexité* à l'égard de la politique se manifeste par une comparaison avec la classe politique précédente jugée plus intègre, aux dépens de la nouvelle. La connotation nostalgique de ces discours, évoquant un âge d'or ou supposé tel, est récurrente dans les trois pays chez les allocataires les plus âgés qui se rappellent souvent les années 1970 comme une période où la politique avait davantage de sens, où l'espoir d'un monde meilleur était possible, où la mobilisation politique était plus intense qu'aujourd'hui. Le désenchantement actuel résulte de l'incapacité à formuler des choix définitifs dans un monde perçu comme de plus en plus complexe et dans lequel les idéologies proposent des solutions jugées incapables de satisfaire les intérêts de l'ensemble de la population : la perspective d'un monde meilleur a disparu aux yeux des personnes en situation défavorisée. La *perplexité* apparaît ainsi comme un type de rapport au politique caractéristique de l'ère post-communiste.

Que les hommes politiques préférés soient des 'personnalités' au sens où ils se démarquent de l'ensemble de la classe politique par un verbe plus cru, un style direct, voire provocateur, est interprété par les allocataires du revenu minimum comme la marque d'une fidélité à ses convictions. Cette préférence correspond-elle à des aspirations radicales de la part des bénéficiaires proches de la *perplexité* ? En réalité, leurs attentes en matière politique sont peu claires ; au-delà de leur absence de préférence partisane, ils souhaitent une amélioration de la société, qu'ils voudraient plus juste, mais sans que cela passe nécessairement par une intervention de l'État-providence, ou par un prélèvement sur les richesses des catégories supérieures. Leurs opinions politiques ne relèvent pas de la radicalité. Leur préférence pour des hommes politiques au style 'populiste' s'explique par leur souhait d'entendre 'parler vrai'. Notre propos n'est pas de savoir si le 'populisme', réel ou supposé de tel ou tel homme politique, peut être considéré comme un procédé rhétorique visant à

discours raciste, prononcé dans une période, les années 1980, où la question du racisme était très présente en Angleterre.

convaincre un auditoire lassé des discours prudents et convenus. Ce qui importe, c'est que de tels discours soient perçus comme l'expression d'une profonde sincérité et non comme une manipulation. Finalement, les personnes proches de la *perplexité* attendent d'un homme politique qu'il montre le caractère entier de son engagement, la force de ses convictions, mais cela ne suffit pas à les persuader de la justesse des idées politiques qu'il exprime.

Il est singulier que des discours radicaux soient appréciés des personnes en situation défavorisée dont le rapport au politique se rapproche de la *perplexité*, donc d'une certaine indétermination partisane. On retrouve dans leur intérêt pour le discours politique en général et dans leur méfiance à l'encontre des hommes politiques les signes de la « peur de se faire avoir » que Richard Hoggart considérait comme l'un des déterminants de la culture populaire. D'où l'importance accordée à la sincérité des gouvernants : leur apparente franchise semble attester qu'ils ne cherchent pas à leurrer le peuple. En revanche, ces bénéficiaires n'adhèrent pas nécessairement aux 'solutions' proposées par ces hommes politiques. Ils les discutent d'ailleurs assez peu car, outre leur absence de préférence partisane, ils n'ont pas la certitude que la politique soit capable de résoudre les problèmes de la société. Cela peut sembler contradictoire avec leur conviction que la politique a un effet réel sur la société. En fait, ces deux affirmations ne sont pas antithétiques. Les personnes proches de la *perplexité* estiment d'une part que la politique peut agir sur la société, et d'autre part que toute action entraîne des effets pervers que les gouvernants ne sont pas nécessairement capables d'anticiper, d'où leur scepticisme quant à une éventuelle résolution des problèmes sociétaux les plus criants. L'une de leurs principales interrogations est :

> *« Que peuvent-ils faire finalement ? Peuvent-ils vraiment changer les choses ? »*
> *(Angleterre - n°2 : F, 42 ans, divorcée, deux enfants, très entourée, scolarisée jusqu'à 16 ans et cours du soir, parcours professionnel instable).*

À cette question, les allocataires proches de la *perplexité* répondent par la négative.

> *« Il est rare qu'un être humain puisse changer la société. Il y a des exceptions, Martin Luther King, Hitler…mais c'est très rare. Thatcher a sans doute marqué le pays, mais en réalité, ce qu'elle a fait au pays, je ne suis pas sûre qu'elle ait changé quoi que ce soit. Vous avez toujours les mêmes structures, ça marche toujours de la même manière, il y a toujours le peuple tout en bas, la majorité au milieu, et ceux qui sont tout en haut. Elle a peut-être changé des choses qui ont fâché les gens sur le moment, mais au niveau des superstructures, du fonctionnement, elle n'a rien changé. […] Bien sûr, Thatcher a détruit les bases industrielles du pays, mais cela se serait effondré de toute façon. »*
> *(Angleterre - n°2 : F, 42 ans, divorcée, deux enfants, très entourée, scolarisée jusqu'à 16 ans et cours du soir, parcours professionnel instable).*

> *« Je suis très déçu car, dans ce pays du moins, je pencherais plutôt pour le socialisme. Les promesses que le New Labour a faites lors des élections..., et la large majorité qu'ils ont obtenue… Il y avait des gens qui se mettaient en avant en assurant qu'ils allaient appliquer ces promesses. Et au final, ils sont restés très en deçà de toutes leurs promesses électorales. […] Si vous prenez un peu d'altitude et que vous regardez la politique anglaise de ces 30 dernières années… Si vous comparez Ed Heath [Premier*

> *Ministre de 1970 à 1974] et ses positions, il était Conservateur, aux positions de Tony Blair, il n'y a pas vraiment de changement.»*
> *(Angleterre - n°6 : H, 40 ans, sans abri, divorcé, études supérieures, expérience professionnelle dans des postes à responsabilité)*

Le désenchantement politique des bénéficiaires de l'*income support* proches de la *perplexité* manifeste leur déception à l'encontre des gouvernants, qui n'ont pas su résoudre ou prévenir des problèmes sociétaux aussi divers que la détérioration du National Health Service, la pauvreté d'une partie de la population, la surpopulation carcérale, la recrudescence des drogues dures, la cherté du logement, etc. L'on peut parler de 'désenchantement' au sens propre dans la mesure où ces personnes ont dû, par le passé, croire en la capacité du politique à agir sur la société pour la changer. Parmi le petit nombre de bénéficiaires proches de la *perplexité* que nous avons rencontrés, certains étaient relativement jeunes, d'autres plus âgés, mais tous procédaient à une comparaison, d'expérience ou non, entre aujourd'hui et 'hier'. Au-delà d'une image négative pour la classe politique actuelle, il en ressort l'idée que la politique échoue à changer la société. Ainsi, même les transformations rapides opérées sous les gouvernements de Margaret Thatcher sont perçues comme inéluctables : les changements ne sont donc provoqués par la politique mais découlent du déroulement normal des événements.

Cette idée du caractère inévitable de certaines décisions politiques semble très partagée parmi les personnes en situation défavorisée des trois pays, qui manifestent ici un authentique fatalisme. Ils se rangent totalement derrière les discours des gouvernants expliquant le caractère incontournable des décisions les plus douloureuses au nom du réalisme politique. Dans le cas de la France, l'occurrence de plusieurs scenarii de cohabitation a insinué dans les esprits des allocataires proches de la *perplexité* qu'une 'entente' était possible entre Droite et Gauche, certes contre leur gré, mais tout de même possible. Ces cohabitations, rendant l'attribution des décisions politiques moins évidentes avec le recul du temps et les imprécisions de la mémoire, confortent les allocataires du R.M.I. dans l'idée que quel que soit le parti détenant les rênes de l'exécutif, des décisions similaires auraient été prises.

> *« Il y a une différence entre la gauche de cette bande de sauvages [Herri Batasuna] et les autres partis. Mais entre le P.S.O.E. et le P.P…. Quand on reste à la théorie, avant qu'ils soient au pouvoir, ils sont peut-être différents, mais une fois au pouvoir… Je crois qu'il y a comme une main noire ici [elle fait des geste incompréhensibles] qui dit 'on ne peut pas faire ceci, il faut faire ça'. Et finalement, ils font tout pareil. »*
> *(Espagne - n°7 : F, 37 ans, mère célibataire, 1 enfant, très entourée, formation professionnelle, parcours professionnel instable)*

Comme en témoigne l'extrait ci-dessus, le caractère inéluctable des orientations politiques est également perceptible en Espagne : bien que différents *« en théorie »*, le parti

socialiste et le parti populaire ne sont pas perçus comme ayant mené des politiques radicalement de Gauche ou de Droite. Le fatalisme observé dans le cadre de la *perplexité* a plusieurs effets. D'une part, il va à l'encontre de tout désir de rébellion contre des décisions politiques, puisque celles-ci sont inévitables et que tout parti au pouvoir se verrait contraint par la *« main noire »* du réalisme politique d'agir de même. D'autre part, puisque les décisions politiques sont inévitables, elles ne constituent pas des choix partisans, les gouvernants sont donc perçus ni plus ni moins que comme des gestionnaires des affaires courantes de l'État, à qui s'imposent des décisions transcendantes contre lesquelles ils ne sauraient lutter.

Les bénéficiaires du revenu minimum proches de la *perplexité* ont perdu leur croyance en la politique comme agent de transformation de la société. Ce que nous appelons leur 'désenchantement politique'. Cette attitude oriente leurs opinions sur les hommes politiques, mais aussi sur les programmes politiques et les actions gouvernementales. Elle est liée à la disparition des identifications collectives de ces individus, qui n'ont plus de repères leur permettant de se positionner au sein de la société. Ils adoptent un relativisme qui les conduit à penser que toutes les politiques qui sont menées se ressemblent et un fatalisme qui les convainc qu'elles seraient menées quoi qu'il arrive.

II. Les cultures nationales comme cadre interprétatif de la *perplexité*

La *perplexité* constitue un type de rapport au politique dont l'expression est remarquablement semblable d'un pays à l'autre. À Chartres, à Pampelune comme à Oxford, les bénéficiaires du revenu minimum expriment, avec la même modération et le même effort d'objectivité, les interrogations et les hésitations provoquées par les transformations du monde et du contexte politique. Ce type connaît pourtant des variations nationales, légères mais notables, en fonction des contextes politiques des trois pays. Elles font l'objet de cette deuxième section.

En France où le clivage Gauche/Droite structure fortement le champ politique, l'affaiblissement de ce clivage est perçu de manière beaucoup plus forte par les allocataires du R.M.I. en comparaison de l'Angleterre et de l'Espagne, entraînant un sentiment d'être désorienté dans un contexte idéologique en reconstruction alors que le monde dans lequel ils

ont été politisés faisait sens. En Angleterre, le rôle des appartenances de classe, dont l'affaiblissement est patent dans l'identité sociale des bénéficiaires de l'*income support* proches de la *perplexité*, semble jouer un rôle central dans les formes particulières de la *perplexité* dans ce pays, entraînant en particulier la remise en cause du bipartisme. Enfin en Espagne, le contexte historique fut peu favorable à la socialisation politique des individus. Les bénéficiaires de la *renta básica* n'ont donc pas hérité d'un intérêt pour la politique ni de préférences partisanes. Ceux qui se rapprochent de la *perplexité* semblent s'efforcer de construire, sur des bases nouvelles, cette mobilisation politique.

II.1 Confusion idéologique en France

La formulation d'une préférence partisane est d'autant plus difficile pour les allocataires du R.M.I. proches de la *perplexité* que le clivage Gauche/Droite, qui structure l'essentiel des débats dans la vie politique française, leur apparaît caduc. Non pas qu'ils ignorent les grands clivages idéologiques entre les deux tendances, mais ceux-ci leur semblent dépassés. Alors que nombres d'observateurs s'accordent pour reconnaître que, dans l'ensemble des démocraties occidentales, les élections se jouent de plus en plus au centre et que les politiques des uns et des autres sont de plus en plus convergentes, en quoi y a-t-il là une spécificité nationale ? En Angleterre, bien que les bénéficiaires de l'*income support* proches de la *perplexité* s'accordent sur le diagnostic d'une atténuation des différences entre les politiques prônées par les Conservateurs et les Travaillistes, la permanence d'électorats bien distincts pour chaque parti, ainsi que le rôle des institutions dans la perpétuation d'un système bipartite, assurent la continuité du clivage Gauche/Droite. L'atténuation de ce clivage n'est donc pas perçue par les Britanniques comme un bouleversement de la même ampleur que pour les Français. Concernant l'Espagne, l'Histoire a donné au clivage Gauche/Droite une résonance tragique par l'opposition des républicains et des nationalistes lors de la Guerre civile qui prit une dimension à la fois religieuse, sociale et idéologique. Après la mort de Franco, la transition démocratique fut effectuée dans le souci du consensus, de la légalisation des partis politiques interdits sous le franquisme et de la normalisation de la Droite franquiste dans le paysage pluripartite de l'Espagne démocratique. Il semble que tant les gouvernants que les simples citoyens aient évité de ranimer le clivage Gauche/Droite, promouvant plutôt des objectifs communs : le retour dans le cercle des nations démocratiques, le rattrapage économique, l'entrée dans l'Europe. Si le clivage Gauche/Droite est aujourd'hui atténué en

Espagne en comparaison du passé, il ne semble pas que cet affaiblissement soit à mettre en relation avec les remous idéologiques consécutifs à la chute de l'Union soviétique, il ne constitue pas un bouleversement dans les représentations politiques des allocataires de la *renta básica*. Selon moi, c'est en France que cette question s'avère réellement centrale dans la *perplexité* des personnes en situation défavorisée.

a) L'affaiblissement du clivage Gauche/Droite

Le clivage Gauche/Droite, selon les bénéficiaires du R.M.I., subsisterait dans la mesure où il détermine les règles de l'affrontement entre les partis pour la conquête du pouvoir, mais aurait perdu l'essentiel de ses fondements théoriques et de ses motivations en termes de politiques publiques prioritaires.

> *« Pfff… Ben la gauche est plus portée sur les problèmes sociaux. Alors que la Droite moins, quand même. C'est ce qui les différencie je pense, en partie. Non, sinon, à part ça, je vois plus tellement de grand point qui les différencie en fait. »*
> *(France - n°7 : H, 25 ans, célibataire, assez isolé, études supérieures)*

Dans l'ensemble, les allocataires estiment que Droite et Gauche sont *« un petit peu la même chose »*, une opinion encore accrue par les alliances d'entre-deux-tours, l'apparente facilité des hommes politiques à s'accommoder des cohabitations et l'observation des politiques menées par les uns et les autres. Leur compréhension dépasse la vision caricaturale des allocataires proches du *mécontentement* estimant que 'la Gauche fait une politique de Droite et la Droite une politique de Gauche'. Ils avancent les obligations du gouvernement vis-à-vis de l'Europe qui, *de facto*, contraignent les politiques et limitent les différences possibles entre politiques de Droite et de Gauche. Ils soulignent que la Gauche, du fait de la législation européenne, a procédé à des privatisations d'entreprises nationales, tandis que la Droite, même si elle est *« moins sociale »*, défend *« quand même la protection sociale à la française »*.

Les personnes en situation défavorisée proches de la *perplexité* sont imperméables aux idéologies, souvent dénoncées comme *« démagogies »*, car elles les jugent inadaptées à la complexité du monde contemporain.

> *« La Gauche et la Droite pour moi, ça s'opposait toujours. Il y avait Gauche, très social, et Droite, très libéral, l'entreprise en fait. Mais c'est pour ça que c'est totalement dépassé à mon avis la Gauche et la Droite, je pense qu'il faut vraiment une société qui ne parle plus de Gauche ni de Droite mais qui s'intéresse vraiment au côté humain, social et en même temps le côté entrepreneur. »*
> *(France - n°16 : H, 27 ans, célibataire, études supérieures)*

Les allocataires dont le rapport au politique se rapproche de la *perplexité* sont sensibles aux aspects pragmatiques de la politique et se méfient des idéologies. Ils connaissent bien les hommes politiques, qu'ils regardent régulièrement à la télévision, mais s'intéressent avant tout à l'évaluation des politiques publiques : Sont-elles *« concrètes »* ? – un terme généralement employé pour désigner l'efficacité immédiate – Obtiennent-elles des résultats ? Comment en être certain dans un environnement complexe où les citoyens ne possèdent pas tous les tenants et aboutissants pour formuler un jugement ? Telles sont les questions qui taraudent les plus perplexes parmi les personnes en situation défavorisée.

b) Une méfiance à l'égard des chiffres du chômage

Les opinions sur les politiques publiques – en particulier celles du gouvernement Jospin en place au début de l'enquête – manifestent la position ambivalente des personnes proches de la *perplexité*, leurs incertitudes.

> « - Êtes-vous satisfait du gouvernement ?
> *- Disons que c'est difficile quelque part à juger un gouvernement, parce que souvent on sait pas trop. […] Même les organismes officiels tout ça, on sait pas si ils sont de mèche avec le gouvernement. Donc les chiffres qu'on nous sort, est-ce qu'il faut vraiment en tenir compte ? Si on voit les chiffres qu'on nous donne sur le chômage depuis quelques temps, si je tiens compte de ces chiffres, si vraiment ça reflète la réalité, je pourrais dire que je suis satisfait, même si ça me touche pas personnellement, puisque moi je suis toujours demandeur d'emploi, mais tant mieux pour les autres s'il y a une amélioration. Mais si peut-être ils modifient, ils font des magouilles, ils falsifient les chiffres tout ça, non. Allez savoir. Mais en apparence, en apparence, il s'en sort plutôt bien je dirais, je gouvernement Jospin, de mon point de vue personnel. »*
> *(France - n°28 : H, 35 ans, antillais, célibataire, BEP, expérience professionnelle instable)*

> *« Il y a des choses qui sont faites. Ils ont le courage d'essayer des choses. Maintenant, je crois pas que ce soit forcément des bonnes choses qui sont faites. Moi, ce que j'aime bien avec le gouvernement actuel, c'est vraiment qu'ils essaient de faire quelque chose de concret. Je suis pas persuadé que ça donne vraiment des résultats. Parce que là, effectivement le chômage a baissé, notamment avec tous les emplois-jeunes qu'ils ont pris. Mais là, qu'est-ce qu'il va se passer ? Ça va peut-être être la Droite qui va revenir, ils vont se retrouver avec des chômeurs issus des emplois-jeunes, et on va encore dire, 'Voilà, la Droite, le chômage qui remonte'. Sans être de Droite ni de Gauche, ça je m'en fiche complètement, mais il y a ça aussi qui me gêne un petit peu. »*
> *(France - n°16 : H, 27 ans, célibataire, études supérieures)*

> *« Il y a eu pire. C'est triste à dire, mais pour l'instant, de ce qu'on voit, parce que ce qui est caché on ne sait pas, j'ai l'impression qu'il doit y avoir moins d'argent gaspillé maintenant que durant le septennat passé. […] Ils disent que le chômage a baissé. Le chômage a pas baissé. C'est qu'il y a beaucoup de gens en stages, il y a beaucoup de gens en formation. »*
> *(France - n°12 : F, 53 ans, divorcée, Bac pro, ex-commerçante, actuellement en CEC)*

D'emblée, on peut noter que l'opinion sur le gouvernement Jospin était plutôt positive. Les allocataires lui reconnaissaient tout du moins, au moment de l'enquête, de faire des efforts en matière de lutte contre le chômage. Pour autant, peut-on considérer que les Français en situation défavorisée proches de la *perplexité* seraient davantage favorable à la Gauche ?

Ils avancent plusieurs raisons leur permettant de mettre en doute l'efficacité de ces politiques. On retrouve ici la méfiance déjà mentionnée quant à la fiabilité des sources, qu'il s'agisse des media, comme évoqué précédemment [*cf.* p.394-395], ou comme ici des organismes publics produisant les statistiques nationales. Ils mobilisent également leur expérience personnelle pour mettre en doute la baisse annoncée du chômage : tous ces allocataires du R.M.I. savent que dès lors qu'ils sont en formation ou en C.E.S., ils ne sont plus comptabilisés comme chômeurs, même si tel est toujours leur ressenti. Un jeune homme développe un argument soulignant que la durée limitée des emplois-jeunes, perçu par lui comme un nouveau type de contrat aidé, ne fait que reporter le problème de 5 ans, un argument souvent avancé par le M.E.D.E.F. et l'opposition de Droite, et auquel il est d'autant plus sensible que sa petite amie bénéficie de ce dispositif et

> *« n'a ni statut ni perspectives. […] Ça débouche sur rien du tout, il y a pas de formation derrière. Donc ce n'est que retarder l'échéance du chômage. Et puis les trois quarts du temps, ce sont quand même des emplois…pas fictifs, mais des emplois peu intéressants. »*
> *(France - n°16 : H, 27 ans, célibataire, études supérieures)*

Les emplois-jeunes sont perçus comme un artifice pour diminuer le nombre de chômeurs, *« comme le service militaire avant… »*. Les allocataires du R.M.I. de manière générale ont le sentiment que les chiffres du chômage sont manipulés par les hommes politiques et ne traduisent pas la réalité. Ceux dont le rapport au politique se rapproche de la *perplexité* ont pour caractéristique de ne pas nourrir ce soupçon d'une simple méfiance généralisée vis-à-vis des hommes politiques, ni de leur seul exemple personnel. Ils font notamment très bien la distinction entre leur situation – le chômage – et une tendance générale – la baisse du chômage. La mesure emblématique de ce gouvernement en particulier, les 35 heures, donnent lieu à de nombreuses démonstrations contradictoires qui se font l'écho des arguments avancés par la Gauche pour justifier sa politique comme par la Droite pour la critiquer. Ayant retenu et compris l'essentiel des deux argumentations, les allocataires les exposent parallèlement et laissent à l'avenir le soin de trancher de l'efficacité ou non de la réduction du temps de travail.

> *« 35 heures, ça veut pas dire grand-chose en fait, c'est une moyenne sur l'année, donc on peut très bien faire 40 heures par semaine. Donc je trouve que c'est pas une mesure qui aide tellement, qui est en faveur des employés et du patronat non plus, je pense pas. Maintenant, faut voir. »*
> *(France - n°7 : H, 25 ans, célibataire, assez isolé, études supérieures)*

Dans l'ensemble, en dépit de leurs doutes, les allocataires proches de la *perplexité* se montrent relativement satisfaits du gouvernement. Nous pouvons émettre l'hypothèse que ces allocataires sont légèrement plus attirés par la Gauche, car ils ont le sentiment que la Gauche leur est *« plus favorable que la Droite »* comme le souligne un allocataire abstentionniste. Un

autre allocataire, qui est passé *« naturellement »* de François Mitterrand à Jacques Chirac, explique :

> *« Je dirais que la Gauche, d'une manière générale, prend plus de mesures en faveur des défavorisés. que la Droite. »*
> *(France - n°28 : H, 35 ans, antillais, célibataire, BEP, expérience professionnelle instable)*

Il conviendrait cependant de nuancer cette tendance en faveur de la Gauche. En effet, elle ne correspond ni à une appartenance, ni à une véritable adhésion ; elle n'empêche nullement les allocataires proches de la *perplexité* de s'abstenir ou de voter pour la Droite, notamment parce qu'ils avancent des arguments qui contrebalancent la dimension *« plus sociale »* de la Gauche. Ils estiment en outre qu'un gouvernement ne doit pas agir uniquement en faveur des plus défavorisés mais en prenant en compte l'intérêt national dans son ensemble. Leur rapport au politique, la *perplexité*, correspond à une vision compréhensive du politique, de la gestion des hommes en société, sans orientation politicienne qui détermine leurs représentations. Ce rapport au politique est donc extrêmement lié au phénomène de volatilité électorale. Signalons enfin que le fatalisme des personnes proches de la *perplexité*, leur fait justifier la mise en place de certaines politiques comme des décisions incontournables : une telle attitude pourrait les pousser à soutenir le parti au pouvoir, quel qu'il soit, au moment où celui-ci bénéficie d'un temps de parole médiatique conséquent pour expliquer les motivations de ses orientations gouvernementales.

II.2 L'affaiblissement des appartenances collectives en Angleterre

En Angleterre, on peut observer une certaine permanence des appartenances de classe, en particulier de l'identification des personnes en situation défavorisées à la *working class* ou à l'*underclass*, qui déterminent encore largement les préférences partisanes des individus. Cependant, on constate une érosion de ces appartenances ; c'est le cas des personnes proches de la *perplexité* qui rejettent tout enfermement dans une catégorie.

a) Le refus des identités catégorielles imposées

La plupart des bénéficiaires de l'*income support* sont issus des catégories populaires, c'est également le cas de ceux dont le comportement politique se rapproche de la *perplexité*. Par exemple, ce bénéficiaire du revenu minimum, chômeur, qui a toujours vécu à Oxford, est

de son propre aveu un enfant de la classe ouvrière. Il a connu une socialisation politique très forte dès l'enfance et même une politisation en faveur du Labour. Cependant cette préférence partisane s'est progressivement effacée, peut-être en corrélation avec la détérioration de sa situation personnelle. L'évolution historique des rapports de force entre le parti Travailliste et le parti Conservateur, l'évolution de leurs électorats, de leurs programmes, au cours des quarante dernières années qui correspondent à sa vie d'adulte, l'intéressent tout particulièrement.

> « - Est-ce que vous vous intéressez à la politique ?
> *- Ça a pu arriver. (silence) La politique a beaucoup changé ces dernières années. Il y a… entre 10 et 20 ans, il y avait beaucoup de valeurs dans la politique, maintenant, c'est… tous des politiciens, ils sont là pour parler. […]*
> - C'est pour cela que vous vous êtes un peu désintéressé de la politique ?
> *- Non. J'ai simplement des choses plus urgentes à faire, comme de retrouver un travail. Je dois d'abord résoudre les problèmes matériels. Mon père était un homme politique. Travailliste. Il était conseiller municipal à Oxford. C'était il y a des années.*
> - Vous avez donc été élevé dans la politique…
> *- Oui. (rire) J'ai fait mes premiers pas en accompagnant mon père au bureau local du Labour.*
> - Et vous avez déjà adhéré à un parti ou à un syndicat ?
> *- Non. J'ai failli adhérer au parti communiste, mais finalement non… La bonne chose en démocratie, c'est que toutes les opinions peuvent exister. »*
> *(Angleterre -n°8 : H, 57 ans, irlandais, divorcé, 2 enfants, scolarisé jusqu'à 16 ans)*

Cet homme se déclare désormais plutôt incertain dans ses choix politiques : il se montre tout au long de l'entretien également critique à l'égard des Conservateurs et des Travaillistes, sans pour autant que cela soit lié au virage au centre du New Labour. Son intérêt demeure, mais l'on perçoit à travers son discours un net détachement vis-à-vis de sa socialisation partisane. De manière très significative, le Labour ne lui semble plus s'imposer comme le parti 'naturel' des catégories populaires. Cet extrait amorce également un certain relativisme politique : *« La bonne chose en démocratie, c'est que toutes les opinions peuvent exister »* dit-il. Son évolution personnelle, en termes de rapport au politique, est vécue comme un détachement à l'égard de la dimension passionnelle, viscérale, de la politique. La *perplexité* est étroitement liée à cette posture d'observateur impartial, émotionnellement détaché, qui autorise les individus proches de ce type de rapport au politique à se sentir libérés de leurs anciennes affiliations pour pouvoir penser par eux-mêmes. Cette dimension du politique est également valorisée en France et en Espagne par les bénéficiaires proches de la *perplexité* pour qui la liberté d'expression et la coexistence d'opinions différentes, voire même très différentes, font toute la valeur d'un système politique.

Pour les bénéficiaires de l'*income support* proches de la *perplexité*, la communauté n'est pas un environnement protecteur. Ils se sentent d'ailleurs davantage isolés que les

bénéficiaires proches d'autres types de rapport au politique ; même ceux qui savent pouvoir compter sur l'aide de leur famille manifestent un intense sentiment de solitude et d'abandon. En effet, leur sentiment communautaire est assez faible, comme l'explique cette allocataire pourtant très impliquée dans le Blackbird Leys Community Center :

> *« Je suppose qu'il y a une communauté, mais pas vraiment de sentiment communautaire. […] Il n'y a pas de vraies conversations entre les gens, beaucoup de langues de vipères. Ça a aussi beaucoup à voir avec l'endroit où vivent les gens. Oxford, comme partout ailleurs a un gros problème de drogue. Moi, faisant le travail que je fais, vivant à Blackbird Leys, je connais des petits dealers de hash. Vous savez forcément qui est impliqué dans le deal de drogue et dans ceci cela. Ça aide pas la confiance. »*
> *(Angleterre - n°2 : F, 42 ans, divorcée, 2 enfants, très entourée, scolarisée jusqu'à 16 ans et cours du soir, parcours professionnel instable)*

Cette autre allocataire, originaire de Zambie, refuse catégoriquement de s'identifier à un groupe quel qu'il soit. Elle fait notamment partie du National Black Youth Forum, mais insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas d'une association s'intéressant spécifiquement aux problèmes de discrimination raciale. En dépit de sa participation associative, de son intégration au sein d'une communauté locale, et de ses liens familiaux (elle est très proche de sa mère et de sa sœur), elle déclare ne pouvoir compter que sur elle-même. Tous les éléments qui la caractérisent extérieurement (être une femme, être noire, être mère célibataire, habiter un quartier défavorisé) et pourraient fonder des liens de solidarité avec des personnes dans sa situation sont rejetés car elle craint d'être réduite à la catégorie simpliste et stigmatisante de 'jeune mère noire célibataire'. Or elle affiche clairement son ambition d'être davantage, d'exister par ses opinions et par ses actions au sein de la société.

> *« Je serais probablement rangée par les autres dans une catégorie, mais moi, je ne me mets dans aucune catégorie. Je suis sûrement stéréotypée par certaines personnes comme une mère célibataire touchant l'*income support*. Vous savez… Je ne pense pas qu'il faut faire sentir aux gens qu'ils doivent appartenir à une catégorie. C'est comme diviser les gens encore plus. »*
> *(Angleterre - n°5 : F, 24 ans, originaire de Zambie, mère célibataire, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 16 ans, GCSE, expérience professionnelle instable)*

Les bénéficiaires proches de la *perplexité* ne s'identifient pas davantage à une classe sociale, 'ouvrière' ou 'inférieure' ou 'pauvre'. Ils rejettent l'idée que leur position sociale détermine leurs préférences partisanes et revendiquent la liberté de réfléchir à la politique sans s'imposer les schémas pré-existants d'une appartenance de classe. En particulier, ils remettent en cause la légitimité du Labour à se présenter comme le parti des catégories populaires. Le Labour a pourtant été, pour la plupart d'entre eux, le premier parti pour lequel ils ont voté. Curieusement, le virage au centre effectué par le New Labour n'est pas désigné comme étant à l'origine de cette remise en question : si le parti est clairement perçu comme beaucoup moins à Gauche que par le passé, voire converti à un libéralisme économique proche de celui du parti Tory, cette mue politique n'est pas critiquée, parfois même saluée pour son efficacité.

Toutefois, cette absence d'identification de classe et d'affiliation partisane ne les empêche pas de percevoir des clivages au sein de la société. Ces clivages ne sont que vaguement définis, mais ils se rapportent avant tout à l'argent.

> « - Pourquoi y a-t-il tous ces problèmes en Grande-Bretagne ?
> *- Je pense que ce qui a été fait de pire, cela a été de détruire les bases industrielles du pays. Maintenant, nous ne sommes plus que dans le secteur des services, et ça continue. […] Il y a toujours eu des pauvres et des riches dans ce pays. Et il y a toujours eu un grand nombre de gens entre les deux. »*
> *(Angleterre - n°2 : F, 42 ans, divorcée, 2 enfants, très entourée, scolarisée jusqu'à 16 ans et cours du soir, parcours professionnel instable)*

> *« - Je pensais que cette société était de plus en plus… moins dirigée par les notions de classe. Mais la tendance s'est renversée, il y a de grandes divisions de classes à l'heure actuelle. […] C'est pour ça que le fils de Tony Blair va réussir dans la vie, parce qu'il aura déjà tous les contacts, toutes les relations. Tout est dicté en fonction de la classe. Et l'appartenance de classe dans ce pays ne dépend plus tant de la naissance que de l'argent. […]*
> - Les clivages de classe s'accentuent ?
> *- Oui. Enfin, certaines choses s'améliorent. Prenez le racisme par exemple. C'est un processus très lent, mais comparé à il y a 30 ans, il y a moins de racisme qu'auparavant. »*
> *(Angleterre - n°6 : H, 40 ans, sans abri, divorcé, études supérieures, expérience professionnelle dans des postes à responsabilité)*

Le clivage essentiel pour les bénéficiaires du revenu minimum se fait entre les riches et les pauvres. *« La mauvaise répartition des richesses »*, aux conséquences humaines incompréhensibles dans l'*« une des économies les plus puissantes du monde, pas un pays du Tiers-monde »* est la cause première de la pauvreté selon eux. Cependant leurs représentations sociales sont plus nuancées dans la mesure où elles n'excluent pas l'existence de positions intermédiaires entre riches et pauvres – il n'y a pas d'antagonisme de classe au sens propre –, ni la surimposition d'autres clivages au clivage financier, notamment les différences ethniques.

Les bénéficiaires du revenu minimum proches de la *perplexité* manifestent des appartenances très affaiblies. Ils ne cherchent pas à renier leurs origines populaires dont ils se montrent particulièrement fiers lorsque l'occasion se présente au cours de l'entretien. Cependant, rien dans leurs propos ne manifeste une solidarité de classe ou le sentiment de ressembler, par leur trajectoire, par leurs conditions d'existence, à des semblables dont ils partageraient le destin. L'isolement social caractérise leur ressenti.

Ainsi, le bénéficiaire qui a connu un double déclassement – des milieux populaires à Eton, puis d'un statut social privilégié à la rue – se défend d'avoir oublié d'où il vient :

> *« Moi je suis resté attaché à mes racines [classe ouvrière]. Mais je ne voterai pas pour Tony Blair juste parce qu'il représente le New Labour et que dans le nom il y a 'Labour'. »*
> *(Angleterre - n°6 : H, 40 ans, sans abri, divorcé, études supérieures, expérience professionnelle dans des postes à responsabilité)*

Ce qui nous interpelle dans ses propos, ce n'est pas tant la dénonciation assez classique d'un New Labour qui aurait trahi la classe ouvrière, mais le fait qu'à aucun moment de l'entretien cet homme ne s'est déclaré favorable au Labour, de même qu'il n'a jamais clairement énoncé de sentiment d'appartenance à une classe ouvrière ou autre. Cet extrait manifeste en outre que son positionnement politique ne saurait être attaché à un sentiment d'appartenance. Or le propre de la conscience de classe est précisément cette étroite corrélation entre identification catégorielle et préférence partisane.

b) L'affaiblissement des identités collectives

À travers le discours des personnes en situation défavorisée proches de la *perplexité*, les représentations sociales qui se dessinent apparaissent hésitantes. Non pas que ces bénéficiaires de l'*income support* renient leurs origines ou dissimulent ce qui dans leur situation peut les discriminer. La taille limitée de notre échantillon force la prudence, mais l'on peut faire l'hypothèse que la *perplexité* participe d'un processus de désaffiliation sociale, qui conduit à une prise de recul par rapport à toute catégorie à laquelle les personnes en situation défavorisée pourraient être affiliés/amalgamés. Ils semblent avoir, au cours de leur trajectoire vers la disqualification sociale, perdu leurs appartenances sociales et se sentir désormais 'hors jeu', 'hors classe'. Cet allocataire, élevé dans une famille populaire très militante pour le Labour, vit toujours dans le quartier de sa jeunesse, voit quotidiennement sa famille, discute avec les gens du quartier. Il exprime pourtant avec acuité son sentiment d'extériorité à la société :

> « - Qu'est-ce que la citoyenneté selon vous ?
> - *Ce n'est pas facile à dire quand on est chômeur. On est plus tout à fait citoyen. On est plutôt un citoyen de deuxième classe (*underclass citizen*). On fait un peu partie des sans-droit (*disenfranchised*). C'est comme d'être en dehors, de n'avoir rien à voir avec le reste de la société. »*
> *(Angleterre -n°8 : H, 57 ans, irlandais, divorcé, 2 enfants, scolarisé jusqu'à 16 ans)*

Ses choix lexicaux pour exprimer son sentiment de ne plus être un citoyen à part entière sont particulièrement éclairants. Le terme d'*underclass* exprime clairement la non-appartenance à une classe sociale définie et renvoie à la catégorie la plus inférieure de la société, catégorie qui ne se définit pas par son rôle dans les rapports de production mais précisément par son absence de rôle. Accolé au terme *citizen*, *underclass citizen* désigne un citoyen qui, à l'encontre du principe égalitariste de citoyenneté, ne dispose pas des mêmes droits que les autres. Le terme *disenfranchised* désigne plus précisément le fait d'avoir perdu ses droits de représentation. En un raccourci saisissant, cet homme exprime que son

extériorité par rapport au politique résulte non pas de sa dépendance à l'égard de l'État, qui l'aurait dépossédé du contrôle de sa vie, mais de son improductivité[285]. Ce qui fait de lui un 'citoyen de seconde classe', ce n'est pas d'être dépendant de ses concitoyens pour sa subsistance mais bien le fait d'être chômeur, d'où l'absence de rôle social et donc le sentiment d'inutilité. On notera aussi la radicalité de l'expression *« n'avoir rien à voir avec le reste de la société »*, qui manifeste l'isolement social, le sentiment d'exclusion, une différence radicale entre soi et les autres. La *perplexité* en Angleterre s'accompagne de sentiments mêlés concernant la citoyenneté : la revendication d'une citoyenneté pleine et entière, fondée sur la liberté de penser par soi-même, hors des schèmes partisans, est contrebalancée par le pessimisme engendré par l'acuité des difficultés matérielles d'existence et leurs conséquences psychologiques.

Comparativement à l'ensemble des personnes en situation défavorisée rencontrées, les bénéficiaires de l'*income support* proches de la *perplexité* ne manifestent que faiblement leur identité nationale, et ce essentiellement par le biais de leur réticence à l'égard de l'Europe. L'Union européenne est en effet un grand sujet de débat en Grande-Bretagne. Si les allocataires proches de l'*apathie* et du *mécontentement* ne s'en soucient absolument pas, ceux dont le comportement politique se rapproche de la *perplexité*, plus au fait des grands débats qui animent la sphère politico-médiatique s'interrogent. Ils s'avèrent dans l'ensemble assez dubitatifs quant à l'utilité de l'Union européenne pour le Royaume-Uni, s'opposant particulièrement à l'abandon de la livre sterling et critiquant le rattachement physique de la Grande-Bretagne au continent par le tunnel sous la Manche. Sans pour autant critiquer leur pays (ils ne raillent pas ses 'rêves de grandeur' comme c'est le cas dans le cadre du *mécontentement*), ils ne font preuve d'aucun patriotisme, voire se montrent récalcitrants face aux témoignages d'adhésion nationale. Ainsi, indépendamment de leur sexe ou de leur âge, ils se montrent plutôt ironiques quant à l'engouement suscité par la famille royale :

> *« [Les membres de la famille royale] vivent aux crochets de la société, mais la plupart des Anglais se laissent embrigader. Ils secouent leur petit drapeau comme des idiots au passage de la Reine. La royauté a un pouvoir certain dans ce pays, les gens sont très patriotes à ce sujet. Ils n'admettent pas qu'on parle mal de la Reine et de la reine mère. Charles et les autres, oui, ce n'est pas un problème. »*
> *(Angleterre - n°6 : H, 40 ans, sans abri, divorcé, études supérieures, expérience professionnelle dans des postes à responsabilité)*

En dépit des critiques formulées à l'encontre de la royauté, ils concèdent lui trouver des avantages en termes d'attraction touristique. Leur scepticisme à l'égard de la royauté est

[285] Cf. Chapitre 1, 3.c.) Ne rien faire, n'être personne.

somme toute modéré. En revanche, l'affection de leurs concitoyens pour la famille royale et leur intérêt pour les ragots s'y rapportant leur semblent incompréhensibles et même risibles. Pour eux, la monarchie britannique n'est pas un support symbolique permettant d'exprimer son attachement à la nation. De leur propre aveu, les bénéficiaires du revenu minimum dont le rapport au politique se rapproche de la *perplexité* n'éprouvent *« pas vraiment de sentiment d'appartenance »*, ni à une classe sociale, ni à une identité nationale. Tout au plus reconnaissent-ils *« habiter dans un pays »*, donc se reconnaître dans son mode de vie. Le détachement des personnes en situation défavorisée à l'égard de la plupart des appartenances collectives semble constituer une particularité de la *perplexité* en Angleterre.

Pour conclure cet exposé sur l'interprétation britannique de la *perplexité*, il convient d'avancer l'hypothèse suivante : ce type de rapport au politique pourrait être particulièrement minoritaire en Angleterre. En effet, en considérant l'ensemble des entretiens effectués à Oxford, il semble que le rejet des appartenances de classe est faible parmi les personnes en situation défavorisée. Issues dans leur immense majorité des catégories populaires, elles voient généralement dans la communauté et dans les solidarités de classe un environnement protecteur. Le Labour, même vilipendé en raison du tournant libéral du New Labour, même si l'identification partisane au parti n'est pas nécessairement actualisée par un vote, reste le grand parti de référence dans lequel la plupart des bénéficiaires du revenu minimum se reconnaissent. C'est pourquoi nous pouvons émettre l'hypothèse – la taille de l'échantillon ne permet malheureusement pas de le confirmer – que la *perplexité* est le type de comportement le moins adapté à la culture politique des catégories populaires en Grande-Bretagne.

II.3 L'Espagne : en quête d'une politisation

Tout comme en Angleterre, la *perplexité* semble être un comportement relativement minoritaire en Espagne, mais pour des raisons totalement différentes. Comme les analyses quantitatives ont permis de le montrer, les Espagnols dans leur ensemble s'intéressent faiblement à la politique. Les lacunes cognitives et les difficultés qui en découlent pour mettre en œuvre un *principe de totalité* sont partagées au-delà des catégories les plus défavorisées. Ce contexte politique limite la manifestation de la *perplexité* en Espagne.

Les bénéficiaires de la *renta básica* proches de la *perplexité* sont des individus qui cherchent à mieux connaître la politique. En comparaison des Britanniques et des Français, ils semblent être davantage en quête d'une politisation : ils aimeraient sincèrement savoir pour qui voter afin de faire le meilleur choix électoral possible.

a) Une attitude claire de condamnation à l'encontre de l'E.T.A.

Les problèmes de sécurité et de droit posés par la branche armée du nationalisme basque ont joué, selon les bénéficiaires de la *renta básica*, un rôle essentiel dans leur prise de conscience de l'importance de la chose politique. La quasi-totalité des personnes interrogées en Navarre condamnent certes l'action de l'E.T.A., jugeant le recours à la violence inadmissible et compatissant à l'égard des victimes des attentats. Cependant, dans le cadre de la *perplexité*, cette posture semble beaucoup plus affirmée.

> *« Les attentats de l'E.T.A., cela me touche de près. Ça m'indigne, ça m'indigne beaucoup, parce que de mon point de vue, il n'y a rien de commun entre l'E.T.A. d'aujourd'hui et l'E.T.A. d'il y a 20 ans. Je ne justifie aucune des deux, ni ne défends aucune des deux. Mais la différence est abyssale. L'E.T.A. d'alors a toujours eu l'objectif de l'indépendance… mais je crois… Qui sont-ils pour parler au nom de tous les Basques ? Parce que s'il y avait un référendum, il y aurait 5.000 personnes plus ou moins à souhaiter l'indépendance. Quand ça a commencé, ils avaient peut-être de bonnes raisons, mais après la mort de Franco et tout ça… beaucoup de choses ont changé ici. Ce qui s'est passé, c'est que ça a dégénéré de telle manière qu'aujourd'hui, ce sont eux les fascistes. »*
> *(Espagne - n°2 : F, 34 ans, célibataire, très entourée, scolarisée jusqu'à 14 ans et cours du soir, expérience professionnelle instable)*

Aux yeux des allocataires proches de la *perplexité*, un seul parti se distingue clairement du reste de la classe politique : Herri Batasuna, vitrine politique de l'E.T.A., constitue un véritable repoussoir. Tous les autres partis, peu ou prou, sont considérés comme des partis pour lesquels les personnes proches de la *perplexité* pourraient envisager de voter. Curieusement, le rôle de la question indépendantiste basque comme facteur de politisation s'arrête là. Les bénéficiaires du revenu minimum proches de la *perplexité* ne jugent pas les gouvernants en fonction de leurs résultats dans la lutte contre l'E.T.A. L'impossible résolution de la question basque, tant par le P.S.O.E. que par le P.P., ne nourrit pas la *perplexité* des bénéficiaires de la *renta básica* qui semblent d'ailleurs désespérer d'une résolution pacifique du conflit, souhaitant parfois l'organisation d'un référendum dont ils ne sont pas sûrs qu'un « non » suffirait à obtenir le renoncement de l'E.T.A. à sa cause et à l'usage de la violence. L'attitude des gouvernements face aux attentats, aux assassinats politiques et aux intimidations de l'E.T.A., suscite nombre de critiques : leur inaction (concernant l'impôt révolutionnaire notamment), les négociations avec les terroristes, le recours à des procédés

illégaux (ce qui renvoie au scandale des G.A.L. mais aussi à de supposées provocations des services spéciaux), sont également critiqués pour leur inefficacité et leur immoralité. Le fait que le droit et la paix civile ne puissent être respectés les scandalise. Cependant, comme ni le P.S.O.E. ni le P.P. ne sont parvenus à mettre fin à la violence, leur action concernant l'E.T.A. n'induit pas, chez les bénéficiaires proches de la *perplexité*, une préférence partisane.

La cause de l'indépendance basque, familière aux habitants de Navarre, a joué un rôle non négligeable de déclencheur d'intérêt pour la politique parmi les personnes proches de la *perplexité*. Celles-ci n'avaient guère été socialisées politiquement au sein de leurs familles. Comme cette question occupe largement le débat national et surtout régional, elle a souvent provoqué leurs premières interrogations de nature politique et a constitué une porte d'entrée vers d'autres problèmes politiques.

b) La dimension critique de l'intérêt pour la politique

L'intérêt des allocataires de la *renta básica* proches de la *perplexité* est encore en construction. Leur approche du champ politique se fait sous l'angle d'une approche critique. Comparativement aux allocataires français et britanniques, les Espagnols se révèlent beaucoup plus diserts sur la corruption et les abus de biens sociaux, thème auquel ils sont à l'évidence particulièrement sensibles.

> *« Sans aller jusqu'à dire que j'ai été déçu…. Le P.S.O.E., tu te rappelles comment ils ont quitté le pouvoir. Concrètement, en Navarre, il y a eu Urralburu et Otano. Urralburu était président du gouvernement de Navarre et Otano était son second…. Ils sont allés en prison parce qu'ils avaient des sommes… considérables. Et au niveau national, Roldán, le directeur de la guardia civil… Quelle histoire ! Ça a bien duré quatre jours. Mais pour ce qui est de la déception vis-à-vis de la politique, c'est plutôt une question d'habitude ; tu comprends, tu grandis en entendant tout le monde dire que les hommes politiques sont des menteurs et des voleurs, et par-dessus le marché, ils te donnent raison. »*
> *(Espagne - n°13 : H, 38 ans, célibataire, études supérieures, expérience professionnelle instable)*

> *« Tous ces scandales sous Felipe González... Le souvenir que j'en ai… je ne sais pas quoi dire… un sentiment de rage et d'impuissance, de voir tout ce qu'ils volaient, qu'ils te prennent des impôts, qu'ils te prennent plein d'argent… et qu'en fait ils le volent pour eux…. Impuissante, ça te laisse totalement impuissante. Et ils ont exproprié Rumasa [une entreprise textile]. Et ils ont vendu des entreprises espagnoles à des firmes étrangères. […] Et maintenant qu'on a le Parti Populaire, c'est l'affaire Gescartera qui sort… Mais il y en a d'autres, moins connues, que j'ai lues dans les journaux aussi. »*
> *(Espagne - n°5 : F, 60 ans, veuve, 2 enfants, très entourée, diplôme professionnel, expérience professionnelle stable)*

Il a été montré précédemment que les personnes proches de la *perplexité* ne généralisent pas la corruption à l'ensemble de la classe politique à partir de quelques affaires particulièrement médiatisées. Toutefois, les scandales de corruption, bien connus des allocataires de la *renta básica*, entretiennent le sentiment qu'en l'absence d'une certitude

quant à l'intégrité d'un homme politique, tout choix électoral est difficile, puisque la corruption s'étend potentiellement à tous les partis et à tous les échelons du pouvoir. Comment expliquer cet intérêt prononcé pour les scandales politiques ? Selon moi, les bénéficiaires du revenu minimum proches de la *perplexité* sont en quête d'un parti politique auquel ils pourraient s'identifier. Or un parti où la prévarication est répandue ne saurait correspondre à leurs aspirations. Les scandales de corruption leur servent donc également de repoussoirs, signalant les partis pour lesquels ils estiment préférable de ne pas voter.

L'attitude critique des Espagnols proches de la *perplexité* s'exprime également sur un point inattendu : alors que la famille royale suscite généralement une indéniable affection et de nombreux témoignages de respect, elle est ici assez vivement critiquée.

> *« La famille royale, ils se la coulent douce [*estan comiendo la sopa boba*]. S'il y a un président, il n'y a pas besoin d'un roi. Ou s'il y a un roi, il n'y a pas besoin d'un président. […] Ici, nous dépensons beaucoup d'argent pour entretenir cette famille. Et Felipe, le fils, à 34 ans, qu'est-ce qu'il fait ? Rien. Une petite visite par ci, une petite visite par là, et… tout l'argent que nous dépensons pour ça. On pourrait s'en passer. »*
> *(Espagne - n°5 : F, 60 ans, veuve, 2 enfants, très entourée, diplôme professionnel, expérience professionnelle stable)*
>
> *« S'ils sont là, ils sont là. S'ils ne sont pas là, ils ne sont pas là. Je m'en fiche totalement. (rire) Si l'argent ne va pas à eux, c'est d'autres qui l'auront de toute façon. (rire). À moi ils ne m'ont pas fait de mal. S'ils veulent des rois, qu'ils aient des rois, et s'il [Felipe] veut se marier avec celle-là, et bien qu'il se marie ! Pourquoi non ? […] En fait, moi, pour ce qu'il me semble, je n'ai pas l'impression qu'ils fassent quoi que ce soit de mal. Du bien, je ne sais pas s'ils en font non plus du reste…. »*
> *(Espagne - n°7 : F, 37 ans, mère célibataire, 1 enfant, très entourée, diplôme professionnel, expérience professionnelle instable)*

Au-delà de la critique de la monarchie comme institution, jugée inutile dans le cadre d'une démocratie, les membres de la famille royale sont personnellement attaqués pour leur inutilité, voire dans le cas du prince Felipe en raison des arguties provoquées par ses éventuelles fiançailles. Cette attitude assez audacieuse des allocataires proches de la *perplexité* dénote une volonté d'affirmer plus fortement leur intérêt pour la politique en investissant la question du régime politique. Elle manifeste également leur désir de mener une réflexion de nature personnelle sur la politique, sans tenir compte du caractère sacré de telle ou telle institution. L'absence d'affect et le souci d'objectivité se traduisent en Espagne par une attitude des allocataires de la *renta básica* qui est moins dubitative et plus critique, en comparaison de la France et de l'Angleterre.

c) Une volatilité électorale en quête du meilleur choix

En dépit du petit nombre d'entretiens réalisés auprès de personnes en situation défavorisée proches de la *perplexité*, on a pu constater que leur vote se détourne systématiquement des partis touchés par la corruption. Ainsi, après avoir voté pour Felipe González, atteint lors de son dernier mandat par plusieurs scandales politiques, la plupart d'entre eux ont voté pour le Parti Populaire aux législatives et pour l'U.P.N. en ce qui concerne le gouvernement foral. L'affaire Gescartera et l'émergence de nouvelles figures au sein du parti socialiste remettait le P.S.O.E., au moment de l'enquête, dans la course aux partis potentiels. La volatilité électorale est donc importante et s'explique pour partie par un rejet des partis touchés par les 'affaires'. Il ne faut cependant pas sous-estimer l'importance accordée aux programmes politiques, en particulier aux thématiques mises en avant par les partis.

> *« - Je change souvent de parti, d'une élection à l'autre. C'est selon.*
> - Selon quoi ?
> *- Selon ce qu'il me semble, ce qui me convainc. Enfin, c'est toujours entre les socialistes et le parti populaire. Ah non ! Une fois j'ai voté pour les Verts. Parce que je ne voulais pas voter pour les autres ! (rire)*
> - Comment faites-vous votre choix ?
> *- Pas en fonction des personnes. Non. En fonction de ce qu'ils disent qu'ils vont faire. »*
> *(Espagne - n°13 : H, 38 ans, célibataire, études supérieures, expérience professionnelle instable)*
>
> *« -Avant je ne sais plus pour qui je votais, mais depuis que les Verts sont apparus, je vote pour eux.*
> - Pourquoi?
> *- Parce que je me préoccupe beaucoup de ça, de la saleté, des fumées, des fumées toxiques qu'il y a dans la ville. »*
> *(Espagne - n°5 : F, 60 ans, veuve, 2 enfants, très entourée, diplôme professionnel, expérience professionnelle stable)*

Comme ces deux extraits permettent de le constater, le parti Vert, indemne de scandale politique, auréolé de sa vocation universelle à protéger la nature et les hommes, apparaît comme un choix d'autant plus désirable aux yeux des bénéficiaires proches de la *perplexité* qu'il permet d'éluder la question du choix entre Parti Populaire et Parti Socialiste, entre Droite et Gauche. On remarque qu'aucun critère d'ordre socio-économique n'est mis en exergue, suggérant qu'un parti servirait mieux les intérêts de certaines catégories ; les Espagnols proches de la *perplexité* semblent mener leurs réflexions hors de toute référence sociale.

In fine, la volatilité électorale des Espagnols en situation défavorisée proches de la *perplexité* semble participer d'une recherche d'un homme ou d'un parti politique idéal, *« honnête », « qui ferait ce qu'il faut pour le bien de tous »*. Cette posture diffère notablement

de la volatilité électorale des Français et des Britanniques qui préfèrent mettre en avant leur liberté de penser et de formuler des choix différents selon les contextes politiques et électoraux.

Conclusion partielle

Le rapport à l'action politique des bénéficiaires du revenu minimum proches de la *perplexité* est prioritairement marqué par la prise en compte du *principe de totalité*. Ils s'intéressent beaucoup aux questions politiques dont ils ont une approche globale qui transcende leur expérience individuelle et qui n'est orientée par aucune préférence partisane. Leur connaissance du champ politique est par conséquent très bonne et se distingue par la distanciation – une posture « au-dessus de la mêlée » – et l'absence d'affect. À cet égard, le niveau d'études joue un rôle déterminant. La *perplexité* apparaît ainsi comme un type de rapport au politique qui s'explique en partie par les dispositions des individus. On remarque en particulier l'esprit de sérieux des personnes proches de la *perplexité* et leur effort pour penser par eux-mêmes, indépendamment des appartenances traditionnelles.

> *« Il y a tellement de choses qui ne vont pas dans la politique, et tellement qui sont importantes… Il faut y regarder de près et essayer de comprendre et d'apprendre plus sur la politique. »*
> *(Angleterre - n°5 : F, 24 ans, originaire de Zambie, mère célibataire, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 16 ans, GCSE, expérience professionnelle instable)*

Le désir d'être bien informé accompagne une volonté d'objectivité qui est au cœur de la *perplexité* et qui traduit la faiblesse du *principe de dénonciation*. Celui-ci s'observe d'un point de vue personnel et politique.

D'un point de vue personnel, il apparaît que les personnes proches de la *perplexité* ressentent un moindre sentiment de déclassement que celles proches du *mécontentement*, alors même que leur niveau d'études est plus élevé. Elles estiment avoir leur place dans la société, conservent généralement une bonne sociabilité, ont conscience de l'existence d'un lien de citoyenneté entre elles-mêmes et leurs concitoyens : dans l'ensemble, ils font preuve d'optimisme en ce qui concerne leur capacité à améliorer leur situation. À la différence de l'*apathie* et du *mécontentement*, rapports au politique fortement ancrés dans le présent voire dans l'immédiateté, la *perplexité* est une attitude tournée vers l'avenir.

D'un point de vue politique, la faiblesse du *principe de dénonciation* se traduit par une absence de préférence partisane et un rejet de tout idéalisme. Ayant conscience de la difficulté des arbitrages politiques, les personnes proches de la *perplexité* font preuve de fatalisme. Cette caractéristique de la culture populaire est particulièrement perceptible dans ce type de rapport au politique car elle se traduit très visiblement dans les attitudes et les comportements à travers la volatilité électorale ainsi que par une forme de soumission à l'ordre établi. La *perplexité* est un rapport complexe au politique, car elle mêle une profonde conscience de l'importance de l'acte électoral comme participation de toute une nation à une décision

collective cruciale, un malaise face au sentiment que ce 'pacte démocratique' qu'est l'élection pourrait être manipulé par les gouvernants, et une volonté sincère d'intervenir dans la sphère publique en ne fuyant pas ses responsabilités de citoyen. Concernant les comportements autres que la volatilité, les personnes proches de la *perplexité*, en l'absence d'une véritable préférence, préfèrent voter blanc ou s'abstenir, donc « s'en remettre » à leurs concitoyens.

Le fatalisme observé dans le cadre de la *perplexité* se comprend mieux dans le contexte politique et intellectuel décrit comme la « fin des idéologies ». Les individus sont en effet désorientés dans un monde qui ne fait plus sens, où les anciens clivages intellectuels proposés par le marxisme et l'anticommunisme ont perdu leur pertinence et où les équilibres géopolitiques sont radicalement transformés. Le monde contemporain est perçu par les personnes en situation défavorisée proches de la *perplexité* comme complexe, nécessitant des compromis tant politiques qu'économiques. Les discours idéalistes ont ainsi perdu leur crédibilité, tandis que les électeurs sont de plus en plus attentifs aux mises en scène de soi par les hommes politiques ainsi qu'aux contradictions entre leurs promesses et leurs actes. Il faut donc rapprocher le fatalisme et la perception d'un monde politique « désenchanté ».

Ayant ainsi caractérisé la *perplexité*, il convient de rappeler les variations nationales de ce type-idéal qui ont été observées. Elles manifestent l'importance des cultures et des débats politiques nationaux dans la compréhension et les représentations du politique élaborées par les personnes en situation défavorisée.

En France, les doutes émis sur les chiffres du chômage, le scepticisme quant à l'efficacité des politiques publiques de lutte contre le chômage, les confusions engendrées par les cohabitations successives, nourrissent la *perplexité* des allocataires du R.M.I. Il convient d'ajouter que la nécessité pour le parti socialiste de respecter les critères de Maastricht dans la perspective du passage à l'euro, donc de faire preuve de rigueur budgétaire, et le respect des obligations passées au sein de l'Union européenne en matière de libre concurrence (suppression de monopoles d'État concernant les télécommunications ou l'électricité), ont contribué à la certitude des allocataires proches de ce type qu'il y a bien affaiblissement du clivage idéologique entre la Gauche et la Droite. Or ce clivage ainsi que la prégnance d'une interprétation marxiste des inégalités sociales ont durablement structuré et animé la vie politique française, expliquant notamment la composition du paysage politique formé par les partis. C'est pourquoi l'affaiblissement du clivage Gauche/Droite s'avère plus signifiant en

France, au sens où il crée une plus grande perturbation dans les repères cognitifs et interprétatifs des individus. La « fin des idéologies » apparaît comme la théorie idoine pour expliquer le rapport au politique des Français proches de la *perplexité*. Ce type semble enfin être plus prégnant, quantitativement et qualitativement, en France, en comparaison de l'Angleterre et de l'Espagne.

En Grande-Bretagne, la *perplexité* résulte de la conjonction de phénomènes moins politiques et plus sociaux. Le refus des identités catégorielles imposées, l'absence d'antagonisme de classe ainsi qu'un isolement social plus important en comparaison des Britanniques proches de l'*apathie* et du *mécontentement*, conduisent à un affaiblissement des identités collectives, donc des appartenances partisanes. La *perplexité* se traduit en Angleterre par une remise en cause du Labour comme parti « naturel » des catégories populaires et une ouverture à d'autres partis, minoritaires, susceptibles de mieux exprimer les préoccupations et les opinions précises de chacun : dans ce contexte, la préférence partisane apparaît comme l'expression d'une réflexion individuelle et non comme la résultante d'une appartenance collective. Il convient enfin de préciser que si les allocataires du revenu minimum français et espagnols proches de la *perplexité* ont une approche relativement optimiste de l'avenir, de leur capacité individuelle à sortir de la pauvreté et de la dépendance, comme de la possibilité pour leurs pays de résoudre les principaux problèmes économiques et sociaux, les bénéficiaires de l'*income support* s'avèrent beaucoup plus pessimistes. En effet, ils s'estiment confrontés à des difficultés matérielles difficilement surmontables, liées au faible montant du revenu minimum en regard du coût de la vie (en particulier le logement et le chauffage) ainsi qu'à leur isolement social. À l'aune des observations effectuées à Oxford, la *perplexité* apparaît comme un type de rapport au politique minoritaire en Grande-Bretagne.

En Espagne, ce type-idéal est également minoritaire. Il peut s'interpréter comme le signe d'une quête de politisation dans un pays où l'histoire et la culture politique n'ont guère favorisé l'identification d'un individu à un parti. Partant d'un rejet viscéral de l'E.T.A., les individus proches de la *perplexité* ont étendu cette critique à l'ensemble de la classe politique en focalisant leur attention sur ses tares telles que la corruption. Compte tenu des critiques formulées, la recherche du « meilleur choix » – qui ne constitue pas nécessairement une préférence partisane – est difficile et fluctuante, d'où la volatilité électorale de ces allocataires.

Dans les trois pays étudiés, il apparaît que la *perplexité* se caractérise de manière similaire et concerne essentiellement des personnes détenant un niveau d'études relativement élevé. Elle résulte pourtant de processus bien distincts : affaiblissement du clivage Gauche/Droite en France, volonté de se distinguer des appartenances collectives traditionnelles en Grande-Bretagne, recherche d'une politisation en Espagne.

« En fait, la démocratie est le pouvoir du peuple actif, ce qui revient à dire que le pouvoir est le bien de ceux qui en usent. […] Nous devons admettre des minorités qui comptent pour beaucoup et qui dirigent, et des majorités qui ne comptent guère et qui suivent. De toute façon, nous sommes confrontés aux problèmes de l'inégalité, de la disparité et de la supériorité – toutes choses auxquelles l'idéal démocratique répugne. »
Giovanni SARTORI, *Théorie de la démocratie*

Chapitre 7

Le maintien de formes de loyauté politique

La culture politique d'un pays constitue une entité partagée par tous, les élites comme les catégories populaires. Les différents rapports au politique des personnes en situation défavorisée se comprennent les uns par rapport aux autres et dans le cadre d'une culture nationale. Les sous-cultures ne révèlent ainsi tout leur sens que par rapport à la culture nationale dominante. Tous les individus étant nécessairement 'intégrés' au sein de leur culture politique nationale, qu'entend-on par *loyauté* comme type de rapport au politique ? Les individus proches de la *loyauté* 'intègrent' les *principes de totalité* (prise en compte des interactions entre l'économique, le social et le politique ; dépassement de son cas personnel) et de *dénonciation* (antagonisme social ; expression d'un choix dans une situation d'options multiples) dans leur rapport au politique. En ce sens, même si le niveau de connaissances ou l'élaboration de l'argumentation des personnes en situation défavorisée laissent à désirer, ils peuvent faire preuve d'intégration politique, c'est-à-dire adhérer aux normes politiques et sociales dominantes. La *loyauté* est donc le propre d'une socialisation politique réussie.

Comme l'écrivait Raymond Aron, « un individu passe pour socialement intégré lorsque, tout en obéissant à lui-même, il se conduit conformément à la moralité sociale et se soumet, par là même, aux nécessités collectives. Une totale *loyauté* effacerait toute trace de personnalité. Aussi bien est-elle impossible dans une société complexe où, par le fait même de

la multiplicité des couches sociales ou des groupements professionnels, l'individu, quand il arrive à l'âge mûr, constate l'extrême diversité des opinions, des manières de vivre, des valeurs. L'homme d'aujourd'hui, quelle que soit la puissance de la socialisation initiale, doit en certaines circonstances choisir entre différents modèles, se déterminer lui-même à l'intérieur de certaines limites. »[286] Et plus loin : « L'intégration *implique un système de valeurs ou un ensemble de modèles de conduite qui, tout à la fois, s'imposent avec une autorité d'évidence à la conscience ou à l'inconscient de tous les membres d'une collectivité et assurent une coexistence pacifique entre les individus*. La rapidité des changements matériels, donc des conduites adaptées, le contraste entre les traditions familiales ou locales et les exigences de la vie industrielle et urbaine constituent, en apparence, des obstacles à l'intégration. »[287] Les chapitres qui ont précédé ont montré qu'en effet, de manière plus ou moins accrue, les personnes en situation défavorisée affichent une distanciation à l'égard du champ politique et que leur adhésion aux normes politiques et sociales en vigueur dans leur pays s'affaiblit.

Dans le présent chapitre, je me propose de démontrer qu'en dépit des nombreuses circonstances matérielles et psychologiques qui conduisent les individus confrontés à des situations de grande précarité à se désintéresser du politique, certains d'entre eux conservent non seulement leur intérêt pour la politique mais une orientation politique marquée. Les résultats statistiques présentés dans les chapitres 1 et 2 ont montré que cette *loyauté* politique – caractérisée par l'intérêt pour le champ politique, l'adhésion aux normes politiques et sociales, ainsi que l'aptitude à formuler un choix partisan, même volatil – concerne une minorité de la population étudiée. Le caractère minoritaire de cet idéal-type se retrouve dans notre échantillon : parmi les allocataires du revenu minimum interrogés en France, en Angleterre et en Espagne, un petit nombre manifeste une *loyauté* politique. Il semble cependant nécessaire d'exposer les façons de penser le politique de ces personnes pour deux raisons essentielles. La première est de présenter une étude rigoureuse des différents rapports au politique des personnes en situation défavorisée, y compris la *loyauté*, bien qu'il s'agisse d'un type résiduel. La seconde raison est que l'étude de la *loyauté* parmi des personnes en situation défavorisée permet de préciser quels sont les mécanismes les plus efficaces de la socialisation politique, ceux qui résistent le mieux aux accidents de la vie, permettant ainsi à

[286] ARON, Raymond, *Les désillusions du progrès, op.cit.,* p.166-167.

[287] *Ibid.*, p.172.

des individus, présentant par ailleurs des facteurs qui auraient pu les mener à l'*apathie*, de se sentir partie prenante d'une société politique.

La première partie exposera quelles sont les différentes dimensions de la *loyauté*, tout en tâchant de préciser quelles sont les caractéristiques individuelles qui permettent à certains de conserver leur intérêt pour la chose publique. Dans un second temps, on observera que la dans le cas de la *loyauté*, les contextes nationaux, tout particulièrement les systèmes politiques, apparaissent davantage dans les discours des personnes interrogées, mais le nombre limité d'entretiens relevant de cet idéal-type ne permet pas de déterminer de véritables variations nationales.

I. Les dimensions récurrentes de la *loyauté*

En dépit du petit nombre de personnes interrogées proches de la *loyauté* politique, les points communs à ce type de rapport au politique se démarquent clairement. D'emblée, les personnes proches de ce type idéal expriment leur intérêt par un désir d'énoncer leurs opinions en termes de préférence partisane et de réinsérer ces choix politiques dans une histoire personnelle, qui peut être celle d'une politisation durable en faveur d'un parti, ou au contraire une histoire de retournements d'opinions au fil du temps.

Dans un premier temps, il apparaîtra que le rapport à la politique des bénéficiaires du revenu minimum proches de la *loyauté* est inclus dans leur biographie et manifeste une socialisation politique réussie. Dans un second temps, ces électeurs ayant intégré les normes politiques en vigueur concernant le vote, cela leur permet de réaffirmer leur conception d'un vote qui n'est pas simplement un droit ou devoir de citoyen mais d'abord un moyen d'exprimer des idées. Dans un troisième temps, il faut souligner qu'à leur adhésion aux normes politiques s'ajoute une prise en compte des normes sociales, en particulier du rôle attendu de l'État. Enfin, le propre de la *loyauté* politique des personnes en situation défavorisée s'avère finalement être la conscience de la fragilité de cette intégration, souvent vécue comme une lutte pour rester un membre à part entière de la société.

I.1 Une socialisation politique achevée et perdurante

Les allocataires du revenu minimum des trois pays étudiés expriment un intérêt de longue date pour les questions politiques. Cette caractéristique commune est véritablement mise en scène lors des entretiens à travers la narration de l'origine et de l'évolution de leurs orientations politiques. Dans l'ensemble, la *loyauté* semble peu présente chez les plus jeunes allocataires et est plutôt le propre d'individus plus mûrs, qui ont été politisés dans un monde rendu compréhensible par l'affrontement de deux blocs, l'Est et l'Ouest, la Gauche et la Droite. Cette histoire de l'antagonisme politique en Occident est omniprésente dans les entretiens ; les allocataires plus jeunes y font d'ailleurs tout autant référence que leurs pairs bien qu'ils aient été politisés plus récemment.

L'élément essentiel qu'il convient de souligner est que nous n'avons pas rencontré de bénéficiaire du revenu minimum qui soit venu à la politique *après* s'être trouvé confronté à de graves difficultés ; la socialisation politique est toujours pré-existante. Ce constat n'exclut pas que des expériences douloureuses, le sentiment d'injustice, puissent amener les individus à s'intéresser à la politique. Cependant, la *loyauté* apparaît comme un type largement lié à la socialisation et à l'orientation politiques originelles de l'individu, en particulier dans le cadre de la famille, et dans une moindre mesure du travail.

a) Des orientations politiques revendiquées

Les allocataires proches de la *loyauté* affichent une volonté ancienne et persistante de se situer politiquement. Leurs préférences actuelles peuvent leur avoir été transmises par le biais de leur socialisation ; c'est souvent au sein des familles que commencent les affections politiques : si elles ne sont pas transmises directement, elles peuvent se construire en réaction. Par exemple, une allocataire du R.M.I. issue de l'immigration russe a conservé de ses origines une aversion irréversible à l'encontre de la Gauche. De même, un allocataire de la *renta básica* qui se situe aujourd'hui à l'extrême gauche explique que, s'il est le plus extrême de sa famille, il a été politisé dans un milieu anti-franquiste, ses parents étant communistes lorsqu'il était enfant. En Angleterre, les personnes interrogées sont bien souvent issues d'un milieu Labour et, soit s'inscrivent dans la continuité de cette appartenance familiale, soit justifient leur orientation vers le parti Libéral. Dans tous les cas, les personnes proches de la *loyauté* évoquent leurs familles, les orientations que celles-ci ont consciemment ou non cherché à leur

transmettre. S'y conformer est exposé comme une continuité, une fidélité, parfois même une fierté. S'en détourner est un acte de différenciation qui nécessite à leurs yeux une explication. Presque toujours la politique apparaît comme un sujet qui a donné lieu à des conversations familiales fréquentes lors de la socialisation primaire.

Cette socialisation politique a également pu s'affirmer au cours de leur vie professionnelle. Ainsi de cet allocataire du R.M.I., qui n'a pas été politisé dans un contexte familial, étant orphelin. Il déclare toutefois avoir été socialisé dans un contexte communiste, par le biais d'une famille d'accueil et surtout dans le cadre professionnel. Il vote aujourd'hui pour l'extrême-gauche, mais il déclare également avoir souvent voté pour le P.S., par défaut.

> *« Vous devez comprendre que je suis plus pour le communisme que pour le socialisme. C'est normal, j'étais de la C.G.T. […] Faut jamais les extrêmes. C'est dangereux. Que ce soit l'extrême-gauche ou l'extrême-droite. Faut voir l'U.R.S.S., Cuba… Faut se méfier des extrémistes, de tout ce qui est extrémiste. »*
> *(France - n°3 : H, 47 ans, célibataire, très isolé, formation professionnelle, expérience professionnelle instable, proche du P.C.)*

Logiquement, les hommes politiques qu'il cite en exemple sont Robert Hue et *« la Ministre des Sports »* dont il ne se rappelle pas le nom, Marie-George Buffet. Sa méfiance à l'égard des extrêmes et l'allusion à l'U.R.S.S. et à Cuba sont particulièrement intéressantes puisqu'elles permettent de confirmer que sa préférence pour le P.C. s'inscrit d'abord et avant tout dans sa socialisation professionnelle, en lien avec la C.G.T. auprès de laquelle il était syndiqué.

Interrogés sur leur intérêt pour la politique, les bénéficiaires des trois pays affichent d'emblée leurs préférences partisanes.

> *« La politique est une solution imparfaite à un monde imparfait. Mais la politique est une chose importante. Vous avez besoin de lois, nous en avons tous besoin, mais j'ai le sentiment que certaines lois sont… dépassées. Pas toutes les lois, mais les lois anglaises me semblent considérablement dépassées. Même si depuis que le New Labour est arrivé, des réformes ont eu lieu, mais pas assez rapidement et pas suffisamment importantes. Et puis, je peux bien vous le dire, moi je serais plutôt Tory. Avec Thatcher au moins, on savait où on allait. C'est sûr qu'elle était moins souriante que le beau Tony [Blair]. »*
> *(Angleterre - n°23 : H, 32 ans, célibataire, scolarisé jusqu'à 15 ans, sans domicile fixe, expérience professionnelle instable)*

> « - Vous vous intéressez à la politique ?
> *- Papapapapapa… Je suis de Gauche ! Ce serait plus extrême-gauche voyez-vous.*
> - L.O. ou L.C.R. ?
> *- Lutte ouvrière. Je suis ouvrier avant tout. Et je le resterai. Mes idées sont pour l'ouvrier. C'est lui qui quand même nourrit les gros. Il y a pas à dire. »*
> *(France - n°9 : H, 46 ans, célibataire, CAP, parcours professionnel erratique, a fait de la prison)*

> « -Vous vous intéressez à la politique ?
> *- J'ai voté Aznar aux dernières élections. Et je ne regrette pas du tout ! Parce que d'après ce que je vois, à la radio, il fait ce pour quoi j'ai voté. Et j'ai voté pour l'U.P.N. [P.P. navarrais] au gouvernement foral, et c'est pareil, je trouve qu'ils font très bien les choses. »*
> *(Espagne - n°15 : F, 35 ans, mariée, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 9 ans)*

Les orientations politiques des allocataires proches de la *loyauté* montrent souvent une grande stabilité dans le temps et une cohérence quant à leurs votes à des élections différentes, leurs préférences politiques et leurs opinions sur l'Union européenne. Des événements sont toutefois advenus entre le moment où ils ont acquis leurs droits civiques et aujourd'hui : le contexte politique a changé, de même que leur situation matérielle, ils ont acquis de l'expérience tant dans leur vie qu'en ce qui concerne la politique, d'où de possibles évolutions partisanes. Ainsi, l'allocataire de la *renta básica* citée ci-dessus se montre d'autant plus satisfaite du Partido Popular qu'elle avait antérieurement voté pour le socialiste Felipe González, un vote de conviction qui l'avait *in fine* déçue, en raison des scandales de corruption et des mauvais résultats en termes de chômage. Les préférences partisanes des allocataires proches de la *loyauté* sont généralement affirmées avec certitude. Mais si certains sont convaincus du caractère immuable de leur choix, comme cet allocataire favorable à Lutte Ouvrière qui affirme être à jamais *« pour l'ouvrier »*, d'autres font part de leur évolution politique au fil du temps. Une femme de 45 ans se rappelle avoir d'abord été séduite par un candidat socialiste dont elle avait suivi la campagne pour les municipales de Chartres. Après avoir voté pour le P.S. pendant plus d'une décennie, en particulier en 1981, lors de l'élection de François Mitterrand à la Présidence, elle est aujourd'hui déçue par la Gauche et se sent désormais plus proche de l'U.D.F., à la fois comme parti de Droite et en tant que parti pro-européen :

> *« J'ai été écoeurée quand j'avais 18 ans. J'ai fait tous les partis, j'ai vu ce que c'était que l'hypocrisie. Et puis j'ai plus d'idées personnelles maintenant. Avant, ce gars dont je t'ai parlé… J'étais jeune, j'étais bête, je ne réfléchissais pas comme disaient mes parents… alors il était beau et j'ai voté pour lui. Faut-il être idiot… Avec le temps quand même, les idées qu'il défendait, de gauche, j'étais d'accord, et c'est pour cela que j'ai été à Gauche pendant… une bonne partie de ma vie. »*
> *(France - n°10 : F, 45 ans, célibataire, bien entourée, formation professionnelle, aucune expérience professionnelle, proche de l'U.D.F.)*

Elle tient en particulier à souligner que dans sa jeunesse, elle prêtait moins d'attention aux programmes politiques qu'aujourd'hui, tout en ne reniant pas un choix qui, pour superficiel qu'il était, l'a tout de même poussée à s'intéresser aux questions politiques. Le parcours politique des allocataires proches de la *loyauté* est ainsi : fondé sur un intérêt ancien pour les questions sociétales, fait d'adhésions durables à un parti politique. Ces adhésions peuvent toutefois être remises en cause en fonction des expériences politiques des individus. Une grande cohérence se dégage de leurs comportements et de leurs préférences politiques, ce qui s'explique par le fait qu'ils émettent un vote d'adhésion, fondé sur des valeurs et des idées, comme on le verra plus loin.

On pourrait considérer que les choix électoraux des allocataires politiquement intégrés sont 'rationnels' dans la mesure où ils sont basés sur des idées, des valeurs, des appartenances. Cette rationalité n'exclut pas un investissement affectif qui conduit à souligner une fois encore l'importance de l'image des hommes politiques : en effet, ils ne font pas que défendre des programmes, mais ils incarnent des idées ce qui se manifeste autant dans l'apparence que dans le propos. Ainsi, les préférences politiques revendiquées par les personnes proches de la *loyauté* ne sont pas désincarnées mais intimement liées à des hommes ou des femmes politiques. Tandis que les allocataires proches d'autres types de rapport au politique se montrent dépourvus d'affect à l'égard du personnel politique, ceux proches de la *loyauté* investissent plus que des idées, des sentiments, dans leur rapport au politique. D'où les jugements fondés sur des apparences ou des impressions, qui sont fréquemment émis :

> *« Vous savez…Monsieur Mitterrand…, c'était un homme courageux. Il a pensé aux gens qui n'avaient pas de travail, il a pensé aux RMIstes, il a pensé aux gens qui n'avaient pas de boulot. […] Moi je vote toujours pour le P.S. Parce que je pense que c'est le parti socialiste qui est le meilleur pour nous. Quand vous voyez… tous ces parlementaires qui se déchirent au R.P.R. Ils veulent tous manger dans la même gamelle. Qu'est-ce que vous en pensez de ça ? Le moineau là… Le Juppé qui en veut à Séguin. Et l'autre aussi. C'est un déchirement sans fin. »*
> *(France - n°11 : H, 60 ans, célibataire, isolé, certificat d'études, expérience professionnelle instable, proche du P.S.)*
>
> *« Je peux citer des noms ? Eh ben je préfère Chirac que Jospin. Ça fait depuis qu'il est au gouvernement que je dis que j'aime pas Jospin. J'aime pas. Je sais pas, il a l'air faux, je me méfie de lui. C'est une question personnelle ; Chirac, il m'inspire confiance, il est calme, il est… je dirais pas amical, il est proche des gens. […] Je vote d'abord selon les idées, et ensuite de l'homme qui défend tout ça. Mais d'abord les idées. »*
> *(France - n°10 : F, 45 ans, célibataire, bien entourée, formation professionnelle, aucune expérience professionnelle, proche de l'U.D.F.)*
>
> *« Je hais Margaret Thatcher, je suis désolée, mais je la déteste. Je hais les Torys. Je ne les tenais pas en haute estime avant cela, mais à partir de Thatcher, je les ai haïs. Ils ont drastiquement réduit les fonds consacrés aux logements sociaux, donc je n'ai jamais pu avoir de logement social décent. […] Pour les gens comme moi, elle a été un désastre absolu, elle a fermé toutes les portes. Et maintenant, ils disent que nous avons la belle vie avec les aides de l'État ! Je ne crois pas… Tu vois, je parle d'elle, je m'énerve. »*
> *(Angleterre - n°7 : F, 46 ans, célibataire, 1 enfant, formation professionnelle, expérience professionnelle stable)*

On ne peut ignorer la dimension morale de ces jugements : le courage, le calme, l'intégrité, la sympathie sont opposés à la duplicité, à la soif de pouvoir, à l'injustice, à l'égoïsme, au manque de cohésion. À travers des jugements instinctifs, des impressions, les allocataires procèdent également à des choix de valeurs. C'est pourquoi il serait erroné d'opposer comportements rationnels et comportements irrationnels, car dans chaque logique on trouve un peu de l'autre. Dans le cadre de la *loyauté*, la volonté de rationalisation, de formuler des choix argumentés, est très claire. Les valeurs morales des hommes politiques

sont donc moins mises en avant par les allocataires du R.M.I. proches de la *loyauté* que dans d'autres types de rapport au politique. On peut les percevoir à travers les opinions émises sur les hommes politiques, sur la corruption, etc., mais elles ne sont pas désignées comme fondamentales, à l'exception notable de l'intégrité, perçue comme indispensable à une charge de délégation. La qualité qui leur semble la plus essentielle pour un homme politique est l'intelligence :

> *« On dit 'Tel homme politique est très habile'. Non, tout le monde est habile, sinon ils ne seraient pas homme politique. On ne prend pas des gens bêtes comme des cochons. Ce serait encore pire. Non, on peut dire beaucoup de choses, mais je pense que ce sont des gens intelligents. Ils pourraient l'être encore plus et trouver des solutions à tout, tout de suite, mais il faut être réaliste. Critiquer c'est une chose, agir, je ne crois pas que tout le monde en soit capable. »*
> *(Espagne - n°15 : F, 35 ans, mariée, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 9 ans)*

Les personnes en situation défavorisée proches de la *loyauté* ont finalement un rapport à la politique emprunt d'un souci de rationalité qui n'exclut pas l'intrusion de l'affectif et des processus d'adhésion socialement déterminés.

b) La politique comme élément autobiographique

L'intérêt manifesté par les allocataires proches de la *loyauté* pour la politique remonte généralement à leur jeunesse ou à leur vie professionnelle passée et se traduit par une revendication systématique de préférences partisanes. Comme nous avons commencé à le voir, cet intérêt s'inscrit dans le long terme, plus précisément dans le temps biographique, qui peut parfois se conjuguer avec le temps historique. L'intégration de l'histoire politique à l'histoire personnelle constitue un des éléments les plus frappants du discours des allocataires proches de la *loyauté*. Au fil des entretiens, la narration des opinions politiques des individus se confond avec le récit de leur vie, de leurs origines, des grands événements mondiaux.

> *« - Je crois que je me suis toujours intéressée à la politique. Je me suis toujours sentie assez à gauche. Je suis socialiste et libérale. Vraiment.*
> - Vous êtes issue d'une famille Labour…
> *- Oui. Mais aussi, grandir dans les années 80, avec Margaret Thatcher au gouvernement…Beaucoup de gens avec des bas salaires étaient très anti-Thatcher. Les seules personnes qui étaient pro-Thatcher à cette époque étaient ceux qui démarraient des P.M.E., des choses comme ça. Donc j'ai grandi en quelque sorte avec des idées anti-Thatcher. »*
> *(Angleterre - n°18 : F, 23 ans, célibataire, très entourée, études supérieures, expérience professionnelle instable, proche du parti Libéral)*

> *« Ma famille, on peut dire qu'ils ont souffert du communisme. Pour mes grands-parents, il n'y avait pas d'autre solution que de partir. Et je ne sais pas, mais il y a forcément des membres de ma famille, lointains, qui sont restés et qui sont morts dans des goulags… Alors, tu comprends, lorsque le mur de Berlin est tombé, j'étais avec ma mère devant la télévision, et c'était comme la plus belle chose qu'on n'avait jamais vu de notre vie. L'émotion… Je peux dire que le P.C.F., tous les mensonges qu'ils*

> *disaient sur leur paradis socialiste, et comment tous, à Gauche, ils considéraient que les gens de Droite, c'étaient forcément des sales bourgeois, des capitalistes. J'ai du mal à pardonner. Je suis de Droite parce que moi, toute ma famille d'ailleurs, je pouvais pas tolérer tous ces mensonges. »*
> *(France - n°15 : F, 50 ans, divorcée, 2 enfants, assez isolée, formation professionnelle, expérience professionnelle limitée, proche de la Droite)*

Les expériences politiques relatées manifestent la mémoire des adhésions passées, des déceptions, des rancoeurs. L'histoire personnelle, l'histoire familiale dans le cas du deuxième extrait, est resituée au sein d'une histoire nationale. Dans ces discours, on remarque la conjonction entre l'histoire autobiographique et l'Histoire nationale. Dans le cas britannique, très clairement, les années Thatcher correspondent à la fois à une succession d'événements politiques souvent évoqués (en particulier la grève des mineurs et la guerre des Malouines) et à une époque de la vie, ce qui s'explique aussi par sa longévité en tant que Premier Ministre (1979-1991). On observe des superpositions comparables en France avec les deux septennats de François Mitterrand (1981-1998) et en Espagne avec les victoires électorales successives de Felipe González (1982-1996). Dans chacun de ces trois pays, le fait qu'une même personne ait occupé la tête de l'État pendant une longue durée, qui dépasse la décennie, contribue à conférer à ces périodes une unité temporelle. L'accession de chacun de ces chefs d'État au pouvoir constitue un souvenir vivace pour les personnes proches de la *loyauté* : victoire ou défaite électorale, de leur point de vue, mais souvenir toujours attaché à des émotions et à d'autres personnes. L'ensemble de la période est souvent identifié à un âge de la vie : la jeunesse ou la vie de couple. L'orientation politique peut remonter au-delà des années 1980. On peut notamment citer le cas de cette allocataire de l'*income support* qui estime que son orientation politique actuelle, à Gauche, résulte de facteurs à la fois personnels – en l'occurrence le fait de venir d'un milieu défavorisé marqué par un père violent – et de facteurs générationnels – le mouvement d'émancipation qui prit son essor à la fin des années 1960.

> *« J'ai toujours été très intéressée par la politique. Depuis le début des années 1970, quand j'étais très active. J'étais impliquée dans le mouvement pour le désarmement nucléaire, le C.N.D., je participais aux réunions, aux manifestations… […]J'ai grandi avec un sens profond de la justice. Parce que j'ai grandi dans un environnement très…particulier [violence paternelle]. Donc j'ai acquis une conscience sociale très tôt. […] Je pense que cela m'a donné un lien immédiat avec ce qui se passait dans les années 1960, le mouvement féministe. »*
> *(Angleterre - n°7 : F, 46 ans, célibataire, 1 enfant, formation professionnelle, expérience professionnelle stable)*

Dans cet exemple, on comprend comment des facteurs individuels et environnementaux se conjuguent afin qu'en tant que femme, elle se mobilise politiquement en faveur de la Gauche. On peut d'ailleurs souligner qu'elle se montre extrêmement prudente quant à la désignation de ses préférences politiques. Elle se dit *« left wing »*, à Gauche, et non pas Labour, ce qui apparaît en adéquation avec sa socialisation politique initiale dans des

mouvements alternatifs, contre le nucléaire et le pouvoir américain, pour les droits des femmes et des homosexuels, dans divers groupements écologistes. Plus qu'un simple intérêt pour la politique, les discours des allocataires proches de la *loyauté* expriment un attachement à la politique, à travers laquelle ils retracent des épisodes de leur vie dans un certain contexte. En effet, la politique constitue pour eux, depuis de nombreuses années, une partie de leur vie.

> *« Je n'ai pas fait d'études, ni rien. Je fais des ménages, je m'occupe de ma famille… Mais tu vois, même si je ne suis pas du tout une enragée de la politique, je prends ça au sérieux. Dans ma famille, c'était une chose sérieuse. On n'en parlait jamais il faut dire. Mais quand il y avait élection, c'était sérieux. Et c'est pareil maintenant avec ma famille. Quand il y a élection, je m'assieds et je lis les papiers qu'ils nous envoient. Mon mari aussi. J'écoute la radio. Je me fais une idée qui me semble la meilleure. Et je suis régulièrement ce qui se passe, pour voir s'ils font ce qu'ils disent, et ce qui se passe dans le pays. Et un jour, mes enfants… »*
> *(Espagne - n°15 : F, 35 ans, mariée, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 9 ans)*

> *«* - Est-ce que vous vous intéressez à la politique ?
> *- Oui, depuis que j'ai 18 ans, j'ai toujours voté. Et je continue toujours d'ailleurs. Je dirais pas que ça dépend des partis… c'est plutôt la sincérité du candidat quoi. Parce que je vois qu'au début, quand j'avais 18 ans, bon la première fois que j'ai voté, bon ben j'étais surtout enthousiasmée par le gars qu'était sympa, qu'était amical, qui vous tapait sur l'épaule et qui en vérité était hypocrite, hein, c'est le cas de le dire. Tandis que maintenant, quand il y a des trucs à voter, ben je regarde chaque liste, j'étudie. […] Moi, quand j'ai eu 18 ans, j'étais à Beaulieu, j'étais à toutes les réunions politiques qu'il y avait, et je sais plus quel parti c'était, il y avait un gars qui parlait du chômage. »*
> *(France - n°10 : F, 45 ans, célibataire, bien entourée, formation professionnelle, aucune expérience professionnelle, proche de l'U.D.F.)*

Ces deux femmes soulignent le soin qu'elles mettent à s'informer sur la politique en période électorale, avant de formuler un choix, ce qui manifeste à la fois de leur sérieux et de la dimension d'effort que constitue ce type de rapport au politique. La femme qui témoigne ci-dessus de son intérêt a été politiquement socialisée dès son enfance au sein de sa famille. Elle discute régulièrement de politique avec sa famille – ses opinions divergent aujourd'hui de celles de ses parents – ainsi qu'avec ses amis, peu nombreux mais proches, dans le respect des idées de chacun. Si en ce qui la concerne, elle est bien intégrée socialement, d'autres allocataires proches de la *loyauté* sont au contraire extrêmement isolés, comme cet homme qui, malgré ses efforts, ne peut cacher ni son isolement, ni son alcoolisme. Pourtant, il continue de s'intéresser à la politique, connaît suffisamment l'actualité pour mobiliser des références précises et parvient parfaitement à se positionner dans le spectre politique français. Une lecture un peu rapide de ses propos pourrait laisser penser qu'il se situe exclusivement dans le rejet et le *mécontentement*. En effet, il commence par affirmer ne plus s'intéresser à la politique en raison des déceptions ressenties au fil du temps. Il faut une lecture plus attentive, qui entrecroise ses opinions (évaluation) et ses arguments (cognition), pour percevoir que ses représentations et ses convictions s'appuient sur une conscience durablement enracinée du

rôle de la politique dans la société qui le pousse à voter socialiste, si ce n'est de manière systématique, du moins régulièrement.

> *«* - Est-ce que vous vous intéressez à la politique ?
> *- Pas du tout. Parce que je pense que la politique, c'est les gens…qui veulent s'accaparer tout le pouvoir pour gagner beaucoup d'argent, et finalement ne rien faire pour les gens. Il y a certains politiciens qui ne font rien pour les sans… […] Ces gens-là, je les crois plus, je les crois plus. J'ai toujours eu cette opinion. C'est des gens qui sont… incapables de nous gouverner. Quand vous voyez que maintenant Laurent Fabius, il est monté au créneau alors qu'il était au sang contaminé avec Georgina Dufoix, Edmond Hervé et Michel Garetta. […] Mais bon, c'est pas tous, non plus hein. Il y en a, je dis pas qu'ils sont parfaits, mais bon, ils essaient de faire des choses. Sinon, je voterais plus du tout. »*
> *(France - n°11 : H, 60 ans, célibataire, isolé, certificat d'études, expérience professionnelle instable, proche du P.S.)*

Les propos de cet homme ne constituent pas une exception dans notre enquête. Il apparaît d'emblée qu'intégration sociale et intégration politique (*loyauté*) obéissent à des logiques différentes. D'autres allocataires également très isolés témoignent d'un intérêt profond et persistant pour la politique, qui s'enracine généralement dans une adhésion de longue date à une tendance politique précise, voire même à un parti spécifique. On citera une fois encore le cas de l'adhésion identitaire au Labour dans le cas britannique. L'intérêt de ces personnes en situation défavorisée pour la politique est lié à la persistance de préférences partisanes, qui résultent souvent de leurs appartenances sociales, par-delà les épreuves qu'ils traversent.

> *« La politique, ça fait un peu plus que m'intéresser. Parce que nous sommes entourés par la politique. Nous sommes entourés par la politique, donc, il faut bien que nous prêtions attention à la politique. Mais je ne suis pas politique. Mais j'admets toutes ces histoires de politique, parce que je comprends que c'est nécessaire. »*
> *(Espagne - n°3 : H, 44 ans, célibataire, baccalauréat et formation professionnelle, expérience professionnelle instable)*

Cet allocataire de la *renta básica*, politisé à l'extrême-gauche, manifeste dans cet extrait une ambivalence souvent présente chez les personnes proches de la *loyauté* à savoir le mélange d'une attention aux problématiques politiques et d'une certaine forme de désenchantement. La *loyauté* ne s'accompagne pas d'une vision enchantée de la politique mais d'un sentiment de nécessité. Bien qu'omniprésente et digne d'intérêt, la politique est sujette à caution. L'adéquation entre vie personnelle et vie politique fait que dans les trois pays, les individus proches de la *loyauté* conservent le souvenir précis des événements politiques, des scandales et des affaires de corruption, des retournements d'opinions des hommes politiques. Par exemple, les allocataires du R.M.I. rappellent l'opposition de François Mitterrand à la V^{e} République et la conversion tardive de Jacques Chirac à l'Europe. Dans un cas comme dans l'autre, ces éléments ne sont pas mentionnés à l'encontre de ces présidents mais expriment plutôt la conviction qu'en tant qu'observateur du monde politique,

il faut avoir de la mémoire et cette mémoire est liée à une méfiance assumée à l'égard du personnel politique. Dans les trois pays de l'enquête, la confiance envers les hommes politiques n'est que modérée : elle est concédée car *« on n'a pas le choix »*, *« il faut bien des gouvernants pour diriger le pays »*. Aux yeux des personnes proches de la *loyauté*, les hommes politiques sont considérés comme corruptibles plutôt que comme réellement corrompus : la méfiance n'atteint pas la situation observée dans le cadre du *mécontentement*. La confiance est finalement accordée par nécessité, avec à l'esprit le caractère indispensable de la continuité gouvernementale, ce qu'il convient de mettre en rapport avec leur perception de la politique sur le long terme.

c) Une bonne compréhension des clivages idéologiques

Les allocataires du revenu minimum proches de la *loyauté* présentent une caractéristique inattendue au vu de leur bon niveau de connaissances sur l'actualité politique et leur capacité à formuler des opinions argumentées : leur niveau d'études est notablement plus faible que dans le cas de la *perplexité*. C'est particulièrement vrai en France et en Espagne, dans une moindre mesure en Angleterre. En matière d'intégration politique, il apparaît que l'intérêt et la compétence ne sont pas liés au niveau d'études mais plutôt à un suivi régulier, sur de nombreuses années, de l'actualité politique, tant nationale que locale. Nombre d'entre eux s'attardent sur leurs sources, dominées par les journaux télévisés, les émissions politiques (« Breakfast with Frost », « 7/7 » qui avait pourtant disparu depuis plusieurs années) et les reportages, mais diversifiées par le biais de la radio et de la presse (*Le Parisien* et les deux journaux régionaux, *l'écho républicain* et *la République du Centre* en France ; le *Diario de Navarra* et *El Mundo* en Espagne ; le *Guardian*, le *Sunday Mail*, et *The Express*, entre autres, en Angleterre).

> *« J'écoute toujours [les hommes politiques à la radio] parce qu'on est forcément à un moment ou un autre concernés. Parce qu'il y a une loi qui va être présentée, ou c'est dans l'esprit de ce qu'ils disent. J'écoute au moins dans quoi ils s'orientent. »*
> *(France - n°15 : F, 50 ans, divorcée, 2 enfants, assez isolée, formation professionnelle, expérience professionnelle limitée, proche de la Droite)*

> *« De temps en temps, j'achète le journal. Récemment, j'ai surtout lu le* Guardian*. Les pages économiques sont très bien… Et puis je n'ai pas la télévision, ça ne m'intéresse pas tellement. Je trouve qu'on est mieux informé en lisant et en les écoutant à la radio. »*
> *(Angleterre - n°22 : H, 32 ans, célibataire, bien entouré, études supérieures, proche du parti Libéral)*

La volonté de diversifier les media est patente dans le cadre de la *loyauté*. Pour les personnes les plus isolées, écouter les informations et les émissions politiques remplace

d'ailleurs les conversations entre proches sur la politique, dont ils regrettent qu'elles ne soient pas plus nombreuses. Quels que soient les reproches adressés aux media, toujours suspects d'être partisans, force est de reconnaître qu'ils remplissent au moins partiellement leur rôle d'information et de formation auprès du public. Les allocataires du revenu minimum des trois pays possèdent, en dépit d'un niveau d'études faible dans l'ensemble, des connaissances théoriques honnêtes, particulièrement en matière d'institutions, mais aussi en ce qui concerne le personnel politique et les politiques publiques. De manière intéressante, on remarque qu'ils évitent les dissonances cognitives et préfèrent consulter une presse qui va dans le sens de leurs opinions, ou du moins ne les contredit pas. Il en est ainsi de cet homme favorable à l'extrême-gauche :

> *« J'achète pas* l'écho républicain*. Non leur torchon… Un journal de Droite en plus… […] La première chaîne, c'est une chaîne de Droite je trouve. Je préfère la deuxième chaîne, c'est plus décontract' et plus cool. »*
> *(France - n°9 : H, 46 ans, célibataire, CAP, parcours professionnel erratique, a fait de la prison)*

Dans le cadre de la *perplexité*, on a vu que les personnes en situation défavorisée attachent beaucoup d'importance à la diversité de leurs sources [*cf.* p.373-376], afin de recueillir différents points de vue. Cela garantit selon eux de pouvoir se former une opinion en toute objectivité. Recueillant ainsi des éléments contradictoires, ils peinent à démêler la complexité des faits, à rejeter une partie des informations dont ils disposent pour formuler une conviction univoque. Les allocataires proches de la *loyauté* quant à eux consultent de préférence les media qu'ils perçoivent comme en accord avec leurs convictions. Nous pouvons dans un premier temps y voir un refus de s'exposer à des thèses contradictoires qui pourraient fragiliser leurs certitudes. Cependant, cette interprétation est partiellement inexacte. Les études de psychologie cognitive ont démontré que par un processus de mise en cohérence, les individus adhérant à une idéologie[288] tendaient à rejeter les informations qui venaient contredire leurs représentations sociales. Or ces représentations sont opaques à elles-mêmes parce qu'identifiées par ceux qui en sont porteurs à l'ordre même de la réalité, ce dont les individus n'ont pas conscience. La préférence des individus proches de la *loyauté* pour des media de leur propre tendance politique s'explique par leur volonté de se procurer des informations qu'ils estiment fiables dans la mesure où elles sont en conformité avec leur compréhension du monde et plus particulièrement des différences socio-économiques. Ils ne

[288] Malgré les nombreux ouvrages publiés sur le sujet, la définition de l'idéologie reste relativement floue ; on y fait rentrer des croyances, des théories, des valeurs, des images, des normes ou des modes particuliers de perception de la réalité. Les idéologies agissent comme des systèmes de pensée organisant des divergences et conditionnant les comportements individuels ou collectifs. La fonction sociale de l'idéologie consisterait dans la protection des constructions sociocognitives déjà existantes.

craignent pas de s'exposer à des convictions opposées dans la mesure où, face à une contradiction, ils disqualifient les thèses contraires aux leurs, considérant qu'elles résultent d'un parti pris. Au cœur de la *loyauté*, il existe une conscience individuelle qui s'estime capable de distinguer le vrai du faux (précisément en défaut dans le cas de la *perplexité*). Ainsi, la sélection d'informations en conformité avec les convictions préexistantes de l'individu relève tout autant d'un manque d'objectivité que d'une revendication de subjectivité : de même qu'ils expriment des préférences partisanes, les allocataires proches de la *loyauté* expriment des préférences médiatiques, appréciant tel animateur de débat politique, tel présentateur de journal, tel éditorialiste, tandis que d'autres sont considérés comme inféodés à un parti politique, par définition adverse.

L'intérêt pour la politique des allocataires proches de la *loyauté* ainsi que la persistance de leurs préférences partisanes induit une bonne compréhension du clivage Gauche/Droite. Pourtant, la réaction première est généralement la dénonciation de l'affaiblissement de ce clivage.

> *« Ce n'est plus comme avant, comme dans les années 1960, c'était bien clair. L'Est contre l'Ouest. Le bloc soviétique contre le capitalisme. »*
> *(France - n°11 : H, 60 ans, célibataire, isolé, certificat d'études, expérience professionnelle instable, proche du P.S.)*

> *« C'est comme tout dans la société, cela devient une profession d'être homme politique. Les Torys ont toujours procédé de cette manière, ils faisaient carrière dans la politique, faisaient partie de la gentry, etc. Mais il y a 30 ans, ou même 20 ans, le Labour était vraiment issu du peuple et ce n'est plus le cas. Ou alors, ce n'est plus le même peuple ! Les gars comme Tony Benn, Ken Livingstone, ce sont des dinosaures. Ils disparaissent… au profit des* spin doctors*. Qui entre nous ne sont pas très différents sociologiquement – tu étudies la sociologie non ? – des Conservateurs.»*
> *(Angleterre - n°7 : F, 46 ans, célibataire, 1 enfant, formation professionnelle, expérience professionnelle stable)*

> *« - Avant, il y avait une différence entre Gauche et Droite.*
> - Avant quoi ?
> - *Il y a trente ans…*
> - Sous Franco vous voulez dire ?
> - *Oui. C'est à ce moment-là que je me suis politisé. J'étais vraiment contre, vous comprenez. Vous savez… toute cette injustice. Beaucoup de mes amis qui ont dû fuir à cause de la politique. Dans ces années-là, on rejetait la faute sur le premier venu. Et quand ils ne savaient pas qui avaient fait un coup, ils avaient des listes de ceux qu'ils voulaient éliminer. Aujourd'hui, il n'y a plus de différences, plus vraiment. C'est mon opinion.*
> - Pourtant, vous décrivez des différences entre les politiques menées par les uns et les autres.
> - *Peut-être. Mais au fond, je ne suis pas certain que les socialistes n'auraient pas fait la même chose que le Partido Popular s'ils avaient été au pouvoir au même moment. Les politiques qui sont menées, elles sont peut-être liées au moment, au moment historique, à la situation économique. Et pour le reste, ce sont les mêmes hommes, les mêmes scandales, je ne peux pas m'empêcher de penser qu'entre un homme politique de Droite et un de Gauche, il n'y a guère de différence. »*
> *(Espagne - n°3 : H, 44 ans, célibataire, baccalauréat et formation professionnelle, expérience professionnelle instable)*

De ces différents extraits, choisis dans les trois pays de l'étude, on peut tirer plusieurs conclusions. Tout d'abord, l'affaiblissement du clivage Gauche/Droite est imputé pour partie à la professionnalisation de la classe politique qui, de ce fait, est moins représentative que par le passé des différentes groupes sociaux. Ensuite, la perception de l'affaiblissement du clivage Gauche/Droite est clairement mise en relation avec la fin de la Guerre Froide. Le monde n'est pas particulièrement perçu comme plus complexe que par le passé, les individus ont le sentiment de comprendre les enjeux économiques et géopolitiques, simplement ils estiment que sur les points qui autrefois constituaient des lignes de fracture très nettes, les deux camps se sont rapprochés et *« jouent au centre »*. Il est fait référence à l'amoindrissement de l'antagonisme de classe et à l'expansion des classes moyennes.

Certes, le rapprochement au centre des grands partis de gouvernement, la confusion provoquée par la multiplication de petits partis et la création de mouvements 'hors spectre' autour des questions européennes et écologiques complexifient le champ politique, mais celui-ci fait toujours sens aux yeux des personnes proches de la *loyauté*. On en veut pour preuve que, contrairement aux allocataires proches d'autres types de rapport au politique, ils peuvent approximativement situer ces nouvelles tendances sur la traditionnelle échelle Gauche/Droite. En dépit de ce brouillage, la valeur descriptive et explicative des notions de Gauche et de Droite reste selon eux entièrement valide.

> *« Il y a trop de dispersion dans les deux sens. Il y a trop de partis de chaque côté. […] La Gauche, ils sont beaucoup plus proches des ouvriers, ils sont plus proches…ben par exemple des gens qui sont de la Droite, qui ont peut-être des relations avec des ouvriers, mais bon, les gens de la Droite ont moins de difficultés financières ou même intellectuelles. »*
> *(France - n°10 : F, 45 ans, célibataire, bien entourée, formation professionnelle, aucune expérience professionnelle, proche de l'U.D.F.)*

> *« Tony Blair donne l'impression d'une personne très… marketing. Il semble impeccable, il utilise des techniques de marketing et de publicité pour mettre en valeur ses idées. Le parti Tory est beaucoup plus ennuyeux, mais… Ils semblent moins utiliser ce genre de techniques, ils sont beaucoup plus sérieux en ce qui concerne la politique. A cause de ça, Tony Blair a l'air un peu faux. […] Le parti conservateur est… conservateur. Je veux dire, en général, ils se battent pour que les choses ne changent pas, pour l'aristocratie, et tout ça, ceux qui ont de l'argent, qui ont hérité des biens. Ils sont plus favorables au monde du passé. Et le parti Labour est plus moderne. »*
> *(Angleterre - n°18 : F, 23 ans, célibataire, très entourée, études supérieures, expérience professionnelle instable, proche du parti Libéral)*

> *« Curieusement oui, ça a encore du sens. Ç'en a encore. Seulement, comme moi je suis plutôt à Droite, je trouve que la plupart des politiciens de Droite, pas tous, se prostituent pour garder leur place. (rires) Donc ils prennent de la Gauche un petit peu. »*
> *(France - n°15 : F, 50 ans, divorcée, 2 enfants, assez isolée, formation professionnelle, expérience professionnelle limitée, proche de la Droite)*

Pour cette dernière allocataire, ancrée à Droite, le clivage recouvre un sentiment viscéral. Descendante d'immigrés russes, elle explique *« ne pas pouvoir pardonner certaines choses »* et mentionne plus explicitement les *« compromissions »* de la Gauche française avec

l'U.R.S.S. Selon elle, l'anti-américanisme est d'ailleurs plus présent à Gauche pour des raisons d'héritage idéologique. En Espagne, un allocataire de la *renta básica* rappelle de manière similaire que le Partido Popular est l'héritier du franquisme, rejetant clairement ce parti dans le camps adverse. Enfin, en Angleterre, les Conservateurs sont toujours considérés comme le parti des catégories favorisées tandis que le Labour, même dans sa nouvelle version, reste associé à la classe ouvrière. Le clivage Gauche/Droite demeure donc structurant pour la *loyauté*.

I.2 Le vote comme droit politique au service d'idées

Le comportement électoral des allocataires proches de la *loyauté* n'offre guère de surprise. La plupart d'entre eux déclarent de prime abord voter systématiquement. Une observation plus soutenue montre qu'ils sont en effet des votants réguliers, même si certains s'abstiennent pour les élections qu'ils estiment moins cruciales.

a) Voter : un droit fondamental

La participation électorale s'impose naturellement à ces personnes. C'est à leurs yeux un geste politique fort, indissociable du sentiment d'appartenance à un collectif national, *« vital »* en ce sens que le fait politique est partie intégrante de la vie en société.

> *« Voter, c'est une chose importante, c'est vital. Je dis à ma fille que voter est important, quelle que soit l'élection. Car des gens se sont battus pour avoir ce droit. En particulier les femmes, cela a pris très longtemps pour que nous ayons le droit de vote, et dans certains pays, ce n'est pas encore le cas. »*
> *(Angleterre - n°7 : F, 46 ans, célibataire, 1 enfant, formation professionnelle, expérience professionnelle stable)*

> *« J'estime que moi la politique, ça fait partie de la vie de la France. On a des idées, on a des opinions, ben faut les dire. Y'en a qui disent moi je vote. Moi j'ai un ami qui ne vote pas, et moi je lui dis, dans ce cas-là, ne viens pas te plaindre si il y a tel ou tel parti qui passe, ou tel homme qui passe, s'il y a des choses qui te plaisent pas. Une voix de plus, ben c'est une voix pour… »*
> *(France - n°10 : F, 45 ans, célibataire, bien entourée, formation professionnelle, aucune expérience professionnelle, proche de l'U.D.F.)*

Les allocataires proches de la *loyauté* font avant tout valoir que le vote est un droit pour tout citoyen. Nombre de remarques insistent sur l'idée que celui qui n'utilise pas son droit de vote perd le 'droit' de se plaindre. Émettre son opinion de manière officielle, par le biais des urnes serait ainsi une condition *sine qua non* pour formuler des opinions politiques et plus particulièrement des critiques dans un cadre informel. Reprocher aux hommes politiques

leur inefficacité ou leurs mensonges nécessiterait tacitement une certaine légitimité qui émane de la participation au scrutin.

> *« Ce n'est pas vraiment un devoir. Mais je pense que ce serait idiot de parler politique quand on ne vote pas. Ce n'est pas juste. Si vous avez une opinion, vous devez voter. Autrement, si vous ne votez pas, comment pouvez-vous vous plaindre de ce qui ne va pas ? »*
> *(France - n°15 : F, 50 ans, divorcée, 2 enfants, assez isolée, formation professionnelle, expérience professionnelle limitée, proche de la Droite)*

> *« Voter c'est un droit, oui. Je ne considère pas que ce soit un devoir. Je ne pense pas que ce soit inutile. Je pense que c'est un droit. Mais si vous avez le sentiment, en allant voter que c'est une perte de temps… Comme d'aller aux courses, mettre £10 sur un cheval alors que vous n'êtes pas sûr qu'il va gagner. C'est le même effet psychologique. C'est déprimant de ne pas gagner. »*
> *(Angleterre - n°23 : H, 32 ans, célibataire, scolarisé jusqu'à 15 ans, sans domicile fixe, expérience professionnelle instable)*

Voter ne constitue pas un devoir pour eux. Certes, ils sont conscients de l'injonction normative à aller voter, mais celle-ci ne préside pas à leur action qui n'est pas présentée comme l'accomplissement d'un devoir. Ils respectent la norme politique au sens où un bon citoyen est un citoyen qui vote, qui se prononce dans le champ politique et accepte de prendre la charge qui est la sienne dans la société. Mais ils revendiquent également une certaine liberté, contrariée par l'idée d'un vote comme devoir moral obligatoire. C'est pourquoi, si dans un premier temps ils affirment voter de manière systématique, un questionnement plus précis révèle qu'ils s'abstiennent également lorsque les élections leur semblent sans importance ou lorsque « leur » candidat n'est pas en lice. À la différence des personnes proches du *mécontentement* et de la *perplexité*, ils ne se tournent pas vers le vote blanc qu'ils perçoivent comme totalement inutile car non décompté. Le vote n'a de sens que dans la mesure où il leur permet de porter leurs idées en matière d'orientations politiques pour leur pays.

b) Voter pour défendre des idées

La *loyauté* se traduit, sur le plan des comportements électoraux, par un vote de conviction. Interrogés sur leurs choix, les allocataires des trois pays revendiquent volontiers leurs préférences partisanes en signalant toujours que celles-ci sont actualisées par un vote en faveur d'un parti ou d'un homme politique. Il semble d'ailleurs que ce soit d'abord les partis politiques, donc les idées et les programmes politiques, qui attirent leurs suffrages, tandis que les hommes politiques ne sont considérés que comme les porteurs de ces idées.

> *« J'ai un intérêt très faible pour la politique en tant que telle. Je me dis que le mieux, c'est encore d'être Libéral, 'Liberal by persuasion'. J'ai l'intention de voter Libéral. C'est le S.D.P. […] Le parti Libéral a fait beaucoup de bonnes choses au début du XXème siècle, ils ont notamment été à l'origine de l'État-providence. Et leurs gouvernements me sont toujours apparus comme une initiative*

> *nécessitant d'être poursuivie et encouragée en matière de politique. Mes études d'histoire m'ont toujours incliné vers des points de vue plus radicaux. Je n'ai pas toujours été Libéral, quand j'étais à l'université, j'étais membre du Parti Communiste Révolutionnaire, et je votais Labour… Mais aux dernières* general elections*, j'ai voté Libéral par conviction, et parce que je n'avais aucune illusion sur la philosophie Blairiste. Je suis assez suspicieux à l'égard de Blair. »*
> *(Angleterre - n°23 : H, 32 ans, célibataire, scolarisé jusqu'à 15 ans, sans domicile fixe, expérience professionnelle instable)*

L'identification à un parti, plutôt que l'adhésion à un homme, convient bien aux personnes proches de la *loyauté* dans la mesure où les hommes politiques peuvent disparaître, être éclaboussés par des scandales, sans que cela remette en question leur adhésion à des idées. Une continuité est donc possible. On a précédemment souligné qu'elles pouvaient, au fil du temps, changer leur adhésion. Ces retournements sont souvent expliqués par le fait que les hommes politiques trahissent leurs convictions originelles ou dénaturent les valeurs qu'ils étaient sensés porter. On peut citer le cas de cet allocataire du R.M.I., partisan de Lutte Ouvrière. En 1981, il avait voté pour François Mitterrand, estimant normal alors de voter pour que la Gauche l'emporte. En 1988, il n'a pas renouvelé ce vote au second tour, préférant s'abstenir en l'absence de Laguiller.

> *« Je dois dire que là où le parti socialiste me déçoit, c'est que… ils ne défendent plus vraiment la valeur travail. Le vrai travail des ouvriers j'entends. Ils défendent les fonctionnaires, les assistés, comme moi certains diraient… mais ce que j'attends d'eux, c'est qu'ils défendent les travailleurs, notre travail, nos usines. »*
> *(France - n°9 : H, 46 ans, célibataire, CAP, parcours professionnel erratique, a fait de la prison)*

Désormais, en l'absence du parti politique dont il se sent le plus proche, il préfère s'abstenir, avec une double explication : d'une part la déception exposée ci-dessus à l'égard du P.S., d'autre part la volonté de s'en tenir à un vote d'adhésion. Le discours des allocataires n'est pas exempt d'une certaine intransigeance, avec notamment une critique assez ferme du vote d'opposition. Dans les trois pays, la *loyauté* implique d'avoir des idées à défendre, voter simplement « contre » les idées d'un adversaire politique est jugé illégitime.

> *« Ceux qui votent contre quelqu'un, ils sont bien obligés de voter pour un autre. Et si celui-là il fait des choses qui ne sont pas bien, qu'est ce qu'ils vont dire aux gens qui leur demandent 'Mais pourquoi tu as voté pour lui si tu n'étais pas d'accord avec ses idées. C'est ta faute s'il est élu maintenant'. On a le droit de n'être pas satisfait des gens pour qui on a voté s'ils ne font pas ce qu'ils ont dit. Mais si on ne connaît même pas leurs idées, c'est comme… d'être aveugle. Tu comprends ? Si je ne trouve personne pour qui voter, alors je ne vote pas et c'est tout. »*
> *(Espagne - n°15 : F, 35 ans, mariée, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 9 ans)*

De manière générale, les personnes proches de la *loyauté* présentent des appartenances partisanes, plus ou moins anciennes, ils savent donc pour qui voter. Malgré le fait qu'ils sont porteurs d'idées assez précises quant à ce qu'ils attendent des gouvernants, leur situation matérielle précaire les renvoie régulièrement à une inquiétude quant à la prise en compte de leur opinion.

> *« Mais c'est très beau que nous parlions de politique, mais nous faisons partie de la minorité et personne ne nous écoute. »*
> *(Angleterre - n°23 : H, 32 ans, célibataire, scolarisé jusqu'à 15 ans, sans domicile fixe, expérience professionnelle instable)*

Comme le rappelle ce bénéficiaire de l'*income support*, avoir des opinions et les exprimer dans les urnes ne garantit pas d'être réellement entendu. Bien qu'adhérant totalement au fonctionnement de la démocratie, bien que convaincus de la validité de leur suffrage – et de sa pertinence – la situation de relégation sociale dans laquelle se trouvent les individus proches de la *loyauté* les interpelle. Certains regrettent qu'il n'existe pas *« un parti des chômeurs »*. Quels que soient les partis auxquels vont leur préférences, la question du chômage et de la précarité apparaît comme insuffisamment prise en compte. Leur adhésion va donc à la politique globale de ces partis, tout en conservant une réserve quant à la gestion de ce qu'ils perçoivent comme le principal problème actuel : le chômage.

> *« Je suis très contente de voir qu'il y a des associations qui commencent à se monter pour les chômeurs. Je dis pas qu'ils ont raison de dire et de faire ce qu'ils font, mais le principe qu'il y ait des associations de chômeurs, oui je trouve ça très bien. »*
> *(France - n°15 : F, 50 ans, divorcée, 2 enfants, assez isolée, formation professionnelle, expérience professionnelle limitée, proche de la Droite)*

> « - C'est important pour vous de voter ?
> *- Non. Enfin, j'hésite… Je m'explique : c'est important de voter si tu as un parti pour qui voter. Mais si je n'en trouve aucun, je n'ai aucune raison de voter. Et ils viennent me dire que si je ne vote pas, je n'ai aucun droit… Que si j'ai des droits ! Ce n'est pas le fait de voter qui te donne des droits, c'est le fait d'être un citoyen ! Ce qui n'est pas normal, c'est qu'il n'y ait aucun parti qui s'adresse à moi. Si aucun parti ne s'adresse à toi, c'est ton droit de ne pas voter. […]*
> - Pourtant vous votez presque systématiquement…
> *- Je me rends peut-être compte, avec le temps, que ce n'est pas rentable…*
> - Dans quel sens ?
> *- Parce que si ceux qu'on veut voir gagner, gagnent, ils ne font pas ce qu'ils ont dit, alors… »*
> *(Espagne - n°3 : H, 44 ans, célibataire, baccalauréat et formation professionnelle, expérience professionnelle instable)*

On observe donc un paradoxe : les allocataires proches de la *loyauté* s'avèrent à la fois les plus conscients du manque de représentation des chômeurs – un allocataire du R.M.I. a d'ailleurs participé au mouvement des chômeurs – et les plus satisfaits de la représentation nationale telle qu'elle existe dans la mesure où ils expriment des préférences partisanes précises et durables. Certes, ils ne remettent pas en cause la représentativité des élus, leur légitimité, le système des partis. Leurs discours soulignent toutefois le défi lancé à la démocratie du fait que certaines catégories de la population, les plus défavorisées, ne sont pas représentées ni spécifiquement défendues. Bien que non structurés, on trouve dans ces discours les germes d'une aspiration à être mieux écouté et mieux pris en considération, à être réellement « représentés ». Dans l'immédiat, il apparaît qu'aucun parti ne les défend spécifiquement – il n'est d'ailleurs pas évident qu'un tel parti emporterait leur adhésion dans

la mesure où leurs choix politiques se fondent sur des valeurs plutôt que sur la défense de leurs intérêts – cependant, pour les personnes proches de ce type idéal, l'idée d'une possible mobilisation des chômeurs ne peut être éludée.

c) Une compréhension large de la citoyenneté

Pour conclure sur ce point, l'appartenance qui unit tous les allocataires politiquement intégrés est la citoyenneté partagée, à laquelle ils accordent une grande importance et qui se décline en trois temps :

1°) Le citoyen comme ressortissant national :

Cette dimension de la citoyenneté, la plus évidente, donne lieu à des développements relativement attendus sur la détention de papiers d'identité, de passeports en particulier, ainsi qu'à certains élans patriotiques sur les pays respectifs des allocataires. Si la coïncidence entre citoyenneté et nationalité peut être discutée[289], pour les personnes en situation défavorisée, elle s'impose comme une évidence. La France reste éternellement *« la patrie des droits de l'homme », « quand même mieux que les États-Unis »* et donne lieu à des références qui relèvent d'une imagerie d'Épinal permettant de manifester un attachement à la patrie. L'Angleterre est *« une île »* fort 'malencontreusement' reliée au continent par le tunnel sous la Manche, d'après certains allocataires. L'Espagne est un pays *« peuplé de gens biens », « un endroit où l'on vit bien »*. On remarque que les Anglais et les Espagnols se montrent moins dithyrambiques que les Français.

> *« - L'Angleterre est une île. Le commerce entre l'Angleterre et le continent peut continuer mais… pour ce qui est de se considérer comme Européen. On se sentira toujours Britannique avant tout. En gros, je dis non à l'Europe. Je suis britannique.*
> - Qu'est-ce que cela signifie pour vous d'être Britannique ?
> *- Le même chose que pour vous d'être Française. Je pense qu'il faut laisser tomber l'idée de Grande-Bretagne parce qu'il n'y a plus rien de Grand. Le mot d'Empire aurait du être supprimé il y a longtemps. Pour ce qui est des symboles comme la Reine, la famille royale, j'y suis favorable dans une certaine mesure parce que cela symbolise immédiatement l'Angleterre. »*
> *(Angleterre - n°23 : H, 32 ans, célibataire, scolarisé jusqu'à 15 ans, sans domicile fixe, expérience professionnelle instable)*

Les Britanniques en particulier raillent volontiers leurs aspirations à la grandeur *via* une critique de l'empire britannique et du Commonwealth. Toujours est-il que l'appartenance nationale l'emporte sur toute autre communauté imaginée, qu'elle soit générationnelle, catégorielle ou partisane.

[289] *Cf.* COLAS, Dominique, *Citoyenneté et nationalité*, Paris, Gallimard, coll. Folio Histoire, 2004, p. 11-53

2°) Le citoyen comme individu responsable qui assume une part de la souveraineté politique :

> *« Citoyen, c'est un Français qui s'assume dans la politique, qui essaie de s'assumer dans la politique tout du moins. Dans sa politique à lui, dans ses idées personnelles. Un citoyen, dans ce sens-là, parce que vous avez des gens qui critiquent la politique, qui critiquent les hommes politiques, moi j'appelle pas ça des citoyens. Un citoyen c'est quelqu'un qui a des idées, même si elles sont contre les vôtres ou n'importe quoi, mais qui a des idées personnelles sur la politique. »*
> *(France - n°10 : F, 45 ans, célibataire, bien entourée, formation professionnelle, aucune expérience professionnelle, proche de l'U.D.F.)*

Dans les trois pays, les allocataires insistent sur leur responsabilité dans les orientations politiques qui sont prises, d'où en particulier l'importance accordée au vote d'adhésion, la recherche parfois assez appliquée du meilleur choix, le rejet du vote d'opposition.

3°) Le citoyen comme concitoyen avec qui l'on partage une solidarité :

> *« Vous savez, je côtoie très peu de gens parce que, quand vous côtoyez quelqu'un qui pense qu'à lui, je dis 'Faut voir à côté'… Faut voir à côté de chez soi, avant de penser qu'à soi. Je dirais que dans la vie, on a toujours besoin d'une autre personne. Vous tombez dans la rue, s'il y a des gens qui passent qui vous relèvent pas, où on va ? C'est peut-être imagé ce que je dis. C'est un peu ce que je voulais dire tout à l'heure sur la citoyenneté. Citoyen, c'est un mot que j'aime bien parce que de temps en temps, j'ai envie d'appeler les gens, aussi hauts soient-ils en hiérarchie, 'Citoyen' ou 'Citoyenne'. Je trouve ça beau. »*
> *(France - n°9 : H, 46 ans, célibataire, CAP, parcours professionnel erratique, a fait de la prison)*

Dans les trois pays de l'enquête, on a pu observer un double mouvement parmi les bénéficiaires proches de la *loyauté,* d'une part de la reconnaissance à l'égard du corps social du fait de la perception d'aides publiques pour lesquelles ils se sentent redevables, d'autre part de la compassion pour *« les malheureux »* dont la situation est encore pire. La solidarité apparaît comme consubstantielle au sentiment de citoyenneté.

La dimension citoyenne, précédemment mise en évidence par le comportement électoral des personnes en situation défavorisée proches de la *loyauté*, apparaît également à travers leurs représentations sociales, ce que nous allons exposer à présent. Les personnes proches de la *loyauté* expriment en effet leur volonté de faire partie de la société comme membres à part entière et non comme des citoyens assistés de seconde zone.

I.3 Sentiment d'intégration et rôle de l'État

Les allocataires proches de la *loyauté* sont conscients de la précarité de leur situation et de son inscription dans une durée, notamment en raison de leur âge et d'un niveau d'études

généralement faible. Ils se savent d'autant plus dépendants du revenu minimum que, pour la plupart, leur sociabilité est très restreinte. En effet, l'une des caractéristiques des personnes proches de la *loyauté* est qu'elles déclarent souvent ne pouvoir compter que sur elles-mêmes et de rares proches. Dans ce contexte social, les aides publiques constituent le principal recours pour survivre et tenter de préserver leur dignité.

a) Méfiance et reconnaissance à l'égard des politiques sociales

Le R.M.I., la *renta básica*, l'*income support*, constituent la principale et souvent l'unique source de revenu des personnes que nous avons interrogées. Nombre d'entre elles soulignent donc leur reconnaissance à l'égard des politiques sociales qui leur apportent un soutien financier indispensable ainsi qu'une assistance sociale potentiellement mobilisable bien qu'elles soient plutôt dans une tactique d'évitement à l'égard des travailleurs sociaux.

> *« Le fait est que les gens devraient comprendre que nous avons de la chance en Angleterre. Nous avons un bon État-providence. On touche de l'argent si on est malade, si on ne travaille pas. Si vous touchez l'*income support*, vous avez les soins dentaires gratuits, les services médicaux gratuits, l'éducation… Il faut bien que cela vienne de quelque part, d'où les taxes. »*
> *(Angleterre - n°18 : F, 23 ans, célibataire, très entourée, études supérieures, expérience professionnelle instable, proche du parti Libéral)*

> *« Ça m'aide drôlement. Le R.M.I. a été créé et c'est vraiment bien. Même si c'est, je peux pas dire provisoire, mais quelqu'un qui peut pas retrouver du boulot… Bon ben il y en a qui ont aucun diplôme, moi j'ai aucun diplôme… […] Et puis vous en avez aussi, j'ai un voisin qui pourrait travailler qui touche le R.M.I., mais c'est je me ballade au bord de l'eau, je pique-nique… Il y a des cas où vraiment les gens…c'est pas le poil dans la main, mais c'est relax. C'est vaste le sujet du R.M.I. parce qu'il y a différents cas. »*
> *(France - n°10 : F, 45 ans, célibataire, bien entourée, formation professionnelle, aucune expérience professionnelle, proche de l'U.D.F.)*

> *« Pour dire la vérité, sans la* renta básica *qu'ils ont créée, au gouvernement foral, ma famille ne pourrait pas vivre. C'est une décision qu'ils ont prise, et pour nous, cela a vraiment fait une grosse différence. »*
> *(Espagne n°15 : F, 35 ans, mariée, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 9 ans)*

Cette reconnaissance une fois exprimée, les personnes proches de la *loyauté* mettent en cause le système du fait du risque de stigmatisation qu'il représente. Nombre d'allocataires révèlent seulement à un cercle restreint qu'ils vivent grâce aux aides publiques. L'aide financière et sociale dont bénéficient les allocataires du revenu minimum constitue le signe d'une dépendance, stigmate qui peut les conduire à être considérés et à se considérer eux-mêmes comme en marge de la société. L'extrait français manifeste d'ailleurs l'expression d'un ressentiment à l'encontre de ceux qui semblent vivre plus aisément le fait d'être assisté, ce qui souligne bien que les bénéficiaires d'aides publiques peuvent être l'objet de stigmatisation, mais également en être l'auteur en tentant de se distinguer de leurs pairs qu'ils

jugent paresseux. C'est en raison du risque de stigmatisation qu'ils s'efforcent, on y a déjà fait allusion, de mettre en place des barrières entre eux et les organismes publics chargés de leur prise en charge. Ils parlent très peu de leur rapport à l'institution et aux travailleurs sociaux, préférant éluder les questions sur ces sujets. On peut citer le cas d'une bénéficiaire de l'*income support*, mère célibataire entièrement préoccupée par l'éducation de sa fille, adolescente. Dans son discours, elle se présente véritablement comme étant en lutte pour préserver sa dignité et dissimuler ce qu'elle perçoit comme une déchéance.

> *« - Vous voulez savoir si je me sens stigmatisée du fait que je touche l'*income support *?*
> - Oui.
> *- Les gens s'imaginent des choses à votre sujet… Vous êtes forcément inepte, stupide et incapable… C'est l'impression que vous donnez quand vous êtes assisté. Donc je ne dis pas aux gens que je touche une allocation, à moins qu'ils n'aient besoin de le savoir. D'un autre côté, j'ai travaillé 15 ans avant de toucher l'*income support*. Donc j'ai suffisamment travaillé pour avoir le droit de toucher ce que je perçois. En fait, il ne doit pas y avoir plus de 2 ans de ma vie sans que j'aie travaillé, que ce soit à mi-temps ou à plein temps. […] Mais il y a une certaine honte à toucher l'*income support*. Parce que vous savez que les gens pensent que vous êtes un certain type de personne. Et je ne corresponds pas à cette image. Je suis diplômée, j'ai fait des études, j'aimerais travailler. […] On voudrait bien me faire appartenir à l'*underclass*. Et il m'arrive d'avoir le sentiment d'appartenir à l'*underclass*. Mais pas à cause de qui je suis, à cause de la pauvreté dans laquelle je vis. Parce que vous touchez des aides pour vivre, vous ne pouvez pas vous permettre de faire vraiment partie de la société : vous ne pouvez pas vous permettre de porter des vêtements convenables, de sortir pour rencontrer des gens. Mon argent va en priorité à ma fille. Donc j'ai davantage conscience d'être exclue socialement, pas parce que je voulais m'exclure moi-même, mais parce que la société m'a exclue, et elle l'a fait par le biais de la pauvreté, en me donnant à peine de quoi vivre. […] Malgré tous les problèmes auxquels j'étais confrontée, j'étais fière à l'idée d'appartenir à la classe ouvrière, je trouvais que c'était important, que ça comptait… je n'étais pas totalement convaincue par le discours marxiste… […] Mais cette histoire l'an dernier [son déménagement forcé pour problèmes de voisinage à Blackbird Leys] était finalement la goutte d'eau qui fait déborder le vase, la fin de toute idée romantique que j'ai pu avoir de ce que ça représente de faire partie de la classe ouvrière. En ce qui me concerne, la classe ouvrière peut aller au diable. En fait, ils ne sont pas de la classe ouvrière, ce ne sont que des jeunes, avec des gamins, qui n'ont jamais travaillé de leur vie. C'est bizarre. Peut-être que je fais partie de l'*underclass *maintenant, mais je ne me considère pas comme faisant partie de l'*underclass*. »*
> *(Angleterre - n°7 : F, 46 ans, célibataire, 1 enfant, formation professionnelle, expérience professionnelle stable)*

Dans cet extrait, on perçoit bien la douleur ressentie du fait du stigmate que lui fait porter d'une part sa pauvreté, d'autre part le fait d'être assistée. On observe également ses efforts pour dissimuler ce stigmate : elle consacre l'essentiel de ses revenus à sa fille (elle précise qu'elle lui achète des vêtements, du maquillage), elle s'efforce de la protéger en ne lui faisant pas porter le stigmate ; elle tente ainsi de sauver la face en préservant une image de mère responsable, prête à des sacrifices personnels pour son enfant. L'enquête de terrain a permis de constater qu'elle limite autant que possible les sorties de son appartement, cette réclusion lui permettant de ne pas s'exposer à des regards malveillants. Enfin, son discours s'articule essentiellement autour de son identité sociale : en tant que *« fille de la classe ouvrière »*, elle vit comme une déchéance d'être assimilée à l'*underclass* qu'elle associe à des

franges de marginalité et d'illégalité. Cet extrait illustre parfaitement le tiraillement illustré par Goffman entre l'identité pour soi et l'identité pour les autres.

D'un point de vue psychologique, les personnes proches de la *loyauté* sont pour le moment encore capables de protéger une identité positive et de résister à la honte et au discrédit, mais la conscience d'être assistées et dépendantes fragilise leur amour-propre. Au-delà d'une possible stigmatisation, une inquiétude ronge les bénéficiaires du revenu minimum : devenir réellement des assistés. D'où leur attitude ambivalente à l'égard des politiques sociales, où la reconnaissance se mêle de méfiance.

> *« Je m'aperçois que je commence à faire partie des exclus. Ça fait 3 ans que je tourne en rond ! […] À l'heure actuelle, si tu ne réclames pas, tu n'as rien, mais à force de réclamer, tu n'as rien. J'ai évité de réclamer pour préserver… des choses. A quoi ça m'a servi ? Si on les supprime maintenant, qu'aura-t-on pour la suite ? Ils disent qu'il y a eu des abus. Mais les abus, il faut connaître les raisons. Et c'est sur nous que ça retombe. »*
> *(Angleterre - n°23 : H, 32 ans, célibataire, scolarisé jusqu'à 15 ans, sans domicile fixe, expérience professionnelle instable)*

> *« En soi le R.M.I. c'est bien, mais le principe d'arriver à une politique d'assistés générale, c'est pas bien. Finalement, je constate une chose, c'est que je suis privilégiée d'être RMIste. Et je trouve ça pas tout à fait normal. Mais à mon âge, c'est vrai que j'ai besoin de formation. Mais il y a quand même dans tout ça quelque chose que j'arrive pas à admettre. La politique libérale américaine n'est pas bonne, pour moi c'est pas un exemple, mais quelque part, elle a du bon, parce que le fait d'avoir moins d'impôts permet d'embaucher plus facilement. C'est pas la diminution des heures… […] La Gauche pousse à un tas de choses, mais en même temps pas dans la bonne direction, pour pouvoir assujettir les gens et dire 'regardez comme on est gentils, on vous donne quand même'. Pour moi, il y a quelque chose de pervers. »*
> *(France - n°15 : F, 50 ans, divorcée, 2 enfants, assez isolée, formation professionnelle, expérience professionnelle limitée, proche de la Droite)*

Les personnes en situation défavorisée proches de la *loyauté* ont intériorisé l'idée que pour être membre à part entière d'une société, être un membre 'utile', il faut travailler, s'assumer financièrement. D'où leur méfiance à l'égard de l'assistanat. Si objectivement ils se savent assistés, ils ne le ressentent pas d'un point de vue subjectif. Sur le plan des grands principes organisateurs de la société, ils approuvent l'assistance comme principe général de solidarité. Ils se montrent reconnaissants envers l'État et envers leurs concitoyens pour l'aide qu'ils reçoivent, mais les effets pervers du système d'aide sociale sont pris en compte, critiqués et surtout craints. La position des allocataires du revenu minimum envers l'État-providence est donc ambivalente : percevoir une aide est un droit social – justifié par la solidarité nationale et en outre souvent renforcé aux yeux des allocataires par le fait qu'ils ont déjà travaillé – mais ce n'est qu'un pis-aller, la seule véritable solution à leurs yeux étant de retrouver un emploi. Sur ce point, la *loyauté* peut être rapprochée du type de rapport à l'action sociale que Serge Paugam nomme *assistance* différée, en raison de leur forte motivation à l'emploi, de leur rejet du statut d'assisté et de l'élaboration de stratégies de distanciation dans

les relations avec le système d'assistance sociale. Pour les individus qui font l'expérience de la *loyauté* comme de l'*assistance différée*, « les difficultés à s'identifier au statut social d'assisté et le refus d'une dépendance trop forte envers les services d'action sociale sont les signes incontestables d'une résistance individuelle aux tentatives des travailleurs sociaux. La stratégie de distanciation ou le refus d'une collaboration durable est motivée par l'espoir de trouver un emploi stable. La recherche d'un statut de salarié est la seule solution préconisée pour se libérer définitivement du contrôle social et du poids symbolique de l'assistance. » [290]

L'État-providence est apprécié à sa juste valeur comme un système protecteur pour tous, pas seulement les bénéficiaires du revenu minimum, mais aussi les malades, les personnes âgées, les handicapés, autres catégories fragilisées qui sont mentionnées dans les discours comme ayant besoin et droit à l'aide publique. Les individus proches de la *loyauté*, convaincus de l'importance et de la modernité de l'État-providence, estiment donc qu'il faut se garder d'en abuser. Ils estiment d'ailleurs être irréprochables sur ce point, ce qui leur permet de préserver une image positive d'eux-mêmes, image sur laquelle ils s'appuient afin de se présenter comme des membres à part entière du corps social.

Ainsi, ils affirment se sentir bien intégrés dans la société, n'avoir pas l'impression d'être mis à l'écart, ils insistent sur le fait qu'ils sont *« comme tout le monde »*.

> *« Je suis un citoyen de plus de cette communauté, de Navarre, de Pampelune plus précisément. Il me semble que j'ai eu pas mal de misères, des maladies, des mauvaises choses, des bouleversements qui m'ont obligé à me retrouver dans une situation économique… qui requiert des aides, des apports financiers… et je m'en sors grâce à ça. Exclusivement. Moi, à ma manière, j'ai apporté des choses aussi. Parce qu'il y a d'autres gens qui ont besoin également. Je comprends que je touche depuis… deux ans et demi maintenant, cette aide du gouvernement de Navarre. […] Mais d'une certaine manière, je l'ai gagnée cette* renta básica*. Je préfèrerais ne pas l'avoir, mais j'ai beaucoup travaillé, et c'est un droit que tout le monde a maintenant grâce au gouvernement de Navarre. Moi, les misères que j'ai, je les ai par la maladie [diabète], mais avec les gens je n'ai aucun problème, aucun problème, je me considère égal aux autres. »*
> *(Espagne - n°3 : H, 44 ans, célibataire, baccalauréat et formation professionnelle, expérience professionnelle instable)*

> *« Je suis très pauvre. Je veux dire, c'est très dur de vivre de l'*income support*. […] Mais je n'ai pas le sentiment d'appartenir à une catégorie particulière de la société. Je me vois en tant qu'individu. Personne ne me montre du doigt, on ne me dit pas que j'en profite. Les gens comprennent que je fais des efforts pour m'en sortir. »*
> *(Angleterre - n°18 : F, 23 ans, célibataire, très entourée, études supérieures, expérience professionnelle instable, proche du parti Libéral)*

Au final, le rapport des bénéficiaires du revenu minimum à l'État-providence est marqué par les contradictions. Certains éléments sont communs à tous : le fait d'être pauvre et assisté constitue une expérience douloureuse en raison du manque, de la dépendance et de la crainte d'être stigmatisé. Malgré cela, ils déploient des efforts apparemment efficaces pour

[290] PAUGAM, Serge, *La disqualification sociale, op. cit.*, p.91.

rester à leurs propres yeux, ainsi qu'aux yeux de leur entourage, des membres à part entière de la société. On notera en particulier la mise en exergue de la valeur effort (ils cherchent à s'en sortir, ils ont beaucoup travaillé dans le passé, seule la maladie les a contraint à l'inactivité), de la valeur travail (ils sont en demande d'un travail en tout premier lieu, l'assistance n'étant qu'un pis-aller), de la solidarité (faute de pouvoir les aider, ils plaignent les plus malheureux). Ils s'efforcent ainsi de compenser leur improductivité économique actuelle en mettant en exergue d'autres qualités censées faire d'eux des citoyens à part entière.

b) Le rôle macro-économique de l'État

La *loyauté* est un type de rapport au politique qui implique la conviction que la politique a un impact sur la vie. Pour les allocataires qui se rapprochent de ce modèle, la politique n'est pas toute puissante, mais elle l'est au moins autant que le champ économique sur lequel elle peut influer.

> *« Une vraie politique, bien menée, peut avoir de très bons résultats. Parce qu'en soi, je suis pour la politique. Elle est nécessaire. On peut pas avoir un pays sans politique. »*
> *(France - n°15 : F, 50 ans, divorcée, 2 enfants, assez isolée, formation professionnelle, expérience professionnelle limitée, proche de la Droite)*

La conviction de l'utilité et de l'efficacité de la politique est profondément enracinée chez les personnes proches de la *loyauté*. Certaines décisions peuvent être contraintes, les gouvernants n'ont sans doute pas une liberté d'action totale – le cadre juridique de l'Union européenne pose des limites à l'action des États-membres – mais l'action politique est possible. On a vu que l'État-providence constitue une part importante de cette action aux yeux des personnes en situation défavorisée.

> *« Je me sens forcément dépendant de l'État. […] L'État-providence, depuis qu'il a été créé en 1934 ou quelque chose comme ça, ça a été bien jusqu'à la guerre. Et à partir du moment où les technologies* i.e. *les ordinateurs ont explosé, on a essayé de récupérer l'argent du N.H.S. pour le mettre dans l'industrie et les investissements militaires. Et je pense que c'est mal, c'est revenir en arrière, même sous le gouvernement Labour. Ce qui attirait les étrangers dans notre pays, c'est qu'avec le N.H.S., vous pouviez être soigné gratuitement. Mais maintenant, c'est très difficile. »*
> *(Angleterre - n°23 : H, 32 ans, célibataire, scolarisé jusqu'à 15 ans, sans domicile fixe, expérience professionnelle instable)*

L'extrait ci-dessus évoque les arbitrages budgétaires effectués sous les gouvernements conservateurs de Margaret Thatcher et John Major, à savoir une réduction du budget du National Health Service et une augmentation des crédits militaires, notamment en matière de technologies de pointe, arbitrages accusés d'être à l'origine de l'effondrement du système de

soins britannique[291]. Comme cela est souligné, le gouvernement Labour de Tony Blair, s'il a lancé un programme de modernisation du système de soins, n'a pas pris les mesures financières adaptées pour rétablir le N.H.S. mythique, mais a privilégié un système à deux vitesses dans lequel le N.H.S. et la médecine privée coexistent.

Les politiques sociales sont bien comprises comme des décisions politiques et sont jugées indispensables à la société dans la mesure où elles protègent l'ensemble de ses membres, d'où la nécessité d'en protéger les fondements. En raison de leur répugnance à être dépendants, les bénéficiaires du revenu minimum insistent cependant, au cours des entretiens, sur le fait que ce sont les orientations en matière de politique économique auxquelles les gouvernants devraient accorder la plus grande importance. Ils s'intéressent en particulier à la fiscalité, considérée comme le principal instrument à la disposition de l'État pour influencer l'économie au sens large, et notamment la répartition des richesses dans la société.

Les questions économiques ne sont pas présentées par les media de la même façon dans les trois pays de l'étude, ce qui explique les différences observées. Ainsi, en Angleterre, l'accent est mis sur les arbitrages budgétaires, donc sur la façon dont l'argent public est dépensé. Il est admis que le budget de l'État n'est pas extensible et la question centrale est celle de sa répartition, avec la conscience qu'il n'est pas possible d'augmenter un poste sans en diminuer un autre. Par exemple, un bénéficiaire de l'*income support* explique qu'une augmentation de cette allocation semble nécessaire car elle permet à peine de survivre ; spontanément, il s'interroge sur la façon dont elle pourrait être financée ; après avoir dans un premier temps suggéré de réduire le budget militaire, il en vient à se dire qu'une telle diminution pourrait mettre en difficulté l'industrie de l'armement, créant ainsi de nouveaux chômeurs et aggravant le problème initial. Cette préoccupation de la répartition du budget de l'État en recoupe une autre, celle de la répartition des richesses.

> *« Je ne suis pas anarchiste au point de suggérer que les possessions des gens devraient leur être retirées. Je pense que les gens ont droit d'avoir des biens, même des biens monétaires ; c'est normal que les intérêts de ceux qui contrôlent et possèdent les biens soient respectés. Je ne suis pas particulièrement favorable à la propriété à travers les investissements et… les manipulations de prêts… l'usure, tout ça. Mais je pense que dans la société actuelle, il faut avoir quelque chose comme un établissement financier, comme la City à Londres, où on s'occupe des investissements, des grandes industries, des différentes propriétés, de manière efficace. […] Je crois qu'au Royaume-Uni, chacun a la possibilité de sortir de sa situation. Quand vous vous retrouvez dans une situation difficile, vous*

[291] Cette accusation n'est que partiellement exacte puisque le N.H.S. souffre également de n'avoir pas su anticiper les transformations démographiques, ni s'adapter aux exigences accrues en termes de santé ouvertes par les progrès de la médecine. Les causes de ses difficultés sont multiples, mais il est clair que les restrictions budgétaires ont contraint à des restrictions de personnel, à un renouvellement trop lent des installations, d'où la montée en puissance d'un système de santé privé.

> *devez vous motiver pour vous en sortir, quoi qu'il en coûte. Vous devez vous prendre en charge et trouver un endroit où aller. […] Il y aura toujours beaucoup plus de pauvres que de gens très riches. Les hommes politiques doivent s'occuper de la société dans son ensemble. Si une large part de la société est frappée par la pauvreté, alors leur devoir est de se concentrer sur le problème de la pauvreté dans la société. »*
> *(Angleterre - n°22 : H, 32 ans, célibataire, bien entouré, études supérieures, proche du parti Libéral)*

La question de la répartition des richesses est étroitement liée au budget de l'État dans la mesure où seule une politique redistributive permet de réduire les écarts socio-économiques. Toutefois, les bénéficiaires de l'*income support*, s'ils estiment de la responsabilité de l'État de lutter contre la pauvreté, accordent une grande importance au respect de la propriété privée, estimant qu'il serait injuste de déposséder les plus riches de leurs biens. En cela, l'Angleterre se démarque clairement de la France et de l'Espagne où il est généralement admis que pour diminuer les inégalités, il convient de *« prendre aux plus riches »*. Les bénéficiaires britanniques n'ont au contraire pas de réponse préconçue quant à la façon dont l'État pourrait agir pour améliorer leur situation sans pour autant les enfermer dans une plus grande assistance. Ils semblent particulièrement perméables au discours dominant selon lequel c'est à eux de prendre en main leur situation pour s'en sortir.

En France, faute de n'avoir jamais observé les résultats des politiques fiscales en matière de réduction du chômage, les allocataires du R.M.I. se montrent perplexes : La baisse des charges patronales a-t-elle réellement un impact sur la création d'emplois ? Si les prélèvements baissent d'un côté mais augmentent de l'autre, comment une quelconque mesure pourrait-elle être efficace ? Le débat français porte moins sur les arbitrages budgétaires que sur la répartition des prélèvements fiscaux. *« Qui doit payer ? »* est la question perpétuellement sous-jacente. En raison du contexte politique au moment des entretiens, deux mesures-phares du gouvernement Jospin, les 35 heures et les emplois-jeunes, étaient fréquemment évoquées. Selon les personnes proches de la *loyauté*, ces mesures n'apportent pas des réponses de fond au problème structurel du chômage. Les emplois-jeunes sont mal considérés car destinés à une catégorie particulière, donc excluant la plupart des chômeurs. Ils sont perçus comme des emplois-gadgets, permettant de dégonfler fortement les chiffres du chômage, mais pour une durée restreinte, éventuellement dans une perspective électoraliste. Il est souligné que si l'insertion des jeunes sur le marché de l'emploi constitue une étape importante, le problème le plus difficile à régler est celui de la réinsertion des chômeurs plus âgés. Concernant les 35 heures, tout en doutant de l'efficacité de cette politique (*« Vous croyez vraiment, vous, qu'un petit patron, il va pouvoir embaucher quelqu'un pour 4 heures par semaine ?», « Je suis pas sûre qu'en travaillant moins, ça ira*

mieux… »), ils ne critiquent pas leur mise en place, *« pour voir »*, réservant leur opinion en fonction des résultats obtenus en termes de diminution du chômage à un niveau plus global.

C'est en Espagne que les questions économiques sont abordées de la manière la moins élaborée. Dans l'ensemble, les personnes en situation défavorisée sont satisfaites des progrès économiques observés dans leur pays : elles constatent une amélioration de leur niveau de vie. Sans être vraiment informées des mesures économiques prises par le gouvernement national ou par le gouvernement foral en faveur de l'emploi et de la croissance économique, elles en approuvent l'efficacité globale, bien qu'elles n'en profitent pas encore, se trouvant toujours au chômage. L'impact positif de l'entrée de l'Espagne dans l'Union européenne est souligné, sans qu'il soit précisé par quel biais cela s'est révélé un atout pour la croissance nationale.

> *« Il y a des personnes qui, comme elles n'ont jamais pu profiter de ça, de ces aides, ça ne fait pas beaucoup de monde, mais il y en a qui sont contrariées parce qu'elles apportent toujours de l'argent, et elles n'en reçoivent jamais. Parce que leurs conditions de vie sont meilleures. Donc ils n'ont pas droit à ces aides. Mais il y a très peu de gens qui se plaignent de nous. Très peu de gens. Parce que moi, je ne verrais aucun inconvénient à fournir cet argent [signe : entre deux doigts] pour des gens qui n'ont rien, si je touchais ça [signe : le bras entier]. Et c'est le cas pour beaucoup de monde. Je crois que les gens sont d'accord pour payer des impôts si derrière on voit les résultats. »*
> *(Espagne - n°3 : H, 44 ans, célibataire, baccalauréat et formation professionnelle, expérience professionnelle instable)*

Comme cet extrait permet de le constater, les discours économiques des bénéficiaires de la *renta básica* démontrent une approche personnelle relativement limitée. Les réponses sont dans l'ensemble assez vagues. À défaut de bases théoriques, ils préfèrent s'en remettre aux spécialistes que sont censés être les hommes politiques. Il est également possible que les Espagnols accordent une moindre importance aux questions macro-économiques dans la mesure où d'autres sujets leur semblent plus sensibles : la question basque, le partage des pouvoirs entre gouvernement national et région, l'environnement. En regard de ces questions, il est possible que l'économie leur apparaisse comme une problématique en bonne voie d'amélioration, d'autant plus que la Navarre est une région plutôt riche et dynamique avec un taux de chômage inférieur à la moyenne nationale.

Les perceptions macro-économiques des allocataires proches de la *loyauté* sont relativement élaborées en comparaison de ce qui a été observé dans le cadre de l'*apathie*, du *mécontentement*, voire même de la *perplexité*. La technicité des questions économiques constitue toutefois un obstacle volontiers reconnu. Ainsi, les causes du chômage en France leur restent relativement opaques. Nul ne fait mention de la désindustrialisation, ni même de la mondialisation. Pour ces individus politiquement intégrés comme pour toutes les personnes en situation défavorisée, leur situation personnelle constitue une fatalité incompréhensible.

Les allocataires proches de la Droite éprouvent des difficultés à rendre compte des causes du chômage et de la pauvreté. Ils sont davantage perméables aux explications en termes de paresse et de rôle désincitatif de l'assistanat qui correspondent à leur approche globalement individualiste. En dépit de leur perception compréhensive des questions économiques et politiques, dans leur expérience vécue du chômage, ils sont seuls et ne manifestent aucun sentiment d'appartenance à un groupe social spécifique. Dans le même temps, ils suggèrent néanmoins que le problème est de nature structurelle, puisque même en étant désireux de travailler, ils ne trouvent pas d'emploi ; les causes du chômage ne peuvent donc être individuelles. Au final, ils ne formulent aucune explication globale à ce qu'ils perçoivent comme un dysfonctionnement du système :

> *« Ça marche pas, ça marche plus. C'est comme si quelque chose était cassé. Mais quoi ? »*
> *(France - n°10 : F, 45 ans, célibataire, bien entourée, formation professionnelle, aucune expérience professionnelle, proche de l'U.D.F.)*

> *« Ça a toujours été le cas en Grande-Bretagne. Il y a toujours eu un fossé énorme entre les riches et les pauvres. […] Si vous pensez à ce qu'était l'Angleterre il y a 50 ans, nous avons parcouru beaucoup de chemin déjà. »*
> *(Angleterre - n°18 : F, 23 ans, célibataire, très entourée, études supérieures, expérience professionnelle instable, proche du parti Libéral)*

D'autres causes du chômage sont également avancées, en particulier la surpopulation et le fait que les populations les plus exposées à la pauvreté sont presque dans l'impossibilité matérielle de retrouver un travail : les anciens ouvriers manuels des industries, les mères célibataires, les personnes souffrant de maladies invalidantes.

Pour les allocataires partisans de la Gauche, les problèmes du chômage et de la pauvreté sont expliqués, de tout temps, par l'*« injustice dans la distribution »*.

> *«* - Quel souvenir gardez-vous de 1981 ?
> *- Ben je pensais que ça apporterait quelque chose de meilleur, que ça allait…changer la vie des ouvriers, enfin des travailleurs. […] Mais en fait, c'est pas eux qui tiennent les ficelles. C'est les gros. Vous comprenez ? Les patrons, c'est eux qui ont fait que les politiciens… (sifflement et signe du pouce vers le bas) »*
> *(France - n°3 : H, 47 ans, célibataire, très isolé, formation professionnelle, expérience professionnelle instable, proche du P.C.)*

> *« - Lorsque Thatcher était au pouvoir, elle était très franche quant à ce qu'elle faisait sur le plan économique, démonter des secteurs et transformer radicalement l'économie. Mais lorsque le Labour est arrivé au pouvoir, enfin !, et je peux vous dire que moi et quelques amis, nous avons fait la fête en disant 'Wow, cela va être différent maintenant, ça va changer, cela va redevenir humain !'. On va avoir une part de gâteau un peu plus grosse... Et cela ne s'est pas produit… D'une certaine manière, le parti travailliste au pouvoir continue ce que Margaret Thatcher avait commencé. C'est le même agenda.*
> - Vous avez été déçue ?

> *- Oh oui, tout-à-fait. Je pense que Blair n'est qu'un politicien. Je ne peux pas dire que je l'ai en horreur alors que c'était le cas pour Margaret Thatcher. Et ce que je détestais le plus en elle, c'est que c'était une femme, et elle faisait toutes ces choses qui rendent la vie plus difficile pour les femmes. Tout est fait pour que la situation soit encore plus injuste pour nous, les mères célibataires, comme si être pauvre ne suffisait pas. »*
> *(Angleterre - n°7 : F, 46 ans, célibataire, 1 enfant, formation professionnelle, expérience professionnelle stable)*

Cette population perçoit plus ou moins intensément un antagonisme social entre riches et pauvres, entre puissants et faibles. Ces inégalités, perpétuellement renouvelées, les enferment dans une situation d'assistance qu'ils abhorrent et dans laquelle ils ne se reconnaissent pas. Leur identité est avant tout celle d'ouvriers, de travailleurs, identité qui correspondait plus ou moins à leur 'destin de classe'. Le chômage ne met pas fin à leur appartenance à des communautés imaginées auxquelles ils s'identifient encore, mais il les prive des solidarités d'une communauté réelle et par là même de possibilité de mobilisation et d'action. Une solidarité sociale indistincte et immatérielle subsiste avec ceux qui sont *« comme nous »* par opposition à l'adversaire persistant que constitue le riche, le patron, le privilégié. Cependant, on peut s'interroger : combien de temps une 'identité de classe' au sens marxiste peut-elle perdurer alors même que ces personnes n'ont plus pour la soutenir que leurs représentations sociales et leurs idées politiques tandis que les conditions matérielles de cette identité – le rôle partagé avec d'autres travailleurs dans le processus de production – ont durablement disparu ? À titre d'exemple, on peut rappeler le cas d'un allocataire du R.M.I. favorable à l'extrême-gauche cité à plusieurs reprises : après s'être présenté fièrement comme *« ouvrier avant tout »*, notamment pour expliquer ses préférences partisanes et son intérêt pour la politique, l'entretien prend une tonalité d'amertume au fur et à mesure que sont évoqués ses choix électoraux passés, ses *« galères »*, et il déclare finalement qu'il commence *« à faire partie des exclus »*. Le déroulement de cet entretien, comparable à plusieurs autres réalisés auprès de personnes proches de la *loyauté*, montre bien que les identités sociales, même si elles sont profondément ancrées dans les habitus des individus, ne sont pas immuables.

Les personnes en situation défavorisée proches de la *loyauté* que nous avons interrogées présentent deux situations : elles peuvent se sentir plus proches de la Droite, auquel cas elles ne formulent pas de sentiment d'appartenance autre qu'à la société française ; elles peuvent se sentir plus à Gauche, auquel cas elles stipulent leur appartenance aux catégories populaires (les pauvres, les ouvriers, les travailleurs) et leur opposition à un adversaire immuable socialement définissable, mais cette référence constitue une

représentation mentale, non une réalité inscrite dans leurs quotidien. Ces préférences partisanes sont perceptibles à travers les opinions émises quant au rôle macro-économique de l'État en matière d'assistance et de redistribution des richesses. S'agissant du budget de l'État, des nuances nationales peuvent être esquissées : en France, la question de l'impôt (les recettes) prime dans les discussions, tandis qu'en Grande-Bretagne, l'attention se concentre davantage sur les arbitrages (les dépenses).

I.4 La conscience d'une distanciation en cours

La plus grande différence comportementale des individus proches de la *loyauté*, à la différence des autres types de rapport au politique, réside dans leur politisation. Leur intérêt pour la politique s'inscrit dans le temps et se confond avec leur histoire personnelle. De ce fait, ils se montrent particulièrement sensibles au lien entre leur vie et leurs représentations politiques. La gêne voire la honte consécutives à leur situation de dépendance, les sentiments de découragement mais aussi de colère qui peuvent les envahir, les frustrations répétées, tout ce qui leur renvoie une image négative d'eux-mêmes n'est pas sans conséquences sur leur rapport au politique et ils en sont conscients.

a) La résistance au délitement

Face à l'adversité, les bénéficiaires du revenu minimum sont parfois sujets au découragement. Ce découragement concerne leur capacité à retrouver du travail, à être de nouveau indépendants, maîtres de leur destin. Bien souvent, ils ont le sentiment d'être les jouets d'événements sur lesquels ils n'ont aucune prise. Dans un tel contexte psychologique, leur implication politique chancelle, car ils doutent de leur pouvoir d'influence dans le champ politique et il leur est difficile de se fier à leurs convictions partisanes, alors que tant personnellement que professionnellement, ils se sentent impuissants à remettre en ordre leur propre vie. Ils continuent de s'intéresser à la politique, en partie par habitude : lire les pages économiques du *Guardian*, écouter un débat politique en famille, discuter avec son voisin des dernières mesures en faveur de l'emploi, lire les papiers envoyés au moment des élections, autant de gestes qui participent d'un habitus, au sens où ils constituent des médiations pratiques favorables à la *loyauté*. En outre, ils possèdent les bases nécessaires pour

comprendre le champ politique sans trop d'investissement en temps ou en concentration. Leur intérêt pour la politique a cependant perdu de sa qualité et de son intensité. En termes de qualité, ils se rendent compte qu'ils mémorisent moins facilement les événements politiques. Un allocataire prononce cette phrase très significative : *« J'ai suivi ce qui se passait, mais je n'ai pas vraiment remarqué. »* On retrouve dans son expression la distinction entre voir et regarder, entre la passivité de la simple vision sensorielle et l'action du regard orienté par une volonté. En reconnaissant cela, il admet un comportement qui le rapproche de l'*apathie*. On peut rappeler pour mémoire que nombre de personnes proches de l'*apathie* regardent le journal télévisé quasi quotidiennement, sans être capables d'en mentionner un seul titre. Ce n'est pas le cas de l'allocataire en question qui, après réflexion, parvient sans peine à restituer les faits les plus brûlants de l'actualité ; cependant il exprime son impression d'assister à quelque chose sans y être vraiment. Sans doute souhaiterait-il manifester un intérêt intact pour la politique, l'actualité, les faits de société, mais intellectuellement, comme beaucoup de bénéficiaires du revenu minimum proches de la *loyauté*, il n'est plus pleinement concentré sur ces questions. Plusieurs allocataires expliquent, dans le même esprit, qu'ils ne sont plus aussi impliqués qu'ils ne l'étaient par le passé.

> *« J'étais impliquée dans les mouvements anti-nazis quand j'étais à Londres. Plus tellement depuis que je suis mère, à part de temps en temps récolter des fonds pour Amnesty International ou écrire à des prisonniers politiques dans différentes régions du monde. Mais je n'ai rien fait de tout ça récemment. Je suis intéressée par la politique, mais c'est vrai que ces derniers temps… j'ai eu trop de soucis. […] »*
> *(Angleterre - n°7 : F, 46 ans, célibataire, 1 enfant, formation professionnelle, expérience professionnelle stable)*

Cette baisse d'implication est attribuée en premier lieu, comme le montre cet extrait, à la prédominance des préoccupations matérielles dans leur quotidien, préoccupations si pressantes qu'elles supplantent les questions politiques. Dans un second temps, plusieurs allocataires affirment que, depuis quelques années, ils ont l'impression d'avoir perdu confiance, confiance en l'aptitude des hommes politiques à s'intéresser réellement aux problèmes du peuple, confiance en l'État pour améliorer leur situation, confiance en leurs concitoyens pour faire preuve de solidarité à leur égard.

> *« [Elle rappelle qu'elle a écrit plusieurs fois à Andrew Smith, qui a répondu mais sans vraiment intervenir pour résoudre ses problèmes] C'est intéressant de vivre ici, de devenir dépendant des aides de l'État, et de se rendre compte à quel point le Gouvernement n'est d'aucun secours. Je ne savais pas cela avant. Je pensais que la politique c'est le pouvoir. Mais le jeu auquel ils jouent n'a rien à voir avec moi, nous, les gens. Je me demande si ce n'est pas lié à un agenda beaucoup plus mondial, auquel les gens ordinaires, dans chaque pays, n'ont pas accès. »*
> *(Angleterre - n°7 : F, 46 ans, célibataire, 1 enfant, formation professionnelle, expérience professionnelle stable)*

> *« Oui, je suis la politique. Plus avant que maintenant, mais quand même. Ah moi, j'étais… j'ai adhéré à la C.G.T. tout ça. Je trouvais ça important de revendiquer nos droits de travailleurs. Maintenant, quand ils revendiquent, c'est pour les salaires, la sécurité dans le travail, tout ça. De toute façon, c'est grâce à eux qu'on a les congés payés ! […] Je m'intéresse encore. Le mouvement des chômeurs, c'est très bien. D'ailleurs j'y avais été avec eux. Avec [untel] on a manifesté. »*
> *(France - n°3 : H, 47 ans, célibataire, très isolé, formation professionnelle, expérience professionnelle instable, proche du P.C.)*

Ces individus sont comme à la croisée des chemins, tiraillés entre leur politisation, résultant d'un passé où ils se sentaient parfaitement intégrés dans la société, tant professionnellement que socialement, et la stigmatisation imposée par leur situation d'assistés, qui les met à distance du reste de la société, des 'inclus'. J'ai choisi de ne pas parler de « désenchantement » en ce qui les concerne dans la mesure où leurs opinions politiques ne s'inscrivaient pas dans une perspective enchantée ou messianique de la politique, mais bien au contraire dans une approche rationnelle et pragmatique. Il semble plutôt que l'on assiste au « délitement » des dispositions nécessaires au fondement de leur *loyauté* politique. Leurs dispositions à s'impliquer, à se sentir concernés par des sujets concernant l'ensemble de leurs concitoyens, un petit groupe de gens, les habitants d'un pays étranger, etc., se désagrègent : leurs indignations se font moins véhémentes, leur indifférence croît à mesure qu'ils sont absorbés par la gravité de leurs propres difficultés. La confiance qu'ils éprouvaient tant à l'égard des capacités d'action des gouvernements que de la solidarité de leurs concitoyens se délite également.

Pour conclure sur le comportement électoral des allocataires proches de la *loyauté,* il faut souligner que plusieurs affichent des attitudes caractéristiques du *mécontentement*, notamment une critique générale de la classe politique y compris de leurs propres préférences partisanes. Or parmi les allocataires du revenu minimum proches du *mécontentement*, nous avions repéré que plusieurs avaient antérieurement été politiquement intégrés. Cette enquête n'étant pas longitudinale, nous ne pouvons que formuler une hypothèse : une succession de déceptions politiques et de soucis personnels pourrait conduire de la *loyauté* vers le *mécontentement*. La dégradation statutaire, qui n'est pas soudaine ni dans son avènement, ni dans la prise de conscience qui s'ensuit, peut expliquer l'évolution du rapport au politique des personnes en situation défavorisée.

L'existence d'une dynamique interne à la typologie n'est guère surprenante. En effet, il est cohérent que les attitudes des personnes en situation défavorisée varient dans le temps en fonction des transformations de leurs conditions matérielles d'existence et de leur expérience vécue. En l'occurrence, il semble que la persistance d'une situation de grande précarité

ajoutée à des déceptions politiques altère la confiance interpersonnelle des individus. Cette perte de confiance ne se fait pas spécifiquement à l'égard du parti préféré par l'individu, ce qui le pousserait vers l'absence d'attache partisane, donc la *perplexité*. Il s'agirait d'une perte de confiance globale dans le système et dans la société, d'où la tendance à passer de la *loyauté* au *mécontentement*. Le cas suivant est exemplaire de la possibilité d'une telle transition. Cet homme est inscrit dans le dispositif R.M.I. depuis sept ans et est favorable à l'extrême-gauche, plus particulièrement à Lutte Ouvrière, une tendance politique transmise pour partie par ses parents, eux-mêmes communistes.

> « - Voter est-il un devoir pour vous ?
> *- Je sais plus, je me pose des questions. J'ai ma carte d'électeur. Je l'ai fait renouveler parce que j'ai changé d'adresse. Je sais pas Je me pose des questions maintenant. Voter pour qui, pour quoi ? […] J'ai voté Laguiller aux dernières présidentielles. C'est une femme qui m'inspire beaucoup parce qu'elle est honnête.*
> - Pourquoi vous demandez-vous si vous allez continuer de voter ?
> *- Je sais pas…Parce qu'on vous note, hein, ceux qui votent et ceux qui votent pas. Si on s'amuse à magouiller des gens qu'on trouve et qui existent pas, et qu'on les fait voter… [allusion au vote d'électeurs décédés dans le 5ème arrondissement de Paris] Quand vous avez confiance en votre pays, vous dites 'Mais où on va là, c'est pas vrai ça…' […] Mais bon, le vote c'est quand même un devoir. Histoire de dire quand même, je suis responsable quand même, j'ai une certaine part de responsabilité dans ce qui se passe. Si on me demande pas mon avis, je pense pas exister pour le futur, ou l'avenir. »*
> *(France - n°9 : H, 46 ans, célibataire, CAP, parcours professionnel erratique, a fait de la prison)*

La *loyauté* implique une adhésion aux normes de la citoyenneté. Les allocataires proches de ce type de rapport au politique ont incorporé ces normes et adoptent un comportement électoral conforme à ces convictions bien qu'il ne soit pas parfaitement policé (abstention occasionnelle). Toutefois, l'adhésion de ces citoyens aux normes politiques de nos sociétés démocratiques ne les met pas totalement à l'abri d'un retrait du champ politique. En effet, les imperfections du système, d'autant plus douloureusement ressenties que les individus se sentent déjà impuissants à gérer leur propre existence, peuvent les faire basculer de la *loyauté* vers une défiance généralisée et le *mécontentement*.

Changer de convictions, faire preuve de volatilité électorale, s'abstenir occasionnellement, ne constituent pas des revirements susceptibles de remettre en cause la *loyauté* politique. Cet idéal-type s'accompagne parfaitement de doutes, et même d'évolutions, quant au bien-fondé de leurs choix politiques. Ce qui en revanche est à même de transformer le comportement des allocataires proches de la *loyauté*, c'est bien le délitement des dispositions ancrées dans la culture démocratique de ces personnes à savoir la confiance et l'empathie. Ces deux dispositions sont mises à mal par la précarité de leurs conditions matérielles d'existence, notamment du fait qu'ils ressentent la suspicion et le mépris d'une

partie de leurs concitoyens, des gouvernants, voire de l'État. Il existe donc, au sein de la *loyauté*, la tentation de répondre à la stigmatisation par le retrait du champ politique.

b) La nécessité de prouver son intégration politique

Conscients que la stigmatisation n'est pas le fait de l'ensemble de la population et que leur attitude est susceptible de renforcer le stigmate, les bénéficiaires proches de la *loyauté* estiment nécessaire d'apporter des preuves de leur implication dans la société au sens large. En regard de leurs concitoyens plus favorisés, ils ressentent davantage le besoin de se présenter comme de « bons citoyens », concernés, politisés, actifs, précisément car cette qualité est remise en cause chez eux alors qu'elle est attribuée d'office à ceux dont la situation est plus aisée.

> *« Tu comprends, je crois que pour être considéré par les autres, il faut aussi faire un effort, leur montrer qu'on s'intéresse, qu'on n'est pas indifférent. C'est facile de se plaindre. Mais si tu ne montres pas que tu t'intéresses, que tu as tes propres idées, il ne faut pas s'étonner qu'on te considère pour rien. »*
> *(Espagne n°15 : F, 35 ans, mariée, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 9 ans)*

Ici, la mise en scène de soi en tant que citoyen méritant est énoncée à visage découvert. Mais, le plus souvent, nous avons constaté qu'elle est dissimulée. Il est impossible d'affirmer si cette mise en scène de soi est consciente ou non, s'il s'agit d'une tactique spécialement mise en œuvre à destination de l'enquêteur, afin de lui renvoyer une bonne image, ou s'il s'agit d'un comportement constant. Dans l'extrait suivant par exemple, interrogé sur les questions de société qui lui semblent aujourd'hui les plus cruciales, un allocataire de l'*income support* fait visiblement un effort pour « montrer » son implication dans les faits de société, notamment au travers de sa volonté de replacer la question de la toxicomanie dans une perspective historique.

> *« Vous savez, les Anglais et les Français se sont fait la guerre pour le contrôle du cannabis. On a fait deux guerres avec la Chine pour l'opium, qu'on appelle aujourd'hui l'héroïne. Il y a deux sujets importants aujourd'hui dans la société. Et la question de la drogue est totalement laissée de côté par le gouvernement. C'est quelque chose que je ne parviens pas à comprendre. »*
> *(Angleterre - n°23 : H, 32 ans, célibataire, scolarisé jusqu'à 15 ans, sans domicile fixe, expérience professionnelle instable)*

Les personnes proches de la *loyauté* ne feignent pas de s'intéresser à la société, cependant, elles orchestrent la démonstration de cet intérêt de manière à apparaître sous leur meilleur jour. Pourquoi déployer tant d'efforts ? Avant tout parce que la nécessité de la preuve s'impose à eux. Craignant d'être déconsidérés et tenus pour des « citoyens de seconde zone », souffrant de ne pas participer comme ils seraient supposés le faire au fonctionnement

économique du pays, les bénéficiaires du revenu minimum livrent un combat symbolique pour demeurer des citoyens à part entière.

La *loyauté* apparaît ainsi, aux yeux des personnes en situation défavorisée qui ont antérieurement connu une socialisation politique, comme le seul moyen de participer à la société au sens large. Faute d'une participation économique, et en raison d'une participation sociale souvent amoindrie par le rétrécissement de leur sphère de sociabilité, les individus proches de la *loyauté* se sentent obligés de compenser ce que la société leur apporte, *via* l'aide sociale, en témoignant de leur intérêt réciproque pour les problématiques sociales et politiques. Ce faisant, ils montrent qu'ils n'ont *« pas baissé les bras »*, qu'ils sont *« toujours dans le train »*, qu'en dépit de l'infériorité de leur situation et de leur statut, ils sont égaux sur le plan civique et politique.

II. Les cultures nationales comme cadre interprétatif de la *loyauté*

La principale difficulté que présente l'analyse de la *loyauté*, telle qu'on peut l'étudier à travers les attitudes et comportements des personnes interrogées proches de ce type de rapport au politique, réside dans le petit nombre d'individus dans notre échantillon. Daniel Gaxie le suspectait déjà : « Il est en effet hautement improbable, en l'état actuel du processus de socialisation politique privilégiant le rôle de l'institution familiale, que les membres des groupes sociaux défavorisés entreprennent une carrière politique. »[292] Sans aller jusqu'à parler de « carrière politique », le simple fait de s'intéresser à la politique et de voter régulièrement apparaît effectivement, à l'issue de l'enquête qualitative, comme un comportement assez peu fréquent. La *loyauté* apparaît comme un type de rapport au politique minoritaire, essentiellement induit par le milieu familial. Si le nombre d'entretiens réalisés permet de bien cerner le type dans sa généralité, l'interprétation des variations nationales est en revanche beaucoup plus délicate. Aussi n'allons-nous dans cette seconde partie qu'esquisser quelques traits nationaux saillants de la *loyauté*. Ces traits sont globalement très liés aux cultures nationales et plus particulièrement aux contextes institutionnels des pays de l'étude.

[292] GAXIE, Daniel, *Le cens caché*, *op.cit.*, p.255.

II.1 France : le credo du vote comme devoir

Dans l'ensemble, les bénéficiaires du revenu minimum proches de la *loyauté* considèrent le vote avant tout comme un droit, au service de la défense de leurs convictions. La France présente sur ce point une nuance notable : les allocataires du R.M.I. considèrent le vote autant comme un devoir que comme un droit. Certes, il faut prendre en compte le caractère extrêmement usuel de certaines expressions mentionnées par les allocataires lorsqu'ils parlent de leur propre participation électorale. Ils disent *« faire leur devoir »* ou *« accomplir leur devoir de citoyen »*. Cette prédominance du 'devoir' sur le 'droit' de vote est peut-être liée à l'âge des allocataires, comparativement plus élevé – une tendance que Françoise Subileau a souvent soulignée[293]. Peut-être ne faut-il pas sur-interpréter le recours à ces expressions ; cependant, comme cette notion renvoie directement à un rituel républicain dont les électeurs réguliers sont familiers, on peut penser que la notion de devoir est effectivement beaucoup plus enracinée en France qu'en Grande-Bretagne et en Espagne. En France, la notion de devoir électoral est étroitement liée à l'idéologie républicaine, aux valeurs de la citoyenneté et de l'égalité politique. Les rites électoraux ont une dimension fortement religieuse[294] qui contribue à faire du vote-devoir un véritable credo pour les Français proches de la *loyauté*. En outre, ce credo s'inscrit parfaitement dans la continuité des éléments développés plus hauts quant au besoin des bénéficiaires de minima sociaux de se présenter comme de « bons citoyens ». En votant, ils accomplissent un acte d'une portée nationale qui leur permet de faire quelque chose pour leur pays, donc symboliquement de « rendre » une partie des biens qui leur sont donnés *via* l'aide sociale. Grâce au vote, la possibilité d'un échange, d'un don et d'un contre-don, est réintroduite. Les allocataires du revenu minimum d'insertion ne sont plus seulement des assistés mais ils font également quelque chose, en retour, pour leur pays.

> *« En fait j'ai jamais voté. Même avant d'aller en Belgique [où elle a vécu l'essentiel de sa vie d'adulte avec son époux, avant de divorcer], j'ai jamais voté. Quelque part, je suis arrivée à 50 ans pour dire 'C'est un devoir de voter'. (rires) La vieillesse, faut que ça serve à quelque chose ! […] J'aurais mis le temps à tirer toutes les conséquences de tout ça, mais maintenant je sais qu'en faisant mon devoir, c'est pas qu'une corvée, c'est quelque chose que je fais pour moi et aussi pour les autres. »*
> *(France - n°15 : F, 50 ans, divorcée, 2 enfants, assez isolée, formation professionnelle, expérience professionnelle limitée, proche de la Droite)*

[293] *Cf.* par exemple SUBILEAU, Françoise, « L'abstention : participation, représentation, légitimité », *Regards sur l'actualité*, n°287, janvier 2003, p.5-16.

[294] *Cf.* AGULHON, Maurice, *Cultures et folklores républicains*, Paris, Éditions du C.T.H.S., coll. « Le regard de l'ethnologue », 1995, 498 p.

Voter est valorisant et valorisé car, par cet acte, le citoyen contribue de conserve et à égalité avec ses concitoyens aux choix nationaux. Même une allocataire peu participative, comme cette femme, longtemps abstentionniste en dépit de son orientation à Droite, affirme se ranger à l'avis que *« c'est un devoir de voter »*, qu'elle met d'ailleurs en exergue dans son discours comme une injonction qui a pu un temps la rebuter avant d'emporter son adhésion. Outre la conviction que le vote est un devoir citoyen, les individus ont dans l'ensemble confiance en ce mode d'expression de leurs opinions et dans le fait qu'elles soient prises en compte.

> *« Moi ma voix, c'est peut-être une petite voix de rien du tout, mais elle peut faire peser. Une voix de plus, c'est toujours une voix de plus. »*
> *(France - n°10 : F, 45 ans, célibataire, bien entourée, formation professionnelle, aucune expérience professionnelle, proche de l'U.D.F.)*

Si chaque voix compte, alors le devoir de voter ne peut qu'être accru. Chaque électeur est investi d'une responsabilité, celle de faire un choix, en particulier de se positionner à Gauche ou à Droite. Cette injonction semble particulièrement forte en France où la multiplication des petits partis rend le fonctionnement de la sphère politique relativement complexe. Selon nous, la nécessité de se positionner sur l'axe Gauche/Droite est plus impérative en France que dans les deux autres pays de l'étude pour des raisons essentiellement institutionnelles.

Au Royaume-Uni, si l'on se concentre sur les *general elections*, la question du choix est limitée. Pour la simplifier : soit l'on vote pour l'un des deux grands partis, c'est-à-dire que l'on se positionne pour le Labour ou pour le parti Conservateur, en espérant que le parti choisi obtienne la majorité au Parlement et gouverne le pays ; soit l'on choisit un autre parti, comme les Libéraux-démocrates, ce qui stratégiquement bénéficie au parti sorti premier des élections – puisque c'est une voix de moins pour le parti arrivé second. Le système électoral, en particulier la « prime au premier », garantit le bipartisme britannique et la stabilité, voire la rigidité, du système. L'alternative est consubstantielle aux institutions.

En Espagne, les petits partis sont très nombreux, des partis nationaux et régionaux coexistent, de sorte que si aucun parti n'obtient la majorité absolue aux Cortes, le gouvernement est désigné à l'issue d'une coalition gouvernementale. Cela libère le choix des électeurs dans la mesure où ils peuvent privilégier le parti le plus proche de leurs aspirations, tout en sachant que la participation de ce parti au Gouvernement dépendra des alliances qu'il sera capable de passer avec un grand parti.

En France, en raison des modalités de l'élection présidentielle – scrutin à deux tours avec au second tour les deux candidats arrivés en tête au premier tour – il importe de se positionner sur un axe Gauche/Droite. En effet, en dépit du déroulement atypique de l'élection présidentielle de 2002, on peut affirmer que le second tour de l'élection présidentielle a pour vocation de voir s'affronter un candidat de Gauche et un candidat de Droite. Les rédacteurs de la Constitution de la V^{e} République avaient décidé de ne retenir que deux candidats au second tour afin que le Président de la République soit nécessairement élu avec la majorité absolue des scrutins exprimés. Ainsi au second tour, les électeurs des partis minoritaires sont tenus de se rallier à l'un des deux grands partis. Comme l'élection présidentielle domine la vie politique française, le positionnement sur l'axe Gauche/Droite s'impose. Dans les entretiens, on constate que là où les allocataires espagnols et britanniques s'identifient d'abord à un parti politique puis dans un second temps à la Gauche ou à la Droite, les allocataires du R.M.I. se positionnent en premier lieu sur l'axe Gauche/Droite, avant de préciser éventuellement le parti qu'ils préfèrent au sein de cette tendance.

Cette inversion de priorité dans l'identification partisane constitue une spécificité française conditionnée par le fonctionnement du système électoral.

II.2 Angleterre : Le sens de la britannicité

Une première particularité est à noter concernant les bénéficiaires de l'*income support* : leur niveau d'études est nettement supérieur à celui observé en France et en Espagne. À quoi l'attribuer ? Étant donné le petit nombre de personnes interrogées, on ne peut exclure la possibilité que notre échantillon ne soit pas représentatif. On peut également avancer une explication culturelle : dans la mesure où l'adhésion partisane conserve en Angleterre une dimension très identitaire, bien des personnes des catégories populaires ne s'interrogent pas sur la politique et adhèrent à un parti – généralement le Labour – avec un automatisme qui ne se retrouve ni en France ni en Espagne. S'interroger sur la politique, sur ses propres préférences partisanes, serait donc le fait d'individus capables de relativiser la dimension identitaire de la politique au profit de ses aspects plus programmatiques, plus intellectuels. Cela pourrait expliquer le niveau d'éducation plus élevé des allocataires Britanniques proches de la *loyauté.*

a) De l'importance d'être Britannique

Parmi les tendances générales de la *loyauté*, on note l'importance de la notion de citoyenneté pour les individus se rapprochant de ce type, notamment l'importance qu'ils donnent à la notion de souveraineté nationale. Cela est plus particulièrement vrai de l'Angleterre où, dans les entretiens, les apartés sur ce que signifie « être Britannique » sont fréquentes, tandis qu'elles sont plus anecdotiques en France et presque inexistantes en Espagne. Outre que la Grande-Bretagne soit une île, fait géographique indiscutable dont la portée explicative semble ne pas connaître de limite tant en termes politiques que psychologiques, les bénéficiaires de l'*income support* proches de la *loyauté* insistent particulièrement sur l'importance, dans l'identité britannique de l'habeas corpus.

> *« De la même manière que vous vous considérez comme citoyen de Paris, de France, je me considère comme citoyen d'Essex. Je crois aux droits de l'habeas corpus, la liberté de se déplacer dans son propre pays, qui est un droit politique. […] Nous avons une longue tradition de liberté de parole dans ce pays. Les gens ont de nombreuses occasions de prendre la parole sur n'importe quel sujet… qui les concerne personnellement… sur des injustices dont ils ont été témoins… sur des malhonnêtetés qu'ils ont constatées. Tout cela peut être dit. »*
> *(Angleterre - n°22 : H, 32 ans, célibataire, bien entouré, études supérieures, proche du parti Libéral)*

L'habeas corpus, procédure juridique qui remonte au XVIIème siècle, fonde les libertés individuelles et a permis à l'Angleterre de devenir le pays de la liberté civile ; sans être une constitution écrite de principes intangibles, il n'en est pas moins au fondement de la démocratie en Angleterre car il a permis de protéger les droits individuels. L'attachement des individus proches de la *loyauté* au droit de vote va donc de pair avec le rappel des droits de l'habeas corpus en particulier la liberté d'expression. Cette liberté est présentée comme essentielle à l'identité britannique. Autre élément capital de l'identité britannique : le rapport à la *« grandeur »* (en français). Comme on l'a déjà mentionné, les Britanniques se montrent volontiers critiques à l'égard de l'image, obsolète selon eux, de l'Empire Britannique sur lequel le soleil ne se couche jamais et dont le Commonwealth proroge encore aujourd'hui l'existence. Il existe selon eux un hiatus entre cet idéal de puissance mondiale et l'influence réelle du Royaume-Uni actuel.

> *«* - Que voulez-vous dire exactement quand vous parlez de votre britannicité ?
> *- On a besoin d'une nouvelle orientation parce que les gens ne se voient pas vraiment comme… Il y a comme une idée de l'empire britannique que certaines personnes, surtout les plus âgés… ils voient toujours l'Angleterre comme la 'Grande'-Bretagne. Mais les jeunes générations sont moins… plus négatives en ce qui concerne l'Angleterre. […] Après la seconde guerre mondiale, beaucoup de gens ont eu le sentiment d'avoir perdu ce qui constitue l'identité britannique. Les gens ne veulent plus se battre pour leur pays, ou faire des choses pour leur pays. Les gens ne cherchent plus l'honneur, ils cherchent le pouvoir, ils cherchent l'argent. Alors qu'être Britannique, je pense, si vous regardez les siècles passés, une des choses importantes sur l'Angleterre, c'est que vous pouviez dire que les gens […] voulaient faire des choses pour leur pays et pour l'intérêt général. Tandis que les gens sont beaucoup plus individualistes de nos jours. […] Je soutiens le Labour, vraiment. J'ai voté Labour aux*

> *dernières élections. Je ne suis pas sûre de voter pour eux à la prochaine élection parce que… les Torys parlent de 'rendre le pays à son peuple'. Parce que j'ai le sentiment que l'Angleterre a perdu sa culture de plusieurs manières ces dernières années. Les gens sont moins conscients de ce que c'est que d'être Britannique. Je ne sais pas. Parce que je n'avais jamais envisagé de voter Tory. Et l'une des raisons pour lesquelles l'ai voté Labour aux dernières élections c'est qu'ils étaient très… positifs… une sorte de vision utopique de ce qu'ils voulaient pour l'Angleterre. »*
> *(Angleterre - n°18 : F, 23 ans, célibataire, très entourée, études supérieures, expérience professionnelle instable, proche du parti Libéral)*

Comme cet extrait le met en évidence, les Britanniques sont partagés entre ce qu'ils perçoivent comme la réalité, étroite, de leur nation, et le souvenir de sa grandeur passée (entre le moi et le surmoi de l'Angleterre ?). La « britannicité » actuelle est prise dans cette incertitude. Cette jeune allocataire, en affirmant que ce qui constitue la culture et l'identité britanniques s'est perdu, postule pourtant l'existence d'une telle identité caractérisée en creux par l'honneur, le sens du sacrifice pour la nation, le sens de l'intérêt général et la grandeur. On peut s'interroger sur la corrélation éventuelle entre les sentiments des personnes en situation défavorisée à l'égard de leur nation et le regard qu'ils portent sur leur propre situation. Peut-être sont-ils davantage sensibles aux transformations de l'identité britannique du fait du sentiment de leur propre déchéance sociale.

b) Remise en question du bipartisme

Le bipartisme, contraint pour une grande partie par le système électoral, constitue une caractéristique de la culture politique britannique. Pour l'illustrer, on peut rappeler la disposition de la Chambre des Communes où députés conservateurs et travaillistes se font face sur leurs bancs respectifs, à la différence des assemblées françaises et espagnoles disposées en hémicycle. La principale qualité du bipartisme réside dans la stabilité politique qu'il engendre.

> *« Je pense que la plupart des gens dans le pays se rendent compte qu'il y a un équilibre dans le système politique de ce pays qui est là depuis déjà 200 ans ou peut-être plus. Un pendule qui va d'un côté puis de l'autre, de droite à gauche, de radical à conservateur, de tory à whig, etc. C'est un système qui n'a pas changé depuis longtemps et je pense que c'est une bonne chose parce qu'au niveau international… dans les cercles diplomatiques, c'est vu comme une perspective positive. Cela inspire confiance. »*
> *(Angleterre - n°23 : H, 32 ans, célibataire, scolarisé jusqu'à 15 ans, sans domicile fixe, expérience professionnelle instable)*

Plusieurs bénéficiaires de l'*income support*, à l'instar de celui-ci, se reconnaissent parfaitement dans le bipartisme et en apprécient les avantages de stabilité et de clarté. Parmi les personnes interrogées proches de la *loyauté*, des critiques assez vives du bipartisme apparaissent pourtant, critiques qui s'en prennent précisément à ces deux aspects. La stabilité générée par le système bipartite est accusée d'engendrer des rigidités dans les postures des

deux principaux partis politiques tandis que sa simplicité est suspecte de simplisme puisque les partis susceptibles d'introduire des nuances ou de nouvelles thématiques sont systématiquement rejetés hors du jeu politique. Ces bénéficiaires plus critiques ne retiennent qu'un avantage du bipartisme : il constitue un obstacle contre les extrêmes.

> *« Vous savez c'est difficile, parce que nous n'avons pas de représentation proportionnelle, c'est le premier qui gagne. Il y a des milliers, des millions de votes, qui sont simplement perdus. Ils ne sont pas représentés au Parlement. Mais quand j'étudiais l'Histoire, on nous expliquait qu'une bonne chose en faveur du système du 'premier qui passe gagne', c'est que cela nous préserve des extrêmes. [passage historique sur l'accession des nazis au pouvoir en Allemagne] Dans un système où le premier l'emporte, vous avez des politiques plus centristes, plutôt qu'extrémistes. […] Si vous êtes Lib-dem', vous aurez tendance à voter Labour, parce qu'ils sont plus socialistes… »*
> *(Angleterre - n°18 : F, 23 ans, célibataire, très entourée, études supérieures, expérience professionnelle instable, proche du parti Libéral)*

> *« En fait, je ne suis pas intéressé par la politique. Mais j'ai… quelque chose d'abstrait… une opinion. J'ai certainement une opinion sur la politique. Absolument. Mais qu'elle soit totalement rationnelle… ou qu'on puisse la considérer comme raisonnable ou logique, rien n'est moins sûr. J'espère tout de même être cohérent dans mes opinions ! […] Mon opinion, ce n'est qu'une opinion personnelle de base, est que je suis favorable à la monarchie et en faveur de politiques innovantes, qui puissent apporter progrès et changement. C'est pour cela que je m'écarte de l'alternative que le système cherche à nous imposer, Tory ou Labour. J'estime qu'ils ont… eu leur chance et, à bien des égards, ils ont échoué à affronter nos problèmes. Alors que dans le temps, historiquement je veux dire, la position du part Libéral m'a toujours semblée plus…pertinente. Je pense que c'est à peu près ce que je peux vous dire de mon opinion. Pour résumer. »*
> *(Angleterre - n°22 : H, 32 ans, célibataire, bien entouré, études supérieures, proche du parti Libéral)*

Cette remise en question du bipartisme n'est possible que de la part d'individus possédant un certain degré d'implication dans le champ politique, mais paradoxalement, elle incline ces personnes à privilégier le parti Libéral-Démocrate peu susceptible d'accéder au pouvoir dans l'état actuel des forces. Ainsi, ces personnes en situation défavorisée proches de la *loyauté,* tout en s'intéressant à la politique et en participant *via* les élections, ont peu de chances d'influencer les orientations politiques nationales, contrairement à leurs pairs qui optent de manière plus traditionnelle pour les partis conservateur et travailliste.

II.3 Espagne : le rôle des institutions

L'Espagne est le pays où les personnes proches de la *loyauté* politique sont le moins représentées dans notre échantillon : seulement deux personnes. C'est pourquoi l'analyse de leurs particularités est présentée ci-dessous à titre indicatif comme des pistes éventuelles qui nécessiteraient de plus amples investigations.

Tout d'abord, il ressort de ces entretiens que les allocataires de la *renta básica* sont davantage intéressés par la répartition des pouvoirs entre les différents niveaux de pouvoir en Espagne. La question de la dévolution des pouvoirs au parlement régional est en effet particulièrement importante en Navarre.

> « - Tu comprends comment fonctionnent les institutions ?
> *-Il faut bien. Ça me semble normal. Il faut savoir qui fait quoi, si c'est le gouvernement de Madrid qui fait ou si c'est le gouvernement foral. Par exemple, la* renta básica*, je trouve que c'est une bonne chose, pas seulement parce que ça me profite, je trouve que c'est bien pour les gens… qui ont des difficultés. C'est une bonne raison de voter de nouveau pour ceux-là. En Navarre, le parlement foral a beaucoup de… pouvoir, pour l'économie et le social, au niveau régional bien sûr. Mais en tout cas, plus que les autres régions, à part peut-être la Catalogne. Mais pour l'économie… à un niveau national, comme les taxes, et la politique internationale, alors là, c'est le gouvernement national. C'est des différences très importantes. »*
> *(Espagne - n°15 : F, 15 ans, mariée, 2 enfants, scolarisée jusqu'à 9 ans)*

Contrairement aux Espagnols proches d'autres types de rapport au politique, ils s'attardent sur le partage des responsabilités entre le pays et la région. Si l'allocataire citée précédemment s'estime satisfaite de la répartition actuelle des pouvoirs, un autre, proche d'Herri Batasuna, se montre plus suspicieux à l'égard de Madrid, d'autant plus qu'en tant qu'homme de Gauche, il est opposé au gouvernement d'Aznar (P.P.).

> « - Vous êtes satisfait du gouvernement actuel ? Celui de Madrid.
> *- Pas trop. [Il se sent proche d'Herri Batasuna et se présente comme un régionaliste.] Mais de manière générale oui. Il y a beaucoup de choses qui pourraient être améliorées, beaucoup. Par exemple, ils ne laissent pas venir les immigrants. Selon moi, le monde appartient à tous. Le monde, pas les pays. Ils viennent parce qu'ils ont faim, qu'ils viennent ! À moi, ils ne me font pas de mal. Qu'on soit noir, pas noir, ils ne me portent pas préjudice. »*
> *(Espagne - n°3 : H, 44 ans, célibataire, baccalauréat et formation professionnelle, expérience professionnelle instable)*

Sa posture n'est toutefois pas exempte d'ambiguïté. Théoriquement, il est opposé au gouvernement de Madrid pour deux raisons : il s'agit du gouvernement central alors qu'il souhaite une plus grande dévolution des pouvoirs, et c'est un gouvernement de Droite alors qu'il est de Gauche. Pourtant, il admet être satisfait *« de manière générale »*. Il explique plus loin qu'en matière d'économie nationale, il est important d'avoir un gouvernement central, notamment pour le passage à l'euro. En matière de politique étrangère, il reconnaît que, prises individuellement, chaque région n'aurait aucun pouvoir, d'où la nécessité d'une autorité centrale. Cependant, Madrid devrait selon lui davantage prendre en compte les opinions dans les différentes régions d'Espagne. Il dénonce le fait que le gouvernement central impose certaines décisions contre l'avis des populations : il vise en particulier la présence d'une base américaine en Navarre, mais estime également que la politique d'Aznar en matière d'immigration est trop rigoureuse.

La problématique du partage des responsabilités et des limites de la dévolution des pouvoirs est spécifique aux bénéficiaires de la *renta básica* proches de la *loyauté* et ne se retrouve pas parmi les autres types de rapport au politique. En outre, alors que différents échelons de responsabilité existent également en France et en Angleterre, ces pays ont des traditions centralisatrices de sorte que la question de la dévolution du pouvoir ou de la décentralisation n'apparaît pas. La spécificité nationale que l'on peut observer parmi les bénéficiaires du revenu minimum est intrinsèquement liée au contexte institutionnel et historique de l'Espagne.

Autre élément que l'on peut noter à l'égard des Espagnols proches de la *loyauté*, ils sont volontiers monarchistes, respectant le Roi et la famille royale. Or les allocataires de la *renta básica* proches de la *perplexité* – qui partagent avec ceux proches de la *loyauté* une bonne prise en compte du principe de totalité – se montraient relativement critiques à l'encontre de la monarchie.

> *«* - Tu es favorable à la monarchie…
> *- Oui, ça t'étonne. Il me semble qu'ils n'ont aucune culpabilité d'être là où ils sont. Ils règnent. Ils ne font pas de mal, mais ils règnent. Comme représentants de l'Espagne. Pour moi, ils ont plus de force que le gouvernement. Hors d'Espagne, dans le monde, le Roi, c'est quelqu'un. »*
> *(Espagne - n°3 : H, 44 ans, célibataire, baccalauréat et formation professionnelle, expérience professionnelle instable)*

Les Espagnols accordent à la monarchie une valeur symbolique forte en termes d'unité nationale et de défense de la démocratie ainsi qu'une véritable autorité politique, même si cette autorité n'est liée à aucun pouvoir particulier tandis que les Britanniques proches de la *loyauté* ironisent volontiers et retiennent surtout de leur famille royale qu'elle constitue un symbole susceptible d'*« attirer les touristes »*. En Espagne, la monarchie constitue une institution qu'il convient de respecter, ce que les personnes en situation défavorisée proches de la *loyauté* ont bien compris.

Conclusion partielle

La *loyauté* constitue un type de rapport au politique minoritaire parmi les personnes en situation défavorisée. On est d'emblée frappé par l'hétérogénéité des profils.

Leurs différences sont frappantes en ce qui concerne leur sociabilité. L'on pourrait s'attendre à ce que les individus les plus proches de la *loyauté* soient également les mieux intégrés socialement, or il n'en est rien. Certains allocataires ont de nombreux contacts avec leur famille et leurs amis, d'autres souffrent de problèmes d'alcoolisme qui les isolent véritablement de leurs anciennes connaissances et des relations sociales en général. L'importance de leur réseau social actuel semble ne pas avoir d'impact sur leur rapport au politique ce qui constitue en soi un résultat en regard d'une de nos hypothèses de départ. À l'issue de l'étude de l'ensemble des types de rapport au politique, il apparaît que le lien de citoyenneté politique n'est pas un lien social concret lié à l'intégration des individus dans des réseaux sociaux mais un lien social imaginaire au sens où il relève des représentations imaginées du rapport de l'individu à sa société d'appartenance.

De même, l'hétérogénéité des niveaux d'études souligne que la *loyauté* politique n'est pas de prime abord liée aux capacités intellectuelles de conceptualisation des individus alors que l'on aurait spontanément pu supposer un lien fort entre niveau d'études et implication sans le champ politique. Ce n'est pas la formation scolaire qui détermine leur intérêt et leurs connaissances, mais plutôt la longue familiarité qu'ils entretiennent avec le champ politique. Ainsi, loin de considérer les questions politiques comme éloignées de leur réalité quotidienne, ils incorporent les événements politiques dans leur biographie personnelle, conférant ainsi au politique une grande proximité.

En réalité, la *loyauté* dépend de la politisation originelle des individus actuellement en situation défavorisée. C'est là leur principal point commun. On observe que tous les individus proches de la *loyauté* ont été socialisés politiquement, soit dans leur enfance, soit au cours de leur vie professionnelle. Confrontés à des difficultés matérielles qui les contraignent à être financièrement dépendants de l'aide publique, leur adhésion aux valeurs civiques et démocratiques subsiste et explique leur rapport actuel au politique. L'on peut même dire qu'ils se sentent d'autant plus tenus de s'intéresser et de participer à la vie politique de leur pays qu'ils vivent douloureusement le fait de ne plus participer à son fonctionnement économique. La *loyauté* relève ainsi à la fois de la persistance d'une socialisation politique

antérieure et de la lutte pour s'affirmer comme citoyen à part entière en dépit de la stigmatisation engendrée par le fait d'être « assisté ».

Ce type de rapport au politique se traduit par une bonne compréhension du clivage Gauche/Droite qui est intégré dans les conceptions politiques des allocataires. Il se traduit également par des choix politiques fermement énoncés, notamment à l'occasion des principaux scrutins ainsi que par un intérêt pour les questions macro-économiques qui leur est propre.

Par-delà les éléments caractéristiques de la *loyauté* en général, on peut distinguer quelques variations nationales qui, pour ténues qu'elles soient, semblent bien relever de spécificités culturelles. En France, le principal facteur qui semble distinguer les allocataires du R.M.I. de leurs pairs anglais et espagnols réside dans leur adhésion à l'idée du vote comme « devoir électoral », une représentation intrinsèquement liée à l'idéologie républicaine. En Angleterre, les allocataires proches de la *loyauté* attachent une importance toute particulière à ce que signifie aujourd'hui « être Britannique » en regard du passé et questionnent le bien-fondé du bipartisme, une caractéristique consubstantielle au système politique Britannique. Enfin, en Espagne et plus précisément en Navarre, la question du régionalisme et de la répartition des pouvoirs entre régions et État central semble être au cœur des préoccupations politiques des allocataires de la *renta básica*.

Force est de souligner que, dans chacun des trois pays de notre recherche, les institutions politiques conditionnent largement le rapport au politique des personnes en situation défavorisée. D'autres différences existent comme le meilleur niveau d'éducation observé parmi les bénéficiaires britanniques, ou le caractère extrêmement minoritaire de la *loyauté* en Espagne – qui fait symétriquement pendant au caractère extrêmement majoritaire de l'*apathie* dans ce pays. S'agissant de la *loyauté*, il est cependant patent que les variations nationales observées sont essentiellement imputables aux différences en termes de fonctionnement des systèmes politiques. Pour autant que ces observations soient correctes, malgré la petite taille de notre échantillon, cela confirmerait que la *loyauté* des individus en situation défavorisée se fait au sein d'une configuration politique donnée qui en détermine les modalités de mises en œuvre.

« Alors même qu'on les adjure solennellement de se hausser à la compréhension des affaires publiques ou internationales, les membres des classes populaires se replient sur le quotidien et l'immédiat. Ils transposent et retraduisent dans leur logique les notions qui sont susceptibles de transposition et de traduction ; le reste est ignoré et le vide sémantique est oblitéré par une maxime populaire idoine. »

Richard HOGGART, *La culture du pauvre*

CONCLUSION GÉNÉRALE

Que pensent les personnes en situation défavorisée de la politique ? Y pensent-elles seulement ? À défaut, quel sens et quelles raisons donnent-elles à cette indifférence ? Dans l'affirmative, comment se manifeste cet intérêt et quels sont les facteurs et les motivations qui permettent de l'expliquer ?

Telles sont les questions simples, centrales et récurrentes auxquelles cette recherche s'est efforcée d'apporter des réponses multiples, complexes, parfois ambiguës. Les membres des catégories moins favorisées de la population, économiquement et culturellement, sont souvent dépeints comme ayant une compréhension lacunaire et simplificatrice des réalités politiques, économiques et sociales. Ce constat général – compatible avec la plupart de mes conclusions – s'appuie sur des enquêtes qui ne permettent guère, faute d'investigations plus approfondies, d'analyser l'articulation entre les conditions matérielles d'existence, l'expérience vécue des individus, en particulier leurs perceptions des inégalités économiques sociales, la socialisation politique au sein d'un milieu le plus souvent populaire, la formation et l'énoncé d'opinions de nature politique. Cette thèse s'efforce de combler ces lacunes afin de comprendre les logiques qui participent au type de rapport que les plus défavorisés entretiennent avec le champ politique.

1. Une approche structurelle du rapport au politique

Confrontées quotidiennement à une situation matérielle marquée par la précarité et la dépendance, les personnes en situation défavorisée cumulent les facteurs susceptibles de les amener à se désintéresser du champ politique. Les chapitres 1 et 2 constituent pour partie un rappel de ce phénomène structurel aujourd'hui bien connu : le cumul des handicaps, ici la superposition d'inégalités politiques aux inégalités socio-économiques. Le chômage et la pauvreté – deux indicateurs permettant de décrire une situation comme « défavorisée » – constituent des expériences personnelles qui renvoient à chaque individu qui y est confronté une image négative de lui-même en tant que membre de la société. Le chômage tout comme la pauvreté menacent les individus dans leur identité même ; ils entraînent une perte des repères et des appartenances traditionnelles et le développement de sentiments de honte, d'incompétence sociale, d'impuissance, de dépendance. Se constitue ainsi une expérience vécue qui conduit la personne à se percevoir comme « inutile au monde » dans la mesure où la position d'infériorité occupée dans le champ socio-économique est intériorisée et transposée sous la forme d'une incapacité à intervenir en son sein. Ces sentiments négatifs incitent massivement les personnes en situation défavorisée à adopter une position de retrait en matière de politique : faute de disponibilité, d'influence, de sentiment de compétence, de responsabilité.

Les résultats statistiques présentés dans la première partie – qui ressortent d'une analyse secondaire des données Eurobaromètres sur une période assez longue – soutiennent l'existence d'un lien entre les conditions matérielles d'existence et le rapport au politique, plus précisément d'un effet du chômage et de la pauvreté sur les comportements politiques. Cet effet se traduit essentiellement par un ensemble d'attitudes – désintérêt pour la politique, peu de discussions sur ce sujet avec des proches, absence de préférence partisane, faible utilisation des media, abstentionnisme – qui peuvent être réunies sous le terme d'*apathie*. Cette extériorité au champ politique – qui n'implique pas qu'il y ait eu à proprement parler une *perte* d'intérêt ou de confiance, un désenchantement – va de pair avec une conscience collective qui met l'accent sur l'appartenance nationale comme référent identitaire. La nation conserve parmi les plus démunis une figure protectrice tandis que les identités partisanes liées aux appartenances de classe se sont délitées.

Ce délitement repose sur deux phénomènes concomitants : d'une part l'isolement des personnes les plus exposées au risque économique, d'autre part la perte de crédibilité populaire de la Gauche gouvernementale qui a accompagné son « embourgeoisement ». Tout

d'abord, dans un contexte de chômage de masse, les individus les plus démunis économiquement et culturellement se sont trouvés isolés, faute d'une solution collective susceptible de donner sens à une éventuelle mobilisation. Le repli individuel, voire individualiste, sur la singularité de ses préoccupations matérielles s'est imposé aux plus défavorisés comme la seule attitude possible. Dès lors que l'on s'intéresse à une catégorie ayant une existence réelle, le *groupe* et *l'individu* ne peuvent être perçus comme deux réalités distinctes. Dans le cas des personnes en situation défavorisée, le groupe n'existe pas réellement, il existe comme agrégat d'individus plus ou moins esseulés. L'absence d'une existence collective en tant que groupe explique largement leur *apathie* politique. À l'inverse, d'autres catégories de population, qui ne sont pas aussi largement exposées au risque économique, existent en tant que groupe, se défendent collectivement : l'*apathie* politique y est moins répandue car des choix collectifs conformes à leurs intérêts individuels sont possibles. D'autre part, les partis de Gauche, dont la base électorale « naturelle »[295] était ancrée dans les catégories populaires, ont connu une évolution sociologique non seulement de leurs adhérents mais aussi de leurs électeurs, attirant de plus en plus les classes moyennes (enseignants, professions intermédiaires, cadres…). En devenant partis de gouvernement, les différentes composantes de la Gauche ont vu s'estomper leur singularité par rapport à la Droite, en particulier aux yeux des catégories populaires qui les renvoient désormais dos à dos.

D'un point de vue structurel, tout concourt donc à ce que l'*apathie* soit le type de rapport au politique dominant parmi les personnes confrontées aux affres d'une précarité aussi bien économique que sociale. Ce constat se vérifie de manière comparable dans les trois pays choisis pour cette étude, à savoir la France, la Grande-Bretagne et l'Espagne. C'est pourquoi il constitue le type central de ma thèse, développé dans le chapitre 4. Les enquêtes qualitatives que j'ai menées auprès d'allocataires du revenu minimum à Chartres, Oxford et Pampelune, confirment les conclusions issues des analyses statistiques de la première partie : l'*apathie* est le type de rapport au politique le plus en adéquation avec les caractéristiques rencontrées chez les personnes en situation défavorisée. Le faible niveau culturel et la prépondérance des difficultés matérielles d'existence dans les préoccupations des individus proches de ce type de

[295] Henri REY démontre, dans *La gauche les classes populaires*, *op. cit.*, que l'ancienneté du lien entre la gauche et les catégories populaires, ouvriers et employés, ne le rend ni systématique ni inconditionnel : « L'assimilation du monde ouvrier et plus largement des catégories populaires à une tendance politique, elle-même aussi composite et évolutive que peut l'être la gauche, est en France à la fois réelle et relativement précaire. Incontestable dans la dynamique des grandes mobilisations et des élans unitaires (Front populaire, Libération) le lien, qui n'implique jamais toutes les composantes de ces catégories, se relâche quand les perspectives se dérobent ou quand la division s'établit. » (p. 30).

rapport au politique déterminent leurs représentations sociales et politiques. La source de l'*apathie* n'est pas à chercher dans l'individu mais dans son rapport social aux autres. Ainsi, les informations politiques élémentaires, nécessaires à l'élaboration d'une posture politique argumentée, n'atteignent pas les plus démunis dont le monde vécu se restreint à leurs seules expériences individuelles, ressenties comme irrémédiablement singulières et solitaires. Sur ce point, l'isolement ressenti par ceux qui doivent lui faire face, sans le recours d'un capital social et/ou culturel, se traduit sur le plan politique par la certitude d'être « laissés pour compte ». Les aides objectives attribuées par l'État – versement d'un revenu minimum et entretiens avec des travailleurs sociaux en particulier – ne sont pas perçues comme la preuve d'une attention du champ politique à l'égard des citoyens les plus fragiles. Elles semblent inefficaces à rompre le sentiment d'abandon qui est exprimé. Le politique est ainsi une question d'autant plus « étrangère » que non seulement les individus se sentent impuissants et illégitimes à intervenir sur ce terrain, mais ils ont la conviction que la politique n'a aucun effet sur leurs vies. Les entretiens approfondis ont également révélé que cette *apathie*, observée massivement chez les personnes en situation défavorisée, ne résulte qu'à la marge d'une perte d'intérêt ou d'un « désenchantement ». Pour l'essentiel, ce type de rapport au politique relève d'une socialisation politique qui a échoué à propager la culture démocratique – qui implique par définition la participation de tous les citoyens dans les choix politiques collectifs – dans les catégories les moins privilégiées des sociétés développées. C'est véritablement le lien de citoyenneté qui est compromis, en particulier par l'abstentionnisme systématique et le relativisme moral observés.

Afin de contrebalancer cette description nécessairement sombre, il semble pertinent de relever que s'il existe bien une fracture politique au sein des sociétés européennes, entre ces citoyens passifs et les citoyens actifs, la cohésion socio-nationale conserve d'autres leviers d'action. Pour qu'une collectivité imaginée, ici nationale, existe, il faut qu'elle se matérialise régulièrement par des interactions qui viennent confirmer l'existence et les limites de cette collectivité. Le moment électoral constitue à l'évidence une interaction nationale qui confirme l'existence d'une communauté de citoyens puisqu'à un moment donné (le jour de l'élection), dans un espace géographique circonscrit (le territoire national), tous ses membres sont appelés à se prononcer sur un même sujet. L'abstention peut, de ce point de vue, être interprétée comme reflétant un sentiment de non-appartenance des abstentionnistes. Les interactions nationales, pour rares qu'elles soient, ne se limitent cependant pas aux élections. Les entretiens ont montré que les événements sportifs, en particulier les rencontres internationales de football, sport le plus populaire dans les trois pays de l'étude, offraient aux personnes

proches de l'*apathie* une occasion d'exprimer leur adhésion à un collectif national qui reste porteur de sens, comme les résultats statistiques avaient permis de l'esquisser. Les célébrations nationales occupent également cette fonction de réassurance d'un collectif national. Il serait pertinent, à l'avenir, d'étudier de manière plus approfondie comment est perçue l'idée de nation à travers différentes instances concrètes qui donnent lieu à de semblables interactions nationales.

2. Une approche compréhensive des façons de penser le politique

Si je peux conclure, comme d'autres avant moi, qu'un faible niveau d'études et des préoccupations matérielles constantes se traduisent par l'*apathie* politique des individus les plus exposés au chômage et à la pauvreté, ma démarche s'efforce de ne céder ni au misérabilisme souvent associé aux approches structurelles, ni au relativisme qui pourrait découler d'une approche culturaliste des attitudes et comportements de ces catégories défavorisées, héritières des catégories populaires.

C'est pourquoi il est nécessaire de ne pas restreindre l'approche du rapport au politique des personnes en situation défavorisée à l'*apathie*, bien que ce comportement soit dominant parmi les populations étudiées. Comme le souligne Henri Rey au sujet des habitants des banlieues populaires disqualifiées, « l'image la plus commune à propos des banlieues et de la politique est celle de l'apathie, de l'indifférence ou du recours massif au vote protestataire. Cette image ne résiste pas à l'examen des faits. »[296] Les enquêtes qualitatives que j'ai menées à Chartres, à Oxford et à Pampelune auprès d'allocataires du revenu minimum ont montré qu'il existe dans les trois pays d'autres types de rapport au politique qui se distinguent clairement de l'*apathie*.

Le *mécontentement* constitue, à bien des égards, un type de rapport au politique particulièrement intéressant à observer car il se présente comme le seul type incarnant une aspiration à se rebeller contre le rapport de domination dans lequel sont enfermés les personnes en situation défavorisée. Les allocataires du revenu minimum proches de l'*apathie* manifestent une profonde résignation à laquelle ne peuvent se résoudre ceux dont le comportement se rapproche du *mécontentement*. Le sentiment d'injustice est au cœur de ce

[296] REY, Henri, *La peur des banlieues*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. La bibliothèque du citoyen, 1996, p.106.

rapport au politique : perception aiguë des inégalités sociales ; conviction que son niveau d'études ou son expérience professionnelle, son endurance à la tâche et son désir de travailler sont sous-évalués tant sur le marché du travail qu'aux yeux de la société ; sentiment de déchéance. Le rapport au travail structure ici le rapport au politique et le rapport au monde. Les caractéristiques des individus proches du *mécontentement* expliquent le rôle central du travail dans leurs conceptions. Ce type-idéal s'avère plus masculin que les trois autres, or l'homme a traditionnellement la charge d'assurer le bien-être matériel de sa famille, le fait d'assurer financièrement son autonomie participe d'ailleurs de sa définition identitaire. On remarque également, parmi les personnes proches du *mécontentement*, la faible présence des plus jeunes et des plus âgés. La plupart ont entre 35 et 50 ans, tranche d'âge associée à la période de plus grande activité professionnelle. L'amertume provoquée par l'incapacité à trouver un emploi stable et suffisamment rémunéré pour assurer de manière autonome la survie de son foyer est retournée contre le champ politique et plus globalement contre la société. Désigner nommément des responsables à cette situation s'avérant impossible, le *mécontentement* s'exprime par une rhétorique virulente et accusatrice, mais dépourvue de cible. Les propos véhéments qui sont tenus, d'apparence manichéens et velléitaires, n'empêchent toutefois pas les individus d'exprimer des paradoxes qui reflètent l'ambiguïté du *mécontentement* comme type de rapport au politique, entre idéalisme et réalisme. Il serait ainsi profondément erroné de réduire ce type à des discours exclusivement négatifs, critiques et récriminatoires. Sans l'espoir que la politique résolve les problèmes, en matière d'emploi tout particulièrement, mais aussi en termes de diminution des inégalités, de solidarité accrue entre les individus, il ne saurait y avoir de *mécontentement*. Paradoxalement, les personnes proches de cet idéal-type nourrissent de grandes attentes vis-à-vis du champ politique ; leurs déceptions réitérées les ont éloignées de toute référence partisane, mais l'espoir, même s'il n'est pas placé dans un homme ou un parti politique, subsiste. Avant tout préoccupés par leurs soucis matériels, ces individus isolés ne disposent cependant pas des moyens d'une réelle mobilisation. Verbaliser son indignation constitue donc le principal moyen d'expression de ce type de rapport au politique et l'on note que les prises de parole sont remarquablement plus spontanées que dans le cas de l'*apathie*, en dépit de connaissances tout aussi lacunaires en matière de politique.

Sur le fond, l'*apathie* comme le *mécontentement* manifestent une faible prise en compte du *principe de totalité* : l'expérience individuelle est la principale pour ne pas dire l'unique référence des individus qui se rapprochent de ces types-idéaux ; elle n'est pas rapportée à des informations théoriques ou pratiques extérieures à cette expérience vécue, ni

mise en perspective dans une optique de solidarité catégorielle ou de communauté de destin. Le jeu de l'opposition polaire entre résignation et indignation aboutit à distinguer l'*apathie* du *mécontentement*. Quelle est l'origine de cette disposition à la résignation ou à l'indignation ? Les entretiens approfondis permettent d'affirmer que le sentiment d'être isolé ou entouré, tout comme la réalité objective de l'ampleur du réseau personnel, n'ont pas d'effet sur les comportements politiques des individus. L'hypothèse d'un lien entre isolement et *apathie* politique – et réciproquement d'un lien entre présence d'un entourage attentif et plus forte implication politique – peut être invalidée à l'issue de ma recherche. La socialisation politique des uns et des autres explique pour partie leurs divergences. Bien que rejetant le plus souvent toute préférence partisane, les personnes proches du *mécontentement* ont été politiquement socialisées, au sein de leurs familles ou dans le cadre professionnel, ce qui fait défaut dans le cas de l'*apathie*. Les difficultés de la vie et les désillusions politiques peuvent aboutir à un abandon des références partisanes mais le champ politique demeure un cadre de référence qui fait sens pour les individus proches du *mécontentement*. Enfin, la disposition à la résignation ou à l'indignation semble recouper pour partie la différence sexuelle, l'*apathie* s'avère un type plus féminin tandis que le *mécontentement* est un type de rapport au politique plutôt masculin.

L'*apathie* tout comme le *mécontentement* apparaissent comme les deux types de rapport au politique les mieux en adéquation avec le vécu douloureux des personnes en situation défavorisée. Les deux autres types identifiés lors de l'analyse des entretiens approfondis, la *perplexité* et la *loyauté*, se présentent d'emblée comme plus minoritaires car associés à la présence de caractéristiques assez peu répandues qui viennent partiellement nuancer la situation de ces individus comme étant « défavorisée ». Rappelons que tous les individus interrogés étaient allocataires du revenu minimum, dépendant par conséquent de revenus limités accordés par l'État et se trouvant le plus souvent dans une situation d'impasse sur le marché du travail. C'est également le cas des individus proches de la *perplexité* et de la *loyauté*, cependant les premiers se distinguent par un niveau d'études nettement plus élevé tandis que les seconds ont bénéficié d'une socialisation politique réussie.

Le niveau d'études des personnes proches de la *perplexité* leur permet d'avoir une connaissance et une compréhension du champ politique, de ses acteurs, de ses fractures idéologiques, de ses limitations, qui sont absentes dans le cas de l'*apathie* et du *mécontentement*. Convaincues de l'efficience de l'action politique sur la société en général

comme sur leurs vies personnelles, elles sont sensibles à la complexité de la politique, d'où leur difficulté à formuler une préférence partisane. Plusieurs considérations entrent en jeu qui contribuent à placer les personnes proches de la *perplexité* dans une posture d'indécision : l'impossibilité objective de satisfaire toutes les revendications, la nécessité de procéder à des arbitrages entre des intérêts différents voire divergents, un sens élevé de l'intérêt général qui les conduit à douter de tout choix politique qui servirait leur intérêt personnel. Au-delà de ces considérations qui découlent d'une approche plus intellectuelle de la politique, on observe parmi les individus proches de la *perplexité* des caractéristiques psychologiques qui renforcent la cohérence de cet idéal-type : une attitude généralement modérée et prudente dans l'énonciation d'opinions, la volonté de prendre en compte les différents aspects d'un problème, le désir de penser par soi-même indépendamment de tout référent idéologique et/ou identitaire. Enfin, les personnes proches de ce type sont moins disposées à se sentir délaissées par leurs proches et stigmatisées par la société. On notera que l'approche compréhensive que j'ai privilégiée afin d'étudier le rapport au politique permet de concilier les apports de la science politique, de la sociologie et de la psychosociologie sur les représentations sociales, plus précisément de montrer les convergences de ces différentes perspectives. La *perplexité* est un rapport complexe au politique, car elle mêle une profonde conscience de l'importance de l'acte électoral comme participation de toute une nation à une décision collective cruciale, un malaise face au sentiment que ce 'pacte démocratique' qu'est l'élection pourrait être manipulé par les gouvernants, et une volonté sincère d'intervenir dans la sphère publique en ne fuyant pas ses responsabilités de citoyen. Les traductions de cette attitude en termes de comportements politiques sont en premier lieu une volatilité électorale assumée. La *perplexité* se comprend donc dans le contexte politique et intellectuel que l'on a appelé la « fin des idéologies ». Dans un monde où les anciens clivages idéologiques ont perdu de leur pertinence, où les équilibres géopolitiques ont profondément évolué, où les liens entre politique et économie connaissent de profondes transformations, et surtout dans une société de l'information qui expose aux yeux de tous cette complexité, il n'est pas étonnant que les individus soient désorientés.

La *perplexité* apparaît comme un rapport au politique intelligible dans le cadre interprétatif du passage du XX^{e} au XXI^{e} siècle. De nouvelles thématiques émergent comme l'environnement, la mondialisation économique, le « choc des civilisations » entre Occident et Islam. La remise en cause des affiliations partisanes qui caractérise cet idéal-type ne peut pas, selon moi, être interprété simplement comme un mouvement de dépolitisation, il s'agit plutôt d'une nouvelle forme d'implication dans le champ politique qui prend en compte les

transformations du monde actuel et qui traduit également l'individualisation croissante des choix politiques au détriment des affiliations partisanes identitaires. Il est particulièrement intéressant de constater que la *perplexité* se retrouve de manière extrêmement similaire dans les trois sociétés qui font l'objet de cette recherche comparative, ce qui manifeste le caractère supranational des changements en question. Il semble tout à fait probable que ce type de rapport au politique tend également à se développer de manière transversale, dans toutes les catégories sociales. Toutefois, il est remarquable que ce nouveau contexte de sens soit perçu et pris en considération jusqu'au sein des populations les moins favorisées.

Un niveau d'études élevé conduit les personnes en situation défavorisée à manifester un type de rapport au politique que j'ai nommé *perplexité*, à même de prendre en compte la complexification du monde. Cette évolution, nous l'avons vu, n'est pas pleinement perçue dans le cas de l'*apathie* et du *mécontentement*, bien que certains estiment que le clivage Gauche/Droite ne fait plus sens et que la politique est devenue « trop compliquée ». La complexité croissante du monde, telle que les media et en particulier la télévision la donnent à voir, ne s'impose pas davantage aux personnes proches de la *loyauté*. Ce type de rapport au politique se caractérise par une adhésion à des systèmes de valeurs, à des normes politiques et sociales, qui s'imposent aux individus avec l'évidence d'une autorité transcendante. La posture des personnes proches de ce type-idéal ne révèle ni incompréhension, ni rejet, ni indécision mais des certitudes. L'enquête qualitative montre, malgré le caractère résiduel de ce type, donc la petite taille de l'échantillon, que le sentiment de compétence n'est pas lié au niveau d'études. Une personne faiblement diplômée peut posséder un excellent niveau de compétence en raison d'une écoute assidue et prolongée d'informations ; sa motivation lui permet d'inverser la classique corrélation entre niveau d'études et niveau de compétence. Par ailleurs, le recours régulier aux media donne à l'individu le sentiment de sa propre compétence, en grande partie du fait de l'accumulation de connaissances partielles qui contribuent *in fine* à donner un sens au monde. Deux facteurs concourent à expliquer la *loyauté* politique qui persiste parmi une minorité de personnes en situation défavorisée : d'une part, une socialisation politique réussie a structuré leur univers mental et leur compréhension du champ politique ; d'autre part, leur adhésion à des normes politiques prescrivant entre autres de s'intéresser aux informations politiques leur permet d'appliquer régulièrement ces grilles de lecture aux événements qui font l'actualité. Les préférences partisanes qui sont clairement affichées dans le cas de la *loyauté*, la lecture idéologique de la société et du champ politique qui les accompagnent, ont ainsi tendance à se renforcer mutuellement. Cela explique

la faible place laissée au doute dans ce type de rapport au politique. La *loyauté* témoigne certainement d'une certaine conformité, à des valeurs, à des normes, à des schémas de compréhension, y compris lorsque ceux-ci apparaissent obsolètes en regard des transformations du monde contemporain. Cette conformité est à mettre en relation avec l'efficacité d'un contrôle social intériorisé qui explique notamment l'importance de la participation électorale aux yeux des personnes proches de ce type-idéal. La détention du droit de vote est vécue par eux comme le signe de l'appartenance à la communauté nationale et comme l'actualisation du lien de citoyenneté. Voter permet ainsi non seulement d'exprimer une opinion politique qui est relativement stable dans le temps mais aussi de démontrer publiquement son intégration politique. Ce dernier point mérite d'être souligné car, si la *loyauté* se retrouve dans l'ensemble de la hiérarchie sociale, la nécessité de devoir « prouver » que l'on est un bon citoyen est sans doute caractéristique des personnes en situation défavorisée. Ces personnes proches de la *loyauté* ressentent en effet leur dépendance financière – elles vivent grâce à des aides de l'État – sur le mode du déclassement. La crainte d'une déchéance encore plus grande pèse sur elles et ce désarroi par rapport à leur avenir s'exprime dans leurs discours : leur *loyauté* politique est présentée comme un effort sur soi, effort qui devrait selon elles être d'autant plus valorisé que leurs préoccupations matérielles justifieraient qu'elles « lâchent prise » et se détournent d'un champ politique qui échoue à apporter des solutions à leurs difficultés.

Il convient finalement d'insister sur le caractère dynamique de la typologie dont je viens de synthétiser les principaux résultats. Chaque type de rapport au politique constitue un ensemble cohérent de dispositions, de croyances, de jugements et de comportements. Si certaines personnes peuvent se rapprocher d'un type idéal, elles ne sauraient atteindre sa pureté abstraite. Nul ne saurait être enfermé dans un type auquel il serait, de par ses caractéristiques individuelles, « destiné ». Un même individu peut faire des expériences successives qui le rapprochent d'un type ou l'autre. Les entretiens approfondis suggèrent que des mouvements internes à la typologie sont possibles, sinon probables. Ainsi plusieurs personnes proches du *mécontentement* au moment de l'enquête évoquent un temps révolu où leur rapport au politique relevait clairement de la *loyauté*. Les désillusions politiques et le ressentiment provoqué par l'impossibilité de retrouver un emploi décent les ont progressivement détachées de leurs anciennes préférences partisanes, évoquées avec un mélange de nostalgie et d'amertume. Les personnes qui expriment une *loyauté* politique persistante, quant à elles, semblent lutter pour maintenir leur intérêt pour des questions

politiques éloignées de leurs préoccupations les plus immédiates. En dépit de leur volontarisme, elles appréhendent que leur détresse matérielle les rejette dans l'*apathie*, perçue à la fois comme une étape supplémentaire de leur déchéance et comme une solution de facilité. Parmi les personnes proches de l'*apathie*, il apparaît d'ailleurs que certains ont en fait fini par se désintéresser d'un champ perçu comme abstrait et déconnecté de leur réalité quotidienne, alors même qu'elles étaient auparavant proches de la *loyauté*. D'autres dynamiques sont concevables, bien qu'elles n'aient pas été observées lors de l'enquête qualitative. Ainsi, l'on pourrait envisager que le *mécontentement* d'un individu se fixe de manière plus précise contre un parti politique et qu'il se structure sous la forme d'une *loyauté* favorable au parti adverse. L'*apathie* politique n'est pas non plus une fatalité dont il serait impossible de s'extirper. Si les plus jeunes parmi les personnes en situation défavorisée sont souvent proches de cet idéal-type, l'expérience peut leur permettre d'accumuler des connaissances, de développer des sentiments d'appartenance sociale, d'observer les évolutions de la société au gré des gouvernements, pour finalement se tourner vers un autre type de rapport au politique.

Par quoi la dynamique de cette typologie est-elle déterminée ? Il me semble que le rapport au temps joue un rôle discret mais fondamental dans la caractérisation de chaque élément de la typologie. L'*apathie* est caractérisée par la prégnance des préoccupations quotidiennes les plus immédiates. Les personnes proches de ce type vivent au jour le jour, elles n'ont pas les moyens, ni intellectuels ni matériels, d'anticiper sur ce que sera leur vie dans un proche avenir. L'avenir est tout aussi absent des représentations des individus proches du *mécontentement*. Lorsqu'il est évoqué, c'est pour insister sur l'absence de perspectives, pour souligner que l'horizon est bouché. Le passé est en revanche mis en exergue car l'expérience vécue, en particulier le fait d'avoir multiplié les expériences professionnelles, permet de montrer sa valeur et d'exprimer le sentiment d'être déclassé. La *perplexité* est certainement le type idéal le plus tourné vers l'avenir. Les individus qui s'en rapprochent, du fait de leur bon niveau d'études, ont en effet des raisons d'espérer que leur situation matérielle évolue favorablement. De même, leur intérêt pour le politique se focalise moins sur l'état actuel des choses que sur les transformations du monde, sur ce que sera le monde de demain. La *perplexité* relève d'une démarche prospective, d'où son caractère hésitant, l'avenir étant incertain par nature. Enfin, concernant le rapport au temps, la *loyauté* s'avère un type relativement équilibré, faisant le lien entre l'inscription d'une socialisation politique dans le passé, la continuation d'une implication partisane dans le présent et un futur à la fois porteur d'espoirs et de menaces.

La façon dont chaque individu se représente son propre avenir, soit qu'il ne parvienne pas à s'y projeter, soit qu'il l'imagine bouché ou au contraire plein de promesses, a selon moi des conséquences indirectes mais puissantes sur son rapport au politique. La dimension dynamique de la typologie semble liée à l'évolution des espérances et désespérances des personnes en situation défavorisée. Dans un contexte économique de crise, où les opportunités sont faibles pour des individus faiblement qualifiés, l'*apathie* et le *mécontentement* devraient s'accroître. À l'inverse, la *perplexité* et la *loyauté* trouvent un contexte propice à leur développement en cas de reprise économique, en particulier pour des individus disposant d'un certain capital scolaire et/ou social.

3. Un rapport « populaire » au politique

À ce stade de la conclusion, il me semble nécessaire d'aborder l'approche culturaliste. La typologie développée dans cette thèse utilise volontiers les concepts de disposition, de représentation, de socialisation, concepts fréquemment utilisés dans une perspective culturelle. J'ai identifié quatre types idéaux de rapport au politique qui illustrent l'hétérogénéité des comportements politiques des personnes en situation défavorisée. Par-delà cette hétérogénéité, est-il possible de distinguer des éléments caractéristiques d'un rapport « populaire » au politique, à l'instar de Richard Hoggart[297] ou d'Oscar Lewis[298] qui ont décrit des cultures de la pauvreté ? Peut-on, en se référant à leurs analyses, retrouver des traits culturels distinctifs des catégories populaires dans les comportements politiques des bénéficiaires du revenu minimum interrogés lors de l'enquête qualitative ? Existe-t-il des continuités entre le passé et le présent, ou les catégories les moins favorisées ont-elles radicalement changé leur rapport au monde ?

Nous avons rappelé que le comportement politique dominant parmi les personnes en situation défavorisée est l'*apathie*. En effet, bon nombre des éléments recueillis ne peuvent être interprétés que dans le sens d'un diagnostic pessimiste, celui de la dépolitisation, du dépérissement du politique, de la perte de sens, de la perte du sentiment historique. Mais un constat aussi brut manque de perspective historique : rien ne prouve en effet qu'il y ait *perte* à

[297] HOGGART, Richard, *La culture du pauvre, Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Les Éditions de Minuit, coll. Le sens commun, 1970, 1ère éd. 1957, 420 p.

[298] LEWIS, Oscar, La vida. *Une famille portoricaine dans une culture de pauvreté : San Juan et New York*, Paris, Gallimard, coll. Témoins, 1969 (1ère éd. 1965), 810 p.

proprement parler. Les notions de dépolitisation, de perte du sentiment historique, etc., postulent qu'il existait « avant » – dans un passé mythifié où se confondent l'après-guerre et les trente glorieuses – une implication politique forte parmi ces mêmes catégories, ou plus généralement parmi les catégories populaires dont sont le plus souvent issues les personnes en situation défavorisée. Les aléas du contexte économique sont bien souvent présentés comme permettant de comprendre cette supposée évolution des attitudes politiques des catégories les moins favorisées : le chômage, la crise économique, seraient directement responsables de la crise de la représentation politique dans les catégories les plus pauvres (abstentionnisme et volatilité électorale) et de la montée des votes protestataires. Cette conception d'une rupture au sein des catégories populaires entre un « avant », période où la classe ouvrière aurait été unanimement mobilisée et encadrée (en particulier par les syndicats et le Parti Communiste) et un « maintenant » qui verrait la dépolitisation des enfants de ces catégories (ou pire, leur radicalisation au profit d'un vote Front National protestataire), est une représentation très franco-française qui pêche de part et d'autre par l'imposition de représentations fantasmées. Le premier fantasme consiste en la reconstruction d'un âge d'or du militantisme ouvrier. En France, tout comme en Grande-Bretagne, *a fortiori* en Espagne, la classe ouvrière n'a jamais affiché l'homogénéité d'opinion qui lui est rétrospectivement prêtée. Même en France, où le P.C.F. a conservé pendant 30 ans après la seconde guerre mondiale une influence électorale prépondérante, il ne réunissait pas plus de la moitié des suffrages ouvriers, le gaullisme attirant une composante plus conservatrice de la classe ouvrière. Les études de Lewis et Hoggart soulignent en outre toutes deux – *La culture du pauvre* de Hoggart est bien évidemment plus pertinente dans le cadre de notre comparaison puisqu'elle porte sur l'Angleterre des années 1950 – que les catégories les moins favorisées se montrent distantes vis-à-vis du champ politique. Hoggart écrit notamment que « le refus de toute forme d'autorité combiné à une attitude démissionnaire a pour effet d'augmenter l'apathie des gens du peuple à l'égard de toutes les sollicitations extérieures à la vie quotidienne la plus immédiate. »[299] La politique, que ce soit la classe politique ou les « grands principes », est présentée comme suscitant la circonspection plutôt que l'engouement. Il décrit ainsi la posture politique des ouvriers britanniques des années 1950, qu'il trouve d'ailleurs peu changée en regard de celle qu'il avait pu observer dans son enfance, dans les années 1920 : « Ne jugeons pas selon les règles, mais à partir des faits, ne jugeons pas selon un credo mais sur la personne et le cas particulier […] On trouve là une philosophie implicite qui explique la défiance vis-à-

[299] HOGGART, Richard, *op. cit.*, p.249-250.

vis des enthousiasmes patriotiques et des « devoirs civiques ». Les classes populaires ressentent encore – et pour ainsi dire physiquement – les affaires publiques ou la vie officielle comme mauvaises ou dangereuses. »[300] À l'aune de ce constat, la mobilisation politique des catégories populaires dans l'immédiat après-guerre et au début des trente glorieuses ne doit pas être surestimée, même si le lien entre le monde ouvrier et les organisations syndicales et politiques associées à la Gauche ait alors connu une période historiquement exceptionnelle. Le second fantasme consiste, on l'a abondamment souligné, à ne voir aujourd'hui le rapport au politique des catégories les plus défavorisées que sous l'angle de l'*apathie*, négligeant par là même l'hétérogénéité de ces personnes et de leurs comportements politiques. À cela s'ajoute une tendance à rejeter sur les catégories populaires la responsabilité de toutes les évolutions politiques jugées néfastes au bon fonctionnement de la démocratie, alors même que ces tendances peuvent être observées dans l'ensemble de la société et ne sont jamais qu'accrues de quelques points parmi les plus défavorisés. Ainsi la montée tendancielle de l'abstention peut être observée dans toutes les catégories sociales, y compris les mieux dotées culturellement. L'affaiblissement des appartenances de classe et des identités partisanes est également un phénomène transversal, mais qui ne semble inquiéter que dans le cas des catégories populaires, probablement car elles sont censées nécessiter un « encadrement » plus étroit. La volatilité de l'électorat populaire, qui peut « faire défaut » (le vocabulaire de la défection) à la Gauche, pose problème tandis que la volatilité électorale des catégories moyennes supérieures relève d'une indépendance d'esprit salutaire. Enfin, dans le cas de la France, la montée du Front National au cours des décennies 1980 et 1990, sur fond d'immigration et d'insécurité, a trop souvent été attribuée à l'autoritarisme supposé des chômeurs et des classes populaires en général. Cette montée en puissance électorale du parti de Jean-Marie Le Pen s'est pourtant opérée dans la plupart des catégories de la population[301]. En outre, la relation entre le F.N. et l'électorat populaire ne s'explique pas tant par un soutien inconditionnel aux principes fondamentaux de son programme politique que par un vote sur enjeu visant à souligner l'importance des thèmes de l'immigration et de l'insécurité ; cette relation apparaît ainsi comme fondée partiellement sur un malentendu.

Étudier les catégories les moins favorisées permet, je le crois, d'observer les manifestations exacerbées d'évolutions constatables dans l'ensemble des sociétés

[300] *Ibid.*, p.139.

[301] Les catégories les moins corrélées au vote Le Pen sont, sur l'ensemble de la période, les femmes, les plus âgés et les enseignants. *Cf.* MAYER, Nonna, *Ces Français qui votent F.N*,. Paris, Flammarion, 1999, 379 p.

européennes. Obéissant à un effet de loupe, les transformations sociétales transnationales apparaissent de manière plus criante parmi ces catégories : montée de l'individualisme, affaiblissement des appartenances collectives, crise des systèmes partisans et de la politique traditionnelle ; volatilité électorale et vote protestataire ; abstentionnisme ; absence de perspectives d'avenir ; perte de sens face à la complexité du monde ; multiplication et contradiction des impératifs normatifs.

L'évolution du contexte économique n'a pas, selon moi, entraîné une transformation spécifique à la culture politique des catégories populaires. En revanche, les bouleversements économiques, mais aussi géopolitiques, idéologiques, de la fin du XX^e^ et du début du XXI^e^ siècle ont modifié l'ensemble du contexte culturel dans lequel les attitudes et les comportements individuels prennent sens. Clifford Geertz propose cette définition de la culture comme contexte d'interprétation : « Persuadé, comme Max Weber, que l'homme est un animal suspendu dans les mailles d'un filet de significations qu'il a lui-même tissé, je considère la *culture* comme ce filet, et son analyse non comme une science expérimentale à la recherche de loi mais comme une science interprétative à la recherche de sens. »[302] Certains éléments d'une culture politique spécifiquement populaire, perdurant dans le temps, ont pu être identifiés. Toutefois, avant de les détailler, rappelons cette mise en garde de Geertz : « interpréter la manière dont un groupe d'êtres humains se comporte comme l'expression de leur culture tout en définissant leur culture comme la somme des manières selon lesquelles ils ont appris à se conduire ne nous apprend pas grand-chose. »[303] Lorsque les composants culturels identifiés sont porteurs de sens dans un contexte historique et/ou spatial donné, sans doute peut-on convenir que l'on réussit à éviter cet écueil et à réellement « apprendre quelque chose ».

Les enquêtes sociologiques sur la culture populaire se concentrent généralement sur le manque comme spécificité des attitudes populaires. Richard Hoggart observe de telles caractéristiques, que j'ai également retrouvées tant dans les analyses quantitatives que qualitatives : l'indifférence, la méfiance, le cynisme, le refus de s'engager, le conformisme, la crainte d'être humilié, l'absence de légitimité sociale. Ces dispositions semblent persister dans le temps et déterminent pour partie le rapport au politique de ces catégories. Surtout, on

[302] GEERTZ, Clifford, *The Interpretation of Cultures: Selected Essays*, New York, Basic books, 1973, p.5 (traduction de l'auteur).

[303] *Ibid.*, p. 249-250 (traduction de l'auteur).

remarque qu'elles participent de la culture populaire dans les trois pays de l'enquête et sans doute plus largement dans les pays d'Europe occidentale. Au-delà de ces caractéristiques « négatives », on apprécie chez Hoggart sa volonté de décrire la culture populaire de manière « positive » et de dépasser les préjugés propres aux catégories supérieures pour comprendre les logiques populaires. Il énumère comme « attitudes typiquement populaires » : le sens du concret, le réalisme, la tolérance désabusée, le pragmatisme, le fatalisme et un humanisme diffus. Les enquêtes qualitatives que j'ai menées en France, en Angleterre et en Espagne, confirment entièrement la persistance de ces caractéristiques culturelles qui conditionnent le contenu des propos recueillis. En outre, on retrouve ces éléments, de manière plus ou moins appuyée et diversement combinés, dans les quatre types de rapports au politique identifiés. On peut objecter que ces attitudes ne caractérisent pas spécifiquement les milieux populaires, mais leur conjonction offre selon Hoggart un terrain propice à une attitude démissionnaire que l'on retrouve dans l'*apathie* telle que je l'ai définie. Il écrit ainsi : « Le degré suprême de la démission est atteint, avec l'invocation de la 'liberté' comme justification du refus total de s'engager et de se risquer sur quoi que ce soit au-delà du petit périmètre de la vie quotidienne. »[304] Ce jugement sévère est contrebalancé par la compréhension que le fatalisme et la résignation des couches les plus démunies s'enracinent dans une conscience sourde de leur destin socio-économique. La logique de leurs conditions matérielles d'existence explique leurs attitudes ; leurs valeurs sont en phase avec leur réalité.

Les attitudes et comportements politiques sont généralement envisagés en fonction de la capacité ou de l'incapacité à s'exprimer selon des modalités scolaires, en s'appuyant sur des connaissances de base. On a tôt fait de dénoncer l'incompétence statutaire de catégories à faible capital social et culturel. Hoggart lui-même se montre très critique à l'égard des opinions politiques à l'emporte-pièce des membres des classes populaires, décrites comme « empruntées à un corps d'idées toutes faites », « généralisations hâtives », « lieux communs », « préjugés et demi-vérités ». L'on peut comprendre cette posture qui refuse de verser dans le relativisme. Mais si les catégories populaires sont moins éduquées, maîtrisent moins bien les structures conceptuelles du politique, cèdent volontiers à des facilités de langage, il serait trop rapide de conclure à leur incompétence. Les généralisations et les préjugés que l'on retrouve dans les entretiens avec des allocataires du revenu minimum ne sont pas toujours la marque d'une incompétence mais bien souvent l'expression de l'opinion véritable de ces personnes, opinion qui est en phase avec leur expérience du monde, à

[304] HOGGART, Richard, *op.cit.*, p.229.

l'horizon souvent restreint. Remettre en cause la légitimité de ces déclarations en raison de leur manque de nuance relève d'une violence symbolique exercée sur des représentations partagées, pour partie héritées du passé et des anciennes valeurs des catégories populaires et pour partie en voie d'élaboration en regard des transformations du contexte socio-économique. Interrogées plus précisément, les personnes en situation défavorisée reconnaissent les limites de leurs jugements et sont capables de les nuancer ou de les justifier, en toute bonne foi. Mais cette correction plus nuancée ne relève-t-elle pas du politiquement correct ? Plus généralement, l'on peut se demander si les opinions politiques émises par des individus socialement et culturellement plus privilégiés ne pourraient pas être critiquées de manière tout à fait similaire, en dépit d'une argumentation conceptuelle plus solide. Pour comprendre les opinions politiques des catégories populaires, sans doute faut-il se libérer des jugements moraux et de la cohérence logique propres à la position sociale du chercheur[305]. Je me suis efforcée de procéder de la sorte et je pense en avoir tiré un enseignement majeur : les personnes issues des catégories populaires rejettent toute forme de cohérence imposée et justifient les contradictions qui surgissent de la juxtaposition de leurs propos. Cela tient à un manque de structuration idéologique, mais aussi, plus profondément, à un refus de se laisser imposer des logiques perçues comme exogènes. Les incohérences objectives sont présentées comme relevant d'une logique « pour soi », en référence à la somme des expériences personnelles de l'individu.

Au sein des catégories populaires, le politique n'est pas un « espace prioritaire d'identification »[306]. Hoggart précisait dès les années 1950 l'importance centrale donnée au foyer, aux liens domestiques et aux relations de voisinage. L'attachement au groupe local, géographiquement mais aussi socialement proche, jouait alors un grand rôle. Il fondait notamment la bipartition fondamentale de l'univers social entre « eux » et « nous » qu'effectuent les membres des classes populaires. Aujourd'hui, il semble que l'identification des personnes en situation défavorisée à un groupe fasse souvent défaut. La bipartition eux/nous a perdu de sa pertinence explicative et cédé la place à une indifférence au sort d'autrui liée au sentiment de devoir *« s'en sortir seul »*, de ne pouvoir compter sur aucune aide. Or l'individualisme semble plus particulièrement destructeur pour les plus démunis, qui

[305] *Cf.* GRIGNON, Claude, PASSERON, Jean-Claude, *Le Savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, EHESS-Gallimard-Le Seuil, 1989, 260 p. Ils soulignent notamment que, pour étudier les comportements populaires, il faut se détacher de la vision intellectuelle propre au chercheur et dépasser les écueils d'un misérabilisme compassionnel et d'un populisme relativiste.

[306] DUBAR, Claude, *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, Paris : Armand Colin, coll.U, Série Sociologie, 1995, 276 p.

trouvaient autrefois dans l'appartenance à un groupe réconfort, renforcement et valorisation de leur identité. L'individualisation nourrit l'indifférence pour la chose publique parmi les catégories défavorisées, ce qui n'est pas nécessairement le cas dans les catégories supérieures où l'intérêt pour le champ politique est hautement valorisé. L'enquête qualitative menée dans le cadre de cette thèse avait pour objectif de comprendre comment des individus en situation de précarité et même de dépendance se représentent le champ politique. L'approche compréhensive choisie pour cela était appliquée à une échelle individuelle. Il serait pertinent, pour étudier les liens entre les catégories populaires et le politique, d'adopter une perspective plus collective, à l'échelle du quartier, voire de la commune. On observerait ainsi l'état de la communalisation aujourd'hui, c'est-à-dire la constitution de relations concrètes liant ceux qui éprouvent le sentiment de partager des caractéristiques et des valeurs, d'appartenir à un même ensemble. Le lien pourrait alors être fait entre cette communalisation, plus ou moins intense, et l'implication dans le champ politique. Richard Hoggart, lui-même issu d'une famille populaire, écrivait que « vivre au sein d'un milieu populaire c'est, aujourd'hui encore [donc en 1957], appartenir à une culture diffuse qui n'est pas moins contraignante et élaborée que celle qui caractérise les classes supérieures. »[307] Il signifie là qu'il existe des normes, socialement et implicitement approuvées, et des dispositions acquises au cours de la socialisation, qui régissent les comportements populaires. Cependant, pour que ces codes subsistent, encore faut-il que les contacts, les échanges interpersonnels, demeurent. La déréliction du lien social dans les milieux populaires, lié au relogement dans des quartiers neufs au cours des années 1960 et 1970 et à leur dégradation, entraînerait logiquement la perte d'une partie de la culture populaire. Reste à savoir si d'autres formes de cultures, des références et des expériences partagées nouvelles, se développent en lieu et place de l'ancienne culture populaire.

4. Coexistence d'une culture populaire et de cultures nationales

Une société nationale n'est pas un contexte de sens unifié et homogène. La comparaison européenne effectuée dans le cadre de mon étude montre que des populations socialement comparables manifestent des rapports au politique semblables, propres à leur position d'infériorité dans la hiérarchie sociale. Un premier résultat de cette comparaison est

[307] HOGGART, Richard, *op.cit.*, p.63.

de démontrer que la culture nationale n'est ni le cadre unique, ni le cadre prépondérant, dans la structuration du rapport au politique. D'autres contextes, économique, social, fournissent des codes pour interpréter la réalité et produisent des socialisations. Le rapport au politique ne peut être décontextualisé : tant ses assises culturelles nationales que sociales doivent être prises en compte. Les codes de la culture populaire coexistent ainsi avec les cultures nationales. La question qui se pose dès lors dans une perspective comparative est de savoir comment les façons de penser le politique propres aux plus démunis coexistent avec les normes politiques et culturelles inhérentes à chaque société nationale. Il semble que cette coexistence ne soit pas nécessairement pacifique. D'une part, les comportements des personnes les plus défavorisées, matériellement, socialement et culturellement, font l'objet de suspicions qui sont démesurées en regard des écarts réels mesurés entre leurs comportements et les moyennes nationales (*cf.* chapitres 1 et 2). D'autre part, certaines de leurs attitudes – cynisme, relativisme moral, méfiance vis-à-vis des formes institutionnelles de l'autorité, rejet du politique, vote protestataire – constituent effectivement un défi pour les cultures politiques nationales car elles participent de la contestation d'un ordre perçu comme imposé.

Étudiant la notion de déviance, Howard Becker fournit une explication plausible au discrédit porté sur le rapport au politique des catégories populaires. « Les sociétés modernes ne sont pas des organisations simples où la définition des normes et leur mode d'application dans des situations spécifiques feraient l'objet d'un accord unanime. Elles sont au contraire hautement différenciées selon les critères de la classe sociale, du groupe ethnique, de la profession et de la culture. Il n'est pas nécessaire que tous ces groupes partagent les mêmes normes, et, en fait, c'est rarement le cas. Tout les conduit à développer des systèmes de normes différents, aussi bien les problèmes posés par leur environnement que leur histoire et leurs traditions. Les contradictions et les conflits entre les normes des divers groupes entraînent des désaccords sur le type de comportements qui convient dans telle ou telle situation. »[308] écrit-il. Dans cette perspective, les comportements politiques des personnes en situation défavorisée, et plus généralement des catégories populaires, peuvent être jugés transgressifs et subir l'opprobre des membres d'autres catégories sociales. Toutefois, la suspicion à l'encontre des plus pauvres et de leurs attitudes politiques varie d'un pays à l'autre. Si les types de rapports au politique sont caractérisés de manière très semblable quel que soit le pays observé, les contextes nationaux leur confèrent des significations différentes.

[308] BECKER, Howard S., *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris: Métailié, 1985, [1ère éd. 1963], p.38-39.

Ainsi, l'*apathie* politique des personnes en situation défavorisée peut être considérée comme conforme à la culture politique de l'Espagne, elle peut être envisagée comme une garantie de stabilité politique en Angleterre, et critiquée comme mettant en péril la cohésion socio-nationale en France. Le *mécontentement* semble parfaitement en adéquation avec la culture française de critique et de contestation du pouvoir, mais beaucoup moins avec la culture britannique où il s'exprime sous la forme moins virulente d'une critique du bipartisme et du système électoral. La culture du consensus qui caractérise l'Espagne post-franquiste et le contexte de satisfaction suscité par l'extension des droits sociaux expliquent que le *mécontentement* apparaisse en contradiction avec la culture politique espagnole. C'est pourquoi ce type-idéal ne se manifeste en Navarre qu'à travers la forme radicale et vilipendée du soutien à l'E.T.A., mouvement qui milite précisément pour la scission entre Espagne et Pays Basque. Bien que la *perplexité* s'exprime de manière similaire dans les trois pays de l'étude, sa signification ne saurait être la même en France et en Angleterre, deux pays dont les électorats populaires ont longtemps été structurés idéologiquement par la notion d'appartenance de classe, et en Espagne, pays où les modalités de la transition démocratique ont dépassionné les clivages partisans.

Dans le prolongement de cette thèse, on peut faire l'hypothèse que le jugement porté sur les comportements politiques des plus défavorisés est lié à la manière dont chaque société intègre ses pauvres. En Espagne, où selon la typologie de Serge Paugam présentée[309], la pauvreté est *intégrée*, les plus pauvres ne sont pas marginalisés, ce qui se traduit dans le champ politique par le fait que leurs comportements et leurs opinions ne sont pas discrédités. Le système social espagnol apparaît ainsi en adéquation avec la culture politique qui s'est développée après la période franquiste, lors de la transition démocratique, caractérisée par la recherche du consensus et la dépolarisation. Le concept de dépolarisation renvoie dans le cas de l'Espagne à l'affaiblissement des lignes de conflit qui avaient déchiré l'Espagne lors de la guerre civile, plus précisément à l'atténuation du lien entre clivage Gauche/Droite et orientations laïques/religieuses[310]. La modération, sous une forme favorable à l'égalitarisme au plan social, sous la forme d'un apaisement des passions partisanes sur le plan politique, est une caractéristique constitutive de la légitimité démocratique en Espagne. Cette disposition culturelle est au cœur de la culture politique espagnole telle qu'elle s'est reconstruite à partir

[309] PAUGAM, Serge, *Les formes élémentaires de la pauvreté*, *op.cit.*
[310] *Cf.* BARNES, Samuel Henry, McDONOUGH, Peter, LÓPEZ PINA, Antonio, *The Cultural Dynamics of Democratization in Spain*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 1998, p.4-5, p.145-147.

de 1975. Elle constitue le contexte au sein duquel les modes d'expression des différents types de rapport au politique en Espagne prennent sens. La prépondérance de l'*apathie* et, à l'inverse, la quasi-absence de *loyauté*, s'expliquent ainsi dans le contexte national de dépolarisation politique, sociale et religieuse. Seule la question des identités régionales conserve un potentiel conflictuel, comme le montre le particularisme basque observé lors des entretiens que j'ai réalisés à Pampelune.

En Angleterre et en France, où la pauvreté est *disqualifiante*, les comportements politiques des catégories défavorisées font davantage l'objet de critiques. Les histoires politiques respectives de chacun de ces pays ont cependant modelé les façons de penser de manière bien distinctes. En Angleterre, on observe parmi les personnes en situation défavorisée une survivance remarquable du sentiment d'appartenance à une « classe sociale » qui agit comme un puissant repère identitaire. Bien que très conscients des inégalités sociales, leurs attitudes manifestent une acceptation tacite de ces inégalités, perçues comme trouvant leur origine dans un lointain passé et transmises naturellement depuis lors. Le ressentiment social est faible, ce qui doit être mis en parallèle avec la faiblesse des mouvements politiques visant une transformation radicale de la société[311]. Profondément, les catégories sociales inférieures estiment qu'il n'y a pas grand-chose à faire pour diminuer les inégalités. Cette soumission désabusée à l'ordre établi explique sans doute la relative indifférence de la société britannique à l'égard des opinions politiques de ses membres les plus défavorisés. Pourtant les entretiens approfondis et les observations effectués à Oxford suggèrent que des transformations sont en cours. Les identités collectives, bien que beaucoup plus résistantes en Angleterre aux bouleversements économiques et à l'expérience du chômage en comparaison de la France et de l'Espagne, s'affaiblissent désormais. La mutation du Labour vers un New Labour moins attaché à ses origines ouvrières et résolument tourné vers les classes moyennes entraîne une prise de distance de la part des catégories populaires qui lui étaient traditionnellement fidèles. Les conséquences politiques du système électoral britannique en termes de renforcement du bipartisme, de fermeture de la concurrence politique, de renforcement du premier ministre au détriment du parlement (la « dictature du cabinet » est souvent dénoncée), font depuis longtemps l'objet de discussions en Grande-Bretagne.

[311] Sur tous ces points, les observations effectuées à Oxford auprès d'allocataires de l'*income support* recoupent les conclusions de Duncan Gallie au sujet des ouvriers britanniques pendant les décennies 1960 et 1970. Il conclut que la prégnance du radicalisme de classe en France, par rapport à la Grande-Bretagne, ne réside pas dans une différence de perception des structures sociales inégalitaires des deux pays mais dans le ressentiment qu'elles engendrent en France, en lien avec le caractère conflictuel des relations patrons/ouvriers dans le monde du travail. Cf. GALLIE, Duncan, *Social inequality and class radicalism in France and Britain*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, 339 p.

L'enquête effectuée à Oxford a montré que ces questions suscitent un intérêt croissant parmi les personnes en situation défavorisée qui semblent insatisfaites de leur représentation politique actuelle.

Je me suis efforcée, dans le cadre de cette recherche comparative, de véritablement étudier les effets de trois contextes nationaux, sans postuler à l'un d'entre eux une importance supérieure ou un plus grand particularisme, ce qui constituait à mes yeux l'écueil majeur de la comparaison. La Grande-Bretagne et l'Espagne n'ont pas été traitées comme des contrepoints susceptibles « d'éclairer le cas français ». Force est pourtant d'admettre que je reconnais à la France une certaine exceptionnalité. C'est en France que les comportements politiques des catégories populaires sont, à chaque épisode électoral, le plus abondamment commentés, débattus, critiqués. Ainsi, le choix de mon objet d'étude fait sens dans le contexte français, bien plus qu'en Grande-Bretagne ou qu'en Espagne. Le rapport que la société française entretient avec ses pauvres, à savoir la *pauvreté disqualifiante*, se traduit dans l'espace public par une disqualification des opinions politiques des pauvres sans équivalent dans les deux autres pays de la comparaison. Ce faisant, elle présente néanmoins l'avantage de placer les catégories socialement et économiquement les plus dominées au cœur des préoccupations politiques. Ce fait n'est d'ailleurs pas nouveau en France. Rappelons que le Parti Communiste a connu une influence considérable pendant près de 30 ans, occupant durablement la place de premier parti de Gauche à l'échelle nationale et entretenant l'image d'un prolétariat à « l'avant-garde » du progrès social. Que la Gauche soit demeurée longtemps à l'écart du pouvoir politique, jusqu'en 1981, a d'ailleurs entretenu au sein des catégories populaires une tradition de contestation radicale. Il me semble que la tendance observée en France[312] de reporter sur les catégories populaires la responsabilité de certains résultats électoraux ne peut se comprendre qu'en regard du rôle qui leur a été conféré dans le passé. La société française entretient ainsi un rapport pour le moins paradoxal à l'égard des catégories les plus exposées au risque d'exclusion économique et sociale, balançant entre l'imposition d'une violence symbolique disqualifiant leurs opinions et des attentes démesurées à leur égard entretenues par le souvenir mythifié de la Révolution française. Ce paradoxe trouve son pendant dans l'ambiguïté du rapport au politique des personnes en situation défavorisée : la tradition républicaine de la citoyenneté conserve en France une audience certaine, jusque dans les

[312] *Cf.* COLLOVALD, Annie, *Le « Populisme du F.N. », un dangereux contresens*, Broissieux, Éditions du Croquant, 2004, 253 p. ; PIERRU, Emmanuel, « Sur quelques faux problèmes et demi-vérités autour des effets électoraux du chômage » *in* MATONTI, Frédérique (dir.), *La démobilisation politique*, Paris, La Dispute, coll. Pratiques politiques, 2005, p. 177-199.

milieux les plus défavorisés, portant avec elles des valeurs égalitaires qui, faute de correspondre à l'expérience vécue des individus, entraînent un rejet du politique. L'idéal républicain engendre ainsi à la fois un désenchantement et une fascination empreinte de fierté (un allocataire du R.M.I. déclare d'ailleurs, s'agissant de l'aide sociale accordée au plus démunis : *« On est pas en Angleterre quand même ! »*, exprimant ainsi sa perception de l'Angleterre comme un pays d'inégalités, par opposition à la France, pays d'égalité).

La typologie que j'ai élaborée au fil de ma recherche s'applique dans les trois pays de l'enquête, ce qui confirme sa validité pour une étude du rapport au politique qui ne s'inscrive pas dans le contexte d'une culture nationale particulière. L'approche comparative démontre que les différences nationales constituent des contextes culturels porteurs de sens, au sein desquels des comportements politiques similaires revêtent des significations différentes.

L'abstentionnisme, l'*apathie* politique, ne sont des comportements dysfonctionnels que s'ils nuisent au bon fonctionnement de la démocratie, à la vie politique collective, sans que les individus concernés par ces comportements en soient nécessairement conscients. La question qui se pose alors est de nature politique, elle a d'ailleurs maintes fois été soulevée par des sociologues, politistes et autres penseurs politiques. Il s'agit de se demander ce qui est le plus fonctionnel pour la bonne marche de la démocratie : la participation active de tous les citoyens ? ou la participation active de la frange la mieux informée de la population et l'acceptation massive des franges populaires jugées moins compétentes ? Sur ce point, les avis diffèrent. D'aucuns, tel Neuman[313], affirment que le bon fonctionnement de la démocratie repose précisément sur l'inaction d'une majorité de la population – dont l'incapacité à comprendre et évaluer les grands problèmes politiques est jugée « normale » – tandis qu'une minorité éduquée s'implique dans le fonctionnement démocratique. Cependant, d'autres comme Putnam[314] et Walzer plaident en faveur d'une participation étendue de la population, estimant que les citoyens *doivent* apprendre à connecter leurs expériences personnelles aux questions politiques, apprendre à parler de politique, devenir compétents. Notion exigeante, ambitieuse, en termes de devoir démocratique de chaque citoyen. Déterminer si l'*apathie* politique constitue un comportement déviant ou non impliquerait alors d'être capable de

[313] NEUMAN, W. Russel, *The Paradox of Mass Politics: Knowledge and Opinion in the American Electorate*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1986, 241 p.

[314] PUTNAM, Robert D., *Making Democracy Work. Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton, Princeton University Press, 1993, 258 p.

déterminer si l'*apathie* d'une partie de la population nuit à la démocratie ou en fait partie. Or cette question est avant tout une question politique, voire idéologique. Sans doute chaque nation, en fonction de sa culture politique, de son histoire, apporte-t-elle à cette question sa propre réponse démontrant encore, à supposer que cela soit nécessaire, à quel point la démocratie dépend moins d'une configuration institutionnelle que d'une culture.

Je ne voudrais cependant pas conclure ma recherche sur cette remarque d'un relativisme achevé. Il me semble que la dévalorisation du politique qui, partout, conduit les plus défavorisés à l'*apathie*, est due à une double impuissance : impuissance à proposer des hommes et des partis politiques qui « représentent » véritablement les plus déshérités, impuissance à apporter des solutions à leur détresse. Tant que l'offre politique n'aura pas été profondément modifiée pour offrir à cette « armée du silence » des raisons de croire en la construction collective d'un avenir meilleur, leur mutisme risque de perdurer.